

COMITÉ SYNDICAL

—

Mardi 24 Juin 2025

Sommaire

Gouvernance

1. Approbation du procès verbal du comité syndical du 25 mars 2025.....5
Rapporteur : M. Jean-Luc DAVY
2. Compte-rendu des décisions du président prises sur délégation du comité syndical.....32
Rapporteur : M. Jean-Luc DAVY
3. Rapport d'activité 2024.....41
Rapporteur : M. Jean-Luc DAVY

MDE et EnR

4. adhésion du Siéml à l'association CIBE et désignation d'un représentant.....43
Rapporteur : M. Jean-Luc DAVY

Gouvernance

5. Réforme des statuts du Siéml.....54
Rapporteur : M. Jean-Luc DAVY
6. Election relative au renouvellement partiel de la Commission d'appel d'offres : désignation d'un membre suppléant.....97
Rapporteur : M. Jean-Luc DAVY
7. Election relative au renouvellement partiel de la Commission de délégation de service public (CDSP) : désignation d'un membre suppléant.....103
Rapporteur : M. Jean-Luc DAVY

Finances, budget, fiscalité et patrimoine

8. Décisions modificatives n°1 2025 du budget principal et du budget annexe SPPDCF.....113
Rapporteur : M. Éric TOURON
9. Taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité (TICFE) : modalités de calcul du montant d'une fraction du produit de la part communale de la taxe (TICFE-C) reversé par le Siéml aux communes de Baugé-en-Anjou et de Segré-en-Anjou Bleu.....145
Rapporteur : M. Éric TOURON
10. Modification des durées d'amortissement pour les immobilisations du budget annexe relatif au service public de production et distribution de chaleur ou de froid (SPPDCF).....150
Rapporteur : M. Éric TOURON
11. Modification de la régie menues dépenses - Ouverture d'un compte de dépôt de fonds.....152
Rapporteur : M. Éric TOURON

Ressources humaines

12. Transformation et créations de postes et modification du tableau des emplois et des effectifs du Siéml.....156
Rapporteur : M. Frédéric PAVAGEAU
13. Renforcement des prestations d'action sociale au bénéfice des agents parents d'enfant en situation de handicap.....163
Rapporteur : M. Frédéric PAVAGEAU
14. Délibération annuelle autorisant l'attribution de véhicules du Siéml.....166
Rapporteur : M. Frédéric PAVAGEAU

Infrastructures

15. Participations relatives aux travaux d'électrification, aux travaux d'éclairage public, de maintenance et exploitation de l'éclairage public..... 172
Rapporteur : M. Jean-Michel MARY
16. Territoire connecté : déploiement du réseau d'objets connectés du Siéml et tarifs d'utilisation du réseau mutualisé..... 187
Rapporteur : M. Franck POQUIN
17. Etude de structuration Ouest Charge..... 194
Rapporteur : M. Thierry TASTARD

MDE et EnR

18. transferts de compétence "production et distribution par réseaux publics de chaleur ou de froid" par les communes de Mazé-Milon et Noyant-Villages..... 197
Rapporteur : M. Denis RAIMBAULT
19. production et distribution par réseaux public de chaleur renouvelable - convention individuelle relative au projet de réseau de chaleur "bois énergie" de Saint-Georges-sur-Loire.....204
Rapporteur : M. Denis RAIMBAULT
20. transfert de la compétence "production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable" par la commune de Huillé-Lézigné.....216
Rapporteur : M. Denis RAIMBAULT
21. production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable : conventions individuelles pour dix projets de chaufferie bois énergie de neuf communes.....221
Rapporteur : M. Denis RAIMBAULT
22. transfert de la compétence « production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable » par la commune du Lion d'Angers et convention individuelle pour un projet de chaufferie bois de la commune.....367
Rapporteur : M. Denis RAIMBAULT
23. attribution des aides pour la rénovation énergétique du bâti communal et intercommunal dans le cadre du premier appel à projets BEE 2030 de l'exercice 2025.....415
Rapporteur : M. Denis RAIMBAULT
24. dispositif d'accompagnement en faveur de la mobilité durable : attribution des aides dans le cadre du premier appel à projets de l'exercice 2025.....418
Rapporteur : M. Thierry TASTARD

Gouvernance

25. Informations diverses..... 425
Rapporteur : M. Jean-Luc DAVY

1. Approbation du procès verbal du comité syndical du 25 mars 2025

Rapporteur : M. Jean-Luc DAVY

L'an deux mille vingt-cinq, le 25 mars à neuf heures, le comité du Syndicat intercommunal d'énergies de Maine-et-Loire, régulièrement convoqué le 19 mars deux mille vingt-cinq, s'est réuni en séance ordinaire au siège du syndicat, 9 route de la Confluence, ZAC de Beuzon à Écouflant (49000), sous la présidence de M. Jean-Luc DAVY.

Sur les 46 membres en exercice, 34 membres étaient présents ou représentés. Quatre délégués ont transmis leur pouvoir à des membres de l'assemblée en amont de la séance.

Jean-Luc DAVY ouvre la séance en tant que Président ; David GEORGET est le secrétaire de séance.

MEMBRES	DÉSIGNÉ(E) PAR	CIRCONSCRIPTION	PRÉSENT	EXCUSÉ	ABSENT
BELLARD Louis-Luc		Angers Loire Métropole	x		
BERNAUDEAU David	Doué en Anjou	Saumur Val de Loire	x		
BIAGI Robert		Angers Loire Métropole	x		
BIGEARD Jacques	Montrevault-sur-Èvre	Mauges communauté	x		
BOURGEOIS Daniel		Angers Loire Métropole	x		
BROSSELIER Pierre, suppléé par Jean-Luc KASZYNSKI	Blaison-Saint-Sulpice	Loire Layon Aubance	x		
CHIMIER Denis		Angers Loire Métropole		POUVOIR	
COQUEREAU Franck		Angers Loire Métropole			x
DAVY Jean-Luc	Morannes-sur-Sarthe-Daumeray	Anjou Loir et Sarthe	x		
DECAËNS Christine	Lys-Haut-Layon	Cholet-Agglomération	x		
DENIS Adrien	Noyant-Villages et Baugeois Vallée	Baugeois Vallée			x
DESOEUVRE Robert		Angers Loire Métropole	x		
DUPERRAY Guy, suppléé par René-François JOUBERT		Angers Loire Métropole	x		
GEORGET David	Le Lion d'Angers	Vallées du Haut Anjou	x		
GIRAULT JérémY		Angers Loire Métropole			x
GODIN Eric		Angers Loire Métropole	x		
GRENOUILLEAU Patrice	Chemillé-en-Anjou	Mauges Communauté	x		
GUICHARD Virginie	Vallées du Haut Anjou	Vallées du Haut Anjou			x
GUILLET Priscille	Loire-Layon-Aubance	Loire-Layon-Aubance	x		
HERVE Dominique	Cholet Agglomération	Cholet Agglomération		POUVOIR	
HIE Arnaud suppléé par Jacky MIGNOT		Angers-Loire-Métropole	x		
JEANNETEAU Annick	Cholet-Agglomération	Cholet-Agglomération	x		
LARDEUX Dominique		Segré-en-Anjou Bleu	x		
LEROY Monique		Angers-Loire-Métropole		x	
MARTIN Jacques-Olivier suppléé par Grégoire LAINÉ		Angers-Loire-Métropole	x		
MARY Jean-Michel	Beaupreau-en-Mauges	Mauges Communauté	x		
MARY Yves	Ombree d'Anjou	Anjou-Bleu Communauté	x		
MOISAN Gérard		Angers-Loire-Métropole			x

MEMBRES	DÉSIGNÉ(E) PAR	CIRCONSCRIPTION	PRÉSENT	EXCUSÉ	ABSENT
MORINIÈRE Alain	Le May-sur-Èvre	Cholet-Agglomération	x		
MOUSSERION Eric	Antoigné et Saumur Val de Loire	Saumur Val de Loire	x		
NERRIÈRE Paul	Sèvremoine	Mauges Communauté		POUVOIR	
PAVAGEAU Frédéric	Cholet Agglomération	Cholet Agglomération	x		
PONTOIRE Dominique	Bellevigne-les-Châteaux	Saumur Val de Loire	x		
POQUIN Franck		Angers Loire Métropole	x		
POT Christophe	Baugeois Vallée	Baugeois Vallée	x		
POUDRÉ Joelle	Bégrolles-en-Mauges	Mauges Communauté		POUVOIR	
RAIMBAULT Denis	Mauges communauté	Mauges communauté	x		
RAIMBAULT Jean-François suppléé par PREDONZAN Franck		Angers Loire Métropole	x		
ROCHARD Bruno	Mauges-sur-Loire	Mauges Communauté	x		
SOURISSEAU Sylvie	Loire-Layon-Aubance	Loire-Layon-Aubance	x		
STROESSER Delphine	Etriché	Anjou-Loir-et-Sarthe	x		
TALLUAU Gilles	Varennes-sur-Loire et Saumur Val de Loire	Saumur Val de Loire	x		
TASTARD Thierry		Angers-Loire-Métropole	x		
TRAMIER Didier	Orée d'Anjou	Mauges Communauté			x
TOURON Eric	Distré	Saumur Val de Loire		x	
YOU Didier, suppléé par Henri VOISINE		Angers-Loire-Métropole	x		

Denis CHIMIER, vice-président, délégué de la circonscription Angers Loire Métropole, a donné pouvoir de voter en son nom à Franck POQUIN, vice-président, délégué de la même circonscription.

Dominique HERVÉ, délégué de la circonscription Cholet Agglomération, a donné pouvoir de voter en son nom à Annick JEANNETEAU, déléguée de la même circonscription.

Paul NERRIÈRE, délégué de la circonscription Mauges communauté, a donné pouvoir de voter en son nom à Denis RAIMBAULT, vice-président, délégué de la même circonscription.

Joeëlle POUDRÉ, vice-présidente déléguée de la circonscription Cholet Agglomération, a donné pouvoir de voter en son nom à Thierry TASTARD, vice-président délégué de la circonscription Angers Loire Métropole.

Avant d'ouvrir la séance, Jean-Luc DAVY fait part des deux décès survenus ces dernières semaines. Le 7 mars, décès de Raymond JOUANNEAU, ancien directeur général de 1985 à 1992 puis, le 14 mars, décès de Dominique TERTRAIS, ancien Président de 2006 à 2010.

Jean-Luc DAVY ouvre la séance en qualité de Président ; David GEORGET est secrétaire.

Le Président accueille Monsieur VAN WYNENDAELE, adjoint de la chef du service comptable des finances publiques.

1 – Approbation du procès-verbal du comité syndical du 4 février 2025

A compter du 13 mars 2025, le procès-verbal de la réunion du 4 février a été mis à disposition des membres du comité syndical sous forme dématérialisée sur le site internet dans un espace qui leur est dédié.

Après avoir entendu l'exposé du Président, les membres du comité syndical prennent acte du procès-verbal du 4 février 2025.

2 – Compte-rendu des décisions du Président dans le cadre de ses délégations

Jean-Luc DAVY informe que dans le cadre de la délégation n° 46/2020, il doit rendre compte des attributions exercées par délégation lors de chaque comité syndical.

Le compte rendu des décisions prises depuis le 4 février 2025 par le Président du Siéml sur délégation du comité syndical est en annexe du rapport d'information présenté en séance.

Solène BOURET, responsable des affaires juridiques présente de manière thématique, les décisions prises par le président parmi lesquelles :

- projet « Village des syndicats » : marché de maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation de la Chapelle de Beuzon conclu par Alter public, maître d'ouvrage délégué ;
- congrès Amorce 2025 à Angers : contrat de participation financière partagée entre le Siéml, le SIVERT et le SEA au congrès Amorce 2025 à Angers, d'un montant total de 170 000 € TTC réparti de la manière suivante : 40 % pour le SIVERT, 40 % pour le Siéml, 20 % pour le SEA ;
- adhésion à l'association française de l'éclairage (AFE) pour l'année 2025 en contrepartie d'une cotisation de 544 € ;
- éclairage extérieur et mise en lumière des bâtiments publics : conclusion de 11 conventions pour l'éclairage extérieur (stades sportifs, parking publics, terrains de jeu, cimetières) et la mise en lumière (églises, salles municipales).
- Transition énergétique : aides du Siéml aux EPCI pour les actions d'information et de conseil auprès des ménages en matière de rénovation énergétique de l'habitat ;
- installations de production et réseaux de chaleur : conclusion d'un marché pour la réalisation d'une étude de faisabilité pour un réseau de chaleur alimentant la commune de Baugé-en-Anjou par la chaleur fatale issue d'une UVE ; construction d'une chaufferie biomasse et son réseau associé sur le site de la SCIC MLBE à Saint-Georges-sur-Loire (49).

3 – Rapport sur les actions entreprises par Sorégies à la suite des observations de la Chambre régionale des comptes de Nouvelle Aquitaine de mars 2024

Le Président cède la parole à Clémence MARIE, responsable prospective, contrôle et concertation.

Clémence MARIE rappelle le contexte de ce rapport et présente les actions entreprises par Sorégies au cours de l'année 2024 pour répondre aux quatre recommandations formulées par la Chambre régionale des comptes.

La recommandation n° 1 précisait que les comptes rendus d'activité devaient respecter le cadre réglementaire. La CRC estimait qu'il manquait des informations sur les données liées au compte d'exploitation annuel et à la comptabilité analytique. Sur ce point, Sorégies estime que les comptes rendus réalisés sont suffisamment conséquents et répondent déjà aux exigences réglementaires.

La recommandation n° 2 rappelle que le format du rapport de contrôle présenté par le syndicat Énergies Vienne et le Siéml à leur assemblée respective doit tenir compte des évolutions liées à ce nouveau décret de 2022. Sorégies a répondu à ses obligations en faisant le lien avec les deux syndicats

La recommandation n° 3 concernait la procédure d'approbation et de suivi des conventions réglementées. Depuis 2024, Sorégies a mis en place des points réguliers avec les commissaires aux comptes afin de vérifier toutes les conventions qui pourraient être réglementées, d'en réaliser les analyses nécessaires et d'assurer un meilleur suivi.

Recommandation n° 4 : justifier le montant de provisions pour couvrir les risques liés aux opérations de trading. En 2024, l'architecture inhérente à chacune des activités de Sorégies a été entièrement

remise à jour avec les commissaires aux comptes dans le cadre de la clôture des comptes 2023 et 2024. Cette mise à jour a par ailleurs été intégrée dans les process pour une revue annuelle.

Le comité syndical prend acte.

Emmanuel CHARIL ouvre une parenthèse sur le syndicat Énergie Vienne qui compte 130 élus. Lors d'une réunion qui s'est déroulée au Siéml, une étude basée sur les comptes rendus des syndicats du Grand Ouest, visant à analyser s'il existe une corrélation entre le nombre d'élus et le taux de participation, a été présentée.

A cette occasion, nous avons appris que le Siéml affiche l'un des taux de participation les plus élevés de l'échantillon observé pour le comité syndical, ce dont nous pouvons nous réjouir.

4 – Rapport thématique régional de la CRC des Pays de la Loire concernant les réseaux de distribution d'électricité face au défi de la transition énergétique

Clémence MARIE rappelle que ce rapport a été notifié au Siéml le 11 mars dernier. La Chambre régionale des comptes des Pays de la Loire a compilé les rapports des syndicats et des collectivités qu'elle a audités : Territoire d'énergie 44, le Siéml, Territoire d'énergie Mayenne, la SEM Alter énergies et le département de la Sarthe.

Clémence MARIE expose les quatre recommandations issues du rapport thématique de la CRC.

La première concerne la disparité des différentes configurations institutionnelles qui ne permet pas la mise en œuvre de stratégies globales, notamment sur les enjeux de transition énergétique et écologique.

La seconde recommandation propose en conséquence d'adapter les modalités de gouvernance inégales pour faciliter l'adoption d'une stratégie globale à l'échelle des territoires. La CRC rappelle que l'enjeu principal dans les années à venir, sera la capacité des acteurs à massifier les projets d'énergie renouvelable pour atteindre les différents objectifs des programmations nationales et régionales. Elle enjoint l'ensemble des acteurs à renforcer la coopération et la gouvernance locale entre les différents échelons territoriaux.

La troisième recommandation consiste à orienter les investissements pour limiter la vulnérabilité des réseaux face au changement climatique. La CRC a relevé des taux d'enfouissements assez inégaux, voire faibles sur certains territoires qui pourraient accroître la vulnérabilité des réseaux. Elle a enjoint les AODE et Enedis à accélérer les investissements sur les réseaux de distribution publique d'électricité, et appelé de ses vœux un renforcement des investissements, un meilleur pilotage de ces derniers, ainsi qu'une meilleure coordination avec le gestionnaire de réseau Enedis.

La quatrième recommandation encourage les différents acteurs publics à se mobiliser pour amplifier la contribution à la production d'énergies renouvelables afin d'atteindre les objectifs régionaux, voire nationaux fixés par la loi énergie climat. La CRC a relevé la richesse et la diversité des actions et des services proposés par les syndicats pour accompagner les collectivités dans leurs actions en faveur de la transition énergétique.

Clémence MARIE poursuit avec quelques points qui concernent plus particulièrement le Siéml. La CRC a souligné le lien fort entre le Siéml et les territoires, le taux d'enfouissement, la vétusté des ouvrages et la convention transition énergétique avec Enedis qu'elle trouvait assez mince. A ce titre, depuis l'édition du rapport, la convention a récemment été renouvelée pour la période 2024/2027, en tenant compte des remarques. Enfin, la CRC a rappelé la force du Siéml sur l'ensemble des actions développées avec les nombreuses actions portées par notre syndicat et la SEM Alter énergies, permettant de bien embrasser les enjeux de massification des énergies renouvelables.

Le comité syndical prend acte.

5 – Approbation des comptes de gestion 2024

En l'absence du vice-président en charge des finances, Jean-Luc DAVY cède la parole à Elise VIGILANT, responsable des finances qui débute la présentation avec le compte de gestion.

Le budget principal présente excédent de fonctionnement de (12 640 449,58 €) et un déficit d'investissement (954 950,00 €) pour un résultat 2024 de (11 685 499,25 €).

Le budget IRVE présente un excédent de fonctionnement de (12 971,40 €) et un excédent d'investissement de (11 782,01 €) pour un résultat 2024 de (24 753,41 €).

Le budget GNV présente un excédent de fonctionnement de (8 419,47 €) et un résultat d'amortissement de (0 €) pour un résultat 2024 de (8 419,47 €).

Le budget PCRS présente un déficit de fonctionnement de (- 5 005,87 €) et un excédent d'investissement de (1 559 703,68 €) pour un résultat 2024 de (1 559 703,68 €).

Le budget SPPDCF présente un excédent de fonctionnement de (278,61 €) et un résultat d'investissement de (254 880,91 €) pour un résultat 2024 de (255 159,52 €).

Le résultat consolidé présente un excédent de fonctionnement global de (12 657 113,19 €) et un excédent d'investissement de (871 308,67 €), soit un résultat global de (13 528 421,86 €) conforme au compte administratif présenté dans le prochain rapport.

Monsieur VAN WYNENDAELE, adjoint à la cheffe du service comptable au centre des finances publiques, confirme les chiffres du compte de gestion et du compte administratif.

Après avoir entendu l'exposé de Mme VIGILANT ;

Après en avoir entendu les débats ;

Les membres du comité syndical décident à l'unanimité ;

- **de statuer** sur :
 - l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024, y compris celles relatives à la journée complémentaire (cf. annexe) ;
 - l'exécution du budget principal et des budgets annexes IRVE, GNV, PCRS et SPPDCF de l'exercice 2024 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;
 - la comptabilité des valeurs inactives ;
- **de déclarer** que les comptes de gestion dressés pour l'exercice 2024 pour la comptabilité du syndicat par le receveur, visés et certifiés conformes par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de votre part ;
- **de demander** à la juridiction financière, pour les motifs précédemment énoncés d'exiger l'apurement du compte.

Nombre de délégués en exercice.....	46
Nombre de présents.....	33
Nombre de votants.....	37
Abstention.....	0
Opposition.....	0
Approbation.....	37

6- Approbation du compte administratif 2024

Le Président Jean-Luc DAVY se retire pour laisser la présidence à Denis RAIMBAULT, vice-président en charge de l'efficacité énergétique et la maîtrise de la demande en énergie.

Elise VIGILANT débute la présentation des comptes administratifs 2024 du budget principal avec un état des principales recettes constituées des redevances et entre parenthèses, un comparatif de l'année 2023 :

R1 électricité	1,210 M€ (1,189 M€)
R1 gaz	0,252 M€ (0,245 M€)
R2 électricité	3,521 M€ (3,707 M€)
Total	5 081 M€ (5,141 M€)

La somme des redevances représente 20 % du budget 2024 soit une baisse de 1,14 % par rapport à 2023. Cette baisse s'explique par la diminution des effacements qui sont éligibles au calcul de la redevance.

Le total des recettes au compte administratif s'élève à 25,347 M€ contre 26,451 M€ en 2023.

Le montant de la TICFE atteint 14,07 M€ contre 15,28 M€ en 2023 et représente 55 % du budget. Après reversement de la part communale de Baugé-en-Anjou et Segré-en-Anjou Bleu, 13,72 M€ reviennent au Siéml.

Les dépenses principales qui s'élèvent à 12 707 M€ contre 12 101 M€ en 2023 sont ainsi réparties : les frais de personnel 5,479 M€ (4,749 M€) en hausse de 15,3 % en raison des créations de postes qui ont eu lieu en 2024 ; les charges à caractère général 1,697 M€ (1,590 M€) enregistrent une hausse de 6,7 % en corrélation avec l'augmentation des effectifs mais également en raison des nouveaux projets de chaufferies bois ; les dépenses pour l'entretien et la maintenance de l'éclairage public 1 577 M€ (1,439 M€) ; les aides à la décision en matière de transition énergétique 224 k€ (253 k€) ; le reversement de la TICFE à Baugé-en-Anjou et Segré-en-Anjou Bleu soit 351 k€ ; les charges de gestion courantes, 985 k€, dont 320 k€ de subvention versée au budget annexe IRVE ; l'alimentation du compte épargne temps de 50 k€ qui s'ajoutent au 201 k€ déjà provisionnés ; la dotation aux amortissements de 1 997 M€ et les frais financiers de 363 k€ (418 k€), dont la baisse s'explique par la diminution des taux variables pour deux prêts. De manière générale, les frais financiers ont baissé de 49,5 % entre 2016 et 2024.

Elise VIGILANT poursuit avec la présentation d'un tableau qui reprend l'évolution annuelle de la dette depuis 2017. L'annuité de la dette s'élève à 2,8 M€ en 2024.

La synthèse du budget fonctionnement, avec des recettes à 25 347 M€ et des dépenses à 12 707 M€, présente un excédent de fonctionnement de 12,64 M€ en baisse par rapport à l'année 2023 (14,35 M€).

Elise VIGILANT poursuit avec les recettes d'investissement du compte administratif 2024 à 51 673 M€ contre 53,186 M€ en 2023 et présente le détail : affectation du résultat de l'année 2023, 14,28 M€ (12,28 en 2022) ; FCTVA 1,93 M€ (1,74 M€ en 2024) ; remboursement par l'ADEME des avances effectuées dans le cadre du COTER, dispositif pour lequel le Siéml sert de boîte aux lettres 899 k€ (540 k€ en 2023) ; remboursement des travaux en co-maîtrise d'ouvrage pour 7,607 M€ (6,465 M€ en 2023) ; remboursement des travaux de chaufferie de Cantenay-Epinard 285 k€.

- Fonds de concours, subventions de participations 20,905 M€ (23,963 M€ en 2023)

- FACÉ : 6,815 M€.
- ENEDIS : 3,032 M€.
- Communes et usagers : 11 058 M€.

- Emprunt auprès de la Caisse d'épargne 3 M€ ;

- Opérations d'ordre concernant les dotations aux amortissements et la récupération des avances versées sur les marchés : 2,688 M€ (2,536 M€ en 2023).

- Les principales dépenses d'investissements 52 628 M€ (53,527 en 2023), sont présentées par pôle.

Pôle Conseil, organisation et ressources (COR) : maîtrise d'œuvre pour le Village des syndicats 361 k€ ; maîtrise d'œuvre pour le projet de rénovation de la chapelle de Beuzon 26 k€ ; première année de renouvellement des véhicules 291 k€ ; autres investissements (logiciels, mobilier, matériel informatique) 451 k€.

Pôle Stratégie énergétique territoriale et accompagnement opérationnel (SETAO) : programmes aide à l'efficacité énergétique pour 837 k€ ; participation au budget IRVE pour l'installation de nouvelles bornes de recharge pour véhicules électriques pour 620 k€ ; travaux d'installation de 3 chaufferies bois pour des collectivités adhérentes pour 0,765 M€ ; apport en compte courant à deux sociétés de méthanisation Loire Mauges Energie et LAMPA pour 745 k€ ; apport en compte courant à la société SCIC Baugeois Vallée énergie pour l'amélioration et la gestion de la station de distribution de BioGNV 25 k€ ; avance remboursable au budget annexe de service public de production et de distribution de chaleur ou de froid pour 508 k€ ; subvention dans le cadre de la gestion, pour l'ADEME du contrat COTER pour 830 k€.

Pôle Conception et construction des réseaux (CCR) et Exploitation, données et territoire connecté (EDTC) : les travaux sur réseaux et travaux pour tiers s'élèvent à 35,777 M€ HT représentent 68 % des dépenses d'investissement. Parmi les plus importants on retrouve les effacements pour 7,775 M€, l'éclairage public pour 6,480 M€ et les travaux pour tiers à hauteur de 6,257 M€ ; le volume des travaux de réseaux est de 38 M€ pour 2024. Depuis 2018, le volume des travaux oscille entre 37 et 40 M€ ; Territoire intelligent d'Angers Loire Métropole pour 2,584 M€ pour deux années ; participations du Siéml aux communes pour des travaux d'éclairage public extérieurs tels que la mise en lumière des stades ou des parkings pour 227 k€.

- Emprunts et dette assimilés 2,481 M€ au 31 décembre 2023, hors emprunts communaux.

Elise VIGILANT présente le cadre réglementaire de la loi de finances pour 2024 relatif aux dépenses dites « vertes » qui doivent apparaître au compte administratif. avec obligation de joindre une annexe au compte administratif 2024. Le décret d'application précise la méthodologie et le système de cotation de certaines dépenses : favorable, défavorable, neutre ou mixte. Parmi les 17 comptes qui participent à l'atténuation du changement climatique avec la réduction des émissions des gaz à effet de serre et la promotion des énergies bas carbone, 5 sont utilisés au Siéml : les frais d'études, les matériels de transport, les constructions en cours, les installations matérielles et outillages techniques et les immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours.

A partir de la méthodologie de l'Institut de l'économie pour le climat (I4CE) qui respecte aussi la taxonomie européenne, Elise VIGILANT détaille l'analyse opérée.

- Travaux sur les infrastructures et réseaux de distribution publique d'électricité :
 - extensions : classées comme **neutres** par défaut, conformément à la taxonomie européenne ;
 - renforcements et sécurisations : **neutres** – maintien de l'existant ;
 - génie civil télécom, destruction de transformateurs, effacements de réseaux : impact **neutre**.
- Éclairage public et territoire connecté :
 - dépannages et géoréférencement : **neutres** – maintien de l'existant ;
 - trame sombre : **favorables** pour leur impact positif sur la biodiversité ;
 - réseau lorawan et territoire connecté : **favorables** car limite les déplacements – impact positif sur les émissions de gaz à effet de serre ;
 - rénovations d'éclairage public : **favorables** – matériel moins énergivore.
- Chauffage et énergie renouvelable :
 - chaufferie bois du Siéml : **favorable** – matériel moins énergivore ;
 - études préalables à l'installation de panneaux photovoltaïque sur le site du Siéml : **favorables** – matériel moins énergivore ;

- acquisition véhicules électriques ou roulant au bioGNV : **favorable** – impact positif sur les émissions de GES.
- Actions en faveur de la transition énergétique :
 - Maîtrise d'œuvre chaufferie bois : **favorable** – étude pour installation de matériel moins énergivore

Les dépenses d'investissement cotées 31 078 066,22 € sont constituées de 2 972 158,77 € de dépenses favorables, 28 878 618,22 € de dépenses neutres et seulement 27 289,23 € de dépenses défavorables (pannes mécaniques sur des véhicules et des études de maîtrise d'ouvrage).

La synthèse des investissements avec des recettes à 51,673 M€ et des dépenses à 52,628 M€, présente un déficit d'investissement de 955 k€ en baisse par rapport à l'année 2023 (- 341 k€).

Le résultat financier en investissement et fonctionnement avec des recettes à 77,020 M€ et des dépenses à 65,335 M€, présente un excédent brut de 11,685 M€, en baisse par rapport à l'année 2023 (14,009 M€).

Les restes à réaliser en investissement avec des recettes de 32,142 M€ et des dépenses à 34,108 M€, présente un déficit de – 1,966 M€, en baisse par rapport à l'année 2023 (- 3 052 M€)

Le résultat de clôture 2024 du budget principal avec des recettes à 109,162 M€ et des dépenses à 99,443 M€, présente un excédent net de 9,719 M€, en baisse par rapport à l'année 2023 (10,957 M€).

Daniel BOURGEOIS, délégué de la circonscription d'Angers Loire Métropole, s'étonne que les renforcements de réseaux qui participent à une moindre consommation et contribuent à la diminution des chutes de tension, n'apparaissent pas dans les dépenses vertes.

Elise VIGILANT explique que les renforcements de réseaux sont considérés comme neutres compte tenu du seul axe retenu cette année qui est l'atténuation du changement climatique. En revanche, en 2027 les renforcements de réseaux seront intégrés dans l'axe sur l'adaptation au changement climatique et seront considérés comme favorables. L'analyse des six axes va s'affiner et monter en puissance jusqu'en 2027.

Elise VIGILANT poursuit avec la section de fonctionnement du budget annexe IRVE qui présente 1,124,63 k€ de recettes et 1 111,66 k€ de dépenses. Les principales recettes sont constituées des redevances des usagers et de la subvention du budget principal et la principale dépense concerne le coût de l'énergie.

Denis RAIMBAULT constate que les recettes couvrent à peine les frais de fonctionnement sur ce budget annexe.

Elise VIGILANT indique que les recettes du service couvrent presque les dépenses d'électricité auquel il faut ajouter la maintenance et l'exploitation. La synthèse présente un excédent de fonctionnement de 12,97 k€.

La section investissement présente 862,24 k€ de recettes et 850,46 k€ de dépenses. La synthèse présente un excédent d'investissement de 11,78 k€. Le résultat financier en investissement et fonctionnement présente un excédent brut de 24,75 k€. Les restes à réaliser se neutralisent quasiment avec un excédent de 4,33 k€.

Le compte administratif présente un excédent net de 29,08 k€ en baisse par rapport à l'année 2023 (47,19 k€).

Le budget annexe GNV s'équilibre sans participation du budget principal. Les principales dépenses concernant les achats de gaz et la maintenance et les principales recettes se répartissent entre la redevance des usagers, la redevance du Siéml pour sa flotte et les excédents reportés. Le résultat de fonctionnement présente un excédent de 8,42 k€. En investissement les recettes et les dépenses s'équilibrent à 8,5 k€ avec un résultat à 0 €. Le résultat de clôture pour 2024 présente un excédent net de 8,42 k€.

Denis RAIMBAULT constate un budget à l'équilibre mais il s'interroge sur l'évolution défavorable du GNV dans les années à venir au regard de l'orientation vers les véhicules électriques.

Elise VIGILANT rappelle également le vieillissement de la station, et la difficulté à effectuer les nombreuses réparations.

Le budget PCRS dont le projet est livré depuis 2023 présente un déficit de fonctionnement de 5 k€ avec 771,37 k€ de recettes et 776,37 k€ de dépenses, majoritairement constituées des amortissements. La section investissement présente un important excédent de 1 559,59 k€ avec 2 132,99 k€ de recettes principalement constituées du remboursement des fonds Feder survenu en 2024 et 573,40 k€ de dépenses constituées du remboursement de la dette et des amortissements.

Elise VIGILANT propose d'étudier l'utilisation de cet excédent qui pourrait être utilisé pour rembourser les emprunts réalisés ou injectés dans de nouveaux projets.

Pour Denis RAIMBAULT cette opération est exemplaire. Le Siéml était le premier syndicat à réaliser un PCRS dans le cadre de la loi anti endommagement de janvier 2019. C'est un véritable service qui a été apporté aux collectivités. La mise à jour de ces documents reste un véritable enjeu.

Le résultat investissement et fonctionnement du PCRS présente un excédent brut de 1 554,60 k€ avec 2 904,36 k€ de recettes et 1 349,77 € de dépenses ; un excédent de restes à réaliser qui se neutralise quasiment à 1100 € avec 1 475 € de recettes et 1 464 € de dépenses. Le résultat financier investissement et fonctionnement du PCRS présente un excédent brut de 1 554,47 k€.

En préambule à la présentation du budget annexe SPPDF dédié aux réseaux de chaleur créé en 2024, Elise VIGILANT précise qu'il s'agit de la première année d'exécution. Les dépenses de fonctionnement présentent un excédent de 254,88 k€ avec 721 € de dépenses pour les annonces légales des marchés et 1 000 € de recettes de participations des usagers. La synthèse d'investissement présente un excédent de 254,88 k€ avec 508 k€ de recettes avec une avance du budget principal et 253,12 k€ de dépenses pour les travaux du réseau de chaleur de Saint-Georges-sur-Loire. Le résultat financier investissement et fonctionnement présente un excédent brut de 255,16 k€ avec 509 k€ de recettes et 253,84 k€ de dépenses. Les restes à réaliser présentent un déficit de 56,33 k€. Le résultat brut présente un excédent de 198,83 k€.

Elise VIGILANT conclut la présentation avec quelques chiffres clés du compte administratif 2024 :

- encours de la dette du Siéml (dont le PCRS et les emprunts communaux : 19,42 M€
- épargne brute (RRF – FRF) consolidées : 13,47 M€
- capacité de désendettement consolidées 1,44 année (CA 2023 : 1,26 année)

Après avoir entendu l'exposé de Mme VIGILANT ;

Après en avoir entendu les débats ;

Les membres du comité syndical décident à l'unanimité ;

- **d'arrêter et d'approuver** les comptes administratifs 2024 du budget principal et des budgets annexes IVRE, GNV, PCRS et SPPDCF.

Nombre de délégués en exercice.....	46
Nombre de présents.....	31
Nombre de votants.....	34
Abstention.....	0
Opposition.....	0
Approbation.....	34

7- Affectation des résultats de l'exercice 2024 des budgets du Siéml

Après avoir pris connaissance des résultats du compte administratif 2024, Elise VIGILANT, conformément à la réglementation, présente à l'assemblée l'affectation des résultats :

- le compte administratif du budget principal présente un excédent de fonctionnement de 12 640,58 €, un déficit d'investissement de - 954 950,33 € et un déficit de restes à réaliser de - 1 965 824,69 € ;
- le compte administratif du budget annexe IRVE présente un excédent de fonctionnement de 12 971,40 €, un excédent d'investissement de 11 782,01 € et un solde de restes à réaliser de 4 334,67 € ;
- le compte administratif du budget annexe GNV présente un excédent de fonctionnement de 8 419,47 € et pas d'investissement ;
- le compte administratif du budget annexe PCRS présente un déficit de fonctionnement de - 5 005,87 €, un excédent d'investissement de 1 559 596,08 € et un solde de restes à réaliser de 107,60 € ;
- le compte administratif du budget annexe SPPDCF présente un excédent de fonctionnement de 278,61 €, un excédent d'investissement de 254 880,91 € et des restes à réaliser de - 56 329,09 €.

Après avoir entendu l'exposé de Mme VIGILANT ;

Après en avoir délibéré ;

Les membres du comité syndical décident à l'unanimité

- **d'affecter** au budget principal 2025 en recettes, au compte 1068 de la section d'investissement le montant de 12 640 449,58 € nécessaire d'une part, pour couvrir le déficit de ladite section de 2 920 775,02 € et d'autre part, pour financer les investissements du budget primitif 2025 pour 9 719 674,56 € ;
- **d'affecter** au budget annexe IRVE 2025 en recettes de la section de fonctionnement le montant de 12 971,40 € à l'article 002 (résultat de fonctionnement reporté) ;
- **d'affecter** au budget annexe GNV 2025 en recettes de la section de fonctionnement le montant de 8 419,47 € à l'article 002 (résultat de fonctionnement reporté) ;
- **d'affecter** au budget annexe PCRS 2025 en dépenses de la section de fonctionnement le montant de 5 005,87 € à l'article 002 (résultat de fonctionnement reporté) ;
- **d'affecter** au budget annexe SPPDCF 2025 en recettes de la section de fonctionnement le montant de 278,61 € à l'article 002 (résultat de fonctionnement reporté) ;

Nombre de délégués en exercice :	46
Nombre de présents :	32
Nombre de votants :	35
Abstention :	0
Opposition :	0
Approbation :	35

8 – Projet de budget primitif pour 2025

Elise VIGILANT commence par lister les principales recettes de fonctionnement estimées à 24,577 M€, au sein desquelles figurent les redevances R1 et R2 avec une baisse prévue de 2,05 %, passant de 5,125 M€ à 5,020 M€ ; les recettes (produit brut) de la TICFE-C, 13,775 M€ représentent un peu plus de la moitié du budget de fonctionnement ; le montant de l'entretien de l'éclairage public est estimé à 1,380 M€ ; la participation à la convention avec ALM pour l'éclairage public et le Territoire intelligent représente 0,139 M€ ; la contribution pour le remboursement des emprunts communaux est

évalué à 0,341 M€ ; les participations de l'ADEME à 0,154 M€ ; les participations de la FNCCR à 0,075 M€ ; le FCTVA pour l'entretien de l'éclairage public à 0,255 M€ ; la participation des collectivités aux services des CEP à 0,230 M€ ; la participation des collectivités au titre de la chaleur renouvelable à 0,085 M€ ; la refacturation du personnel mis à disposition du PCRS à 0,190 M€ ; la participation des collectivités au service SIG et BD adresse à 0,142 M€ ; la participation des collectivités aux expertises thermiques à 0,100 M€ ; les produits de gestion à 1,439 M€ et les opérations d'ordre, principalement des amortissements à 1,255 M€.

Elise VIGILANT fait état des principales dépenses de fonctionnement du budget primitif estimé à 24,557 M€ avec les frais de personnel (6,852 M€) qui représentent une évolution de 1,7 % de BP à BP avec l'impact de l'année pleine des recrutements 2024 et la création d'un poste permanent de responsable des systèmes d'information ; l'entretien et la maintenance de l'éclairage public (1,708 €) avec le déploiement des horloges connectées et les antennes LoraWan ; les charges à caractère général (1,869 M€) en augmentation en raison du développement des activités du Siéml et de l'augmentation des effectifs ; les 100 ans du syndicat (0,130 M€) ; la participation au budget PCRS (150 k€) ; une étude en cours sur le réseau Ouest Charge (90 k€) ; des études en matière de transition énergétique (201 k€) ; les aides à la décision en matière de transition énergétique (300 k€) ; les charges de gestion courante et exceptionnelles (1,301 M€).

Les charges financières montrent une baisse de 49,5 %. La structure de la dette au 1^{er} janvier 2025 montre que 82 % des prêts sont à taux fixe et 18 % sont à taux révisibles. Le taux moyen affiché à 2,13 % en 2024 passe à 2,14 % en 2025. Le reversement de la TICFE à Baugé-en-Anjou et Segré-en-Anjou Bleu s'élève à 0,400 M€ ; les dotations aux provisions pour 0,245 M€ concernent principalement les vols de câbles, les garanties d'emprunt et les comptes épargne temps ; les opérations d'ordre s'élèvent à 10,868 M€ avec un virement à la section d'investissement et la dotation aux amortissements.

Elise VIGILANT présente les investissements du BP 2025 avec des recettes à 96,403 M€ ainsi que la gestion pluriannuelle des crédits en 2025. Plusieurs projets d'investissement sont concernés tels que les effacements de réseaux, les rénovations d'éclairage public, la rénovation de la chapelle de Beuzon, le Village de syndicats, ainsi que les aides à la régulation des systèmes de chauffage ; l'affectation des résultats n-1 pour 12,640 M€ ; le report des recettes n-1 pour 32,142 M€ ; le FCTVA pour 1,597 M€ et l'emprunt prévisionnel pour 5,638 M€ pour le financement de plusieurs projets de nouveaux réseaux de chaleur ; les fonds de concours, subventions et participations pour 21,740 M€ ; les travaux en co-maîtrise d'ouvrage pour 6,930 M€ ; le CCRT pour la gestion déléguée pour 4 M€ et les opérations d'ordre pour 11,711 M€.

Les principales dépenses d'investissements du BP 2025 sont estimées à 96,403 M€, parmi lesquelles nous retrouvons le déficit d'investissement reporté de n-1, 0,954 M€ ; le report des dépenses 2024, 34,108 M€ ; les subventions d'équipement versées, 5,135 M€ ; le CCRT, 4 M€ ; les remboursements d'emprunts 2,075 M€ ; les matériels, véhicules, équipements informatiques, logiciels, 1,263 M€ ; l'acquisition de la parcelle de la chapelle de Beuzon, 0,22 M€ ; la maîtrise d'œuvre pour la rénovation de la chapelle de Beuzon, 0,6 M€ ; les frais de maîtrise d'œuvre et avances pour le Village des syndicats, 1 M€ ; les travaux sur le siège au Siéml, 0,2 M€ ; le programme des travaux 2025 sur réseaux et pour tiers, 39,489 M€ ; les travaux et acquisitions relatifs à la transition énergétique, 2,89 M€ ; le reversement aux collectivités du Fonds vert, 0,426 M€ ; la participation sur les travaux d'éclairage public extérieur hors voirie des communes d'ALM, 0,3 M€ ; les opérations d'ordre, 2,098 M€.

Elise VIGILANT présente une projection des dépenses à côté 59 241 590,60 €, qui concernent les véhicules électriques, les rénovations d'éclairage public, les subventions à l'efficacité énergétique, les chaufferies bois, l'avance au budget annexe pour les créations de réseaux de chaleur, la subvention au budget annexe pour l'installation de bornes IRVE et le projet d'autoconsommation avec l'installation de panneaux photovoltaïques. La totalité de ces dépenses d'investissement seront à côté sur l'axe « atténuation au changement climatique » auquel s'ajoute un nouvel axe sur « la préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles ». Sur la projection présentée, 19 % de ces dépenses prévisionnelles seraient favorables et représenteraient 11 435 733,48 €.

Henri VOISINE, délégué suppléant pour Angers Loire métropole, explique qu'il n'est pas souvent présent et s'interroge sur l'investissement de la chapelle de Beuzon.

Jean-Luc DAVY explique que la chapelle de Beuzon, située à 50 mètres du syndicat a été préservée par ALDEV lors de l'aménagement de la zone. Le projet d'extension du site du Siéml qui accueillera à terme le Village des syndicats met en évidence un manque de places de parking et de salles de réunions. Sous réserve de l'accord de l'architecte des bâtiments de France, l'achat de cette parcelle et la restauration de la chapelle pourraient répondre à ces besoins.

Emmanuel CHARIL, indique que la chapelle qui date du 16^{ème} siècle, fin du règne de François Leon est totalement en ruines. Sa restauration comprend la construction d'une annexe qui pourrait servir de salle de séance. Cette annexe doit être acceptée par l'architecte des bâtiments de France

Jean-Luc DAVY complète en précisant que l'on ne peut pas agrandir la parcelle à côté du Siéml qui est un espace naturel. Il rappelle qu'à terme, le Village des syndicats accueillera 170 agents. Malgré les déplacements en vélo et le covoiturage, le nombre de places de stationnement actuel n'est pas suffisant.

Elise VIGILANT présente le budget fonctionnement, du budget annexe IRVE (1 397 102 €) dont les principales dépenses sont les coûts de l'énergie et les charges de fonctionnement ; les principales recettes provenant des redevances des usagers et de la subvention du budget principal. Le budget prévisionnel serait au petit équilibre avec les redevances des usagers qui couvriraient les dépenses de coût de l'énergie.

Le budget investissement IRVE (2 452 735,73 €) : les principales dépenses concernent le déploiement de nouvelles bornes et de superchargeurs et les restes à réaliser de l'année N -1. Dans les recettes on retrouve les subventions du budget principal, les fonds Facé et les participations des communes pour les implantations de nouvelles bornes pour partie.

Le budget fonctionnement du budget annexe GNV (87 919,47 €) : les principales dépenses concernent les charges de fonctionnement avec l'achat de gaz et la maintenance de la station. Les recettes sont constituées des redevances des usagers et du Siéml pour sa flotte. Le budget investissement s'équilibre à 8 500 € avec l'amortissement des subventions reçues en dépenses et l'amortissement de la station en recettes.

Les dépenses de fonctionnement du budget annexe PCRS (873 448 €) concernent principalement les dotations aux amortissements, les mises à jour du PCRS et les hébergements des données. Les recettes sont constituées de l'amortissement des subventions reçues et la redevance des partenaires au fonctionnement du service et de la mise à jour du PCRS.

En investissement, le budget est en suréquilibre avec des excédents de l'année N -1 qui proviennent du versement du Feder. Durant l'année une réflexion sera menée pour utiliser cet excédent soit pour rembourser la dette ou pour effectuer des mises à jour sur le PCRS. Les principales dépenses et recettes proviennent de l'amortissement des subventions reçues.

Elise VIGILANT poursuit avec le budget SPPDCF pour les réseaux de chaleur. Il monte en puissance avec 23 000 € de dépenses de fonctionnement en 2024 et passe en 2025 à 1 183 280 €. La plupart des dépenses (69 000 €) concernent les fournitures non stockables (eau, énergie, télécom, maintenance) pour le réseau de Saint-Georges-sur-Loire qui entre en fonctionnement ces jours ci, ainsi que 1 115 680 € de virement à la section d'investissement. Les recettes proviennent de la vente des CEE pour les communes de Saint-Georges-sur-Loire et Saint-Pierre-Montlimart, des redevances des usagers et le résultat reporté de l'année N - 1.

La forte progression du budget se retrouve en investissement de 928 000 € en 2024 pour Saint-Georges-sur-Loire. Le budget prévisionnel en 2025 passe à 4 970 629,09 € avec plusieurs projets de réseaux avec la fin des travaux pour Saint-Georges-sur-Loire et de nouveaux projets à Sèvremoine, Orée d'Anjou, Montrevault-sur-Èvre et les Hauts d'Anjou avec 2 816 000 € de maîtrise d'œuvre et de travaux prévus. Les principales recettes sont constituées des subventions du Fonds chaleur de

l'ADEME pour 2 028 300 € ; une avance du budget principal (1 571 768 €) qui sera remboursée au fur et à mesure par les polices d'abonnements ; et un résultat reporté de 254 880 €.

Le budget consolidé 2025 constitué des dépenses 132 527 M€), contre 128 052 M€ en 2024, intensifie les dépenses en matière de transition énergétique. Les recettes (134 061 M€) sont plus élevées en raison d'un excédent sur le budget PCRS.

Parmi les chiffres clés présentés, on retiendra l'épargne brute à 9,81 M€ et la capacité de désendettement à 1,81 année, dégradée en raison de l'évolution prévisionnelle de la dette.

Pour Jean-Luc DAVY, c'est un budget ambitieux, surtout pour les marchés de travaux et d'éclairage public qui restent à des niveaux assez élevés, même si on peine encore à réaliser des estimations précises. On parle d'environ 39 millions d'euros pour les travaux, sans compter les budgets annexes, notamment ceux liés aux réseaux de froid et de chaleur. Cela pose une problématique, car ces investissements importants vont impacter le budget global et le financement. Cela pourrait aussi augmenter l'endettement : par exemple, un emprunt de 6 millions d'euros est prévu principalement pour financer ces réseaux de chaleur. Ce sont néanmoins de très bons projets, répondant aux besoins des territoires en milieu plutôt rural ; ce sont de bons exemples d'initiatives innovantes.

Le projet de Saint-Georges-sur-Loire sera inauguré dans les prochaines semaines en concertation avec le Président de l'ADEME. A cette occasion, une signature officielle du troisième contrat de chaleur sera organisée. Le Siéml permet à des porteurs de projets ou à de petites communes qui n'auraient pas été éligibles individuellement de bénéficier des fonds de l'ADEME.

Pour répondre à la question de Jean-Michel MARY, qui s'interroge sur l'indemnité relative à l'installation de transformateurs, Elise VIGILANT précise que le Siéml installe des postes de transformateur sur des propriétés privées.

Après avoir entendu l'exposé de Mme VIGILANT ;

Après en avoir délibéré ;

Les membres du comité syndical décident à l'unanimité

- **d'arrêter** le budget primitif 2025 du budget principal, en dépenses et en recettes à 24 577 515 € en fonctionnement et, en dépenses et en recettes à 96 402 771 € en investissement ;
- **d'arrêter** le budget primitif 2025 du budget annexe infrastructures de recharge de véhicules électriques (IRVE) en dépenses et en recettes à 1 397 102 € en fonctionnement et, en dépenses et en recettes à 2 452 735,73 € en investissement ;
- **d'arrêter** le budget primitif 2025 du budget annexe gaz naturel pour véhicules (GNV) en dépenses et en recettes à 87 919,47 € en fonctionnement, et, en dépenses et en recettes à 8 500,00 € en investissement ;
- **d'arrêter** le budget primitif 2025 du budget annexe Plan corps de rue simplifié (PCRS) en dépenses et en recettes à 873 448 €, en dépenses d'investissement à 571 292 € et en recettes d'investissement à 2 105 735,68 € ;
- **d'arrêter** le budget primitif 2025 du budget annexe service public de production et de distribution de chaleur ou de froid (SPPDCF) en dépenses et en recettes à 1 185 280 € en fonctionnement, et en dépenses et en recettes à 4 970 629,09 € en investissement ;
- **d'adopter** les différentes enveloppes de programmes de travaux prévus au budget primitif 2025, suivant l'état ci-annexé ;
- **de voter** une enveloppe de 2 298 498 € destinée à soutenir le programme 2025 Efficacité énergétique et le programme 2023 de BEE2030 ;
 - o précise que les crédits sont inscrits au budget principal sur le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » ;
- **de voter** une subvention au profit d'Alisée de 26 000 € ;
- **de voter** une subvention de 20 000 € maximum au Collège des transitions sociétales ;

- **de voter** une subvention pour le Comité des œuvres sociales à hauteur de 20 000 € ;
- **de voter** une subvention de 5 000 € maximum à l'association HESPUL ;
- **de voter** une enveloppe globale de subvention de 26 000 € pour financer des projets d'injection de méthanisation par des personnes privées ;
- **de voter** une subvention au profit d'Electriciens sans frontières de 5 000 € ;
- **de voter** une subvention au profit des Petites cités de caractère de Maine et Loire de 1 500 € ;
- **de voter** une subvention pour les communes (à répartir) dans le cadre des décorations de transformateurs à hauteur de 2 500 € ;
- **de voter** un crédit de global de subventions de 42 000 € à destination de partenaires du contrat COTER et CCRT ;
 - précise que les crédits de subventions sont inscrits au budget principal sur le chapitre 65 « Charges de gestion courante » du budget primitif du budget principal ;
- **de voter** un crédit de global de subventions de 91 632 € à destination des collectivités dans le cadre des appels à projets Polliniser et MobiPro ;
 - précise que les crédits de subventions sont inscrits au budget principal sur le chapitre 65 « Charges de gestion courante » du budget primitif du budget principal ;
- **de voter** un crédit de global de subventions de 31 000 € à destination des collectivités dans le but de soutenir les plateformes territoriales de rénovation énergétique (PTRE) ;
 - précise que les crédits de subventions sont inscrits au budget principal sur le chapitre 65 « Charges de gestion courante » du budget primitif du budget principal ;
- **de voter** un crédit de 354 130,60 € au titre du financement des charges de fonctionnement du budget annexe IRVE ;
 - précise que ce crédit est inscrit au budget primitif du budget principal, en dépenses sur le chapitre 65 « Charges de gestion courante » et en recettes au budget annexe IRVE sur le chapitre 74 « Dotations et participations » ;
- **de voter** un crédit de 731 271,01 € au titre du financement du projet d'implantation de bornes de recharge supporté par le budget annexe IRVE ;
 - précise que ce crédit est inscrit au budget primitif en dépenses au budget principal sur le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » et en recettes du budget annexe IRVE sur le chapitre 13 « Subventions d'investissement » ;
- **de voter** un crédit de 14 642 € au titre du complément à apporter au budget annexe PCRS à la suite du bilan du programme ;
 - précise que ce crédit est inscrit au budget primitif en dépenses au budget principal sur le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » et en recettes du budget annexe IRVE sur le chapitre 13 « Subventions d'investissement » ;
- **de voter** un crédit de 1 260 000 € au titre de la participation du syndicat au projet du Territoire intelligent porté par Angers Loire Métropole ;
 - précise que ce crédit est inscrit sur le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » du budget primitif ;
- **de voter** un crédit de 105 000 € au titre de la participation du syndicat dans le cadre d'une dorsale biogazière ;
 - précise que ce crédit est inscrit sur le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » du budget primitif du budget principal ;
- **de verser une avance au budget annexe SPPDCF** d'un montant de 1 571 768,18 € ;
 - précise que ce crédit est inscrit au budget primitif en dépenses au budget principal sur le chapitre 27 « Autres immobilisations financières » et en recettes du budget annexe SPPDCF sur le chapitre 16 « Emprunts et dettes assimilées » ;
- **de prendre acte** du tableau récapitulatif des emprunts contractés par le Siéml, ci-annexé ;

- **d'autoriser** le Président à opérer des virements de crédit de chapitre à chapitre dans la limite des 7,5% des dépenses réelles de chaque section à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel pour le budget principal et le budget annexe PCRS votés en M57, conformément au règlement budgétaire et financier voté par la délibération n°02/2022 du 1er février 2022 et modifié par la délibération n°16/2023 du 28 mars 2023 ;
- **de procéder** par écritures d'ordre aux apurements des comptes 458 non équilibrés conformément au schéma d'écriture délivré par le comptable public ;
 - o ce crédit est inscrit sur le chapitre 041 « opérations patrimoniales » du budget primitif 2025 du budget principal.

Nombre de délégués en exercice :	46
Nombre de présents :	32
Nombre de votants :	35
Abstention :	0
Opposition :	0
Approbation :	35

9- Autorisations de programmes et crédits de paiements pour le budget principal 2025

Elise VIGILANT rappelle les projets qui sont gérés dans le cadre des autorisations de programme et crédits de paiements : les effacements de réseaux, les aides à l'efficacité énergétique, le Village des syndicats, le projet de la chapelle de Beuzon, la rénovation de l'éclairage public et les projets 2025. Chaque année les montants prévisionnels et les montants réalisés votés l'année précédente sont mis à jour et les projets de l'année en cours sont ajoutés. Le tableau présenté montre le détail programme par programme et le lissage des dépenses sur les exercices à venir.

Après avoir entendu l'exposé de Mme VIGILANT ;

Après en avoir délibéré ;

Les membres du comité syndical décident à l'unanimité :

- **de créer** les autorisations de programme et les crédits de paiement telles que présentées dans le rapport de séance ;
- **d'ajuster** les autorisations de programme déjà existantes et les crédits de paiement telles que présentés dans le rapport de séance ;
- **d'autoriser** le Président à engager les dépenses et les recettes des opérations ci-dessus à hauteur de l'autorisation de programmes et mandater les dépenses et recettes afférentes ;
- **de préciser** que les crédits de paiement de 2025 sont inscrits au budget primitif 2025 du budget principal.

Nombre de délégués en exercice :	46
Nombre de présents :	32
Nombre de votants :	35
Abstention :	0
Opposition :	0
Approbation :	35

10- Subventions aux associations pour l'année 2025

Elise VIGILANT propose dans le cadre du vote du budget primitif 2025 d'attribuer des subventions aux associations dont les activités contribuent au dynamisme et au développement des activités relevant de la compétence du Siéml.

Mme Priscille GUILLET, présidente de l'association les Petites Cités de caractère de Maine-et-Loire s'est retirée et n'a pas pris part au vote.

Après avoir entendu l'exposé de Mme VIGILANT ;

Après en avoir délibéré ;

Les membres du comité syndical décident à l'unanimité

- d'attribuer une subvention au profit d'Alisée de 26 000 € ;
- d'attribuer une subvention au profit du Collège des transitions sociétales de 20 000 € maximum ;
- d'attribuer une subvention pour le comité des œuvres sociales à hauteur de 20 000 € ;
- d'attribuer une subvention au profit d'HESPUL de 5 000 € maximum ;
- d'attribuer une subvention au profit d'Electriciens sans frontière de 5 000 € maximum ;
- d'attribuer une subvention au profit des Petites cités de caractère de Maine-et-Loire de 1 500 € maximum ;
- d'autoriser le Président à verser en 2025, au nom et pour le compte du Siéml, les subventions attribuées à chaque association, dans la limite des crédits inscrits et des montants indiqués ci-avant, et sous réserve :
- que chaque association justifie de l'utilisation de la subvention conformément à son objet ;
- de la production au Siéml par ces associations d'une copie certifiée et signée de leurs budgets et comptes de l'exercice écoulé ;
- d'autoriser le Président à conclure toute convention qui serait associée à ces subventions.

Nombre de délégués en exercice :	46
Nombre de présents :	30
Nombre de votants :	33
Abstention :	0
Opposition :	0
Approbation :	33

11- Allongement de la durée d'amortissement des véhicules

Elise VIGILANT rappelle que la commission finances avait décidé d'acquérir sur une période de trois ans des véhicules électriques et des véhicules bioGNV pour renouveler le parc du Siéml. Jusqu'à présent, ces véhicules étaient amortis sur 4 ans. Il est proposé au comité syndical de prolonger cette durée d'amortissement à 6 ans afin de faire correspondre la durée d'amortissement à la durée d'utilisation réelle de ces véhicules.

Après avoir entendu l'exposé de Mme VIGILANT ;

Après en avoir délibéré ;

Les membres du comité syndical décident à l'unanimité :

- **de modifier** la durée d'amortissement du compte 21828 « Matériel de transport » pour la passer à 6 ans sur le budget principal à compter du 1^{er} janvier 2025.

Nombre de délégués en exercice :	46
Nombre de présents :	32
Nombre de votants :	35
Abstention :	0
Opposition :	0
Approbation :	35

12- Création de postes, recrutement et avancements de grade, modification du tableau des emplois et des effectifs

Frédéric PAVAGEAU, vice-président en charges des ressources humaines et des moyens généraux présente deux créations d'emploi au titre de l'année 2025 avec un poste de chargé d'études pour l'autoconsommation collective, emploi permanent à temps plein et un poste d'animateur de chaleur renouvelable dans le cadre d'un contrat de projet.

Les missions principales et les profils des candidats recherchés figurent dans le rapport de présentation.

En complément, Elise TRICARD, directrice générale adjointe en charge du pôle Conception, organisation et ressources, rappelle la création d'un poste de responsable des systèmes d'information pour renforcer les compétences et l'expertise notamment pour dans le domaine des cyberattaques et des enjeux autour de la gestion des données en 2025.

Par ailleurs, à la suite du recrutement de la responsable des ressources humaines et des moyens généraux et du départ de la chargée de mission RSO, qui avait un rôle important en matières de gestion des ressources humaines, les missions de ces deux postes ont été rééquilibrées et le poste de chargée de mission RSO est passé à temps non complet à 60 %.

La pérennisation du poste d'assistant administratif et financier dédié aux IRVE et à la géomatique, sera déterminée au terme du résultat de l'étude en cours sur l'évolution de la gestion des bornes.

Si l'ensemble des emplois et contrats sont signés, le Siéml comptera environ 110 agents à la fin de l'année 2025.

Après avoir entendu l'exposé de M. PAVAGEAU ;

Après en avoir délibéré ;

Les membres du comité syndical décident à l'unanimité

- **de créer**, au titre de l'exercice budgétaire 2025, un emploi permanent à temps complet dans les conditions préalablement exposées ;
- **de modifier** le tableau des effectifs et des emplois du Siéml en conséquence, afin d'acter l'ouverture des postes à pourvoir et les transformations de postes susmentionnés ;
- **d'autoriser** le Président à lancer les procédures de recrutement et solliciter le cas échéant des co-financements éventuels, émanant de possibilités de subventions ou de mutualisation de fonctions ;
- **d'autoriser** le Président à signer les contrats et conventions afférentes.

Nombre de délégués en exercice :	46
Nombre de présents :	32
Nombre de votants :	35
Abstention :	0

Opposition :	0
Approbation :	35

13- Autorisation du Président de procéder au recrutement d'agents pour un besoin temporaire au titre de l'exercice budgétaire 2025

Frédéric PAVAGEAU rappelle qu'il est proposé à l'assemblée délibérante, pour chacun des exercices budgétaires, d'autoriser le Président à pourvoir les postes pour lesquels un besoin temporaire est identifié.

Cette autorisation annuelle permet une plus grande réactivité en matière de gestion des ressources humaines lorsqu'il s'agit de faire appel à des agents non permanents, pour assurer le remplacement d'un fonctionnaire absent ou pour pallier un accroissement temporaire d'activités, dans la limite des crédits inscrits au budget.

Il souligne que les recrutements ne seront envisagés que s'ils s'avèrent nécessaires pour le bon fonctionnement et la continuité du service et précise que le montant des crédits inscrits au budget primitif pour recruter des agents temporaires est de 115 k€.

Après avoir entendu l'exposé de M. PAVAGEAU ;

Après en avoir délibéré ;

Les membres du comité syndical décident à l'unanimité :

- **d'autoriser** le Président, au titre de l'exercice 2025 et jusqu'à l'adoption du budget primitif 2026, à recruter, pour les besoins des services du Siéml, des agents contractuels pour remplacer un fonctionnaire ou un agent contractuel sur emploi permanent momentanément indisponible, lorsque cette absence est de nature à entraver le bon fonctionnement des services ;
- **d'autoriser** le Président à recruter des agents contractuels pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire ou saisonnier d'activité ;
- **de confier** au Président la constatation des besoins concernés ainsi que la détermination des niveaux de recrutement et de rémunération des candidats selon la nature des fonctions et de leur profil, étant précisé que la rémunération sera limitée à l'indice terminal du grade de référence ;
- **d'autoriser** la mise en œuvre de ces recrutements dans la limite des crédits prévus au budget ;
- **d'autoriser** le Président, au titre de l'exercice 2025 et jusqu'à l'adoption du budget primitif 2026, à accueillir des élèves de l'enseignement scolaire, de l'enseignement supérieur ou en cours de formation professionnelle, dans le cadre d'un stage et de signer les conventions tripartites afférentes ;
- **de mettre en œuvre** à ce titre le versement d'une gratification égale à 15 % du plafond horaire de la sécurité sociale, dès lors que le stagiaire cumule plus de 308 heures de présence effective au sein de l'organisme d'accueil au cours d'une même année d'enseignement et dans la limite des crédits inscrits au budget.

Nombre de délégués en exercice :	46
Nombre de présents :	32
Nombre de votants :	35
Abstention :	0
Opposition :	0
Approbation :	35

14- Adoption du plan de formation 2025-2026

Frédéric PAVAGEAU présente le bilan de l'année 2024 avec une moyenne de 5,75 jours de formation par agent contre 3,07 en 2023 et 2,75 en 2022. Cette augmentation significative reflète les efforts entrepris par le Siéml pour étoffer son offre et proposer un plan de formation ambitieux. En 2024, 90 % des agents ont suivi au moins une formation alors qu'ils n'étaient que 65 % en 2023.

Elise VIGILANT précise qu'en 2024, un partenariat avec le CNFPT a permis d'améliorer l'accès aux formations aux agents de catégorie C en intégrant des actions spécifiques tels que les fondamentaux, la gestion et l'efficacité professionnelle.

Frédéric PAVAGEAU poursuit avec quelques point sur le programme de formation 2025-2026 décliné à partir des besoins de formation identifiés. Le budget alloué de 62 000 € est en hausse par rapport à 2024 qui était de 56 000 €. Le plan de formation compte 58 actions dont une quinzaine se déroulera au Siéml. Sept axes de formations ont été définis : un aménagement de territoire cohérent ; l'accompagnement, la résilience énergétique des communes et leurs groupements de communes ; l'accompagnement, le développement de la mobilité à bas carbone et ses usages ; la valorisation des données énergétiques et patrimoniales ; favoriser la culture managériale, la cohésion des équipes et l'efficacité professionnelle des services ; les ressources modernisées pour accompagnement opérationnel plus efficace, et enfin, l'accompagnement des projets des parcours professionnels.

Frédéric PAVAGEAU précise que le détail de chacune des actions est à retrouver dans le rapport de présentation.

Après avoir entendu l'exposé de M. PAVAGEAU ;

Après en avoir délibéré ;

Les membres du Comité syndical décident à l'unanimité :

- **d'approuver** le plan de formation 2025-2026 des agents du Siéml ;
- **d'autoriser** le Président à signer tout acte nécessaire à sa mise en œuvre.

Nombre de délégués en exercice :	46
Nombre de présents :	32
Nombre de votants :	35
Abstention :	0
Opposition :	0
Approbation :	35

15- Adoption du dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel ou d'agissements sexistes du Siéml

Frédéric PAVAGEAU explique qu'il s'agit de mettre en place une procédure qui permet à la fois de définir le rôle du signalant et sa protection fonctionnelle ainsi que la procédure de signalement. Les signalements concernent les violences, les discriminations, le harcèlement moral ou sexuel et les agissements sexistes. La procédure mise en place pour encadrer ce dispositif présente le référent signalement du Siéml, les modalités de saisine, la composition de la cellule de signalement ainsi que les obligations de confidentialité pour chaque membre de cette cellule. Un bilan sera présenté en CST.

Frédéric PAVAGEAU rappelle que ce sujet concerne tout le monde et souligne l'importance de mettre en place ce dispositif.

Après avoir entendu l'exposé de M. PAVAGEAU ;

Après en avoir délibéré ;

Les membres du Comité syndical décident à l'unanimité :

- **d'approuver** le guide de signalement, exposant la procédure de recueil et de traitement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement sexuel ou moral et d'agissements sexistes au sein du Siéml.

Nombre de délégués en exercice :	46
Nombre de présents :	32
Nombre de votants :	35
Abstention :	0
Opposition :	0
Approbation :	35

16- Projet d'avenant aux DSP Sorégies pour le déploiement de compteurs communicants

Jean-Luc DAVY cède la parole à Clémence MARIE. Elle rappelle que Sorégies est un des concessionnaires gaziers de notre département. En 2021 la Commission de régulation de l'énergie a autorisé Sorégies à déployer des compteurs communicants en s'appuyant sur le modèle Gaspard, développé par GRDF. A l'instar de ce dernier, Sorégies doit saisir le Siéml, autorité concédante, pour obtenir son autorisation, signer les avenants contractuels dans un cadre technique, et proposer une actualisation de la grille tarifaire en indiquant la répercussion des coûts du déploiement sur la facture des usagers.

Les objet de la délibération concerne trois concessions. Deux deux sont situées dans les Mauges et une dans le Segréen pour un total de 1200 clients. Pour mémoire, l'accès des tiers au réseau de distribution publique de gaz (ATRD) représente environ 20 % de la facture d'un client. Sorégies propose de répercuter le coût du déploiement des compteurs dans cette part de la facture, ce qui représente une augmentation de + 5,06 % dans les Mauges et + 6,09 % et dans le Segréen.

Cela représente une augmentation d'environ 1,5 % soit 20 € par an pour permettre le développement des compteurs communicants et bénéficier ainsi d'un meilleur suivi des consommations de gaz à l'échelle de leur logement.

Ces évolutions tarifaires font l'objet d'un avenant aux différentes conventions de concession, comme cela avait été le cas pour GRDF..

Aux élus qui s'inquiètent sur cette augmentation, Emmanuel CHARIL rappelle que pour GRDF l'augmentation était un petit peu moindre car les concessions étaient plus nombreuses. Pour Sorégies le montant est plus important car ce sont des petites concessions locales. Le comité syndical n'est pas obligé d'accepter mais en cas de refus ce serait quand même dommageable pour l'utilisateur qui ne bénéficierait pas de la valeur ajoutée des compteurs communicants. Toutefois, les nouveaux compteurs laissent espérer des économies d'énergie qui viendront compenser la hausse de tarif.

Grégoire LAINÉ, délégué suppléant d'Angers Loire métropole propose que le consommateur soit accompagné pour découvrir les services et les informations données par ce compteur intelligent.

Emmanuel CHARIL propose d'inscrire cette proposition dans la délibérations afin que le concessionnaire la prenne en compte.

Après avoir entendu l'exposé de Mme MARIE ;

Après en avoir délibéré ;

Les membres du Comité syndical décident à la majorité:

- d'autoriser le Président à signer les avenants aux conventions de concession pour le service public de distribution de gaz sur les périmètres concernés, disponibles dans le rapport de présentation, sous réserve d'une action de sensibilisation des usagers.

Nombre de délégués en exercice :	46
Nombre de présents :	33
Nombre de votants :	36
Abstention :	1
Opposition :	0
Approbation :	35

17- Diverses modifications du règlement financier portant sur l'accompagnement des démarches pour la transition énergétique et la mobilité durable

Ewen LAGADIC, responsable du service planification et animation territoriale présente la refonte de l'appel à projet mobilité durable. Pour répondre aux sollicitations des communes et des EPCI, les projets pédagogiques des écoles sur la mobilité durable et les journées de sensibilisation locales grand public à l'initiative des communes et des EPCI s'ajoutent aux projets menés sur les zones d'activités. Le budget annuel des aides est maintenu avec une nouvelle répartition des plafonds.

Clément CHEPTOU, responsable du service sobriété, efficacité et amélioration du bâti public présente la liste des études d'aides à la décision portées par les communes et les EPCI et subventionnées par le Siéml : des études énergétiques hors marché à bon de commande du Siéml ; les études de structure pour des bâtiments publics dans le cadre d'un projet photovoltaïque ; la réalisation d'un schéma directeur immobilier et énergétique ; une simulation thermique dynamique ; les missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage et les études en lien avec la gestion énergétique, la rénovation thermique, les énergies renouvelables, les régulations et les achats d'énergie. Il est proposé de définir un plancher bas pour toutes ces aides de 500 € car ces études peuvent être financées, par ailleurs par l'ADEME ou le programme ACTEE et un seuil paraît nécessaire afin de justifier le temps pris par nos services pour instruire les dossiers.

Après avoir entendu l'exposé de MM. LAGADIC et CHEPTOU ;

Après en avoir délibéré ;

Les membres du Comité syndical décident à la majorité:

- **d'approuver** les modifications apportées aux conditions et modalités de participation du Siéml aux actions réalisées par les communes et leurs groupements dans le cadre du dispositif des aides à la décision et actions de sensibilisation aux économies d'énergies et, en conséquence, la modification apportée au point « IV.2.2. Actions réalisées par le bénéficiaire » de l'article « IV.2 Aides à la décision et actions de sensibilisation aux économies d'énergie » du règlement financier du Siéml, telle que présentée dans le rapport ;
- **d'approuver** l'évolution du dispositif de soutien du Siéml aux actions en faveur de la mobilité durable en vue d'y inclure de nouvelles démarches portées tant par des communes que par des intercommunalités et, en conséquence, de supprimer le point « V.2 Dispositif d'accompagnement des EPCI au déploiement d'une animation dans les zones d'activités en matière de mobilité durable » du règlement financier du Siéml pour le remplacer par un nouveau point « V.2 Dispositif d'accompagnement d'actions en faveur de la mobilité durable », tel que présenté dans le rapport.

Nombre de délégués en exercice :	46
Nombre de présents :	32

Nombre de votants :	35
Abstention :	0
Opposition :	0
Approbation :	35

18- Dispositifs annuels d'accompagnement des projets de transition énergétique et de mobilité durable

Denis RAIMBAULT rappelle qu'une modification du règlement financier a eu lieu en 2024 pour le programme BEE2030 afin d'y inclure des aides pour les bâtiments neufs et le renforcement des charpentes pour l'installation des panneaux photovoltaïques en supplément des aides déjà existantes.

Les nouvelles modifications proposent d'exclure les logements ou gîtes communaux situés sur une parcelle cadastrale indépendante d'un bâtiment communal qui seraient loués par les communes ; de plafonner l'aide à 35 % de l'investissement total du projet hors taxes, sachant que ce plafond s'appliquera à compter de la 2ème session 2025, et d'apporter une aide aux projets prévoyant la mise en place de protection solaire. S'agissant des bâtiments neufs passifs, il est proposé d'ajouter aux conditions d'éligibilité de cette aide, qu'une étude soit transmise permettant de justifier la prise en compte du confort estival et qu'un test d'étanchéité à l'air soit réalisé pour vérifier la bonne réalisation des projets.

Après avoir entendu l'exposé de M. RAIMBAULT ;

Après en avoir délibéré ;

Les membres du Comité syndical décident à l'unanimité :

- **d'approuver** pour le programme d'aides à l'investissement BEE 2030 de l'année 2025, les conditions et modalités d'attribution et de calcul du montant des aides, les modalités de dépôt et d'instruction des dossiers de candidatures ainsi que le calendrier des sessions de l'appel à projets ;
- **d'approuver** pour le dispositif d'accompagnement des actions en faveur de la mobilité durable de l'année 2025, le calendrier des sessions de l'appel à projets présentés ;
- **d'approuver** pour le programme d'aide à l'émergence de collectifs citoyens « PollinisER », le calendrier des sessions de l'appel à projets ainsi que l'enveloppe financière ;
- **d'approuver** l'enveloppe financière 2025 du programme d'aides à l'investissement BEE 2030 d'un montant total de 1 400 000 € et sa répartition par type d'aide ;
- **d'approuver** l'enveloppe financière 2025 du dispositif d'accompagnement des actions en faveur de la mobilité durable d'un montant total de 50 000 € ;
- **d'approuver** l'enveloppe financière 2025 du programme d'aide à l'émergence de collectifs citoyens « PollinisER » d'un montant total de 12 000 €.

Nombre de délégués en exercice :	46
Nombre de présents :	32
Nombre de votants :	35
Abstention :	0
Opposition :	0
Approbation :	35

19- Modification du règlement d'exercice de la compétence relative à la « production et distribution par réseaux de chaleur renouvelable » et approbation des demandes de projets.

Denis RAIMBAULT rappelle que la participation des communes est constituée d'une part fixe avec les dépenses estimées par le Siéml pour l'investissement initial de la chaufferie et son réseau de distribution de chaleur, d'une part variable avec les dépenses prises en charge chaque année par le Siéml, nécessaires à l'exploitation et au bon fonctionnement des installations auxquelles s'ajoute des frais de gestion de 4 %.

Clément CHEPTOU présente la modification proposée pour 2025 modifiable chaque année si besoin par délibération :

- part unitaire sur la part fixe : 7 % des coûts d'investissement sur vingt ans ;
- sur la part unitaire variable : forfait Siéml de 200 € par an ; 30 € la tonne de granulés, variable chaque année en fonction des prix obtenus et 50 € de frais de livraison.

Au regard du premier projet de chaufferie bois réalisé par le Siéml sur la commune de Saint-Augustin-des-Bois, Clément CHEPTOU présente les incidences des modifications à venir avec le nouveau calcul :

Situation actuelle		Application du nouveau calcul	
Contribution 2023		Contribution 2023	
Part fixe	1550 €	Part fixe	2000 €
Part variable	6800 €	Part variable	7200 €
Part unitaire*	336 €	Part unitaire*	200 € (forfait)
Total	8750 €	Total	9400 €

* frais de gestion

Si la commune avait conservé son système de chauffage au fioul, elle aurait dû régler entre 8000 et 9000 € de combustibles par an.

Denis RAIMBAULT précise que ce nouveau calcul permet de couvrir les dépenses engagées par le Siéml.

Pour Jean-Luc DAVY, le projet concret de Saint-Augustin permet de se projeter pour équilibrer les budgets au regard des futurs dossiers.

Après avoir entendu l'exposé de M. RAIMBAULT ;

Après en avoir délibéré ;

Les membres du Comité syndical décident à l'unanimité :

- **d'approuver** la modification apportée au règlement d'exercice de la compétence « production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable », en particulier les modifications apportées à la partie de l'article 6.2.2. dédiée aux modalités de calcul de la participation de la collectivité ;
- **d'approuver** le règlement consolidé, joint en annexe du rapport ;
- **d'approuver** que, à compter de la date à laquelle la délibération du comité syndical sera exécutoire :
 - en cas de réalisation du projet, la part unitaire annuelle additionne les parties suivantes :
 - s'agissant de la partie résultant de l'application d'un pourcentage sur le des dépenses nécessaires aux investissements à réaliser pour l'établissement des installations techniques supportées par le Siéml, que ce pourcentage soit de 7 % ;
 - s'agissant de la partie résultant de l'addition de trois éléments :

- concernant la somme forfaitaire (x € / an), qu'elle corresponde à un forfait de 200 € / an,
- concernant la marge fixe exprimée en euro, variable selon la quantité de bois livrée (x € / tonne), que le montant soit de 30 € t / an,
- concernant la marge fixe exprimée en euro assise sur l'unité de livraison de bois et invariable selon le nombre de livraisons (x € / livraison), que le montant soit de 50 € / livraison.
- en cas d'abandon du projet, par application d'un pourcentage sur le montant total de la part forfaitaire de la participation de la collectivité, que ce pourcentage soit de 7 %.

Nombre de délégués en exercice :	46
Nombre de présents :	32
Nombre de votants :	35
Abstention :	0
Opposition :	0
Approbation :	35

20- Transferts de la compétence relative à la "production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable" et approbation des demandes de projets.

Denis RAIMBAULT présente neuf demandes pour des projets de chaleur renouvelable pour un montant total de 1 120 000 € concernant quatre nouveaux transferts de compétence pour les communes de Saint-Martin-du-Fouilloux, Denezée-sous-Doué, Denée et Erdre-en-Anjou ; trois demandes de conception réalisées pour des collectivités ayant déjà leur compétence pour Montrevault-sur-èvre avec deux projets et Durtal ; puis deux lettres d'intention adressées avant transfert de compétence pour Huillé-Lézigné et Montigné-les-Rairies.

Après avoir entendu l'exposé de M. RAIMBAULT ;

Après en avoir délibéré ;

Les membres du Comité syndical décident à l'unanimité :

- **d'approuver** le transfert au Siéml par les communes de Saint-Martin-du-Fouilloux, Denezée-sous-Doué, Denée et Erdre-en-Anjou, de la compétence « production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable - source de chaleur bois » ;
- **d'approuver** que le transfert prenne effet à compter du premier jour du mois suivant la date à laquelle la délibération de l'assemblée délibérante du Siéml approuvant le transfert est devenue exécutoire, conformément à l'article 6 des statuts du Siéml ;
- **d'approuver**, sous réserve du transfert effectif de la compétence « production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable - source de chaleur bois » d'une part et, d'autre part, de l'approbation par le conseil municipal de la dernière version du règlement d'exercice de la compétence, la réalisation par le Siéml des projets de réalisation des chaufferies bois listées en annexe pour les communes de Saint-Martin-du-Fouilloux, Denezée-sous-Doué, Denée et Erdre-en-Anjou ;
- **d'approuver** la réalisation par le Siéml des projets de réalisation des chaufferies bois listés en annexe pour les communes de de Montrevault-sur-Evre et Durtal, sous réserve de l'approbation par le conseil municipal de la dernière version du règlement d'exercice de la compétence ;
- **d'autoriser** le Président, sous réserve de l'inscription préalable des sommes correspondantes au budget principal du Siéml 2026 à signer, au nom et pour le compte du Siéml, tout acte nécessaire aux décisions précitées, notamment la convention entre le Siéml et la collectivité ainsi que leurs éventuels avenants, comme à prendre toute mesure d'exécution de la présente délibération.

Nombre de délégués en exercice :	46
Nombre de présents :	32
Nombre de votants :	35
Abstention :	0
Opposition :	0
Approbation :	35

21- CCRT ADEME 2024-2028 : convention de partenariat avec l'association Arbor&Science pour l'exercice 2025

Denis RAIMBAULT rappelle les différents contrats d'objectifs du partenariat Siéml / ADEME avec le COTER 1 (2017-2021) pour l'animation, le CCRT 2 ou COTER 2 (2121-2024) avec l'animation et la gestion déléguée du Fonds chaleur de l'ADEME pour le 49. Le CCRT 3 ou COTER 3 (2024-2028) est en cours d'instruction.

Dans le cadre du contrat 2024-2028, une convention de partenariat avec l'association Arbor&Science, anciennement mission Bocage, est présentée. Elle vise à l'élargissement du verdissement et l'accélération de la production d'énergie renouvelable thermique et comprend un minimum de 60 projets publics et privés, retenus pour financer à terme une production estimée de 28 Mwh de chaleur renouvelable sur le territoire. Le partenariat prévoit l'attribution d'une subvention pour l'année 2025 de 28 000 € pour le l'accompagnement de tous ces projets.

Après avoir entendu l'exposé de M. RAIMBAULT ;

Après en avoir délibéré ;

Les membres du Comité syndical décident à l'unanimité :

- **d'approuver** le soutien du Siéml apporté pour l'année 2025 à l'association Arbor&Science pour son activité d'animation « chaleur renouvelable » en Maine-et-Loire, par l'attribution d'une subvention d'un montant total de 28 000 € ;
- **d'approuver** la convention de subvention entre le Siéml et Arbor&Science jointe au rapport ;
- **d'autoriser** le Président à prendre et signer tous les actes nécessaires à ce partenariat.

Nombre de délégués en exercice :	46
Nombre de présents :	32
Nombre de votants :	35
Abstention :	0
Opposition :	0
Approbation :	35

22- Participations relatives aux travaux d'électrification, aux travaux d'éclairage public, de maintenance et exploitation de l'éclairage public et infrastructures de recharge pour véhicules électriques

Jean-Michel MARY, vice-président en charge des travaux et infrastructures électriques, présente les différentes participations relatives aux travaux, à l'appui des annexes jointes au rapport.

Les projets nouveaux et modifiés d'effacement des réseaux (basse tension électrique et d'éclairage public) ainsi que les montants des participations y afférent sont listés en annexe 1, les projets d'extensions et rénovations des réseaux d'éclairage public (projets nouveaux et modifiés) en annexe

2, les adaptations des réseaux d'éclairage public pour l'alimentation d'équipements de vidéoprotection en annexe 3 ; le déplacement du réseau d'éclairage public dans le cadre d'installation d'ombrières avec panneaux photovoltaïques en annexe 4 .

Les travaux ponctuels de maintenance et d'exploitation ainsi que les montants des participations y afférent sont listés en annexe 5, les projets nouveaux et modifiés relatifs à des vols de câbles en annexe 6 et les dépannages des réseaux d'éclairage public réalisés entre le 1^{er} septembre 2023 et le 31 août 2024 en annexe 7

Après avoir entendu l'exposé de Jean-Michel MARY ;

Après en avoir délibéré ;

Les membres du comité syndical décident à l'unanimité :

- **d'approuver**, sous réserve de l'inscription des sommes correspondantes au budget principal du Sieml, les opérations mentionnées ci-après et de solliciter ou verser les participations auprès des communes et EPCI concernées, dont la liste et le détail figurent en annexe du rapport :
 - travaux sur le réseau de distribution d'électricité :
- les projets nouveaux et modifiés d'effacement des réseaux (basse tension électrique et d'éclairage public) (annexe 1) ;
 - travaux sur le réseau d'éclairage public :
- les extensions et rénovations des réseaux d'éclairage public (projets nouveaux et modifiés) (annexe 2) ;
- l'adaptation des réseaux d'éclairage public pour l'alimentation d'équipements de video protection (projets nouveaux et modifiés) (annexe 3) ;
- déplacement du réseau d'éclairage public dans le cadre d'installation d'ombrières avec panneaux photovoltaïques (annexe 4) ;
 - maintenance et exploitation des réseaux d'éclairage public :
- travaux ponctuels sur le réseau d'éclairage public (annexe 5) ;
- travaux liés à des vols de câbles (annexe 6) ;
- dépannages des réseaux d'éclairage public du 1^{er} septembre 2023 au 31 août 2024 et du 1^{er} septembre 2021 au 31 août 2022 (annexe 7) ;

Nombre de délégués en exercice :	46
Nombre de présents :	32
Nombre de votants :	35
Abstention :	0
Opposition :	0
Approbation :	35

23- Programme de rénovation de l'éclairage public pour 2025

Yvan CHARRIER, Directeur général adjoint en charge du pôle Exploitation, données et territoire connecté, présente le programme la liste détaillée de l'ensemble des opérations recensées à ce jour et présentée en annexe 1 du rapport.

Après avoir entendu l'exposé de M. CHARRIER ;

Après en avoir délibéré ;

Les membres du comité syndical décident à l'unanimité :

- **d'approuver**, sous réserve de l'inscription des sommes correspondantes au budget primitif 2025 du Syndicat, le programme prévisionnel de rénovation des réseaux d'éclairage public pour l'année 2025.

Nombre de délégués en exercice :	46
Nombre de présents :	32
Nombre de votants :	35
Abstention :	0
Opposition :	0
Approbation :	35

24- Informations diverses :

24.1 Lancement d'un projet de modification des statuts

Un projet de révision des statuts sera présenté lors du comité syndical du 24 juin 2025. Les points à parfaire concernent essentiellement le statut du suppléant et une présentation clarifiée et actualisée des activités du syndicat.

Si ce projet est adopté le 24 juin prochain, sa mise en œuvre s'appuiera sur un calendrier de consultation précis. Les communes et EPCI adhérentes devront délibérer dans un délai de 3 mois afin que le Préfet puisse prendre un arrêté pour une application au 1^{er} janvier 2026,

24.2 Renouvellement des marchés de travaux et de maintenance

La consultation pour les marchés de travaux d'électrification et de maintenance de l'éclairage public est ouverte depuis le 24 mars. La commission d'appel d'offres est fixée au 4 juillet.

Le marché éclairage public est divisé en six lots géographiques et le marché travaux en sept lots attributaires.

Ces marchés sont attribués pour un an et reconductibles trois fois.

Calendrier des principales réunions pour 2025

La session des neuf réunions territoriales qui a débuté le 5 mars sur le territoire Anjou Loir et Sarthe se termine le 2 avril au Siéml avec Angers Loire métropole.

Le salon de l'automobile électrique se tiendra au château de la Perrière le dimanche 18 mai,

Le centenaire du Siéml aura lieu le vendredi 14 novembre à 18 h 00 au Centre d'Angers. Une mise à jour du listing des invités est en cours de préparation avant envoi d'un publipostage destiné à sauvegarder cette date dans les agendas.

Il est proposé au comité syndical, dans les conditions exposées ci-avant :

- de prendre acte des informations communiquées.

Avant de clore la séance le Président remercie l'ensemble les élus pour leur présence et les agents pour la qualité des rapports présentés.

2. Compte-rendu des décisions du président prises sur délégation du comité syndical**Rapporteur : M. Jean-Luc DAVY**

Conformément à l'article L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales, le Président rend compte des décisions qu'il a prises sur délégation de pouvoirs du comité syndical du Siéml consentie par la délibération n° 40/2024 du 2 juillet 2024.

La liste des décisions est annexée au présent rapport.

Il est proposé au comité syndical, dans les conditions exposées ci-avant :

- de prendre acte de ces informations.

Objet : compte-rendu des décisions prises par le Président sur délégation du comité syndical - ANNEXE

Décision	Objet	Signature
		Date
GOUVERNANCE		
2025-070	Décision de donner l'accord exprès et préalable du Siéml à la participation de la SEM SOREGIES à l'augmentation du capital de la SEM SIPEnR par voie d'apports en numéraire pour un montant de cinquante et un mille cinq cent euros (51 500 €) libérés sur appel(s) du Conseil d'administration dans le délai légal à compter du jour où l'augmentation de capital social sera devenue définitive.	19/03/2025
2025-071	Décision de donner l'accord exprès et préalable du Siéml à la participation de la SAEML Alter Energies, en qualité d'associé fondateur, à la constitution de la SAS dédiée au portage du projet dans sa phase de développement de la centrale solaire sur la commune de Gennes-Val-de-Loire et à son capital, pour un montant maximum de 84 400 € soit prévisionnellement une prise de participation au capital social de 400 euros et 84 000 € sous forme d'apport en compte courant d'associés.	19/03/2025
2025-072	Décision de donner l'accord exprès et préalable du Siéml à la participation de la SAEML Alter Cités dans la SAS Foncière Parnay dédiée au portage du projet Resort oenotouristique à Parnay (49730) pour un montant maximum de 1 200 000 €, réparti entre un apport en capital social de 650 000 € et une avance en compte-courant d'associés de 550 000 €, l'intervention d'Alter Cités à ce projet devant être financée dans le cadre d'apports en compte courant d'associés du Département de Maine et Loire et de la Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire pour un montant de 600 000 € chacune.	19/03/2025
2025-084	Accord préalable à la prise de participation de Sorégies au capital de la SAS LES EOLIENNES DU COQUELICOT 2.	18/04/2025
2025-087	Décision de conclure une convention relative à l'occupation du domaine public de BRISSAC LOIRE AUBANCE Vauchrézien dans le cadre de la pose d'antenne bas débit LoRawan GW au147 rue de Brissac	29/04/2025
2025-088	Décision de conclure une convention relative à l'occupation du domaine public de NOYANT VILLAGES dans le cadre de la pose d'antenne bas débit LoRawan GW 147à l'endroit du Stade de foot à côté de la piscine municipale sur la rue des Sports.	29/04/2025

Objet : compte-rendu des décisions prises par le Président sur délégation du comité syndical - ANNEXE

Décision	Objet	Signature
		Date
MOYENS GÉNÉRAUX ET GESTION PATRIMONIALE		
2025-096	Marché 2024006MGXLDA2 - Acquisition et location de véhicules neufs bas carbone pour les services du Siéml (49) - Avenant N) 2 : décomposition coût des frais de mise en route et correction erreur matérielle (montant ttc en ht).	26/05/2025
2025-100	Marché n° 2025007ENR - Décision de conclure un marché de nettoyage des locaux du Siéml - Marché ordinaire - 39 999,99 € HT. 12 mois - IPOLAIS (Avrillé).	15/05/2025
INFRASTRUCTURES		
2025-095	Groupement de commande relatif à la "Fourniture de transformateurs et de postes de transformation ruraux compacts simplifiés, remise en état technique et destruction" pour 2026-2027.	06/06/2025
ÉCLAIRAGE PUBLIC		
2025-006	Décision de conclure une convention relative aux interventions du Siéml portant sur les équipements d'éclairage extérieur hors voirie, pour assurer l'éclairage des espaces et bâtiments suivants de la commune des Rives-du-Loir : - commune déléguée de Soucelles : le complexe sportif, l'école Emile Joulain et la salle Hervé Bazin ; - commune déléguée de Villevêque : le stade.	20/03/2025

Objet : compte-rendu des décisions prises par le Président sur délégation du comité syndical - ANNEXE

Décision	Objet	Signature
		Date
2025-010	Décision de conclure une convention relative aux interventions du Siéml portant sur les équipements d'éclairage extérieur hors voirie, pour assurer l'éclairage des espaces et bâtiments suivants de la commune de ST Barthélémy d'Anjou : le complexe sportif de la Gemmetrie et les ateliers communaux, le complexe sportif de la Venaiserie, la piscine la Baleine Bleue, le stade des Ardoises, la Cressonnière, l'espace culturel Pierre Audouys et la médiathèque de la Ranloue.	04/04/2025
2025-015	Décision de conclure une convention relative aux interventions du Siéml portant sur les équipements d'éclairage extérieur hors voirie, pour assurer l'éclairage des espaces et bâtiments suivants de la commune de Ste Gemmes-sur-Loire : le stade René Albert, le théâtre de verdure, l'espace culturel «L'Art'Image», le parking, la maison des associations.	20/05/2025
2025-016	Décision de conclure une convention relative aux interventions du Siéml portant sur les équipements d'éclairage extérieur hors voirie, pour assurer l'éclairage des espaces et bâtiments suivants de la commune de Verrière-en-Anjou : - commune déléguée de St-Sylvain-d'Anjou : Château à Motte, complexe sportif du Bois de la Salle et complexe sportif, salle des Lices, salle des Joutes, Dojo. - commune déléguée de Pellouailles : Complexe sportif René Boublin.	10/03/2025
2025-017	Décision de conclure une convention relative aux interventions du Siéml portant sur les équipements d'éclairage extérieur hors voirie, pour assurer l'éclairage des espaces et bâtiments suivants de la commune de Mûrs-Erigné : l'école de musique, le parc du Jau, le centre culturel Jean Carmet et le stade des Varennes.	04/04/2025

Objet : compte-rendu des décisions prises par le Président sur délégation du comité syndical - ANNEXE

Décision	Objet	Signature
		Date
TERRITOIRE CONNECTÉ		
2025-074	Décision de conclure une convention relative à l'occupation du domaine public de Mauges-sur-Loire : pose d'antenne bas débit LoRawan GW40, rue Pierre de Ccoubertin pt 401-2 (parking).	03/04/2025
2025-075	Décision de conclure une convention relative à l'occupation du domaine public de Montrevault-sur-Èvre - Le Puiset-Doré : Pose d'antenne bas débit LoRawan GW34, rue de Leppo.	03/04/2025
2025-076	Décision de conclure une convention relative à l'occupation du domaine public de Montrevault-su-rÈvre – St-Pierre-Montlimart : Pose d'antenne bas débit LoRawan GW33, 27 allée de l'Écusson, Stade de l'Écusson	03/04/2025
2025-077	Décision de conclure une convention relative à l'occupation du domaine public de Morannes-sur-Sarthe - Daumeray : pose d'antenne bas débit LoRawan GW31, terrain de foot, à côté de la rue des Noyers.	03/04/2025
2025-078	Décision de conclure une convention relative à l'occupation du domaine public d'Orée-d'Anjou- Champtoceaux : pose d'antenne bas débit LoRawan GW32, stade Gilbert Sailly.	20/02/2025
2025-079	Décision de conclure une convention relative à l'occupation du domaine public de SEGRE EN ANJOU BLEU- Segré : pose d'antenne bas débit LoRawan GW25, stade des Mines.	14/04/2025

Objet : compte-rendu des décisions prises par le Président sur délégation du comité syndical - ANNEXE

Décision	Objet	Signature
		Date
2025-080	Décision de conclure une convention relative à l'occupation du domaine public de Candé : pose d'antenne bas débit LoRawan GW36, stade Roger Loison.	14/04/2025
2025-081	Décision de conclure une convention relative à l'occupation du domaine public de Candé : pose d'antenne bas débit LoRawan GW45, parking à côté du stade de foot rue de la Vendée.	10/04/2025
2025-082	Décision de conclure une convention relative à l'occupation du domaine public de Val-d'Erdre-Auxence : pose d'antenne bas débit LoRawan GW 37, 8 rue du Haut bourg, le Louroux Béconnais.	02/06/2025
GÉOMATIQUE		
2025-054	Décision de renouveler l'adhésion à l'association d'information géographique (Afigéo) au titre de l'année 2025 en contre partie d'une cotisation de 800 euros.	10/02/2025
MOBILITÉ		
2025-094	Marché 2024027BVEMB - Marché subséquent n°2 "Accompagnement dans la création de la structure Ouest Charge" à l'accord-cadre d'analyse stratégique et accompagnement à la structuration du réseau IRVE « Ouest Charge » - 45 400 € HT - Groupement SMART WORLD PARTNERS (Montpellier) et ADALTYS (Lyon).	01/06/2025

Objet : compte-rendu des décisions prises par le Président sur délégation du comité syndical - ANNEXE

Décision	Objet	Signature
		Date
TRANSISTION ÉNERGÉTIQUE		
2025-085	Marché n° 2024019ENR : décision de conclure un accord-cadre à marchés subséquents pour la réalisation d'études de faisabilité pour la création d'un réseau de chaleur alimenté en majorité par une ENR situé dans le département de Maine-et-Loire (49) pour un montant maximum de 120 000 € HT, d'une durée de 24 mois, reconductible 2 fois pour une durée de 12 mois chacune, avec les opérateurs suivants : - Titulaire n° 1 : BATIMGIE, 49000 Angers - Titulaire n° 2 : INDDIGO, 73024 Chambéry - Titulaire n° 3 : EFFILIOS, 86000 Poitiers	04/04/2025
2025-086	Marché n° 2024021ENR : décision de conclure un marché de travaux pour la construction d'une chaufferie bois plaquettes au sein du groupe scolaire Emile Joulain de Rives-du-Loir-en-Anjou (49) pour un montant global maximum de 350 000 € HT, décomposé en deux lots : lot 1 gros œuvre/second œuvre (100 000 € HT) et le lot 2 chauffage/électricité (250 000 € HT) d'une durée de 12 mois, non reconductible, avec les opérateurs suivants : - Titulaire lot 1: EIFFAGE CONSTRUCTION MAINE ET LOIRE,49071 Beaucouzé - Titulaire lot 2 : ATLANTIC TUYAUTERIE CHAUFFAGE, 49740 La Romagne	08/04/2025
2025-089	Marché n° 2025004ENR : décision de conclure un marché de travaux pour la construction d'une chaufferie bois granulés au sein du complexe sportif Camille Claude de Durtal (49) pour un montant global maximum de 350 000 € HT, décomposé en deux lots : lot 1 Terrassement/Gros oeuvre/bâtiment préfabriqué (120 000 € HT) et le lot 2 Chauffage/électricité (230 000 € HT) d'une durée de 10 mois, non reconductible, avec les opérateurs suivants : - Titulaire lot 1: EIFFAGE CONSTRUCTION MAINE ET LOIRE,49071 Beaucouzé - Titulaire lot 2 : THERMIQUE DE L'OUEST, 44800 Saint-Herblain	12/05/2025
2025-090	Décision de conclure une convention 2025-036 de service de location pour l'installation et l'exploitation de la chaufferie de Saint-Georges-sur-Loire entre le Siéml (bénéficiaire ou occupant) et la SCI MLBE (propriétaire). Durée 24 mois tacite reconduction pour 2 fois 12 mois, loyer annuel de 500 € TTC pour l'entretien des abords des locaux, mise à disposition du compteur d'eau et règlement des consommations d'eau si la facture excède 5m³ par an.	03/04/2025

Objet : compte-rendu des décisions prises par le Président sur délégation du comité syndical - ANNEXE

Décision	Objet	Signature
		Date
2025-092	Marché 2023033ENRA2 maîtrise d'œuvre pour la création d'un réseau de chaleur et d'une chaufferie biomasse avenue de Verwood à Champtoceaux - Décision de signer l'avenant n°2 transférant le marché de la commune d'Orée d'Anjou (coordonateur du groupement de commande) et du Conseil départemental de Maine-et-Loire (co-acheteur) vers le SIEML.	14/05/2025
2025-093	Marché 1902023ENRA2 assistance à maîtrise d'ouvrage pour la création d'une chaufferie bois et d'un réseau de chaleur sur le plateau des Garennes à Champtoceaux, Décision de signer l'avenant n°2 transférant le marché de la Commune d'Orée d'Anjou (coordonateur du groupement de commande) et du Conseil Départemental de Maine-et-Loire (Co-acheteur) vers le SIEML d'une part, et d'autre part la résiliation à l'amiable de ce marché.	01/06/2025
2025-097	Décision de conclure une convention de mandat de travaux 2025012ENR enregistré sous le n° de contrat 2025-050ENR pour la construction d'une chaufferie biomasse, d'un réseau de chaleur et de sous-stations, à Chateauneuf-sur-Sarthe entre le Siéml et Alter Public pour un montant de 96 200 €HT.	13/05/2025
2025-098	Acte notarié de vente d'un terrain sans construction sis Saint Georges-sur-Loire, 49170 Lieu-dit Pièce de Maze - Cadastre : section ZN344 de 30 m ² et d'un ensemble immobilier cadastre : ZN345 de 64 m ² comprenant une chaufferie et un silo à destination de l'exploitation du réseau de chaleur et de chaufferie.	2025-05-05

Objet : compte-rendu des décisions prises par le Président sur délégation du comité syndical - ANNEXE

Décision	Objet	Signature
		Date
2025-099	<p>Marché n° 2025001ENR : décision de conclure un marché de travaux d'installation de chaufferies granulés dans le département de Maine & Loire pour un montant global maximum de 570 000 € HT, décomposé en six lots : lot 1 Montrevault-sur-Evre (Centre culturel) 70 000,00 € HT, le lot 2 Montrevault-sur-Evre (Espace Crémaillère) 130 000 € HT, lot 3 Beaulieu sur Layon (L'Oiseau Lyre) 130 000 € HT, lot 4 Angrie (Restaurant) 70 000 € HT, lot 5 Saint Augustin des Bois (Mairie) 70 000 € HT, lot 6 Saint Léger sous Cholet (Mairie - Centre Culturel) 100 000 € HT, avec les opérateurs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Titulaire lot 1: SN BAUDOUIN, 49440 Angrie - Titulaire lot 2 : SN BAUDOUIN, 49440 Angrie - Titulaire lot 3 : CESBRON, 49800 Loire-Authion - Titulaire lot 4 : SN BAUDOUIN, 49440 Angrie - Titulaire lot 5 : CHAUFFECO SAS, 49100 Angers - Titulaire lot 6 : ABG CLIMATIQUE, 49300 Cholet 	04/04/2025
2025-101	<p>Marché n° 2025008TIC : décision de conclure un marché pour l'abonnement à l'outil de simulation EnoLab pour un montant maximum de 39 999 € HT et d'une durée de 12 mois, reconductible 1 fois pour une durée de 12 mois, avec ENOGRID (45000 Orléans)</p>	27/03/2025
COMMUNICATION		
2025-073	<p>Marché n° 2023027COM : décision de conclure un avenant 2 dans le cadre de l'accord-cadre à bons de commande pour la création, l'édition et la livraison d'une bande dessinée pour les 100 ans du Siéml avec le titulaire SARL Agence 9, 30 rue des Favorites, 75015 Paris.</p> <p>L'avenant a pour finalité d'ajouter une prestation supplémentaire afin de permettre la correction du dessin représenté en case 4 de la planche 15 du mémoire technique du titulaire. Le montant du marché passe de 70 000,00€ à 70 120 € HT (<1 %)</p>	01/04/2025

3. Rapport d'activité 2024

Rapporteur : M. Jean-Luc DAVY

Chaque année, le Siéml élabore un rapport d'activité qui récapitule ses actions menées au cours de l'année. Ces actions découlent de l'exercice de ses compétences statutaires et de la politique définie par son assemblée délibérante. Ce rapport est présenté au comité syndical en vue d'être transmis aux communes et EPCI membres pour communication à leurs assemblées délibérantes. A cette fin, il sera mis en ligne sur le site www.sieml.fr et envoyé par voie postale courant juillet. Cet envoi inclura un lien permettant d'accéder aux comptes administratifs du Siéml et à une synthèse du document sous forme de diaporama pour faciliter sa présentation en conseil municipal ou communautaire.

Le rapport d'activité 2024 met en lumière une série d'avancées significatives, parmi lesquelles l'achèvement du déploiement des horloges connectées et l'installation des premières antennes LoRaWAN dans le cadre du territoire connecté, le lancement d'une nouvelle offre d'accompagnement dédiée aux projets d'autoconsommation collective, issue de l'expérimentation locale BouSolE, ainsi que la refonte des dispositifs d'aide à l'investissement en matière d'économies d'énergie, dans un contexte marqué par une hausse notable des sollicitations émanant des collectivités. Le rapport revient également sur le programme de déploiement des infrastructures de recharge pour véhicules électriques, le bilan très positif de la première année d'exploitation des chaufferies bois, ainsi que sur le renforcement du partenariat avec Enedis, concrétisé par l'élaboration d'un nouveau plan pluriannuel d'investissement ciblant les zones prioritaires et la signature d'une nouvelle convention de partenariat en faveur de la transition énergétique. Sont aussi détaillés les près de 36 M€ HT investis dans les réseaux électriques. Un focus est réalisé sur le renforcement de notre rôle de maîtrise d'ouvrage sur le territoire d'Angers Loire Métropole, conformément à la nouvelle convention encadrant les interventions en matière d'éclairage public. Le rapport évoque également le deuxième renouvellement du contrat COTER avec l'ADEME et la création d'un budget annexe dédié aux réseaux de chaleur et de froid avec un premier budget de 0,95 M€ pour la réalisation notamment d'un premier réseau de chaleur à Saint-Georges-sur-Loire. Il souligne les avancées réalisées dans l'optimisation de la gestion des données énergétiques et territoriales, en appui à la prise de décision. À cet égard, l'année 2024 a constitué une étape déterminante avec la mise à jour du PCRS, la structuration progressive des données et l'identification des besoins internes, illustrée notamment par la finalisation des zonages loi APER. L'année a par ailleurs été marquée par la mise en œuvre d'un nouvel organigramme. L'une des évolutions majeures a consisté en la scission du pôle technique en deux entités distinctes, afin d'accompagner la montée en puissance des activités du syndicat, dans un contexte d'intensification opérationnelle et de nécessité accrue de pilotage budgétaire.

Ce rapport se décline classiquement en deux volets :

- une présentation des activités par compétences et thématiques ;
- en annexe, un état chiffré par communes et intercommunalité.

Le document finalisé sera disponible en version dématérialisée en amont du comité syndical sur <https://www.sieml.fr/fascicules-rapports-cosy>.

Il est proposé au comité syndical, dans les conditions exposées ci-avant :

- de prendre acte du rapport d'activité 2024.

4. adhésion du Siéml à l'association CIBE et désignation d'un représentant

Rapporteur : M. Jean-Luc DAVY

Depuis la réforme des statuts du Siéml en 2019, ce dernier peut accompagner ses membres dans le développement de la chaleur renouvelable sur les bâtiments publics via la création, l'exploitation et la maintenance de système énergétique directement pour un bâtiment ou dans le cadre d'un réseau technique ou d'un réseau public de chaleur renouvelable.

Le Siéml a par ailleurs signé un troisième contrat d'objectifs relatif à l'animation Chaleur renouvelable et développement des énergies renouvelables thermiques avec l'ADEME, couvrant la période du 2 novembre 2024 au 1^{er} novembre 2028.

Au regard des actions portées par le Siéml et des nombreuses questions qui peuvent se poser notamment sur la valorisation optimale des produits de la forêt, de la ressource biomasse et de sa transformation en combustible, il est intéressant de pouvoir s'appuyer sur des structures ou associations qui permettent de faciliter la coordination des acteurs de la filière bois-énergie. Le CIBE répond à ce besoin.

1. OBJET DE L'ASSOCIATION CIBE

Elle a pour objet d'apporter un appui :

- aux filières d'approvisionnement des chaufferies bois ;
- aux porteurs de projets de chaufferies bois et réseaux de chaleur ;
- à la définition des bonnes pratiques ;
- au réseau d'animation et de promotion du bois-énergie.

Le CIBE est né en 2006 avec la montée en puissance de l'utilisation industrielle et collective du bois-énergie. Il coordonne et accompagne les acteurs de la filière. Il contribue au partage des retours d'expérience de ses adhérents.

2. COMPOSITION ET GOUVERNANCE DE L'ASSOCIATION CIBE

L'association se compose de membres qui peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Chaque personne morale est représentée au sein de l'Association par une personne physique unique, qui peut être son représentant légal ou une autre personne désignée. Chaque personne morale dispose d'une seule voix.

Les membres sont répartis en cinq collèges :

- collège 1 : « Propriété / ressource » regroupe notamment les propriétaires et les gestionnaires forestiers, les agriculteurs, les organisations forestières et agricoles et leurs structures professionnelles ;
- collège 2 : « Transformation » regroupe notamment les professionnels du bois (société de collecte destinée au recyclage, négociants en combustible bois, scieries,...) et leurs organisations professionnelles ;
- collège 3 : « Animation territoriale » regroupe les structures locales de soutien au développement de la filière bois-énergie, dont les associations et leurs groupements, les agences locales et régionales de l'énergie et de l'environnement ;

- collège 4 : « Assistant à maîtrise d'ouvrage / Maître d'œuvre / Recherche & développement » regroupe notamment les associations de collectivités territoriales, les collectivités territoriales à l'échelon départemental et régional, les experts et organismes d'études, les architectes, les centres de recherche, les centres techniques, les enseignants, les universitaires, les établissements financiers, les bailleurs sociaux et leur groupements ;
- collège 5 : « Réalisation / Exploitation » regroupe notamment les entreprises fournisseurs d'énergie, de services énergétiques, de construction, les constructeurs de matériels, et leurs organisations professionnelles.

L'association est administrée par un Conseil d'administration composé de vingt-cinq membres maximum, élus par l'Assemblée générale pour trois années. Chacun des cinq collèges se compose de cinq administrateurs qui disposent d'une voix chacun. Le Bureau est composé de membres désignés par le Conseil d'administration parmi les administrateurs, également pour trois années.

Concrètement, les adhérents volontaires bénéficient des échanges et sont mis à contribution au sein de groupes de travail ou commissions permanentes consacrées à 4 thématiques : approvisionnement des chaufferies et biocombustibles ; stratégie de développement et montage des projets de chaufferies ; retours d'expérience de conception, construction et exploitation des chaufferies ; animation bois-énergie. Ces commissions réunissent régulièrement les adhérents volontaires pour avancer sur leurs travaux, à distance ou en présentiel. Plusieurs fois par an, elles exposent leur actualité à l'ensemble des adhérents du CIBE et aux autres professionnels de la filière lors de réunions plénières ou de rendez-vous techniques.

Pour adhérer au CIBE, le Comité syndical du Siéml doit désigner parmi ses membres un élu pour participer à l'Assemblée générale et, le cas échéant, au Conseil d'administration ainsi qu'au Bureau de l'association. Le Siéml intégrerait ainsi le troisième collège « Animation territoriale » de l'association. Les travaux en cours et à venir d'une ou plusieurs des commissions permanentes du CIBE pourraient être quant à eux suivis par un ou plusieurs agents du Siéml, sous la responsabilité du Président du Syndicat.

Pour la désignation du représentant du Siéml au sein de l'Assemblée générale du CIBE après recueil des candidatures en séance, il est proposé de procéder à un simple vote à main levée, comme le prévoit le règlement intérieur de notre assemblée.

3. COTISATION À L'ASSOCIATION CIBE

La cotisation annuelle versée par les membres du CIBE est déterminée par une grille tarifaire distinguant les membres par tranche de population. Le Siéml est assimilé à une strate démographique de 80 000 à 149 999 habitants. La cotisation pour le Siéml au titre de l'exercice 2025 correspondrait ainsi à celle due par une collectivité de 100 000 à 300 000 habitants et s'élèverait à 832 €.

Il est proposé au comité syndical, dans les conditions exposées ci-avant :

- **d'approuver** par dérogation exceptionnelle aux délégations de pouvoir consenties au Président par le Comité syndical, les statuts du CIBE et, partant, l'adhésion du Siéml au troisième collège « Animation territoriale » de l'association ;
- **de décider**, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret mais au vote à main levée, pour la désignation du représentant du Siéml à l'Assemblée générale du CIBE ;
- **d'autoriser** le représentant du Siéml à accepter toutes fonctions en lien avec ce mandat, en particulier celles de siéger, en qualité d'administrateur au Conseil d'administration et au Bureau du CIBE ;
- **d'approuver** la cotisation du Siéml au CIBE pour l'année 2025, d'un montant de 832 € ;
- **d'autoriser** le président du Siéml à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

STATUTS DU CIBE

BUT ET COMPOSITION DE L'ASSOCIATION

article 1 – Dénomination

Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la Loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, sous la dénomination « COMITE INTERPROFESSIONNEL DU BOIS ENERGIE » – dite en abrégé « CIBE ».

article 2 – Objet

Cette association a pour objet de promouvoir l'utilisation, dans les chaufferies, du bois-énergie et autres biomasses ligno-cellulosiques, ci-après dénommés « bois-énergie » par simplification,

- en organisant tous échanges de vues et d'expériences entre ses membres ;
- en rassemblant, analysant et diffusant toutes informations économiques, réglementaires, techniques utiles ;
- en proposant, aux pouvoirs publics et institutions spécialisées, les mesures techniques propres à favoriser le développement du bois-énergie ;
- en organisant des actions de formation ;
- et, plus généralement, en conduisant ou en s'associant à toutes actions relatives au développement de la valorisation du bois-énergie.

article 3 – Siège social

Le siège social est fixé au 3 rue Basfroi - 75011 PARIS à compter du 1^{er} janvier 2012. Il pourra être transféré dans une autre commune de la région parisienne par simple décision du Conseil d'Administration.

article 4 – Durée

La durée de l'Association est illimitée.

article 5 - Moyens d'action

Pour réaliser son objet, l'Association se propose de :

- constituer et animer des groupes de travail thématiques ;
- organiser et participer à des réunions d'informations, des colloques, des actions de sensibilisation, des stages de formation ;
- conduire, coordonner ou s'associer à la réalisation d'études ;
- et, plus généralement, d'utiliser tous les autres moyens susceptibles de concourir à la réalisation de l'objet social.

article 6 – Composition

L'Association se compose de membres qui peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Chaque membre "personne morale" est représenté au sein de l'Association par une personne physique unique, qui peut être son représentant légal ou une autre personne désignée par écrit. Chaque personne morale dispose d'une seule voix.

Les membres sont répartis en cinq collèges en fonction de leur activité dans le domaine du bois énergie :

Le collège 1 « Propriété / Ressource » regroupe notamment les propriétaires et les gestionnaires forestiers, les agriculteurs, les organisations forestières et agricoles et leurs structures professionnelles.

Le collège 2 « Transformation » regroupe notamment les professionnels du bois (société de collecte destinée au recyclage, négociants en combustibles bois, scieries,...) et leurs organisations professionnelles.

Le collège 3 « Animation territoriale » regroupe les structures locales de soutien au développement de filières bois-énergie, dont les associations et leurs regroupements, les agences locales et régionales de l'énergie et de l'environnement.

Le collège 4 « Assistant à maîtrise d'ouvrage (AMO) / Maître d'œuvre (MOE) / Recherche & développement (R&D) » regroupe notamment les associations de collectivités territoriales, les collectivités territoriales à l'échelon départemental et régional, les experts et organismes d'études, les architectes, les centres de recherche, les centres techniques, les enseignants, les universitaires, les établissements financiers, les bailleurs sociaux et leurs regroupements.

Le collège 5 « Réalisation / Exploitation » regroupe notamment les entreprises fournisseurs d'énergie, de services énergétiques, de construction, les constructeurs de matériels, et leurs organisations professionnelles.

Pour être membre, il faut être agréé par le Bureau et avoir acquitté la cotisation annuelle. Les refus d'admission n'ont pas à être motivés. Le barème des cotisations annuelles est arrêté par l'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration.

Le titre de « membre d'honneur » peut être décerné, pour une durée déterminée, par le Bureau aux personnes physiques qui rendent ou qui ont rendu des services à l'Association. Ce titre confère aux personnes qui l'ont obtenu le droit de faire partie de l'Assemblée Générale et de participer aux votes sans être tenu de payer une cotisation.

article 7 - Perte de la qualité de membre

La qualité de membre se perd :

- par démission adressée par courrier au siège de l'Association ;
- par décès, par disparition, liquidation ou fusion pour les personnes morales ;
- par radiation prononcée par le Bureau pour non-paiement de la cotisation annuelle après un rappel demeuré impayé ;
- en cas d'exclusion décidée par le Conseil d'Administration pour motif grave, le membre intéressé ayant été préalablement invité à fournir des explications.

Handwritten signatures and initials:
A large stylized signature, possibly "Rm", and the number "2" followed by another signature, possibly "Sul".

article 8 – Ressources de l'Association

Les ressources de l'Association se composent :

- des cotisations versées par les membres qui en sont redevables ;
- des subventions qui peuvent lui être accordées ;
- des dons manuels, notamment dans le cadre du mécénat ;
- des intérêts et revenus des biens et valeurs appartenant à l'Association ;
- des capitaux provenant des économies réalisées sur son budget annuel ;
- du prix des prestations facturées par l'association ;
- de la valorisation du bénévolat dont elle bénéficie.

article 9 – Comptabilité

Il est tenu à jour une comptabilité selon les règles légales avec établissement d'un compte de résultat, d'un bilan et d'une annexe conformément au plan comptable en vigueur.

article 10 – Conseil d'Administration

L'Association est administrée par un Conseil d'Administration, composé de vingt-cinq membres maximum, élus par l'Assemblée Générale pour trois années, chaque année s'entendant comme la période comprise entre deux Assemblées Générales annuelles.

Les premiers membres du Conseil sont désignés par l'Assemblée Générale constitutive.

Les administrateurs sont répartis dans les cinq collèges représentant les diverses catégories de membres telles que définies à l'article 6.

Chacun des cinq collèges se compose de cinq administrateurs qui disposent d'une voix chacun.

Les membres personnes morales sont représentés comme il est indiqué à l'article 6.

Tout membre peut présenter sa candidature en l'adressant au Conseil, avant le 31 mars de chaque année. Un mois avant la date de l'Assemblée Générale, le Conseil publie sur le site internet de l'Association le nombre de postes à pourvoir dans chaque collège et la liste des candidats. A défaut de site internet en fonctionnement, ces informations sont adressées par courrier, avant le 31 mars de chaque année, à tous les adhérents à jour de leur cotisation. Les votes sont organisés par collège, à bulletin secret.

Dans chaque collège, les candidats élus sont ceux qui ont obtenu le plus grand nombre de voix. En cas d'égalité du nombre de voix, le candidat élu est celui dont l'adhésion est la plus ancienne.

En cas de vacance d'un ou de plusieurs postes de membres du Conseil, le Conseil peut pourvoir à leur remplacement en procédant à une ou à plusieurs nominations à titre provisoire.

Ces cooptations sont soumises à la ratification de la plus proche Assemblée Générale. Les mandats des administrateurs ainsi cooptés prennent fin à la date où devrait normalement expirer le mandat des administrateurs remplacés.

hm 3 SW

article 11 – Réunions du Conseil

Le Conseil d'Administration se réunit toutes les fois que cela est nécessaire, et au moins une fois par an sur convocation du Président ou sur demande de 50% de ses membres.

Le Conseil d'Administration ne peut valablement délibérer que si un tiers de ses membres sont présents. Les décisions sont prises à la majorité simple des membres présents ou représentés. En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

Les administrateurs absents peuvent donner pouvoir à un administrateur du même collège. Le vote par correspondance n'est pas autorisé.

Le Président convoque le Conseil avec un délai de prévenance de quatre semaines. Hormis le cas où le Conseil se réunit sur la demande de 50% de ses membres, l'ordre du jour est déterminé par le Bureau et doit être adressé aux administrateurs deux semaines avant la date de la réunion.

Le Conseil peut s'adjoindre, à titre consultatif, des personnes susceptibles de l'éclairer particulièrement sur un sujet mis à l'ordre du jour, dans la limite de quatre personnes par réunion.

Les fonctions d'administrateur ne sont pas rémunérées.

Les salariés de l'Association peuvent être invités à participer aux réunions du Conseil sans prendre part aux décisions ni aux votes.

Il est dressé un procès-verbal des réunions, signé par le Président et le Secrétaire. Les procès verbaux sont établis sans blanc ni rature, sur des feuillets numérotés paraphés par le Président et consignés dans un registre spécial, conservé au siège de l'Association.

article 12 – Pouvoirs du Conseil d'Administration

Le Conseil est investi des pouvoirs les plus étendus pour administrer l'Association, dans les limites de son objet et sous réserve des pouvoirs de l'Assemblée Générale.

Le Conseil définit les principales orientations de l'Association et les actions permettant d'atteindre les buts de l'Association tels que définis à l'article 2. Il prend les décisions relatives à la gestion et la conservation du patrimoine de l'Association. Il arrête le budget proposé par le Bureau et les comptes annuels de l'Association. Il propose à l'Assemblée Générale l'affectation des résultats.

article 13 – Bureau

Le Conseil d'Administration choisit, parmi ses membres, un Bureau composé de :

- un Président ;
- plusieurs vice-présidents, dans la limite de 7 dont un par collège comme indiqué au paragraphe suivant ;
- un secrétaire ;
- un trésorier.

Le Bureau ne peut pas comporter plus de trois administrateurs appartenant au même collège.

bm 4 SW

Les membres du Bureau sont élus pour trois ans et sont rééligibles.

Le Bureau se réunit aussi souvent que l'intérêt de l'Association l'exige, sur convocation du Président, et au minimum quatre fois par an.

Il dispose de tous les pouvoirs pour assurer la gestion courante de l'Association entre deux réunions du Conseil d'Administration. Il veille à l'exécution des délibérations prises par le Conseil d'Administration et par l'Assemblée Générale et prépare les travaux du Conseil d'Administration.

Il valide les courriers et messages écrits exprimant des positions de fond de l'Association, préalablement à leur expédition. En cas d'urgence, cette validation peut être organisée par messagerie électronique ou par télécopie.

En outre, il prend toute décision relative à l'embauche et la gestion du personnel salarié, la conclusion de contrats et conventions.

Les décisions sont prises à la majorité des 2/3 des membres présents ou représentés. En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

Les membres du Bureau absents peuvent donner pouvoir à une personne de leur choix. Le vote par correspondance n'est pas autorisé.

Le Bureau peut s'adjoindre, à titre consultatif, des personnes susceptibles de l'éclairer particulièrement sur un sujet mis à l'ordre du jour, dans la limite de deux personnes par réunion.

Les salariés de l'Association peuvent être invités à participer aux réunions du Bureau sans prendre part aux décisions ni aux votes.

Les fonctions de membre du Bureau ne sont pas rémunérées.

Il est dressé un procès verbal des décisions du Bureau, communiqué aux membres du Conseil d'Administration. Cette communication peut s'effectuer par courrier électronique ou télécopie.

article 14 – Le Président

Le Président convoque et préside les Assemblées Générales, le Conseil d'Administration, le Bureau. En cas d'absence ou de maladie, il est remplacé par le Vice-Président le plus âgé.

Il représente l'Association dans tous les actes de la vie civile. Il a notamment qualité pour agir en justice comme défenseur au nom de l'Association et comme demandeur avec l'autorisation du Conseil d'Administration. Il peut former, dans les mêmes conditions tous appels et pourvois. Il ne peut transiger qu'avec l'autorisation du Conseil d'Administration.

Le Président est chargé d'exécuter les décisions du Bureau et du Conseil d'Administration. Il assure le bon fonctionnement de l'Association.

Il engage les dépenses conformément au budget prévisionnel approuvé par le Conseil d'Administration.

My 5 SW

Il est habilité à ouvrir et à faire fonctionner tous comptes courants ou de dépôts. Il procède à l'embauche et au licenciement du personnel salarié, conformément aux décisions du Bureau. Le personnel salarié est placé sous son autorité.

Il peut déléguer certains de ses pouvoirs à un autre membre du Bureau. Toutefois, s'agissant de l'action et de la représentation en justice, le Président ne peut être remplacé que par un mandataire agissant en vertu d'une procuration spéciale conférée par le Bureau.

article 15 – Le Secrétaire

Le Secrétaire est chargé de tout ce qui concerne la correspondance et les archives. Il rédige et signe les procès-verbaux des délibérations de l'Assemblée, du Conseil d'Administration et du Bureau. D'une manière plus générale, il veille au bon fonctionnement statutaire de l'Association.

Il tient le registre spécial prévu par l'article 5 de la loi du 1er juillet 1901 et les articles 6 et 31 du décret du 16 août 1901. Il assure les formalités administratives et déclaratives.

Le Secrétaire peut, avec l'accord du Bureau, déléguer à un autre membre ou à un salarié de l'association, certains des pouvoirs énoncés ci-dessus.

article 16 – Le Trésorier

Le Trésorier veille à la tenue d'une comptabilité régulière de toutes les opérations et à l'établissement des comptes annuels de l'Association. Il rend compte de la gestion du Conseil d'Administration devant l'Assemblée Générale.

Comme le Président, il est habilité à ouvrir et faire fonctionner les comptes bancaires de l'Association. Il effectue les paiements, perçoit les recettes.

Le Trésorier peut, avec l'accord du Bureau, déléguer à un autre membre ou à un salarié de l'Association, certains des pouvoirs énoncés ci-dessus. Dans ce cas, il peut se faire rendre compte à tout moment de la gestion financière de l'Association, de la trésorerie et des placements.

article 17 – Assemblée Générale

L'Assemblée Générale se compose de tous les membres de l'Association à jour de leur cotisation à la date de la convocation.

Elle se réunit au moins une fois par an avant le 30 juin et chaque fois qu'elle est convoquée par le Président ou sur la demande du tiers au moins de ses membres à jour de leur cotisation.

Son ordre du jour, arrêté par le Conseil d'Administration, figure sur la convocation adressée à tous les membres 15 jours calendaires à l'avance par courrier simple. Son Bureau est celui du Conseil d'Administration.

L'Assemblée Générale entend les rapports sur la gestion du Conseil d'Administration et sur la situation financière et morale de l'Association.

Elle approuve les comptes de l'exercice clos, vote le budget de l'exercice suivant et pourvoit au renouvellement du Conseil d'Administration.

Rm 6 SW

Seuls les points indiqués à l'ordre du jour peuvent faire l'objet d'une décision.

Les membres absents peuvent être représentés par un autre membre de l'Association muni d'un pouvoir. Nul ne peut détenir plus de deux mandats. Les pouvoirs en blancs sont remis au Président dans la limite de deux mandats. Le vote par correspondance n'est pas accepté. Les décisions sont prises à la majorité simple des membres présents ou représentés.

Les délibérations de l'Assemblée sont prises à main levée à l'exception de l'élection des administrateurs, conformément aux dispositions de l'article 10. Le scrutin à bulletin secret peut être demandé par le Conseil d'Administration ou par 50% des membres présents.

Les salariés de l'Association peuvent être invités à participer à l'Assemblée Générale sans prendre part aux décisions ni aux votes.

article 18 – Modification des statuts

Les statuts peuvent être modifiés par l'Assemblée Générale sur la proposition du Conseil d'Administration ou sur la proposition de 50% des membres à jour de leur cotisation.

Les propositions de modification sont inscrites à l'ordre du jour de la prochaine Assemblée Générale, lequel doit être envoyé au moins un mois à l'avance.

L'Assemblée doit se composer du quart au moins des membres à jour de leur cotisation, présents ou représentés. Si ce quorum n'est pas atteint, l'Assemblée est convoquée de nouveau à quinze jours d'intervalle et peut cette fois délibérer quel que soit le nombre de membres présents.

Les membres absents peuvent être représentés par un autre membre de l'Association muni d'un pouvoir. Nul ne peut détenir plus de deux mandats. Les pouvoirs en blancs sont remis au Président dans la limite de deux mandats.

Le vote par correspondance n'est pas accepté.

Les statuts ne peuvent être modifiés qu'à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

article 19 - Dissolution de l'Association

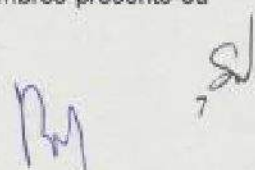
L'Assemblée Générale appelée à se prononcer sur la dissolution de l'Association est convoquée spécialement à cet effet. Pour que l'Assemblée délibère valablement, la moitié plus un des membres à jour de leur cotisation doivent être présents ou représentés.

Si ce quorum n'est pas atteint, l'Assemblée est convoquée de nouveau à quinze jours d'intervalle et peut cette fois délibérer quel que soit le nombre de membres présents.

Les membres absents peuvent être représentés par un autre membre de l'Association muni d'un pouvoir. Nul ne peut détenir plus de deux mandats. Les pouvoirs en blancs sont remis au président dans la limite de deux mandats.

Le vote par correspondance n'est pas accepté.

La dissolution ne peut être votée qu'à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

Handwritten signature and initials in blue ink, including a stylized 'M' and 'S' with a small '7' below the 'S'.

En cas de dissolution, l'Assemblée Générale désigne un ou plusieurs commissaires, chargés de la liquidation et l'actif, s'il y a lieu, est dévolu conformément à l'article 9 de la loi du 1^{er} juillet 1901 et au décret du 16 août 1901.

article 20 Procès-verbaux des Assemblées

Les délibérations et résolutions des Assemblées Générales sont établies sans blanc ni rature, sur des feuillets numérotés paraphés par le Président et consignés dans un registre spécial conservé au siège de l'Association.

article 21 Règlement intérieur

Le Conseil d'Administration peut, s'il le juge nécessaire, établir un règlement intérieur destiné à déterminer les détails d'exécution des présents statuts.

Les présents statuts ont été approuvés lors de l'Assemblée Générale constitutive le 17 juin 2009 et révisés lors de l'Assemblée Générale du 3 juin 2014. Le changement de localisation du siège social a été approuvé lors du Conseil d'Administration du 16 novembre 2011. Ils ont été établis en autant d'exemplaires originaux que de parties intéressées dont deux pour la déclaration et un pour l'Association.

Le Président,



Bruno de MONCLIN

Le Secrétaire,



Serge NOCODIE



5. Réforme des statuts du Siéml

Rapporteur : M. Jean-Luc DAVY

Vous êtes invités à délibérer en vue d'adopter une nouvelle adaptation des statuts du Syndicat. Audacieuse en apparence, la modification statutaire proposée n'opère pas de bouleversement radical dans les activités, l'organisation et le fonctionnement du Syndicat, ainsi que nous le verrons.

La proposition s'inscrit dans la continuité des précédentes modifications statutaires survenues en 2014, 2016 et 2019. Elle s'en détache toutefois avec une double ambition : maintenir la trajectoire prise par le Syndicat ces dernières années pour diversifier ses activités d'une part et, d'autre part, conforter en inscrivant dans son ADN les valeurs fondamentales qui guident ses actions : proximité, agilité, coopération, transversalité et expertise.

Un état des lieux de la situation existante a permis d'envisager une structuration des statuts du Syndicat plus moderne, plus claire et plus lisible pour un lecteur non spécialisé, mais aussi plus ouverte sur des capacités d'actions élargies du Syndicat et juridiquement plus solides.

Pour autant, la nouvelle mouture des statuts proposée n'effectue pas de changements en profondeur : elle tend simplement à rénover l'architecture des statuts actuels en vue de satisfaire deux objectifs présentés en détail ci-après :

- proposer une présentation claire et innovante des activités du Syndicat par domaines d'intervention ;
- clarifier et préciser la gouvernance pour en simplifier la compréhension, la gestion et la mettre à jour au regard des dernières évolutions organisationnelles et démographiques.

1- Une présentation clarifiée et innovante des activités du Siéml par domaines d'intervention

- La genèse

Historiquement, les statuts ont peu changé s'agissant des compétences et activités dans les domaines de l'électricité et du gaz. Ils ont été toutefois sensiblement enrichis au fil du temps au fur et à mesure de l'accroissement des champs d'intervention du Syndicat. Ils ont ainsi intégré les IRVE en 2014, les réseaux de chaleur, les stations d'avitaillement bioGNV, le groupement d'achat d'électricité et de gaz, l'établissement et la mise à jour du PCRS en 2016 et enfin la chaleur renouvelable en 2019. Depuis cette dernière mouture des statuts, le Syndicat agit dans de nouveaux secteurs tels que les réseaux d'objets connectés, les systèmes d'information géographique ou encore l'autoconsommation collective, qui méritent pleinement de figurer dans les statuts.

Dans le même temps, l'appréhension par le droit des possibilités d'intervention du Syndicat et de ses collectivités membres a ouvert de nouvelles perspectives. Des activités accessoires ont été ajoutées aux statuts du Syndicat en complément des compétences transférées à la suite de l'assouplissement par le Conseil d'État du principe de spécialité fonctionnelle des syndicats mixtes. La poursuite conjointe de l'Etat, des collectivités territoriales et de leurs groupements des objectifs de politique énergétique et de lutte contre le changement climatique conduit à ce que le Syndicat soit en capacité d'agir seul ou avec d'autres collectivités, dans le domaine de la production d'énergies renouvelables ou encore de la maîtrise de la demande d'énergie et de l'efficacité énergétique, par l'exercice de compétences subsidiaires et annexes à ses compétences obligatoires et optionnelles relatives aux réseaux publics d'électricité, de gaz ou de chaleur.

L'état des lieux à la lecture des statuts actuels conduit à constater que le format n'est plus adaptée. La structuration des statuts actuels, classique, distingue les compétences obligatoires et optionnelles des activités et services complémentaires aux compétences. Elle génère une stratification peu lisible de

ses champs d'intervention au fur et à mesure de l'empilement des nouvelles compétences et activités du Syndicat.

Cette sédimentation aboutit aussi à des doublons : certaines activités figurent à la fois dans les compétences et dans les activités accessoires. Elle laisse également croire que les activités, les façons de faire, les ressources pour agir ou les modalités d'intervention se confondent et seraient fongibles entre elles. Elle oblige à des redondances, à des incohérences et des incertitudes, pour finalement complexifier la compréhension de l'activité du Syndicat.

- La proposition

Une rédaction des statuts plus innovante nous semble possible, avec une approche plus communicante et pédagogique axée sur la lisibilité des domaines d'intervention du Siéml.

La modification statutaire propose de synthétiser le spectre complet des activités du Syndicat, en supprimant leur subdivision selon l'approche juridique dichotomique actuelle et en les regroupant selon une typologie sectorielle et matérielle, pour former un ensemble cohérent par domaines d'intervention.

La méthodologie de travail employée pour aboutir à ce résultat a été la suivante.

En dressant tout d'abord la liste de ses activités actuelles, il a été possible d'adopter une rédaction décrivant de manière plus précise les missions du Syndicat. A cette première liste ont été ajoutées les activités du Syndicat dans de nouveaux secteurs, à savoir celles relatives aux objets et réseaux connectés, aux systèmes d'informations géographiques, à l'autoconsommation individuelle ou collective.

Les activités ont ensuite été regroupées par domaines d'intervention pour aboutir à une présentation des capacités d'action du Syndicat claire et cohérente. Puis elles ont été classées dans chaque domaine d'intervention en fonction de leur qualification juridique, selon qu'elles correspondent à une compétence obligatoire, une compétence optionnelle, une compétence subsidiaire, une compétence annexe ou une attribution complémentaire. Chaque qualification est définie par les projets de statuts.

En synthèse, la modification statutaire tend à une répartition des activités du Syndicat de la manière suivante :

Répartition des compétences et attributions par domaine d'intervention					
Domaine d'intervention	compétences				Attributions complémentaires
	Obligatoires	Optionnelles	Subsidiaries	Annexes	
Distribution publique d'électricité	x		x		
Distribution publique de gaz		x	x		
Eclairage public		x			
Mobilités		x			
Production d'énergies			x	x	x
Distribution publique de chaleur ou de froid		x			
Maîtrise de la demande en énergie et efficacité énergétique			x	x	x
Communications électroniques			x		x
Informatique - Gestion de la donnée géographique, territoriale et numérique					x
Aménagement du territoire et urbanisme			x	x	x
Objets et réseaux d'objets connectés					x
Conseil et ingénierie					x
Communication					x

A la suite de la présentation des activités du Syndicat par domaines d'intervention, sont indiqués les modes de gestion des compétences et activités du Syndicat, par voie de transfert de compétence ou selon d'autres modalités, notamment contractuelle ou financière. La proposition de modification statutaire tend à une articulation claire entre les domaines d'activités du Syndicat et la manière dont il peut intervenir auprès de ses membres ou bien auprès de tiers, publics ou privés.

C- Le résultat

La modification statutaire comporte un chapitre dédié aux **compétences et attributions** du Syndicat qui le présente, non plus comme un acteur spécialisé cantonné dans son domaine d'intervention historique, mais comme un opérateur global de coordination et de solidarité territoriale doté d'une expertise technique diversifiée dans le domaine énergétique, conformément à son objet.

Ce chapitre comprend deux sections. Une première section dressant une liste des **domaines d'intervention** du Syndicat, pour identifier facilement l'ensemble des activités que le Syndicat peut réaliser. Une deuxième section détermine les **conditions et modalités d'intervention** pour expliquer

comment le Syndicat intervient, notamment par transfert de compétences ou par la contractualisation, et selon quels moyens matériels et financiers.

2- Des précisions apportées à la gouvernance pour la clarifier, l'actualiser et en simplifier la gestion

Comme évoqué plus haut, le fonctionnement des instances du Siéml a déjà fait l'objet d'une profonde réforme statutaire en 2016 et 2019 pour adapter sa gouvernance à la réforme territoriale et à la diversification de ses compétences. Un équilibre satisfaisant semble avoir été trouvé s'agissant de la gouvernance territorialisée avec une bonne articulation entre les circonscriptions électives et territoires d'animation d'un côté, et le comité syndical de l'autre, ainsi qu'un bon équilibre entre la représentation des communes et celle de leurs groupements.

De ce fait, le projet de révision des statuts n'entend pas modifier la gouvernance actuelle : il tend simplement à clarifier la présentation et le rôle des représentants et délégués et à simplifier la gestion des suppléants, pour faciliter la compréhension et le fonctionnement du Syndicat.

Le projet de révision des statuts vise aussi à actualiser les circonscriptions électives et, par voie de conséquence, à ajuster la composition du comité syndical (nombre de sièges).

- Clarifier la présentation et le rôle des représentants et délégués

La structuration des statuts actuels comprend un article consacré au comité syndical, lui-même scindé en quatre sous-parties portant sur la composition du comité syndical, la désignation de représentants de la communauté urbaine Angers Loire Métropole, la désignation des représentants au sein des circonscriptions électives, et la désignation des représentants des circonscriptions électives au sein du comité syndical. Cette présentation aboutit à une dispersion et à une redondance des clauses statutaires portant sur les représentants des collèges électoraux et les délégués syndicaux, sans réellement permettre une distinction des uns et des autres ni de connaître précisément le rôle des titulaires et des suppléants au sein du Comité syndical comme au sein des collèges électoraux.

La suggestion de modification rédactionnelle portant sur la gouvernance consiste tout d'abord à opérer une séparation nette entre la présentation du comité syndical et la présentation des collèges électoraux. Elle consiste également à confirmer que le terme « délégués » est réservé aux élus du comité syndical tandis que le terme « représentants » est réservé aux élus siégeant au sein des collèges électoraux pour représenter leur commune ou leur intercommunalité. De la sorte, les règles concernant la composition du comité syndical, la désignation et le rôle des délégués ne se confondent plus avec celles portant sur la composition des collèges électoraux ou la désignation et le rôle des représentants. Ce jeu de réécriture permet aussi d'harmoniser les statuts du Siéml avec le règlement intérieur de ses instances, approuvé par délibération du comité syndical du 9 février 2021, notamment en intégrant dans les statuts la règle figurant dans le règlement intérieur selon laquelle seuls les représentants titulaires du collège électoral peuvent être désignés délégués au comité syndical.

- Simplifier la gestion des suppléants

Par la suite, la suppléance au sein du comité syndical a été précisée dans la proposition rédactionnelle des nouveaux statuts, avec deux apports destinés à en simplifier la gestion : le rattachement nominatif systématique d'un suppléant à un titulaire, comme cela figure déjà dans le règlement intérieur des instances du Syndicat, et l'impossibilité pour un délégué d'être à la fois titulaire et suppléant. Le rôle du suppléant, en cas d'empêchement temporaire comme en cas d'empêchement définitif, n'est pas modifié par rapport aux statuts actuels mais simplement réécrit pour en assurer une meilleure compréhension. Ces précisions rédactionnelles permettent en outre de reprendre et de rendre plus lisible le cas le cas où le comité syndical devait être considéré comme incomplet et donner lieu à une élection partielle de délégués : après la constitution du comité syndical, seule l'impossibilité définitive de remplacer un délégué titulaire par un délégué suppléant donne lieu à une élection partielle d'un délégué titulaire et d'un délégué suppléant, dans les trois (3) mois qui suivent la vacance.

Parallèlement, la proposition de modification statutaire organise la suppléance au sein des collèges électoraux de manière identique à celle prévue pour le comité syndical, ce qui permet de déterminer le

rôle et le fonctionnement des collèges électoraux après la constitution du comité syndical. La proposition tend à réserver le vote des affaires mises en délibération auprès du comité syndical aux délégués et à préserver le lien de proximité entre le Syndicat et les représentants des collèges électoraux, par leur participation active aux territoires d'animation et leur rôle de référent du Siéml pour lui faire remonter les besoins de leur collectivité concernant les activités du Syndicat.

Le fonctionnement proposé des collèges électoraux après la constitution du comité syndical serait le suivant : dans le cas où le collège électoral deviendrait incomplet en cours de mandat du comité syndical, les collectivités de la circonscription électorale seraient appelées à désigner de nouveaux représentants dans le cas seulement où la convocation du collège électoral deviendrait nécessaire pour désigner de nouveaux délégués au comité syndical.

- Actualiser les circonscriptions électorales

Pour la désignation des délégués au sein du comité syndical, la règle suivante est appliquée : la désignation est directe pour les délégués de la communauté urbaine d'Angers Loire Métropole. Elle est indirecte pour les communes et les autres structures intercommunales, par l'intermédiaire de collèges électoraux.

En 2016, les communes membres de la communauté urbaine Angers Loire Métropole ne pouvaient pas participer à la désignation des délégués du comité syndical parce qu'elles n'avaient pas transféré de compétence au Siéml. Elles sont toutefois demeurées membres associés au Syndicat par l'intermédiaire de la communauté urbaine Angers Loire Métropole, par le mécanisme de la représentation-substitution.

A la suite du transfert au Siéml de la compétence relative aux installations de production de chaleur renouvelable par cinq communes du territoire d'Angers Loire Métropole que sont Cantenay-Epinard, Rives-du-Loir-en-Anjou, Saint-Clément-de-la-Place, Saint-Martin-du-Fouilloux, Sarrigné, il paraît nécessaire de procéder à deux ajustements statutaires.

La première modification consiste à ajouter ces cinq communes dans l'annexe 1 comportant la liste des membres adhérents du Siéml au titre d'un transfert de compétence au Syndicat. Pour parfaire le périmètre du Siéml, l'annexe 1 comporte également la liste des communes qui sont intégrées au Syndicat en qualité de membres associés sans pour autant en être membre au titre d'un transfert de compétence au Syndicat : il s'agit ainsi de prendre en compte la représentation-substitution de ces communes par la Communauté urbaine Angers Loire Métropole concernant la compétence obligatoire relative à la distribution publique d'électricité.

La seconde modification consiste à ajouter, dans l'annexe 2 comportant la liste des circonscriptions électorales, une nouvelle circonscription électorale. Les cinq communes du territoire d'Angers Loire Métropole que sont Cantenay-Epinard, Rives-du-Loir-en-Anjou, Saint-Clément-de-la-Place, Saint-Martin-du-Fouilloux, Sarrigné disposent désormais d'un collège électoral qui procédera à la désignation d'un seul délégué au comité syndical, compte tenu de leur poids démographique.

Une troisième modification est également proposée, indépendante des deux autres modifications précitées, concernant l'annexe 2 listant les circonscriptions électorales. La création de la commune nouvelle d'Ingrandes-le-Fresne-sur-Loire au 1^{er} janvier 2024 conduit à supprimer la commune déléguée de Saint-Sigismond de la circonscription électorale des Vallées du Haut-Anjou pour l'intégrer à la circonscription électorale Loire Layon Aubance via son appartenance à la commune nouvelle précitée.

Une quatrième et dernière modification consiste à actualiser la population municipale de l'ensemble des circonscriptions électorales figurant dans l'annexe 2, pour prendre en compte la population municipale légale des communes du Maine-et-Loire en vigueur au 1^{er} janvier 2025.

- Ajuster la composition du comité syndical

Le projet de réforme statutaire reprend à l'identique les critères de détermination du nombre de sièges du comité syndical des circonscriptions électorales issues de la grande réforme statutaire de 2016, ce nombre variant en fonction de la population municipale présente sur le territoire concerné :

- entre 0 et 24 999 habitants : 1 siège ;

- entre 25 000 et 39 999 habitants : 2 sièges ;
- entre 40 000 et 59 999 habitants : 3 sièges ;
- entre 60 000 et 79 999 habitants : 4 sièges ;
- entre 80 000 et 99 999 habitants : 5 sièges ;
- entre 100 000 et 119 999 habitants : 6 sièges ;
- à partir de 120 000 habitants : 7 sièges.

Cependant, l'actualisation des circonscriptions électorales nécessite de revoir le nombre et la répartition des sièges du comité syndical.

Désormais, le comité syndical comprendrait deux délégués supplémentaires. Le premier correspond au délégué désigné par le nouveau collège électoral des cinq communes du territoire d'Angers Loire Métropole qui ont transféré une compétence (cf. explications plus haut). Le second correspond à la désignation non plus de trois mais de quatre délégués par le collège électoral de la circonscription électorale Loire Layon Aubance après une mise à jour de sa population municipale incluant celle, élargie, de la commune nouvelle d'Ingrandes-le-Fresne-sur-Loir.

L'augmentation du nombre de délégués désignés par les circonscriptions électorales, ainsi que la prise en compte de la population légale de Maine-et-Loire au 1^{er} janvier 2025, ont conduit à vérifier que les délégués désignés par la communauté urbaine Angers Loire Métropole soient en nombre suffisant pour que ce nombre corresponde à celui prévu par l'article L 5215-22, I alinéa 3 du code général des collectivités territoriales¹. Le nombre de délégués des circonscriptions électorales passant de 29 à 31, les délégués de la communauté urbaine Angers Loire Métropole passent de manière arithmétique, de 17 à 19.

Le nombre total de sièges au comité syndical passerait ainsi de 46 à 50.

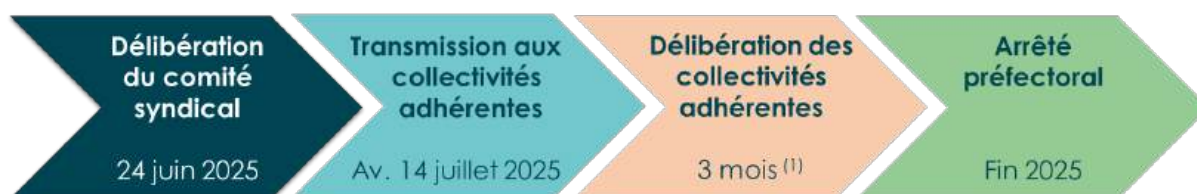
A la suite du prochain renouvellement des conseils municipaux et communautaires de mars 2026, le nombre et la répartition des sièges du comité syndical prendrait en compte l'annexe 2 listant les circonscriptions électorales actualisée à date.

3 – Calendrier de consultation des collectivités membres

Une première mouture est désormais achevée. Elle a été soumise à la relecture de notre cabinet d'avocats en vue de conforter la première approche rédactionnelle du projet de révision des statuts du Siéml. Elle a également été transmise à la Préfecture pour avis.

La procédure de révision des statuts étant relativement lourde et longue, il est nécessaire de présenter au plus vite le projet de réforme de nos statuts au comité syndical, si l'on souhaite faire aboutir cette réforme avant la fin de la mandature.

L'objectif est de suivre le calendrier suivant :



Pour mémoire, le processus de révision statutaire est le suivant : le pouvoir d'initiative est impulsé par l'exécutif ; un projet de délibération est présenté au comité syndical pour approbation. Puis débute une phase de consultation auprès des instances délibérantes de nos collectivités membres, qui disposent d'un délai de 3 mois pour se prononcer. Passé ce délai, la décision est réputée favorable. La majorité

¹ Selon l'article L 5215-22, I, alinéa 3 du CGCT : le nombre de sièges dont disposent les délégués de la communauté urbaine au sein du comité du syndicat est proportionnel à la part relative de la population des communes auxquelles la communauté urbaine est substituée au titre de l'exercice de cette compétence, sans pouvoir excéder la moitié du nombre total de sièges

requis est la majorité qualifiée pour la création du syndicat, soit deux tiers au moins des membres représentant plus de la moitié de la population totale ou la moitié au moins des membres représentant les deux tiers de la population. Cette majorité doit par ailleurs comprendre les membres dont la population est supérieure au quart de la population totale concernée. La modification statutaire est transmise au préfet du département pour validation par arrêté au vu des conditions de majorité.

L'ensemble des délibérations concordantes approuvant les statuts et l'arrêté du préfet constituent la décision de modification statutaire du syndicat mixte, qui fait l'objet d'une publication officielle avant d'entrer en vigueur.

Une présentation synthétique de l'ensemble des éléments présentés par le présent rapport vous sera remise préalablement à la séance du Comité syndical.

Il est proposé au comité syndical, dans les conditions exposées ci-avant :

- **d'approuver**, conformément aux articles L. 5211-17 et L. 5211-18 du CGCT, la réforme statutaire du Siéml (annexe 1) ;
- **d'autoriser** le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération, en particulier à engager la démarche de consultation des collectivités membres sur la réforme statutaire du Syndicat.



Syndicat intercommunal d'énergie de Maine-et-Loire

STATUTS

Statuts adoptés par délibération du Comité syndical du 24 juin 2025

SOMMAIRE

CHAPITRE I – CONSTITUTION	4
ARTICLE I.1 : Création et dénomination	4
ARTICLE I.2 : Composition	4
ARTICLE I.3 : Objet	4
ARTICLE I.4 : Siège	4
ARTICLE I.5 : Durée	4
CHAPITRE II – COMPÉTENCES ET ATTRIBUTIONS	5
PREMIÈRE SECTION : DOMAINES D'INTERVENTION	5
ARTICLE II.1 : Distribution publique d'électricité ou de gaz	5
ARTICLE II.2 : Eclairage public	6
ARTICLE II.3 : Mobilités	7
ARTICLE II.4 : Production d'énergies	8
ARTICLE II.5 : Distribution publique de chaleur ou de froid	9
ARTICLE II.6 : Maîtrise de la demande et de l'efficacité énergétique	9
ARTICLE II.7 : Communications électroniques	11
ARTICLE II.8 : Informatique - Gestion de la donnée géographique, territoriale et numérique	11
ARTICLE II.9 : Aménagement du territoire et urbanisme	12
ARTICLE II.10 : Objets et réseaux d'objets connectés	13
ARTICLE II.11 : Conseil et ingénierie	13
ARTICLE II.12 : Communication	14
DEUXIÈME SECTION : CONDITIONS ET MODALITÉS D'INTERVENTION	14
ARTICLE II.13 : Conditions d'exercice des compétences et attributions	14
ARTICLE II.14 : Modalités d'exercice des compétences et attributions	16
CHAPITRE III – GOUVERNANCE	18
PREMIÈRE SECTION : ADMINISTRATION	18
ARTICLE III.1 : Le comité syndical	18
ARTICLE III.2 : Le Bureau	19
DEUXIÈME SECTION : FONCTIONNEMENT	19
ARTICLE III.3 : Les collèges électoraux	19
ARTICLE III.4 : Les territoires d'animation	21
ARTICLE III.5 : Le règlement intérieur	21
CHAPITRE IV – MODIFICATIONS	22
PREMIÈRE SECTION : MODIFICATIONS DU SYNDICAT	22
ARTICLE IV.1 : Adhésion	22
ARTICLE IV.2 : Retrait	22
ARTICLE IV.3 : Dissolution	22
DEUXIÈME SECTION : MODIFICATIONS DES STATUTS ET ANNEXES	22
ARTICLE IV.4 : Modification des statuts	22
ARTICLE IV.5 : Annexes	22

Liminaire

Le Siéml a été créé en 1925. Alors dénommé Syndicat intercommunal d'électricité de Maine-et-Loire et axé principalement sur la construction et l'exploitation d'un réseau de distribution publique d'électricité, le Siéml diversifie ses activités tout au long du XXème siècle et se transforme, à l'aube du XXI siècle, en Syndicat intercommunal d'énergies de Maine-et-Loire.

Le Siéml accompagne depuis sa création les collectivités, mais aussi les différents partenaires publics et privés intervenant dans les domaines de l'énergie. Fort de son expérience et de son expertise, il est aujourd'hui un acteur incontournable du département pour le développement de réseaux, l'accès aux énergies et l'optimisation de leur utilisation.

Fédérateur de moyens résolument tourné vers l'avenir, le Syndicat s'engage vers une gestion novatrice des réseaux et des infrastructures énergétiques, le déploiement de nouvelles formes de valorisation des énergies renouvelables et bas carbone, la mise en place de référentiels communs et d'outils numériques mutualisés, au service d'une démarche énergétique et d'un aménagement territorial efficace, sobre, partagée et durable.

Le Siéml demeure déterminé depuis sa création à poursuivre ses efforts d'adaptation aux évolutions de son environnement juridique, économique et technique et aux spécificités des territoires, pour être constamment en capacité d'agir avec proximité, agilité, coopération, transversalité et expertise.

CHAPITRE I – CONSTITUTION

ARTICLE I.1 : Création et dénomination

En application des dispositions du code général des collectivités territoriales (CGCT) relatives à la coopération locale, notamment les articles L 5711-1 et suivants, il est créé un établissement public de coopération locale, sous la forme d'un syndicat mixte fermé, dénommé « Syndicat intercommunal d'énergies de Maine-et-Loire – Siéml », ci-après désigné « le Syndicat ». Conformément à l'article L 5212-16 du même code, le Siéml est un syndicat intercommunal dit « à la carte ».

ARTICLE I.2 : Composition

Le Syndicat est constitué des communes et des établissements publics de coopération intercommunale du département de Maine-et-Loire. Des collectivités limitrophes ou proches du département de Maine-et-Loire peuvent l'intégrer, avec l'accord du comité syndical, lorsque des raisons techniques le justifient.

Les collectivités composant le Syndicat en constituent les « membres » ou les « membres associés » au sens des présents statuts.

La liste des membres et membres associés mise à jour le 1^{er} avril 2025, jointe en annexe, est actualisée régulièrement par le Syndicat sans donner lieu à une modification statutaire. Elle est publiée sous forme électronique sur son site internet.

ARTICLE I.3 : Objet

Le Syndicat a pour objet d'associer les collectivités membres et membres associés à la création d'un espace de solidarité départementale dans les domaines de l'énergie, en vue d'un aménagement et un développement économique équilibrés des territoires ruraux et urbains. A cette fin, le Syndicat est chargé notamment, dans le respect des lois et règlements en vigueur et conformément aux présents statuts :

- d'organiser le service public local de la distribution d'électricité et de gaz et de garantir le bon accomplissement des missions afférentes ;
- d'assurer et de favoriser le déploiement d'équipements d'éclairage public et extérieur performants, économes en énergie et respectueux de l'environnement ;
- de mettre en place et promouvoir la production, la distribution et la valorisation des énergies renouvelables, bas carbone et de récupération ;
- de réaliser et d'inciter à la réalisation d'actions de maîtrise de la demande en énergie et d'efficacité énergétique ;
- de contribuer à l'essor de la mobilité bas carbone et alternative ;
- d'investir dans des projets permettant une gestion sécurisée, intelligente et mutualisée des biens et des services.

Le Syndicat réalise son objet par les compétences et attributions déterminées ci-après par les présents statuts, conformément à l'article L 5212-16 du CGCT. La liste des compétences transférées au Syndicat par membre mise à jour le 1^{er} avril 2025, jointe en annexe, est actualisée sans donner lieu à une modification statutaire et publiée sous forme électronique sur son site internet.

ARTICLE I.4 : Sièg

Le siège du Syndicat est fixé comme suit : 9 route de la Confluence - ZAC de Beuzon - Écouflant - CS 60145 - 49001 Angers cedex 01. Il peut être modifié selon les conditions et modalités déterminées par l'article L 5211-20 du CGCT.

ARTICLE I.5 : Durée

Le Syndicat est constitué pour une durée illimitée.

CHAPITRE II – COMPÉTENCES ET ATTRIBUTIONS

Le Syndicat réalise son objet en mettant en œuvre dans les domaines d'intervention listés ci-après :

- des compétences obligatoires qui ont vocation à être exercées par le Syndicat de plein droit en lieu et place de ses collectivités membres et membres associés ;
- des compétences optionnelles, qui ont vocation à être exercées par le Syndicat en lieu et place des collectivités qui lui en font la demande ;
- des compétences subsidiaires, qui ont vocation à être exercées par le Syndicat en complément des compétences obligatoires relatives à la distribution publique d'électricité dont elles ne sont pas détachables et qu'il peut exercer de façon permanente ou ponctuelle ;
- des compétences annexes, qui ont vocation à être exercées par le Syndicat indépendamment de ses autres compétences de façon permanente ou ponctuelle et qui peuvent le cas échéant être mises en œuvre par d'autres collectivités ;
- des attributions complémentaires correspondant à des activités qui présentent le caractère de complément normal, nécessaire ou utile à l'exercice des compétences du Syndicat.

PREMIÈRE SECTION : DOMAINES D'INTERVENTION

ARTICLE II.1 : Distribution publique d'électricité ou de gaz

➤ Compétences obligatoires au titre de l'électricité et optionnelles au titre du gaz

Le Syndicat organise le service public de distribution d'électricité ainsi que celui de la fourniture d'électricité aux clients qui bénéficient des tarifs réglementés de vente. Il exerce à titre obligatoire les compétences nécessaires à ses missions de plein droit, en lieu et place des collectivités membres et membres associés.

Le Syndicat organise également le service public de distribution de gaz. Il exerce à titre optionnel les compétences nécessaires à ses missions en lieu et place des collectivités qui lui en font la demande.

Il exerce notamment, en tant qu'autorité concédante, les compétences suivantes :

- la négociation et la conclusion, avec les entreprises délégataires, le cas échéant dans le respect du droit de la concurrence et de la commande publique, de tous actes relatifs à la délégation de missions de service public afférentes au développement, à l'exploitation et à l'entretien du réseau public de distribution de l'électricité ou de gaz ainsi qu'à la fourniture d'énergie électrique aux tarifs réglementés de vente ou, le cas échéant, de tous actes relatifs à la gestion directe d'une partie de ces services ;
- le contrôle du bon accomplissement des missions de service public visées ci-dessus et du réseau public de distribution d'électricité ou de gaz tel que le prévoit notamment l'article L 2224-31 du CGCT ;
- la représentation et la défense des intérêts des usagers dans leurs relations avec les entreprises délégataires.

Le Syndicat exerce également en tant qu'autorité organisatrice, notamment les compétences suivantes :

- les missions de service public de la distribution d'électricité ou de gaz ainsi que de la fourniture d'énergie électrique aux tarifs réglementés de vente ;
- la gestion, directe ou indirecte, de tout ou partie des services ;

- l'établissement d'un bilan détaillé de la mise en œuvre du programme prévisionnel de tous les investissements envisagés sur le réseau de distribution sur la base du compte rendu de la politique d'investissement et de développement des réseaux transmis par les concessionnaires ;
- la communication aux membres du Syndicat, dans le cadre des textes en vigueur, des informations relatives au fonctionnement des missions de service public qu'il organise pour la distribution publique de l'électricité ou du gaz ainsi que pour la fourniture d'énergie électrique aux tarifs réglementés de vente ;
- le cas échéant, l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'utilisation des réserves d'énergie électrique ;
- la représentation des membres dans tous les cas où les lois et règlements en vigueur prévoient que celles-ci doivent être représentées ou consultées pour toutes questions ayant trait aux services publics précités ;
- la création et l'animation de la commission consultative paritaire de l'énergie prévue par l'article L 2224-37-1 du CGCT.

➤ Compétences subsidiaires

Le Syndicat est habilité en tant qu'autorité organisatrice de la distribution d'électricité à exercer à titre subsidiaire notamment les compétences suivantes :

- exercer des missions de conciliation en vue du règlement de différends relatifs à la fourniture d'électricité de secours, selon les modalités mentionnées à l'article L. 2224-31 du CGCT ;
- conduire et réaliser directement, des travaux de développement des réseaux publics d'électricité ou de gaz, notamment en zone rurale, en particulier en vue de faciliter l'insertion des énergies renouvelables sur le réseau et le développement de dispositifs de flexibilité. A ce titre, le Syndicat a la faculté de prendre tout ou partie à sa charge les travaux de premier établissement, de sécurisation, de dissimulation, de renforcement, d'extension et de perfectionnement des ouvrages de distribution ;
- réaliser des opérations exceptionnelles en lien avec le réseau public de distribution d'électricité qui concourent à la transition énergétique, présentent un caractère innovant et répondent à un besoin local spécifique ;
- apporter une contribution financière aux gestionnaires des réseaux de distribution pour étendre les réseaux de gaz naturel sur le territoire des concessions déjà desservies partiellement ou pour créer de nouvelles dessertes de gaz naturel sur le territoire des communes non encore desservies par un réseau de gaz naturel, dans les conditions fixées aux articles L 432-7 et R 432-8 à R 432-12 du code de l'énergie ou toute disposition qui s'y substituerait.

ARTICLE II.2 : Eclairage public

➤ Compétences optionnelles

Le Syndicat exerce à titre optionnel les compétences suivantes :

- la création, le développement, le renouvellement et l'exploitation des installations d'éclairage public ;
- le cas échéant, la maintenance de ces installations.

L'éclairage public au sens des présents statuts comprend :

- l'éclairage extérieur nécessaire à la sécurité des usagers des axes ouverts à la circulation motorisée ou non motorisée : routes, chemins, pistes et bandes cyclables, sentiers pédestres, voies vertes ;
- l'éclairage et la mise en lumière extérieurs des biens immobiliers suivants :

- espaces aménagés ouverts au public : espaces paysagers et de stationnement, sites touristiques, aires d'activités ludiques ou sportives ;
- édifices : bâtiments ouverts au public, salles sportives ou polyvalentes, monuments présentant un intérêt touristique, historique, artistique ou architectural.

Les installations d'éclairage public au sens des présents statuts correspondent au réseau d'éclairage et les accessoires indispensables à son exploitation ainsi que, le cas échéant, aux biens mobiliers et immobiliers, matériels et immatériels nécessaires aux opérations de maintenance.

Dans le cadre de ses compétences, le Syndicat a notamment pour missions :

- la réalisation des travaux de premier établissement, de dissimulation, de renforcement, d'extension, de mise en conformité, de renouvellement, de rénovation et de perfectionnement des installations d'éclairage ;
- l'alimentation en énergie électrique des installations d'éclairage ;
- la fourniture, la pose et le raccordement des installations et, le cas échéant, des matériels d'éclairage nécessaires à la maintenance ;
- le cas échéant, les travaux de maintenance préventive et curative ainsi que les dépannages des installations ;
- la réalisation et la promotion d'actions pour un éclairage public performant, respectueux de l'environnement et moins consommateur d'énergie.

ARTICLE II.3 : Mobilités

II.3.1. Infrastructures de recharge pour véhicules électriques (IRVE)

➤ Compétences optionnelles

Le Syndicat assure le déploiement d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques ou hybrides rechargeables (IRVE).

Il exerce à titre optionnel les compétences suivantes :

- la création et l'entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables ;
- la mise en place d'un service comprenant la création, l'entretien et l'exploitation des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables ou de navires à quai.

Le Syndicat réalise également à titre optionnel les compétences suivantes :

- la réalisation des travaux d'installation et de maintenance des infrastructures ;
- la fourniture et la pose des installations et matériels nécessaires à la maintenance ;
- l'exploitation des infrastructures : l'exploitation comprend notamment l'achat d'électricité nécessaire à l'alimentation des véhicules ou des navires ainsi que la création d'un système de monétique ;
- la mise en place d'un dispositif de médiation de la consommation pour l'utilisation des IRVE par les usagers, conformément aux articles L 611-1 et suivants du code de la consommation ;
- la participation à tous projets de création d'infrastructures de recharge.

II.3.2. Stations de ravitaillement en gaz ou hydrogène

➤ Compétences optionnelles

Le Syndicat assure le déploiement de points de ravitaillement en gaz ou en hydrogène pour véhicules ou pour navires.

A ce titre, il exerce à titre optionnel les compétences suivantes :

- la création et l'entretien des points de ravitaillement ;
- la mise en place d'un service comprenant la création, l'entretien et l'exploitation des points de ravitaillement.

Dans le cadre de sa compétence, le Syndicat prend en charge :

- la réalisation des travaux d'installation et de maintenance des points de ravitaillement ;
- l'exploitation des points de ravitaillement : l'exploitation comprend notamment l'achat de gaz ou d'hydrogène nécessaire à l'alimentation des véhicules ou des navires ainsi que la création d'un système de monétique ;
- la mise en place d'un dispositif de médiation de la consommation pour l'utilisation des points de ravitaillement par les usagers, conformément aux articles L 611-1 et suivants du code de la consommation ;
- la participation à tous projets de création de points de ravitaillement.

ARTICLE II.4 : Production d'énergies

➤ Compétences subsidiaires

Le Syndicat est habilité à réaliser à titre subsidiaire les compétences suivantes :

- la réalisation de travaux d'installations de production d'électricité de proximité, et à exploiter ces installations, dans les conditions mentionnées à l'article L 2224-33 du CGCT.
- dans les communes rurales, des opérations de production d'électricité par des énergies renouvelables et d'autres actions concourant à l'atteinte des objectifs de la politique énergétique mentionnés aux articles L 100-1 à L 100-4 du code de l'énergie, en particulier au 4° du I de l'article L 100-4 du même code, lorsque ces différentes opérations permettent d'éviter directement ou indirectement des extensions ou des renforcements de réseaux.

➤ Compétences annexes

Le Syndicat est habilité à réaliser les compétences suivantes qui peuvent le cas échéant être mises en œuvre par d'autres collectivités :

- concourir au déploiement des installations de production d'hydrogène renouvelable ou bas-carbone, au sens de l'article L 811-1 du code de l'énergie, implantées sur son territoire.
- aménager, exploiter, faire aménager et faire exploiter, dans les conditions prévues notamment par l'article L 2224-32 du CGCT :
 - toute nouvelle installation de production d'électricité,
 - toute nouvelle installation hydroélectrique,
 - toute nouvelle installation d'énergie produite à partir de sources renouvelables et bas carbone,
 - toute nouvelle installation de valorisation énergétique des déchets ménagers ou assimilés,
 - toute nouvelle installation de production d'hydrogène renouvelable ou bas-carbone définis à l'article L. 811-1 du code de l'énergie,

- toute nouvelle installation de cogénération ou de récupération d'énergie provenant d'installations visant l'alimentation d'un réseau de chaleur.

Cette compétence comprend celle relative à la création, au développement, à la gestion, à l'exploitation et à la maintenance d'installations de production de chaleur à partir d'énergies renouvelables et bas carbone, dont les chaufferies fonctionnant avec ces énergies et, le cas échéant, les bâtiments de stockage ainsi que le réseau technique de chaleur associé. Le réseau ainsi créé ne constitue pas un réseau public de chaleur au sens de l'article L 2224-38 du CGCT.

Le Syndicat peut également exploiter une installation de production d'électricité utilisant l'énergie radiative du soleil dont les générateurs sont fixés ou intégrés aux bâtiments dont il est propriétaire. Il peut à ce titre bénéficier de l'obligation d'achat de l'électricité ainsi produite ainsi que d'autres sources de valorisation et revenus associées.

Le syndicat peut vendre et valoriser l'électricité ou l'énergie produite par ces installations, à des consommateurs finaux ou à des fournisseurs, conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

Le Syndicat peut également participer au financement d'un ou plusieurs projets de production d'énergie renouvelable.

➤ Attributions complémentaires

Le Syndicat exerce en complément de ses compétences les activités suivantes :

- encourager et promouvoir la valorisation des sources d'énergie renouvelables et bas carbone sous toutes les formes (solaire, hydraulique, éolien, géothermie, biomasse, énergie fatale...) ;
- mettre en œuvre ou participer à la mise en œuvre d'opérations d'autoconsommation individuelle ou collective régies par les articles L 315-1 et suivants du code de l'énergie, le cas échéant en qualité de personne morale organisatrice ou de membre d'une personne morale organisatrice.

ARTICLE II.5 : Distribution publique de chaleur ou de froid

➤ Compétences optionnelles

Le Syndicat organise le service public de distribution de chaleur ou de froid, dans les conditions prévues par l'article L 2224-38 du CGCT.

Il exerce à titre optionnel, en tant qu'autorité organisatrice, les compétences suivantes :

- la création, le développement, l'exploitation, la gestion et l'entretien d'un réseau public de chaleur ou de froid ;
- la continuité de l'approvisionnement du réseau de distribution de chaleur ou de froid ;
- la délimitation des zones de développement prioritaires des réseaux de chaleur et de froid classés au sein desquelles le raccordement est obligatoire, conformément au chapitre II du titre I^{er} du livre VII du code de l'énergie ;
- la réalisation d'un schéma directeur du réseau de chaleur et de froid.

ARTICLE II.6 : Maîtrise de la demande en énergie et efficacité énergétique

➤ Compétences subsidiaires

Le Syndicat est habilité à exercer à titre subsidiaire les compétences suivantes :

- la réalisation dans les communes rurales d'opérations de maîtrise de la demande d'électricité et d'autres actions concourant à l'atteinte des objectifs de la politique énergétique mentionnés aux articles L. 100-1 à L. 100-4 du code de l'énergie, en particulier au 4° du I de l'article L. 100-4 du

même code, lorsque ces différentes opérations permettent d'éviter directement ou indirectement des extensions ou des renforcements de réseaux.

➤ Compétences annexes

Le Syndicat, est habilité à réaliser les compétences suivantes qui peuvent le cas échéant être mises en œuvre par d'autres collectivités :

- la réalisation des actions tendant à maîtriser la demande d'énergie de réseau des consommateurs finals desservis en électricité basse tension, en gaz ou en chaleur : les actions relatives aux économies d'énergie des consommateurs finals d'électricité basse tension, de gaz ou de chaleur que le Syndicat réalise ou fait réaliser peuvent avoir ou ont pour objet ou pour effet d'éviter ou de différer l'extension ou le renforcement des réseaux publics de distribution relevant de sa compétence ;
- l'accompagnement des actions tendant à maîtriser la demande d'énergie sur le territoire ;
- la réalisation et l'accompagnement des actions tendant à maîtriser la demande d'énergie des consommateurs en situation de précarité énergétique, notamment en proposant des aides à ces consommateurs en prenant en charge, en tout ou partie, des travaux d'isolation, de régulation thermique ou de régulation de la consommation d'énergie ou l'acquisition d'équipements domestiques à faible consommation. Ces aides font l'objet de conventions avec les bénéficiaires ;
- la réalisation ou le financement par convention d'études ainsi que tout ou partie des travaux nécessaires pour améliorer la performance énergétique des bâtiments ;
- la réalisation d'actions dans le domaine de l'efficacité énergétique ;
- la mise en place de dispositifs de flexibilité en vue d'optimiser la gestion des flux d'énergies.

➤ Attributions complémentaires

Le Syndicat exerce en complément de ses compétences les activités suivantes :

- organiser un service de conseil en énergie ;
- répondre à des appels à projets, déposer et soutenir auprès de tout organisme des dossiers dans le domaine de la maîtrise de la demande en énergie et/ou de l'efficacité énergétique ;
- réaliser, faire réaliser, accompagner la réalisation de travaux concourant à l'efficacité de l'isolation thermique et de la gestion énergétique des bâtiments ;
- mise en œuvre d'un outil mutualisé de planification ou de prospective énergétique visant à limiter les émissions de polluants ou de gaz à effet de serre, à l'atténuation du changement climatique ainsi qu'à l'adaptation aux conséquences de celui-ci ;
- installer, gérer et favoriser la mise en place de dispositifs et équipements techniques contribuant à la maîtrise de la demande en énergie et/ou à l'efficacité énergétique ;
- conduire et encourager les démarches de sobriété et d'efficacité énergétique, d'atténuation du changement climatique et d'adaptation aux conséquences de celui-ci ;
- créer et contribuer à la mise en place d'actions expérimentales, innovantes, exemplaires et motivantes permettant une utilisation performante de l'énergie ;
- impulser et encourager la participation citoyenne comme la diffusion au grand public d'informations ciblées sur des projets et techniques existantes d'efficacité énergétique et favoriser les bonnes pratiques en vue d'une utilisation plus économe de l'énergie ;
- demander, percevoir, valoriser et céder des certificats d'économie d'énergies (CEE), dans le cadre des travaux réalisés sur le patrimoine du Syndicat ou de tiers publics ou privés, en leur au nom et pour leur compte comme au nom et pour le compte du Syndicat, le cas échéant dans le cadre d'un

dispositif mutualisé de CEE auquel le Syndicat participe, en tant que membre ou en tant que regroupeur.

ARTICLE II.7 : Communications électroniques

➤ Compétences subsidiaires

Le Syndicat est habilité à exercer à titre subsidiaire les compétences suivantes :

- la conduite, la réalisation et/ou la détermination des modalités de réalisation des travaux de réalisation d'infrastructures communes de génie civil pour l'enfouissement de réseaux de communications électroniques installées sur un support commun avec le réseau de distribution d'électricité dans les conditions prévues à l'article L 2224-35 du CGCT. Il fixe également, le cas échéant, les modalités d'occupation de l'ouvrage partagé en accord avec l'opérateur de communications électroniques ;
- dans le cadre d'une même opération et en complément à la réalisation de travaux relatifs aux réseaux de distribution électrique, la réalisation et l'entretien des infrastructures de génie civil destinées au passage de réseaux de communications électroniques, incluant les fourreaux et les chambres de tirage, dans les conditions prévues à l'article L 2224-36 du CGCT.

➤ Attributions complémentaires

Le Syndicat exerce en complément de ses compétences les activités suivantes :

- favoriser l'établissement et l'exploitation des infrastructures de réseaux d'information et de communications électroniques, tels que les réseaux d'information et de communication câblés, réseaux de télédistribution, réseaux radio ou hertziens, fibres optiques, courants porteurs en ligne, ainsi que la mise en place et la continuité des services locaux de communications électroniques ;
- contribuer au contrôle de la perception des redevances de services ou d'occupation du domaine public due par les opérateurs ou utilisateurs d'infrastructures de communication électronique ;
- le cas échéant, acquérir les droits d'usage à des fins d'établir et d'exploiter des infrastructures et des réseaux de communication électronique.

ARTICLE II.8 : Informatique - Gestion de la donnée géographique, territoriale et numérique

➤ Attributions complémentaires

Le Syndicat peut réaliser les activités complémentaires suivantes :

- effectuer la géodétection, le géoréférencement des ouvrages et la cartographie des réseaux conforme au standard Plan corps de rue simplifié (PCRS) du Centre national de l'information géographique (CNIG) ;
- être en charge de la constitution, la gestion, l'exploitation et la mise à jour d'un Plan corps de rue simplifié (PCRS) au niveau du département du Maine-et-Loire, incluant la collecte, l'hébergement, l'administration, la gestion, l'exploitation, la mise à disposition des données brutes et constitutives du PCRS ;
- réaliser le géoréférencement et la cartographie d'installations, équipements et biens divers permettant la conception et le suivi de stratégies d'aménagement des territoires urbains et ruraux ;
- assurer la collecte, l'hébergement, l'administration, la gestion et l'exploitation des données quel qu'en soit la nature (administrative, technique, géographique, territoriale, brutes ou traitées) et la forme (papier ou numérique) nécessaires à l'exercice par le Syndicat de ses compétences, ainsi que la gestion des moyens de diffusion des données ;

- assurer ou participer à la conception, le développement, l'enrichissement, la gestion, l'exploitation, la maintenance, la mise à jour, l'utilisation, la consultation, la cyber-sécurisation de solutions et process informatiques, incluant notamment des bases de données d'intérêt général, des systèmes d'informations géographiques et d'open data ;
- transmettre et diffuser des informations géographiques et cadastrales numérisées, des données alphanumériques et numériques relatives à l'information géographique et territoriale ;
- gérer ou accompagner l'acquisition auprès des organismes détenteurs des droits et licences d'utilisation des données, des bases de données et des logiciels ;
- exercer toute activité visant à organiser des services de développement des données et les doter d'un système d'information géographique, à promouvoir, sécuriser, stocker et à faciliter l'utilisation des données géographiques, territoriales et numériques.

ARTICLE II.9 : Aménagement du territoire et urbanisme

➤ Compétences subsidiaires

Le Syndicat est habilité à exercer à titre subsidiaire les compétences suivantes :

- la participation à l'élaboration du schéma régional de raccordement au réseau des énergies renouvelables (S3RenR) dans les conditions prévues à l'article L. 321-7 du code de l'énergie ;
- la participation à l'élaboration du schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie, (SRCAE) dans les conditions prévues aux articles L 222-1 et R 222-4 du code de l'environnement ;
- l'élaboration, le suivi et la révision du Plan climat air-énergie territoriale (PCAET) conformément à l'article L 2224-37-1 du CGCT et dans les conditions prévues à l'article L 229-26 du code de l'environnement ;
- l'élaboration, le suivi et la révision d'un schéma directeur de développement des infrastructures de recharge ouvertes au public pour les véhicules électriques et les véhicules hybrides rechargeables (SDIRVE) dans le cadre prévu à l'article L. 353-5 du code de l'énergie.

➤ Compétences annexes

Le Syndicat, est habilité à réaliser la compétence suivante qui peut le cas échéant être mise en œuvre par d'autres collectivités :

- la participation à l'élaboration du schéma directeur territorial d'aménagement numérique (SDTAN).

➤ Attributions complémentaires

Le Syndicat exerce en complément de ses compétences les activités suivantes :

- élaborer ou participer à l'élaboration, la révision, l'évaluation, d'outils de planification d'aménagement du territoire et de schémas liés à ses domaines d'intervention ;
- participer et accompagner à l'élaboration des documents de planification urbaine (carte communale, PLU, PLUi, SCOT, etc.) intégrant les objectifs de maîtrise et d'efficacité énergétique, d'amélioration de la qualité de l'air, d'atténuation du changement climatique et d'adaptation aux conséquences de celui-ci ;
- constituer ou participer à la constitution des dossiers de déclarations préalables de travaux, de demande de certificats et d'autorisations d'urbanisme, préalables à un projet ou une opération nécessitant une desserte en électricité, en gaz, en énergie calorifique ou frigorifique ou en communication électronique.

ARTICLE II.10 : Objets et réseaux d'objets connectés

➤ Attributions complémentaires

Le Syndicat exerce en complément de ses compétences les activités suivantes :

- assurer l'acquisition, la gestion, l'exploitation, la maintenance d'équipements communicants destinés à une utilisation maîtrisée des énergies ainsi que les travaux de raccordement desdits équipements ;
- la création, le développement, l'exploitation, la maintenance d'un réseau d'objets connectés pour son utilisation par des équipements communicants destinés à une utilisation maîtrisée des énergies ;
- l'acquisition et/ou la gestion des infrastructures de communication et logiciels nécessaires au fonctionnement de l'ensemble du réseau et à la connectivité des objets qui l'utilisent ;
- lorsqu'un bien du Syndicat, dont il est propriétaire ou mis à sa disposition pour l'exercice de ses compétences, accueille un dispositif ou équipement communiquant destiné à une gestion intelligente de biens et/ou de services assurée par un tiers, l'installation, l'acquisition et/ou la gestion des dispositifs d'alimentation et/ou de raccordement de l'équipement communicant au bien du Syndicat et des équipements périphériques et terminaux ;
- la mise à disposition du réseau d'objets connectés et des infrastructures de ce réseau dont le Syndicat est propriétaire et qu'il a mis en place pour une utilisation maîtrisée des énergies, en vue de son utilisation par des dispositifs ou équipements communicants destinés à une gestion intelligente de biens et/ou de services assurée par un tiers ;
- lorsque des raisons techniques liées à la mise à disposition du réseau d'objets connectés du Syndicat le justifient : l'acquisition, la gestion, l'exploitation, la maintenance des dispositifs et équipements communicants destinés à une gestion intelligente de biens et/ou de services assurée par un tiers.

ARTICLE II.11 : Conseil et ingénierie

➤ Attributions complémentaires

Le Syndicat exerce en complément de ses compétences les activités suivantes :

- réaliser des études générales ou spécifiques sur toute question relevant de ses domaines d'intervention ;
- réaliser des diagnostics, des audits, des études préalables, des études de faisabilité, des études d'opportunité techniques, économique et financière d'un projet ;
- élaborer le montage financier d'un projet ;
- assurer des missions de coordination, de pilotage, d'animation, instituer, animer ou intégrer des structures d'animation et des partenariats ;
- apporter des aides, conseils, expertises, formations et une assistance administrative, juridique et technique ;
- réaliser des missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage à la réalisation de travaux ;
- réaliser des missions de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour les travaux se rapportant à l'une de ses compétences et attributions.

ARTICLE II.12 : Communication

➤ Attributions complémentaires

Le Syndicat exerce en complément de ses compétences les activités suivantes :

- engager des actions de communication et de sensibilisation en lien avec la promotion et le développement de ses domaines d'intervention.

DEUXIÈME SECTION : CONDITIONS ET MODALITÉS D'INTERVENTION

ARTICLE II.13 : Conditions d'exercice des compétences et des attributions

II.13.1. Transfert de compétences

Le Syndicat exerce une ou plusieurs de ses compétences obligatoires et optionnelles en intégralité et, lorsqu'elles sont sécables, en tout ou partie, en lieu et place de toute collectivité qui, soit lui a transféré volontairement celles dont elle dispose, soit s'est substituée au sein du Syndicat aux collectivités pour les compétences que ces dernières lui ont d'ores et déjà transférées.

Le transfert des compétences obligatoires dans le domaine de la distribution publique de l'électricité entraîne *de facto* le transfert de l'ensemble des compétences que le Syndicat peut exercer à titre subsidiaire mentionnées aux articles II.1 à II.12.

Les compétences annexes définies comme telles par les présents statuts ou par le droit en vigueur peuvent être en tout ou partie exercées par le Syndicat par un transfert volontaire de la collectivité qui en dispose.

Le transfert de tout ou partie des compétences que le Syndicat peut exercer s'effectue par délibérations concordantes de la collectivité concernée et du Syndicat, dans les conditions suivantes :

- sauf date précisément mentionnée dans les délibérations concordantes, le transfert prend effet au premier jour du mois suivant la date à laquelle la plus tardive des deux délibérations portant transfert de compétence est devenue exécutoire ;
- lorsque la compétence est sécable, les deux délibérations concordantes précisent la partie de compétence transférée au Syndicat et celle conservée par la collectivité.

Le transfert de compétence par une collectivité qui est déjà membre ou membre associé ne modifie pas le périmètre géographique et les instances décisionnelles du Syndicat.

Le transfert de compétence par une collectivité qui n'est pas membre ni membre associé du Syndicat s'effectue dans le respect des règles relatives à l'adjonction d'un nouveau membre telles que prévues par l'article L 5211-18 du CGCT.

Les autres conditions et modalités de mise en œuvre du transfert de compétence qui ne seraient pas prévues par les présents statuts, et notamment les contributions des membres aux dépenses liées aux compétences transférées, sont déterminées par le Comité syndical.

II.13.2. Reprise de compétences

La reprise des compétences obligatoires relatives à la distribution publique d'électricité entraîne de facto la reprise des compétences subsidiaires ainsi que de l'ensemble des compétences quel que soit le domaine d'intervention. Dans cette hypothèse, la reprise s'effectue dans le respect des règles relatives au retrait, prévues par l'article L 5211-19 du CGCT.

La reprise des compétences obligatoires transférées dans le domaine de la distribution publique d'électricité ainsi que la reprise des compétences optionnelles dans le domaine de la distribution publique de gaz ne pourra intervenir avant l'expiration des contrats ou conventions de concession

passées avec les entreprises chargées de l'exploitation du service, et sous réserve que la délibération de l'organe délibérant de la collectivité membre portant reprise de compétence soit notifiée au Président du Syndicat au moins un (1) an avant le terme de ces contrats ou conventions de concession.

La reprise d'une ou plusieurs de tout ou partie des autres compétences optionnelles et des compétences annexes transférées au Syndicat au titre des articles II.1 et suivants ne peut intervenir avant l'expiration d'un délai de dix (10) ans minimum, à compter de la date du transfert au Syndicat.

Les modalités de reprise d'une compétence quelle qu'elle soit sont les suivantes :

- la reprise est décidée par délibération de l'organe délibérant de la collectivité membre habilitée à reprendre la compétence transférée ;
- la reprise est soumise à l'accord de l'organe délibérant du Syndicat ;
- au terme du délai au-delà duquel la reprise est possible, celle-ci prend effet le premier jour du mois suivant la date à laquelle la délibération du Comité syndical du Siéml acceptant la reprise de la compétence est devenue exécutoire ;

La collectivité reprenant une compétence transférée :

- se substitue au Syndicat dans les contrats souscrits par celui-ci qui sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties ;
- poursuit jusqu'à son terme l'amortissement des biens réalisés par le Syndicat concernant cette compétence ;
- prend en charge la quote-part non amortie, d'une part, des financements apportés par le Syndicat au titre des investissements réalisés concernant cette compétence et, d'autre part, des emprunts contractés par le Syndicat pour l'exercice de cette compétence, jusqu'à l'amortissement complet desdits financements et emprunts. Le Comité syndical constate le montant de la charge de ces financements et emprunts puis détermine la quote-part devant être reversée au Syndicat par la collectivité lorsqu'il vote le budget ;
- pourra être tenue, en cas de préjudice financier subi par le Syndicat résultant de la reprise de la compétence, de verser à ce dernier une indemnité.

La reprise d'une compétence par une collectivité qui demeure membre ne modifie pas le périmètre géographique ni les instances décisionnelles du Syndicat.

Le reprise d'une compétence par une collectivité qui entraîne son retrait s'effectue dans le respect des règles relatives au retrait du Syndicat prévue à l'article L 5211-19 du CGCT.

II.13.3. Autres conditions d'exercice des compétences et attributions

Le Syndicat peut réaliser au nom et/ou pour le compte au profit de tiers, membres ou non, publics ou privés, des missions relevant en tout ou partie de ses compétences ou de ses attributions, de sa propre initiative ou à la demande du tiers, selon les conditions convenues avec ce dernier.

Le Syndicat peut également réaliser en son nom et/ou pour son compte des missions relevant en tout ou partie de ses compétences ou de ses attributions, selon les conditions qu'il détermine.

ARTICLE II.14 : Modalités d'exercice des compétences et attributions

II.14.1. Qualités

Le Syndicat intervient au titre des différentes qualités suivantes :

- maître d'ouvrage, le cas échéant par transfert ou par mandat ;
- maître d'œuvre ;
- mandant ou mandataire ;
- délégant ou délégataire ;
- conseiller ou assistant technique, administratif, juridique, financier, assistant à maîtrise d'ouvrage ;
- prestataire de travaux, fournitures et services ;
- coordonnateur, autorité publique locale compétente, personne morale organisatrice, regroupueur, ou toute autre appellation ou dénomination donnant au Syndicat la qualité de pilote, partenaire, coordonnateur, gestionnaire, animateur, facilitateur d'une opération, d'un projet ou d'un programme.

II.14.2. Modes d'intervention

Le Syndicat agit en propre ainsi qu'en ayant recours aux différents modes d'intervention qui lui sont ouverts par le droit en vigueur, et notamment les suivants ;

- mutualisation des achats : le Syndicat peut être lui-même ou avoir recours à une centrale d'achats. Il peut constituer, participer ou coordonner un groupement de commandes ou d'autorités concédantes. Il peut également participer ou avoir recours à une entité commune transnationale ;
- mutualisation, mise à disposition et utilisation de moyens : conformément aux articles L 5111-1, L 5111-1-1, L 5211-4-1, et L 5221-1 du CGCT, le Syndicat peut mettre à disposition de tiers des services et équipements, constituer avec des tiers un service unifié, une entente, entreprendre ou conserver à frais communs des ouvrages ou des institutions d'utilité commune. Il peut aussi autoriser l'utilisation de ses biens par un tiers, conformément aux articles L 1311-1 à L 1311-19 du CGCT. Il peut également par ses propres moyens réaliser des prestations de travaux, fournitures et services conformément à l'article L 5211-56 du CGCT, au droit de la concurrence et de la commande publique ;
- prises de participation : le Syndicat peut participer aux instances décisionnelles ainsi qu'au capital des sociétés d'économie mixte locale et sociétés publiques locales, conformément aux articles L 1521-1, L 1531-1 et L 1541-1 du CGCT. Il peut également :
 - prendre part, de manière directe ou indirecte, dans des sociétés constituées pour porter un ou plusieurs projets de production d'énergies renouvelables ou d'hydrogène bas carbone,
 - prendre part dans une Société coopérative d'intérêt collectif (SCIC),
 - participer, en tant qu'actionnaire ou en tant que membre, à des communautés d'énergie renouvelable ou à des communautés énergétiques citoyennes,
 - participer à des sociétés commerciales ayant pour objet l'établissement et l'exploitation d'infrastructures passives de communications électroniques,
 - participer à toute structure juridique à laquelle le cadre juridique lui permet de participer compte tenu de sa nature ou de son objet.
- financements : le Syndicat peut participer directement ou indirectement au financement des projets, investissements ainsi qu'au fonctionnement des équipements et services des structures publiques ou privées, notamment par des fonds ou des offres de concours, des aides ou des subventions. Il peut également consentir un apport en compte courant d'associés au profit de sociétés auxquelles il participe directement, ou donner sa garantie ou son cautionnement à une personne de droit privée.

II.14.3. Moyens d'intervention

Le Syndicat intervient avec les moyens suivants.

- Biens : le Syndicat, en qualité d'autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité, de gaz, est propriétaire de l'ensemble des ouvrages de réseau de distribution situés sur son territoire, ainsi que des biens qui en constituent l'accessoire.

Le transfert de compétence dans les domaines autres que la distribution publique d'électricité et de gaz, emporte sur les biens les effets prévus par les articles L 1321-1 à L 1321-6 du CGCT, sauf dispositions spécifiques.

- Ressources : le Syndicat assure le financement de ses compétences et attributions au moyen des ressources listées à l'article L 5212-19 du CGCT et, plus largement, aux moyens de toutes celles qu'il est autorisé à créer ou à percevoir en vertu du droit en vigueur.

Les conditions et modalités de détermination et de versement des participations des membres quelles qu'elles soient, en particulier celles prévues à l'article L 5212-16 du CGCT, sont fixées par délibération du Comité syndical.

PROJET

CHAPITRE III – GOUVERNANCE

PREMIÈRE SECTION : ADMINISTRATION

ARTICLE III.1 : Le Comité syndical

➤ Composition

Le Syndicat est administré par un comité composé :

- de délégués désignés par l'assemblée délibérante de la communauté urbaine Angers Loire Métropole conformément aux articles L 5711-1 et L 5711-3 du CGCT. A défaut de désignation par la communauté urbaine de ses délégués à la date de la réunion du comité syndical, la représentation de cette collectivité est assurée par son président et ses vice-présidents ;
- de délégués désignés par le collège électoral des circonscriptions électives, constitué selon les règles fixées à l'article III.1 des présents statuts et conformément à l'article L 5212-8 du CGCT. Les circonscriptions électives sont listées en annexe. Seuls les représentants titulaires du collège électoral peuvent être désignés délégués du comité syndical.

La désignation des délégués est effectuée selon les conditions prévues aux articles L 5711-1 et L 5211-7 du CGCT. La perte de la qualité de conseiller municipal ou de conseiller communautaire fait perdre la qualité de délégué.

Le Comité syndical comprend autant de titulaires que de suppléants. Un délégué suppléant est rattaché nominativement à un délégué titulaire. Un délégué titulaire ne peut pas être délégué suppléant.

Lorsque le délégué titulaire siège au comité syndical, le délégué suppléant peut y assister avec voix consultative.

En cas d'absence ou d'empêchement, le délégué titulaire peut être représenté par son suppléant qui siège alors au comité syndical avec voix délibérative ou, à défaut, donner à un autre délégué titulaire pouvoir écrit de voter en son nom.

Le délégué titulaire définitivement empêché pour quelque cause que ce soit est remplacé de plein droit par le délégué suppléant pour qu'il siège au comité syndical avec voix délibérative.

Après la constitution du comité syndical, seule l'impossibilité définitive de remplacer un délégué titulaire par un délégué suppléant donne lieu à une élection partielle d'un délégué titulaire et d'un délégué suppléant, dans les trois (3) mois qui suivent la vacance.

➤ Nombre et répartition des sièges à pourvoir

Le Comité syndical comprend un nombre total de sièges déterminé de la manière suivante :

- nombre de sièges attribués aux délégués des circonscriptions électives, suivant la méthode déterminée ci-après ;
- nombre de sièges attribués aux délégués de la communauté urbaine Angers Loire Métropole, fixé en fonction du nombre de sièges attribués aux délégués des circonscriptions électives et, ce sans préjudice de l'article L 5215-22, I, alinéa 3 du CGCT, selon lequel un nombre proportionnel à la part relative de la population des communes auxquelles la communauté urbaine est substituée au titre de l'exercice de la compétence relative à la distribution d'électricité, sans pouvoir excéder la moitié du nombre total de sièges.

Le nombre et la répartition de sièges attribués aux délégués des circonscriptions électives sont déterminés selon la méthode de répartition par tranches de population, de la manière suivante :

- entre 0 et 24 999 habitants : 1 siège ;
- entre 25 000 et 39 999 habitants : 2 sièges ;
- entre 40 000 et 59 999 habitants : 3 sièges ;
- entre 60 000 et 79 999 habitants : 4 sièges ;
- entre 80 000 et 99 999 habitants : 5 sièges ;
- entre 100 000 et 119 999 habitants : 6 sièges ;
- à partir de 120 000 habitants : 7 sièges.

En application de l'article R 5211-1-1 du CGCT, le chiffre de la population auquel il convient de se référer pour la fixation du nombre de sièges du comité syndical est celui de la population municipale authentifiée l'année précédant celle du renouvellement général des conseils municipaux. Les variations de la population constatées en cours de mandat par des recensements authentifiés ne peuvent avoir pour effet de modifier le nombre de sièges attribués pour la durée du mandat du comité syndical.

La modification du nombre et de la répartition des sièges du Comité syndical est effectuée selon les conditions et modalités de l'article L 5212-7-1 du CGCT.

ARTICLE III.2 : Le Bureau

Le Bureau est composé du président, de vice-présidents et de membres élus par le Comité syndical parmi les délégués qui le composent, selon les conditions et dans la limite du plafond déterminés par l'article L 5211-10 du CGCT.

Le Comité syndical peut déléguer au président, aux vice-présidents ayant reçu délégation ou au Bureau dans son ensemble une partie de ses attributions, conformément à l'article L 5211-10 du CGCT.

DEUXIÈME SECTION : FONCTIONNEMENT

ARTICLE III.3 : Les collèges électoraux

➤ Constitution

Conformément à l'article L 5212-8 du CGCT, des collèges électoraux sont constitués de représentants des collectivités membres pour la désignation des délégués appelés à siéger au Comité syndical aux côtés des délégués désignés par la communauté urbaine Angers Loire Métropole. Les délégués des collèges électoraux prennent part au vote des affaires mises en délibération auprès du Comité syndical. Les représentants peuvent émettre un avis, sur consultation du président ou de leur propre initiative, sur toute question relative aux affaires du Syndicat.

Le collège électoral représente les communes et intercommunalités membres du Syndicat situées dans une circonscription électorale, dont le périmètre correspond à celui d'une intercommunalité du département de Maine-et-Loire.

Le nombre et le périmètre des circonscriptions électives au 1^{er} avril 2025 sont déterminés en annexe aux présents statuts. Leur adaptation pourra être effectuée sans donner lieu à une modification statutaire, en cas d'évolution du nombre, de la composition ou du périmètre des intercommunalités du département de Maine-et-Loire. La liste des circonscriptions électives, le cas échéant mise à jour, est publiée sous forme électronique sur le site internet du Syndicat.

➤ Représentativité

La représentativité des communes et intercommunalités est déterminée de la manière suivante :

- chaque commune dispose d'un représentant ;
- chaque intercommunalité dispose d'un premier représentant, ainsi que d'un représentant supplémentaire par tranche complète de 10 000 habitants.

En application de l'article R. 5211-1-1 du CGCT, le chiffre de la population auquel il convient de se référer pour la fixation de la représentativité au sein du collège électoral est celui de la population municipale authentifiée l'année précédant celle du renouvellement général des conseils municipaux. Les variations de la population constatées au cours du mandat du comité syndical par des recensements authentifiés ne peuvent avoir pour effet de modifier le nombre de représentants attribués aux communes et intercommunalités du collège électoral, pour la durée du mandat du comité syndical.

➤ Composition

Le collège électoral est composé des représentants désignés par l'assemblée délibérante des communes et des intercommunalités membres d'une circonscription électorale du Syndicat.

Le représentant d'une commune est choisi par le conseil municipal parmi ses membres. Le représentant d'une intercommunalité est choisi par le conseil communautaire parmi ses membres ou parmi les conseillers municipaux d'une commune membre.

A défaut de désignation par la collectivité de son ou ses représentant(s) à la date de la réunion du collège électoral, la représentation d'une commune est effectuée par le maire si elle ne compte qu'un représentant, tandis que la représentation d'une intercommunalité est effectuée par le président si elle ne compte qu'un représentant ou un ou plusieurs vice-présidents, dans le cas contraire.

La désignation des représentants est effectuée selon les conditions prévues aux articles L5711-1 et L 5211-7 du CGCT.

Le collège électoral comprend autant de titulaires que de suppléants. Un représentant suppléant est rattaché nominativement à un représentant titulaire. Un représentant titulaire ne peut pas être représentant suppléant.

En cas d'absence ou d'empêchement, le représentant titulaire peut être représenté par son suppléant ou, à défaut, donner à un autre représentant titulaire pouvoir écrit de voter en son nom.

Le représentant titulaire définitivement empêché pour quelque cause que ce soit est remplacé de plein droit par le représentant suppléant pour qu'il siège au collège électoral avec voix délibérative. Le représentant suppléant devient alors représentant titulaire du collège électoral.

Après la constitution du comité syndical, la perte de la qualité de représentant du collège électoral, comme l'impossibilité de remplacer un représentant titulaire par un représentant suppléant, sont sans effet sur le mandat des délégués désignés par le collège électoral.

Après la constitution du comité syndical, la désignation par l'assemblée délibérante d'une commune ou d'une intercommunalité d'un ou plusieurs nouveau(x) représentant(s) au sein de son collège électoral est obligatoirement requise, seulement si les deux conditions cumulatives suivantes sont réunies :

- le comité syndical est incomplet et nécessite que le collège électoral soit réuni pour désigner ses délégués titulaire(s) et suppléant(s) ;

et :

- le collège électoral est incomplet à la date à laquelle il doit être réuni pour désigner ses délégués titulaire(s) et suppléant(s).

ARTICLE III.4 : Les territoires d'animation

Les territoires d'animation sont des réunions organisées par le Syndicat sur le périmètre des intercommunalités, dans le but de favoriser la proximité des relations entre le Syndicat et ses collectivités membres et membres associés.

Ils correspondent à des espaces de rencontre et de concertation à destination des délégués du comité syndical, des représentants du collège électoral, des maires et présidents des intercommunalités. Des élus et des agents des collectivités du territoire peuvent y être associés. Toute personne qualifiée peut intervenir dans les débats.

Les territoires d'animation ont vocation à favoriser les échanges et la compréhension des actions syndicales ciblées par territoire, recueillir les besoins des collectivités membres et membres associés et identifier les perspectives d'adaptation de la politique et de l'organisation du Syndicat en fonction de l'orientation des débats.

ARTICLE III.5 : Le règlement intérieur

Conformément aux articles L 2121-8 et L 5211-1 du CGCT, un règlement intérieur précisant l'organisation et le fonctionnement de la gouvernance du Syndicat est approuvé par délibération du Comité syndical.

CHAPITRE IV – MODIFICATIONS

PREMIÈRE SECTION : MODIFICATIONS DU SYNDICAT

ARTICLE IV.1 : Adhésion

➤ Adhésion au Syndicat

L'adhésion au Syndicat d'une nouvelle collectivité sera réalisée dans les conditions prévues par l'article L 5211-18 du CGCT et, s'agissant d'une communauté de communes, dans les conditions cumulatives prévues à l'article L 5214-27 du CGCT.

➤ Adhésion du Syndicat à un autre organisme de coopération

Conformément à L 5212-32 du CGCT, l'adhésion du syndicat à un autre organisme de coopération est décidée par délibération du comité syndical.

ARTICLE IV.2 : Retrait

En application de l'article L 5211-19 du CGCT, le retrait d'une collectivité membre du Syndicat s'effectue avec le consentement du Comité syndical. Il est également subordonné à l'accord de l'assemblée délibérante de ses collectivités membres, exprimé dans les conditions de majorité requise pour la création du syndicat.

Le retrait s'effectue selon les conditions matérielles et financières prévues par l'article L 5211-25-1 du CGCT.

ARTICLE IV.3 : Dissolution

La dissolution du Syndicat intervient lorsqu'il ne compte plus qu'une collectivité membre ainsi que dans les autres cas et les conditions et modalités prévues par les articles L 5212-33 et L 5212-34 du CGCT. Lorsqu'il est requis par les dispositions précitées, la modification statutaire est soumise au consentement de l'assemblée délibérante des collectivités membres du Syndicat.

La dissolution s'effectue selon les conditions matérielles et financières prévues par les articles L 5211-25-1 et L 5211-26 du CGCT.

DEUXIÈME SECTION : MODIFICATIONS DES STATUTS ET ANNEXES

ARTICLE IV.4 : Modification des statuts

Les modifications des statuts du syndicat sont régies par les articles L 5211-17 à L 5211-20 du CGCT. Lorsqu'il est requis par les dispositions précitées, la modification statutaire est soumise au consentement de l'assemblée délibérante des collectivités membres du Syndicat.

ARTICLE IV.5 : Annexes

Sont joints aux présents statuts les documents suivants, établis au 1^{er} avril 2025 :

- Annexe 1 - liste des collectivités membres du Siéml ;
- Annexe 2 - liste des circonscriptions électives ;
- Annexe 3 - liste des compétences transférées au Syndicat par chacun des membres.

Chaque liste est actualisée par le Syndicat sans donner lieu à une modification statutaire, et publiée régulièrement sous forme électronique sur son site internet.

ANNEXE 1
Liste des membres du Siéml
mise à jour le 1^{er} avril 2025

Membres ⁽¹⁾
Communauté d'agglomération Agglomération du Choletais
Communauté d'agglomération Mauges communauté
Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire
Communauté de communes Anjou Bleu communauté
Communauté de communes Anjou Loir et Sarthe
Communauté de communes Baugeois Vallée
Communauté de communes Loire Layon Aubance
Communauté de communes Vallées du Haut Anjou
Communauté urbaine Angers Loire Métropole
Allonnes
Antrie
Antoigné
Armaillé
Artannes-sur-Thouet
Aubigné-sur-Layon
Baracé
Baugé-en-Anjou
Beaufort-en-Anjou
Beaulieu-sur-Layon
Beaupréau-en-Mauges
Bécon-les-Granits
Bégrolles-en-Mauges
Bellevigne-en-Layon
Bellevigne-les-Châteaux
Blaison-Saint-Sulpice
Blou
Bouillé-Ménard
Bourg-l'Évêque
Brain-sur-Allonnes
Brissac-Loire-Aubance
Brossay
Candé
Cantenay-Épinard
Carbay
Cernusson
Challain-la-Potherie
Chalonnnes-sur-Loire
Chambellay
Champtocé-sur-Loire
Chanteloup-les-Bois
Chaufonds-sur-Layon
Chazé-sur-Argos
Cheffes
Chemillé-en-Anjou
Chenillé-Champteussé
Cholet
Cizay-la-Madeleine
Cléré-sur-Layon
Cornillé-les-Caves
Coron
Corzé
Courchamps
Courléon
Denée

ANNEXE 1
Liste des membres du Siéml
mise à jour le 1^{er} avril 2025

Membres ⁽¹⁾
Dénezé-sous-Doué
Distré
Doué-en-Anjou
Durtal
Erdre-en-Anjou
Étriché
Fontevraud-l'Abbaye
Gennes-Val-de-Loire
Grez-Neuville
Huillé-Lézigné
Ingrandes-le-Fresne-sur-Loire
Jarzé-Villages
Juvardeil
La Breille-les-Pins
La Chapelle-Saint-Laud
La Jaille-Yvon
La Lande-Chasles
La Ménitrie
La Pellerine
La Plaine
La Possonnière
La Romagne
La Séguinière
La Tessoualle
Le Coudray-Macouard
Le Lion-d'Angers
Le May-sur-Èvre
Le Puy-Notre-Dame
Les Bois-d'Anjou
Les Cerqueux
Les Garennes-sur-Loire
Les Hauts-d'Anjou
Les Rairies
Les Ulmes
Loiré
Longué-Jumelles
Louresse-Rochemenier
Lys-Haut-Layon
Marcé
Mauges-sur-Loire
Maulévrier
Mazé-Milon
Mazières-en-Mauges
Miré
Montigné-lès-Rairies
Montilliers
Montreuil-Bellay
Montreuil-sur-Loir
Montreuil-sur-Maine
Montrevault-sur-Èvre
Montsoreau
Morannes-sur-Sarthe-Daumeray
Mouliherne
Mozé-sur-Louet

ANNEXE 1
Liste des membres du Siéml
mise à jour le 1^{er} avril 2025

Membres ⁽¹⁾
Neuillé
Noyant-Villages
Nuaillé
Ombrée-d'Anjou
Orée-d'Anjou
Parnay
Passavant-sur-Layon
Rives-du-Loir-en-Anjou
Rochefort-sur-Loire
Rou-Marson
Saint-Augustin-des-Bois
Saint-Christophe-du-Bois
Saint-Clément-de-la-Place
Saint-Clément-des-Levées
Saint-Georges-sur-Loire
Saint-Germain-des-Prés
Saint-Jean-de-la-Croix
Saint-Just-sur-Dive
Saint-Léger-sous-Cholet
Saint-Macaire-du-Bois
Saint-Martin-du-Fouilloux
Saint-Melaine-sur-Aubance
Saint-Paul-du-Bois
Saint-Philbert-du-Peuple
Sarrigné
Saumur
Sceaux-d'Anjou
Segré-en-Anjou Bleu
Seiches-sur-le-Loir
Sermaise
Sèvremoine
Somloire
Souzay-Champigny
Terranjou
Thorigné-d'Anjou
Tiercé
Toutlemonde
Trémentines
Tuffalun
Turquant
Val-d'Erdre-Auxence
Val-du-Layon
Varennnes-sur-Loire
Varrains
Vaudelnay
Vernantes
Vernoil-le-Fourrier
Verrie
Vezins
Villebernier
Vivy
Yzernay

⁽¹⁾ Sont membres les collectivités composant le Syndicat qui lui ont transféré au moins une compétence.

ANNEXE 1
Liste des membres du Siéml
mise à jour le 1^{er} avril 2025

Membres associés ⁽²⁾
Angers
Avrillé
Beaucouzé
Béhuard
Bouchemaine
Briollay
Écouflant
Écuillé
Feneu
Le Plessis-Grammoire
Les Ponts-de-Cé
Loire-Authion
Longuenée-en-Anjou
Montreuil-Juigné
Mûrs-Erigné
Saint-Barthélemy-d'Anjou
Sainte-Gemmes-sur-Loire
Saint-Lambert-la-Potherie
Saint-Léger-de-Linières
Savennières
Soulaines-sur-Aubance
Soulaire-et-Bourg
Trélazé
Verrières-en-Anjou

⁽²⁾ Sont membres associés les collectivités qui composent le Syndicat par le mécanisme de la représentation-substitution de la communauté urbaine Angers Loire Métropole sans avoir transféré de compétence au Syndicat.

ANNEXE 2
circonscriptions électorales
Mise à jour le 1^{er} avril 2025

Collectivité hors circonscription électorale	Population municipale*	Délégués du comité syndical
Communauté urbaine Angers Loire Métropole	308 806	19

Nom de la circonscription électorale	Code Insee	Composition de la circonscription électorale	Population municipale*	Représentants au sein du collège électoral	Délégués du comité syndical
Communes de Angers Loire Métropole	49007	Angers	157 555	/	
	49015	Avrillé	15 225	/	
	49020	Beaucouzé	5 618	/	
	49028	Béhuard	119	/	
	49035	Bouchemaine	6 635	/	
	49048	Briollay	3 193	/	
	49055	Cantenay-Épinard	2 397	1	
	49129	Écouflant	4 614	/	
	49130	Écuillé	661	/	
	49135	Feneu	2 216	/	
	49307	Le Plessis-Grammoire	2 649	/	
	49200	Les Ponts-de-Cé	12 863	/	
	49214	Loire-Authion	16 588	/	
	49223	Longuenée-en-Anjou	6 453	/	
	49241	Montreuil-Juigné	7 811	/	
	49246	Mûrs-Erigné	6 172	/	
	49377	Rives-du-Loir-en-Anjou	5 642	1	
	49267	Saint-Barthélemy-d'Anjou	9 496	/	
	49271	Saint-Clément-de-la-Place	2 139	1	
	49294	Sainte-Gemmes-sur-Loire	3 617	/	
	49298	Saint-Lambert-la-Potherie	2 961	/	
	49306	Saint-Léger-de-Linières	3 860	/	
	49278	Saint-Martin-du-Fouilloux	1 693	1	
	49326	Sarrigné	891	1	
	49329	Savennières	1 351	/	
	49338	Soulaines-sur-Aubance	1 344	/	
	49339	Soulaire-et-Bourg	1 477	/	
	49353	Trélazé	15 620	/	
	49323	Verrières-en-Anjou	7 946	/	
	Collège électoral n° 1		12 756	5	1
Choletais	49027	Bégrolles-en-Mauges	2 115	1	
	49057	Cernusson	329	1	
	49070	Chanteloup-les-Bois	892	1	
	49099	Cholet	712	1	
	49102	Cléré-sur-Layon	54 074	1	
	49109	Coron	345	1	
	49240	La Plaine	1 575	1	
	49260	La Romagne	7 722	1	
	49332	La Séguinière	3 206	1	
	49343	La Tessoualle	3 878	1	
	49193	Le May-sur-Èvre	1 257	1	
	49058	Les Cerqueux	1 229	1	
	49373	Lys-Haut-Layon	1 454	1	
	49192	Maulévrier	128	1	
	49195	Mazières-en-Mauges	1 016	1	
	49211	Montilliers	2 012	1	
	49231	Nuaillé	2 843	1	
	49236	Passavant-sur-Layon	3 099	1	
	49269	Saint-Christophe-du-Bois	600	1	
	49299	Saint-Léger-sous-Cholet	4 199	1	
	49310	Saint-Paul-du-Bois	875	1	
	49336	Somloire	3 178	1	
	49352	Toutlemonde	1 316	1	
	49355	Trémentines	3 078	1	
	49371	Vezins	1 750	1	
	49381	Yzémay	1 829	1	
	CA Agglomération du Choletais		104 711	11	
	Collège électoral n° 2		104 711	37	6

ANNEXE 2
circonscriptions électorales
Mise à jour le 1^{er} avril 2025

Nom de la circonscription électorale	Code Insee	Composition de la circonscription électorale	Population municipale*	Représentants au sein du collège électoral	Délégués du comité syndical
Mauges	49023	Beaupréau-en-Mauges	23 887	1	
	49092	Chemillé-en-Anjou	21 550	1	
	49244	Mauges-sur-Loire	18 514	1	
	49218	Montrevault-sur-Èvre	15 684	1	
	49069	Orée-d'Anjou	16 975	1	
	49301	Sèvremoine	25 764	1	
		CA Mauges Communauté	122 374	13	
Collège électoral n° 3			122 374	20	7
Anjou Bleu	49008	Angrie	917	1	
	49010	Armaillé	317	1	
	49036	Bouillé-Ménard	775	1	
	49038	Bourg-l'Évêque	236	1	
	49054	Candé	2 815	1	
	49056	Carbay	276	1	
	49061	Challain-la-Potherie	811	1	
	49089	Chazé-sur-Argos	1 067	1	
	49178	Loiré	884	1	
	49248	Ombrée-d'Anjou	8 811	1	
	49331	Segré-en-Anjou Bleu	17 617	1	
		CC Anjou Bleu Communauté	34 526	4	
Collège électoral n° 4			34 526	15	2
Saumur Val de Loire	49002	Allonnes	2 925	1	
	49009	Antoigné	450	1	
	49011	Artannes-sur-Thouet	410	1	
	49060	Bellevigne-les-Châteaux	3 450	1	
	49030	Blou	938	1	
	49041	Brain-sur-Allonnes	2 078	1	
	49053	Brossay	348	1	
	49100	Cizay-la-Madeleine	473	1	
	49113	Courchamps	530	1	
	49114	Courléon	140	1	
	49121	Denezé-sous-Doué	442	1	
	49123	Distré	1 812	1	
	49125	Doué-en-Anjou	11 227	1	
	49131	Épieds ⁽¹⁾	719	/	
	49140	Fontevraud-l'Abbaye	1 477	1	
	49261	Gennes-Val-de-Loire	8 452	1	
	49045	La Breille-les-Pins	617	1	
	49171	La Lande-Chasles	119	1	
	49112	Le Coudray-Macouard	935	1	
	49253	Le Puy-Notre-Dame	1 089	1	
	49359	Les Ulmes	553	1	
	49180	Longué-Jumelles	6 583	1	
	49182	Louresse-Rochemenier	895	1	
	49215	Montreuil-Bellay	3 716	1	
	49219	Montsoreau	416	1	
	49221	Mouliherne	800	1	
	49224	Neuillé	1 011	1	
	49235	Parnay	377	1	
	49262	Rou-Marson	644	1	
	49272	Saint-Clément-des-Levés	1 127	1	
	49291	Saint-Just-sur-Dive	386	1	
	49302	Saint-Macaire-du-Bois	442	1	
	49311	Saint-Philbert-du-Peuple	1 319	1	
	49328	Saumur	26 074	1	
	49341	Souzay-Champigny	691	1	
	49003	Tuffalun	1 734	1	
	49358	Turquant	569	1	
	49361	Varennes-sur-Loire	1 924	1	
	49362	Varrains	1 282	1	
	49364	Vaudelnay	1 122	1	
	49368	Vernantes	2 006	1	
	49369	Vernoil-le-Fourrier	1 330	1	
	49370	Verrie	459	1	
	49374	Villebernier	1 462	1	
	49378	Vivy	2 599	1	
		CA Saumur Val de Loire	97 433	10	
Collège électoral n° 5			97 433	54	5

ANNEXE 2
circonscriptions électorales
Mise à jour le 1^{er} avril 2025

Nom de la circonscription électorale	Code Insee	Composition de la circonscription électorale	Population municipale*	Représentants au sein du collège électoral	Délégués du comité syndical
Anjou Loir et Sarthe	49017	Baracé	629	1	
	49090	Cheffes	1 036	1	
	49107	Cornillé-les-Caves	481	1	
	49110	Corzé	1 982	1	
	49127	Durtal	3 376	1	
	49132	Étriché	1 567	1	
	49174	Huillé-Lézigné	1 304	1	
	49163	Jarzé-Villages	2 792	1	
	49076	La Chapelle-Saint-Laud	820	1	
	49257	Les Rairies	1 043	1	
	49188	Marcé	846	1	
	49209	Montigné-lès-Rairies	433	1	
	49216	Montreuil-sur-Loir	565	1	
	49220	Morannes-sur-Sarthe-Daumeray	3 694	1	
	49333	Seiches-sur-le-Loir	2 853	1	
	49334	Sermaise	341	1	
	49347	Tiercé	4 498	1	
		CC Anjou Loir et Sarthe	28 260	3	
		Collège électoral n° 6	28 260	20	2
Baugeois Vallée	49018	Baugé-en-Anjou	11 747	1	
	49021	Beaufort-en-Anjou	6 893	1	
	49201	La Ménitré	2 057	1	
	49237	La Pellerine	137	1	
	49138	Les Bois-d'Anjou	2 531	1	
	49194	Mazé-Milon	5 770	1	
	49228	Noyant-Villages	5 473	1	
		CC Baugeois Vallée	34 608	4	
		Collège électoral n° 7	34 608	11	2
Vallées du Haut-Anjou	49026	Bécon-les-Granits	2 781	1	
	49064	Chambellay	409	1	
	49067	Chenillé-Champteussé	341	1	
	49367	Erdre-en-Anjou	5 784	1	
	49155	Grez-Neuville	1 437	1	
	49170	Juvardeil	828	1	
	49161	La Jaille-Yvon	343	1	
	49176	Le Lion-d'Angers	5 343	1	
	49065	Les Hauts-d'Anjou	8 712	1	
	49205	Miré	1 050	1	
	49217	Montreuil-sur-Maine	792	1	
	49266	Saint-Augustin-des-Bois	1 283	1	
	49330	Sceaux-d'Anjou	1 161	1	
	49344	Thorigné-d'Anjou	1 238	1	
	49183	Val-d'Erdre-Auxence	4 967	1	
		CC Vallées du Haut-Anjou	36 469	4	
		Collège électoral n° 8	36 469	19	2

ANNEXE 2
circonscriptions électorales
Mise à jour le 1^{er} avril 2025

Nom de la circonscription électorale	Code Insee	Composition de la circonscription électorale	Population municipale*	Représentants au sein du collège électoral	Délégués du comité syndical
Loire Layon Aubance	49012	Aubigné-sur-Layon	349	1	
	49022	Beaulieu-sur-Layon	1 346	1	
	49345	Bellevigne-en-Layon	5 874	1	
	49029	Blaison-Saint-Sulpice	1 317	1	
	49050	Brissac-Loire-Aubance	11 000	1	
	49063	Chalonnnes-sur-Loire	6 541	1	
	49068	Champtocé-sur-Loire	1 837	1	
	49082	Chaudefonds-sur-Layon	941	1	
	49120	Denée	1 448	1	
	49160	Ingrandes-le-Fresne-sur-Loire ⁽²⁾	3 069	1	
	49247	La Possonnière	2 478	1	
	49167	Les Garennes-sur-Loire	4 670	1	
	49222	Mozé-sur-Louet	2 033	1	
	49259	Rochefort-sur-Loire	2 332	1	
	49283	Saint-Georges-sur-Loire	3 787	1	
	49284	Saint-Germain-des-Prés	1 396	1	
	49288	Saint-Jean-de-la-Croix	225	1	
	49308	Saint-Melaine-sur-Aubance	2 209	1	
	49086	Terranjou	3 885	1	
	49292	Val-du-Layon	3 508	1	
		CC Loire Layon Aubance	60 245	6	
		Collège électoral n° 9	60 245	26	4

Nombre total de délégués des circonscriptions électorales	31
Nombre total de délégués de la Communauté urbaine Angers Loire Métropole	19
NOMBRE TOTAL DE DÉLÉGUÉS	50

* Insee, Populations légales de Maine-et-Loire (recensement de la population 2022 - limites territoriales au 1^{er} janvier 2024), en vigueur le 1^{er} janvier 2025.

⁽¹⁾ La commune d'Epieds, membre de la communauté d'agglomération Saumur Val de Loire, est membre du Syndicat Energies Vienne et intégrée à la concession de l'entreprise locale de distribution d'électricité SRD.

⁽²⁾ La commune nouvelle d'Ingrande-le-Fresne-sur-Loire créée au 1^{er} janvier 2024 fait partie de la communauté de communes du Pays d'Ancenis tout en étant maintenue dans le département du Maine-et-Loire. Elle est rattachée à la circonscription électorale Loire Layon Aubance.

ANNEXE 3
Liste des compétences transférées par membre
Mise à jour le 1^{er} avril 2025

COMPÉTENCES TRANSFÉRÉES AU SYNDICAT							
Nom de la commune/EPCI	Commune déléguée	Électricité	Gaz	Éclairage public	Mobilités	Réseau public de chaleur	Production de chaleur
					IRVE		Chaufferie bois
CA Agglomération du				x			
CA Mauges communauté				x			
CA Saumur Val de Loire				x			
CC Anjou Bleu communauté ⁽²⁾				x			
CC Anjou Loir et Sarthe				x			
CC Baugeois Vallée				x			
CC Loire Layon Aubance				x			
CC Vallées du Haut Anjou				x			
CU Angers Loire Métropole ⁽³⁾		x			x		
Allonnes		x	x	x	x		
Angers		représentation					
Antrie		x	x	x			x
Antoigné		x	x	x			
Armaillé		x		x			
Artannes-sur-Thouet		x	x	x			
Aubigné-sur-Layon		x	x	x			
Avrillé		représentation					
Baracé		x	x	x			
Baugé-en-Anjou	Baugé	x		x	x		
	Bocé	x	x	x	x		
	Chartrené	x	x	x	x		
	Chevire-le-Rouge	x	x	x	x		
	Clefs	x	x	x	x		
	Cuon	x		x	x		
	Échemiré	x	x	x	x		
	Fougeré	x	x	x	x		
	Le Guédeniau	x	x	x	x		
	Montpollin	x	x	x	x		
	Pontigné	x	x	x	x		
	Saint-Martin-d'Arcé	x	x	x	x		
	Saint-Quentin-lès-Beaurepaire	x	x	x	x		
	Vaulandry	x		x	x		
	Le Vieil-Baugé	x	x	x	x		
Beaucouzé		représentation					
Beaufort-en-Anjou	Beaufort-en-Vallée	x	x	x	x		
	Gée	x	x	x			
Beaulieu-sur-Layon		x	x	x	x		x
Beaupréau-en-Mauges	Andrezé	x	x	x	x		
	Beaupreau	x	x	x	x		
	La Chapelle-du-Genêt	x	x	x	x		
	Gesté	x	x	x	x		
	Jallais	x	x	x	x		
	La Jubaudière	x	x	x	x		
	Le Pin-en-Mauges	x	x	x	x		
	La Poitevinière	x	x	x	x		
	Saint-Philbert-en-Mauges	x	x	x	x		
	Villedieu-la-Blouère	x	x	x	x		
Bécon-les-Granits		x	x	x	x		
Bégrolles-en-Mauges		x	x	x	x		
Béhuard		représentation					
Bellevigne-en-Layon	Champ-sur-Layon	x		x			
	Faveray-Mâchelles	x		x			
	Faye-d'Anjou	x	x	x			
	Rablay-sur-Layon	x		x			
	Thouarcé	x		x	x		
Bellevigne-les-Châteaux	Brezé	x	x	x			
	Chacé	x	x	x			
	Saint-Cyr-en-Bourg	x	x	x	x		
Blaison-Saint-Sulpice	Blaison-Gohier	x		x			
	Saint-Sulpice	x	x	x			
Blou		x		x			
Bouillé-Ménard		x		x			
Bourg-l'Évêque		x	x	x			
Bouchemaine		représentation					
Brain-sur-Allonnes		x	x	x	x		
Briollay		représentation					
Brissac Loire Aubance	Les Alleuds	x	x	x	x		
	Brissac-Quincé	x	x	x	x		
	Charcé-Saint-Elmer-sur-Aubance	x	x	x	x		
	Chemellier	x		x	x		
	Coutures	x		x	x		
	Luigné	x		x	x		

ANNEXE 3
Liste des compétences transférées par membre
Mise à jour le 1^{er} avril 2025

COMPÉTENCES TRANSFÉRÉES AU SYNDICAT							
Nom de la commune/EPCI	Commune déléguée	Électricité	Gaz	Éclairage public	Mobilités	Réseau public de chaleur	Production de chaleur
					IRVE		Chaufferie bois
	Saint-Rémy-la-Varenne	x	x	x	x		
	Saint-Saturnin-sur-Loire	x	x	x	x		
	Saulgé-l'Hôpital	x	x	x	x		
	Vauchrézien	x	x	x	x		
Brossay		x		x			
Candé		x	x	x	x		
Cantenay-Épinard		représentation					x
Carbay		x	x	x			
Cernusson		x		x			
Challain-la-Potherie		x	x	x			
Chalennes-sur-Loire		x	x	x	x		
Chambellay		x	x	x			
Champocé-sur-Loire		x	x	x	x		
Chanteloup-les-Bois		x		x			
Chaufonds-sur-Layon		x	x	x			
Chazé-sur-Argos		x	x	x			
Cheffes		x		x			
Chemillé-en-Anjou	Chanzeaux	x	x	x			
	La Chapelle-Rousselin	x	x	x			
	Chemillé	x	x	x	x		
	Cossé-d'Anjou	x		x			
	La Jumellière	x	x	x			
	Melay	x	x	x			
	Neuvy-en-Mauges	x		x			
	Sainte-Christine	x		x			
	Saint-Georges-des-Gardes	x	x	x			
	Saint-Lézin	x		x			
	La Salle-de-Vihiers	x	x	x			
	La Tourlandry	x		x			
Chenillé-Champteussé	Valanjou	x	x	x	x		
	Champteussé-sur-Baconne	x		x			
	Chenillé-Changé	x	x	x			
Cholet		x	x		x		
Cizay-la-Madeleine		x		x			
Cléré-sur-Layon		x		x			
Cornillé-les-Caves		x	x	x			
Coron		x	x	x			
Corzé		x	x	x	x		
Courchamps		x	x	x			
Courléon		x		x			
Denée		x	x	x			x
Denezé-sous-Doué		x		x			x
Distré		x	x	x	x		
Doué-en-Anjou	Brigné	x		x			
	Concourson-sur-Layon	x		x			
	Doué-la-Fontaine	x	x	x	x		
	Forges	x	x	x			
	Meigné	x	x	x			
	Montfort	x	x	x			
	Saint-Georges-sur-Layon	x		x			
	Les Verchers-sur-Layon	x	x	x			
Durtal		x	x	x	x		x
Écouflant		représentation					
Écuillé		représentation					
Erdre-en-Anjou	Brain-sur-Longuenée	x		x			x
	Gené	x	x	x			
	La Pouéze	x		x	x		
	Vern-d'Anjou	x	x	x			
Étriché		x	x	x	x		
Feneu		représentation					
Fontevraud-l'Abbaye		x	x	x	x		x
Gennes-Val-de-Loire	Chênehutte-Trèves-Cunault	x	x	x	x		
	Gennes	x	x	x	x		
	Grézillé	x	x	x	x		
	Les Rosiers-sur-Loire	x	x	x	x		
	Saint-Georges-des-Sept-Voies	x	x	x	x		
	Saint-Martin-de-la-Place	x		x	x		
	Le Thoureil	x		x	x		
Grez-Neuville		x	x	x	x		
Huillé-Léznigé	Huillé	x		x			
	Léznigé	x	x	x			
Ingrandes-le-Fresne-sur-Loire	Le-Fresne-sur-Loire	x	x	x	x		
	Saint-Sigismond	x		x			

ANNEXE 3
Liste des compétences transférées par membre
Mise à jour le 1^{er} avril 2025

COMPÉTENCES TRANSFÉRÉES AU SYNDICAT							
Nom de la commune/EPCI	Commune déléguée	Électricité	Gaz	Éclairage public	Mobilités	Réseau public de chaleur	Production de chaleur
					IRVE		Chaufferie bois
Jarzé Villages	Beauvau	x		x			
	Chaumont-d'Anjou	x	x	x			
	Jarzé	x	x	x	x		
	Lué-en-Baugois	x	x	x			
Juvardeil		x		x			
La Breille-les-Pins		x		x			
La Chapelle-Saint-Laud		x		x			
La Jaille-Yvon		x	x	x			
La Lande-Chasles		x	x	x			
La Ménitrie		x	x	x	x		
La Pellerine		x		x			
La Plaine		x	x	x			
La Possonnière		x	x	x	x		
La Romagne		x	x	x	x		
La Séguinière		x	x	x	x		
La Tessoualle		x	x	x	x		
Le Coudray-Macouard		x		x	x		
Le Lion-d'Angers	Le Lion-d'Angers	x	x	x	x		
	Andigné	x	x	x			
Le May-sur-Èvre		x	x	x	x		
Le Plessis-Grammoire		représentation					
Le Puy-Notre-Dame		x	x	x			
Les Bois d'Anjou	Brion	x	x	x			
	Fontaine-Guérin	x		x			
	Saint-Georges-du-Bois	x	x	x			
Les Cerqueux		x	x	x			
Les Garennes sur Loire	Juigné-sur-Loire	x	x	x	x		
	Saint-Jean-des-Mauvrets	x	x	x	x		
Les Hauts d'Anjou	Brissarthe	x	x	x		x	
	Champigné	x	x	x	x		
	Châteauneuf-sur-Sarthe	x	x	x	x		
	Cherré	x	x	x			
	Contigné	x	x	x			
	Marigné	x	x	x			
	Querré	x	x	x			
Les Ponts-de-Cé	Soeuvres	x	x	x			
		représentation					
Les Rairies		x	x	x			
Les Ulmes		x		x			
Loiré		x	x	x	x		
Loire-Authion	Andard	représentation					
	Bauné	représentation					
	La Bohalle	représentation					
	Brain-sur-l'Authion	représentation					
	Corné	représentation					
	La Daguenière	représentation					
Longué-Jumelles	Saint-Mathurin-sur-Loire	représentation					
	Longué-Jumelles	x	x	x	x		
Longuenée-en-Anjou	Jumelles	x		x			
	La Meignan	représentation					
	La Membrolle-sur-Longuenée	représentation					
	Le Plessis-Macé	représentation					
Louresse-Rochemenier	Prullé	représentation					
		x	x	x			
Lys-Haut-Layon	Les Cerqueux-sous-Passavant	x		x			
	La Fosse-de-Tigné	x		x			
	Nueil-sur-Layon	x	x	x			
	Saint-Hilaire-du-Bois	x		x			
	Tancoigné	x		x			
	Tigné	x	x	x			
	Trémont	x		x			
	Vihiers	x	x	x	x		
Marcé	Le Voide	x		x			
		x	x	x			
Mauges-sur-Loire	Beausse	x	x	x	x		
	Botz-en-Mauges	x		x	x		
	Bourgneuf-en-Mauges	x	x	x	x		
	La Chapelle-Saint-Florent	x		x	x		
	Le Marillais	x	x	x	x		
	Le Mesnil-en-Vallée	x	x	x	x		
	Montjean-sur-Loire	x	x	x	x		
Mauges-sur-Loire	La Pommeraye	x	x	x	x		

ANNEXE 3
Liste des compétences transférées par membre
Mise à jour le 1^{er} avril 2025

COMPÉTENCES TRANSFÉRÉES AU SYNDICAT							
Nom de la commune/EPCI	Commune déléguée	Électricité	Gaz	Éclairage public	Mobilités	Réseau public de chaleur	Production de chaleur
					IRVE		Chaufferie bois
	Saint-Florent-le-Vieil	x	x	x	x		
	Saint-Laurent-de-la-Plaine	x	x	x	x		
	Saint-Laurent-du-Mottay	x	x	x	x		
Maulévrier		x	x	x	x		
Mazé-Milon	Fontaine-Milon	x	x	x			
	Mazé	x	x	x	x		
Mazières-en-Mauges		x	x	x			
Miré		x		x			
Montigné-lès-Rairies		x		x			
Montilliers		x	x	x			
Montreuil-Bellay		x	x	x	x		
Montreuil-Juigné		représentation					
Montreuil-sur-Loir		x	x	x			
Montreuil-sur-Maine		x		x	x		
Montrevault-sur-Èvre	La Boissière-sur-Èvre	x		x	x	x	x
	Chaudron-en-Mauges	x	x	x	x	x	
	La Chaussaire	x		x	x	x	
	Le Fief-Sauvin	x	x	x	x	x	
	Le Fuilet	x	x	x	x	x	
	Montrevault	x	x	x	x	x	
	Le Puiset-Doré	x		x	x	x	
	Saint-Pierre-Montlimalart	x	x	x	x	x	
	Saint-Quentin-en-Mauges	x	x	x	x	x	
	Saint-Rémy-en-Mauges	x	x	x	x	x	
	La Salle-et-Chapelle-Aubry	x	x	x	x	x	
Montsoreau		x	x	x	x		
Morannes-sur-Sarthe-Daumeray	Morannes-sur-Sarthe	x	x	x	x		
	Daumeray	x	x	x	x		
Mouliherne		x		x	x		
Mozé-sur-Louet		x	x	x	x		
Mûrs-Erigné		représentation					
Neuillé		x		x			
Noyant-Villages	Auverse	x		x			
	Breil	x	x	x			
	Broc	x		x			
	Chalonnès-sous-le-Lude	x		x			
	Chavaignes	x	x	x			
	Chigné	x		x			
	Denezé-sous-le-Lude	x	x	x			
	Genneteil	x		x			
	Lasse	x	x	x			
	Linières-Bouton	x		x			
	Meigné-le-Vicomte	x		x			
	Méon	x	x	x			
	Noyant	x	x	x	x		
	Parçay-les-Pins	x		x			
Nuaillé		x	x	x			
Ombrée d'Anjou	La Chapelle-Hullin	x		x			
	Chazé-Henry	x	x	x			
	Combrée	x	x	x	x		
	Grugé-l'Hôpital	x		x			
	Noëllet	x		x			
	Pouancé	x	x	x	x		
	La Prévière	x	x	x			
	Saint-Michel-et-Chanveaux	x	x	x			
	Le Tremblay	x		x			
	Vergonnes	x	x	x			
Orée d'Anjou	Bouzillé	x		x		x	
	Champtoceaux	x	x	x	x		
	Drain	x		x	x		
	Landemont	x		x	x		
	Liré	x	x	x	x		
	Saint-Christophe-la-Couperie	x	x	x			
	Saint-Laurent-des-Autels	x	x	x	x		
	Saint-Sauveur-de-Landemont	x		x			
	La Varenne	x	x	x	x		
Parnay		x		x			
Passavant-sur-Layon		x		x			
Rives-du-Loir-en-Anjou	Soucelles	représentation					x
	Villeveques	représentation					
Rochefort-sur-Loire		x	x	x	x		
Rou-Marson		x	x	x			x
Saint-Augustin-des-Bois		x		x			x
Saint-Barthélemy-d'Anjou		représentation					

ANNEXE 3
Liste des compétences transférées par membre
Mise à jour le 1^{er} avril 2025

COMPÉTENCES TRANSFÉRÉES AU SYNDICAT							
Nom de la commune/EPCI	Commune déléguée	Électricité	Gaz	Éclairage public	Mobilités	Réseau public de chaleur	Production de chaleur
					IRVE		Chaufferie bois
Saint-Christophe-du-Bois		x	x	x	x		
Saint-Clément-de-la-Place		représentation					x
Saint-Clément-des-Levés		x		x			
Sainte-Gemmes-sur-Loire		représentation					
Saint-Georges-sur-Loire		x	x	x	x	x	
Saint-Germain-des-Prés		x	x	x	x		
Saint-Jean-de-la-Croix		x	x	x			
Saint-Just-sur-Dive		x	x	x			
Saint-Lambert-la-Potherie		représentation					
Saint-Léger-de-Linières	Saint-Jean-de-Linières	représentation					
	Saint-Léger-des-Bois	représentation					
Saint-Léger-sous-Cholet		x	x	x	x		x
Saint-Martin-du-Fouilloux		représentation					x
Saint-Macaire-du-Bois		x	x	x			
Saint-Melaine-sur-Aubance		x	x	x	x		
Saint-Paul-du-Bois		x		x			
Saint-Philbert-du-Peuple		x	x	x			
Sarrigné		représentation					x
Saumur		x			x		
Savennières		représentation					
Sceaux-d'Anjou		x		x			
Segré-en-Anjou Bleu ⁽²⁾	Aviré	x	x	x			
	Bourg-d'Iré	x		x			
	La Chapelle-sur-Oudon	x	x	x			
	Châtellais	x	x	x			
	La Ferrière-de-Flée	x		x			
	L'Hôtellerie-de-Flée	x	x	x			
	Louvaines	x	x	x			
	Marans	x		x			
	Montguillon	x	x	x			
	Noyant-la-Gravoyère	x	x	x	x		
	Nyoiseau	x	x	x			
	Sainte-Gemmes-d'Andigné	x	x	x			
	Saint-Martin-du-Bois	x		x			
	Saint-Sauveur-de-Flée	x		x			
	Segré ⁽²⁾	x	x	x	x		
Seiches-sur-le-Loir		x	x	x	x		
Sermaise		x		x			
Sèvremoine	Le Longeron	x		x	x	x	
	Montfaucon-Montigné	x	x	x	x		
	La Renaudière	x		x			
	Roussay	x	x	x			
	Saint-André-de-la-Marche	x		x	x		
	Saint-Crespin-sur-Moine	x	x	x			
	Saint-Germain-sur-Moine	x	x	x	x		
	Saint-Macaire-en-Mauges	x		x	x		
	Tillières	x		x	x		
Somloire	Torfeu	x	x	x			
Soulaines-sur-Aubance		x	x	x			
Soulaire-et-Bourg		représentation					
Souzay-Champigny		x		x	x		
Terranjou	Chavagnes	x	x	x			
	Martigné-Briand	x	x	x	x		
	Notre-Dame-d'Allençon	x		x			
Thorigné-d'Anjou		x		x			
Tiercé		x	x	x	x		
Toutlemonde		x	x	x	x		
Trélazé		représentation					
Trémentines		x	x	x	x		
Tuffalun	Ambillou-Château	x		x			
	Louerre	x	x	x			
	Noyant-la-Plaine	x	x	x			
Turquant		x	x	x	x		
Val d'Erdre-Auxence	La Cornuaille	x		x	x		
	Le Louroux-Béconnais	x	x	x	x		
	Villemoisin	x		x	x		
Val-du-Layon	Saint-Aubin-de-Luigné	x	x	x			x
	Saint-Lambert-du-Lattay	x		x	x		
Varennes-sur-Loire		x	x	x	x		
Varrains		x	x	x	x		
Vaudelnay		x		x			
Vernantes		x	x	x	x		

ANNEXE 3
Liste des compétences transférées par membre
Mise à jour le 1^{er} avril 2025

COMPÉTENCES TRANSFÉRÉES AU SYNDICAT							
Nom de la commune/EPCI	Commune déléguée	Électricité	Gaz	Éclairage public	Mobilités	Réseau public de chaleur	Production de chaleur
					IRVE		Chaudière bois
Vernoil-le-Fourrier		x		x			
Verrie		x		x			
Verrières-en-Anjou	Pellouailles-les-Vignes	représentation					
	Saint-Sylvain-d'Anjou	représentation					
Vezins		x	x	x			
Villebernier		x		x			
Vivy		x	x	x	x		
Yzernay		x	x	x	x		

(1) La maintenance de l'éclairage public est exclue des compétences exercées par le Siéml en lieu et place des communes du territoire de l'ancienne communauté d'agglomération du Choletais.

(2) La maintenance de l'éclairage public est exclue des compétences exercées par le Siéml en lieu et place de la commune déléguée de Segré.

(3) La compétence relative à la distribution publique d'électricité est exercée de plein droit par le Siéml en lieu et place de la communauté urbaine Angers Loire Métropole et de ses communes membres, par le mécanisme de la représentation de ces dernières par substitution de l'intercommunalité.

6. Election relative au renouvellement partiel de la Commission d'appel d'offres : désignation d'un membre suppléant

Rapporteur : M. Jean-Luc DAVY

La Commission d'appel d'offres (CAO) du Siéml a été constituée conformément aux dispositions de l'article L. 1411-5 du code général des collectivités territoriales (CGCT), applicable aux syndicats mixtes fermés, et de l'article R. 1411-1 du CGCT.

Son rôle est défini par les articles L. 1414-2 à L. 1414-4 du même code. La CAO est compétente pour choisir le titulaire des marchés publics passés selon une procédure formalisée, lorsque la valeur estimée hors taxes, considérée individuellement, atteint ou dépasse les seuils européens ; ainsi que pour formuler un avis sur les projets d'avenant entraînant une augmentation du montant global de ces marchés supérieure à 5 %.

La CAO du Siéml peut également être compétente pour les marchés passés dans le cadre d'un groupement de commandes coordonné par le Siéml.

Elle doit d'ailleurs très prochainement se prononcer sur l'attribution de l'accord-cadre à bons de commande de travaux de réseaux électriques et d'équipements et de celui de maintenance et de rénovation des réseaux d'éclairage public et prestations associées, pour la période 2026-2029. Sa composition actuelle résulte de la désignation d'un nouveau membre suppléant lors de la séance du comité syndical en date du 6 février 2024.

Elle est composée du Président du Syndicat, membre de droit, et de cinq (5) membres titulaires élus au sein du comité syndical, ainsi que de (5) membres suppléants.

Le décès de M. Jacques-Olivier Martin, membre titulaire de la CAO, est survenu le 4 mai 2025. Conformément aux dispositions législatives en vigueur et au règlement intérieur de la CAO dans sa dernière version adoptée le 6 février 2024, le suppléant désigné sur la même liste, M. Denis Chimier, est appelé à devenir membre titulaire de la CAO pour le reste du mandat. Cette montée du suppléant en tant que titulaire laisse vacant le poste de suppléant correspondant.

Pour assurer la bonne continuité des travaux de la CAO et garantir une représentation complète de la CAO, il est proposé de procéder à l'élection d'un nouveau membre suppléant, parmi les membres du Comité syndical.

Cette élection devra être organisée selon les mêmes modalités que l'élection initiale, soit au scrutin de liste à la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel, en application des articles L. 1411-5, D1411-3 et D1411-4 du CGCT.

Il est précisé que le dépôt des listes auprès du Président du Siéml peut être accepté jusqu'à l'ouverture de la séance du Comité syndical qui procède à l'élection et au plus tard, avant l'engagement du processus des opérations électorales. Chaque liste pourra être adressée au Président par courrier, par remise en main propre ou par courriel.

L'élection du nouveau membre suppléant de la CAO se déroule au scrutin secret, sauf si le Comité syndical en décide autrement, à l'unanimité des membres présents.

En cas d'égalité de suffrages, le siège sera attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être élus.

Conformément à l'article L.2121-21 du CGCT, avant dernier alinéa, si une seule candidature a été déposée ou si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par le président.

Il est proposé au comité syndical, dans les conditions exposées ci-avant :

- de décider, à l'unanimité, de procéder au vote au scrutin ordinaire ;
- d'élire M. / Madame xxx, en tant que membre suppléant de la Commission d'appel d'offres, conformément au procès-verbal joint en annexe.

PROCÈS-VERBAL

Élection d'un membre suppléant de la Commission d'appel d'offres

Le mardi 24 juin 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-quatre juin, à neuf heures trente, le comité du Syndicat intercommunal d'énergies de Maine-et-Loire, régulièrement convoqué le dix-huit juin deux mille vingt-cinq, s'est réuni en séance ordinaire, au siège du syndicat, 9 route de la Confluence, ZAC de Beuzon à Écouflant (49000), sous la présidence de M. Jean-Luc DAVY.

Sur les 46 membres en exercice, **étaient présents xx membres**, à savoir :

MEMBRES	REPRÉSENTANT(E) DE	DÉSIGNÉ(E) PAR	PRÉSENT	EXCUSÉ	ABSENT

Xxx a donné pouvoir de voter en son nom à xxxx

M. a été désigné[e] secrétaire de séance ;
M. a été désigné scrutateur ;

OPÉRATION ÉLECTORALE

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2121-21, L. 1411-5, L. 1414-2 et suivants, L. 5711-1 et suivants, D. 1411-3 à D. 1411-5 ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu les statuts du Siéml, modifiés en dernier lieu par l'arrêté préfectoral n° 2019-122 du 14 août 2019 ;

Vu le règlement intérieur de la commission d'appel d'offres du Syndicat, modifié en dernier lieu par la délibération du comité syndical du Siéml n°03/2024 du 6 février 2024 ;

Vu les délibérations du comité syndical du Siéml n° 49/2020 du 29 septembre 2020, n° 68/2020 du 13 octobre 2020, n° 81/2021 du 14 décembre 2021, n°04/2024 du 6 février 2024 relatives à l'élection des membres de la CAO ;

Il a été procédé sous la présidence de Monsieur Jean-Luc DAVY, Président, aux opérations de vote suivantes :

Monsieur le Président a exposé le contexte et rappelé les décisions préalables du Comité syndical justifiant les présentes opérations de vote, puis a invité le comité syndical à procéder à l'élection du membre suppléant de la CAO. Il a rappelé que l'élection a lieu scrutin de liste à la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel.

Chaque liste comprend les noms des candidats en nombre suffisant pour satisfaire le nombre total des sièges de suppléants à pourvoir. Elle peut aussi comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges à pourvoir¹.

Dans l'hypothèse d'une candidature unique ou d'une liste unique, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par le Président.

Dans l'hypothèse d'une pluralité de liste, le nombre d'élus sur chaque liste est proportionnel au nombre de voix recueillies par chacune d'elles, par application d'un quotient électoral. Le quotient électoral s'obtient en divisant le nombre des suffrages exprimés (donc sans les bulletins blancs ou nuls s'ils sont établis) par le nombre de sièges à pourvoir. S'il reste des sièges à pourvoir, ils sont attribués grâce à la méthode du plus fort reste : c'est la liste à qui il reste le plus de voix, une fois que sont retirées les voix nécessaires pour la première distribution de sièges, qui en bénéficiera. Ensuite, les nominations des membres prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste, et il en est donné lecture par le Président.

Monsieur le Président a informé **que xx liste(s)** a/ont été déposée(s) et en a fait la lecture.

Puis chaque membre du Comité, à l'appel de son nom, a remis dans l'urne une enveloppe fermée de son bulletin de vote écrit sur papier vierge et blanc. Le nombre des conseillers qui n'ont pas souhaité prendre part au vote, à l'appel de leur nom, a été enregistré. Après le vote du dernier délégué syndical, il a été immédiatement procédé au dépouillement des bulletins de vote.

Le dépouillement du scrutin a donné les résultats suivants :

¹ Cette seconde possibilité permet, en particulier, à un courant minoritaire au sein de l'assemblée délibérante ne disposant pas d'un nombre d'élus suffisant pour présenter une liste entière d'en présenter une.

➤ **Application du quotient électoral :**

Quotient électoral = xx suffrages exprimés / nombre de sièges à pourvoir

xx suffrages exprimés

1 siège à pourvoir

LISTE A			
Membres titulaires		Membres suppléants	
1	Sans objet	1	M./ Madame xxx
2		2	Sans objet
3		3	
4		4	
5		5	
Nombre de voix pour la liste			Xxx voix

Nombre de sièges de la liste A = xx voix / quotient électoral

Nombre de sièges de la liste A : ...

➤ **Application de la méthode du plus fort reste :**

Sans objet

RÉSULTAT

Sont nommés les membres de la CAO suivants :

Membres titulaires		Membres suppléants	
1	Sans objet	1	M./ Madame xxx
2		2	Sans objet
3		3	
4		4	
5		5	

OBSERVATIONS ET RÉCLAMATIONS

ANNEXES

- Emargement des délégués
- Composition de la CAO suite au présent vote

CLÔTURE DES ÉLECTIONS

Les opérations électorales se sont terminées le 24 juin 2025 à xxhxx.

Document certifié conforme,
A Écouflant, Le 24 juin 2025,

Le Président,
Monsieur Jean-Luc DAVY

Le secrétaire,

Le scrutateur,



7. Election relative au renouvellement partiel de la Commission de délégation de service public (CDSP) : désignation d'un membre suppléant

Rapporteur : M. Jean-Luc DAVY

La Commission de délégation de service public (CDSP) du Siéml a été constituée conformément aux dispositions de l'article L. 1411-5 du code général des collectivités territoriales (CGCT), applicable aux syndicats mixtes fermés, et de l'article R. 1411-1 du CGCT.

La CDSP intervient lors de chaque procédure de délégation de service public, quel que soit le montant, pour analyser les candidatures et sélectionner les candidats admis à présenter une offre. Elle analyse les offres et fournit un avis pour préparer la décision du comité syndical. Elle est en effet obligatoirement consultée avant que l'autorité délégante ne propose le choix du délégataire à l'assemblée délibérante. Elle émet par ailleurs un avis sur tout projet d'avenant à une convention de délégation de service public entraînant une augmentation du montant global supérieure à 5 %.

Sa composition actuelle résulte de l'installation du comité syndical lors de sa séance du 29 septembre 2020.

Elle est composée du Président du Syndicat, membre de droit, et de cinq (5) membres titulaires élus au sein du comité syndical, ainsi que de (5) membres suppléants.

Le décès de M. Jacques-Olivier Martin, membre titulaire de la CDSP, est survenu le 4 mai 2025.

Afin de permettre la désignation du remplaçant d'un membre titulaire de la CDSP, dans les mêmes conditions que celles prévues par le règlement intérieur de la CAO adopté dans sa dernière version le 6 février 2024, il est proposé d'appliquer au règlement intérieur de la CDSP, et plus particulièrement à son article 5 relatif aux règles de remplacement des représentants en cas d'empêchement définitif, les modifications analogues.

Ainsi, le remplacement d'un membre titulaire s'effectuerait par le suppléant inscrit sur la même liste, et venant immédiatement après le dernier membre titulaire de ladite liste. De même, le remplacement d'un membre suppléant serait assuré par le candidat suivant sur cette même liste, immédiatement après le dernier membre suppléant retenu.

À ce jour, aucun texte ne définit explicitement les modalités de remplacement partiel des membres de la CDSP, qu'ils soient titulaires ou suppléants. Toutefois, il est impératif de respecter les principes de représentation proportionnelle au plus fort reste pour garantir le pluralisme, ainsi que les règles encadrant la forme des listes électorales, telles que prévues par le CGCT.

Dès lors, qu'il s'agisse d'une élection à liste unique ou à pluralité de listes, et tant que le renouvellement partiel de la CDSP n'impose pas une recomposition complète, il est proposé que toute nouvelle élection pour pourvoir un ou plusieurs sièges vacants soit organisée au scrutin de liste à la proportionnelle au plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel.

Enfin, lorsque tous les sièges de titulaires sont pourvus, mais qu'une ou plusieurs vacances de sièges de suppléants surviennent (du fait par exemple d'une promotion en tant que titulaire, d'une démission ou d'un décès), et que la liste d'origine ne comporte plus de membres susceptibles d'assurer le remplacement, une élection partielle devra être organisée pour pourvoir uniquement les sièges de suppléants devenus vacants.

Ainsi, le suppléant désigné sur la même liste, M. Denis Chimier, est appelé à devenir membre titulaire de la CDSP pour le reste du mandat. Cette montée du suppléant en tant que titulaire laisse vacant le poste de suppléant correspondant.

Pour assurer la bonne continuité des travaux de la CDSP et garantir une représentation complète de cette dernière, il est proposé de procéder à l'élection d'un nouveau membre suppléant, parmi les membres du Comité syndical.

Cette élection devra être organisée selon les mêmes modalités que l'élection initiale, soit au scrutin de liste à la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel, en application des articles L.1411-5, D.1411-3 et D.1411-4 du CGCT.

Il est précisé que le dépôt des listes auprès du Président du Siéml peut être accepté jusqu'à l'ouverture de la séance du Comité syndical qui procède à l'élection et au plus tard, avant l'engagement du processus des opérations électorales. Chaque liste pourra être adressée au Président par courrier, par remise en main propre ou par courriel.

L'élection du nouveau membre suppléant de la CDSP se déroule au scrutin secret, sauf si le Comité syndical en décide autrement, à l'unanimité des membres présents.

En cas d'égalité de suffrages, le siège sera attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être élus.

Conformément à l'article L.2121-21 du CGCT, avant dernier alinéa, si une seule candidature a été déposée ou si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par le président.

Il est proposé au comité syndical, dans les conditions exposées ci-avant :

- **d'approuver** que les modalités pour le dépôt des listes et l'élection de nouveaux membres titulaires et/ou suppléants de la CDSP, lorsque la modification partielle de la Commission n'entraîne pas l'obligation d'un renouvellement complet de sa composition, soient celles énumérées ci-avant ;
- **d'approuver** le règlement intérieur de la CDSP modifié, joint en annexe, intégrant ces nouvelles modalités électorales relatives au renouvellement partiel de la CDSP ;
- **de procéder** à l'élection d'un membre suppléant de la CDSP.

PROJET - RÈGLEMENT INTERIEUR DE LA COMMISSION DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC

Approuvé par la délibération du comité syndical n° 03/2025 du 24 juin 2025

PRÉAMBULE

Le présent règlement intérieur a pour objet de définir l'organisation et le fonctionnement de la commission de délégation de service public (CDSP) du Syndicat intercommunal d'énergies de Maine-et-Loire, en complément des dispositions législatives figurant aux articles L. 1411-5 et suivants du code général des collectivités territoriales (CGCT) afin d'assurer le bon fonctionnement de la CDSP.

ARTICLE 1. ROLE DE LA COMMISSION

La commission de délégation de service public exerce sa compétence dans les conditions fixées aux articles L.1411-5 et L. 1411-6 du CGCT.

En particulier, la commission émet un avis sur tout projet d'avenant à une convention de délégation de service public entraînant une augmentation du montant global supérieure à 5 %.

ARTICLE 2. PRÉSIDENCE

Le président du Siéml est le président de la CDSP.

Il peut, par arrêté, déléguer ces fonctions à un représentant et, le cas échéant, désigner un ou plusieurs suppléants. Cette désignation ne peut intervenir parmi les membres titulaires ou suppléants de la commission.

ARTICLE 3. COMPOSITION

3.1. MEMBRES À VOIX DÉLIBÉRATIVE

La présente commission est composée, outre de son président, de cinq membres titulaires élus au sein de l'assemblée délibérante à la représentation proportionnelle au plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel. Il est procédé, selon les mêmes modalités, à l'élection de cinq membres suppléants ayant vocation à les remplacer en cas d'empêchement momentané.

Seuls les membres élus ont voix délibérative au sein de la commission.

3.2. MEMBRES À VOIX CONSULTATIVE

Peuvent participer aux réunions de la commission avec voix consultative :

- les agents du Pôle ressources et moyens chargés de de la commande publique ;
- les agents des directions compétentes dans la matière qui fait l'objet de la séance de la commission ;
- toute autre personne qualifiée dans les dossiers soumis à la commission.

Peuvent également être invités par le Président de la commission :

- le comptable public,
- le représentant du Ministre en charge de la concurrence.

Ils y participent avec voix consultative et leurs observations éventuelles sont consignées au procès-verbal.

ARTICLE 4. CONVOCATION

La convocation est faite par le Président.

Elle est adressée à l'ensemble des représentants, titulaires et suppléants, par voie dématérialisée (mail avec accusé de lecture et de réception) à l'adresse électronique fournie par ces derniers ainsi que par courrier simple, au moins cinq jours francs avant la date de la réunion. L'envoi du mail comportant la convocation fait courir le délai de convocation. A défaut de fourniture d'une adresse électronique par un représentant d'un membre, celui-ci est convoqué par courrier recommandé avec accusé de réception.

Le courrier de convocation précise la date, l'heure et le lieu de la réunion ainsi que les questions portées à l'ordre du jour.

Sont joints à la convocation l'ordre du jour de la séance ainsi que, le cas échéant, les documents nécessaires à l'examen des affaires qui y sont inscrites.

Les personnes ayant vocation à participer à la réunion avec voix consultative sont, le cas échéant, invités selon les mêmes modalités que les représentants titulaires et suppléants.

En cas d'absence d'un titulaire, celui-ci peut être représenté par tout suppléant figurant sur la liste des suppléants.

ARTICLE 5. RÈGLES DE REMPLACEMENT DES REPRÉSENTANTS EN CAS D'EMPECHEMENT DEFINITIF

Il est pourvu au remplacement d'un membre titulaire par le suppléant inscrit sur la même liste, et venant immédiatement après le dernier membre titulaire de ladite liste.

Le remplacement d'un membre suppléant est assuré par le candidat inscrit sur la même liste, immédiatement après le dernier membre suppléant retenu.

Il est procédé au renouvellement intégral de la commission lorsque :

- une liste se trouve dans l'impossibilité de pourvoir, dans les conditions telles que prévues ci-dessus, au remplacement des membres titulaires auxquels elle a droit ;
- dans le cas où la composition de la CDSP ne permet plus de garantir l'expression du pluralisme des élus en son sein, notamment en cas de vacance d'un siège qui ne peut être pourvu en raison de l'épuisement de la liste de titulaires et suppléants ou en cas de changement de gouvernance partielle au sein du Syndicat.

Lorsque tous les sièges de membres titulaires sont pourvus, il est procédé au renouvellement partiel de la commission en cas d'une ou plusieurs vacances d'un membre suppléant, soit parce qu'il est devenu titulaire, soit parce qu'il est définitivement absent (démission, décès), lorsque la liste sur laquelle il a été élu ne comprend plus d'autres membres susceptibles de le remplacer. Dans ce cas, une nouvelle élection est organisée pour pourvoir le ou les seuls sièges de membre suppléant vacants, dans les conditions ci-après définies.

Pour procéder au renouvellement partiel de la commission, et dès lors que la modification partielle de la Commission n'entraîne pas l'obligation d'un renouvellement complet de sa composition, qu'il y ait eu pluralité de liste ou liste unique, la nouvelle élection est organisée au scrutin de liste à la proportionnelle au plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel, et selon les modalités suivantes :

- le dépôt des listes auprès du Président du Syndicat peut être accepté jusqu'à l'ouverture de la séance du Comité syndical qui procède à l'élection et au plus tard, avant l'engagement du processus d'opérations électorales ;
- chaque liste peut être adressée au Président par courrier, par remise en main propre ou par courriel ;

- l'élection du ou des nouveaux membres titulaires et/ou suppléants de la CDSP se déroule au scrutin secret, sauf si le Comité syndical décide à l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret ;

- en cas d'égalité de suffrages, le siège attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être élus.

ARTICLE 6. LIEU

La commission se réunit au siège du Syndicat intercommunal d'énergies de Maine-et-Loire ou en tout lieu fixé par la convocation.

Conformément à l'article L. 1411-5 III de CGCT, les délibérations de la commission peuvent également être organisées à distance dans les conditions prévues par l'ordonnance n° 2014-1329 du 6 novembre 2014 relative aux délibérations à distance des instances administratives à caractère collégial.

ARTICLE 7. QUORUM

Conformément à l'article L. 1411-5 du CGCT, le quorum est atteint lorsque plus de la moitié des membres ayant voix délibérative sont présents.

Si, après une première convocation, ce quorum n'est pas atteint, la commission est à nouveau convoquée. Elle se réunit alors valablement sans délai minimal de convocation ni condition de quorum.

ARTICLE 8. RÉUNION NON PUBLIQUE

Les séances ne sont pas publiques. Les candidats à une concession ne peuvent donc pas y participer.

ARTICLE 9. POLICE DE L'ASSEMBLÉE

Le Président a seul la police de l'assemblée. Il peut faire expulser de l'auditoire ou arrêter tout individu qui trouble l'ordre. Le Président fait observer le présent règlement.

En cas de nécessité, le président de séance peut suspendre ou ajourner la réunion.

ARTICLE 10. DÉROULEMENT DE LA SÉANCE

Le Président procède à l'appel des membres en début de séance. Il constate le *quorum* et proclame la validité de la séance si celui-ci est atteint.

Il aborde ensuite les points de l'ordre du jour tels qu'ils apparaissent dans la convocation et fait procéder au vote de chacun de ces points.

En cas de partage égal des voix, le Président de la commission a voix prépondérante.

La parole est accordée par le Président aux membres de la commission, qui dirige les débats. Les débats conservent un caractère courtois.

Un procès-verbal des réunions de la CDSP est dressé et signé par les membres ayant voix délibérative présents, ainsi que par le comptable public et le représentant du Ministre en charge de la concurrence lorsqu'ils sont présents.

Le procès-verbal indique le nom et la qualité des membres présents, les questions traitées au cours de la séance et le sens de chacune des décisions.

ARTICLE 11. CONFIDENTIALITÉ

Le contenu des échanges et informations données pendant les réunions sont strictement confidentiels.

A cet effet notamment, les rapports d'analyse des offres ne doivent pas être communiqués.

ARTICLE 12. PRÉVENTION DES CONFLITS D'INTERÊT

L'article L.1524-5 du CGCT interdit aux élus de participer à une CDSP lorsqu'une société d'économie mixte locale est candidate à l'attribution d'une concession et lorsqu'ils se trouvent dans l'une des situations suivantes :

- Ils sont mandataires de la collectivité au sein du conseil d'administration de la société d'économie mixte ;
- Ils exercent les fonctions de membre ou de président du conseil d'administration, de président-directeur général ou de membre ou de président du conseil de surveillance de la société d'économie mixte ;
- De plus, avant chaque séance de la commission, les élus membres doivent déclarer :
 - o si, à leur connaissance, ils se trouvent en situation de conflit d'intérêts au regard de la procédure de passation de concession concernée,
 - o si des circonstances sont susceptibles de le placer à court terme en situation de conflit d'intérêts.

Pour rappel, en application de l'article 1^{er} de loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 modifiée, relative à la transparence de la vie publique : « *les personnes titulaires d'un mandat électif (...) exercent leur fonction avec dignité, probité et intégrité et veillent à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts.* »

L'article 2 de cette même loi définit le conflit d'intérêts comme « *toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou à paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif d'une fonction* ».

Un membre de la commission peut se trouver en situation de conflit d'intérêt dans les cas suivants (liste non exhaustive) :

- il est soumissionnaire en qualité de personne physique ;
- il est membre de l'organe officiel, de l'organe de surveillance ou de tout autre organe appartenant à un soumissionnaire ayant le statut de personne morale ;
- il est associé ou membre d'une personne morale soumissionnaire ou associé passif du soumissionnaire ;
- il est employé du soumissionnaire ou d'un groupement d'opérateurs économiques dont le soumissionnaire fait partie ;
- il est un proche des personnes visées aux points a) à d) ci-dessus (amis, famille, relations d'affaires ou politique, etc.) ;
- il intervient en qualité de conseil des personnes visées aux points a) à d) ci-dessus ;
- il a participé à la préparation de documents pour le compte du candidat ou du soumissionnaire lors d'une procédure donnée.

* *

*

PROCÈS-VERBAL

Élection d'un membre suppléant de la Commission de délégation de service public

Le mardi 24 juin 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-quatre juin, à neuf heures trente, le comité du Syndicat intercommunal d'énergies de Maine-et-Loire, régulièrement convoqué le dix-huit juin deux mille vingt-cinq, s'est réuni en séance ordinaire, au siège du syndicat, 9 route de la Confluence, ZAC de Beuzon à Écouflant (49000), sous la présidence de M. Jean-Luc DAVY.

Sur les 46 membres en exercice, **étaient présents xx membres**, à savoir :

MEMBRES	REPRÉSENTANT(E) DE	DÉSIGNÉ(E) PAR	PRÉSENT	EXCUSÉ	ABSENT

Xxx a donné pouvoir de voter en son nom à xxxx

M. a été désigné[e] secrétaire de séance ;
M. a été désigné scrutateur ;

OPÉRATION ÉLECTORALE

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2121-21, L. 1411-5, L. 1414-2 et suivants, L. 5711-1 et suivants, D. 1411-3 à D. 1411-5 ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu les statuts du Siéml, modifiés en dernier lieu par l'arrêté préfectoral n° 2019-122 du 14 août 2019 ;

Vu le règlement intérieur de la commission de délégation de service public du Syndicat, adopté par la délibération du comité syndical du Siéml n°03/2021 du 9 février 2021 ;

Vu la délibération du comité syndical du Siéml n° 51/2020 du 29 septembre 2020 relatives à l'élection des membres de la CDSP ;

Vu la délibération du comité syndical du Siéml n° xx/2025 du 24 juin 2025, relative aux modalités de renouvellement partiel de la CDSP et modification du règlement intérieur de la commission ;

Il a été procédé sous la présidence de Monsieur Jean-Luc DAVY, Président, aux opérations de vote suivantes :

Monsieur le Président a exposé le contexte et rappelé les décisions préalables du Comité syndical justifiant les présentes opérations de vote, puis a invité le comité syndical à procéder à l'élection du membre suppléant de la CDSP. Il a rappelé que l'élection a lieu scrutin de liste à la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel.

Chaque liste comprend les noms des candidats en nombre suffisant pour satisfaire le nombre total des sièges de suppléants à pourvoir. Elle peut aussi comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges à pourvoir¹.

Dans l'hypothèse d'une candidature unique ou d'une liste unique, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par le Président.

Dans l'hypothèse d'une pluralité de liste, le nombre d'élus sur chaque liste est proportionnel au nombre de voix recueillies par chacune d'elles, par application d'un quotient électoral. Le quotient électoral s'obtient en divisant le nombre des suffrages exprimés (donc sans les bulletins blancs ou nuls s'ils sont établis) par le nombre de sièges à pourvoir. S'il reste des sièges à pourvoir, ils sont attribués grâce à la méthode du plus fort reste : c'est la liste à qui il reste le plus de voix, une fois que sont retirées les voix nécessaires pour la première distribution de sièges, qui en bénéficiera. Ensuite, les nominations des membres prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste, et il en est donné lecture par le Président.

Monsieur le Président a informé que xx liste(s) a/ont été déposée(s) et en a fait la lecture.

Puis chaque membre du Comité, à l'appel de son nom, a remis dans l'urne une enveloppe fermée de son bulletin de vote écrit sur papier vierge et blanc. Le nombre des conseillers qui n'ont pas souhaité prendre part au vote, à l'appel de leur nom, a été enregistré. Après le vote du dernier délégué syndical, il a été immédiatement procédé au dépouillement des bulletins de vote.

Le dépouillement du scrutin a donné les résultats suivants :

¹ Cette seconde possibilité permet, en particulier, à un courant minoritaire au sein de l'assemblée délibérante ne disposant pas d'un nombre d'élus suffisant pour présenter une liste entière d'en présenter une.

➤ **Application du quotient électoral :**

Quotient électoral = xx suffrages exprimés / nombre de sièges à pourvoir

xx suffrages exprimés

1 siège à pourvoir

LISTE A			
Membres titulaires		Membres suppléants	
1	Sans objet	1	M./ Madame xxx
2		2	Sans objet
3		3	
4		4	
5		5	
Nombre de voix pour la liste			Xxx voix

Nombre de sièges de la liste A = xx voix / quotient électoral

Nombre de sièges de la liste A : ...

➤ **Application de la méthode du plus fort reste :**

Sans objet

RÉSULTAT

Sont nommés les membres de la CDSP suivants :

Membres titulaires		Membres suppléants	
1	Sans objet	1	M./ Madame xxx
2		2	Sans objet
3		3	
4		4	
5		5	

OBSERVATIONS ET RÉCLAMATIONS

ANNEXES

- Emargement des délégués

CLÔTURE DES ÉLECTIONS

Les opérations électorales se sont terminées le 24 juin 2025 à xxhxx.

Document certifié conforme,
A Écouflant, Le 24 juin 2025,

Le Président,
Monsieur Jean-Luc DAVY

Le secrétaire,

Le scrutateur,



8. Décisions modificatives n°1 2025 du budget principal et du budget annexe SPPDCF

Rapporteur : M. Éric TOURON

La présente décision modificative pour 2025 du Siéml est nécessitée par divers besoins d'ajustements.

Les modifications portent à la fois sur le budget principal et le budget annexe « Service Public de Production et de Distribution de Réseau de Chaleur ou de Froid » (SPPDCF).

BUDGET PRINCIPAL

- DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

BP : 24 577 515 €

BP + DM : 24 577 515 €

Les dépenses de fonctionnement proposées au titre de la présente décision modificative s'élèvent à la somme de 0 €, et s'établissent comme suit :

i. Charges à caractère général (+ 95 700 €) :

- Location de véhicules : + 15 000 €, dans l'attente de la livraison des véhicules commandés à la suite de l'appel d'offre notifié en octobre 2024. Cette inscription est motivée également par la panne prolongée d'un véhicule nécessitant la prolongation d'une location.
- Prestation de services : + 32 000 € sont nécessaires pour l'acquisition d'un outil de suivi des consommations énergétiques SIME. 45 000 € étaient prévus initialement au budget primitif 2025 pour cet achat. Il convient également d'ajouter + 9 150 € pour un audit permettant le renouvellement du label Lucie 26000 (RSO).
- Frais de télécommunication : + 26 550 € sont inscrits afin de payer des factures 2024 dans le cadre du projet de réseau à bas débit LoRaWAN. Ces factures avaient été rejetées en 2024 car erronées. Orange a corrigé sur le 1^{er} trimestre 2025 la facturation.
- Frais d'études : + 11 000 € pour la réalisation d'une prospective financière par le cabinet RYDGE afin de permettre à la prochaine mandature de se prononcer sur un nouveau plan pluriannuel d'investissement et de s'assurer de sa soutenabilité financière.
- Autres fournitures : + 2 000 €.

B. Charges de personnel (+ 18 000 €) :

- Autre personnel extérieur : + 18 000 €. Il s'agit d'un poste mutualisé entre le TE 44, le TE 53 et le Siéml chargé des relations avec les opérateurs télécom. Ce poste a pour mission d'harmoniser les conventions de partenariat des 3 syndicats avec les opérateurs télécom et de travailler sur l'optimisation de récupération des redevances. Le partenariat date de 2024.

C. Autres charges de gestion courante (+ 6 000 €) :

- Reversement de la part de redevance d'occupation du domaine public à Segré-en-Anjou Bleu : + 6 000 € (délibération n°76/2018 du 6 février 2018).

D. Charges exceptionnelles (+ 5 000 €) :

- Annulation de titre sur exercice antérieur : + 5 000 € (régularisation de TICFE-C – demande d'EDF).

E. Opérations d'ordre (- 124 700 €) :

- Le montant du virement à la section d'investissement pour équilibre est diminué de - 424 700 €,
- + 300 000 € sont ajoutés à la provision de dotation aux amortissements.

Au total, les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 0 € (dont + 124 700 € d'opérations réelles et - 124 700 € d'opérations d'ordre).

- **RECETTES D'INVESTISSEMENT**

BP : 96 402 771 €

BP + DM : 95 192 733 €

Elles intègrent d'une part le virement de la section de fonctionnement de - 424 700 €.

D'autre part, elles enregistrent :

- + 85 000 € de complément du fonds de compensation de la TVA (année 2024)
- 418 704 € de subventions Facé à la suite de la notification du ministère de la Transition écologique le 1^{er} avril dernier ;
- 100 078 € de remboursement pour travaux pour tiers (baisse des travaux dans le cadre de la baisse des dotations Facé) ;
- 693 456 € d'emprunt prévisionnel (au regard de la baisse des travaux) ;
- + 41 900 € d'écriture d'ordre pour intégration des frais d'études aux travaux de réalisation des chaufferies bois ;
- + 300 000 € d'amortissement des biens.

Au total les recettes d'investissement inscrites sont modifiées à la baisse pour – 1 210 038 € (dont – 1 127 238 € d'opérations réelles et - 82 800 € d'opérations d'ordre).

- **DÉPENSES D'INVESTISSEMENT**

BP : 96 402 771 €

BP + DM : 95 192 733 €

Elles se caractérisent principalement par :

- + 10 000 € d'achat de véhicule pour un véhicule accidenté à remplacer ;
- 10 000 € de travaux sur le siège du Siéml ;
- 1 275 860 € de travaux sur les réseaux afin d'ajuster les programmes 2025 aux subventions de Facé 2025 notifiées ;
- 100 078 € de travaux pour tiers (travaux annexes aux effacements dont le programme est diminué en conséquence de la notification de subvention Facé à la baisse)

- 24 000 € d'avance au budget annexe SPPDCF pour le projet de réseau de chaleur des Hauts d'Anjou ;
- + 41 900 € d'écriture d'ordre pour intégration des frais d'études aux travaux de réalisation des chaufferies bois.

Au total, les dépenses d'investissement s'élèvent à – 1 210 038 € (dont – 1 251 938 € d'opérations réelles et + 41 900 € d'opérations d'ordre).

Ainsi la décision modificative n° 1 du budget principal 2025 s'équilibre en dépenses et en recettes de fonctionnement à 0 €, et en investissement à – 1 210 038 € en dépenses et en recettes soit au total à – 1 210 038 €.

BUDGET ANNEXE SPPDCF

La décision modificative n° 1 de ce budget annexe porte essentiellement sur un complément pour étude de faisabilité du projet de réseau de chaleur sur la commune des Hauts d'Anjou. Il n'y a pas d'ajustement en fonctionnement.

A- SECTION D'INVESTISSEMENT

BP : 4 970 629,09 €

BP + DM : 4 994 629,09 €

1) RECETTES

Ⓟ + 24 000 € d'avance du budget principal.

2) DÉPENSES

Ⓟ + 24 000 € de complément pour étude de faisabilité menée par Alter pour la réalisation d'un réseau de chaleur sur la commune des Hauts d'Anjou.

Ainsi la décision modificative n° 1 du budget SPPDCF s'équilibre en dépenses et en recettes d'investissement à + 24 000 € soit au total à + 24 000 €.

En consolidé, la décision modificative s'élèvera à 0 € en fonctionnement et à – 1 186 038 € en investissement.

Il est proposé au comité syndical, dans les conditions exposées ci-avant :

- **d'arrêter** la décision modificative n° 1 du budget principal 2025, en dépenses et en recettes à 0 € en fonctionnement et à – 1 210 038 € en investissement soit globalement à – 1 210 038 € conformément au tableau suivant :

Chapitre	Article	Désignation	Dépenses	Recettes
SECTION DE FONCTIONNEMENT				
011 Charges à caractère général	6068	Autres matières et fournitures	2 000,00	
011 Charges à caractère général	61351	Matériel roulant	15 000,00	
011 Charges à caractère général	617	Etudes et recherches	20 150,00	
011 Charges à caractère général	6188	Autres frais divers	77 000,00	
011 Charges à caractère général	6262	Frais de télécommunications	26 550,00	
011 Charges à caractère général	62878	Remb. frais à des tiers	-45 000,00	
012 Charges de personnel et frais assimilés	6218	Autre personnel extérieur	18 000,00	
65 Autres charges de gestion courante	65888	Autres	6 000,00	
67 Charges spécifiques	673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	5 000,00	
023 Virement à la section d'investissement	023	Virement à la section d'investissement	-424 700,00	
042 Opérations ordre transf. entre sections	6811	Dot. amort. immos incorporelles	300 000,00	
		TOTAL	0,00	0,00
SECTION D'INVESTISSEMENT				
21 Immobilisations corporelles	21828	Autres matériels de transport	10 000,00	
23 Immobilisations en cours	2313	Constructions	-10 000,00	
23 Immobilisations en cours	2315	Install., matériel et outill. Technique	-1 166 076,00	
23 Immobilisations en cours	2317	Immo. corporelles reçues mise à dispo.	-109 784,00	
23 Immobilisations en cours	2318	Autres immo. corporelles en cours	100 000,00	
27 Autres immobilisations financières	2745	Avances remboursables	24 000,00	
4581X Opérations pour comptes de tiers	4581x	Opérations pour comptes de tiers	-100 078,00	
4582X Opérations pour comptes de tiers	4582x	Opérations pour comptes de tiers		-100 078,00
10 Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	10222	FCTVA		85 000,00
13 Subventions d'investissement	1321	Subv. non transf. Etat, établ. Nationaux		-338 120,00
13 Subventions d'investissement	1328	Autres subventions d'équip. non transf.		-80 584,00
16 Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire)	1641	Emprunts en euros		-693 456,00
021 Virement de la section de fonctionnement	021	Virement de la section de fonctionnement		-424 700,00
040 Opérations ordre transf. Entre sections	281828	Autres matériels de transport		300 000,00
041 Opérations patrimoniales	2031	Frais d'études		41 900,00
041 Opérations patrimoniales	2318	Autres immo. corporelles en cours	41 900,00	
		TOTAL	-1 210 038,00	-1 210 038,00

- **d'arrêter** la décision modificative n° 1 du budget annexe SPPDCF 2025, en dépenses et en recettes d'investissement à + 24 000 € soit globalement à + 24 000 € conformément au tableau suivant :

Chapitre	Article	Désignation	Dépenses	Recettes
SECTION D'INVESTISSEMENT				
16 Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	1687	Autres dettes		24,000.00
20 Immobilisations incorporelles (hors opérations)	2031	Frais d'études	24,000.00	
TOTAL			24,000.00	24,000.00

- **d'arrêter** les différentes enveloppes de travaux 2025 selon le tableau joint en annexe ;

- **d'ajuster** les autorisations de programmes et crédits de paiement selon le tableau joint en annexe.

Annexe 1 – PROGRAMME DES TRAVAUX 2025

PROGRAMMES DE TRAVAUX HORS TAXES			FINANCEMENTS				
Distribution publique et hors DP	Montants 2025		FACÉ/ FONDS VERT	ENEDIS	Particip. Fonds de Concours	SYNDICAT	
						Autofinan.	Emprunt
Renforcements :	11%	4 300 500 €	3 450 300 €			850 200 €	- €
Renforcements listés		3 990 500 €	3 350 300 €			640 200 €	
Renforcements urgents		215 000 €	100 000 €			115 000 €	
Renforcements annexes aux extensions		95 000 €				95 000 €	
Renforcements et augmentation Puissance		- €				- €	
Effacements des réseaux	19%	7 269 500 €	962 900 €	500 000 €	3 378 719 €	2 427 881 €	- €
Sécurisation	11%	4 347 500 €	3 560 800 €	-	- €	286 700 €	500 000 €
Sécurisation des réseaux S		4 347 500 €	3 560 800 €			286 700 €	500 000 €
Extensions	13%	5 200 000 €	- €	2 080 000 €	2 048 352 €	371 648 €	700 000 €
Extensions < 36kVA		1 950 000 €		780 000 €	560 503 €	109 497 €	500 000 €
Extensions > 36kVA		400 000 €		160 000 €	58 963 €	131 037 €	50 000 €
Extensions HTA		400 000 €		160 000 €	115 751 €	24 249 €	100 000 €
Desserte intérieure des lotissements		2 315 000 €		926 000 €	1 273 250 €	65 750 €	50 000 €
Desserte extérieure des lotissements		135 000 €		54 000 €	39 885 €	41 115 €	
Travaux Hors DP	46%	17 902 305 €	- €		13 205 891 €	4 696 414 €	- €
Eclairage public hors TI		8 011 128 €			4 874 714 €	3 136 414 €	
Eclairage public TI *		4 200 000 €			2 940 000 €	1 260 000 €	
Génies civils et divers EP		5 691 177 €			5 391 177 €	300 000 €	
TOTAL TRAVAUX HT		39 019 805 €	7 974 000 €	2 580 000 €	18 632 962 €	8 632 843 €	1 200 000 €
			20%	7%	48%	25%	
Pour mémoire BP 2025		40 642 141 €	8 344 200 €	2 580 000 €	18 830 432 €	8 937 509 €	1 800 000 €

*TERRITOIRE INTELLIGENT - TI gère techniquement : SiéML / budgétairement : ALM sauf concours SiéML

Annexe 2 – AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AP EFFACEMENTS DE RESEAUX 4 ans	CP (Crédits de paiement)			
7 269 500,00 €	2025	2026	2027	2028
Infrastructures				
PROGRAMME 2025				
Chapitre 23	2 583 000,00	2 617 020,00	1 453 900,00	615 580,00
TOTAL DEPENSES (A)	2 583 000,00	2 617 020,00	1 453 900,00	615 580,00
Chapitre 13	1 500 900,00	1 786 700,00	992 650,00	561 369,00
TOTAL RECETTES (B)	1 500 900,00	1 786 700,00	992 650,00	561 369,00
SOLDE A AUTOFINANCER (=A-B)	1 082 100,00	830 320,00	461 250,00	54 211,00

Comité syndical

24 juin 2025

PROJET DE DECISIONS MODIFICATIVES N°1

REPUBLIQUE FRANÇAISE

EPCI : Syndicat Intercommunal d'Energies du 49 (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 25490130900032

POSTE COMPTABLE : SERVICE DE GESTION COMPTABLE ANGERS

M. 57

Décision modificative (projet de budget) 1 (3)

Voté par nature

BUDGET : BUDGET SYNDICAT (4)

ANNEE 2025

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET
VUE D'ENSEMBLE

		II
		A

VOTE		DEPENSES		RECETTES	
	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) (1)	-1 210 038,00		-1 210 038,00	
			+		+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00		0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2)	(si solde négatif)		(si solde positif)	0,00
			=		=
	Total de la section d'investissement (3)	-1 210 038,00		-1 210 038,00	

VOTE		DEPENSES		RECETTES	
	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget (1)	0,00		0,00	
			+		+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00		0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté (2)	(si déficit)		(si excédent)	0,00
			=		=
	Total de la section de fonctionnement (4)	0,00		0,00	
	TOTAL DU BUDGET (5)	-1 210 038,00		-1 210 038,00	

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement à l'étape budgétaire de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

(3) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(5) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4)	917 782,78	0,00	0,00	0,00	917 782,78
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9)	9 237 389,01	0,00	0,00	0,00	9 237 389,01
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4)	1 495 963,00	0,00	10 000,00	0,00	1 505 963,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4)	56 237 386,73	0,00	-1 186 860,00	0,00	55 051 526,73
Total des dépenses d'équipement		67 888 521,52	0,00	-1 175 860,00	0,00	66 712 661,52
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (4)	68 294,12	0,00	0,00	0,00	68 294,12
16	Emprunts et dettes assimilées	2 075 000,00	0,00	0,00	0,00	2 075 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	25 000,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
27	Autres immobilisations financières (4)	1 671 768,18	0,00	24 000,00	0,00	1 595 768,18
Total des dépenses financières		3 740 062,30	0,00	24 000,00	0,00	3 764 062,30
45...	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	21 721 094,50	0,00	-100 078,00	0,00	21 621 016,50
Total des dépenses réelles d'investissement		93 349 678,32	0,00	-1 251 938,00	0,00	92 097 740,32

040	Opérations ordre transf. entre sections (8)	1 255 000,00		0,00	0,00	1 255 000,00
041	Opérations patrimoniales (8)	843 142,35		41 900,00	0,00	885 042,35
Total des dépenses d'ordre d'investissement		2 098 142,35		41 900,00	0,00	2 140 042,35

TOTAL	95 447 820,67	0,00	-1 210 038,00	0,00	94 237 782,67
--------------	----------------------	-------------	----------------------	-------------	----------------------

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	954 950,33
--	-------------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	95 192 733,00
---	----------------------

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4)	41 938 193,45	0,00	-418 704,00	0,00	41 519 489,45
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	5 637 929,75	0,00	-693 456,00	0,00	4 944 473,75
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		47 576 123,20	0,00	-1 112 160,00	0,00	46 463 963,20
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	1 597 000,12	0,00	85 000,00	0,00	1 682 000,12
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	12 640 449,58	0,00	0,00	0,00	12 640 449,58
138	Autres subventions invest. non transf. (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA, régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
Total des recettes financières		14 242 449,70	0,00	85 000,00	0,00	14 327 449,70
45...	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	22 872 805,35	0,00	-100 078,00	0,00	22 772 727,35
Total des recettes réelles d'investissement		84 691 378,25	0,00	-1 127 238,00	0,00	83 564 140,25

021	Virement de la section de fonctionnement (10)	8 768 250,40		-424 700,00	0,00	8 343 550,40
040	Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)	2 100 000,00		300 000,00	0,00	2 400 000,00
041	Opérations patrimoniales (10)	843 142,35		41 900,00	0,00	885 042,35
Total des recettes d'ordre d'investissement		11 711 392,75		-82 800,00	0,00	11 628 592,75

TOTAL	96 402 771,00	0,00	-1 210 038,00	0,00	95 192 733,00
--------------	----------------------	-------------	----------------------	-------------	----------------------

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	95 192 733,00
---	----------------------

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

**AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR
LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)**

9 488 550,40

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Il s'agit des recettes imputées au chapitre 018.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation totale en espèces au profit d'un service public non personnalisé ou à elle cédé.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général (4)	4 448 138,00	0,00	95 700,00	0,00	4 543 838,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	6 852 364,00	0,00	18 000,00	0,00	6 870 364,00
014	Atténuations de produits	400 000,00	0,00	0,00	0,00	400 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	1 300 762,60	0,00	6 000,00	0,00	1 306 762,60
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		13 001 264,60	0,00	119 700,00	0,00	13 120 964,60
66	Charges financières	428 000,00	0,00	0,00	0,00	428 000,00
67	Charges spécifiques (4)	5 000,00	0,00	5 000,00	0,00	10 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	275 000,00	0,00	0,00	0,00	275 000,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		13 709 264,60	0,00	124 700,00	0,00	13 833 964,60

023	Virement à la section d'investissement (5)	8 768 250,40		-424 700,00	0,00	8 343 550,40
042	Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)	2 100 000,00		300 000,00	0,00	2 400 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (5)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		10 868 250,40		-124 700,00	0,00	10 743 550,40

TOTAL	24 577 515,00	0,00	0,00	0,00	24 577 515,00
--------------	----------------------	-------------	-------------	-------------	----------------------

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	24 577 515,00
--	----------------------

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges (4)	228 000,00	0,00	0,00	0,00	228 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 428 000,00	0,00	0,00	0,00	1 428 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	13 775 020,00	0,00	0,00	0,00	13 775 020,00
74	Dotations et participations (4)	2 671 495,00	0,00	0,00	0,00	2 671 495,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	5 120 000,00	0,00	0,00	0,00	5 120 000,00
Total des recettes de gestion courante		23 222 515,00	0,00	0,00	0,00	23 222 515,00
76	Produits financiers	100 000,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		23 322 515,00	0,00	0,00	0,00	23 322 515,00

042	Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)	1 255 000,00	0,00	0,00	0,00	1 255 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		1 255 000,00	0,00	0,00	0,00	1 255 000,00

TOTAL	24 577 515,00	0,00	0,00	0,00	24 577 515,00
--------------	----------------------	-------------	-------------	-------------	----------------------

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	24 577 515,00
--	----------------------

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7)	9 488 550,40
---	---------------------

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017

(5) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 - RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 - DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – DEPENSES	D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10 Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13 Subventions d'investissement (3)	0,00	0,00	0,00
15 Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18 Cpte de liaison : affectation (BA, régie)	(7) 0,00		0,00
Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20 Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)	0,00	0,00	0,00
204 Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)	0,00	0,00	0,00
21 Immobilisations corporelles (3) (5)	10 000,00	0,00	10 000,00
22 Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8) 0,00	0,00	0,00
23 Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)	-1 185 860,00	41 900,00	-1 143 960,00
018 RSA	0,00	0,00	0,00
26 Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27 Autres immobilisations financières (3)	24 000,00	0,00	24 000,00
28 Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
29 Dépréciations des immobilisations (4)		0,00	0,00
39 Dépréciation des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
3... Stocks et en-cours		0,00	0,00
198 Neutralisation des amortissements		0,00	0,00
45 Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	-100 078,00	0,00	-100 078,00
481 Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49 Dépréciation des comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59 Dépréciation des comptes financiers (4)		0,00	0,00
Dépenses d'investissement – Total	-1 251 938,00	41 900,00	-1 210 038,00

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	-1 210 038,00
---	----------------------

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011 Charges à caractère général (9)	95 700,00		95 700,00
012 Charges de personnel et frais assimilés (9)	18 000,00		18 000,00
014 Atténuations de produits	0,00		0,00
016 APA	0,00		0,00
017 RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60 Achats et variation des stocks		0,00	0,00
65 Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	6 000,00	0,00	6 000,00
6586 Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66 Charges financières	0,00	0,00	0,00
67 Charges spécifiques (9)	5 000,00	0,00	5 000,00
68 Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	300 000,00	300 000,00
71 Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
023 Virement à la section d'investissement		-424 700,00	-424 700,00
Dépenses de fonctionnement – Total	124 700,00	-124 700,00	0,00

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
------------------------------------	------

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	0,00
--	-------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre en Annexe 1 du budget.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE – RECETTES	D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10 Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	85 000,00	0,00	85 000,00
13 Subventions d'investissement (reçues) (3)	-418 704,00	0,00	-418 704,00
15 Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	-693 456,00	0,00	-693 456,00
18 Cpte de liaison : affectation (BA, régie)	(6) 0,00		0,00
20 Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00	41 900,00	41 900,00
204 Subventions d'équipement versées (3) (9)	0,00	0,00	0,00
21 Immobilisations corporelles (3)	0,00	0,00	0,00
22 Immobilisations reçues en affectation (3)	(7) 0,00	0,00	0,00
23 Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00	0,00	0,00
018 RSA	0,00	0,00	0,00
26 Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27 Autres immobilisations financières (3)	0,00	0,00	0,00
28 Amortissement des immobilisations		300 000,00	300 000,00
29 Dépréciations des immobilisations (4)		0,00	0,00
39 Dépréciation des stocks et en-cours		0,00	0,00
3... Stocks et en-cours		0,00	0,00
45 Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	-100 078,00	0,00	-100 078,00
481 Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49 Dépréciation des comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59 Dépréciation des comptes financiers (4)		0,00	0,00
021 Virement de la section de fonctionnement		-424 700,00	-424 700,00
024 Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
Recettes d'investissement – Total	-1 127 238,00	-82 800,00	-1 210 038,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	------

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	0,00
--------------------------------	------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	-1 210 038,00
---	----------------------

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013 Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016 APA	0,00		0,00
017 RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60 Achats et variation des stocks		0,00	0,00
70 Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00		0,00
71 Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72 Production immobilisée		0,00	0,00
73 Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731 Fiscalité locale	0,00		0,00
74 Dotations et participations (8)	0,00		0,00
75 Autres produits de gestion courante (8)	0,00	0,00	0,00
76 Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77 Produits spécifiques (8)	0,00	0,00	0,00
78 Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	0,00	0,00
79 Transferts de charges		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement – Total	0,00	0,00	0,00

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
			+
R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE			0,00
			=
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES			0,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-D5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III - VOTE DU BUDGET			III
SECTION D'INVESTISSEMENT - VUE D'ENSEMBLE - DEPENSES - AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE			A

DEPENSES									
Chapitre	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II	
TOTAL	95 447 820,67	0,00	0,00	-1 210 038,00	0,00	0,00	-1 210 038,00	-1 210 038,00	
018 RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
20 Immobilisations incorporelles (sauf 204)	917 762,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
204 Subventions d'équipement versées (10)	9 237 389,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
21 Immobilisations corporelles	1 495 963,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	10 000,00	
22 Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
23 Immobilisations en cours (sauf 2324)	56 237 386,73	0,00	0,00	-1 185 860,00	0,00	0,00	-1 185 860,00	-1 185 860,00	
Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Total des dépenses d'équipement	67 888 521,52	0,00	0,00	-1 175 860,00	0,00	0,00	-1 175 860,00	-1 175 860,00	
10 Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
13 Subventions d'investissement	68 294,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
16 Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	2 075 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
18 Cpte de liaison : affectation (BA, régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
26 Participations et créances rattachées	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
27 Autres immobilisations financières	1 571 768,18	0,00	0,00	24 000,00	0,00	0,00	24 000,00	24 000,00	
020 Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Total des dépenses financières	3 740 062,30	0,00	0,00	24 000,00	0,00	0,00	24 000,00	24 000,00	
45 Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	21 721 094,50	0,00	0,00	-100 078,00	0,00	0,00	-100 078,00	-100 078,00	
Total des dépenses réelles	93 349 678,32	0,00	0,00	-1 251 938,00	0,00	0,00	-1 251 938,00	-1 251 938,00	
040 Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)	1 255 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
041 Opérations patrimoniales (8)	843 142,35	0,00	0,00	41 900,00	0,00	0,00	41 900,00	41 900,00	
Total des dépenses d'ordre	2 098 142,35	0,00	0,00	41 900,00	0,00	0,00	41 900,00	41 900,00	

D001 Solde d'exécution négatif reporté ou anticipé (9)								0,00
--	--	--	--	--	--	--	--	------

Chapitre	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des dépenses d'investissement cumulées								-1 210 038,00

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (D1 040 = RF 042).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (D1 041 = RI 041).

(9) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET			III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES			A

RECETTES

Chapitre	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL	83 762 321,42	0,00	-1 210 038,00	0,00	-1 210 038,00
018 RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13 Subventions d'investissement (hors 138)	41 938 193,45	0,00	-418 704,00	0,00	-418 704,00
16 Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	5 637 929,75	0,00	-693 456,00	0,00	-693 456,00
20 Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204 Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21 Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22 Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23 Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement	47 576 123,20	0,00	-1 112 160,00	0,00	-1 112 160,00
10 Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	1 597 000,12	0,00	85 000,00	0,00	85 000,00
138 Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18 Cpte de liaison : affectation (BA, régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26 Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27 Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
024	Produits des cessions d'immobilisations	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		1 602 000,12	0,00	85 000,00	0,00	85 000,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	22 872 805,35	0,00	-100 078,00	0,00	-100 078,00
Total des recettes réelles		72 050 928,67	0,00	-1 127 238,00	0,00	-1 127 238,00
021	Virement de la section de fonctionnement	8 768 250,40		-424 700,00	0,00	-424 700,00
040	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)	2 100 000,00		300 000,00	0,00	300 000,00
041	Opérations patrimoniales (7)	843 142,35		41 900,00	0,00	41 900,00
Total des recettes d'ordre		11 711 392,75		-82 800,00	0,00	-82 800,00
R001 Solde d'exécution positif reporté ou anticipé (8)						0,00
Affectation au compte 1068 (9)						0,00
Total des recettes d'investissement cumulées						-1 210 038,00

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice

(2) La colonne RAR nées: à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (R) 040 = DF 042).

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 182 (cf. chapitre C24 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (D) 041 = R) 041).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante. Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(9) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2)	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
	TOTAL	24 577 515,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général (4)	4 448 138,00	0,00	0,00	95 700,00	0,00	0,00	95 700,00	95 700,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	6 852 364,00	0,00	0,00	18 000,00	0,00	0,00	18 000,00	18 000,00
014	Atténuations de produits	400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	1 300 762,60	0,00	0,00	6 000,00	0,00	0,00	6 000,00	6 000,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		13 001 264,60	0,00	0,00	119 700,00	0,00	0,00	119 700,00	119 700,00
66	Charges financières	428 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	5 000,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	275 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		708 000,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00	5 000,00
Total des dépenses réelles		13 709 264,60	0,00	0,00	124 700,00	0,00	0,00	124 700,00	124 700,00
023	Virement à la section d'investissement	8 768 250,40	0,00	0,00	-424 700,00	0,00	0,00	-424 700,00	-424 700,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (5)	2 100 000,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00	300 000,00	300 000,00
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre		10 868 250,40	0,00	0,00	-124 700,00	0,00	0,00	-124 700,00	-124 700,00

	Total des dépenses de fonctionnement cumulées	0,00
--	---	------

III – VOTE DU BUDGET					III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES					B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) 1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
	TOTAL	24 577 515,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges (3)	228 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 428 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	13 775 020,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	2 671 495,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	5 120 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		23 222 515,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		23 322 515,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)	1 255 000,00		0,00	0,00	0,00
043	Opérations ordre intérieur de la section (7)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre		1 255 000,00		0,00	0,00	0,00

R002 Résultat reporté ou anticipé (8)					0,00
---------------------------------------	--	--	--	--	------

Total des recettes de fonctionnement cumulées					0,00
---	--	--	--	--	------

(1) Voir état : IB pour le contenu du budget de l'exercice.
(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.
(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.
(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (R04 042 = DI 040).
(5) Les comptes 76 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.
(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 715 et 778 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(8) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

Programmes des travaux 2025

PROGRAMMES DE TRAVAUX HORS TAXES			FINANCEMENTS				
Distribution publique et hors DP	Montants 2025	FACÉ/ FONDS VERT	ENEDIS	Particip. Fonds de Concours	Autofinan.	SYNDICAT	
							Emprunt
Renforcements :	11%	4 300 500 €			850 200 €		- €
Renforcements listés		3 990 500 €			640 200 €		
Renforcements urgents		215 000 €			115 000 €		
Renforcements annexes aux extensions		95 000 €			95 000 €		
Renforcements et augmentation Puissance		- €			- €		
Effacements des réseaux	19%	7 269 500 €	500 000 €	3 378 719 €	2 427 881 €		- €
Sécurisation	11%	4 347 500 €	-	- €	286 700 €		500 000 €
Sécurisation des réseaux S		4 347 500 €			286 700 €		500 000 €
Extensions	13%	5 200 000 €	2 080 000 €	2 048 352 €	371 648 €		700 000 €
Extensions < 36kVA		1 950 000 €	780 000 €	560 503 €	109 497 €		500 000 €
Extensions > 36kVA		400 000 €	160 000 €	58 963 €	131 037 €		50 000 €
Extensions HTA		400 000 €	160 000 €	115 751 €	24 249 €		100 000 €
Desserte intérieure des lotissements		2 315 000 €	926 000 €	1 273 250 €	65 750 €		50 000 €
Desserte extérieure des lotissements		135 000 €	54 000 €	39 885 €	41 115 €		
Travaux Hors DP	46%	17 902 305 €	- €	13 205 891 €	4 696 414 €		- €
Eclairage public hors TI		8 011 128 €		4 874 714 €	3 136 414 €		
Eclairage public TI *		4 200 000 €		2 940 000 €	1 260 000 €		
Génies civils et divers EP		5 691 177 €		5 391 177 €	300 000 €		
TOTAL TRAVAUX HT		39 019 805 €	2 580 000 €	18 632 962 €	8 632 843 €	25%	1 200 000 €
			20%	48%			
			7%				
Pour mémoire BP 2025		40 642 141 €	8 344 200 €	2 580 000 €	18 830 432 €	8 937 509 €	1 800 000 €

* TERRITOIRE INTELLIGENT - TI gère techniquement : SiéML / budgétairement : ALM sauf concours SiéML

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 25490130900073	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT EPCI Syndicat Intercommunal d'Energies du 49
--	--

POSTE COMPTABLE DE : SERVICE DE GESTION COMPTABLE ANGERS

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 4 (1)

Décision modificative (projet de budget) 1 (2)

BUDGET : SPPDCF (3)

ANNEE 2025

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.

(2) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET		II
VUE D'ENSEMBLE		A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LA SECTION D'EXPLOITATION
V O T E	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	0,00	0,00
	+	+	+
R E P O R T S	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
=		=	=
TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)		0,00	0,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
V O T E	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	24 000,00	24 000,00
	+	+	+
R E P O R T S	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
=		=	=
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)		24 000,00	24 000,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	24 000,00	24 000,00
---------------------	-----------	-----------

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement à l'étape budgétaire de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats. Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	69 600,00	0,00	0,00	0,00	69 600,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		69 600,00	0,00	0,00	0,00	69 600,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		69 600,00	0,00	0,00	0,00	69 600,00
023	Virement à la section d'investissement (6)	1 115 680,00	0,00	0,00	0,00	1 115 680,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		1 115 680,00	0,00	0,00	0,00	1 115 680,00
TOTAL		1 185 280,00	0,00	0,00	0,00	1 185 280,00

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	1 185 280,00
---	---------------------

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	1 185 001,39	0,00	0,00	0,00	1 185 001,39
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		1 185 001,39	0,00	0,00	0,00	1 185 001,39
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		1 185 001,39	0,00	0,00	0,00	1 185 001,39
042	Opérat° ordre transfert entre sections (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'ordre d'exploitation		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		1 185 001,39	0,00	0,00	0,00	1 185 001,39

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	278,61
---	---------------

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	1 185 280,00
---	---------------------

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	1 115 680,00
---	---------------------

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
20	Immobilisations incorporelles	360 398,00	0,00	24 000,00	0,00	384 398,00
21	Immobilisations corporelles	90 000,00	0,00	0,00	0,00	90 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	4 520 231,09	0,00	0,00	0,00	4 520 231,09
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	4 970 629,09	0,00	24 000,00	0,00	4 994 629,09
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles d'investissement	4 970 629,09	0,00	24 000,00	0,00	4 994 629,09
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	4 970 629,09	0,00	24 000,00	0,00	4 994 629,09

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	4 994 629,09
---	---------------------

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
13	Subventions d'investissement	2 028 300,00	0,00	0,00	0,00	2 028 300,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	1 571 768,18	0,00	24 000,00	0,00	1 595 768,18
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	3 600 068,18	0,00	24 000,00	0,00	3 624 068,18
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Total des opérations pour le compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles d'investissement	3 600 068,18	0,00	24 000,00	0,00	3 624 068,18
021	Virement de la section d'exploitation (4)	1 115 680,00	0,00	0,00	0,00	1 115 680,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'ordre d'investissement	1 115 680,00	0,00	0,00	0,00	1 115 680,00
	TOTAL	4 715 748,18	0,00	24 000,00	0,00	4 739 748,18

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	254 880,91
---	------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	4 994 629,09
--	--------------

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

**AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL
DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE
FONCTIONNEMENT (8)**

1 115 680,00

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats)

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) $DE\ 023 = RI\ 021$; $DI\ 040 = RE\ 042$; $RI\ 040 = DE\ 042$; $DI\ 041 = RI\ 041$; $DE\ 043 = RE\ 043$.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération $DE\ 023 + DE\ 042 - RE\ 042$ ou solde de l'opération $RI\ 021 + RI\ 040 - DI\ 040$.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET			II
BALANCE GENERALE DU BUDGET			B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	0,00		0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	Production stockée (ou déstockage) (3)		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	Virement à la section d'investissement		0,00	0,00
Dépenses d'exploitation – Total		0,00	0,00	0,00

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	0,00
---	-------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	0,00	0,00
14	Prov. Réglementées, amort. dérogatoires		0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (5)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	24 000,00	0,00	24 000,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
29	Dépréciation des immobilisations		0,00	0,00
39	Dépréciat° des stocks et en-cours		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir plusieurs exercices		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
Dépenses d'investissement – Total		24 000,00	0,00	24 000,00

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
--	-------------

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	24 000,00
---	------------------

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7)

II – PRÉSENTATION GÉNÉRALE DU BUDGET	II
BALANCE GÉNÉRALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00		0,00
71	Production stockée (ou déstockage) (3)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise amort., dépréciat° et provisions	0,00	0,00	0,00
79	Transferts de charges		0,00	0,00
	Recettes d'exploitation – Total	0,00	0,00	0,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
---	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	0,00
---	-------------

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	0,00	0,00
14	Prov. Réglementées, amort. dérogatoires		0,00	0,00
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	24 000,00	0,00	24 000,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
28	Amortissement des immobilisations		0,00	0,00
29	Dépréciation des immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Dépréciat° des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à répartir plusieurs exercices		0,00	0,00
491	Dépréciations des comptes de clients		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
021	Virement de la section d'exploitation		0,00	0,00
	Recettes d'investissement – Total	24 000,00	0,00	24 000,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00
--	-------------

+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	0,00
------------------------------------	-------------

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	24 000,00
---	------------------



Syndicat intercommunal
d'**énergies** de Maine-et-Loire

**9, route de la Confluence - ZAC de Beuzon - ECOUFLANT
CS 60145 - 49001 ANGERS Cédex 01**

Tél : 02 41 20 75 20 - Fax : 02 41 87 00 43

E-mail : sieml@sieml.fr - Site : www.sieml.fr

9. Taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité (TICFE) : modalités de calcul du montant d'une fraction du produit de la part communale de la taxe (TICFE-C) reversé par le Siéml aux communes de Baugé-en-Anjou et de Segré-en-Anjou Bleu

Rapporteur : M. Éric TOURON

Le présent rapport a pour objet de proposer les modalités de calcul du montant de la fraction de la part communale de la taxe (TICFE-C) reversée par le Siéml aux communes de Baugé-en-Anjou et de Segré-en-Anjou Bleu.

1 – RAPPEL DU CONTEXTE

La loi de finances pour 2021 a réformé la taxation sur l'électricité en supprimant progressivement les taxes locales pour aboutir, à compter du 1er janvier 2023, à une taxe unique : la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité (TICFE). Son montant dépend de la quantité d'électricité consommée et de la typologie du consommateur (ménages et assimilés ou entreprises). Les collectivités bénéficiaires de la taxe ont ainsi perdu leur pouvoir de taux. Le coefficient multiplicateur fixé auparavant par elles a en effet été harmonisé par le législateur pour atteindre 8,5 au 1er janvier 2023 de sorte que tous les usagers sont assujettis au même taux quelle que soit la commune sur laquelle ils consomment. Désormais, l'intégralité de la taxe est perçue et contrôlée par la direction générale des Finances publiques (DGFIP). Cependant, la part communale de la TICFE demeure et son produit, dont le montant total est notifié par arrêté préfectoral, est reversé aux collectivités qui percevaient cette taxe.

En principe, ces collectivités sont les communes. Par exception, lorsqu'il existe un syndicat intercommunal qui exerce la compétence d'autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité (AODE), la taxe est perçue par le Syndicat, notamment s'il en a été décidé ainsi par délibérations concordantes des assemblées délibérantes du Syndicat et de la commune, pour les communes de plus de 2 000 habitants. Ces délibérations doivent être prises avant le 1er juillet pour être applicables l'année suivante et transmises au comptable public assignataire au plus tard quinze jours après la date prévue pour leur adoption.

En outre, lorsque le Syndicat perçoit la taxe, une fraction de la part communale peut être reversée à la commune concernée par délibérations concordantes de leur assemblée délibérante prises avant le 1er juillet pour être applicable l'année suivante.

Depuis le 1er janvier 2018, le Siéml perçoit en lieu et place des communes nouvelles de Baugé-en-Anjou et de Segré-en-Anjou Bleu le produit de la part communale de la TICFE et leur reverse une fraction de ce produit, à hauteur de 55 % pour la première et 42 % pour la seconde, en application des délibérations concordantes prises à ce titre. La justification de ces deux reversements trouve son origine dans les équilibres financiers qui prévalaient avant la création de ces communes nouvelles, Baugé et Segré percevant alors la taxe communale d'électricité.

Pour l'année 2023, la perception et le reversement par le Siéml ont été effectués sur la base du produit de la part communale de la TICFE déterminé par l'arrêté préfectoral du 30 août 2023, d'un montant de 261 450 € pour la commune de Baugé-en-Anjou et de 493 035 € pour la commune de Segré-en-Anjou Bleu. Le Siéml a ainsi reversé 143 797,50 € à Baugé et 207 074,70 € à Segré.

Pour l'année 2024, l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2024 relatif à la part communale de l'accise sur l'électricité au titre de l'année 2024, ne comporte pas une ventilation de la TICFE-C par commune similaire à celle figurant dans l'arrêté préfectoral du 30 août 2023. Une lecture combinée des deux arrêtés révèle cependant que le montant global de TICFE-C perçu par le Siéml en 2024 s'élève à 13 914 162 €, contre 14 032 535 € en 2023, soit une diminution à hauteur de 118 373 € correspondant à environ 0,8 %.

Par ailleurs, à défaut de ventilation de la TICFE-C par commune et conformément aux modalités de reversement fixées depuis le 1er janvier 2018 par les délibérations concordantes du comité syndical et des conseils municipaux de Segré-en-Anjou Bleu et Baugé-en-Anjou, le Siéml a reversé aux communes de Baugé-en-Anjou et de Segré-en-Anjou Bleu la somme correspondant respectivement à 55 % et à 42 % du montant de la ventilation pour chacune de ces communes de la part communale de la TICFE déterminé par l'arrêté préfectoral du 30 août 2023 relatif à la part communale de l'accise sur l'électricité au titre de l'année 2023 (délibération n° 76/2024 du 17 décembre 2024).

2 – PROPOSITIONS

A - AJUSTER LE MONTANT DE LA FRACTION DU PRODUIT DE LA PART COMMUNALE DE LA TAXE (TICFE-C) REVERSÉ PAR LE SIÉML AUX COMMUNES DE BAUGÉ-EN-ANJOU ET DE SEGRÉ-EN-ANJOU BLEU POUR 2024

Les modalités d'actualisation de la part communale de l'accise sur l'électricité mentionnées aux dispositions du II de l'article L.2333-2 du code général des collectivités territoriales, modifiées par la loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025 et applicables au 1er janvier 2024, conduisent à ce que le Siéml perçoive au titre de l'année 2024 un montant de la part communale de l'accise sur l'électricité correspondant au produit perçu en 2023 multiplié par le rapport entre les quantités d'électricités consommées en 2022 et en 2021 et l'évolution de l'indice des prix à la consommation (IPC) hors tabac entre 2023 et 2022.

L'arrêté préfectoral du 23 décembre 2024 fournit les éléments permettant de calculer la ventilation du produit de la part communale de l'accise sur l'électricité en 2024 pour les communes de Baugé-en-Anjou et de Segré-en-Anjou Bleu, à savoir : l'évolution des prix à la consommation hors tabac (1,048) et des quantités d'électricités consommées sur le territoire des communes pour lesquelles le Syndicat perçoit directement la TICFE-C (3 312 930 831 k/ 3 501 488 760).

En retenant la formule d'actualisation de la part communale de l'accise sur l'électricité fixée par le législateur avec ces éléments ainsi que le produit de la part communale de l'accise sur l'électricité de 2023 (261 450 € pour la commune de Baugé-en-Anjou et 493 035 € pour la commune de Segré-en-Anjou Bleu), le produit de la part communale de TICFE pour l'année 2024 aurait dû être :

- de 259 244,51 € au lieu de 261 450 € pour la commune de Baugé-en-Anjou ;
- de 488 875,94 € au lieu de 493 035 € pour la commune de Segré-en-Anjou Bleu.

Dès lors, le Siéml aurait dû appliquer à ces montants actualisés les modalités de reversement fixées depuis le 1er janvier 2018 par les délibérations concordantes du comité syndical et des conseils municipaux de Baugé-en-Anjou et de Segré-en-Anjou Bleu, pour finalement reverser en 2024 les fractions suivantes de la part communale de l'accise sur l'électricité :

- à la commune de Baugé-en-Anjou : 142 584,48 € au lieu de 143 797,50 €, soit une différence de 1 213,02 € résultant du calcul suivant :

$55 \% \times [261\,450 \times (3\,312\,930\,831 / 3\,501\,488\,760) \times 1,048] = 142\,584,48 \text{ €} ;$

- à la commune de Segré-en-Anjou Bleu : 205 327,90 € au lieu de 207 074,70 €, soit une différence de 1 746,80 € résultant du calcul suivant :

$42 \% [493\,035 \times (3\,312\,930\,831 / 3\,501\,488\,760) \times 1,048] = 205\,327,90 \text{ €}.$

Pour régulariser la situation, il est proposé :

- de demander à la commune de Baugé en Anjou de verser au Syndicat la somme de 1 213,02 € ;
- de demander à la commune de Segré-en-Anjou Bleu de verser au Syndicat la somme de 1 746,80 €.

B - DÉTERMINER DE NOUVELLES MODALITÉS DE CALCUL DE LA FRACTION DU PRODUIT DE LA PART COMMUNALE DE LA TAXE (TICFE-C) REVERSÉ PAR LE SIÉML AUX

COMMUNES DE BAUGÉ-EN-ANJOU ET DE SEGRÉ-EN-ANJOU BLEU POUR LES ANNÉES 2025 ET SUIVANTES

Par ailleurs, il est nécessaire que le Syndicat et les communes de Baugé-en-Anjou et de Segré-en-Anjou Bleu s'accordent sur de nouvelles modalités de calcul du montant d'une fraction du produit de la part communale de la taxe (TICFE-C) reversée par le Siéml aux communes de Baugé-en-Anjou et de Segré-en-Anjou Bleu pour les années 2025 et suivantes. Ces nouvelles modalités seraient déterminées sur la base d'un principe d'équilibre entre territoires et affectation historique de la ressource, tout en respectant les modalités d'actualisation de la part communale de l'accise sur l'électricité fixées par le législateur.

A cette fin, Il est proposé de retenir un pourcentage servant à déterminer la fraction du produit de la part communale de la taxe (TICFE-C) reversé par le Siéml aux communes de Baugé-en-Anjou et de Segré-en-Anjou Bleu, identique à celui retenu jusqu'à présent, soit 55 % pour Baugé-en-Anjou et 42 % pour Segré-en-Anjou Bleu. Il est également proposé d'appliquer ce pourcentage au montant de la part communale de l'accise sur l'électricité correspondant au produit perçu en N - 1 multiplié par le rapport entre les quantités d'électricités consommées sur le territoire des communes pour lesquelles le Syndicat perçoit directement la TICFE-C en N - 2 et en N - 3 et l'évolution de l'indice des prix à la consommation (IPC) hors tabac entre N - 1 et N - 2.

La formule de calcul retenue serait alors la suivante :

- pour la commune de Baugé-en-Anjou :

$55 \% \times [\text{montant de l'accise N - 1} \times (\text{quantités d'électricité consommées sur le territoire des communes pour lesquelles le Syndicat perçoit directement la TICFE-C N - 2} / \text{quantités d'électricité consommées sur le territoire des communes pour lesquelles le Syndicat perçoit directement la TICFE-C N-3}) \times (\text{IPC N - 1} / \text{N - 2})]$;

- pour la commune de Segré-en-Anjou Bleu :

$42 \% \times [\text{montant de l'accise N - 1} \times (\text{quantités d'électricité consommées sur le territoire des communes pour lesquelles le Syndicat perçoit directement la TICFE-C N - 2} / \text{quantités d'électricité consommées sur le territoire des communes pour lesquelles le Syndicat perçoit directement la TICFE-C N - 3}) \times (\text{IPC N - 1} / \text{N - 2})]$;

C -DÉTERMINER LE MONTANT DE RÉFÉRENCE DU PRODUIT DE LA PART COMMUNALE DE LA TAXE (TICFE-C) DES COMMUNES DE BAUGÉ-EN-ANJOU ET DE SEGRÉ-EN-ANJOU BLEU DE L'ANNÉE 2024, À ACTUALISER CHAQUE ANNÉE

Il est proposé que la fraction du produit de la part communale de la taxe (TICFE-C) à reverser par le Siéml à chaque commune au titre de l'année 2025 soit calculée en reprenant les modalités de calcul mentionnées ci-avant.

Comme indiqué précédemment, l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2024 n'a pas déterminé la ventilation par commune de l'accise sur l'électricité perçue au titre de l'année 2024. Dès lors, il est proposé de retenir le montant actualisé de l'accise sur l'électricité en 2024 et pris en compte par le Siéml pour calculer le reversement en 2024 de la fraction de la taxe à chacune d'entre elles. Le reversement en 2025 de la fraction de la part communale de la TICFE serait donc calculé en retenant comme montant actualisé de l'accise 2024 la somme de 259 244,51 € pour la commune de Baugé-en-Anjou et de 488 875,94 € pour la commune de Segré-en-Anjou Bleu.

La fraction du produit de la part communale de la taxe (TICFE-C) à reverser par le Siéml à chaque commune au titre de l'année 2025 serait donc calculée selon la formule suivante :

- pour la commune de Baugé-en-Anjou :

$55 \% \times [259\,244,51 \times (\text{quantités d'électricité consommées sur le territoire des communes pour lesquelles le Syndicat perçoit directement la TICFE-C 2023} / \text{quantités d'électricité consommées sur le territoire des communes pour lesquelles le Syndicat perçoit directement la TICFE-C 2022}) \times (\text{IPC 2024} / \text{2023})]$;

- pour la commune de Segré-en-Anjou Bleu :

$42 \% \times [488\,875,94 \times (\text{quantités d'électricité consommées sur le territoire des communes pour lesquelles le Syndicat perçoit directement la TICFE-C 2023} / \text{quantités d'électricité consommées sur le territoire des communes pour lesquelles le Syndicat perçoit directement la TICFE-C 2022}) \times \text{IPC } 2024 / 2023]$.

Il est proposé au comité syndical, dans les conditions exposées ci-avant :

sous réserve de l'inscription des crédits correspondants au budget principal du Siéml :

- **d'approuver** le versement par la commune de Baugé-en-Anjou au Siéml de la somme de 1 213,02 €;
- **d'approuver** le versement par la commune de Segré-en-Anjou Bleu au Siéml de la somme de 1 746,80 € ;
- **d'approuver** que le reversement par le Siéml aux communes de Baugé-en-Anjou et de Segré-en-Anjou Bleu au titre des années 2025 et suivantes d'une somme résultant de l'application d'un pourcentage respectivement de 55 % et de 42 % au montant de la part communale de l'accise sur l'électricité correspondant au produit perçu en N-1 multiplié par le rapport entre les quantités d'électricités consommées sur le territoire des communes pour lesquelles le Syndicat perçoit directement la TICFE-C en N-2 et en N-3 et l'évolution de l'indice des prix à la consommation (IPC) hors tabac entre N-1 et N-2.

Soit la formule de calcul suivante :

- pour la commune de Baugé-en-Anjou :

$55 \% \times [\text{montant de l'accise N - 1} \times (\text{quantités d'électricité consommées sur le territoire des communes pour lesquelles le Syndicat perçoit directement la TICFE-C N - 2} / \text{quantités d'électricité consommées sur le territoire des communes pour lesquelles le Syndicat perçoit directement la TICFE-C N - 3}) \times (\text{IPC N - 1} / \text{N - 2})]$;

- pour la commune de Segré-en-Anjou Bleu :

$42 \% \times [\text{montant de l'accise N-1} \times (\text{quantités d'électricité consommées sur le territoire des communes pour lesquelles le Syndicat perçoit directement la TICFE-C N-2} / \text{quantités d'électricité consommées sur le territoire des communes pour lesquelles le Syndicat perçoit directement la TICFE-C N-3}) \times (\text{IPC N-1} / \text{N-2})]$;

- d'approuver que le reversement au titre de l'année 2025 de la fraction de la part communale de la TICFE soit calculé en retenant comme montant de l'accise 2024 la somme de 259 244,51 € pour la commune de Baugé-en-Anjou et de 488 875,94 € pour la commune de Segré-en-Anjou Bleu et, par voie de conséquence, la formule de calcul suivante :

- pour la commune de Baugé-en-Anjou :

$55 \% \times [259\,244,51 \times (\text{quantités d'électricité consommées sur le territoire des communes pour lesquelles le Syndicat perçoit directement la TICFE-C 2023} / \text{quantités d'électricité consommées sur le territoire des communes pour lesquelles le Syndicat perçoit directement la TICFE-C 2022}) \times (\text{IPC } 2024 / 2023)]$;

- pour la commune de Segré-en-Anjou Bleu :

$42 \% \times [488\,875,94 \times (\text{quantités d'électricité consommées sur le territoire des communes pour lesquelles le Syndicat perçoit directement la TICFE-C 2023} / \text{quantités d'électricité consommées sur le territoire des communes pour lesquelles le Syndicat perçoit directement la TICFE-C 2022}) \times \text{IPC } 2024 / 2023]$.

Il est précisé que compte tenu du fait que le produit de la part communale de l'accise sur l'électricité est versé mensuellement au syndicat, le reversement de la fraction de TICFE-C s'effectuera en deux étapes : 50 % du montant dû sera versé en juin (calculé sur la base du montant de l'année N - 1), et le solde en novembre ou, en tout état de cause avant la fin de l'exercice en cours.

10. Modification des durées d'amortissement pour les immobilisations du budget annexe relatif au service public de production et distribution de chaleur ou de froid (SPPDCF)**Rapporteur : M. Éric TOURON**

Lors du comité syndical du 26 mars 2024, vous avez adopté la délibération n°18/2024 créant la régie et le budget annexe relatifs au service public de production et distribution de chaleur ou de froid. Ce budget annexe a vocation à suivre les dépenses et les recettes en lien avec ce service. Il concerne les réseaux de chaleur qui feront l'objet d'une gestion en régie par le syndicat.

La délibération n°43/2024 du 02 juillet 2024 fixe les durées d'amortissement des immobilisations (biens acquis ou constructions) qui sont réalisées dans le cadre de ce budget.

L'amortissement est la constatation comptable de la dépréciation de la valeur des éléments d'actifs et permet de dégager les ressources nécessaires à leur renouvellement. Ce procédé permet donc de faire apparaître à l'actif la valeur réelle des immobilisations et de lisser dans le temps la charge relative à leur remplacement. Une charge est en effet constatée dans la section d'exploitation, avec en contrepartie une ressource en section d'investissement.

L'instruction budgétaire et comptable M4 relative à la gestion des services publics industriels et commerciaux mentionne des durées indicatives pour l'amortissement des biens. Il appartient à l'assemblée délibérante d'en décider librement, après consultation du conseil d'exploitation de la régie.

La délibération initiale doit être complétée afin d'ajouter des durées d'amortissement pour différents types de biens imputés aux comptes 2128 « Agencements et aménagements de terrains - autres terrains », 2158 « Installations, matériels et outillage techniques-autres » et 2188 « Autres immobilisations corporelles ».

Le Conseil d'exploitation de la régie qui s'est tenu le 3 juin dernier, a émis un avis favorable sur les durées d'amortissement des biens de la régie telles que jointes en annexe, en tant qu'élément pris en compte pour la détermination du tarif payé par l'abonné.

Il est proposé au comité syndical, dans les conditions exposées ci-avant :

- **de fixer** la durée d'amortissement du compte 2128 « Agencements et aménagements de terrains - autres terrains » à 25 ans ;
- **de fixer** la durée d'amortissement du compte 2158 « Installations, matériels et outillage techniques-autres » à 15 ans ;
- **de fixer** la durée d'amortissement du compte 2188 « Autres immobilisations corporelles » à 10 ans ;
- **de préciser** que l'amortissement sera réalisé selon la méthode linéaire.

MODIFICATION DES DURÉES D'AMORTISSEMENT POUR LES IMMOBILISATIONS DU BUDGET ANNEXE RELATIF AU SERVICE PUBLIC DE PRODUCTION ET DISTRIBUTION DE CHALEUR OU DE FROID (SPPDCF)

Annexe au rapport n° XX présenté au Comité syndical le 24 Juin 2025

Les durées d'amortissement des biens du budget annexe de la régie service public de production et de distribution de chaleur ou de froid sont fixés comme ci-dessous :

COMPTES	LIBELLÉS DES BIENS AMORTISSABLES	DURÉES AMORTISSEMENT PROPOSÉES
Immobilisations incorporelles		
2031	Frais d'études non suivis de réalisation	5 ans
2051	Logiciels	2 ans
Immobilisations corporelles		
2128	<i>Agencements et aménagements de terrains - autres terrains</i>	25 ans
2158	<i>Installations, matériels et outillage techniques-autres</i>	15 ans
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	4 ans
2188	<i>Autres immobilisations corporelles</i>	10 ans
21731	Constructions Bâtiments	25 ans
21735	Installations générales, agencements et aménagements divers (chaufferie)	20 ans
21738	Autres constructions (réseaux)	30 ans
	Biens de faible valeur inférieur à 1 525 € HT	1 an

11. Modification de la régie menues dépenses - Ouverture d'un compte de dépôt de fonds**Rapporteur : M. Éric TOURON**

L'article 201 de la loi de finances du 28 décembre 2018 a introduit des modifications significatives concernant la gestion des espèces au sein des collectivités territoriales. En particulier, elle prévoit la suppression des espèces au guichet du réseau de la direction générale des Finances publiques (DGFIP). Cette évolution vise à moderniser les pratiques de gestion financière et à renforcer la sécurité des opérations.

Actuellement, le Siéml dispose d'une régie d'avance en numéraire, qui permet de gérer occasionnellement les petites dépenses courantes (carburant, frais d'affranchissement, petites fournitures de bureau, petites fournitures pour fêtes et cérémonies, tickets de transport, ...).

Elle a été instituée par une délibération du bureau du 7 juillet 1969 pour un montant maximum de 750 €.

Avec la suppression des espèces au guichet de la DGFIP au 31 décembre 2024, il est impératif d'adapter notre fonctionnement pour garantir la continuité de cette régie.

Pour répondre à cette nouvelle réglementation, le service de gestion comptable d'Angers propose d'ouvrir un compte de dépôt de fonds. Ce compte permettra de gérer les avances de manière sécurisée et efficace. Les fonds nécessaires au fonctionnement de la régie seront déposés sur ce compte, le régisseur pourra disposer d'une carte bleue pour effectuer des paiements directement à partir du compte de dépôt ou pour effectuer des retraits de numéraires.

L'ouverture, la gestion du compte et les opérations bancaires seront gratuites (cf. annexe).

Les dépôts et les retraits en numéraires devront être réalisés auprès d'une agence de la Banque postale, partenaire de la DGFIP.

Il vous est donc demandé de bien vouloir autoriser le Président à signer une demande d'ouverture de compte et la modification de l'acte constitutif de la régie afin de modifier les modalités de paiement de cette dernière pour introduire la possibilité du paiement en carte bleue.

Il est proposé au comité syndical, dans les conditions exposées ci-avant :

- D'approuver l'ouverture d'un compte de dépôts de fond au Trésor (DFT) pour la gestion de la régie d'avance de menues dépenses du Siéml ;
- d'autoriser le Président à signer tous les documents y afférent.



DÉPÔTS DE FONDS AU TRÉSOR

Tarification¹ des opérations bancaires au 1^{er} avril 2025

1 - LA GESTION DU COMPTE

- > **LA TENUE DE COMPTE** : Ouverture / Tenue / Fermeture du compte de dépôts / délivrance d'un relevé d'identité bancaire (IBAN / BIC) Gratuit
- > **Les relevés de compte mensuels** Gratuit

2 - LA BANQUE À DISTANCE

- > **LE SERVICE DE BANQUE EN LIGNE** :
 - Adhésion au service Gratuit
 - Consultation (hors frais de communication et d'équipement) Gratuit
 - Émission d'opérations de virements (virements internes ou virements SEPA) ... Gratuit

3 - LES ÉCHANGES DE DONNÉES INFORMATISÉES

- > **LA DÉMATÉRIALISATION DE VOS OPÉRATIONS DE PAIEMENT**
 - Remise du logiciel DVP ou DVP Web (pour la confection des fichiers de virements et de prélèvement au format SEPA) Gratuit
 - Remise du logiciel EVE (pour la confection des fichiers de virements internationaux) Gratuit
- > **LA TÉLÉTRANSMISSION DE VOS FICHIERS**
 - Adhésion à un service de télétransmission (hors frais de communication et d'équipement) Gratuit
 - Télétransmission de vos fichiers (hors frais interbancaires) Gratuit

4 - LES MOYENS DE PAIEMENT POUR ENCAISSER DES RECETTES

- > **LES CHÈQUES**
 - Remise de chèques en euros payables en France Gratuit (hors frais d'affranchissement pour l'envoi au centre prestataire - DFT - CPD)
 - Commande de tickets de remise personnalisés Gratuit
 - Envoi de tickets de remise personnalisés Frais d'envoi en recommandé
- > **LES DÉPÔTS EN NUMÉRAIRE** Gratuit (hors coût acquisition des sacs scellés)
- > **LES VIREMENTS REÇUS**
 - Réception de virements en euros de l'espace SEPA Gratuit
 - Réception de virements hors zone SEPA exprimés en euros ou en devises Montant variable en fonction de l'option choisie par le donneur d'ordre et des frais de correspondants²
- > **LE PRÉLÈVEMENT SEPA**
 - Prélèvement SEPA ordinaire Gratuit
- > **LES ENCAISSEMENTS PAR CARTE BANCAIRE**
(Si vous avez opté pour un dispositif d'encaissement par carte bancaire)³
 - Commissionnement « Petit Montant » (Sauf COM) – Carte CB + UE - Montant inférieur ou égal à 20,00 € 0,20 % de la transaction + forfait de 0,03 € par transaction
 - Clients Secteur Public Local⁴ et Hors SPL (Sauf COM) – Carte CB + UE Montant supérieur à 20,00 € 0,40 % de la transaction + forfait de 0,06 € par transaction
 - Clients Secteur Public Local et Hors SPL (Sauf Com) - Carte Hors UE tous montants 0,68 % de la transaction + forfait de 0,06 € par transaction
 - Commerçants COM - Toutes cartes, tous montants 0,30 % de la transaction + forfait de 0,10 € par transaction

CB : Cartes portant le logo Carte Bancaire

UE / HUE : Zone géographique de la banque émettrice de la carte (Europe ou Hors Europe)

COM : Collectivités d'outre-Mer (Polynésie Française, Nouvelle Calédonie, Îles de Wallis et Futuna)

> **LCR / BOR / EFFETS DE COMMERCE**

- Présentation Gratuit

5 - LES MOYENS DE PAIEMENT POUR PAYER DES DÉPENSES

> LES CHÈQUES

- Commande d'un chéquier barré / non barré	Gratuit / soumis au droit de timbre ⁵
- Envoi du chéquier	Frais d'envoi en recommandé
- Renouvellement automatique	Gratuit
- Commande de lettres-chèques	Selon barème établi par le fournisseur ⁶ pour la partie lettre

> LES RETRAITS DE NUMÉRAIRE

Gratuit

> LES VIREMENTS EN EUROS DANS L'ESPACE SEPA⁷

- Les virements SEPA émis	Gratuit
- Les virements internes vers un autre compte DFT	Gratuit
- Les virements unitaires urgents (ex-VGM)	2,20 €

> LES VIREMENTS INTERNATIONAUX⁸ (télétransmission)

- Virement en devises émis vers l'étranger	Gratuit ⁹ pour option BEN et SHARE, 10,00€ ¹⁰ par opération pour option OUR
- Virement en euros émis vers l'étranger	Gratuit ¹¹ pour option BEN et SHARE, 10,00€ ¹² par opération pour option OUR

> LES PRÉLÈVEMENTS

- Création du mandat de prélèvement SEPA ordinaire	Gratuit
- Création du mandat de prélèvement SEPA inter-entreprises	Gratuit
- Domiciliation d'un TIP SEPA	Gratuit

> LES OPÉRATIONS PAR CARTE BANCAIRE

- Confection et envoi de la carte et du code confidentiel et du mot de passe 3DS	Gratuit
- Modification des plafonds	Gratuit

Opérations effectuées en France ou dans un pays de la zone euro :

• Paiement	Gratuit
• Retrait au guichet d'une agence	5 € par opération
• Retrait DAB	Gratuit ¹⁴

Opérations effectuées dans un pays hors zone euro¹³ :

• Paiement	2,15 % du montant de la transaction
• Retrait au guichet d'une agence	5 € + 2,15 % du montant du retrait
• Retrait DAB	2,15 % du montant du retrait

> LCR/BOR/EFFETS DE COMMERCE

- Émission	Gratuit
------------------	---------

6 - LES OPÉRATIONS EXCEPTIONNELLES

> LES INCIDENTS DE FONCTIONNEMENT

- Représentation automatique des chèques impayés pour absence de provision (REPIIM)	Gratuit
- Rejet de chèque remis à l'encaissement pour absence de provision ou autre motif	Gratuit
- Réception d'un rejet de LCR présentée à l'encaissement	Gratuit
- Réception d'un rejet de TIP SEPA émis	Gratuit
- Demande par le client DFT de rejet d'un TIP SEPA/Télérèglement reçu sur le compte DFT	Gratuit
- Mise en suspens d'une opération pour insuffisance de provision	Les intérêts débiteurs dus à l'État sont liquidés au taux annuel de 5%

> LES OPÉRATIONS CONNEXES SUR VIREMENTS/PRÉLÈVEMENTS

- Réception de rejet de virement/prélèvement émis ¹⁵	Gratuit
- Demande de rejet de virement/prélèvement SEPA reçu sur le compte DFT	Gratuit
- Annulation d'un virement/prélèvement SEPA émis à tort ¹⁶	Gratuit
- Rejet de prélèvement SEPA (demande de remboursement par le débiteur d'une opération autorisée ou non et réception d'un rejet de prélèvement SEPA/retour après la date de règlement)	Gratuit

> LES OPPOSITIONS

- Sur chéquier ou chèque	Gratuit
- Sur carte bancaire/prélèvement	Gratuit

7 - LES PRESTATIONS DIVERSES

Recherche de document :

• simple recherche : sur opération ou document de moins d'un an	Gratuit
• recherche complexe : sur opération ou document de plus d'un an	4,50 € par opération ou document
- Frais de recherche sur fichier archivé (dont relevé CFONB 120)	5 € par document
- Duplicata de pièce (relevé de compte, copie de chèque,...)	0,50 € à l'unité

8 - LES PLACEMENTS

- Ouverture / Clôture compte à terme	Gratuit
- Ouverture / Modification / Clôture des comptes-titres	Gratuit
- Frais de garde	Gratuit
- Commission de souscription / rachat sur OPCVM (frais d'entrée / frais de sortie)	Sous conditions – Contacter votre teneur de compte
- Commission de souscription complémentaire sur OPCVM hors gamme interne	15 € par avis d'opération
- Frais sur opérations de bourse Domestique :	
• obligations	3 € fixe jusqu'à 100 000 €, 0,05 % sur le montant de la transaction au-delà de 100 000 € avec un maximum de 5 000 €
• actions et autres instruments listés	3 € fixe jusqu'à 10 000 €, 0,1 % sur le montant de la transaction au-delà de 10 000 €
- Frais sur opérations de bourse étrangère	Tarification disponible auprès de votre teneur de compte

(1) Aucun tarif n'est soumis à la TVA.

(2) Selon l'option choisie :

OUR : tous frais et commissions à la charge du donneur d'ordre

BEN : tous frais et commissions à la charge du bénéficiaire

SHARE : commission prélevée par la banque de l'émetteur : à la charge de celui-ci, les autres frais à la charge du bénéficiaire. Cette option est obligatoire pour les virements en euros dans l'Espace Économique Européen.

(3) Plusieurs options d'encaissement par carte bancaire sont possibles : encaissement sur place (par terminal de paiement électronique ou automate de paiement) ou encaissement à distance (par téléphone ou par internet). Vos besoins peuvent être identifiés avec votre teneur de compte. Aucun équipement d'encaissement carte bancaire n'est fourni par la DGFiP. Les frais d'équipement technique (achat ou location) auprès d'un prestataire sont à votre charge.

(4) Régies des collectivités territoriales, structures intercommunales (communauté de communes, communauté d'agglomérations, syndicat intercommunal, ...) ou établissements publics locaux et établissements publics de santé.

(5) Conformément à l'article 916A du Code Général des Impôts, les formules de chèques non barrés sont soumises à un droit de timbre de 1,50 € par formule, à l'exception des chèques destinés au paiement d'aides et de secours, ou délivrés aux régies d'État.

(6) Ce barème peut vous être communiqué sur demande auprès de votre teneur de compte.

(7) Les virements SEPA sont :

- des virements à destination de la zone SEPA c'est-à-dire à destination de la France, des autres pays de l'Espace Économique Européen, de la Suisse, de Monaco, de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie Française et de Wallis-et-Futuna ;
- libellés en euros, au profit de bénéficiaires titulaires de comptes ouverts sur les livres des banques situées dans l'espace SEPA et adhérentes ;
- les BIC et IBAN sont obligatoirement renseignés ;
- gratuits pour les émetteurs titulaires de comptes DFT. Le bénéficiaire supporte les frais éventuels de sa banque.

(8) Les virements internationaux sont essentiellement des virements libellés en devises.

(9) Sauf frais de change et frais pour virement incomplet ou erroné nécessitant un retraitement manuel.

(10) Montant susceptible d'évoluer chaque année en fonction des frais réels payés auprès des correspondants bancaires (facturés par les correspondants bancaires).

(11) Sauf frais pour virement incomplet ou erroné nécessitant un retraitement manuel.

(12) Montant susceptible d'évoluer chaque année en fonction des frais réels payés auprès des correspondants bancaires (facturés par les correspondants bancaires).

(13) la tarification relative aux transactions CB «hors zone EUROS» est inapplicable à ce jour pour des raisons techniques. Les frais dit «Mark-Up» sont exprimés sur les relevés de compte à titre informatif

(14) Des frais sont susceptibles d'être retenus par une banque utilisant un autre réseau que le réseau CB.

(15) Des frais sont susceptibles d'être retenus par une banque rejetant un prélèvement.

(16) Des frais sont susceptibles d'être retenus par une banque rejetant un virement suite à une réponse positive à Recall.

12. Transformation et créations de postes et modification du tableau des emplois et des effectifs du Siéml

Rapporteur : M. Frédéric PAVAGEAU

Conformément à l'article 313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant.

Il appartient donc au comité syndical de fixer l'effectif des emplois à temps complet et à temps non complet nécessaires au fonctionnement des services.

Le tableau des effectifs constitue la liste des emplois ouverts budgétairement pourvus ou non, classés par filières, cadres d'emplois et grades et distingués par une durée hebdomadaire de travail déterminée en fonction des besoins du service. La nécessité d'un pilotage actif et réaliste des emplois permet d'indiquer, plusieurs fois au cours d'un exercice budgétaire, les mises à jour relevant soit des créations, des suppressions ou transformations de postes (changements de cadres d'emplois, de grades, de temps de travail etc.).

La création des emplois d'apprentis sont également présentés à l'occasion de ces mises à jour.

1- TRANSFORMATION D'EMPLOI PERMANENT

Lors de la séance du comité syndical du 24 mars 2024, les délégués ont décidé la création d'un emploi permanent de coordinateur.rice administratif et financier au sein du pôle Stratégie énergétique territoriale et accompagnement opérationnel (SETAO). Ce poste, ouvert aux cadres d'emploi des rédacteurs et des attachés territoriaux, a pour vocation d'apporter un soutien organisationnel à ce pôle, de renforcer la gestion administrative et financière transversale, d'optimiser le pilotage des activités et de faciliter le déploiement du contrôle de gestion.

La procédure de recrutement engagée sur les cadres d'emplois de la filière administrative n'ayant pas abouti, l'attention s'est portée sur un profil relevant de la filière technique. Afin de permettre la mutation de l'agent retenu, il est proposé d'ouvrir l'emploi aux cadres d'emplois de technicien territorial et d'ingénieur territorial.

2- CRÉATIONS DE DEUX NOUVEAUX POSTES D'APPRENTIS

A- CONTEXTE

Lors de la séance du comité syndical du 25 mars 2025, les délégués ont pris acte du rapport d'orientations budgétaires, qui présentait notamment les projets de créations de postes permanents et non permanents pour l'exercice 2025.

Le budget prévisionnel 2025 intégrait à ce titre quatre postes en apprentissage, répartis au sein des services comme suit au 1er janvier 2025 :

Service concerné	Formation visée (ou équivalent)	Métier exercé au Siéml	Maître d'apprentissage	Dates de contrat
Pôle CCR	Licence professionnelle, DUT ou BUT en génie électrique, électrotechnique, génie civil	Chargé.e d'affaires en infrastructures et réseaux de distribution publique d'électricité	Responsable du secteur Centre ou Est.	9/09/2024 au 8/09/2027

Pôle EDTC / Service éclairage public	Master ou 3ème cycle en école d'ingénieur spécialisé dans les objets connectés.	Adjoint au responsable de projet « territoire connecté »	Responsable du projet Territoire connecté	25/09/2023 au 24/09/2026
Pôle EDTC / Service géomatique	Bachelor ingénierie informatique et cybersécurité	Géomaticien, adjoint à la responsable du service géomatique	Adjoint à la responsable du service géomatique	9/09/2024 au 8/09/2025
Pôle SETAO / Service planification, ingénierie et projets	Master aménagement du territoire, management de la mobilité durable.	Adjoint au responsable de projet mobilité durable	Responsable de projets en mobilité durable	9/09/2024 au 8/09/2025

Au 31 décembre 2025, la projection des effectifs prévoyait le maintien de quatre apprentis, bien que deux contrats d'apprentissage prennent fin au 9 septembre 2025. Cette projection s'appuyait sur l'hypothèse de futurs recrutements en remplacement, bien que les besoins des services n'étaient pas encore parfaitement formalisés. Nous envisageons de maintenir notre dynamique d'accueil d'apprentis, avec un objectif de quatre contrats en permanence, sous réserve de la faisabilité budgétaire. Pour l'exercice 2025, quatre postes ont d'ores et déjà été budgétés.

B- CRÉATIONS DE DEUX NOUVEAUX POSTES D'APPRENTIS

Il est proposé de recruter deux nouveaux apprentis à partir de la rentrée de septembre, à budget constant. Ces recrutements visent à répondre à des besoins identifiés en cours d'année.

Pour l'année 2025, le CNFPT participe aux frais de formation relatifs aux contrats d'apprentissage qui ciblent les seuls diplômes de niveaux 3, 4 et 5 inscrits au référentiel des diplômes corrélés aux métiers considérés.

Les deux contrats envisagés relevant des niveaux 6 et 7, aucune participation financière ne peut être envisagée.

Le dispositif du contrat d'apprentissage est présenté en annexe 1.

Service concerné	Formation visée (ou équivalent)	Métier du Siéml	Maître d'apprentissage	Dates de contrat
Pôle COR	Master Comptabilité, contrôle, audit ou MBA Système d'information et contrôle de gestion	Contrôleur de gestion, responsable du service finances	Responsable du service finances	01/09/2025 au 31/08/2027
Direction générale	Master 2 droit de l'énergie	Juriste	Responsable des affaires juridiques	8/09/2025 au 9/09/2026

a) apprenti au service finances

Dans un contexte de prospective financière et d'accompagnement au changement de logiciel financier, l'accueil d'un apprenti au sein du service finances permettrait d'apporter un appui opérationnel à la responsable de service. Ce renfort permettrait d'apporter :

- appui à la gestion budgétaire et financière ;
- soutien à la structuration et coordination du service comptable ;
- accompagnement au changement de logiciel financier.

b) apprenti à la direction générale

Bien que ce besoin n'ait pas été identifié en début d'année, la candidature spontanée d'un juriste en Master 2 « droit de l'énergie » apparaît ce jour comme une réelle opportunité. L'accueil de cet apprenti permettrait de :

- renforcer l'accompagnement juridique sur des dossiers complexes et innovants, notamment en matière de production d'énergie renouvelable ;
- soutenir le Siéml dans son rôle de personne morale organisatrice pour les projets d'autoconsommation collective ;
- limiter le recours aux cabinets d'avocats pour certaines études juridiques ;
- contribuer à la structuration juridique des projets de contrat d'achat direct d'énergie renouvelable.

Il est proposé au comité syndical, dans les conditions exposées ci-avant :

- **de transformer** l'emploi permanent susmentionné en l'ouvrant à la filière technique, sur les cadres d'emploi de technicien et ingénieur territorial ;
- **de créer** les deux (2) nouveaux emplois d'apprentis dans les conditions préalablement exposées ;
- **de modifier** le tableau des effectifs et des emplois du Siéml en conséquence, afin d'acter ces modifications ;
- **d'autoriser** le Président à lancer la procédure de recrutement ;
- **d'autoriser** le Président à signer tout document relatif à ce dispositif et notamment les contrats d'apprentissage ainsi que les conventions conclues avec le centre de formation d'apprentis ;

ANNEXE

Présentation du contrat d'apprentissage dans la fonction publique territoriale

Le contrat d'apprentissage est un contrat de droit privé grâce auquel l'employeur s'engage à assurer à un jeune une formation professionnelle complète, dispensée pour partie en entreprise et pour partie en centre de formation d'apprentis ou section d'apprentissage (article L. 6221-1 du code du travail). L'apprenti s'oblige, en retour, en vue de sa formation, à travailler pour cet employeur, pendant la durée du contrat, et à suivre cette formation.

L'apprentissage permet à des personnes âgées de 16 à 29 ans révolus d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans une structure publique ou privée ; aucune limite d'âge supérieure n'existe pour les travailleurs en situation de handicap. La formation en alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre.

L'apprentissage repose sur une relation tripartite entre le maître d'apprentissage au sein de la collectivité, l'équipe enseignante du centre de formation des apprentis (CFA) et l'apprenti, qui partagent le même objectif commun. C'est une voie de formation initiale qui permet d'apprendre concrètement un métier et qui donne lieu à la conclusion d'un contrat de travail de droit privé associant temps d'enseignement théorique à l'école et temps de formation pratique en milieu professionnel. La formation est l'objet central du contrat.

La fonction de maître d'apprentissage est remplie par un agent de la collectivité, reconnu pour ses qualités professionnelles, relationnelles et pédagogiques afin d'organiser et de coordonner au mieux la formation de l'apprenti en situation de travail.

Il/elle doit :

- détenir le diplôme ou titre correspondant à la finalité du diplôme ou du titre préparé par l'apprenti et d'un niveau au moins équivalent, et justifier d'une année d'exercice d'une activité professionnelle en rapport avec la qualification préparée ;
- ou justifier de 2 ans d'exercice d'une activité professionnelle en rapport avec la qualification préparée par l'apprenti.

La rémunération de l'apprenti-e est calculée en fonction de l'âge et du diplôme préparé. Elle s'exprime en pourcentage du SMIC (1 709,28 € au 1er janvier 2023 pour un contrat de 35 heures).

	MOINS DE 18 ANS	18 A 20 ANS	21-25 ANS	26 ANS ET PLUS
1ERE ANNEE	27% SMIC 486,49 €	43% SMIC 774,77 €	53% SMIC 954,95 €	100 % SMIC 1 801,80 €
2EME ANNEE	39 % SMC 702,70 €	51 % SMIC 918,92 €	61 % 1 099,10 €	100 % SMIC 1 801,80 €
3EME ANNEE	55 % SMIC 990,99 €	67 % SMIC 1 207,21 €	78 % SMIC 1 405,40 €	100 % SMIC 1 801,80 €

Ce dispositif s'accompagne d'exonérations de charges patronales d'assurances sociales et d'allocations familiales.

Tableau des emplois permanents et des effectifs 2025

Légende

	Poste à pourvoir
	Poste à modifier

TABLEAU DES EMPLOIS											TABLEAU DES EFFECTIFS					
Pôle	Service	Unité	Poste	Permanent	Tps Complet	Filière	Catégorie	Grade mini	Grade maxi	Collégiale	Grade pourvu	H/F	Budgété	Pourvu	Nature du contrat	
COB	Communication	Encadrement	Responsable de service	Ou	Ou	Administrative	A	Attaché	Attaché principal	A	Attaché	F	1	1	CDD	
COB	Communication	Communication interne et externalisation	Chargé de communication et externalisation	Ou	Ou	Administrative	B	Rédacteur	Rédacteur principal 1 cl	B	Rédacteur principal 1 cl	F	1	1	Titulaire	
COB	Communication	Graphisme et réseaux sociaux	Graphiste / community manager	Ou	Ou	Administrative	B/A	Rédacteur	Attaché	A	Attaché	F	1	1	CDD	
COB	Finances et achat public	Comptabilité	Gestionnaire budgétaire et comptable	Ou	Ou	Administrative	C/B	Adjoint administratif	Rédacteur principal 1 cl	C	Adjoint administratif pal 1 cl	F	1	0	Titulaire	
COB	Finances et achat public	Comptabilité	Comptable	Ou	Ou	Administrative	C	Adjoint administratif	Adjoint administratif pal 1 cl	C	Adjoint administratif	F	1	1	Titulaire	
COB	Finances et achat public	Comptabilité	Comptable	Ou	Ou	Administrative	C	Adjoint administratif	Adjoint administratif pal 1 cl	C	Adjoint administratif pal 1 cl	F	1	1	Titulaire	
COB	Finances et achat public	Comptabilité	Coordonnateur budgétaire et comptable	Ou	Ou	Administrative	C/B	Adjoint administratif	Rédacteur principal 1 cl	C	Adjoint administratif pal 1 cl	H	1	1	Titulaire	
COB	Finances et achat public	Comptabilité	Comptable	Ou	Ou	Administrative	C	Adjoint administratif	Adjoint administratif pal 1 cl	C	Adjoint administratif pal 1 cl	F	1	1	Titulaire	
COB	Finances et achat public	Achat public	Acheteur public	Ou	Ou	Administrative	B	Rédacteur	Rédacteur principal 1 cl	B	Rédacteur principal 1 cl	F	1	1	CDD	
COB	Finances et achat public	Achat public	Acheteur public	Ou	Ou	Administrative	B	Rédacteur	Rédacteur principal 1 cl	B	Rédacteur	F	1	1	CDD	
COB	Finances et achat public	Achat public	Assistante administrative	Ou	Ou	Administrative	C	Adjoint administratif	Adjoint administratif pal 1 cl	C	Adjoint administratif	F	1	1	Titulaire	
COB	Finances et achat public	Encadrement	Responsable de service	Ou	Ou	Administrative	A	Attaché	Attaché principal	A	Attaché principal	F	1	1	Titulaire	
COB	Finances et achat public	Achat public	Responsable d'unité	Ou	Ou	Administrative	A	Attaché	Attaché	A	Attaché	H	1	1	Titulaire	
COB	Finances et achat public	Contrôle de gestion et contrôle interne	Chargé du contrôle de gestion et du contrôle interne	Ou	Ou	Administrative	A	Attaché	Attaché	A	Attaché	H	1	1	Titulaire	
COB	Ressources humaines et moyens généraux	Moyens généraux	Assistante moyens généraux	Ou	Ou	Administrative	C/B	Adjoint administratif	Rédacteur principal 1 cl	C	Adjoint administratif pal 1 cl	F	1	1	Titulaire	
COB	Ressources humaines et moyens généraux	Ressources humaines	Responsable d'unité	Ou	Ou	Administrative	B	Rédacteur	Rédacteur principal 1 cl	B	Rédacteur	F	1	1	Titulaire	
COB	Ressources humaines et moyens généraux	Ressources humaines	Gestionnaire carrière et paie	Ou	Ou	Administrative	B	Rédacteur	Rédacteur principal 1 cl	B	Rédacteur principal 1 cl	F	1	0	Titulaire	
COB	Ressources humaines et moyens généraux	Ressources humaines	Assistante RH/MG	Ou	Ou	Administrative	C	Adjoint administratif	Adjoint administratif pal 1 cl	C	Adjoint administratif	F	1	1	Titulaire	
COB	Ressources humaines et moyens généraux	Moyens généraux	Responsable d'unité	Ou	Ou	Administrative	C/B	Adjoint administratif	Rédacteur principal 1 cl	C	Adjoint administratif pal 2 cl	H	1	1	Titulaire	
COB	Ressources humaines et moyens généraux	Ressources humaines	Gestionnaire emplois et parcours professionnels	Ou	Ou	Administrative	C/B	Adjoint administratif	Rédacteur principal 1 cl	C	Adjoint administratif pal 1 cl	F	1	1	Titulaire	
COB	Ressources humaines et moyens généraux	Moyens généraux	Gestionnaire assurance et patrimoine	Ou	Ou	Administrative	C/B	Adjoint administratif	Rédacteur principal 1 cl	C	Adjoint administratif pal 1 cl	F	1	1	Titulaire	
COB	Ressources humaines et moyens généraux	Encadrement	Responsable de service	Ou	Ou	Administrative	A	Attaché	Attaché principal	A	Attaché principal	F	1	1	Titulaire	
COB	S, archivage et gestion documentaire	Archivage et gestion documentaire	Responsable d'unité	Ou	Ou	Culturelle	A	Attaché cons.	Attaché cons.	A	Attaché cons.	F	1	1	CDD	
COB	S, archivage et gestion documentaire	Systèmes d'information	Technicien informatique	Ou	Ou	Technique	B	Technicien	Technicien principal de 1 cl	B	Technicien	H	1	1	CDD	
COB	S, archivage et gestion documentaire	Systèmes d'information	Responsable d'unité	Ou	Ou	Administrative	A	Attaché	Attaché principal	A	Attaché principal	H	1	1	Titulaire	
COB	S, archivage et gestion documentaire	Encadrement	Responsable de service	Ou	Ou	Technique/Administrative	A	Ingénieur/Attaché	Ingénieur pal / Attaché pal	A	Ingénieur pal / Attaché pal	F	1	0	Titulaire	
COB	Construction et Conception des Réseaux (CCR)	Instruction des autorisations d'urbanisme	Instructeur	Ou	Ou	Administrative	C	Adjoint administratif	Adjoint administratif pal 1 cl	C	Adjoint administratif	H	1	1	Titulaire	
COB	Construction et Conception des Réseaux (CCR)	Coordination technique et expertise réseaux	Coordonnatrice technique	Ou	Ou	Technique	A	Ingénieur	Ingénieur principal	A	Ingénieur	F	1	1	Titulaire	
COB	Construction et Conception des Réseaux (CCR)	Coordination administrative et financière	Coordonnatrice administrative et financière	Ou	Ou	Administrative	C/B	Adjoint administratif	Rédacteur principal 1 cl	C	Adjoint administratif pal 1 cl	F	1	1	Titulaire	
COB	Secteur Centre	Appui administratif et financier	Assistante de secteur	Ou	Ou	Administrative	C	Adjoint administratif	Adjoint administratif pal 1 cl	C	Adjoint administratif	F	1	1	Titulaire	
COB	Secteur Centre	Gestion affaires et travaux	Chargé d'affaires travaux	Ou	Ou	Technique	B	Technicien	Technicien principal de 1 cl	B	Technicien principal de 1 cl	H	1	1	Titulaire	
COB	Secteur Centre	Gestion affaires et travaux	Chargé d'affaires travaux	Ou	Ou	Technique	C/B	Adjoint technique	Technicien principal de 1 cl	C	Agent de maîtrise principal	F	1	1	Titulaire	
COB	Secteur Centre	Encadrement	Responsable de secteur	Ou	Ou	Technique	B/A	Technicien	Ingénieur	B	Technicien principal de 1 cl	H	1	1	Titulaire	
COB	Secteur Centre	Gestion affaires et travaux	Chargé d'affaires travaux	Ou	Ou	Technique	B	Technicien	Technicien principal de 1 cl	B	Technicien	F	1	1	Titulaire	
COB	Secteur Est	Appui administratif et financier	Assistante de secteur	Ou	Ou	Administrative	C	Adjoint administratif	Adjoint administratif pal 1 cl	C	Adjoint administratif	F	1	1	Titulaire	
COB	Secteur Est	Encadrement	Responsable de secteur	Ou	Ou	Technique	B/A	Technicien	Ingénieur	B	Technicien principal de 1 cl	H	1	1	Titulaire	
COB	Secteur Est	Gestion affaires et travaux	Chargé d'affaires travaux	Ou	Ou	Technique	B	Technicien	Technicien principal de 1 cl	B	Technicien	H	1	1	Titulaire	
COB	Secteur Est	Gestion affaires et travaux	Chargé d'affaires travaux	Ou	Ou	Technique	B	Technicien	Technicien principal de 1 cl	B	Technicien principal de 1 cl	H	1	1	Titulaire	
COB	Secteur Est	Gestion affaires et travaux	Chargé d'affaires travaux	Ou	Ou	Technique	B	Technicien	Technicien principal de 1 cl	B	Technicien	H	1	1	CDD	
COB	Secteur Nord / Nord-Ouest	Appui administratif et financier	Assistante de secteur	Ou	Ou	Administrative	C	Adjoint administratif	Adjoint administratif pal 1 cl	C	Adjoint administratif	F	1	1	Titulaire	
COB	Secteur Nord / Nord-Ouest	Gestion affaires et travaux	Chargé d'affaires travaux	Ou	Ou	Technique	B	Technicien	Technicien principal de 1 cl	B	Technicien	H	1	1	CDD	
COB	Secteur Nord / Nord-Ouest	Encadrement	Responsable de secteur	Ou	Ou	Technique	B	Technicien	Technicien principal de 1 cl	B	Technicien principal de 1 cl	H	1	1	CDD	
COB	Secteur Nord / Nord-Ouest	Gestion affaires et travaux	Chargé d'affaires travaux	Ou	Ou	Technique	B	Technicien	Technicien principal de 1 cl	B	Technicien principal de 2 cl	H	1	1	CDD	
COB	Secteur Sud-Ouest	Encadrement	Responsable de secteur	Ou	Ou	Technique	A	Ingénieur	Ingénieur	A	Ingénieur	H	1	1	Titulaire	
COB	Secteur Sud-Ouest	Gestion affaires et travaux	Chargé d'affaires travaux	Ou	Ou	Technique	B	Technicien	Technicien principal de 1 cl	B	Technicien	H	1	1	CDD	
COB	Secteur Sud-Ouest	Gestion affaires et travaux	Chargé d'affaires travaux	Ou	Ou	Technique	B	Technicien	Technicien principal de 1 cl	B	Technicien principal de 1 cl	H	1	1	CDD	
COB	Secteur Sud-Ouest	Gestion affaires et travaux	Chargé d'affaires travaux	Ou	Ou	Technique	B	Technicien	Technicien principal de 1 cl	B	Technicien principal de 1 cl	H	1	1	Titulaire	
COB	Secteur Sud-Ouest	Appui administratif et financier	Assistante de secteur	Ou	Ou	Administrative	C	Adjoint administratif	Adjoint administratif pal 1 cl	C	Adjoint administratif	F	1	1	Titulaire	
DE	Cellule d'appui stratégique	Gouvernance et affaires juridiques	Responsable des affaires juridiques	Ou	Ou	Administrative	A	Attaché	Attaché principal	A	Attaché principal	F	1	1	Titulaire	
DE	Cellule d'appui stratégique	Transformation de l'action publique	Responsable RSO et dossiers réservés	Ou	Non (3,6)	Administrative	A	Attaché	Attaché hors classe	A	Attaché hors classe	F	0,6	0,6	Titulaire	
DE	Cellule d'appui stratégique	Transformation de l'action publique	Chargé de mission contrôle des concours	Ou	Ou	Technique	B/A	Rédacteur	Attaché	B	Rédacteur principal 1 cl	F	1	1	Titulaire	
DE	Cellule d'appui stratégique	Transformation de l'action publique	Responsable prospective, contrôle et concertation	Ou	Ou	Administrative	A	Attaché	Attaché principal	A	Attaché	F	1	1	CDD	
DE	Cellule d'appui stratégique	Gouvernance et affaires juridiques	Responsable gouvernance et agenda	Ou	Ou	Administrative	B/A	Rédacteur	Attaché	B	Rédacteur principal 1 cl	F	1	1	Titulaire	
DE	Direction Générale	Direction Générale	Directeur général des services	Ou	Ou	Administrative	A	Administrateur	Administrateur	A	Administrateur	H	1	1	Titulaire	
DE	Direction Générale	Direction Générale	Directeur général adjoint	Ou	Ou	Technique	A	Ingénieur principal	Ingénieur hors classe	A	Ingénieur principal	H	1	1	Titulaire	
DE	Direction Générale	Direction Générale	Directeur général adjoint	Ou	Ou	Technique	A	Ingénieur principal	Ingénieur hors classe	A	Ingénieur hors classe	H	1	1	Titulaire	
DE	Direction Générale	Direction Générale	Directeur général adjoint	Ou	Ou	Technique	A	Ingénieur principal	Ingénieur hors classe	A	Ingénieur principal	H	1	1	Titulaire	
DE	Direction Générale	Direction Générale	Directrice générale adjointe	Ou	Ou	Administrative	A	Attaché principal	Attaché hors classe	A	Attaché principal	F	1	1	Titulaire	

EDTC	Éclairage public et territoire connecté	Territoire intelligent ALM	Représentant TI ALM	Oui	Oui	Technique	C/B	Adjoint technique	Technicien principal de 1 cl	C	Agent de maîtrise principal	H	1	1	Trésorier
EDTC	Éclairage public et territoire connecté	Éclairage public	Chargé d'affaires EP	Oui	Oui	Technique	B	Technicien	Technicien principal de 1 cl	B	Technicien	H	1	1	Trésorier
EDTC	Éclairage public et territoire connecté	Éclairage public	Chargé d'affaires EP	Oui	Oui	Technique	B	Technicien	Technicien principal de 1 cl	B	Technicien	H	1	1	CDI
EDTC	Éclairage public et territoire connecté	Encadrement	Responsable de service	Oui	Oui	Technique	B/A	Technicien	Ingénieur principal	B	Technicien principal de 1 cl	H	1	1	CDI
EDTC	Éclairage public et territoire connecté	Territoire intelligent ALM	Chargé d'affaires TI ALM	Oui	Oui	Technique	B	Technicien	Technicien principal de 1 cl	B	Technicien principal de 1 cl	H	1	0	Trésorier
EDTC	Éclairage public et territoire connecté	Éclairage public	Chargé d'affaires EP	Oui	Oui	Technique	B	Technicien	Technicien principal de 1 cl	B	Technicien	F	1	1	CDI
EDTC	Éclairage public et territoire connecté	Territoire connecté	Chef de projet territoire connecté	Oui	Oui	Technique	A	Ingénieur	Ingénieur principal	A	Ingénieur principal	H	1	1	CDI
EDTC	Éclairage public et territoire connecté	Appui administratif	Assistante territoire intelligent	Oui	Oui	Administrative	C	Adjoint administratif	Adjoint administratif pal 1 cl	C	Adjoint administratif pal 1 cl	F	1	1	Trésorier
EDTC	Éclairage public et territoire connecté	Territoire intelligent ALM	Chargé d'affaires TI ALM	Oui	Oui	Technique	B	Technicien	Technicien principal de 1 cl	B	Technicien	H	1	1	CDI
EDTC	Éclairage public et territoire connecté	Territoire connecté	Chargé d'affaires TC	Oui	Oui	Technique	B	Technicien	Technicien principal de 1 cl	B	Technicien	H	1	1	CDI
EDTC	Exploitation, Données et Territoire Connecté (EDTC)	Coordination administrative et financière	Coordonnatrice administrative et financière	Oui	Oui	Administrative	B/A	Rédacteur	Attaché	B	Rédacteur principal 1 cl	F	1	1	Trésorier
EDTC	Géomatique et données territoriales	PCRS	Géomaticien	Oui	Oui	Technique	B	Technicien	Technicien principal de 1 cl	B	Technicien principal de 2 cl	H	1	1	CDI
EDTC	Géomatique et données territoriales	SIG mutualisé	Géomaticien	Contrat de projet	Oui	Technique	B	Technicien	Technicien principal de 1 cl	B	Technicien	H	1	1	Projet
EDTC	Géomatique et données territoriales	SIG Interne	Géomaticien	Oui	Oui	Technique	B	Technicien	Technicien principal de 1 cl	B	Technicien principal de 2 cl	H	1	1	CDI
EDTC	Géomatique et données territoriales	Encadrement	Responsable de service	Oui	Oui	Technique	A	Ingénieur	Ingénieur principal	A	Ingénieur principal	F	1	1	CDI
EDTC	Géomatique et données territoriales	Acculturation et animation des données territoriales	Géomaticien	Oui	Oui	Technique	C/B	Adjoint technique	Technicien principal de 1 cl	C	Agent de maîtrise principal	H	1	1	Trésorier
EDTC	Géomatique et données territoriales	PCRS	Géomaticienne	Oui	Oui	Technique	C/B	Adjoint technique	Technicien principal de 1 cl	C	Adjoint technique	F	1	1	Trésorier
EDTC	Géomatique et données territoriales	SIG mutualisé	Géomaticien	Contrat de projet	Oui	Technique	B	Technicien	Technicien principal de 1 cl	B	Technicien	H	1	1	Projet
EDTC	Géomatique et données territoriales	SIG Interne	Géomaticien.ne	Oui	Oui	Technique	B	Technicien	Technicien principal de 1 cl				1	0	
EDTC	Géomatique et données territoriales	SIG mutualisé	Géomaticien	Contrat de projet	Oui	Technique	B	Technicien	Technicien principal de 1 cl	B	Technicien	H	1	1	Projet
EDTC	Infrastructure de recharge pour véhicules électriques	Développement des formes	Chargé d'affaires IRVE	Oui	Oui	Technique	B	Technicien principal de 1 cl	Technicien principal de 1 cl	B	Technicien principal de 1 cl	H	1	1	Trésorier
EDTC	Infrastructure de recharge pour véhicules électriques	Encadrement	Responsable technique IRVE	Oui	Oui	Technique	A	Ingénieur	Ingénieur principal	A	Ingénieur principal	H	1	1	CDI
EDTC	Infrastructure de recharge pour véhicules électriques	Exploitation et maintenance	Technicien.ne maintenance IRVE	Oui	Oui	Technique	B	Technicien	Technicien principal de 1 cl				1	0	
EDTC	Infrastructure de recharge pour véhicules électriques	Exploitation et maintenance	Assistante appui administratif et financier	Oui	Oui	Administrative	C	Adjoint administratif	Adjoint administratif pal 1 cl	C	Adjoint administratif	F	1	1	CDI
SEIAG	Direction	Appui administratif et financier	Coordonnatrice administrative et financière	Oui	Oui	Administrative/technique	B/A	Rédacteur / technicien	Attaché pal / Ingénieur pal	A	Ingénieur principal	F	1	1	Trésorier
SEIAG	Planification et animation territoriale	Encadrement	Responsable de service	Oui	Oui	Technique	A	Ingénieur	Ingénieur principal	A	Ingénieur	H	1	1	CDI
SEIAG	Planification et animation territoriale	Appui administratif et financier	Assistante administrative et financière	Oui	Oui	Administrative	C	Adjoint administratif	Adjoint administratif pal 1 cl	C	Adjoint administratif pal 2 cl	F	1	1	Trésorier
SEIAG	Planification et animation territoriale	Planification territoriale et partenariats	Chargée de mobilité durable	Oui	Oui	Administrative	A	Attaché	Attaché				1	0	
SEIAG	Planification et animation territoriale	Accompagnement de projets électricité et gaz renouvelables	Chargée de projets éoliens et photovoltaïques au sol	Oui	Oui	Technique	A	Ingénieur	Ingénieur	A	Ingénieur	F	1	1	Trésorier
SEIAG	Planification et animation territoriale	Accompagnement de projets électricité et gaz renouvelables	Chargée de projets écosystèmes gazeux	Oui	Oui	Administrative	A	Ingénieur	Ingénieur	A	Ingénieur	H	1	1	CDI
SEIAG	Planification et animation territoriale	Accompagnement de projets électricité et gaz renouvelables	Chargée de projets photovoltaïques et autoconsommation	Oui	Oui	Technique	A	Ingénieur	Ingénieur principal	A	Ingénieur principal	F	1	1	CDI
SEIAG	Planification et animation territoriale	Accompagnement de projets électricité et gaz renouvelables	Chargée de études Autoconsommation collective	Oui	Oui	Technique	B/A	Technicien	Ingénieur	B	Technicien	H	1	1	CDI
SEIAG	Planification et animation territoriale	Planification territoriale et partenariats	Chargée de planification	Oui	Oui	Technique	B/A	Technicien	Ingénieur	A	Ingénieur	F	1	1	Trésorier
SEIAG	Planification et animation territoriale	Planification territoriale et partenariats	Animateur chaleur renouvelable	oui	Oui	Technique	B	Technicien	Technicien principal de 1 cl	B	Technicien	F	1	1	CDI
SEIAG	Sobriété, efficacité et amélioration du Bât public	Encadrement	Responsable de service	Oui	Oui	Technique	B/A	Technicien	Ingénieur principal	B	Technicien principal de 1 cl	H	1	1	CDI
SEIAG	Sobriété, efficacité et amélioration du Bât public	Appui administratif et financier	Gestionnaire administrative et financière	Oui	Oui	Administrative	C	Adjoint administratif	Adjoint administratif pal 1 cl	C	Adjoint administratif	F	1	1	Trésorier
SEIAG	Sobriété, efficacité et amélioration du Bât public	Maîtrise d'ouvrage systèmes énergétiques	Responsable d'unité	Oui	Oui	Technique	B	Technicien	Technicien principal de 1 cl	B	Technicien principal de 2 cl	H	1	1	CDI
SEIAG	Sobriété, efficacité et amélioration du Bât public	Maîtrise d'ouvrage systèmes énergétiques	Chargé d'opérations	Oui	Oui	Technique	B	Technicien	Technicien principal de 1 cl	B	Technicien principal de 2 cl	H	1	1	CDI
SEIAG	Sobriété, efficacité et amélioration du Bât public	Maîtrise d'ouvrage systèmes énergétiques	Chargé d'opérations	Oui	Oui	Technique	B	Technicien	Technicien principal de 1 cl	B	Technicien principal de 2 cl	H	1	1	CDI
SEIAG	Sobriété, efficacité et amélioration du Bât public	Achats d'énergie	Chargée de projets achats d'énergie	Oui	Oui	Technique	A	Ingénieur	Ingénieur	A	Ingénieur	F	1	1	Trésorier
SEIAG	Sobriété, efficacité et amélioration du Bât public	Conseil en énergie	Responsable d'unité	Oui	Oui	Technique	B	Technicien	Technicien principal de 1 cl	B	Technicien	H	1	1	Trésorier
SEIAG	Sobriété, efficacité et amélioration du Bât public	Conseil en énergie	Conseiller en énergie	Oui	Oui	Technique	B	Technicien	Technicien principal de 1 cl	B	Technicien	F	1	1	CDI
SEIAG	Sobriété, efficacité et amélioration du Bât public	Conseil en énergie	Conseiller en énergie	Oui	Oui	Technique	B	Technicien	Technicien principal de 1 cl	B	Technicien	H	1	1	CDI
SEIAG	Sobriété, efficacité et amélioration du Bât public	Conseil en énergie	Conseiller en énergie	Contrat de projet	Oui	Technique	B	Technicien	Technicien principal de 1 cl	B	Technicien	H	1	1	CDI
SEIAG	Sobriété, efficacité et amélioration du Bât public	Conseil en énergie	Conseiller.ère en énergie	Oui	Oui	Technique	B	Technicien	Technicien principal de 1 cl	B	Technicien	H	1	1	CDI
SEIAG	Sobriété, efficacité et amélioration du Bât public	Conseil en énergie	Conseiller en énergie	Oui	Oui	Technique	B	Technicien	Technicien principal de 1 cl	B	Technicien	F	1	1	CDI
SEIAG	Sobriété, efficacité et amélioration du Bât public	Conseil en énergie	Conseiller en énergie	Oui	Oui	Technique	B	Technicien	Technicien principal de 1 cl	B	Technicien principal de 1 cl	H	1	1	Trésorier

Postes budgétaires	Postes pourvus	Postes à pourvoir
104,6	98	7

Effectifs non-permanents

Pôle	Service	Unité	Secteur	Grade	Poste	Tps Complet	Permanent	Postes budgétaires	Postes pourvus	Postes à pourvoir
								9	6	3
								Budgété	Pourvu	Nature du contrat
CCR	Secteur Centre	Gestion affaires et travaux	Emplois non cités	Apprenti	Apprenti travaux	Non	Contrat d'apprentissage	1	1	Autres
EDTC	Géomatique et données territoriales	Géomatique	Emplois non cités	Apprenti	Apprenti cybersécurité	Non	Contrat d'apprentissage	1	1	Autres
EDTC	Éclairage public et territoire connecté	Territoire connecté	Emplois non cités	Apprenti	Apprenti territoire connecté	Non	Contrat d'apprentissage	1	1	Autres
SETAO	Planification et animation territoriales	Planification territoriale et partenariats	Emplois non cités	Apprenti	Apprenti planification territoriale	Non	Contrat d'apprentissage	1	1	Autres
DG	Direction générale	Gouvernance et affaires juridiques	Emplois non cités	Apprenti	Apprenti juriste	Non	Contrat d'apprentissage	1	0	
COR	Finances et achat public	Finances	Emplois non cités	Apprenti	Apprenti finances	Non	Contrat d'apprentissage	1	0	
COR	Moyens généraux	Accueil	Administratif	Adjoint administratif	Agent d'accueil	Oui	PEC / Accroissement temporaire	1	0	
COR	Finances et achat public	Achat public	Administratif	Adjoint administratif	Assistante administrative	Oui	Accroissement temporaire	1	1	CDO
COR	RH	GEPP	Administratif	Rédacteur	Gestionnaire emploi parcours pro	Oui	Remplacement	1	1	CDO

fin de contrat 8/09/2025

fin de contrat 8/09/2025

début contrat 08/09/2025

début contrat 08/09/2026

13. Renforcement des prestations d'action sociale au bénéfice des agents parents d'enfant en situation de handicap

Rapporteur : M. Frédéric PAVAGEAU

L'action sociale constitue une compétence obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics. Elle vise à améliorer les conditions de vie des agents publics et de leurs familles, notamment dans les domaines de la restauration, du logement, de l'enfance et des loisirs, et en apportant un soutien particulier en cas de difficultés sociales ou financières.

Conformément à l'article 9 de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, il revient à l'organe délibérant de définir sa politique d'action sociale et d'en déterminer les modalités, les conditions d'attribution et les montants applicables.

Le Syndicat est adhérent au Comité national d'action sociale (CNAS) depuis le 1er juin 1987, permettant ainsi à ses agents de bénéficier de nombreuses prestations sociales. Toutefois, certaines prestations proposées par le CNAS restent nettement inférieures à celles servies par l'État dans le cadre des prestations interministérielles. Or, les collectivités territoriales ont la possibilité de s'en inspirer et de les mettre en place, dans le respect du cadre réglementaire.

Dans une logique de renforcement du soutien aux agents confrontés à ces situations, et en cohérence avec la démarche RSO portée par le Siéml, il est proposé d'instaurer deux nouvelles prestations sociales, à destination des parents d'enfants en situation de handicap, cumulables avec celles du CNAS, dans les limites fixées par la réglementation :

- une allocation pour enfant handicapé (APEH) de moins de 20 ans, présentant un taux d'incapacité d'au moins 50 %, équivalente à la prestation interministérielle en vigueur, soit 183 € par mois, soit 2 196 € par an ;
- une allocation pour jeune adulte malade ou handicapé, âgé de 20 à 27 ans, poursuivant des études, un apprentissage ou un stage de formation professionnelle, équivalente à 30 % de la base mensuelle des prestations familiales, soit actuellement 139,93 € par mois ou 1 679,16 € par an.

Les montants mentionnés sont ceux fixés par la circulaire du 4 janvier 2024 relative aux prestations interministérielles d'action sociale à la réglementation commune. Ils seront révisés en fonction de l'évolution de la réglementation.

Ces prestations viendraient compléter l'offre actuelle du CNAS, dont les montants sont actuellement les suivants :

- taux d'incapacité entre 50 % et 79 % : 253 € par an, jusqu'aux 25 ans de l'enfant ;
- taux d'incapacité supérieur à 80 % : 660 € par an, sans limite d'âge, tant que l'enfant est à charge.

Il est proposé que ces nouvelles allocations soient versées aux agents du Siéml remplissant les conditions d'éligibilité, selon les modalités précisées ci-après.

1- L'ALLOCATION AUX PARENTS D'ENFANTS HANDICAPES DE MOINS DE 20 ANS

- **Bénéficiaires éligibles**

Sont éligibles à cette allocation les agents titulaires, stagiaires, contractuels de droit public ou privé, mis à disposition ou en détachement. L'enfant doit être âgé de moins de 20 ans et ouvrir droit à

l'allocation d'éducation d'un enfant handicapé, en raison d'un taux d'incapacité reconnu d'au moins 50%.

- **Conditions de versement**

Le versement de la prestation APEH est subordonné à l'attribution de l'allocation d'éducation d'un enfant handicapé (AEEH).

L'agent devra fournir, selon la situation de l'enfant, l'un des justificatifs suivants :

- la notification de la décision de la CDAPH (Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées) attribuant l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) ;
- ou la carte mobilité inclusion (CMI) mention « invalidité », attestant d'un taux d'incapacité d'au moins 80 % si la notification CDAPH n'est pas disponible.

Le nombre de mensualités versées au titre de la prestation est égal au nombre de mensualités versées au titre de l'AEEH. La perte de l'AEEH entraîne la perte de l'allocation facultative.

Elle n'est pas versée lorsque l'enfant est placé en internat permanent (y compris fins de semaine et vacances scolaires) dans un établissement spécialisé avec prise en charge intégrale (soins, frais de scolarité et frais d'internat) par l'administration, l'assurance maladie ou l'aide sociale.

L'allocation est versée chaque mois, jusqu'à l'expiration du mois au cours duquel l'enfant atteint 20 ans.

Elle ne peut en aucun cas être versée aux deux parents.

- **Montant**

Le montant mensuel de cette allocation serait fixée à 183 €, soit le niveau prévu par la circulaire ministérielle du 4 janvier 2024. Ce montant sera automatiquement révisé en fonction des évolutions fixées par la circulaire annuelle relative aux prestations interministérielles applicables à la fonction publique de l'Etat.

Si l'enfant est en internat de semaine avec prise en charge intégrale des frais de séjour, la prestation sera octroyée au prorata du temps passé dans la famille en fin de semaine et durant les vacances.

2- ALLOCATION SPÉCIALE POUR JEUNES ADULTES ATTEINTS D'UNE MALADIE CHRONIQUE OU D'UN HANDICAP ET POURSUIVANT DES ÉTUDES, UN APPRENTISSAGE, OU UN STAGE DE FORMATION

- **Bénéficiaires**

Sont éligibles à cette allocation les agents titulaires, stagiaires, contractuels de droit public ou privé, mis à disposition ou en détachement. L'enfant à charge doit être un jeune adulte âgé de plus de 20 ans et de moins de 27 ans ayant ouvert droit aux prestations familiales et justifiant de la qualité d'étudiant, d'apprenti ou de stagiaire au titre de la formation professionnelle.

Si la maladie chronique ou l'infirmité n'est pas reconnue comme handicap, l'allocation peut être attribuée sur avis d'un médecin agréé. En cas de désaccord, une seconde expertise peut être sollicitée, conformément aux dispositions prévues par la circulaire de la fonction publique d'Etat.

- **Conditions de versement**

L'agent devra fournir, selon la situation de l'enfant, l'un des justificatifs suivants :

- la notification de la CDAPH reconnaissant la qualité de travailleur handicapé ;
- ou, dans le cas d'une affection chronique non reconnue comme un handicap, un certificat médical établi par un médecin agréé. En cas de désaccord avec les conclusions de ce médecin, l'agent peut demander une expertise complémentaire par un autre médecin agréé.

- **Montant**

Le montant mensuel de cette allocation serait égal à 30 % de la base mensuelle de calcul des prestations familiales, soit 139,93 € à la date de la publication de la circulaire ministérielle du 4 janvier 2024.

Ce montant sera automatiquement révisé en fonction des évolutions fixées par la circulaire annuelle relative aux prestations interministérielles applicables à la fonction publique de l'Etat.

3. MODALITÉS COMMUNES

- **Non cumul avec d'autres allocations**

Les deux allocations ne sont pas cumulables avec l'allocation adulte handicapés (AAH) et la prestation de compensation du handicap (PCH).

- **Démarche de l'agent**

Ces prestations d'action sociale étant facultatives, il appartient à l'agent d'en faire la demande auprès du service des ressources humaines, par simple courrier.

Il est proposé au comité syndical, dans les conditions exposées ci-avant :

- **d'approuver** l'instauration et les modalités de mise en œuvre de ces deux nouvelles prestations d'action sociale à compter du 1^{er} juillet 2025 ;
- **d'autoriser** le Président à mettre en œuvre ces mesures dans le respect du cadre réglementaire applicable ;
- **d'inscrire** au budget les crédits correspondants.

14. Délibération annuelle autorisant l'attribution de véhicules du Siéml

Rapporteur : M. Frédéric PAVAGEAU

L'article 34 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique (codifié à l'article L. 5211-13-1 du code général des collectivités territoriales), applicable aux syndicats mixtes fermés, dispose que : « Selon des conditions fixées par une délibération annuelle, l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale peut mettre un véhicule à disposition de ses membres ou des agents de l'établissement public lorsque l'exercice de leurs mandats ou de leurs fonctions le justifie. Tout autre avantage en nature fait l'objet d'une délibération nominative, qui en précise les modalités d'usage ».

Le comité syndical doit ainsi délibérer chaque année sur l'attribution des véhicules au Siéml.

Dans cette perspective, les conditions et modalités de la flotte sont présentées en annexe.

Il est proposé au comité syndical, dans les conditions exposées ci-avant :

- **d'affecter** les véhicules du Siéml pour la période du mois de juin 2025 à juin 2026, de la manière suivante :
 - un véhicule au Président du Siéml dans le cadre de l'exercice de son mandat ;
 - un véhicule de fonction mis à disposition de manière permanente aux agents exerçant les fonctions suivantes : directeur général des services et directeur général adjoint ;
 - un véhicule de service avec autorisation de remisage à domicile aux agents du Siéml exerçant les fonctions suivantes : chargés d'affaires en infrastructures et réseaux de distribution publique d'électricité, chargés d'affaires exploitation et maintenance éclairage public, chargés d'affaires IRVE, chargés d'opérations du service sobriété, efficacité et amélioration du bâti, coordinatrice technique du pôle conception et construction des réseaux, responsable du service éclairage public, responsable du service géomatique, responsable du service sobriété, efficacité et amélioration du patrimoine bâti, responsable du service IRVE, chargé de mission RSO ;
 - un vélo de fonction aux agents volontaires.
- **d'appliquer** les déclarations d'avantages en nature pour ce qui relève d'une utilisation à titre privée ;
- **d'appliquer** les conditions et modalité d'utilisation des véhicules du Siéml, prévues par le règlement intérieur susvisé ;
- **d'autoriser** le Président à prendre toute décision relative à l'exécution de la présente délibération et à en préciser les modalités d'exécution.

ANNEXE

Conditions et modalités d'attribution des véhicules du Siéml

Les employeurs publics territoriaux doivent délibérer sur l'ensemble des avantages en nature, soit pour rendre l'usage privatif négligeable, soit pour fixer des limites strictes d'utilisation à titre privé.

Lorsqu'un véhicule est mis à la disposition d'un salarié qui l'utilise à des fins à la fois professionnelles et personnelles, l'utilisation privée constitue un avantage en nature.

L'avantage en nature est évalué, au choix de l'employeur, soit sur la base des dépenses réellement engagées, soit sur la base d'un forfait.

1- POLITIQUE DE MISE À DISPOSITION DES VÉHICULES

Le parc automobile du Siéml est composé de 52 véhicules, répartis entre véhicules de service et véhicules de fonction. Tous les véhicules de la flotte disposent de motorisations à carburations alternatives (électricité et bioGNV), sauf un, en motorisation thermique.

La flotte des véhicules du Siéml est également composée de 12 vélos professionnels à assistance électrique.

Les modalités d'affectation et les conditions d'utilisation de la flotte automobile sont répertoriées comme suit :

- la mise à disposition en pool transversal d'une flotte de véhicules de service, avec système de réservation, pour tout déplacement professionnel, composée de 4 véhicules électriques à faible autonomie pour les déplacements ponctuels sur le territoire de l'agglomération, d'un véhicule utilitaire électrique pour assurer la logistique de nos événements, d'un véhicule électrique à plus grande autonomie ainsi que d'un véhicule GNV qui permettent essentiellement aux agents du service géomatique de réaliser leurs déplacements professionnels ;
- la mise à disposition, pour le pôle SETAO, de 9 véhicules de service dédiés aux déplacements professionnels récurrents des conseillers en énergie et des responsables de projets ;
- l'affectation individuelle avec autorisation de remisage à domicile de 24 véhicules de service pour les techniciens réalisant des déplacements quotidiens sur le territoire départemental : 20 chargés d'affaires spécialisés en infrastructures et réseaux de distribution électrique et en éclairage public, 1 chargé d'affaires IRVE, 3 chargés d'opération « efficacité et amélioration du bâti » ;
- l'affectation individuelle de 6 véhicules de service pour les cadres des services opérationnels et chargé de mission pour assurer leurs déplacements professionnels récurrents ;
- l'affectation individuelle de 5 véhicules de fonction pour les postes de direction générale (DGS et directeurs adjoints) ;
- l'affectation d'un véhicule au Président ;
- l'affectation individuelle de 7 vélos de fonction.

La présente délibération a pour objectif de déterminer les fonctions pouvant bénéficier d'une attribution individuelle de véhicule et d'en préciser les conditions d'utilisation, notamment en ce qui concerne l'application des avantages en nature.

Les chambres régionales des comptes ainsi que l'Urssaf indiquent que lorsqu'un salarié utilise à des fins professionnelles et personnelles le véhicule mis à sa disposition, son utilisation privée constitue un avantage en nature soumis à cotisations.

Par ailleurs, toujours selon l'Urssaf, l'employeur a la possibilité de mettre à disposition des salariés une flotte de vélos pour une utilisation privée dans le cadre des trajets domicile-lieu de travail. Cette utilisation privée constitue un avantage en nature, mais par mesure de tolérance la valeur des frais générés par cette mise à disposition (achat, frais d'installation, d'entretien) n'est pas, pour l'heure, retenue comme avantage en nature.

L'évaluation des avantages en nature pour le calcul des cotisations est réalisée conformément à l'article 3 de l'arrêté du 25 février 2025, et est imposable pour la valeur fiscale déclarée.

2- LES AFFECTATIONS INDIVIDUELLES ET LES AVANTAGES EN NATURE

A- AVANTAGES EN NATURE VEHICULES

L'avantage en nature consiste en la fourniture ou la mise à disposition d'un bien ou d'un service, permettant au salarié de faire l'économie de frais qu'il aurait dû normalement supporter.

Aux termes de l'article L.136-1-1 du code de la sécurité sociale, les cotisations de sécurité sociale, la CSG et la CRDS sont dues sur « toutes les sommes ainsi que les avantages et accessoires en nature ou en argent qui y sont associés ».

Ainsi, les avantages en nature constituent un élément de la rémunération qui, au même titre que le salaire proprement dit, doit être intégré à l'assiette des cotisations et contributions sociales.

La valeur des avantages en nature doit figurer sur le bulletin de paie du salarié, pour leur valeur brute. Les règles de calcul et de prélèvement des cotisations sont appliquées selon les mêmes modalités que pour les autres éléments de rémunération.

L'utilisation privée d'un véhicule mis à disposition du salarié de façon permanente constitue un avantage en nature, qu'il s'agisse d'un véhicule dont l'employeur est propriétaire ou locataire, ou d'un véhicule dont l'employeur acquiert la propriété dans le cadre d'une location avec option d'achat.

Il y a mise à disposition à titre permanent du véhicule chaque fois que les circonstances de fait permettent au salarié d'utiliser à titre privé - et donc en dehors du temps de travail - un véhicule professionnel. On considère qu'il y a mise à disposition permanente lorsque le salarié n'est pas tenu de restituer le véhicule en dehors de ses périodes de travail, notamment en fin de semaine (samedi et dimanche) ou pendant ses périodes de congés.¹

Pour autant, lorsque le salarié dispose en permanence d'un véhicule mais a l'interdiction de l'utiliser pendant le repos hebdomadaire et durant les périodes de congés payés, il n'y a pas lieu de procéder à l'évaluation d'un avantage en nature. Cette interdiction doit être notifiée par écrit par l'employeur.

Enfin, lorsque le salarié est tenu de restituer le véhicule durant le repos hebdomadaire et les congés mais qu'il dispose néanmoins d'un véhicule professionnel pour effectuer les trajets entre son domicile et son lieu de travail, il n'y a pas lieu de considérer qu'il y a un avantage en nature lorsqu'il est démontré que l'utilisation du véhicule est nécessaire à l'activité professionnelle.

a) Pour un véhicule acheté

L'avantage est égal à 15 % du coût d'achat TTC (10 % si le véhicule a plus de cinq ans).²

¹ Bulletin officiel de la sécurité sociale, avantages en nature et frais professionnels, version en vigueur au 1^{er} mai 2025

² Arrêté du 25 février 2025 relatif à l'évaluation des avantages en nature pour le calcul des cotisations de sécurité sociale

Si l'employeur paie le carburant, cet avantage supplémentaire est retenu par une majoration des pourcentages ci-dessus, qui sont alors portés à 20 % du coût d'achat TTC (15 % si le véhicule a plus de cinq ans).

b) Pour un véhicule loué ou en location avec option d'achat

Lorsque l'employeur paie le carburant, l'évaluation se fait sur 67 % du coût global annuel pour la location (location, entretien, assurance et coût global du carburant utilisé à des fins professionnelles et personnelles).

L'évaluation ainsi obtenue est en tout état de cause plafonnée au montant de l'avantage en nature qui aurait été évalué si l'employeur avait acheté le véhicule.

Le forfait annuel est ajusté au prorata du nombre de mois pendant lesquels le véhicule a été mis à la disposition effective de l'agent ou de l'élu, notamment lorsque celle-ci intervient en cours d'année.

c) Particularités des véhicules électriques

Pour la mise à disposition d'un véhicule fonctionnant exclusivement à l'énergie électrique entre le 1^{er} février 2025 et le 31 décembre 2027 et respectant la condition tenant au score environnemental ouvrant droit au bonus écologique, l'évaluation des dépenses ne tient pas compte des frais d'électricité engagés par l'employeur pour la recharge des véhicules. Par ailleurs, un abattement de 70 % est appliqué sur l'avantage en nature dans sa globalité, dans la limite de 4 582 € par an.

d) Particularité des vélos de fonction

Par mesure de tolérance et de simplification, la valeur des frais générés par la mise à disposition d'un vélo de fonction (achat, frais d'installation, d'entretien) n'est pas retenue comme avantage en nature par l'URSSAF.

B- FONCTIONS AUTORISÉES À DISPOSER D'UN VEHICULE DE SERVICE AVEC UNE AUTORISATION DE REMISAGE A DOMICILE

Un véhicule de service avec une autorisation de remisage à domicile est affecté nominativement aux agents exerçant les fonctions suivantes :

- chargés d'affaires en infrastructures et réseaux de distribution publique d'électricité ;
- chargés d'affaires exploitation et maintenance éclairage public ;
- coordinatrice technique du pôle conception et construction des réseaux ;
- responsable du service éclairage public ;
- responsable du service géomatique ;
- responsable du service sobriété, efficacité et amélioration du patrimoine bâti ;
- responsable du service IRVE ;
- chargé d'affaires IRVE ;
- chargés d'opération maîtrise d'ouvrage systèmes énergétiques ;
- chargé de mission RSO.

Les véhicules affectés aux chargés d'affaires et d'opérations sont utilisés pour les besoins de leur service afin d'assurer les déplacements quotidiens sur le terrain³, les heures et jours de travail uniquement. L'utilisation est strictement limitée à l'activité professionnelle. Il est à noter que les trajets domicile-travail qui correspondent le plus souvent à des déplacements professionnels dans le cadre d'un départ en mission ou d'un retour de mission revêtent un caractère négligeable dans l'utilisation à

³ Territoires des communes et EPCI ayant transféré une ou plusieurs compétences au Siéml ou avec lesquelles une convention de prestation de service ou de partenariat est en cours d'exécution.

titre privé. Conformément aux règles issues du bulletin officiel de la Sécurité sociale, l'utilisation n'a pas à être assimilée à un avantage en nature.

Les véhicules sont laissés au Siéml en dehors des périodes de travail, c'est-à-dire durant les congés. Le périmètre de circulation est celui du territoire du département de Maine-et-Loire, incluant éventuellement le département du domicile de l'agent s'il est différent.

La mise à disposition de véhicules de service auprès des responsables des services opérationnels, de la coordinatrice technique et la chargée de mission RSO est également assortie d'une autorisation de remisage à domicile de façon permanente. Pour autant, le véhicule est nécessairement limité à l'activité professionnelle de terrain, et son utilisation à titre privé est interdite.

Ainsi, même si les agents qui exercent les fonctions listées ci-dessus ne sont pas tenus de restituer le véhicule en dehors de leurs périodes de travail, notamment en fin de semaine (samedi et dimanche), ils doivent respecter l'interdiction formelle de les utiliser à titre privé, conformément au règlement en vigueur relatif à l'utilisation des véhicules du Siéml.

Dès lors que l'affectation et l'utilisation du véhicule est nécessaire à l'activité professionnelle, il n'y a pas lieu de procéder à l'évaluation d'un avantage en nature.

Les dépenses liées à l'utilisation et à l'entretien des véhicules sont prises en charge par le Siéml :

- frais de carburant ;
- frais d'entretien ;
- frais d'assurance ;
- frais de péage.

Le Président attribue chaque année, par voie d'arrêté, les véhicules aux agents concernés.

C- FONCTIONS AUTORISÉES À DISPOSER D'UN VEHICULE DE FACON PERMANENTE AVEC UTILISATION A TITRE PRIVE

Les emplois suivants permettent de disposer d'un véhicule de façon permanente :

- directeur général des services ;
- directeur général adjoint des services.

Le véhicule est mis à la disposition permanente et exclusive d'un agent en raison de sa fonction ou de son emploi. Cette mise à disposition est justifiée par le caractère statutaire des fonctions et emplois susmentionnés et par les contraintes de service inhérentes à l'exercice de ces fonctions.

Le véhicule est attribué de façon permanente à l'agent pour les nécessités de service ainsi que pour les déplacements privés. Le remisage à domicile de façon permanente est donc autorisé. Des avantages en nature sont appliqués forfaitairement.

Les conditions d'utilisation sont les suivantes :

- les dépenses liées à l'utilisation et à l'entretien du véhicule sont prises en charge par le Siéml : frais de carburant, d'entretien, d'assurance, étant précisé que la prise en charge par le Siéml des recharges pour véhicule électrique est limitée au réseau Ouest charge (mise à disposition d'une carte). Le paiement des recharges en dehors de ce réseau ne fait pas l'objet d'une prise en charge automatique ;
- les frais de péage et de recharge hors Ouest charge sont pris en charge pour les déplacements professionnels exclusivement.

D- VEHICULE DU PRESIDENT

Un véhicule est mis à la disposition du président pour l'exercice de son mandat, conformément à l'article L. 5211-13-1 du code général des collectivités territoriales.

Le véhicule lui étant attribué de façon exclusive et permanente pour la réalisation également de ses déplacements privés, il constitue un avantage en nature qui donne lieu chaque mois à déclaration.

Les conditions d'utilisation sont les suivantes :

- les dépenses liées à l'utilisation et à l'entretien du véhicule sont prises en charge par le Siéml : frais de carburant, d'entretien, d'assurance, étant précisé que la prise en charge par le Siéml des recharges pour véhicule électrique est limitée au réseau Ouest charge (mise à disposition d'une carte). L'abonnement à un autre réseau et le paiement des recharges en dehors de ce réseau est à la charge du conducteur, sauf dans le cadre d'un déplacement lié à l'exercice du mandat ;
- les frais de péage sont pris en charge pour les déplacements liés au mandat, exclusivement.

E- MISE A DISPOSITION DE VELOS DE FONCTION

Le Siéml souhaite encourager les agents, pour leurs déplacements domicile-travail, à pratiquer le vélo en mettant à disposition des agents volontaires des vélos à assistance électrique de fonction (déplacements professionnels dans la mesure du possible et déplacements domicile-travail). Le Siéml prend en charge l'assurance en cas de vol, organise et prend en charge la révision annuelle sur le site du Siéml, met éventuellement à disposition un véhicule de service pour réaliser le trajet de retour en cas de dysfonctionnement du vélo et peut également proposer un stage de remise en selle pour les agents le souhaitant. Le Siéml effectue annuellement un relevé de compteur de chaque vélo à des fins d'analyse et d'évaluation de la mise en place du dispositif.

Les conditions d'utilisation sont les suivantes :

- utilisation du vélo de fonction pour le maximum de déplacements domicile-travail, et au minimum 100 jours par an, pour une durée minimum de 2 ans ;
- l'agent s'engage à s'équiper d'un casque homologué, stationner le vélo de manière sécurisée, respecter les règles de bonne conduite à vélo, ne pas prêter ou louer le vélo ;
- les réparations du quotidien sont prises en charge par le Siéml ;
- le vélo doit être retourné au Siéml en cas d'absence de plus d'un mois (maladie, disponibilité, congé parental, etc).

F- INFRACTIONS AU CODE DE LA ROUTE

Il appartient à l'autorité territoriale, conformément aux articles L. 121-2 et L.121-3 du code de la route, de désigner le conducteur du véhicule de service ou de fonction responsable d'une infraction. Il en est de même pour le véhicule du Président. Le paiement des montants de contravention relève de la responsabilité exclusive de l'agent ou de l'élu concerné.

15. Participations relatives aux travaux d'électrification, aux travaux d'éclairage public, de maintenance et exploitation de l'éclairage public

Rapporteur : M. Jean-Michel MARY

Le présent rapport a pour objet la présentation des participations relatives aux travaux d'électrification et aux travaux d'éclairage public.

1- TRAVAUX SUR LE RÉSEAU DE DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ

Les projets nouveaux et modifiés d'effacement des réseaux (basse tension électrique et d'éclairage public) ainsi que les montants des participations y afférent sont listés en **annexe 1**.

2- TRAVAUX SUR LE RÉSEAU D'ÉCLAIRAGE PUBLIC

Les projets nouveaux et modifiés d'éclairage public ainsi que les montants des participations y afférent sont composés des travaux suivants :

- A- extensions et rénovations des réseaux d'éclairage public (**annexe 2**),
- B- travaux liés à la trame sombre (**annexe 3**),
- C- adaptations des réseaux d'éclairage public pour l'alimentation d'équipements de vidéoprotection (**annexe 4**),

3- MAINTENANCE ET EXPLOITATION DES RÉSEAUX D'ÉCLAIRAGE PUBLIC

Les projets nouveaux et modifiés des opérations de maintenance et d'exploitation ainsi que les montants des participations y afférent sont composés des travaux suivants :

- D- travaux liés à des vols de câbles (**annexe 5**),
- E- travaux ponctuels (**annexe 6**),

Les montants des participations forfaitaires modifiées au titre de l'année 2025 relatives à la maintenance préventive et d'exploitation (**annexe 7**) ainsi que les participations forfaitaires d'intervention pour la réalisation des travaux sur le réseau d'éclairage public pour les communes percevant directement la TICFE-C (**annexe 8**).

Il est proposé au comité syndical, dans les conditions exposées ci-avant :

d'approuver les opérations mentionnées ci-après et de solliciter ou verser les participations auprès des communes et EPCI concernées, dont la liste et le détail figurent en annexes :

- travaux sur le réseau de distribution d'électricité :
 - les projets nouveaux et modifiés d'effacement des réseaux (basse tension électrique et d'éclairage public) (annexe 1) ;
- travaux sur le réseau d'éclairage public :
 - les extensions et rénovations des réseaux d'éclairage public (projets nouveaux et modifiés) (annexe 2) ;
 - travaux liés à la trame sombre (projets nouveaux et modifiés) (annexe 3) ;

- l'adaptation des réseaux d'éclairage public pour l'alimentation d'équipements de vidéo protection (projets nouveaux et modifiés) (annexe 4) ;
- maintenance et exploitation des réseaux d'éclairage public :
 - travaux liés aux vols de câbles (projets nouveaux et modifiés) (annexe 5) ;
 - travaux ponctuels sur le réseau d'éclairage public (projets nouveaux et modifiés) (annexe 6) ;
 - les participations forfaitaires 2025 liées à la maintenance préventive et l'exploitation d'éclairage public (projets modifiés) (annexe 7) ;
 - les participations forfaitaires d'intervention 2025 pour la réalisation de travaux sur le réseau d'éclairage public pour les communes percevant directement la TICFE-C (projets modifiés)(annexe 8).

Annexe 1

Participations PROJETS NOUVEAUX et MODIFIES

(annulent et remplacent les éventuelles opérations correspondantes des délibérations antérieures)

Effacement de réseaux

Commune	Commune déléguée	N° Opération	Libellé	MONTANT des TRAVAUX (€ Net de Taxe)	Montant de la participation demandée à la Commune (€ Net de Taxe)
ANGERS		007.23.02	Effacement rue d'ANTIOCHE	316 747,00 €	253 000,00 €
CANTENAY EPINARD		055.24.02	EFFACEMENT route de SOULAIRES (D107)	150 000,00 €	60 000,00 €
DURTAL		127.24.05	Rue Camille Claudel	47 110,00 €	18 850,00 €

Annexe 2

Participations PROJETS NOUVEAUX et MODIFIES

(annulent et remplacent les éventuelles opérations correspondantes des délibérations antérieures)

Eclairage Public

Commune	Commune déléguée	N° Opération	Libellé	MONTANT des TRAVAUX (€ Net de Taxe)	Montant de la participation demandée à la Commune (€ Net de Taxe)
Extension des Réseaux d'Eclairage Public Hors Lotissement d'Habitation et d'activité					
BAUGE EN ANJOU	BAUGE	018.23.07	Déplacement candélabre chemin de la Noue lié au projet Novalys	1 970,00 €	1 480,00 €
BELLEVIGNE EN LAYON	FAYE D'ANJOU	345.24.04	eclairage des terrains de football du stade des Rondières	183 280,00 €	137 460,00 €
CHEMILLE EN ANJOU	CHEMILLE	092.24.01	Extension Ecl public Rte de Valanjou - tranche 1	59 510,00 €	44 630,00 €
DENEE		120.24.03	Chemin de la Fontaine	10 590,00 €	7 940,00 €
DOUE EN ANJOU	DOUE LA FONTAINE	125.24.06	Requalification avenue Saint Exupéry, création de parkings et espaces verts (Square & parking des Fontaines, 1ère phase avenue St Exupéry)	53 750,00 €	40 310,00 €
GENNES VAL DE LOIRE	CHENEHUTTE TREVES CUNAUT	261.21.07	Extensions du réseaux d'éclairage public et effacement du réseau télécom	40 281,00 €	30 211,00 €
MAUGES SUR LOIRE	POMMERAYE (LA)	244.22.16	lotissement de l'Abbaye	105 170,00 €	78 880,00 €
MAUGES SUR LOIRE	POMMERAYE (LA)	244.23.23	Renovation des Projecteurs - Stade	114 910,00 €	86 180,00 €
MONTREUIL S/ MAINE		217.24.01	Mise en lumière d'un terrain de Football Synthétique	11 820,00 €	8 870,00 €
PLAINE		240.24.04	Déplacement candélabre n°27, rue du Val de Maine (lié à l'aménagement de la place de la mairie)	2 390,00 €	1 800,00 €
St LEGER SOUS CHOLET		299.24.01	Repose candélabres - Place du Calvaire	2 620,00 €	1 960,00 €
VAL D'ERDRE AUXENCE	LA CORNUAILLE	183.24.10	Dévoiemnt réseau EP pour pose chaudière bois	45 640,00 €	34 230,00 €
VAL D'ERDRE AUXENCE	LE LOUROUX BECONNAIS	183.24.09	Rénovation éclairage terrain de football	650,00 €	490,00 €
VAL D'ERDRE AUXENCE	LE LOUROUX BECONNAIS	183.24.11	Rénovation éclairage terrain de football St Laurent - Terrain B	1 290,00 €	970,00 €
Rénovations des Réseaux d'Eclairage Public					
BEAUPREAU EN MAUGES	BEAUPREAU	023.24.06	Rénovation éclairage terrain de football St Laurent - Terrain A	32 980,00 €	22 240,00 €
LE LION D'ANGERS		176.24.03	Progr Réno 2024 rue de la Pépinière	26 770,00 €	18 240,00 €
OREE D'ANJOU		069.24.14	RENOVATION éclairage public 2024	10 810,00 €	8 110,00 €
ROMAGNE		260.25.02	RENOVATION EP 2024 - Landemont - La Varenne - Liré - St Laurent des Autels - St Christophe la Couperie - Drain	29 140,00 €	21 860,00 €
ROU MARSON		262.24.01	Rénovation EP 2025 - rue de Bel Air et rue des Sports	24 760,00 €	16 090,00 €
			renovation EP programme 2024: Rue Henri Fricotelle à Marson		

Commune	Commune déléguée	N° Opération	Libellé	MONTANT des TRAVAUX (€ Net de Taxe)	Montant de la participation demandée à la Commune (€ Net de Taxe)
VERNOIL LE FOURRIER		369.25.01	renovation EP programme 2025: Rue de la Mairie	10 920,00 €	7 100,00 €
Rénovations des Réseaux d'Eclairage Public Liés à un renforcement					
LA MENITRE		201.25.01	Securisation BT P13 Mairie, rue du Pignon Blanc et Allée du Canal	50 880,00 €	25 440,00 €
MIRE		205.22.02	Renforcement P34 MAIRIE	32 750,00 €	16 380,00 €
NOYANT VILLAGES	NOYANT	228.25.02	Résidence des rosiers	21 040,00 €	10 520,00 €
RAIRIES		257.21.03	Renforcement P05 FOURNEAUX	49 430,00 €	24 720,00 €

Annexe 3

Participations PROJETS NOUVEAUX et MODIFIES

(annulent et remplacent les éventuelles opérations correspondantes des délibérations antérieures)

Trame sombre

OPERATION	COLLECTIVITE	NATURE DE L'OPERATION	Montant travaux HT maximum en €	Taux de participation demandé	Montant de la participation maximum en €
EP400-25-534	CA_DU_SAUMUR_VAL_DE_LOIRE	Suite trame sombre, dépose des candélabres ZA de la ronde Rte de Saumur	2 914,24 €	40%	1 165,70 €

Annexe 4

Participations PROJETS NOUVEAUX et MODIFIES

(annulent et remplacent les éventuelles opérations correspondantes des délibérations antérieures)

Travaux d'adaptation des réseaux d'éclairage public pour l'alimentation d'équipements de vidéoprotection

OPERATION	COLLECTIVITE	NATURE DE L'OPERATION	Montant travaux HT maximum en €	Taux de participation demandé (1)	Montant de la participation maximum en €
EP400-24-413	LONGUE JUMELLES (CA DU SAUMUR VAL DE L	mise à disposition du réseau pour la vidéoprotection au point 682, Caméra C11, Rue des entrepreneurs et au point 308, Antenne relais, Rue de la Technologie, ZA Métairie	3 269,52 €	65%	2 125,19 €
EP180-25-867	Longué-Jumelles	Suite demande commune, remplacement du mât vidéo route de Blou	1 562,94 €	65%	1 015,91 €

(1) Travaux sur une commune pour laquelle le Siéml perçoit la TICFE-C= participation à 65 %
Travaux sur une commune percevant directement la TICFE-C = participation à 75%

Annexe 5

Participations PROJETS NOUVEAUX et MODIFIES

(annulent et remplacent les éventuelles opérations correspondantes des délibérations antérieures)

Vol de câble

OPERATION	COLLECTIVITE	NATURE DE L'OPERATION	Montant travaux HT maximum en €	Taux de participation demandé	Montant de la participation maximum en €
EP400-25-549	CA_DU_SAUMUR_VAL_DE_LOIRE	Suite travaux, réparation du réseau EP sous chaussée, ZA Actiparc	2 909,90 €	50%	1 454,95 €
EP281-25-115	CHEMILLE_EN_ANJOU (St-Georges-des-Gardes)	suite vol de câble, réparation des réseaux H-C14, Route de la Tourlandry	953,02 €	50%	476,51 €
EP094-25-319	GENNES_VAL_DE_LOIRE (Chênehutte-Trèves-Cunault)	Suite vandalisme, réparation du réseau, rues des Bords de Loire et Jean François Bodin	14 964,38 €	50%	7 482,19 €
EP304-25-97	GENNES_VAL_DE_LOIRE (Saint-Martin-de-la-Place)	Suite vandalisme, réparation du réseau de l'armoire C8 rue des Turcies	4 187,86 €	50%	2 093,93 €
EP373-25-460	LYS_HAUT_LAYON (Vihiers)	suite vol de câble, réparation du réseau sur armoire n° C22, rue du Stade	3 413,79 €	50%	1 706,90 €
EP247-25-193	Possonnière (la)	Suite vol de câble - Remplacement pack et câble N°377,378 - Boulevard du port	1 133,28 €	50%	566,64 €
EP301-25-284	SEVREMOINE (St-Macaire-en-Mauges)	vandalisme, réparation des réseaux, C28 et C29, La Croix Verte	7 783,42 €	50%	3 891,71 €
EP341-24-152	Souzay-Champigny	Suite vandalisme, réparation du réseau de l'armoire C12, Rue des Ducs d'Anjou	1 215,06 €	50%	607,53 €
EP361-25-198	Varennes-sur-Loire	Suite vandalisme, réparation du réseau de l'armoire C3	3385,89	0,5	1692,945

Annexe 6

Participations PROJETS NOUVEAUX et MODIFIES

(annulent et remplacent les éventuelles opérations correspondantes des délibérations antérieures)

Travaux ponctuels

OPERATION	COLLECTIVITE	NATURE DE L'OPERATION	Montant travaux HT maximum en €	Taux de participation demandé	Montant de la participation maximum en €
EP002-25-845	Allonnes	Suite dépannage, remplacement du candélabre N°694 rue de la mégretterie	1 813,32 €	75%	1 359,99 €
EP009-25-66	Antoigné	Suite entretien, remplacement de la lanterne 59, rue des epinettes	839,56 €	75%	629,67 €
EP018-25-629	BAUGE_EN_ANJOU (Baugé)	Suite dépannage, remplacement du candélabre N°30, Rue du logis	1 245,38 €	75%	934,04 €
EP116-25-74	BAUGE_EN_ANJOU (Cuon)	Suite dépannage, remplacement de la lanterne N°39, rue des acacias	920,47 €	75%	690,35 €
EP143-25-88	BAUGE_EN_ANJOU (Fougeré)	Suite dépannage, remplacement de la porte gauche de l'armoire C1, Place du Clocher Vrillé.	611,18 €	75%	458,39 €
EP023-25-421	BEAUPREAU_EN_MAUGES (Beaupréau)	suite dépannage, remplacement de la lanterne n°769, rue du Pré Long	937,24 €	75%	702,93 €
EP060-24-101	BELLEVIGNE-LES-CHATEAUX (Chacé)	Suite demande commune, mise en place d'un candélabre solaire	4 742,17 €	75%	3 556,63 €
EP045-25-55	Breille-les-Pins (Ia)	Suite dépannage, remplacement de l'armoire de liaison L4, Rue de la Billette	2 148,96 €	75%	1 611,72 €
EP050-25-336	BRISSAC_LOIRE_AUBANCE (Brissac-Quincé)	Suite demande SIEM - Dépose définitive N°472 - Rue Louis Moron	864,14 €	75%	648,11 €
EP318-25-321	BRISSAC_LOIRE_AUBANCE (St-Saturnin-sur-Loire)	Suite dépannage - Remplacement bandeau N°445,448 - Voie verte	995,78 €	75%	746,84 €
EP400-25-547	CA_DU_SAUMUR_VAL_DE_LOIRE	Suite dépannage, remplacement du plateau led de la lanterne N°273, za de la ronde	580,00 €	75%	435,00 €
EP400-25-548	CA_DU_SAUMUR_VAL_DE_LOIRE	Suite dépannage, remplacement du candélabre N°308, za de la métairie	1 465,81 €	75%	1 099,36 €
EP518-24-315	CC_ANJOU_BLEU_COMMUNAUTE (cc Segré)	Suite dépannage - Remplacement lanterne N°400 - 378 + driver N°397,399 - Voie verte	1 851,92 €	75%	1 388,94 €
EP518-25-321	CC_ANJOU_BLEU_COMMUNAUTE (cc Segré)	Suite dépannage - Remplacement bandeau N°445,448 - Voie verte	995,78 €	75%	746,84 €
EP063-24-433	Chalonnnes-sur-Loire	Suite entretien préventif - Remplacement lanterne N°735 - Avenue du Onze Novembre	879,09 €	75%	659,32 €
EP268-24-92	CHEMILLE_EN_ANJOU (Ste-Christine)	suite dépannage, remplacement de 3 marches forcées, armoire C8, rue Nationale	516,70 €	75%	387,53 €
EP153-24-331	CHEMILLE_EN_ANJOU (Valanjou)	suite dépannage, remplacement du mât n°362, rue de la Sayette	1 252,32 €	75%	939,24 €
EP123-25-195	Distré	Suite dépannage, remplacement du plateau led du PL256, Hamuea de Munet	431,75 €	75%	323,81 €
EP249-25-185	ERDRE_EN_ANJOU (La Pouëze)	Suite dépannage - Remplacement lampe N°H-304 - Stade de football	935,58 €	75%	701,69 €
EP249-25-187	ERDRE_EN_ANJOU (La Pouëze)	Suite dépannage - Remplacement mât N°185 - Place de la liberté	1 415,30 €	75%	1 061,48 €
EP367-25-241	ERDRE_EN_ANJOU (Vern-d'Anjou)	Suite préventif - Remplacement mât N°200 - Rue de Flandres Dunkerque	1 415,30 €	75%	1 061,48 €
EP132-25-189	Etriché	Suite demande commune, pose d'un mât autonome chemin des Alliers	3 840,89 €	75%	2 880,67 €
EP140-25-261	Fontevraud-l'Abbaye	Suite demande commune, remplacement de la prise guirlande du point N° 221, avenue des Roches.	478,39 €	75%	358,79 €
EP140-25-262	Fontevraud-l'Abbaye	Suite demande commune, mise en place de prises guirlandes rue de la lizandière	2 985,97 €	75%	2 239,48 €
EP094-25-318	GENNES_VAL_DE_LOIRE (Chênehutte-Trèves-Cunault)	Suite dépannage, réparation du réseau entre les points 145 et 146, rue de la Croix	829,62 €	75%	622,22 €
EP094-25-321	GENNES_VAL_DE_LOIRE (Chênehutte-Trèves-Cunault)	Suite demande commune, passer les 6 points lumineux sur le régime 1, rue des bateliers	651,59 €	75%	488,69 €
EP149-24-258	GENNES_VAL_DE_LOIRE (Gennes)	Suite dépannage, remplacement du candélabre n°271, Route de Doué	2 946,92 €	75%	2 210,19 €
EP154-25-45	GENNES_VAL_DE_LOIRE (Grézillé)	Suite dépannage, réparation du candélabre 63, Rue du 3 Septembre	1 492,52 €	75%	1 119,39 €
EP304-25-96	GENNES_VAL_DE_LOIRE (Saint-Martin-de-la-Place)	Suite dépannage, réparation du réseau au point 174, rue du petit Thouars	2 546,53 €	75%	1 909,90 €
EP346-25-178	GENNES_VAL_DE_LOIRE (Thourel (le))	mise aux normes de l'armoire L8.	2 307,40 €	75%	1 730,55 €
EP060-22-51	INGRANDES_LE_FRESNE_SUR_LOIRE (Fresne-sur-Loire)	Suite dépannage - Remplacement mât N°298 - Rue Principale	4 283,12 €	75%	3 212,34 €
EP060-24-67	INGRANDES_LE_FRESNE_SUR_LOIRE (Fresne-sur-Loire)	Suite entretien préventif - Remplacement candélabre N°123, 124 - Hameau de la Jaunerie	2 966,62 €	75%	2 224,97 €
EP060-24-69	INGRANDES_LE_FRESNE_SUR_LOIRE (Fresne-sur-Loire)	Suite demande SIEM - Pose marche forcée	981,94 €	75%	736,46 €
EP060-24-70	INGRANDES_LE_FRESNE_SUR_LOIRE (Fresne-sur-Loire)	Suite entretien préventif - Remplacement candélabre N°146 - Les Morcellières	1 574,65 €	75%	1 180,99 €

OPERATION	COLLECTIVITE	NATURE DE L'OPERATION	Montant travaux HT maximum en €	Taux de participation demandé	Montant de la participation maximum en €
EP060-24-71	INGRANDES_LE_FRESNE_SUR_LOIRE (Fresne-sur-Loire)	Suite entretien préventif - Remplacement candélabre N°149 - Hameau bois vert	1 663,08 €	75%	1 247,31 €
EP060-25-80	INGRANDES_LE_FRESNE_SUR_LOIRE (Fresne-sur-Loire)	Suite dépannage - Remplacement candélabre N°303 - Port Mathieu cale du port	5 454,41 €	75%	4 090,81 €
EP160-22-121	INGRANDES_LE_FRESNE_SUR_LOIRE (Ingrandes)	Suite dépannage - Remplacement mât N°292 - Allée maryse bastie	760,66 €	75%	570,50 €
EP160-22-126	INGRANDES_LE_FRESNE_SUR_LOIRE (Ingrandes)	Suite dépannage - Remplacement candélabre N°159 - Rue de Longuené	1 436,60 €	75%	1 077,45 €
EP160-22-141	INGRANDES_LE_FRESNE_SUR_LOIRE (Ingrandes)	Suite dépannage - Remplacement lanterne N°244 - Allée des Lilas	1 192,50 €	75%	894,38 €
EP160-23-166	INGRANDES_LE_FRESNE_SUR_LOIRE (Ingrandes)	Suite dépannage - Remplacement drivers N°389,387,378,376,397,392 - Avenue de l'étang	889,70 €	75%	667,28 €
EP160-24-183	INGRANDES_LE_FRESNE_SUR_LOIRE (Ingrandes)	Suite demande SIEML - Pose marche forcée	1 273,96 €	75%	955,47 €
EP160-25-195	INGRANDES_LE_FRESNE_SUR_LOIRE (Ingrandes)	Suite dépannage - Mise en permanent N°409,410,427 - Route Nationale	511,23 €	75%	383,42 €
EP160-25-198	INGRANDES_LE_FRESNE_SUR_LOIRE (Ingrandes)	Suite demande commune, passage en permanent n°79 rue du pont	277,43 €	75%	208,07 €
EP160-25-199	INGRANDES_LE_FRESNE_SUR_LOIRE (Ingrandes)	Suite demande SIEML - Passage en permanent des collerettes - Avenue de la Riottière	1 308,46 €	75%	981,35 €
EP170-25-94	Juvardeil	Suite dépannage - Remplacement candélabre N°7 - Place de la Mairie	1 692,13 €	75%	1 269,10 €
EP005-25-67	LE_LION_D'ANGERS (Andigné)	Suite demande SIEML - Déplacement candélabre N°22 - Rue de la chapelle des vignes	3 167,28 €	75%	2 375,46 €
EP176-24-306	LE_LION_D'ANGERS (Le Lion-d'Angers)	Suite demande SIEML - Déposes définitive N°727,796,773,775 - Place de Bruxelles	2 853,27 €	75%	2 139,95 €
EP176-25-313	LE_LION_D'ANGERS (Le Lion-d'Angers)	Suite demande SIEML - Pose de 2 candélabre - Chemin du stade	8 518,53 €	75%	6 388,90 €
EP065-25-144	LES_HAUTS_D'ANJOU (Champigné)	Suite dépannage - Remplacement mât N°207 - Place de l'église	1 414,24 €	75%	1 060,68 €
EP080-25-189	LES_HAUTS_D'ANJOU (Châteauneuf-sur-Sarthe)	Suite dépannage - Remplacement driver N°622 - Allée du huit mai	246,65 €	75%	184,99 €
EP180-24-796	Longué-Jumelles	Suite contrôle technique, mise aux normes de l'armoire C13, Place Pasteur	2 789,89 €	75%	2 092,42 €
EP180-24-797	Longué-Jumelles	Suite contrôle technique, mise aux normes des armoires C11 et C35	2 433,70 €	75%	1 825,28 €
EP180-24-798	Longué-Jumelles	Suite contrôle technique, mise aux normes des armoires C15 et C26	2 632,43 €	75%	1 974,32 €
EP180-24-799	Longué-Jumelles	Suite contrôle technique, mise aux normes des armoires C22 et C4	2 433,70 €	75%	1 825,28 €
EP180-24-800	Longué-Jumelles	Suite contrôle technique, mise aux normes des armoires C24 et C36	2 751,43 €	75%	2 063,57 €
EP180-24-801	Longué-Jumelles	Suite contrôle technique, mise aux normes de l'armoire C8, Rue Philippière	2 765,38 €	75%	2 074,04 €
EP276-23-322	MAUGES_SUR_LOIRE (St-Florent-le-Vieil)	suite à l'intervention n°276-23-313 remplacement des 2 lanternes vétustes en accord avec la commune.	2 907,74 €	75%	2 180,81 €
EP276-24-334	MAUGES_SUR_LOIRE (St-Florent-le-Vieil)	suite à l'intervention 276-24-333 remplacement des lanternes au pt 87 et 88 ainsi que les crosses	3 186,18 €	75%	2 389,64 €
EP276-24-336	MAUGES_SUR_LOIRE (St-Florent-le-Vieil)	Suite à la demande de la commune, réalisation d'une maintenance préventive + rénovation 1 projecteur sur le stade de St Florent le Vieil, H-C33	3 877,11 €	75%	2 907,83 €
EP295-24-80	MAUGES_SUR_LOIRE (St-Laurent-de-la-Plaine)	Suite intervention 295-24-77 dépose et repose du support 15 après avoir recalé le massif	1 285,07 €	75%	963,80 €
EP313-24-298	MONTREVAULT_SUR_EVRE (St-Pierre-Montlimart)	Suite dépannage, remplacement du mât n°893, Allée de Lourdes	817,47 €	75%	613,10 €
EP313-24-299	MONTREVAULT_SUR_EVRE (St-Pierre-Montlimart)	Suite dépannage, remplacement lanterne n°1043, Chemin de la Barreite	571,75 €	75%	428,81 €
EP222-25-377	Mozé-sur-Louet	Suite dépannage - Remplacement lanterne N°46 - Chemin de la mariée	1 117,65 €	75%	838,24 €
EP248-24-239	OMBREE_D'ANJOU (Pouancé)	Suite dépannage - Remplacement driver N°931 - Rue du Général Leclerc	253,51 €	75%	190,13 €
EP309-25-55	OMBREE_D'ANJOU (Saint-Michel-et-Chanveaux)	Suite dépannage - Remplacement borne N°57 - Lotissement la Hachetaie	1 184,88 €	75%	888,66 €
EP283-24-368	Saint-Georges-sur-Loire	Suite demande SIEML - Pose marche forcée	1 858,00 €	75%	1 393,50 €
EP283-24-377	Saint-Georges-sur-Loire	Suite dépannage - Remplacement lanterne N°120 - Rue Nationale	1 685,16 €	75%	1 263,87 €
EP284-24-110	Saint-Germain-des-Prés	Suite demande SIEML - Pose marche forcée	592,58 €	75%	444,44 €
EP308-23-186	Saint-Melaine-sur-Aubance	Suite dépannage - Remplacement du candélabre N°277 - Square du Clos Monferrand	2 116,41 €	75%	1 587,31 €
EP308-25-229	Saint-Melaine-sur-Aubance	Suite demande commune - Modification horaires jusqu'à 23h - Rue Armand Brousse	1 000,19 €	75%	750,14 €
EP037-25-65	SEGRE_EN_ANJOU_BLEU (Bourg-d'Irè (le))	Suite dépannage - Remplacement lampe et appareillage N°H-133,H-136 - Stade de football	2 741,17 €	75%	2 055,88 €
EP347-25-355	Tiercé	Suite demande commune, réglage des projecteurs du terrain de foot synthétique	2 014,34 €	75%	1 510,76 €

OPERATION	COLLECTIVITE	NATURE DE L'OPERATION	Montant travaux HT maximum en €	Taux de participation demandé	Montant de la participation maximum en €
EP347-25-356	Tiercé	Suite demande mairie, réglage des projecteurs sur le terrain en herbe.	1 606,96 €	75%	1 205,22 €
EP358-23-128	Turquant	Suite dépannage, réparation du réseau de l'armoire C5, Rue de la Vignole	6 622,37 €	75%	4 966,78 €
EP108-24-91	VAL_D'ERDRE_AUXENCE (Cornuaille (la))	Suite demande SIEM - Pose marche forcée	495,24 €	75%	371,43 €
EP183-24-151	VAL_D'ERDRE_AUXENCE (Louroux-Béconnais (le))	Suite demande SIEM - Pose marche forcée	1 371,30 €	75%	1 028,48 €
EP376-24-43	VAL_D'ERDRE_AUXENCE (Villemoisin)	Suite demande SIEM - Pose marche forcée	592,58 €	75%	444,44 €
EP368-25-117	Vernantes	Suite dépannage, remplacement réseau en court-circuit, rue des bleuets.	2 606,54 €	75%	1 954,91 €
EP378-22-195	Vivy	Mise aux normes C1, C7, C8, C13	2 776,77 €	75%	2 082,58 €
EP378-22-196	Vivy	Mise aux normes C6, lotissement les 2 sœurs	2 028,16 €	75%	1 521,12 €
EP378-22-197	Vivy	Mise aux normes C9, pk du centre culturel	2 149,84 €	75%	1 612,38 €
EP378-22-198	Vivy	Mise aux normes C5, rue de Neuillé	3 279,89 €	75%	2 459,92 €
EP378-24-254	Vivy	Suite demande commune, remplacement des projecteurs du stade de football, Rue du Giron	17 706,76 €	75%	13 280,07 €

Annexe 7

Participations forfaitaires 2025

Maintenance préventive et exploitation d'éclairage public

(annulent et remplacent les éventuelles opérations correspondantes des délibérations antérieures)

Versement par la collectivité, calculé sur la base :

(1) du nombre de lanternes par catégorie

(2) de la déduction de la part de recettes CEE

(3) de l'application de la mesure de solidarité "vol de câble" pour les communes qui reversent la TICFE-C

Collectivités	Participation préventive 2025 ⁽¹⁾	versement recettes CEE à déduire ⁽²⁾	Mesure de solidarité ⁽³⁾	Participation finale collectivité 2025
ALLONNES	3 867,40 €	0,00 €	432,00 €	4 299,40 €
ANGRIE	1 104,10 €	0,00 €	112,00 €	1 216,10 €
ANTOIGNE	687,40 €	0,00 €	71,00 €	758,40 €
ARMAILLE	283,60 €	0,00 €	30,00 €	313,60 €
ARTANNES SUR THOUET	614,20 €	164,09 €	113,00 €	563,11 €
AUBIGNE SUR LAYON	1 046,30 €	0,00 €	95,00 €	1 141,30 €
BARACE	547,10 €	0,00 €	64,00 €	611,10 €
BAUGE-EN-ANJOU	23 424,00 €	3 632,34 €	717,00 €	20 508,66 €
BEAUFORT-EN-ANJOU	12 130,80 €	447,52 €	1 167,00 €	12 850,28 €
BEAULIEU SUR LAYON	2 483,00 €	0,00 €	226,00 €	2 709,00 €
BEAUPREAU-EN-MAUGES	40 800,40 €	5 750,58 €	4 830,00 €	39 879,82 €
BECON LES GRANITS	5 045,00 €	686,19 €	548,00 €	4 906,81 €
BEGROLLES EN MAUGES	3 458,60 €	0,00 €	435,00 €	3 893,60 €
BELLEVIGNE-EN-LAYON	10 192,80 €	0,00 €	1 015,00 €	11 207,80 €
BELLEVIGNE-LES-CHATEAUX	9 732,60 €	0,00 €	1 045,00 €	10 777,60 €
BLAISON-SAINT-SULPICE	1 627,80 €	0,00 €	158,00 €	1 785,80 €
BLOU	977,10 €	387,85 €	111,00 €	700,25 €
BOUILLE MENARD	1 234,80 €	0,00 €	124,00 €	1 358,80 €
BOURG L'EVEQUE	406,00 €	0,00 €	46,00 €	452,00 €
BRAIN SUR ALLONNES	2 514,10 €	149,17 €	305,00 €	2 669,93 €
BREILLE LES PINS (la)	403,60 €	0,00 €	46,00 €	449,60 €
BRISSAC-LOIRE-AUBANCE	16 595,30 €	0,00 €	1 653,00 €	18 248,30 €
BROSSAY	847,90 €	0,00 €	89,00 €	936,90 €
C. A. DU CHOLETAIS	864,50 €	5 090,49 €	189,00 €	-4 036,99 €
C. A. MAUGES COMMUNAUTE	9 107,10 €	0,00 €	1 263,00 €	10 370,10 €
C. A. SAUMUR VAL DE LOIRE	10 015,60 €	2 293,52 €	675,00 €	8 397,08 €
C. C. ANJOU BLEU COMMUNAUTE	5 122,80 €	0,00 €	270,00 €	5 392,80 €
C. C. ANJOU LOIR ET SARTHE	2 654,60 €	0,00 €	252,00 €	2 906,60 €
C. C. BAUGEOIS VALLEES	933,60 €	0,00 €	84,00 €	1 017,60 €
C. C. LOIRE LAYON AUBANCE	3 972,40 €	0,00 €	396,00 €	4 368,40 €
C. C. VALLEES DU HAUT ANJOU	2 212,40 €	0,00 €	210,00 €	2 422,40 €
CANDE	7 318,10 €	1 454,43 €	870,00 €	6 733,67 €
CARBAY	213,90 €	0,00 €	38,00 €	251,90 €
CERNUSSON	329,80 €	0,00 €	56,00 €	385,80 €
CERQUEUX (les)	2 571,10 €	0,00 €	245,00 €	2 816,10 €
CHALLAIN LA POTHERIE	1 361,20 €	0,00 €	116,00 €	1 477,20 €
CHALONNES SUR LOIRE	9 596,90 €	0,00 €	1 145,00 €	10 741,90 €
CHAMBELLAY	707,80 €	0,00 €	74,00 €	781,80 €
CHAMPTOCE SUR LOIRE	3 826,30 €	0,00 €	363,00 €	4 189,30 €
CHANTELOUP LES BOIS	1 096,00 €	0,00 €	104,00 €	1 200,00 €
CHAPELLE SAINT LAUD (la)	1 181,70 €	0,00 €	131,00 €	1 312,70 €
CHAUDEFONDS SUR LAYON	1 065,10 €	0,00 €	115,00 €	1 180,10 €
CHAZE SUR ARGOS	1 362,10 €	0,00 €	132,00 €	1 494,10 €
CHEFFES SUR SARTHE	1 579,80 €	0,00 €	150,00 €	1 729,80 €
CHEMILLE-EN-ANJOU	41 118,30 €	6 768,68 €	4 697,00 €	39 046,62 €
CHENILLE-CHAMPTEUSSE	813,30 €	0,00 €	84,00 €	897,30 €
CIZAY LA MADELEINE	867,20 €	0,00 €	81,00 €	948,20 €
CLERE SUR LAYON	483,30 €	0,00 €	71,00 €	554,30 €
CORNILLE LES CAVES	671,40 €	0,00 €	60,00 €	731,40 €
CORON	2 741,50 €	522,10 €	356,00 €	2 575,40 €
CORZE	2 073,80 €	119,34 €	242,00 €	2 196,46 €
COUDRAY MACOUARD (le)	2 547,50 €	708,57 €	283,00 €	2 121,93 €
COURCHAMPS	624,60 €	0,00 €	59,00 €	683,60 €

Collectivités	Participation préventive 2025 ⁽¹⁾	versement recettes CEE à déduire ⁽²⁾	Mesure de solidarité ⁽³⁾	Participation finale collectivité 2025
COURLEON	565,60 €	0,00 €	61,00 €	626,60 €
DENEE	1 891,80 €	0,00 €	248,00 €	2 139,80 €
DENEZE SOUS DOUE	367,00 €	0,00 €	37,00 €	404,00 €
DISTRE	2 613,90 €	0,00 €	359,00 €	2 972,90 €
DOUE-EN-ANJOU	21 427,40 €	119,34 €	2 295,00 €	23 603,06 €
DURTAL	6 251,50 €	0,00 €	830,00 €	7 081,50 €
ERDRE-EN-ANJOU	9 610,80 €	0,00 €	886,00 €	10 496,80 €
ETRICHE	1 756,50 €	242,40 €	205,00 €	1 719,10 €
Fontevraud l'abbaye	3 883,00 €	0,00 €	429,00 €	4 312,00 €
GARENNES-SUR-LOIRE (les)	8 912,40 €	59,67 €	914,00 €	9 766,73 €
GENNES-VAL-DE-LOIRE	17 613,10 €	0,00 €	1 788,00 €	19 401,10 €
GREZ NEUVILLE	1 971,30 €	0,00 €	283,00 €	2 254,30 €
HUILLE-LEZIGNE	2 533,50 €	0,00 €	296,00 €	2 829,50 €
INGRANDES LE FRESNE SUR LOIRE	6 321,70 €	0,00 €	655,00 €	6 976,70 €
JAILLE YVON (la)	412,10 €	0,00 €	43,00 €	455,10 €
JARZE-VILLAGES	2 543,80 €	238,68 €	293,00 €	2 598,12 €
JUVARDEIL	1 274,30 €	193,92 €	181,00 €	1 261,38 €
LANDE CHASLES (la)	268,20 €	0,00 €	33,00 €	301,20 €
LE-LION-D'ANGERS	10 170,40 €	503,46 €	1 182,00 €	10 848,94 €
LES HAUTS-D'ANJOU	13 405,40 €	1 081,50 €	1 509,00 €	13 832,90 €
LES-BOIS-D'ANJOU	3 541,30 €	0,00 €	336,00 €	3 877,30 €
LOIRE	1 838,00 €	0,00 €	183,00 €	2 021,00 €
LONGUE JUMELLES	12 536,50 €	0,00 €	1 281,00 €	13 817,50 €
LOURESSE ROCHEMENIER	1 500,00 €	0,00 €	161,00 €	1 661,00 €
LYS-HAUT-LAYON	17 012,80 €	2 364,38 €	1 688,00 €	16 336,42 €
MARCE	1 151,60 €	0,00 €	125,00 €	1 276,60 €
MAUGES-SUR-LOIRE	35 605,60 €	1 051,66 €	3 722,00 €	38 275,94 €
MAULEVRIER	6 029,10 €	447,52 €	685,00 €	6 266,58 €
MAY SUR EVRE (le)	6 447,90 €	678,73 €	820,00 €	6 589,17 €
MAZE-MILON	4 485,40 €	205,11 €	555,00 €	4 835,29 €
MAZIERES EN MAUGES	2 272,70 €	0,00 €	312,00 €	2 584,70 €
MENITRE (la)	3 508,60 €	238,68 €	353,00 €	3 622,92 €
MIRE	1 839,70 €	223,76 €	205,00 €	1 820,94 €
MONTIGNE LES RAIRES	506,00 €	0,00 €	46,00 €	552,00 €
MONTILLIERS	2 815,10 €	223,76 €	274,00 €	2 865,34 €
MONTREUIL BELLAY	17 444,00 €	0,00 €	0,00 €	17 444,00 €
MONTREUIL SUR LOIR	942,90 €	0,00 €	95,00 €	1 037,90 €
MONTREUIL SUR MAINE	1 171,40 €	0,00 €	139,00 €	1 310,40 €
MONTREVAULT-SUR-EVRE	27 807,10 €	876,39 €	2 928,00 €	29 858,71 €
MONTSOREAU	2 692,30 €	0,00 €	264,00 €	2 956,30 €
MORANNES-SUR-SARTHE-DAUMERAY	6 384,70 €	0,00 €	680,00 €	7 064,70 €
MOULIHERNE	1 447,50 €	0,00 €	148,00 €	1 595,50 €
MOZE SUR LOUET	3 618,70 €	0,00 €	351,00 €	3 969,70 €
NEUILLE	762,30 €	179,01 €	92,00 €	675,29 €
NOYANT-VILLAGES	10 560,80 €	104,42 €	1 104,00 €	11 560,38 €
NUAILLE	2 928,40 €	0,00 €	337,00 €	3 265,40 €
OMBREE-D'ANJOU	16 620,90 €	4 456,51 €	2 099,00 €	14 263,39 €
OREE-D'ANJOU	19 895,80 €	6 321,16 €	2 435,00 €	16 009,64 €
PARNAY	1 591,60 €	0,00 €	145,00 €	1 736,60 €
PASSAVANT SUR LAYON	380,00 €	0,00 €	40,00 €	420,00 €
PELLERINE (la)	107,10 €	0,00 €	17,00 €	124,10 €
PLAINE (la)	2 038,10 €	0,00 €	240,00 €	2 278,10 €
POSSONNIERE (la)	4 729,80 €	0,00 €	434,00 €	5 163,80 €
PUY NOTRE DAME (le)	2 899,10 €	0,00 €	291,00 €	3 190,10 €
RAIRES (les)	1 961,50 €	0,00 €	188,00 €	2 149,50 €
ROCHEFORT SUR LOIRE	3 277,70 €	0,00 €	301,00 €	3 578,70 €
ROMAGNE (la)	3 389,30 €	0,00 €	376,00 €	3 765,30 €
ROU MARSON	406,20 €	89,50 €	56,00 €	372,70 €
SAINT AUGUSTIN DES BOIS	1 498,50 €	0,00 €	159,00 €	1 657,50 €
SAINT CHRISTOPHE DU BOIS	5 440,50 €	0,00 €	572,00 €	6 012,50 €
SAINT CLEMENT DES LEVEES	3 095,70 €	0,00 €	297,00 €	3 392,70 €
SAINT GEORGES SUR LOIRE	6 184,20 €	0,00 €	627,00 €	6 811,20 €
SAINT GERMAIN DES PRES	1 455,00 €	0,00 €	173,00 €	1 628,00 €
SAINT JEAN DE LA CROIX	574,80 €	0,00 €	46,00 €	620,80 €
SAINT JUST SUR DIVE	331,10 €	0,00 €	51,00 €	382,10 €
SAINT LEGER SOUS CHOLET	6 116,10 €	771,97 €	617,00 €	5 961,13 €

Collectivités	Participation préventive 2025 ⁽¹⁾	versement recettes CEE à déduire ⁽²⁾	Mesure de solidarité ⁽³⁾	Participation finale collectivité 2025
SAINT MACAIRE DU BOIS	101,40 €	0,00 €	10,00 €	111,40 €
SAINT MELAINE SUR AUBANCE	3 253,90 €	0,00 €	354,00 €	3 607,90 €
SAINT PAUL DU BOIS	1 027,50 €	0,00 €	101,00 €	1 128,50 €
SAINT PHILBERT DU PEUPLE	641,20 €	0,00 €	76,00 €	717,20 €
SCEAUX D'ANJOU	1 125,60 €	0,00 €	112,00 €	1 237,60 €
SEGRE-EN ANJOU-BLEU	20 399,10 €	1 734,12 €	2 071,00 €	20 735,98 €
SEGUINIÈRE (la)	9 005,00 €	5 247,13 €	957,00 €	4 714,87 €
SEICHES SUR LE LOIR	5 023,80 €	0,00 €	583,00 €	5 606,80 €
SERMAISE	465,00 €	0,00 €	60,00 €	525,00 €
SEVREMOINE	43 382,70 €	8 584,85 €	4 762,00 €	39 559,85 €
SOMLOIRE	1 255,70 €	0,00 €	170,00 €	1 425,70 €
SOUZAY CHAMPIGNY	2 321,30 €	0,00 €	236,00 €	2 557,30 €
TERRANJOU	6 455,90 €	0,00 €	623,00 €	7 078,90 €
TESSOUALLE (la)	5 539,40 €	0,00 €	618,00 €	6 157,40 €
THORIGNE D'ANJOU	1 860,40 €	0,00 €	205,00 €	2 065,40 €
TIERCE	6 492,80 €	298,34 €	716,00 €	6 910,46 €
TOUTLEMONDE	2 276,90 €	0,00 €	262,00 €	2 538,90 €
TREMENTINES	4 612,70 €	0,00 €	638,00 €	5 250,70 €
TUFFALUN	2 173,80 €	0,00 €	314,00 €	2 487,80 €
TURQUANT	2 402,60 €	0,00 €	263,00 €	2 665,60 €
ULMES (les)	1 136,40 €	0,00 €	109,00 €	1 245,40 €
VAL-D'ERDRE-AUXENCE	6 552,40 €	328,18 €	655,00 €	6 879,22 €
VAL-DU-LAYON	5 215,30 €	246,13 €	500,00 €	5 469,17 €
VARENNES SUR LOIRE	2 203,10 €	0,00 €	258,00 €	2 461,10 €
VARRAINS	2 964,30 €	0,00 €	312,00 €	3 276,30 €
VAUDELNAY	2 343,20 €	0,00 €	244,00 €	2 587,20 €
VERNANTES	2 378,90 €	466,16 €	332,00 €	2 244,74 €
VERNOIL LE FOURRIER	2 216,40 €	179,01 €	241,00 €	2 278,39 €
VERRIE	41,40 €	0,00 €	4,00 €	45,40 €
VEZINS	3 026,50 €	671,27 €	386,00 €	2 741,23 €
VILLEBERNIER	1 101,80 €	0,00 €	171,00 €	1 272,80 €
VIVY	3 513,80 €	268,51 €	393,00 €	3 638,29 €
YZERNAY	3 889,70 €	279,70 €	441,00 €	4 051,00 €
TOTAL GENERAL	788 094,60 €	67 149,77 €	81 995,00 €	802 939,83 €

A noter que les participations finales à valeur négatives feront l'objet de deux opérations comptables, un titre de recette du montant du préventif et un mandat correspondant à la valeur CEE à restituer.

Annexe 8

Participations forfaitaires d'intervention 2025

pour la réalisation de travaux sur le réseau d'éclairage public pour les communes percevant directement la TICFE-C

(annulent et remplacent les éventuelles opérations correspondantes des délibérations antérieures)

Versement par la collectivité à raison de 13,90€ / lanterne (Article II.2.2. Participation forfaitaire d'intervention sur le réseau d'éclairage public)

COLLECTIVITE	Montant de la participation maximum en €
BAUGE-EN-ANJOU	17 361,10
MONTREUIL BELLAY	16 527,10
Total général	33 888,20

16. Territoire connecté: déploiement du réseau d'objets connectés du Siéml et tarifs d'utilisation du réseau mutualisé**Rapporteur : M. Franck POQUIN**

Dans le cadre du projet Territoire connecté, issu lui-même du plan stratégique éclairage public pour le mandat 2021-2026, le Siéml a engagé en 2021 le déploiement d'une infrastructure de connectivité de type LoRaWAN pour optimiser la gestion de l'ensemble des installations d'éclairage public relevant de sa compétence. Cette technologie offre une communication longue portée et bas débit entre objets connectés (IoT), tout en garantissant une faible consommation énergétique.

Souhaitant optimiser l'usage de cette infrastructure au profit de l'ensemble des acteurs publics du territoire, le Siéml s'est engagé dans une démarche de mutualisation de son réseau d'objets connectés à la suite des décisions des comités syndicaux des 15 décembre 2020, 15 juin 2021 et 28 juin 2022.

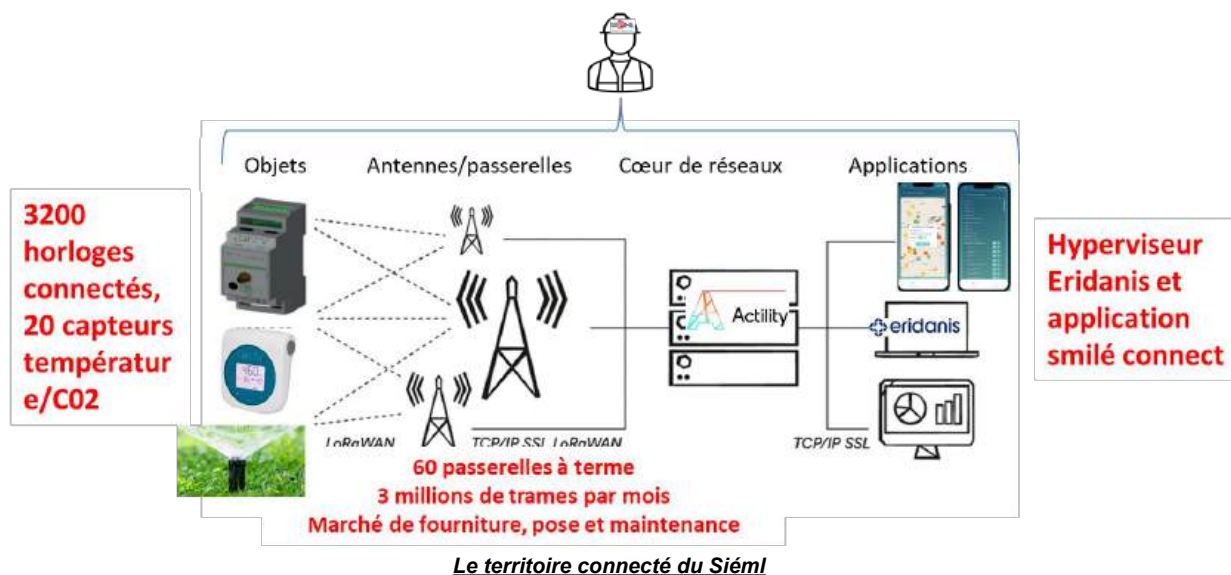
Le présent rapport a pour objet de vous présenter un point d'étape sur le déploiement du réseau d'objets connectés du Siéml (1) ainsi que les perspectives de la mutualisation du réseau (2) puis de proposer des tarifs d'utilisation de ce réseau (3).

1. LE TERRITOIRE CONNECTÉ : UN RÉSEAU LoRaWAN ÉPROUVÉ ET MAÎTRISÉ**A) Un réseau pour plusieurs cas d'usages propres au Siéml**

Depuis le lancement du projet Territoire connecté, le Siéml a, entre 2021 et 2024, déployé 3 200 horloges connectées sur l'ensemble des installations d'éclairage public relevant de sa compétence. Ces équipements permettent le pilotage à distance des armoires de commande ainsi que la remontée d'informations via un réseau LoRaWAN privé composé, à terme (horizon septembre 2025), de 60 antennes.

Une équipe dédiée (ingénieur télécom, technicien, alternant ingénieur) assure la mise en place et la gestion des infrastructures LoRaWAN (antennes/passerelles et cœur de réseau) : déploiement des antennes, supervision, administration du cœur de réseau et intégration des objets connectés. Pour cela différents marchés ont été lancés depuis 2021, en particulier un marché de fourniture, pose et maintenance des infrastructures LoRaWAN et un marché pour disposer d'un serveur de type cœur de réseau LoRaWAN.

Au fil du temps, ce réseau a également permis de développer d'autres cas d'usage propres au Siéml, tels que le suivi de la température et de la qualité de l'air dans des bâtiments communaux, dans le cadre des missions du Siéml d'accompagnement de ses collectivités membres pour la réalisation d'actions de maîtrise de la demande en énergie et d'efficacité énergétique.



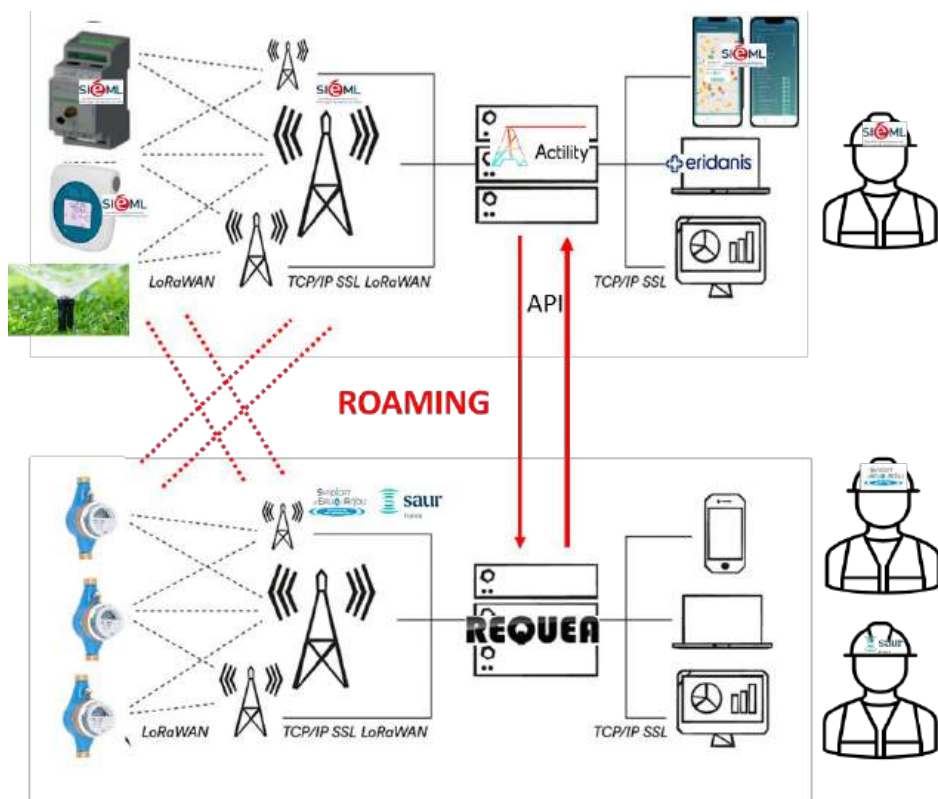
Ces cas d'usage ont confirmé la robustesse technique du réseau LoRaWAN privé du Siéml et sa capacité à répondre à des besoins variés, au-delà de l'éclairage public.

B) Des perspectives de densification de la couverture réseau sur certains secteurs grâce à la solution d'itinérance (« roaming »)

L'itinérance ou le roaming permet à des objets connectés de communiquer avec un réseau qui n'est pas celui de leur opérateur d'origine, tout en gardant une connexion sécurisée et sans changer de configuration. Pour optimiser la gestion de la télérelève de ses compteurs d'eau, le SEA, par l'intermédiaire de son délégataire la SAUR, a commencé à déployer une soixantaine d'antennes sur certains secteurs géographiques du nord du département, avec des équipements en place qui seraient des biens de retour pour le SEA à l'horizon 2030.

Pour l'heure, la mise en place d'un roaming entre le réseau du Siéml et celui du SEA serait expérimenté de la manière suivante :

- convention de coopération public-public (2025-2030),
- interconnexion des cœurs de réseau via API (interface de programmation d'application),
- identification automatique des capteurs de chacun pour retransférer les trames sans les décoder
- pas de frais appelés entre partenaires, juste la nécessité pour chacun de prendre à sa charge les développements nécessaires pour permettre l'adaptation de son cœur de réseau à la communication via API.



Principe du roaming entre cœur de réseau Siéml et cœur de réseau SEA/SAUR

Pour le Siéml et le SEA, cette expérimentation permettrait de rationaliser les infrastructures mais également, là où il y a doublon d'infrastructures, de pouvoir compter sur le réseau du partenaire en cas de défaillance de son réseau.

Pour les collectivités des secteurs géographiques concernés, cela signifierait de limiter le dédoublement des infrastructures mais également à court terme de pouvoir bénéficier d'une connectivité LoRaWAN plus dense.

2. VERS UN RÉSEAU D'OBJETS CONNECTÉS MUTUALISÉ

A) Des opportunités croissantes pour la mutualisation du réseau du Siéml

Plusieurs collectivités et acteurs publics ont manifesté un intérêt pour bénéficier de la connectivité LoRaWAN du Siéml, tels que le syndicat d'eau de l'Anjou (SEA), dans le cadre de la télérelève de ses compteurs, le Syndicat mixte Anjou Numérique, pour des expérimentations de gestion technique de bâtiments (GTB), ainsi qu'un certain nombre de communes pour la gestion de leurs équipements.

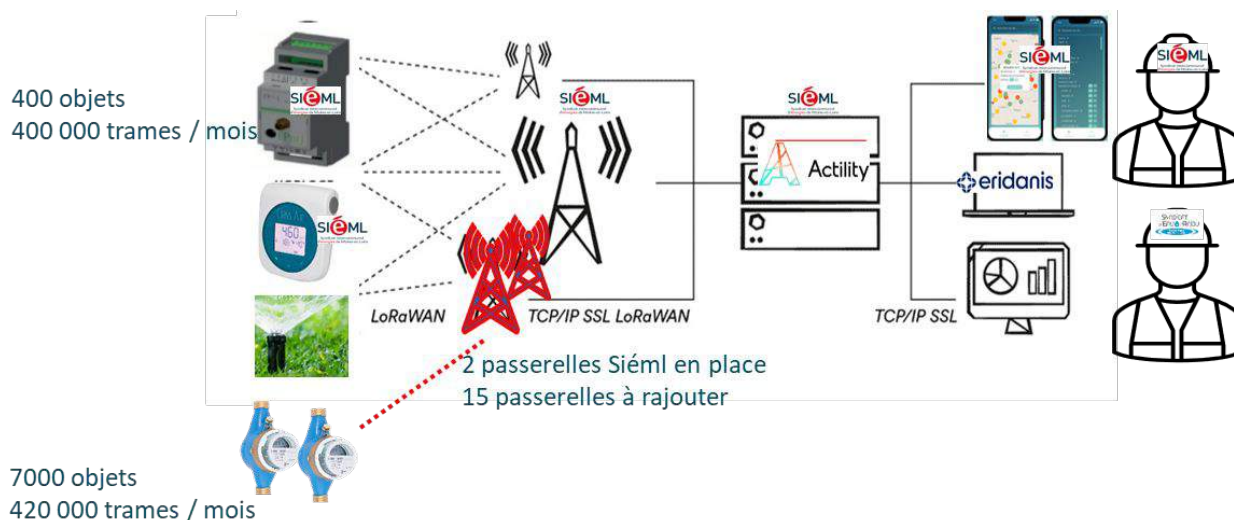
En vue d'expérimenter concrètement la mutualisation de son réseau, le Siéml a ouvert depuis septembre 2024 l'utilisation de son réseau, aux objets connectés de la commune de Doué-en-Anjou pour la gestion intelligente de l'arrosage d'équipements sportifs. A ce jour, ce sont plus de 300 000 trames qui ont transité par les infrastructures LoRaWAN du Siéml pour adapter au plus juste les arrosages à l'humidité des sols et à l'utilisation des terrains.

B) Le déploiement par le Siéml d'un réseau mutualisé sur six communes du Layon

Plus précisément, le Siéml et le SEA se sont rapprochés en vue du déploiement complémentaire par le Siéml d'un réseau mutualisé sur un périmètre couvrant six communes du secteur du Layon : Beaulieu sur Layon, Bellevigne-en-Layon (Rablay-sur-Layon), Denée, Mozé-sur-Louet, Rochefort-sur-Loire et Val-du-Layon. En effet, sur ce périmètre, le SEA souhaite déployer un réseau de télérelève de

type LoRaWAN, tandis que le Siéml prévoit d'y renforcer son propre réseau LoRaWAN. Le déploiement par le Siéml d'un réseau d'objets connectés mutualisés sur ce périmètre vise à permettre a minima la télérelève de 7 000 compteurs d'eau mais aussi, potentiellement, d'autres usages connectés publics sur ces territoires.

Pour y parvenir, le projet prévoit l'installation de 15 nouvelles passerelles LoRaWAN en plus de celles actuellement en place, ce qui permettrait d'atteindre un taux de couverture radio d'environ 96 % sur les zones ciblées et pour les compteurs d'eau enterrés (couverture deep indoor). Ce niveau de couverture est jugé suffisant par le SEA pour assurer la fiabilité des transmissions de données des compteurs.



Principe de fonctionnement de la connectivité mutualisée sur le territoire de 6 communes du Layon

La mise en service du réseau serait envisagée pour l'année 2026, à l'issue des phases d'études, de réalisation des travaux et de mise en exploitation au travers des ressources internes et des marchés actuellement en place.

Le partenariat avec le SEA pour le déploiement d'un réseau mutualisé par le Siéml sur les six communes du Layon donnerait lieu à la conclusion d'une convention de coopération pour la mise en place d'un service de connectivité dont le détail vous est présenté ci-après.

C) La mise en place par le Siéml d'un service de connectivité LoRaWAN

Le Siéml pourrait proposer au SEA comme aux acteurs publics intéressés un service d'utilisation de son réseau d'objets connectés qui reposerait sur :

- l'accès au réseau LoRaWAN mutualisé déployé par le Siéml (passerelles, cœur de réseau) ;
- la collecte sécurisée des données issues de capteurs ou objets connectés installés par l'utilisateur du réseau ou pour son compte ;
- la mise à disposition des données via le cœur de réseau du Syndicat.

Le Siéml proposerait ce service de connectivité dans le cadre d'une coopération entre personnes publiques formalisée par une convention spécifique conclue avec chaque bénéficiaire qui préciserait notamment :

- les responsabilités respectives,
- les conditions techniques,
- les conditions et modalités financières,

Le service de connectivité et la convention afférente seraient proposés par le Siéml après s'être assuré de la faisabilité technico-économique de chaque projet, notamment en matière de couverture radio.

3. UN MODÈLE ÉCONOMIQUE TRANSPARENT ET ÉQUITABLE

A) Le modèle économique envisagé pour le déploiement d'un réseau mutualisé sur le secteur du Layon

Le modèle économique envisagé pour le déploiement par le Siéml d'un réseau mutualisé sur le secteur du Layon vise à couvrir les coûts d'investissement et de fonctionnement du réseau.

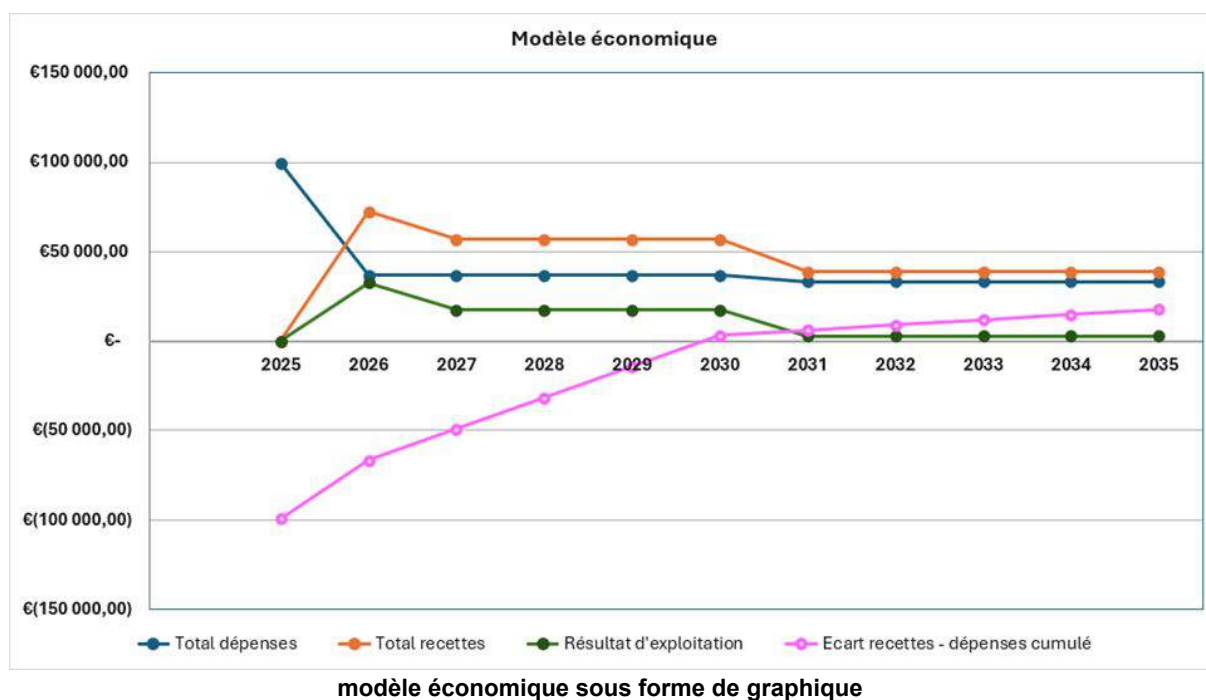
Dans le cadre de la coopération entre le Siéml et le SEA pour la mise en œuvre de l'opération, l'ensemble des travaux d'installation, d'intégration et de mise en réseau serait entièrement financé par le Siéml pour un montant estimé à environ 80 000 € HT. Le Siéml aurait la propriété des infrastructures déployées et assurerait leur maintenance ainsi que l'exploitation du cœur de réseau.

Afin de garantir la viabilité économique de l'opération, un retour sur investissement (ROI) serait visé par le Siéml à l'échéance de cinq ans, sur la base des recettes générées par la facturation du service de connectivité au SEA.

Pour ce faire, le Siéml pourrait proposer au SEA la tarification suivante :

Période	Tarif mensuel par capteur (HT)
5 premières années	0,55 € HT / capteur / mois
À partir de la 6 ^e année	0,36 € HT / capteur / mois

Ce modèle tarifaire permet un équilibre économique sur la durée, tout en restant attractif et soutenable pour le SEA.



B) Le modèle économique envisagé pour la communauté des utilisateurs du réseau mutualisé

Le modèle économique imaginé pour la coopération avec le SEA, basé sur un objectif de retour sur investissement à 5 ans, constitue une base de référence pertinente. Il permet de couvrir les coûts d'investissement et de fonctionnement et garantir la soutenabilité financière du service, tout en proposant une offre raisonnable au SEA.

Dans un souci de transparence et d'équité de traitement entre les différents utilisateurs de réseau mutualisé du Siéml, ce modèle serait généralisé à l'ensemble des futures coopérations.

Cependant, pour tenir compte de la diversité des projets (en fonction du nombre d'objets connectés à déployer, de la couverture à assurer et des spécificités territoriales), il est également nécessaire d'intégrer :

- une notion d'économie d'échelle, en distinguant les utilisateurs qui ont moins de 500 capteurs, les coûts fixes par capteur étant moins compressibles en cas de faible volumétrie ;
- une participation aux investissements sur 5 ans de l'ensemble des partenaires, que les projets nécessitent ou non le déploiement de nouvelles antennes, afin de répartir l'effort d'investissement sur l'ensemble des utilisateurs et s'assurer de recettes suffisantes pour garantir à tout moment la provision du renouvellement des installations.

Ainsi, chaque projet pourrait s'appuyer sur les tarifs suivants :

Tranche du nombre x d'objets	Coût mensuel hors taxe par objet les 5 premières années	Coût mensuel hors taxe par objet les années suivantes
x < 500	0,70 € HT	0,46 € HT
x ≥ 501	0,55 € HT	0,36 € HT

Chaque tarif pourra être révisé par délibération du comité syndical Siéml, en fonction des éventuelles fluctuations du contexte économique.

Il est proposé au comité syndical, dans les conditions exposées ci-avant :

- d'approuver le déploiement par le Siéml d'un réseau d'objets connectés mutualisé comportant un service onéreux de connectivité ;
- d'approuver les tarifs du service de connectivité LoRaWAN ainsi que les conditions et modalités de son évolution, tels que joints en annexe.

DÉPLOIEMENT DU RÉSEAU D'OBJETS CONNECTÉ MUTALISÉ DU SIéML ET MISE EN PLACE DU SERVICE DE CONNECTIVITÉ **LORAWAN** ASSOCIÉ

TARIFS DU SERVICE

-

Annexe **au rapport n°** xx présenté au Comité syndical le 25 juin 2025

Le service de connectivité comprend l'accès au réseau LoRaWAN mutualisé déployé par le Siéml (passerelles, cœur de réseau), la collecte sécurisée des données issues de capteurs ou objets connectés installés par les l'utilisateurs du réseau ou pour son compte, ainsi que pour la mise à disposition des données via le cœur de réseau du Syndicat.

Les tarifs du service sont répartis de la manière suivante :

Tranche du nombre x d'objets	Coût mensuel hors taxe par objet les 5 premières années	Coût mensuel hors taxe par objet les années suivantes
$x < 500$	0,70 € HT	0,46 € HT
$x \geq 501$	0,55 € HT	0,36 € HT

Chaque tarif pourra être révisé par délibération du comité syndical Siéml, en fonction des éventuelles fluctuations du contexte économique.

Conformément à l'article 256 B du code général des impôts, les personnes morales de droit public ne sont pas assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée pour l'activité de leurs services administratifs, sociaux, éducatifs, culturels et sportifs, lorsque leur non-assujettissement n'entraîne pas de distorsions dans les conditions de la concurrence. En revanche, ces personnes morales sont assujetties, en tout état de cause, pour les opérations relatives aux télécommunications. La mise en place du service de connectivité LORAWAN peut être associé à un service de télécommunication, il fera donc nécessairement l'objet d'un assujettissement à la TVA

17. Etude de structuration Ouest Charge

Rapporteur : M. Thierry TASTARD

Depuis 2021, le Siéml a intégré la marque Ouest Charge, réseau public de bornes de recharge pour véhicules électriques comportant plus de 2200 points de charge sur les Pays de la Loire et la Bretagne. Dans un contexte de forte croissance des besoins pour les électromobilistes, de renforcement des obligations légales (loi LOM) et de forte concurrence des opérateurs privés, les syndicats membres de ce réseau s'interrogent sur les meilleures stratégies possibles pour concilier les politiques territoriales et la mutualisation des ressources au travers du développement d'une structuration ad hoc.

1. Lancement de l'étude de structuration

Afin d'éclairer ces décisions, une étude de structuration a été confiée en janvier 2025 au groupement SWP ADALTYIS, à l'issue d'une procédure formalisée. Cette étude est organisée en deux phases correspondant à deux marchés subséquents.

Le marché subséquent n°1, d'un montant de 37 100 € HT, a été mené sur une durée de deux mois et a réuni 5 syndicats membres de Ouest Charge : le Siéml, le syndicat départemental d'énergie et d'équipement du Finistère (SDEF), le syndicat départemental d'énergie des Côtes d'Armor (SDE22), le Territoire d'Energie de Loire-Atlantique (TE44), le syndicat départemental d'énergie d'Ille-et-Vilaine (SDE35) ainsi que le Territoire d'Énergie Mayenne (TE53), désireux d'être associés à la démarche.

Les objectifs de cette première étape étaient :

- d'identifier le modèle d'organisation et de structuration le plus compétitif pour Ouest Charge ;
- d'analyser la chaîne de valeur des infrastructures de recharge et en particulier l'achat d'énergie et la supervision ;
- d'évaluer les différents modes de portage des compétences, notamment juridiques et économiques.

L'analyse correspondant au marché subséquent n° 1 s'est déroulée sur trois mois de travail, mêlant des entretiens avec des fournisseurs, des partenaires, des réseaux de bornes publiques, des comités techniques, et de l'analyse documentaire.

2. Bilan du comité de pilotage du 3 avril 2025

Un plan d'action détaillé a été présenté aux élus lors du comité de pilotage du 3 avril 2025, mettant en lumière deux scénarii principaux de structuration pour gérer les parcs IRVE : un scénario aboutissant à la création d'une société d'économie mixte (SEM) et un scénario aboutissant à la constitution d'une société publique locale (SPL).

Ces deux modèles de structuration permettraient de mutualiser les moyens humains pour gérer les équipements et de réaliser un équilibre financier sur la gestion des IRVE hors investissement.

Certains syndicats dont le Siéml se sont montrés plutôt favorables à la SEM compte tenu des perspectives de croissance externe qu'elle offre en dehors des périmètres des SDE mais également et surtout, du fait des possibilités qu'elle offre de mobiliser des tiers investisseurs.

D'autres syndicats, bien qu'intéressés par la SEM, sont plutôt orientés sur le modèle d'une SPL afin de pouvoir bénéficier d'un montage in house sécurisant.

Les membres du Copil du 3 avril ont souhaité la poursuite de l'étude pour développer davantage les sujets de structuration possible avec des business plans détaillés pour chaque scénario et chaque territoire.

3. Lancement du Marché subséquent n°2 – Poursuite de l'étude

Dans la continuité du COPIL du 3 avril, le marché subséquent n° 2 a été notifié au groupement SWP / ADALTYs, pour approfondir les orientations retenues et engager la phase opérationnelle initiateur de structuration.

Le montant de ce second marché est de 45 500 € HT, réparti entre les 5 syndicats participants. Le TE53 a formellement acté son retrait, ne souhaitant pas s'intégrer dans une démarche de structuration.

Les objectifs du MS2 sont notamment de :

- définir précisément les modalités de gouvernance et de fonctionnement de la future structure (SEM/SPL) ;
- élaborer un plan budgétaire individualisé pour chaque syndicat, vis-à-vis en particulier des stratégies d'investissement de chacun, afin d'évaluer les impacts de la mutualisation ;
- examiner la capacité commerciale de Ouest Charge à travailler pour des tiers ;
- lancer un travail stratégique sur l'achat d'énergie, en lien avec le TE44 ;
- accompagnement de la mise en place de la structuration (rédaction des délibérations, des statuts, ...) selon le scénario retenu ;
- explorer les pistes d'un montage alternatif combinant plusieurs structururations possibles autour d'un GIE ;

En accord avec les syndicats partenaires, le MS2, confié au groupement SWP Adaltys a été lancé à la fin du mois de mai et se terminera à l'automne 2025 avec, en point d'orgue, le Copil du 11 juillet 2025.

5. Calendrier prévisionnel et perspectives

L'ambition reste de disposer d'une solution de supervision consolidée pour septembre 2026 (échéance du marché actuel), selon le planning prévisionnel suivant :

Étape	Échéance
Délibérations locales et AG statutaires	Comité de rentrée octobre 2025
Mise en place de l'organisation et publication des marchés	Fin 2025
Attribution des marchés	Début 2026
Démarrage de la bascule de supervision	Fin printemps 2026
Finalisation de la supervision mutualisée	Septembre 2026

Conclusion

L'étude de structuration Ouest Charge s'inscrit dans une dynamique de coordination inter-syndicale face aux enjeux de mobilité électrique. Les travaux présentés lors Copil du 11 juillet permettront à chaque syndicat de prendre position sur la future structuration en vue d'une mise en place à l'automne 2025.

Les élus seront régulièrement tenus informés des avancées techniques, politiques et financières de cette démarche, qui vise à garantir un service public de recharge performant, accessible et pérenne sur le Grand Ouest.

Il est proposé au comité syndical, dans les conditions exposées ci-avant :

- **de prendre acte** de ce rapport d'information

18. transferts de compétence "production et distribution par réseaux publics de chaleur ou de froid" par les communes de Mazé-Milon et Noyant-Villages

Rapporteur : M. Denis RAIMBAULT

1. TRANSFERT DE COMPÉTENCES « PRODUCTION ET DISTRIBUTION PAR RÉSEAUX PUBLICS DE CHALEUR OU DE FROID » POUR LA COMMUNE DE MAZÉ-MILON**A. Descriptif du projet**

Le scénario consiste à installer 18 sondes géothermique qui alimenteront en chaud et en froid le groupe scolaire de Mazé, le restaurant scolaire et le futur EHPAD. Deux locaux équipés chacun d'une pompe à chaleur seront également créés.

Pour sécuriser la fourniture de chaleur des bâtiments, les chaudières gaz du groupe scolaire et du restaurant scolaire seront conservées et une nouvelle chaudière gaz sera installée à l'EHPAD.

L'investissement est estimé à environ 1 300 000 € et des aides financières importantes de l'ADEME sont mobilisables.

L'objectif est d'obtenir un prix de vente de la chaleur au moins identique, voire inférieur si possible à la situation actuelle de référence.

La mise en service prévisionnelle du projet est prévue pour 2027.

B. Position des acteurs du projet

La commune de Mazé-Milon souhaite que ce projet se concrétise. L'établissement de santé Baugeois Vallée (ESBV), qui est implanté sur 4 sites, dont le futur de site de Mazé, est également intéressé.

La commune de Mazé-Milon étant compétente sur ce sujet, souhaite transférer sa compétence « Réseau de chaleur » au Siéml.

Conformément à l'article 4.4 de ses statuts, le Siéml exerce en lieu et place des communes ou établissements publics de coopération intercommunale qui lui en font la demande, la compétence mentionnée à l'article L. 2224-38 du CGCT relative à la création, l'aménagement, l'entretien et la gestion de réseaux publics de chaleur ou de froid.

En application de l'article 6 des statuts du Siéml, le transfert de la compétence « réseau de chaleur » doit être sollicitée par délibération du conseil municipal de Mazé-Milon et accepté par délibération du comité syndical du Siéml. Il prend effet à la date indiquée par cette dernière ou, à défaut, au premier jour du mois suivant la date à laquelle la délibération de l'assemblée délibérante du Siéml acceptant la demande de la Commune est devenue exécutoire.

Le transfert par la commune de Mazé-Milon au Siéml de la compétence « réseau de chaleur » permettrait d'enclencher une réelle dynamique pour la réalisation d'un réseau de chaleur sur le territoire communal, et également de participer à l'atteinte des objectifs fixés par l'ADEME dans le cadre du contrat d'objectifs sur le développement de la chaleur renouvelable.

2. TRANSFERT DE COMPÉTENCES « PRODUCTION ET DISTRIBUTION PAR RÉSEAUX PUBLICS DE CHALEUR OU DE FROID » POUR LA COMMUNE DE NOYANT-VILLAGES**A. Descriptif du projet**

Le scénario consiste à construire un local et y implanter une chaudière bois d'environ 300 kW permettant de couvrir environ 85 % des besoins de chauffage du complexe sportif (COSEC) et son extension, la piscine d'été, le collège public. Environ 540 mètres linéaires de réseaux de chaleur (canalisations enterrées) seront nécessaires (en sachant que 145 mètres sont déjà existants) ; et une chaudière gaz en appoint/secours sera installée. L'investissement est estimé à environ 1 100 000 € et des aides financières importantes de l'ADEME sont mobilisables.

La consommation de bois déchiqueté s'élèvera à 230 tonnes/an.

L'objectif est d'obtenir un prix de vente de la chaleur aux abonnés au moins identique, voire inférieur si possible à la situation actuelle de référence.

La mise en service prévisionnelle du projet est prévue pour 2027.

B. Position des acteurs du projet

La commune de Noyant-Villages souhaite que ce projet se concrétise. Le Conseil départemental de Maine-et-Loire, potentiel abonné de ce réseau de chaleur est également intéressé.

La commune de Noyant-Villages étant compétente sur ce sujet, souhaite transférer sa compétence « Réseau de chaleur » au Siéml.

Conformément à l'article 4.4 de ses statuts, le Siéml exerce en lieu et place des communes ou établissements publics de coopération intercommunale qui lui en font la demande, la compétence mentionnée à l'article L. 2224-38 du CGCT relative à la création, l'aménagement, l'entretien et la gestion de réseaux publics de chaleur ou de froid.

En application de l'article 6 des statuts du Siéml, le transfert de la compétence « réseau de chaleur » doit être sollicitée par délibération du Conseil municipal de Noyant-Villages et accepté par délibération du comité syndical du Siéml. Il prend effet à la date indiquée par cette dernière ou, à défaut, au premier jour du mois suivant la date à laquelle la délibération de l'assemblée délibérante du Siéml acceptant la demande de la Commune est devenue exécutoire.

Le transfert par la commune de Noyant-Villages au Siéml de la compétence « réseau de chaleur » permettrait d'enclencher une réelle dynamique pour la réalisation d'un réseau de chaleur sur le territoire communal, et également de participer à l'atteinte des objectifs fixés par l'ADEME dans le cadre du contrat d'objectifs sur le développement de la chaleur renouvelable.

Conformément aux articles R 2221-64 du code général des collectivités territoriales et 6.5 des statuts de la régie, le conseil d'exploitation, lors de sa réunion du 3 juin dernier, a donné un avis favorable sur ces deux transferts de compétences.

Il est proposé au comité syndical, dans les conditions exposées ci-avant :

- **d'approuver** la demande de la commune de Mazé-Milon de transférer au Siéml la compétence mentionnée à l'article 4.4 des statuts du Syndicat, relative à la création, l'aménagement, l'entretien et la gestion de réseaux publics de chaleur ou de froid sur le territoire de la commune ;
- **d'approuver** le projet de réalisation d'un réseau de chaleur sur la commune déléguée de Mazé ;
- **d'approuver** que le transfert prenne effet au premier jour du mois suivant la date à laquelle la délibération de l'assemblée délibérante du Siéml acceptant la demande de la commune est devenue exécutoire ;
- **d'approuver** la demande de la commune de Noyant-Villages de transférer au Siéml la compétence mentionnée à l'article 4.4 des statuts du Syndicat, relative à la création,

l'aménagement, l'entretien et la gestion de réseaux publics de chaleur ou de froid sur le territoire de la commune ;

- **d'approuver** le projet de réalisation d'un réseau de chaleur sur la commune déléguée de Noyant ;
- **d'approuver** que le transfert prenne effet au premier jour du mois suivant la date à laquelle la délibération de l'assemblée délibérante du Siéml acceptant la demande de la commune est devenue exécutoire ;
- **d'autoriser** le Président à signer tout document ainsi qu'à prendre toute mesure d'exécution de la présente délibération.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
Séance du 30 septembre 2024**

DATE DE CONVOCATION	L'an deux mil vingt-quatre, le trente septembre à vingt heures, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la salle du Conseil Municipal de la mairie de Mazé en séance publique sous la présidence de Monsieur Christophe POT.							
23/09/2024	<u>Étaient présents</u> : M. Eric PORCHER, Mme Nathalie PÉANT, M. Vincent GABORIAU, Mme Carole BOURIGAULT, M. Francis CHAMPION, Mme Sandrine BÉLANGÉ, M. Nicolas THOMAS, Mme Laure LEMALLIER, MM. Dominique PARIS, Claude HUET, Jean-François GOULU, Gilles DUBOIS, Mmes Sylvie GILBERT, Myriam THIBAudeau, Annie LATOUR, M. Rodolphe BRIOUDE, Mme Carole AGASSANT, MM. Sébastien BOURDIN, Erwan GARREC, Jérôme DOISNEAU, Mmes Myriam BIZET, Mélanie BEAUDOIN-RICHARD, Mme Caroline BERETTI, soit 24 membres présents formant la majorité des membres en exercice, le Conseil Municipal étant composé de 32 membres.							
DATE D'AFFICHAGE	<u>Etaient excusés</u> : Mmes Lucienne DUPUY, Suzy BIRTÈGUE, MM. Guillaume MOUGEL, Jérôme BOULIDARD, Mme Pauline THIBAUT.							
2/10/2024	<u>Etaient absents</u> : MM. Vincent DUPÉ, Marc-Olivier FOURCHER, Mme Elise THEVENOU.							
NOMBRE DE CONSEILLERS EN EXERCICE	Monsieur Christophe POT, après avoir constaté que le quorum est atteint, ouvre la séance.							
	Le Conseil Municipal désigne Mme Myriam THIBAudeau en qualité de secrétaire de séance.							
	Conformément aux dispositions de l'article L.2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), ont donné pouvoir de voter en leur nom :							
	<table><tr><td>Mandants</td><td>Mandataires</td><td rowspan="3">26 votants</td></tr><tr><td>M. Guillaume MOUGEL</td><td>Mme Laure LEMALLIER</td></tr><tr><td>M. Jérôme BOULIDARD</td><td>Mme Carole AGASSANT</td></tr></table>	Mandants	Mandataires	26 votants	M. Guillaume MOUGEL	Mme Laure LEMALLIER	M. Jérôme BOULIDARD	Mme Carole AGASSANT
	Mandants	Mandataires	26 votants					
M. Guillaume MOUGEL	Mme Laure LEMALLIER							
M. Jérôme BOULIDARD	Mme Carole AGASSANT							
PRÉSENTS	Le Conseil Municipal approuve le procès-verbal de la séance du 1 ^{er} juillet 2024 à l'unanimité.							
24								
VOTANTS	D2024-74 - Patrimoine urbain et Paysager - Syndicat d'Énergie de Maine et Loire : transfert de la compétence « création, aménagement, entretien et gestion de réseaux publics de chaleur ou de froid »							
26	Rapporteur : Francis CHAMPION							
	Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,							
	Vu les statuts du Syndicat intercommunal d'énergies de Maine-et-Loire, tels que modifiés par la délibération COSY/n°14/2019 du Comité syndical en date du 23 avril 2019, approuvés par l'arrêté préfectoral n°2019-122 en date du 14 août 2019 portant modification des statuts du SIEML,							
	Vu le règlement d'exercice de la compétence « Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux publics de chaleur ou de froid » adopté par délibération COSY/n°33/2024 du Comité syndical en date du 26 mars 2024,							
	Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 11 septembre 2023 approuvant la réalisation d'une étude sur la faisabilité d'un réseau de chaleur sur le groupe scolaire de Mazé,							
	Vu l'avis favorable de la commission aménagement et patrimoine en date du 17 septembre 2024,							
	Vu l'exposé de M. CHAMPION,							

Considérant qu'en application de l'article 4 et 4.4 de ses statuts, le Syndicat intercommunal d'énergies de Maine-et-Loire peut exercer la compétence optionnelle « Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux publics de chaleur ou de froid » aux lieu et place des communes ou établissements publics de coopération intercommunale qui lui en font la demande,

Considérant qu'en application de l'article 4 et 4.4 de ses statuts, le Syndicat intercommunal d'énergies de Maine-et-Loire peut exercer la compétence optionnelle « Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux publics de chaleur ou de froid » aux lieu et place des communes ou établissements publics de coopération intercommunale qui lui en font la demande,

Considérant que la commune de Mazé-Milon envisage de transférer la compétence optionnelle ainsi définie pour la conception et la réalisation d'un projet de réseau public de chaleur situé sur la commune de Mazé-Milon,

Considérant que le règlement d'exercice de la compétence prévoit, en son article 3, que l'approbation du transfert de compétence vaut entière acceptation de ce règlement,

Considérant que le transfert de la compétence au SIEMML intervient par délibérations concordantes de l'organe délibérant du membre concerné et de l'organe délibérant du SIEMML,

DÉLIBÈRE :

A l'unanimité,

Article 1 : approuve le transfert de la compétence « Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux publics de chaleur ou de froid » au Syndicat intercommunal d'énergies de Maine-et-Loire.

Article 2 : invite le SIEMML à délibérer sur cette demande de transfert de compétence.

Article 3 : prend acte du règlement d'exercice de la compétence par le Syndicat, annexé à la présente.

Article 4 : s'engage à respecter strictement les dispositions du règlement annexé.

Article 5 : autorise M. le Maire à signer tout document ainsi qu'à prendre toute mesure d'exécution de la présente délibération.

Article 6 : confirme au SIEMML l'orientation prise par la commune de Mazé-Milon sur la géothermie concernant l'étude pourant sur le projet de réseau de chaleur en commun avec l'ESBV.

Caractère exécutoire : la présente délibération sera inscrite au registre des délibérations, transmise à la Sous-préfecture de Saumur pour le contrôle de sa légalité. La liste des délibérations sera affichée à la porte de la Mairie.

Recours : la présente délibération peut faire l'objet de recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes dans le délai de deux mois à compter de la date d'accomplissement des formalités certifiant son caractère exécutoire, indiquées à l'article précédent.

Fait et clos en séance, les jour, mois et an susdits,
Et ont signé les membres présents

Le Maire,

Christophe POT.

La secrétaire de séance,

Myriam THIBAUDEAU.



Par délégation

FRANÇOIS CHAMPION

DEPARTEMENT DU MAINE-ET-LOIRE
ARRONDISSEMENT DE SAUMUR
COMMUNE DE NOYANT-VILLAGES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mil vingt-cinq, le lundi six janvier, le conseil municipal de la commune de NOYANT-VILLAGES dûment convoqué par Monsieur le Maire le trente décembre, s'est assemblé en séance ordinaire sous la présidence de Monsieur Adrien DENIS, Maire de la commune de NOYANT-VILLAGES.

Nombre de membres en exercice : 48

Nombre de membres présents : 35

Nombre de pouvoirs : 6

Nombre de votants : 41

ÉTAIENT PRÉSENTS : DENIS Adrien, LASCAUD Raymond, BOULY Michèle, GEORGET Jean-Marie, BORDEAU Sylvie, CHAUSSEPIED Jean-Claude, LABBÉ Céline, LESPAGNOL Roger, DAVEAU Jean-Pierre, LEMARCHAND Daniel, BOURDEL Gilbert, BUFFARD Ghislaine, FRETTE Chantal, METIVIER Annie, GIRARD Dominique, LORET William, TAVEAU Chantal, CHASLE Henri, MARCHESSEAU Éric, RABINEAU Guy, RABOUAN Chantal, BARDET Thierry, JUNAUX Véronique, CONSTANTIN Martine, PROULT Philippe, BOU I RUCHE Nathalie, DUPERRAY Frédéric, COUINEAUX Patrice, DOUAIRE Richard, GAILLARD Claude, TOURNEUX Yannick, LOUIS Delphine, BUSSONNAIS Franck, DUPIN Tony, BIGOT Murielle.

ÉTAIENT EXCUSÉS : ROHMER Michèle, DELARUE, Marie-Josèphe, SENAND Jean Yves, HUET Véronique, SAMEDI Sylvie, MUSSAULT Benoit, MARCHESSEAU Nathalie, MARTINEZ Natacha, CHEVALLIER Déborah.

ÉTAIENT ABSENTS : GENDARME Samuel, DAVEAU Méline, PLATON Aurélie, MORTREAU Guillaume.

Mr Franck BUSSONNAIS est élu secrétaire de séance

La séance est ouverte à 20h00.

Délibération D-2025-003 SIÉML portant sur le transfert de la compétence
« création, aménagement, entretien et gestion de réseaux publics de chaleur
ou de froid »

Rapporteur : Monsieur Adrien DENIS

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal l'objet de la délibération :

- Transfert par la Commune de Noyant-Villages au profit du Siéml de la compétence optionnelle « Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux publics de chaleur ou de froid »
- Approbation du règlement d'exercice de la compétence « Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux publics de chaleur ou de froid »
- Demande de conception d'un réseau public de chaleur à Noyant-Villages.

Le Conseil municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu les statuts du Syndicat intercommunal d'énergies de Maine-et-Loire, tels que modifiés par la délibération COSY/n°14/2019 du Comité syndical en date du 23 avril 2019, approuvés par l'arrêté préfectoral n°2019-122 en date du 14 août 2019 portant modification des statuts du SIÉML ;

Vu le règlement d'exercice de la compétence « Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux publics de chaleur ou de froid » adopté par délibération COSY/n°33/2024 du Comité syndical en date du 26 mars 2024 ;

Considérant qu'en application de l'article 1 et 4.4 de ses statuts, le Syndicat intercommunal d'énergies de Maine-et-Loire peut exercer la compétence optionnelle « Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux publics de chaleur ou de froid » en lieu et place des communes ou établissements publics de coopération intercommunale qui lui en font la demande.

Considérant que la commune de Noyant-Villages envisage de transférer la compétence optionnelle ainsi définie pour *la conception et la réalisation d'un projet de réseau public de chaleur situé sur la commune de Noyant-Villages*.

Considérant que le règlement d'exercice de la compétence prévoit, en son article 3, que l'approbation du transfert de compétence vaut entière acceptation de ce règlement.

Considérant que le transfert de la compétence au Siéml intervient par délibérations concordantes de l'organe délibérant du membre concerné et de l'organe délibérant du Siéml.

Il est proposé au Conseil Municipal

- **D'Approuver** le transfert de la compétence « Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux publics de chaleur ou de froid » au Syndicat intercommunal d'énergies de Maine-et-Loire.
- **D'Inviter** le Siéml à délibérer sur cette demande de transfert de compétence.
- **De prendre** du règlement d'exercice de la compétence par le Syndicat, annexé à la présente.
- **D'Engager** à respecter strictement les dispositions du règlement annexé.
- **D'Autoriser** Madame/Monsieur le Maire à signer tout document ainsi qu'à prendre toute mesure d'exécution de la présente délibération.

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir se prononcer

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et voté à l'unanimité des membres présents, DECIDE

- **D'Approuver** le transfert de la compétence « Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux publics de chaleur ou de froid » au Syndicat intercommunal d'énergies de Maine-et-Loire.
- **D'Inviter** le Siéml à délibérer sur cette demande de transfert de compétence.
- **De prendre** du règlement d'exercice de la compétence par le Syndicat, annexé à la présente.
- **D'Engager** à respecter strictement les dispositions du règlement annexé.
- **D'Autoriser** Madame/Monsieur le Maire à signer tout document ainsi qu'à prendre toute mesure d'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus,
Pour copie certifiée conforme,
Au registre sont les signatures,
A Noyant-Villages, le 06 janvier 2025,

Le Secrétaire de séance
Franck BUSONNAIS



Le Maire,
Adrien DENIS



Le Maire sus signé certifie le caractère exécutoire de la présente délibération transmise et affichée le 07-01- 2025
La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nantes (6, allée de l'Île Gloriette - CS 24111 - 44041 NANTES Cedex) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification.

19. production et distribution par réseaux public de chaleur renouvelable - convention individuelle relative au projet de réseau de chaleur "bois énergie" de Saint-Georges-sur-Loire

Rapporteur : M. Denis RAIMBAULT

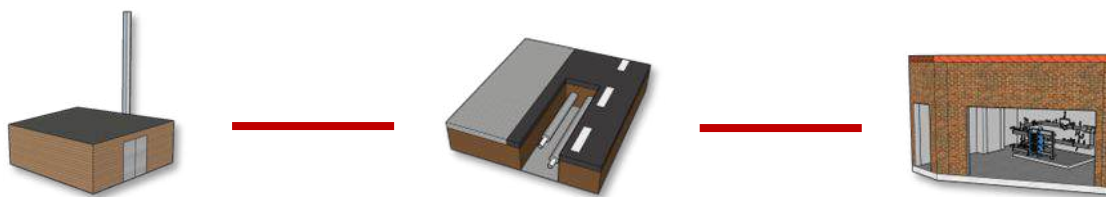
1. Descriptif du projet

Le réseau de chaleur « Bois énergie » de Saint-Georges-sur-Loire alimente en chaleur l'EHPAD Art & Loire, le siège de la Communauté de communes Loire Layon Aubance et une maison d'habitation. L'installation a été mise en service au printemps 2025.

Le projet comprend un réseau alimenté par une chaufferie bois d'une puissance de 330 kW, qui fournit entre 60 et 90 % des besoins en chaleur, et une chaudière d'appoint secours, d'une puissance de 548 kW, fonctionnant avec une énergie gaz popane plus facilement pilotable.

La chaufferie centralisée alimente un réseau d'eau enterré sous la voirie. Ce réseau est isolé afin de limiter au maximum les pertes thermiques. Le linéaire total de réseau est de 470 mètres.

Le réseau est destiné à alimenter en chaleur des sous-stations en lieu et place des chaufferies existantes, qui tiennent lieu de production de chauffage.



2. Convention individuelle

Chaque projet fait l'objet d'une convention individuelle conclue entre le Siéml et la collectivité, qui formalise l'accord des parties sur les conditions et modalités de réalisation du projet.

La convention individuelle jointe en annexe au rapport porte notamment sur les éléments suivants :

- le lieu d'implantation,
- la description des installations existantes et envisagées pour la mise en œuvre du projet ;
- la liste des abonnés initiaux au réseau de chaleur,
- le périmètre et le tracé du réseau public de chaleur ou de froid retenu,
- une liste non exhaustive des biens nécessaires à la réalisation du projet ou à l'exercice par le Siéml du droit d'accès prévu à l'article 4.2 de la charte,
- le choix du combustible utilisé, notamment les sources de production utilisées et, le cas échéant, leur provenance,
- le mode de gestion,
- le cas échéant, le montant du projet et l'éventuelle contribution financière de la collectivité pour la réalisation du projet ou en cas d'abandon de ce dernier.

Il est proposé au comité syndical, dans les conditions exposées ci-avant :

- **d'approuver** le projet de convention individuelle de Saint-Georges-sur-Loire (en annexe) ;

- **d'inviter** la commune de Saint-Georges-sur-Loire à délibérer sur cette convention ;
- **d'autoriser** le Président, sous réserve de l'entrée en vigueur de la délibération du Conseil municipal pré-cité, à signer au nom et pour le compte du Siéml tout document ainsi qu'à prendre toute mesure d'exécution de la présente délibération.

CONVENTION INDIVIDUELLE

Production et distribution par réseaux publics de chaleur renouvelable

Entre :

Le Syndicat Intercommunal d'Energies de Maine-et-Loire – Siéml

Syndicat mixte fermé enregistré sous le numéro SIRET 254 901 309 00032, dont le siège social est situé ZAC de Beuzon, 9 route de la Confluence, Écouflant, CS60145, 49001 ANGERS Cedex 01, représenté par son Président, Monsieur Jean-Luc DAVY, dûment habilité à signer la présente convention au nom et pour le compte du Siéml par la délibération du comité syndical n° xx/2025 du 24 juin 2025,

ci-après désigné « *le Siéml* »,

Et :

La collectivité,

désignée en annexe 1 de la présente convention,

ci-après désigné « *la collectivité* »,

Ci-après désignée individuellement « *une partie* » ou collectivement « *les parties* »,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2224-38 et L 5711-1 et suivants ;

Vu le code de l'énergie ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu les statuts du Siéml, modifiés en dernier lieu par l'arrêté préfectoral n° 2019-122 du 14 août 2019 ;

Vu la charte portant règlement d'exercice de la compétence « *création, aménagement, entretien et gestion de réseaux publics de chaleur ou de froid* », modifié en dernier lieu par la délibération du Comité syndical du Siéml n° 33/2024 du 26 mars 2024.

Les parties sont convenus ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de compléter la charte portant sur le règlement d'exercice de la compétence « *création, aménagement, entretien et gestion de réseaux publics de chaleur ou de froid renouvelable* » susvisée, en vue de déterminer précisément les conditions et modalités techniques, opérationnelles et financières selon lesquelles le Siéml effectue, dans le cadre de la compétence transférée par la collectivité au Siéml, la création, l'aménagement, l'entretien et la gestion de réseaux publics de chaleur ou de froid, pour la mise en œuvre du projet décrit en annexe 1 à la présente convention.

ARTICLE 2 – DESCRIPTION DU PROJET

La description du projet, mentionnée en annexe 1 de la présente convention, présente :

- le lieu d'implantation des installations techniques ;
- la description des installations existantes et envisagées pour la mise en œuvre du projet ;
- la liste des abonnés initiaux au réseau de chaleur ;
- le périmètre et le tracé du réseau public de chaleur ou de froid retenu ;
- une liste non exhaustive des biens nécessaires à la réalisation du projet ou à l'exercice par le Siéml du droit d'accès prévu à l'article 4.2 de la charte ;
- le choix du combustible utilisé, notamment les sources de production utilisées et, le cas échéant, leur provenance ;
- le mode de gestion ;
- le cas échéant, le montant du projet et l'éventuelle contribution financière de la collectivité pour la réalisation du projet ou en cas d'abandon de ce dernier..

Le projet pourra être modifié, notamment pour prendre en compte les modifications apportées au projet initial à l'initiative de la collectivité comme à l'initiative du Siéml, selon les conditions et modalités prévues par le règlement d'exercice de la compétence.

Les modifications apportées au projet donneront lieu à une description des installations techniques installées et travaux effectivement réalisés, qui fera l'objet de l'annexe 1b établie à la fin des travaux et sera jointe à la présente convention par avenant.

ARTICLE 3 – DISPOSITIONS FINANCIÈRES

3.1. Montant

Dans l'hypothèse où la collectivité apporte une contribution financière au projet, celle-ci est déterminée par une annexe à la présente convention qui, le cas échéant, sera jointe en cours d'exécution.

3.2. Recouvrement

Dans l'hypothèse où la collectivité apporte une contribution financière au projet, la participation financière de la collectivité attribuée au Siéml fait l'objet d'un versement en une seule fois à l'achèvement des travaux, dont le montant prévisionnel est fixé en accord avec la commune par une délibération préalable de son conseil municipal.

Le paiement de la participation due par la collectivité au Siéml s'effectuera dans un délai de six (6) mois après la réception des travaux. La collectivité s'engage à créer les ressources nécessaires au paiement des sommes mises à sa charge

ARTICLE 4 – BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES

Les biens nécessaires à l'exercice de la compétence transférée ou utilisés à cette fin, mis à la disposition du Siéml par la collectivité conformément au règlement d'exercice de la compétence, sont décrits à l'annexe 1, jointe à la présente convention.

Les biens qui, sans être nécessaire à l'exercice de la compétence transférée, conditionne ou détermine l'accès aux installations ou son bon fonctionnement, et auquel la collectivité s'engage à garantir l'accès efficient sans délai au Siéml conformément au règlement d'exercice de la compétence, sont décrits à l'annexe 1, jointe à la présente convention.

ARTICLE 4 – DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de l'accomplissement de l'ensemble des formalités lui donnant un caractère exécutoire.

Elle prend effet à compter de sa notification par le Siéml dans sa version signée par le représentant de chaque partie, pour une durée correspondant à celle de l'exercice de la compétence par le Siéml.

ARTICLE 5 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION

5.1. Résiliation de plein droit

La présente convention prend fin de plein droit, de manière anticipée, en cas de reprise de la compétence « *création, aménagement, entretien et gestion de réseaux publics de chaleur ou de froid renouvelable* » par la Commune dans les conditions prévues à l'article 7 des statuts du Siéml. La résiliation prend effet au jour de la reprise de la compétence.

Elle prend également fin de plein droit, en cas de survenance d'un événement extérieur et indépendant de la volonté des parties, conduisant à la fin d'exploitation de l'équipement.

5.2. Résiliation unilatérale

La convention peut être résiliée par l'une des parties pour toute autre cause que la faute de l'une des parties à la présente convention.

La convention peut également être résiliée par l'une des parties en cas de faute de l'autre partie, après mise en demeure de la partie défaillante de se conformer à ses obligations et restée en tout ou partie sans effet.

En cas de résiliation de la présente convention par l'une des parties, celle-ci ne prend effet qu'après un délai de six (6) mois après la réception par l'autre partie de la lettre en recommandé avec accusé de réception notifiant la décision de résiliation.

5.3. Résiliation amiable

La convention peut également être résiliée d'un commun accord entre les parties par échanges de courriers avec accusé de réception effectués préalablement à la conclusion d'un avenant de résiliation dans les mêmes formes et conditions que la conclusion de la présente convention.

5.4. Effet de la résiliation

La résiliation de la convention pour quelque cause que ce soit ne donne lieu au versement d'aucune indemnité par l'une des parties à l'autre.

ARTICLE 6 – MODIFICATION

La présente convention pourra être modifiée par voie d'avenant conclu selon les mêmes conditions et modalités que la convention initiale.

ARTICLE 7 – LITIGES

Les parties s'engagent à régler à l'amiable tout différend résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention.

A défaut de règlement amiable, le litige est porté, à la diligence de l'une ou l'autre partie, devant le tribunal compétent.

ARTICLE 8 – ANNEXES

Sont en tant que besoin annexés à la présente convention initiale les pièces suivantes à valeur contractuelle :

(Cocher la case correspondante)

- ☐ ANNEXE 1 : procès-verbal de transfert de compétence ;
- ☒ ANNEXE 2 : description du projet ;
- ☐ ANNEXE 3 : participation financière en cas d'abandon du projet

Fait en autant d'exemplaires originaux que de parties,

À [lieu], le [date]
Pour la collectivité,
Le Maire / Le Président

À [lieu], le [date]
Pour le Siéml,
Le Président,
Jean-Luc DAVY

ANNEXE N° 1 – PROCÈS-VERBAL DE TRANSFERT DE COMPÉTENCE

Sans objet.

ANNEXE N° 2 – DESCRIPTION DU PROJET

DÉSIGNATION DE LA COLLECTIVITÉ

Collectivité : Commune de Saint-Georges-sur-Loire
Adresse : 3 Place de l'Hôtel de Ville, 49170 Saint-Georges-sur-Loire
Nom et prénom de l'élu référent : Philippe Maillart
Fonction : Maire
Téléphone : 02 41 72 14 80
Mail : mairie@saint-georges-sur-loire.fr

FONDEMENTS JURIDIQUES SPÉCIFIQUES AU PROJET

- délibération du conseil municipal de Saint-Georges-sur-Loire du 16 janvier 2023, approuvant le transfert de sa compétence « *création, aménagement, entretien et gestion de réseaux publics de chaleur ou de froid* » au Siéml ;
- délibération du Comité syndical du Siéml n°08/2023 en date du 7 février 2023, approuvant le transfert « *création, aménagement, entretien et gestion de réseaux publics de chaleur ou de froid* » de Saint-Georges-sur-Loire ;
- délibération du conseil municipal de Saint-Georges-sur-Loire du [date], approuvant le projet de convention individuelle ;
- Délibération du Comité syndical du Siéml n° xx/2025 en date du 24 juin 2025 approuvant la convention individuelle.

NOM DU PROJET

Réseau public de chaleur biomasse/gaz propane pour l'alimentation de plusieurs bâtiments publics et privés sur la commune de Saint-Georges-sur-Loire ;

LOCALISATION DU PROJET

Destination	Réseau de chaleur
Nombre de bâtiment(s) desservi(s)	4
Adresse	Rue de la Mûrie, 49170 Saint-Georges-sur-Loire
Parcelle(s) d'implantation des installations	Parcelle cadastrée section ZN n°245a

MODE DE GESTION

- ☒ Gestion en régie
- ☐ Gestion déléguée à :

LISTE DES ABONNÉS INITIAUX EVENTUELS

	Nom de l'abonné	Bâtiment(s) raccordé(s)
Abonné n° 1	Les Ligériennes	EHPAD Art & Loire
Abonné n° 2	Communauté de communes Loire Layon Aubance	Siège CCLLA
Abonné n° 3	M. et Mme Vincon	Maison d'habitation

BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES

BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES MIS À DISPOSITION	BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES MIS À DISPOSITION SOUMIS AU DROIT D'ACCÈS
<input checked="" type="checkbox"/> Le transfert de compétence ne porte sur aucun bien meuble et immeuble préexistant et utilisé par la commune pour l'exercice de la compétence. <input type="checkbox"/> Le transfert de compétence concerne les biens meubles et immeubles décrits au procès-verbal joint en annexe 1.	Les biens pour lesquels le Siéml bénéficie d'un droit d'accès sont les suivants : <ul style="list-style-type: none"> Aucun bien n'est mis à disposition

DESCRIPTION DES INSTALLATIONS

Description des installations existantes

- ☐ Le projet ne porte sur aucune installation existante.
- ☒ Le transfert de compétence concerne les installations existantes décrites ci-dessous.

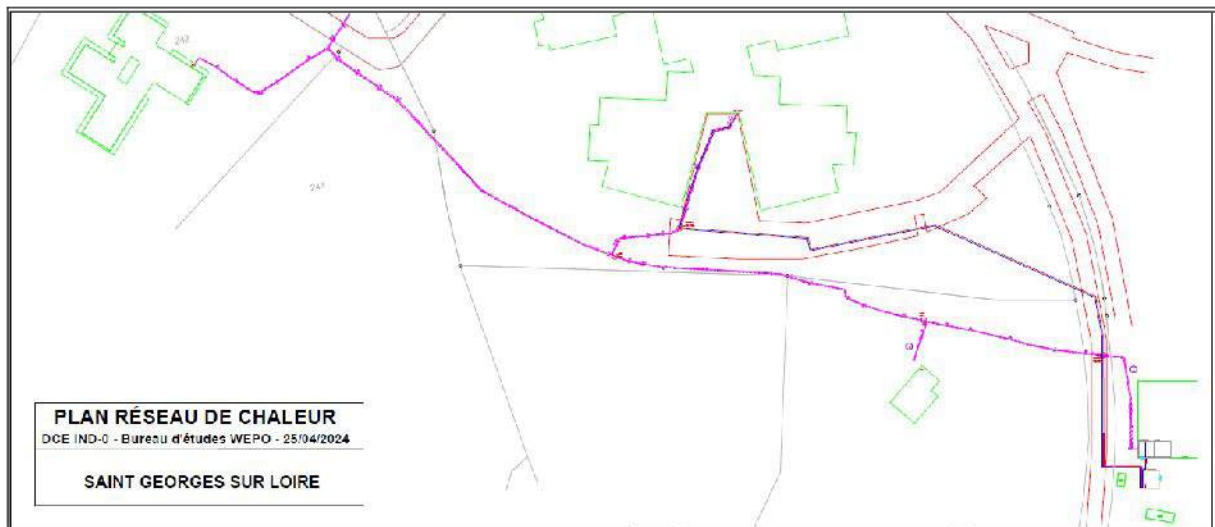
Description des installations envisagées

La description des équipements qu'il est prévu d'installer pour la mise en œuvre du projet est la suivante :

- **La chaufferie** est située rue de la Mûrie à Saint-Georges-sur-Loire. Y seront installés les éléments suivants :
 - Chaufferie biomasse dans un bâtiment existant
 - Chaufferie gaz dans un conteneur maritime
 - Cuves gaz propane aériennes
- **Des canalisations enterrées** permettant la distribution de chaleur de la chaufferie vers les bâtiments desservis.
- **Les sous-stations** de chaque bâtiment dans laquelle seront raccordées les canalisations enterrées aux circuits de distribution du réseau secondaire.

DESCRIPTION DU PÉRIMÈTRE ET DU TRACÉ DU RÉSEAU DE CHALEUR

Le tracé du réseau de chaleur est le suivant :



Une partie du réseau de chaleur existant est conservé pour l'alimentation en chaleur de l'abonné « M. et Mme Vincon » et de l'abonné « CCLLA ». Un nouveau réseau, d'un diamètre plus important, sera installé pour alimenter la sous-station de l'abonné « Les Ligériennes ».

Les équipements ont été dimensionnés pour permettre un raccordement futur des séchoirs de la SCIC MLBE, propriétaire de la parcelle cadastrale attenante à la chaufferie.

ANNEXE N° 3 – PARTICIPATION FINANCIÈRE EN CAS D'ABANDON DU PROJET

AVENANT N° xx

La présente annexe, jointe à la convention par avenant, a pour objet de déterminer la participation financière de la collectivité en cas d'abandon du projet pendant la phase de conception.

PART FORFAITAIRE

Participation aux dépenses externes	
Nature des dépenses externes	Montant
architecte	xx € TTC
bureaux d'études	xx € TTC
contrôle technique	xx € TTC
géomètre	xx € TTC
publication	xx € TTC
frais de résiliation de contrats ou indemnisation des cocontractants	xx € TTC
Etc.	xx € TTC
Total	xx € TTC

PART UNITAIRE

Participation pour frais de gestion xx % x (part forfaitaire)	xx €
--	------

Fait en autant d'exemplaires originaux que de parties,

À [lieu], le [date]

Pour la collectivité,

Le Maire / Le Président

À [lieu], le [date]

Pour le Siéml, le Président,

Jean-Luc DAVY

20. transfert de la compétence "production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable" par la commune de Huillé-Lézigné

Rapporteur : M. Denis RAIMBAULT

1. RAPPEL DU CONTEXTE

En 2019, le Siéml s'est doté d'une nouvelle compétence « production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable » désormais inscrite dans ses statuts et permettant de concevoir, de réaliser et d'exploiter des chaufferies bois notamment.

En vue d'organiser l'exercice de cette compétence, un règlement détermine les conditions et modalités de sa mise en œuvre. Le règlement d'exercice est complété par une convention individuelle qui a pour objet de préciser au cas par cas le projet envisagé. La convention détaille notamment : (i) la localisation et la description technique des installations ; (ii) les modalités financières ; (iii) la détermination des biens mis à dispositions et les accès ; (iv) les modalités d'organisation de la gestion de l'équipement ; (v) la durée de la convention.

Le règlement comme la convention individuelle doit être approuvé par délibération concordante de l'assemblée délibérante de la collectivité et du Siéml préalablement à la réalisation du projet par le Syndicat.

2. TRANSFERT DE COMPÉTENCE

Le conseil municipal de Huillé-Lézigné, a approuvé par délibération du 25 février dernier le transfert de cette compétence au Syndicat, l'énergie bois étant la source de chaleur renouvelable retenue.

Conformément aux statuts du Siéml et en particulier de son article 6, il vous est proposé d'approuver le transfert vers le Siéml pour la commune de Huillé-Lézigné de la compétence « production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable » avec l'énergie bois comme source de chaleur renouvelable.

3. DESCRIPTIF DU PROJET

Dans la perspective du transfert de la compétence par la commune au Siéml, le Syndicat réaliserait en lieu et place de la commune le projet de chaufferie bois au niveau de la salle des fêtes de Lézigné dans les conditions présentées ci-dessous :

Commune	Chaufferie	Puissance chaufferie (kW)	Consommation estimée de bois (T)	Investissement estimatif (€ HT)
HUILLE LEZIGNE	Salle des fêtes	70 kW	8 tonnes	90 000 €
TOTAL				90 000 €

Il est précisé que cette installation exposée ci-avant serait mise en service en 2026.

Dans un second temps, la convention individuelle susmentionnée sera soumise à l'approbation de l'assemblée délibérante de la commune et du Siéml, afin que les travaux pour la réalisation du projet puissent commencer.

Il est proposé au comité syndical, dans les conditions exposées ci-avant :

- **d'approuver** le transfert au Siéml par la commune de Huillé-Lézigné de la compétence « production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable » - source de chaleur bois ;
- **d'approuver** que le transfert prenne effet à compter du premier jour du mois suivant la date à laquelle la délibération de l'assemblée délibérante du Siéml approuvant le transfert est devenue exécutoire, conformément à l'article 6 des statuts du Siéml ;
- **d'approuver**, sous réserve du transfert effectif de la compétence « production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable » - source de chaleur bois, le projet de chaufferie bois de la salle des fêtes de Lézné.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNE DE HUILLÉ-LÉZIGNÉ
Séance du 25/02/2025**

Nombre de membres

- Afférents au Conseil municipal : 13
- En exercice : 10
- Votants : 12

Date de la convocation : 18/02/2025

Date d'affichage : 18/02/2025

Réf : 05-25/02/25

A la majorité

Pour : 12

Contre : 0

Abstention : 0

L'an 2025, le 25 février à 20h00, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle Lucien Boré sous la présidence de Mme PESNEL Sylvie, Maire.

Présents : Mme PESNEL Sylvie Maire, Mmes : HOUDAYER Christine, PROUST Marie-Anne, MAZURE Nathalie, DESMARRES Françoise MM : LEBRUN Henri, DAUVEL Jérôme, ROLLAND Yann, GAUTIER Dominique, BOUVET Geoffroy

Excusés : M. GUERIN Yann pouvoir à Mme PROUST Marie-Anne, M. GUILLORIT David pouvoir à M. GAUTIER Dominique

Absent : M. LEBRUN Thomas

Secrétaire de séance : Madame PROUST Marie-Anne

Objet de la délibération : Transfert de la compétence « production et distribution par réseau technique de chaleur renouvelable

Objet de la délibération :

- **Transfert par la Commune de Huillé-Lézigné au profit du Siéml de la compétence optionnelle « production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable »**
- **Approbation du règlement d'exercice de la compétence « production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable »**
- **Demande de conception d'une chaufferie bois à la salle polyvalente de Lézigné**

Le Conseil municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu les statuts du Syndicat intercommunal d'énergies de Maine-et-Loire, tels que modifiés par la délibération COSY/n°14/2019 du Comité syndical en date du 23 avril 2019, approuvés par l'arrêté préfectoral n°2019-122 en date du 14 août 2019 portant modification des statuts du SIÉML en matière notamment de production et de distribution de chaleur renouvelable ;

Vu le règlement d'exercice de la compétence « production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable » adopté par délibération du Comité syndical en date du 2 juillet 2024 ;

Envoyé en préfecture le 13/03/2025
Reçu en préfecture le 13/03/2025
Publié le 13/03/2025
ID : 049-200085504-20250225-05_25_02_25-DE

Considérant qu'en application de l'article 4 et 4.5 de ses statuts, le Syndicat intercommunal d'énergies de Maine-et-Loire peut exercer la compétence optionnelle « production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable » aux lieux et places des communes ou établissements publics de coopération intercommunale qui lui en font la demande, et prévoit que la source de chaleur renouvelable sera fixée par délibérations concordantes.

Considérant que la commune de Huillé-Lézigné envisage de transférer la compétence optionnelle ainsi définie au titre de l'énergie renouvelable pour la conception et la réalisation d'un projet de chaufferie bois alimentant la salle polyvalente de Lézigné.

Considérant que le règlement d'exercice de la compétence prévoit, en son article 3, que l'approbation du transfert de compétence vaut entière acceptation de ce règlement.

Considérant que le transfert de la compétence au Siéml intervient par délibérations concordantes de l'organe délibérant du membre concerné et de l'organe délibérant du Siéml.

Après avoir entendu l'exposé du Maire et en avoir débattu, le Conseil municipal :

Par 12 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention, la majorité requise des suffrages étant atteinte :

ARTICLE 1

APPROUVE le transfert de la compétence « production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable » au Syndicat intercommunal d'énergies de Maine-et-Loire, l'énergie bois étant la source de chaleur renouvelable identifiée dans le cadre de ce transfert.

ARTICLE 2

INVITE le Siéml à délibérer sur cette demande de transfert de compétence.

ARTICLE 3

PREND ACTE du règlement d'exercice de la compétence par le Syndicat, annexé à la présente.

ARTICLE 4

S'ENGAGE à respecter strictement les dispositions du règlement annexé.

ARTICLE 5

INVITE le Siéml à instruire la demande de conception d'une chaufferie bois à la salle polyvalente de Lézigné

ARTICLE 6

AUTORISE Madame le Maire à signer tout document ainsi qu'à prendre toute mesure d'exécution de la présente délibération.

Pour extrait conforme,
La Maire,
Sylvie PESNEL



ANNEXE N° 1 – DEMANDE D'ÉTUDE DE CONCEPTION D'UN NOUVEAU PROJET

COLLECTIVITÉ

Collectivité : Commune de Huillé-Lézigné
Adresse : 14, rue de la Mairie 49430 Huillé-Lézigné
Nom et prénom de l' élu référent : LEBRUN Henri
Fonction : Maire délégué de Lézigné
Téléphone : 02 41 76 91 48
Mail : accueil@huille-lezigne.fr

NOUVEAU PROJET

Source de chaleur renouvelable :

☒ Bois

☐ Géothermie

Descriptif :

Dans le cadre de la rénovation de notre salle des fêtes située au
11, rue Henri Gandon, nous souhaitons confier au SIÉML la conception
d'une chaufferie bois pellets, ainsi que le montage de l'investissement

Date : 27/02/2025

Signature et tampon de la collectivité :

A blue circular official stamp of the Municipality of Huillé-Lézigné (Maine-et-Loire) is visible. Overlaid on the stamp is a large, stylized black ink signature.

21. production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable : conventions individuelles pour dix projets de chaufferie bois énergie de neuf communes**Rapporteur : M. Denis RAIMBAULT**

En 2019, le Siéml s'est doté d'une compétence optionnelle « production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable » permettant de concevoir, de réaliser et d'exploiter des chaufferies bois notamment.

Dans le cadre du transfert de compétence, le Siéml peut réaliser des projets d'installation de production de chaleur à partir de l'énergie bois dès lors que, pour chaque projet, une convention individuelle est préalablement approuvée par délibérations concordantes de l'assemblée délibérante du Siéml et de la commune concernée. Celle-ci a pour objet de compléter les dispositions du règlement d'exercice en vue de définir avec précision la mise en œuvre d'une installation. Elle intègre les éléments suivants : (i) localisation et description technique des installations ; (ii) modalités financières ; (iii) détermination des biens meubles et immeubles mis à disposition et les accès ; (iv) déroulement des travaux ; (v) modalités d'organisation de la gestion de l'équipement ; (vi) durée de la convention ; (vii) gestion des litiges.

La contribution financière demandée à chaque commune couvre les dépenses engagées par le Syndicat pour l'exercer, déductions faites des subventions obtenues et de la prise en charge éventuelle du Siéml.

Conformément au règlement d'exercice de la compétence, les frais de gestion annuels du Siéml (part unitaire), qui seront indiqués dans la convention individuelle, sont fixés par délibération du Comité syndical du Siéml.

Huit nouvelles installations pourraient être mises en service à partir de l'automne 2025. Ces installations seraient situées : au Centre Culturel de Montrevault et à l'Espace Crémaillère de Chaudron-en-Mauges (communes déléguées de Montrevault-sur-Evre), à Beaulieu-Sur-Layon, à Angrie, à Saint-Augustin-Des-Bois, à Saint-Léger-sous-Cholet, Rives-du-Loir (Soucelles) et à Durtal. Ces communes ont approuvé par délibération de leurs conseils municipaux, les propositions de conventions individuelles (annexées à ce rapport). Deux installations existantes pourraient être exploitées par le Siéml à partir de l'automne 2025 : le groupe scolaire de Cantenay-Épinard et la maison de l'enfance de Saint-Lambert-Du-Lattay (Val-du-Layon).

Les dix projets susmentionnés vous sont présentés en annexe au présent rapport.

Il est proposé au comité syndical, dans les conditions exposées ci-avant :

- **d'approuver** les dix projets joints en annexes ;
- **d'approuver** les conventions individuelles jointes en annexes précisant les modalités d'exercice de la compétence « production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelables » transférée au Siéml pour la réalisation des projets de chaufferie bois des communes de Angrie, Beaulieu-sur-Layon, Cantenay-Épinard, Durtal, Montrevault-sur-Èvre, Saint-Augustin-des-Bois, Saint-Léger-sous-Cholet, Rives-du-Loir-en-Anjou et Val-du-Layon ;
- **d'inviter** les communes concernées à soumettre au vote de leur conseil municipal respectif les conventions individuelles pour la réalisation des projets qui les concernent ;
- **d'autoriser** le Président, sous réserve de l'entrée en vigueur de la délibération du conseil municipal précitée, à signer au nom et pour le compte du Siéml tout document ainsi qu'à prendre toute mesure d'exécution de la présente délibération.

CONVENTIONS INDIVIDUELLES POUR LA CONCEPTION DE DIX PROJETS « PRODUCTION ET DISTRIBUTION PAR RÉSEAUX TECHNIQUES DE CHALEUR RENOUVELABLE »

-

DESCRIPTIF DES PROJETS

Comité syndical du 24 juin 2025

ANNEXE

Commune	Chaufferie	Puissance chaufferie (kW)	Consommation estimée de bois granulés (T / an)	Investissement estimatif (€ TTC)
ANGRIE	Restaurant mis en location par la Commune	18 kW	5 tonnes	60 000 €
CANTENAY	Groupe scolaire les Basses Vallées	128 kW	36 tonnes	285 422 €
DURTAL	Complexe sportif Camille Claudel	170 kW	33 tonnes	447 474 €
MONTREVAULT SUR ÈVRE	Maison commune des loisirs – espace Crémaillère (commune déléguées de Chaudron-en-Mauges)	100 kW	12 tonnes	131 658 €
MONTREVAULT SUR ÈVRE	Centre culturel	32 kW	12 tonnes	72 054 €
SAINT-AUGUSTIN	Mairie et salle du conseil	32 kW	7 tonnes	79 200 €
SAINT-LÉGER-SOUS-CHOLET	Mairie et pôle culturel	70 kW	16 tonnes	102 000 €
RIVES-DU-LOIR-EN-ANJOU	Groupe scolaire Emile Joulain (commune déléguée de Soucelles)	90 kW	67 tonnes (bois échiqueté)	498 270 €
VAL-DU-LAYON	Maison de l'enfance (commune déléguée de Saint-Lambert-du-Lattay)	60 kW	11 tonnes	
BEAULIEU-SUR-LAYON	L'Oiseau Lyre	56 kW	8 tonnes	125 000 €

CONVENTION INDIVIDUELLE

Production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable

Entre :

Le Syndicat Intercommunal d'Energies de Maine-et-Loire – Siéml

Syndicat mixte fermé enregistré sous le numéro SIRET 254 901 309 00032, dont le siège social est situé ZAC de Beuzon, 9 route de la Confluence, Écouflant, CS60145, 49001 ANGERS Cedex 01, représenté par son Président, Monsieur Jean-Luc DAVY, dûment habilité à signer la présente convention au nom et pour le compte du Siéml par la délibération du comité syndical n° 57/2024 du 2 juillet 2024,

ci-après désigné « *le Siéml* »,

Et :

La collectivité,

désignée en annexe 1a de la présente convention,

ci-après désigné « *la collectivité* »,

Ci-après désignée individuellement « *une partie* » ou collectivement « *les parties* »,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2224-38 et L 5711-1 et suivants ;

Vu le code de l'énergie ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu les statuts du Siéml, modifiés en dernier lieu par l'arrêté préfectoral n° 2019-122 du 14 août 2019 ;

Vu le règlement d'exercice de la compétence « *production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable* », modifié en dernier lieu par la délibération du Comité syndical du Siéml n° 57/2024 du 2 juillet 2024 ;

Les parties ont convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de compléter le règlement d'exercice de la compétence « *production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable* » susvisé ; en vue de déterminer précisément les conditions et modalités techniques, opérationnelles et financières selon lesquelles le Siéml effectue, dans le cadre de la compétence transférée par la collectivité au Siéml, la réalisation, le développement et l'exploitation d'installations de production et de distribution, par réseaux techniques, de chaleur renouvelable, pour la mise en œuvre du projet décrit en annexe 1 à la présente convention.

ARTICLE 2 – DESCRIPTION DU PROJET

La description du projet, mentionnée en annexe 1a de la présente convention, présente :

- la destination et la localisation des installations techniques,
- le(s) bâtiment(s) desservi(s) par le réseau technique de distribution de chaleur renouvelable ;
- les installations envisagées pour la mise en œuvre du projet ;
- les travaux qu'il est prévu de réaliser.

Le projet pourra être modifié, notamment pour prendre en compte les modifications apportées au projet initial à l'initiative de la collectivité comme à l'initiative du Siéml, selon les conditions et modalités prévues par le règlement d'exercice de la compétence.

Les modifications apportées au projet donneront lieu à une description des installations techniques installées et travaux effectivement réalisés, qui fera l'objet de l'annexe 1b établie à la fin des travaux et sera jointe à la présente convention par avenant.

ARTICLE 3 – DISPOSITIONS FINANCIÈRES

La participation financière de la collectivité au projet, son recouvrement annuel ainsi que les conditions et modalités de sa modification en cours d'exécution de la présente convention, sont déterminés par le règlement d'exercice de la compétence et sa délibération annuelle prise par le Comité Syndical du Siéml.

La participation prévisionnelle de la collectivité est détaillée à l'annexe 2a, jointe à la présente convention.

La participation définitive de la collectivité est détaillée à l'annexe 2b établie à la fin des travaux, qui sera jointe à la présente convention par avenant.

La participation due par la collectivité en cas d'abandon du projet quel qu'en soit le motif est déterminée à l'annexe 2c, qui sera jointe à la convention par avenant.

Dans l'hypothèse où le montant réel des participations et aides perçues par le Siéml est différent du montant prévisionnel, le montant total de la participation financière de la collectivité pourra faire l'objet d'une modification, par avenant.

ARTICLE 4 – BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES

Les biens nécessaires à l'exercice de la compétence transférée ou utilisés à cette fin, mis à la disposition du Siéml par la collectivité conformément au règlement d'exercice de la compétence, sont décrits à l'annexe 1a, jointe à la présente convention.

Les biens qui, sans être nécessaire à l'exercice de la compétence transférée, conditionne ou détermine l'accès aux installations ou son bon fonctionnement, et auquel la collectivité s'engage à garantir l'accès efficient sans délai au Siéml conformément au règlement d'exercice de la compétence, sont décrits à l'annexe 1a, jointe à la présente convention.

ARTICLE 5 – DÉROULEMENT DES TRAVAUX

Les travaux sont réalisés conformément au règlement de l'exercice de la compétence et au présent article.

5.1. Les travaux

Le Siéml informe, par email ou courrier, la collectivité des travaux qui seront entrepris dans le cadre de la réalisation des équipements nécessaires à la mise en œuvre du projet visé à l'article 2 et aux aménagements prévus sur les biens et dans les locaux mis à disposition. Cette information sera transmise au moins trois (3) jours ouvrés avant le début des travaux.

A la suite de la mise en service de l'installation, le Siéml informe, par email ou courrier, la collectivité des travaux qu'il peut être amené à effectuer sur la chaufferie et ses accessoires afin de procéder à son maintien en bon état d'entretien, de fonctionnement, de sécurité et de propreté, au moins trois (3) jours ouvrés avant le début de la réalisation des travaux.

Aussitôt après l'achèvement des travaux, le Siéml veille à ce que tous les décombres soient enlevés.

5.2. La réception des ouvrages

Lorsque les travaux sont achevés et que les ouvrages sont prêts à être mis en service, le Siéml en avise la collectivité.

Le Siéml fixe alors une date pour la réception de ces travaux et l'établissement du procès-verbal de réception des travaux qu'il établira. Dans le cas où des réserves sont constatées, un nouveau procès-verbal sera établi pour lever l'ensemble des réserves.

5.3. La mise en service

Le procès-verbal de réception des travaux, avec ou sans réserve, dont la date de signature déterminera la date de mise en service de l'ouvrage, sera annexé à la présente convention (annexe 3).

ARTICLE 6 – OBLIGATIONS DES PARTIES

Les obligations des parties pour l'exercice de la compétence sont définies par le règlement d'exercice de la compétence ainsi que par le présent article.

6.1. Obligations du Siéml

Le Siéml s'engage à :

- maintenir en bon état d'entretien, de fonctionnement, de sécurité, la chaufferie, notamment dans sa fonction de production de chaleur ;
- occuper les lieux mis à disposition conformément à leur destination prévue à l'annexe 1a de la présente convention ;
- mettre en place toutes les solutions possibles pour exploiter au mieux les équipements nécessaires à l'exercice de la compétence ;
- laisser circuler librement les agents en charge de l'entretien et de la surveillance ou élus de la collectivité, sur les emplacements mis à disposition dans le cadre de la seule conduite de la chaufferie ;
- souscrire les assurances qui couvriront les différents risques afférents à l'exercice de la compétence en cause et qui correspondent aux risques normaux de ce type d'exploitation.

6.2. Obligations de la collectivité

La collectivité s'engage à respecter le règlement d'exercice de la compétence « *production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable* » du Siéml et à conclure avec le Siéml, si l'organisation des services le requiert, une convention en vue de permettre au Siéml de maintenir en bon état de sécurité et de propreté, la chaufferie, ses abords et les bâtiments d'accueil des installations.

La collectivité s'engage à réaliser les missions de maintenance de premier niveau de la chaufferie, à savoir :

Accusé de réception en préfecture
049-214900086-20250403-20250405-DE
Date de réception préfecture : 05/04/2025

- s'assurer de l'état de fonctionnement de la chaufferie;
- informer le Siéml du niveau des combustibles dans le silo en vue du lancement des demandes d'approvisionnement auprès du prestataire mandaté par le Siéml ;
- assurer la réception des livraisons de combustibles et s'assurer que les obligations prévues dans le contrat de fourniture (propreté, calibrage, humidité...) sont bien respectées puis compléter le tableau de suivi des réceptions du combustible qui sera présent en chaufferie. En cas de non-respect, la livraison devra être refusée, l'utilisation d'un combustible de mauvaise qualité pouvant engendrer de graves dysfonctionnements des installations ;
- retirer les cendres de la chaudière granulée de bois selon les prescriptions techniques du constructeur. Le Siéml ne pourrait être tenu pour responsable si la chaudière est à l'arrêt à cause du cendrier qui n'aurait pas été vidé ;
- évacuer les cendres ;
- maintenir l'alimentation électrique de la chaufferie ;
- maintenir l'alimentation en eau potable de la chaufferie ;
- avertir sans délai le Siéml en vue de permettre toute intervention, dans le cadre du contrat d'entretien/d'exploitation, de l'opérateur économique désigné par le Siéml.

La collectivité s'engage également à :

- laisser au Siéml, ainsi qu'à l'entreprise de maintenance qui sera retenue, un libre accès au(x) bâtiment(s) et parcelle(s) mentionnés à l'annexe 1a de la présente convention, pour la bonne exécution de la compétence transférée ;
- informer le Siéml, un (1) mois avant leur mise en œuvre effective, des modifications apportées aux accès à la chaufferie et aux abords de la chaufferie, sauf en cas d'urgence ;
- aviser le Siéml de toute opération d'évolution des bâtiments raccordés, le Siéml étant seul à déterminer de la faisabilité technique et opérationnelle du raccordement ;
- souscrire les polices d'assurances nécessaires à ses activités et celles relatives au(x) bâtiment(s) chauffé(s) ;
- inscrire chaque année le montant de la contribution liée à la présente convention à son budget ;
- échanger à l'amiable de toutes les problématiques pouvant survenir dans le cadre de l'exercice de la compétence transférée.

ARTICLE 7 – DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de l'accomplissement de l'ensemble des formalités lui donnant un caractère exécutoire.

Elle prend effet à compter de sa notification par le Siéml dans sa version signée par le représentant de chaque partie, pour une durée de vingt (20) ans à compter de la date de mise en service par le Siéml des installations techniques. La date est celle de la signature du procès-verbal de réception des travaux qui sera joint à la présente convention en annexe 3.

ARTICLE 8 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION

8.1. Résiliation de plein droit

La présente convention prend fin de plein droit, de manière anticipée, en cas de reprise de la compétence « production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable » par la Commune dans les conditions prévues à l'article 7 des statuts du Siéml. La résiliation prend effet au jour de la reprise de la compétence.

Elle prend également fin de plein droit, en cas de survenance d'un événement extérieur et indépendant de la volonté des parties, conduisant à la fin d'exploitation de l'équipement.

8.2. Résiliation unilatérale

La convention peut être résiliée par l'une des parties pour toute autre cause que la faute de l'une des parties à la présente convention.

Accusé de réception en préfecture
049-214900086-20250403-20250405-DE
Date de réception préfecture : 05/04/2025

La convention peut également être résiliée par l'une des parties en cas de faute de l'autre partie, après mise en demeure de la partie défaillante de se conformer à ses obligations et restée en tout ou partie sans effet.

En cas de résiliation de la présente convention par l'une des parties, celle-ci ne prend effet qu'après un délai de six (6) mois après la réception par l'autre partie de la lettre en recommandé avec accusé de réception notifiant la décision de résiliation.

8.3. Résiliation amiable

La convention peut également être résiliée d'un commun accord entre les parties par échanges de courriers avec accusé de réception effectués préalablement à la conclusion d'un avenant de résiliation dans les mêmes formes et conditions que la conclusion de la présente convention.

ARTICLE 9 – EFFET DU TERME DE LA CONVENTION

Au terme de la présente convention pour quelque cause que ce soit, la mise en œuvre du projet par le Siéml cessera.

Dans l'hypothèse où la convention prend fin de manière anticipée, pour quelque cause que ce soit, le Siéml percevra de la collectivité une indemnité correspondant aux dépenses d'investissements pour la réalisation des installations techniques :

- effectivement engagées au jour où la convention prend fin, et n'ayant pas déjà donné lieu au versement d'une participation financière de la collectivité ;
- restant à courir jusqu'au terme de la durée prévisionnelle de la convention ainsi que, le cas échéant, tous les autres frais de résiliation liés aux contrats conclus par le Siéml dans le cadre de l'exercice de la compétence.

L'indemnité due au Siéml par la collectivité inclura, le cas échéant, les dépenses de résiliation des contrats qu'il a conclu pour l'exercice de la compétence.

L'échéance de la convention pour quelque cause que ce soit ne donne lieu au versement d'aucune indemnité par le Siéml à la collectivité.

ARTICLE 10 – MODIFICATION

La présente convention pourra être modifiée par voie d'avenant conclu selon les mêmes conditions et modalités que la convention initiale, notamment pour prendre en compte les modifications apportées au projet initial à l'initiative de la collectivité comme à l'initiative du Siéml ou encore pour prendre en compte une différence éventuelle entre le montant prévisionnel et le montant définitif des participations et aides perçues par le Siéml et leurs conséquences sur les part fixe, variable et forfaitaire de la participation financière de la collectivité.

La modification de la convention ne pourra, en aucun cas, être déduite soit de la passivité de l'une ou de l'autre des parties, soit même de simples tolérances quelles qu'en soient la fréquence et la durée, la collectivité et le Siéml restant toujours libres d'exiger la stricte application des clauses et stipulations qui n'auraient pas fait l'objet d'une modification expresse ou écrite.

ARTICLE 11 – LITIGES

Les parties s'engagent à régler à l'amiable tout différend résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention.

A défaut de règlement amiable, le litige est porté, à la diligence de l'une ou l'autre partie, devant le tribunal compétent.

ARTICLE 12 – ANNEXES

Sont annexés à la présente convention initiale les pièces suivantes à valeur contractuelle :

- ANNEXE 1a : description du projet
- ANNEXE 2a : participation financière prévisionnelle

Seront, en tant que besoin, annexés à la présente convention par voie d'avenant, les pièces suivantes à valeur contractuelle :

- ANNEXE 1b : description des installations et travaux effectivement réalisés
- ANNEXE 2b : participation financière définitive
- ANNEXE 2c : participation financière en cas d'abandon du projet
- ANNEXE 3 : procès-verbal de réception des travaux

Fait en autant d'exemplaires originaux que de parties,

À ANGRIE le 04 avril 2025,

Pour la collectivité,
La Maire,
Madame Marie-Noëlle RICHARD



À le

Pour le Siéml,
Le Président,
Jean-Luc DAVY

ANNEXE N° 1a – DESCRIPTION DU PROJET

DÉSIGNATION DE LA COLLECTIVITÉ

Collectivité : ANGRIE

Adresse : 17, rue de Bellevue 49440 Angrie

Nom et prénom de l' élu référent : Marcel DAVAL

Fonction : Adjoint au maire

Téléphone : 06 47 69 15 64

Mail : davalmarcel54@gmail.com

FONDEMENTS JURIDIQUES SPÉCIFIQUES AU PROJET

- Délibération du conseil municipal d'Angrie du 06 octobre 2022, approuvant le transfert de sa compétence « *production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable* » au Siéml et choisissant comme source de chaleur renouvelable l'énergie bois ;
- Délibération du Comité syndical du Siéml n°68/2022 en date du 18 octobre 2022, approuvant le transfert « *production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable* » de la commune d'Angrie avec comme source de chaleur renouvelable l'énergie bois ;
- Demande du 07 juin 2024 d'étude de conception d'une chaufferie bois pour le restaurant d'Angrie ;
- Délibération du conseil municipal d'Angrie du 03 mars 2025, approuvant le projet de convention individuelle.

NOM DU PROJET

Chaufferie bois du restaurant d'Angrie ;

LOCALISATION DU PROJET

Destination	Restaurant
Nombre de bâtiment(s) desservi(s)	1
Adresse	18, Rue de Bellevue, 49440 Angrie
Parcelle(s) d'implantation des installations	Parcelle cadastrée section 000 AA n°0002

BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES

BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES MIS À DISPOSITION	BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES MIS À DISPOSITION SOUMIS AU DROIT D'ACCÈS
<p>Les biens mis à disposition du Siéml par la collectivité sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 5 m² de l'actuel garage du restaurant, qui sera transformé en local chaufferie cloisonné • 4 m² de l'actuel garage pour l'implantation du silo textile 	<p>Les biens pour lesquels le Siéml bénéficie d'un droit d'accès sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Actuel Garage du restaurant

DESCRIPTION DES INSTALLATIONS

La description des équipements qu'il est prévu d'installer pour la mise en œuvre du projet est la suivante :

- **La chaufferie** est située dans le garage du restaurant. Y seront installés les éléments suivants :
 - Chaudière bois granulés de 18 kW
 - Ballon tampon
 - Panoplie hydraulique avec deux départs distincts, y compris organes de sécurité, distribution, vannes 3 voies, circulateurs et vase d'expansion
 - Silo de stockage du bois

DESCRIPTION DES TRAVAUX

La description des travaux qu'il est prévu de réaliser est la suivante :

Enumération sommaire des travaux :

Les travaux comprendront essentiellement :

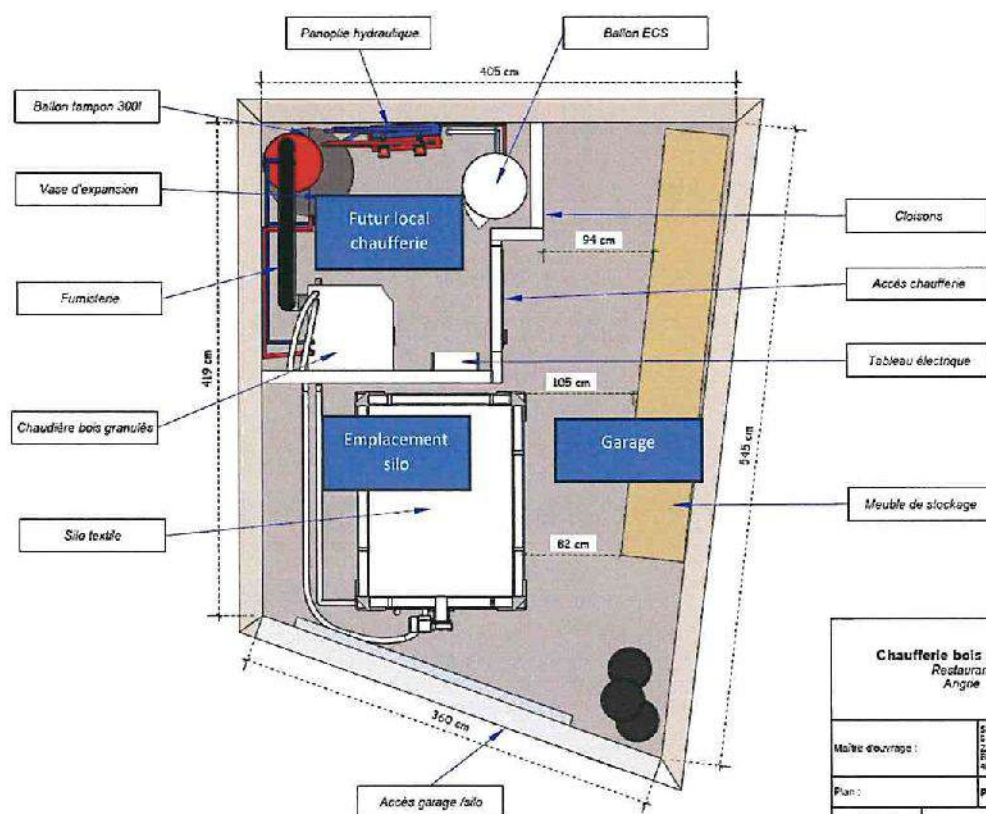
- La dépose et l'évacuation de l'installation de chauffage existante
- La démolition de la dalle existante sous la chaudière
- La fourniture et la pose d'une menuiserie neuve coupe-feu pour l'accès à la chaufferie
- Le rebouchage d'une menuiserie existante
- La réalisation de parois verticales et d'un plafond coupe-feu en plaques de plâtres
- La création des ventilations pour la chaufferie et le silo
- L'installation des équipements de chauffage : Chaudière, silo, ballon tampon, équipements hydrauliques, départs, fumisterie, électricité, etc.
- Le raccordement de l'installation de chauffage (AEP, électricité, Internet, Réseau hydraulique des bâtiments)

Plan d'implantation de la chaufferie (carré jaune ci-dessous) :



Accusé de réception en préfecture
049-214900086-20250403-20250405-DE
Date de réception préfecture : 05/04/2025

Plan projeté d'implantation des équipements en chaufferie :



Chaufferie bois granulés Restaurant Angrie	
Maître d'ouvrage :	SIEMML 5 route de la Confluence 49100 Angrie - Ecouvant 49 001 ANGERS CEDIX
Plan :	Plan de l'état projet
Ref. : 2	Donnée par : VM Date : 05/01/2025

Accusé de réception en préfecture
049-214900086-20250403-20250405-DE
Date de réception préfecture : 05/04/2025

ANNEXE N° 2a – PARTICIPATION FINANCIÈRE PRÉVISIONNELLE

PART FIXE

Plan de financement prévisionnel du projet

Plan de financement prévisionnel en € TTC				
Investissement		Recette		
Travaux	50 000.00 € HT	SIeML	10 000.00 €	17%
TVA	10 000.00 €	ADEME	11 200.00 €	19%
		FCTVA	9 842.40 €	16%
		Participation communale	28 957.60 €	48%
TOTAL	60 000.00 € TTC	TOTAL	60 000.00 €	

MONTANT PREVISIONNEL DE LA PART FIXE

La part fixe de la participation de la collectivité correspond aux montants prévisionnels suivants :

Montant prévisionnel total	28 957, 60 €
Montant prévisionnel annuel – Année 1 à 5	5 791,52 € / an
Montant prévisionnel annuel – Année 6 à 20	0 € / an

PART VARIABLE

Combustibles : <input checked="" type="checkbox"/> Bois. Quantité estimée : 6 T/an <input type="checkbox"/> Géothermie. Quantité électricité estimée : KWh/an	2 100 € / an
Entretien, maintenance, réparations	700 € / an
Divers	100 € / an

PART UNITAIRE

Participation pour frais de gestion – Année 1 à 5	900 € / an
Participation pour frais de gestion – Année 6 à 20	200 € / an

PARTICIPATION ANNUELLE

MONTANT TOTAL PRÉVISIONNEL - ANNEE 1 A 5 Part fixe + part variable + part unitaire	9 591,52 € / an
MONTANT TOTAL PRÉVISIONNEL - ANNEE 6 A 20 Part fixe + part variable + part unitaire	3 100 € / an

Accusé de réception en préfecture
049 214900006 20250403 20250405 DE
Date de réception préfecture : 05/04/2025

Accusé de réception en préfecture
049-214900086-20250403-20250405-DE
Date de réception préfecture : 05/04/2025

CONVENTION INDIVIDUELLE

Production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable

Entre :

Le Syndicat Intercommunal d'Energies de Maine-et-Loire – Siéml

Syndicat mixte fermé enregistré sous le numéro SIRET 254 901 309 00032, dont le siège social est situé ZAC de Beuzon, 9 route de la Confluence, Écouflant, CS60145, 49001 ANGERS Cedex 01, représenté par son Président, Monsieur Jean-Luc DAVY, dûment habilité à signer la présente convention au nom et pour le compte du Siéml par la délibération du comité syndical n° 57/2024 du 2 juillet 2024,

ci-après désigné « *le Siéml* »,

Et :

La collectivité,

désignée en annexe 1 de la présente convention,

ci-après désigné « *la collectivité* »,

Ci-après désignée individuellement « *une partie* » ou collectivement « *les parties* »,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2224-38 et L 5711-1 et suivants ;

Vu le code de l'énergie ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu les statuts du Siéml, modifiés en dernier lieu par l'arrêté préfectoral n° 2019-122 du 14 août 2019 ;

Vu le règlement d'exercice de la compétence « *production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable* », modifié en dernier lieu par la délibération du Comité syndical du Siéml n° 2025_DEL_022 du 25 mars 2025 ;

Les parties ont convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de compléter le règlement d'exercice de la compétence « *production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable* » susvisé ; en vue de déterminer précisément les conditions et modalités techniques, opérationnelles et financières selon lesquelles le Siéml effectue, dans le cadre de la compétence transférée par la collectivité au Siéml, la réalisation, le développement et l'exploitation d'installations de production et de distribution, par réseaux techniques, de chaleur renouvelable, pour la mise en œuvre du projet décrit en annexe 1 à la présente convention.

ARTICLE 2 – DESCRIPTION DU PROJET

La description du projet, mentionnée en annexe 1 de la présente convention, présente :

- la destination et la localisation des installations techniques,
- le(s) bâtiment(s) desservi(s) par le réseau technique de distribution de chaleur renouvelable ;
- les installations envisagées pour la mise en œuvre du projet ;
- les travaux réalisés.

Le projet pourra être modifié, notamment pour prendre en compte les modifications apportées au projet initial à l'initiative de la collectivité comme à l'initiative du Siéml, selon les conditions et modalités prévues par le règlement d'exercice de la compétence.

Les modifications apportées au projet donneront lieu à une description des installations techniques installées et travaux effectivement réalisés qui, le cas échéant, fera l'objet d'une nouvelle annexe établie à la fin des travaux et jointe à la présente convention par avenant.

ARTICLE 3 – DISPOSITIONS FINANCIÈRES

La participation financière de la collectivité au projet, son recouvrement annuel ainsi que les conditions et modalités de sa modification en cours d'exécution de la présente convention, sont déterminés par le règlement d'exercice de la compétence et sa délibération annuelle prise par le Comité Syndical du Siéml.

La participation définitive de la collectivité est détaillée à l'annexe 2 établie à la fin des travaux et jointe à la présente convention.

ARTICLE 4 – BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES

Les biens nécessaires à l'exercice de la compétence transférée ou utilisés à cette fin, mis à la disposition du Siéml par la collectivité conformément au règlement d'exercice de la compétence, sont décrits à l'annexe 1, jointe à la présente convention.

Les biens qui, sans être nécessaire à l'exercice de la compétence transférée, conditionne ou détermine l'accès aux installations ou son bon fonctionnement, et auquel la collectivité s'engage à garantir l'accès efficient sans délai au Siéml conformément au règlement d'exercice de la compétence, sont décrits à l'annexe 1, jointe à la présente convention.

ARTICLE 5 – DÉROULEMENT DES TRAVAUX

Les travaux sont réalisés conformément au règlement de l'exercice de la compétence et au présent article.

5.1. Les travaux

Le Siéml informe, par email ou courrier, la collectivité des travaux qui seront entrepris dans le cadre de la réalisation des équipements nécessaires à la mise en œuvre du projet visé à l'article 2 et aux aménagements prévus sur les biens et dans les locaux mis à disposition. Cette information sera transmise au moins trois (3) jours ouvrés avant le début des travaux.

A la suite de la mise en service de l'installation, le Siéml informe, par email ou courrier, la collectivité des travaux qu'il peut être amené à effectuer sur la chaufferie et ses accessoires afin de procéder à son maintien en bon état d'entretien, de fonctionnement, de sécurité et de propreté, au moins trois (3) jours ouvrés avant le début de la réalisation des travaux.

Aussitôt après l'achèvement des travaux, le Siéml veille à ce que tous les décombres soient enlevés.

5.2. La réception des ouvrages

Lorsque les travaux sont achevés et que les ouvrages sont prêts à être mis en service, le Siéml en avise la collectivité.

Le Siéml fixe alors une date pour la réception de ces travaux et l'établissement du procès-verbal de réception des travaux qu'il établira. Dans le cas où des réserves sont constatées, un nouveau procès-verbal sera établi pour lever l'ensemble des réserves.

5.3. La mise en service

Le procès-verbal de réception des travaux, est annexé à la présente convention (annexe 3).

ARTICLE 6 – OBLIGATIONS DES PARTIES

Les obligations des parties pour l'exercice de la compétence sont définies par le règlement d'exercice de la compétence ainsi que par le présent article.

6.1. Obligations du Siéml

Le Siéml s'engage à :

- maintenir en bon état d'entretien, de fonctionnement, de sécurité, la chaufferie, notamment dans sa fonction de production de chaleur ;
- occuper les lieux mis à disposition conformément à leur destination prévue à l'annexe 1 de la présente convention ;
- mettre en place toutes les solutions possibles pour exploiter au mieux les équipements nécessaires à l'exercice de la compétence ;
- laisser circuler librement les agents en charge de l'entretien et de la surveillance ou élus de la collectivité, sur les emplacements mis à disposition dans le cadre de la seule conduite de la chaufferie ;
- souscrire les assurances qui couvriront les différents risques afférents à l'exercice de la compétence en cause et qui correspondent aux risques normaux de ce type d'exploitation.

6.2. Obligations de la collectivité

La collectivité s'engage à respecter le règlement d'exercice de la compétence « *production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable* » du Siéml et à conclure avec le Siéml, si l'organisation des services le requiert, une convention en vue de permettre au Siéml de maintenir en bon état de sécurité et de propreté, la chaufferie, ses abords et les bâtiments d'accueil des installations.

La collectivité s'engage à réaliser les missions de maintenance de premier niveau de la chaufferie, à savoir :

- s'assurer de l'état de fonctionnement de la chaufferie ;
- informer le Siéml du niveau des combustibles dans le silo en vue du lancement des demandes d'approvisionnement auprès du prestataire mandaté par le Siéml ;
- assurer la réception des livraisons de combustibles et s'assurer que les obligations prévues dans le contrat de fourniture (propreté, calibrage, humidité...) sont bien respectées puis compléter le tableau de suivi des réceptions du combustible qui sera présent en chaufferie. En cas de non-respect, la livraison devra être refusée, l'utilisation d'un combustible de mauvaise qualité pouvant engendrer de graves dysfonctionnements des installations ;
- retirer les cendres de la chaudière granulée de bois selon les prescriptions techniques du constructeur. Le Siéml ne pourrait être tenu pour responsable si la chaudière est à l'arrêt à cause du cendrier qui n'aurait pas été vidé ;
- évacuer les cendres ;
- maintenir l'alimentation électrique de la chaufferie ;
- maintenir l'alimentation en eau potable de la chaufferie ;
- avertir sans délai le Siéml en vue de permettre toute intervention, dans le cadre du contrat d'entretien/d'exploitation, de l'opérateur économique désigné par le Siéml.

La collectivité s'engage également à :

- laisser au Siéml, ainsi qu'à l'entreprise de maintenance qui sera retenue, un libre accès au(x) bâtiment(s) et parcelle(s) mentionnés à l'annexe 1 de la présente convention, pour la bonne exécution de la compétence transférée ;
- informer le Siéml, un (1) mois avant leur mise en œuvre effective, des modifications apportées aux accès à la chaufferie et aux abords de la chaufferie, sauf en cas d'urgence ;
- aviser le Siéml de toute opération d'évolution des bâtiments raccordés, le Siéml étant seul à déterminer de la faisabilité technique et opérationnelle du raccordement ;
- souscrire les polices d'assurances nécessaires à ses activités et celles relatives au(x) bâtiment(s) chauffé(s) ;
- inscrire chaque année le montant de la contribution liée à la présente convention à son budget ;
- échanger à l'amiable de toutes les problématiques pouvant survenir dans le cadre de l'exercice de la compétence transférée.
-

ARTICLE 7 – DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de l'accomplissement de l'ensemble des formalités lui donnant un caractère exécutoire.

Elle prend effet à compter de sa notification par le Siéml dans sa version signée par le représentant de chaque partie, pour une durée de vingt (20) ans à compter de la date de mise en service des installations techniques. La date est celle de la signature du procès-verbal de réception des travaux qui sera joint à la présente convention en annexe 3.

ARTICLE 8 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION

8.1. Résiliation de plein droit

La présente convention prend fin de plein droit, de manière anticipée, en cas de reprise de la compétence « production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable » par la Commune dans les conditions prévues à l'article 7 des statuts du Siéml. La résiliation prend effet au jour de la reprise de la compétence.

Elle prend également fin de plein droit, en cas de survenance d'un événement extérieur et indépendant de la volonté des parties, conduisant à la fin d'exploitation de l'équipement.

8.2. Résiliation unilatérale

La convention peut être résiliée par l'une des parties pour toute autre cause que la faute de l'une des parties à la présente convention.

La convention peut également être résiliée par l'une des parties en cas de faute de l'autre partie, après mise en demeure de la partie défaillante de se conformer à ses obligations et restée en tout ou partie sans effet.

En cas de résiliation de la présente convention par l'une des parties, celle-ci ne prend effet qu'après un délai de six (6) mois après la réception par l'autre partie de la lettre en recommandé avec accusé de réception notifiant la décision de résiliation.

8.3. Résiliation amiable

La convention peut également être résiliée d'un commun accord entre les parties par échanges de courriers avec accusé de réception effectués préalablement à la conclusion d'un avenant de résiliation dans les mêmes formes et conditions que la conclusion de la présente convention.

ARTICLE 9 – EFFET DU TERME DE LA CONVENTION

Au terme de la présente convention pour quelque cause que ce soit, la mise en œuvre du projet par le Siéml cessera.

Dans l'hypothèse où la convention prend fin de manière anticipée, pour quelque cause que ce soit, le Siéml percevra de la collectivité une indemnité correspondant aux dépenses d'investissements pour la réalisation des installations techniques :

- effectivement engagées au jour où la convention prend fin, et n'ayant pas déjà donné lieu au versement d'une participation financière de la collectivité ;
- restant à courir jusqu'au terme de la durée prévisionnelle de la convention ainsi que, le cas échéant, tous les autres frais de résiliation liés aux contrats conclus par le Siéml dans le cadre de l'exercice de la compétence.

L'indemnité due au Siéml par la collectivité inclura, le cas échéant, les dépenses de résiliation des contrats qu'il a conclu pour l'exercice de la compétence.

L'échéance de la convention pour quelque cause que ce soit ne donne lieu au versement d'aucune indemnité par le Siéml à la collectivité.

ARTICLE 10 – MODIFICATION

La présente convention pourra être modifiée par voie d'avenant conclu selon les mêmes conditions et modalités que la convention initiale, notamment pour prendre en compte les modifications apportées au projet initial à l'initiative de la collectivité comme à l'initiative du Siéml ou encore pour prendre en compte une évolution éventuelle du montant des participations et aides perçues par le Siéml et leurs conséquences sur les part fixe, variable et forfaitaire de la participation financière de la collectivité.

La modification de la convention ne pourra, en aucun cas, être déduite soit de la passivité de l'une ou de l'autre des parties, soit même de simples tolérances quelles qu'en soient la fréquence et la durée, la collectivité et le Siéml restant toujours libres d'exiger la stricte application des clauses et stipulations qui n'auraient pas fait l'objet d'une modification expresse ou écrite.

ARTICLE 11 – LITIGES

Les parties s'engagent à régler à l'amiable tout différend résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention.

A défaut de règlement amiable, le litige est porté, à la diligence de l'une ou l'autre partie, devant le tribunal compétent.

ARTICLE 12 – ANNEXES

Sont annexés à la présente convention initiale les pièces suivantes à valeur contractuelle :

- ANNEXE 1 : description du projet, des installations et travaux réalisés ;
- ANNEXE 2 : participation financière ;
- ANNEXE 3 : procès-verbal de réception des travaux.

Fait en autant d'exemplaires originaux que de parties,

À [lieu], le [date]
Pour la collectivité,
Le Maire / Le Président

À [lieu], le [date]
Pour le Siéml,
Le Président,
Jean-Luc DAVY

ANNEXE N° 1 – DESCRIPTION DU PROJET, DES INSTALLATIONS ET TRAVAUX RÉALISÉS

DÉSIGNATION DE LA COLLECTIVITÉ

Collectivité : Cantenay-Epinard

Adresse : 24 Rue d'Angers, 49460 Cantenay-Épinard

Nom et prénom de l' élu référent : Daniel Bourgeois

Fonction : 1^{er} Adjoint

Téléphone : 02 41 32 13 26

Mail : direction@cantenay-epinard.fr

FONDEMENTS JURIDIQUES SPÉCIFIQUES AU PROJET

- délibération du conseil municipal de Cantenay-Epinard du 20 avril 2021, approuvant le transfert de sa compétence « *production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable* » au Siéml et choisissant comme source de chaleur renouvelable l'énergie bois ;
- délibération du Comité syndical du Siéml n°48/2021 en date du 15 juin 2021, approuvant le transfert « *production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable* » de la commune de Cantenay-Epinard avec comme source de chaleur renouvelable l'énergie bois ;
- convention de mandat de maîtrise d'ouvrage pour une opération d'investissement relative au changement des chaudières de l'école des Basses Vallées et du restaurant scolaire cosignée en date du 25 avril 2022
- délibération du conseil municipal de Cantenay-Epinard du [date], approuvant le projet de convention individuelle.

NOM DU PROJET

Chaufferie bois pour le groupe scolaire Les Basses Vallées de Cantenay-Epinard ;

LOCALISATION DU PROJET

Destination	Groupe scolaire Les Basses Vallées
Nombre de bâtiment(s) desservi(s)	3
Adresse	13 Rue du Président Lelièvre, 49460 Cantenay-Épinard
Parcelle(s) d'implantation des installations	Parcelle(s) cadastrée(s) section AC n°334 et section AC n°335

BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES

BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES MIS À DISPOSITION	BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES MIS À DISPOSITION SOUMIS AU DROIT D'ACCÈS
<p>Les biens mis à disposition du Siéml par la collectivité sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ancienne chaufferie fioul des écoles • Ancienne chaufferie fioul du restaurant scolaire • 1 garage pour accueillir le silo 	<p>Les biens pour lesquels le Siéml bénéficie d'un droit d'accès sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Portail d'accès à l'école • Cours de récréation • Sous-stations de l'école maternelle

DESCRIPTION DES INSTALLATIONS

La description des équipements qu'il est prévu d'installer pour la mise en œuvre du projet est la suivante :

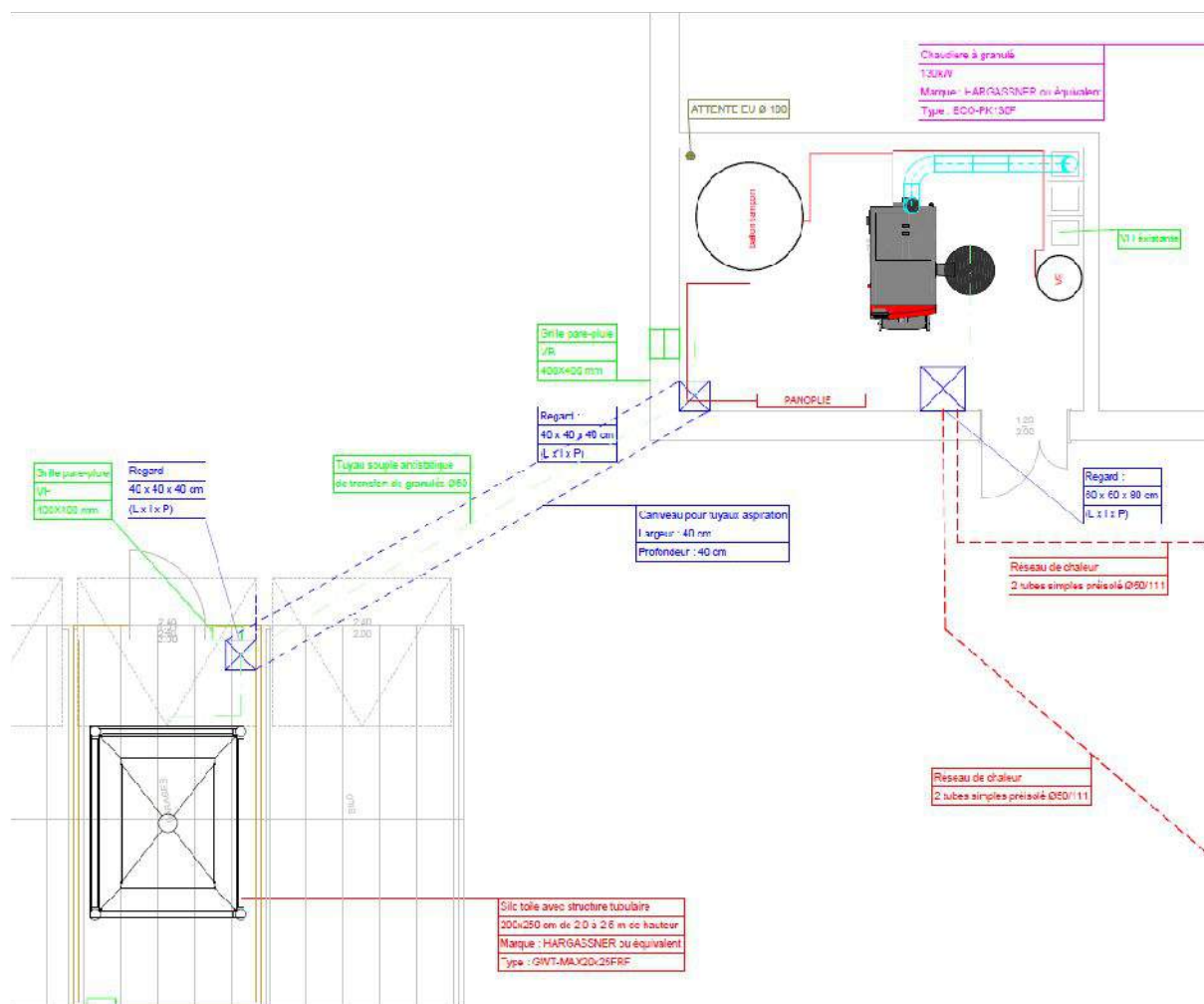
- **La chaufferie** est située dans l'ancienne chaufferie fioul des écoles primaires et maternelles. Y seront installés les éléments suivants :
 - Chaudière bois granulés Hargassner Eco-PK 130,
 - Ballon tampon 2 500 litres,
 - Circulateurs de distribution,
 - Adoucisseur d'eau ;
- **Des canalisations enterrées** permettant la distribution de chaleur de la chaufferie vers les bâtiments desservis.
- **Les sous-stations** de chaque bâtiment dans laquelle seront raccordées les canalisations enterrées aux circuits de distribution du réseau secondaire.

DESCRIPTION DES TRAVAUX D'ORES ET DEJA RÉALISÉS

La description des travaux qui ont été réalisés est la suivante :

- Dépose des équipements hydraulique existants.
- Installation d'une chaudière bois.
- Mise en place d'un nouveau conduit d'évacuation des fumées.
- Installation d'un ballon tampon.
- Installation d'un adoucisseur d'eau.
- Installation d'un silo de stockage des granulés.
- Installation des équipements hydrauliques permettant la distribution de la chaleur dans les différents locaux et les sous-stations (pompes, vannes 3 voies, etc.).
- Mise en place d'un système de régulation permettant une programmation des circuits de chauffage avec des réglages de températures différents en fonction de l'usage des locaux.
- Installation de compteurs d'énergie sur les trois départs : primaire, maternelle, restaurant scolaire.
- Installation d'un nouveau tableau électrique en chaufferie et dans la sous-station restaurant scolaire.
- Raccordement de la chaufferie bois au réseau internet du bâtiment par liaison filaire.

Le plan d'implantation des équipements est le suivant :



ANNEXE N° 2 – PARTICIPATION FINANCIÈRE

PART FIXE

Plan de financement du projet

Plan de financement prévisionnel en € HT				
Investissements		Recettes		
Maitrise d'œuvre	19 322,55 €	Siéml	61 500,00 €	24 %
Etudes annexes (CT, CSPS, etc.)	5 020,00 €	DSIL	54 088,77 €	21 %
Travaux	215 731,87 €	ADEME	67 200,00 €	27 %
		Autofinancement commune	57 285,65 €	23 %
Total	240 074,42 €	Total	240 074,42 €	100 %

Montant définitif de la part fixe

La collectivité ayant financé l'intégralité des travaux, la part fixe est égale à zéro.

PART VARIABLE PRÉVISIONNELLE

Combustibles : <input checked="" type="checkbox"/> Bois. Quantité estimée : 33 T/an <input type="checkbox"/> Géothermie. Quantité électricité estimée : 0 kWh/an	10 560 € / an
Entretien, maintenance, réparations	700 € / an
Divers	100 € / an

PART UNITAIRE PRÉVISIONNELLE

Participation proportionnelle à l'investissement	0 € / an
Participation additionnelle, déterminée conformément au point c. de l'article 6.2.2 du règlement d'exercice de la compétence.	1 540 € / an*

* Estimation basée sur la base de 7 livraisons d'un total de 33 t et du forfait d'exploitation en vigueur.

PARTICIPATION ANNUELLE PRÉVISIONNELLE

MONTANT TOTAL PRÉVISIONNEL Part fixe + part variable + part unitaire	12 900 € / an
--	----------------------

ANNEXE N° 3 – PROCÈS-VERBAL DE RÉCÉPTION DES TRAVAUX

PROCES VERBAL DE RECEPTION ET DE LEVÉE DES RESERVES

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Maître d'ouvrage :	Syndicat Intercommunal d'Energies de Maine et Loire (SIÉML)
Titulaire du marché :	MORENO & FILS
Objet du marché :	Travaux de construction d'une chaufferie bois
Nature des travaux :	Réalisation de prestation de travaux nécessaires à la réalisation des installations de chauffage pour la mise en place d'une chaufferie bois au sein du groupe scolaire des Basses Vallées à Cantenay-Epinard
Référence des travaux :	Chaudière granulé groupe scolaire Cantenay-Epinard

B. Proposition

Je soussigné, USUREAU Pierre, chargé d'opération « Maîtrise d'ouvrage systèmes énergétiques » du SIÉML, propose de prononcer la levée de toutes les réserves dont était assortie la décision de réception des ouvrages intervenue le 23 novembre 2023.

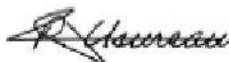
Dressé le 16/07/2024

Accepté le 17/07/2024

Le technicien énergie du SIÉML
BON POUR ACCORD

L'entrepreneur,

(cachet et signature)



USUREAU Pierre

MORENO & FILS
SARL au capital de 60 134 €
Z.A. Le Moulin des Landries
49480 SAINT-MARTIN-D'ANNEAU
Tél. 02 41 76 84 65 - Fax. 02 41 76 79 25
SIREN 424 951 282
N° TVA Intracom. FR 05 430 950 999

C. Décision de la personne responsable du marché (PRM)

Sur le vu du procès-verbal et de la proposition du technicien chaleur renouvelable du SIÉML

Je décide d'accepter la levée des réserves et de prononcer la réception avec effet à compter du 23/11/2023

A Ecoflant, le 18/07/2024

Pour le Président du Syndicat
et par délégation,
Clément CHEPTOU
Responsable service « Sobriété, Efficacité et
Amélioration du Bâti Public »

PROCES VERBAL DE RECEPTION ET DE LEVÉE DES RESERVES
Chaufferie bois granulés groupe scolaire Cantenay-Epinard

Page 1 sur 1

PROCES VERBAL DE RECEPTION ET DE LEVÉE DES RESERVES

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Maître d'ouvrage :	Syndicat Intercommunal d'Energies de Maine et Loire (SIÉML)
Titulaire du marché :	SAS SOMBAT
Objet du marché :	Travaux de construction d'une chaufferie bois
Nature des travaux :	Réalisation de prestation de travaux nécessaires à la réalisation des installations de chauffage pour la mise en place d'une chaufferie bois au sein du groupe scolaire des Basses Vallées à Cantenay-Epinard
Référence des travaux :	Chaudière granulé groupe scolaire Cantenay-Epinard

B. Proposition

Je soussigné, USUREAU Pierre, chargé d'opération « Maîtrise d'ouvrage systèmes énergétiques » du SIÉML, propose de prononcer la levée de toutes les réserves dont était assortie la décision de réception des ouvrages intervenue le 23 novembre 2023.

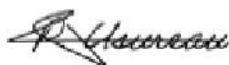
Dressé le 16/07/2024

Accepté le 17/07/2024

Le technicien énergie du SIÉML
BON POUR ACCORD

L'entrepreneur,

(cachet et signature)



USUREAU Pierre

SOMBAT
9 rue du Rocher
ZAC de L'Aubinière
49124 SAINT-BARTHELEMY D'ANJOU
☎ 02 41 42 34 87 – info@sombat.fr
Siret : 325 527 224 00027

C. Décision de la personne responsable du marché (PRM)

Sur le vu du procès-verbal et de la proposition du technicien chaleur renouvelable du SIÉML

Je décide d'accepter la levée des réserves et de prononcer la réception avec effet à compter du 23/11/2023

A Ecoflant, le 18/07/2024

Pour le Président du Syndicat
et par délégation,
Clément CHEPTOU
Responsable service « Sobriété, Efficacité et
Amélioration du Bâti Public »

PROCES VERBAL DE RECEPTION ET DE LEVÉE DES RESERVES
Chaufferie bois granulés groupe scolaire Cantenay-Epinard

Page 1 sur 1

PROCÈS VERBAL CONTRADICTOIRE

CONSTATANT LA MISE À DISPOSITION DES BIENS UTILISÉS POUR L'EXERCICE DES COMPÉTENCES TRANSFÉRÉES

Entre :

Le Syndicat Intercommunal d'Energies de Maine-et-Loire – Siéml,

Syndicat mixte enregistré sous le numéro SIRET 254 901 309 00032,
dont le siège social est situé ZAC de Beuzon, 9 route de la Confluence, Écouflant, CS60145, 49001
ANGERS Cedex 01,

représenté par Monsieur Jean-Luc DAVY, Président, dûment habilité à signer les présentes au nom et
pour le compte du Siéml,

Ci-après désigné « *le Siéml* » ou « *le Syndicat* »

Et :

La commune de Cantenay-Epinard,

Collectivité enregistrée sous le numéro SIRET 214 900 557 00015
dont le siège social est situé 24 route d'Angers, 49460 Cantenay-Epinard,
représenté par Monsieur Marc CAILLEAU, Maire, dûment habilité à signer les présentes, au nom et
pour le compte de la Commune ;

Ci-après désignée « *la Collectivité* »

Ci-après désignée individuellement « *une partie* » ou collectivement « *les parties* »,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 5711-1, L 5211-5, III et L 1321-1 et
suivants ;

Vu les statuts du Siéml, modifiés en dernier lieu par l'arrêté préfectoral n° 2019-122 du 14 août 2019 ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Cantenay-Epinard n° 20210420-02 en date du 20
avril 2021 ;

Vu la délibération du comité syndical du Siéml n° 48/2021 en date du 15 juin 2021 ;

PRÉAMBULE

Par les délibérations concordantes susvisées dont les copies certifiées conformes demeurent en
annexe, l'organe délibérant de chacune des parties a approuvé le transfert par la Collectivité au Syndicat
des compétences mentionnées à l'article 4.5 des statuts du Siéml et relatives à la production et de la
distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable.

Le transfert des compétences est effectif le 01/09/2025.

ARTICLE 1 : OBJET

Le présent procès-verbal a pour objet de formaliser le constat contradictoire de la mise à disposition par la Collectivité au profit du Siéml des biens utilisés pour l'exercice des compétences transférées à ce dernier et jusqu'à la date du transfert, dont la désignation suit.

Le procès-verbal n'a pas pour objet ni pour effet de transférer la propriété du/des bien(s) au profit du Siéml.

La Collectivité déclare être valablement propriétaire des biens mis à la disposition du Siéml, dont la désignation suit.

ARTICLE 2 : DÉSIGNATION

2.1. Biens immeubles (terrains et bâtis) affectés aux compétences transférées

Par le présent procès-verbal, il est constaté la mise à disposition par la Collectivité, au bénéfice du Siéml, des immeubles affectés aux compétences transférées, tels que désignés dans le tableau établi par la Collectivité et joint en annexe.

Les biens visés dans le tableau précité appartiennent à la Collectivité. Les surfaces sont données à titre indicatif, lorsqu'elles sont connues.

Il est joint au présent procès-verbal un plan de localisation des immeubles désignés dans le tableau.

2.2. Autres biens, meubles et immeubles par destination, affectés aux compétences transférées

Par le présent procès-verbal, il est constaté la mise à disposition par la Collectivité, au bénéfice du Siéml, des biens meubles et immeubles par destination présentant un lien fonctionnel avec les compétences transférées, tels que désignés dans le tableau établi par la Collectivité et joint en annexe.

Les biens visés dans le tableau précité appartiennent à la Collectivité

Le cas échéant, il est joint au présent procès-verbal un plan de localisation des biens désignés dans le tableau.

ARTICLE 3 : ÉTAT DES BIENS

Le Siéml prend les biens dans lesquels ils se trouvent, tels que décrits dans les tableaux joints en annexes au présent procès-verbal, et déclare les connaître pour les avoir vus et visités à sa convenance.

L'état d'entretien et de réparation des biens est estimée dans les tableaux joints en annexes. A défaut de précision ou de description complète de l'état d'entretien et de réparation des biens, ils sont réputés mis à la disposition du Siéml en « état d'usage ».

ARTICLE 4 : RENSEIGNEMENTS COMPTABLES

Le numéro d'inscription à l'inventaire de la Collectivité ainsi qu'une estimation de la valeur historique (prix d'acquisition ou de construction), de la valeur d'amortissement, de la valeur de remplacement et de la valeur nette comptable (en cas d'amortissement) sont mentionnés dans les tableaux de désignation des biens mis à disposition, joints en annexe.

La constatation comptable de la mise à disposition sera effectuée par les comptables des parties sur la base des délibérations susvisées, du présent procès-verbal et d'un certificat administratif transmis par l'ordonnateur.

L'état comptable joint ou intégré au certificat administratif sera transmis par la Collectivité au comptable du Syndicat, qui procèdera à la comptabilisation des opérations de mise à disposition dans l'actif de ce dernier.

ARTICLE 5 : MODALITÉS DE LA MISE À DISPOSITION

5.1. Administration des biens

Le Siéml assume sur les biens remis par la Collectivité l'ensemble des droits et obligations du propriétaire, à l'exception du pouvoir d'aliéner conservé par la Collectivité propriétaire.

Le Siéml possède tous pouvoirs de gestion des biens remis, en perçoit les fruits et produits.

Le Siéml peut ainsi :

- s'agissant des biens immobiliers mis à disposition : en autoriser l'occupation et en percevoir les fruits et produits. Il peut procéder à tous travaux de reconstruction, de démolition, de surélévation ou d'addition de constructions propres à assurer le maintien de l'affectation des biens. Les travaux et biens immobiliers réalisés postérieurement à la signature appartiennent à la Collectivité propriétaire et entreront automatiquement dans le patrimoine mis à disposition du Siéml ;
- s'agissant des biens mobiliers mis à disposition : en assurer le renouvellement à sa convenance. Il acquiert alors la pleine propriété des biens de remplacement, sans que la Collectivité ne puisse se prévaloir d'un droit de retour sur ces derniers.

L'ensemble des documents administratifs et techniques, dossiers d'autorisation et de déclaration relatifs aux biens mis à disposition et permettant au Siéml d'exercer les droits et obligations du propriétaire sont remis par la Collectivité au Siéml préalablement à la signature du procès-verbal.

5.2. Garanties et contentieux en cours

Le Siéml agit en justice en lieu et place de la Collectivité propriétaire.

Il se substitue à elle concernant les garanties biennales et décennales relatives aux travaux de construction, à l'exception du préjudice propre qu'elle a subi avant le transfert de compétences du fait de la carence des constructeurs et dont elle peut leur demander directement réparation.

L'ensemble des pièces constitutives des dossiers afférents aux garanties et contentieux en cours concernant les biens mis à disposition est remis par la Collectivité au Siéml préalablement à la signature du procès-verbal.

ARTICLE 6 : CONDITIONS FINANCIÈRES

6.1. Gratuité de la mise à disposition

À la date du transfert, la mise à disposition des biens utilisés pour l'exercice des compétences transférées est effectuée à titre gratuit, conformément à l'article L. 1321-2 du CGCT.

Les parties déclarent que la présente mise à disposition ne donne lieu à aucune indemnité, droit, taxe, contribution ou honoraires, conformément aux articles 1042A et 1043 du code général des impôts.

6.2. Charges et taxe

Le Siéml effectue les dépenses d'entretien courant et des réparations nécessaires à la préservation des biens et équipements.

Les études et devis disponibles pour les travaux à réaliser prochainement sur les biens mis à disposition sont remis par la Collectivité au Siéml préalablement à la signature du procès-verbal.

Le Siéml prend également en charge la taxe foncière frappant les immeubles mis à disposition.

Il acquitte la TVA pouvant grever les biens et, lorsque les biens font l'objet d'une procédure de récupération du FCTVA, perçoit en totalité la somme correspondante.

6.3. Amortissement

Conformément aux articles L. 2321-2 et R. 2321-1 du CGCT, le Siéml poursuit l'amortissement des biens de la Collectivité mis à sa disposition selon le plan d'amortissement initial ou conformément à ses propres règles.

Dans le cas où les immobilisations ont été financées par des subventions transférables, ces subventions sont mises à disposition du Siéml, afin qu'il puisse financer l'amortissement des immobilisations reçues à disposition.

6.4. Sûretés réelles

La Collectivité déclare que les biens mis à disposition sont libres de toutes les inscriptions de privilèges ou hypothèques de quelque nature que ce soit.

6.5. Emprunts

Le Siéml a la charge des emprunts en cours et contractés par la Collectivité propriétaire pour l'aménagement, l'entretien et la conservation des **biens remis** afférents aux compétences transférées ainsi que pour le fonctionnement des services.

Les emprunts transférés au Siéml figurent dans la liste des contrats en cours jointe en annexe.

Pour chaque emprunt transféré, la délibération initiale de souscription, le contrat et le tableau d'amortissement sont remis par la Collectivité au Siéml préalablement à la signature du procès-verbal.

ARTICLE 7 : CONTRATS, CONCESSIONS ET AUTORISATIONS EN COURS

7.1. Contrats connexes à la mise à disposition

Le Siéml est substitué dans les droits et obligations découlant des contrats en cours d'exécution que la Collectivité a conclu pour l'aménagement, l'entretien et la conservation **des seuls biens remis** afférents aux compétences transférées ainsi que pour le fonctionnement des services.

La substitution vaut pour tous types de contrats, notamment ceux concernant des marchés et délégations de service publics, des contrats de location, etc., et ceci **depuis la date du transfert des compétences**.

La Collectivité propriétaire constate cette substitution et la notifie par écrit à ses cocontractants. Elle adresse au Siéml une copie de cette notification.

Les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties. Pour les contrats qui le nécessitent, la substitution sera formalisée par voie d'avenant pour traiter les conséquences de la novation. La substitution du Siéml dans les contrats conclus par la Collectivité n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

Sont exclus de la substitution prévue au présent article les contrats globaux conclus par la Collectivité pour l'aménagement, l'entretien et la conservation des biens afférents à la fois aux compétences transférées et à une ou plusieurs autres compétences conservées par la Collectivité propriétaire.

La liste des contrats en cours concernés par la substitution est jointe en annexe.

7.2. Concessions et autorisations en cours

Le Siéml est également substituée à la Collectivité dans les droits et obligations découlant pour celle-ci à l'égard de tiers de l'octroi de concessions ou d'autorisations de toute nature sur tout ou partie des biens remis ou de l'attribution de ceux-ci en dotation.

Les actes concernés font partie de l'ensemble des documents remis par la Collectivité au Siéml préalablement à la signature du procès-verbal.

ARTICLE 8 : RESPONSABILITÉS ET ASSURANCES

La Collectivité demeure assurée au titre de la responsabilité civile du propriétaire des biens mis à disposition du Siéml.

Cependant, dans le cadre de la mise à disposition des biens, le Siéml assume l'ensemble des droits et obligations attachés à ces biens, en lieu et place de la Collectivité propriétaire. A ce titre, il est substitué dans les contrats d'assurance préalablement passés et en cours, pour les risques liés aux biens et à leur exploitation pour les activités menées dans le cadre des compétences transférées. Les assurances en cours concernés par la substitution sont mentionnées dans la liste des contrats en cours jointe en annexe.

Sur les biens remis et affectés uniquement à la mise en œuvre des compétences transférées, le Siéml reconnaît assumer la responsabilité des dommages causés par lesdits biens ou leur exploitation au titre de contentieux indemnitaires engagés après la date du transfert de compétences.

Le Siéml reconnaît également être responsable des dommages résultants desdits biens ou de leur exploitation avant la mise à disposition au titre de contentieux – ou de demandes préalables – introduits avant cette date.

En cas de destruction, le Siéml percevra les indemnités de sinistre en tant que titulaire du contrat d'assurance.

ARTICLE 9 : DURÉE DE LA MISE À DISPOSITION

La mise à disposition a pris effet à la date du transfert des compétences pour l'exercice de laquelle les biens sont utilisés. Elle prendra fin concernant les biens qui cesseront d'être affectés à la mise en œuvre des compétences transférées.

Au terme de la mise à disposition, à l'exclusion des biens mobiliers de remplacement, la Collectivité propriétaire recouvrira l'ensemble de ses droits et obligations sur les biens concernés. Ces derniers lui sont restitués et réintégrés dans son patrimoine pour leur valeur nette comptable, augmentée des adjonctions effectuées par le Siéml, le cas échéant.

Parallèlement, les financements afférents aux biens mis à disposition, emprunts et subventions transférables ainsi que les amortissements pratiqués, sont réintégrés dans la comptabilité de la Collectivité propriétaire des biens.

ARTICLE 10 : LITIGES

En cas de litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution du présent procès-verbal, les parties s'efforceront de rechercher un accord amiable. En cas de désaccord persistant, le litige sera porté à l'appréciation du tribunal administratif compétent.

ARTICLE 11 : PUBLICITÉ FONCIÈRE

Le présent procès-verbal sera publié par le Siéml au service de la publicité foncière.

ARTICLE 12 : ANNEXES

Sont joints au présent procès-verbal les documents suivants dont ils font parties intégrantes :
(cocher la ou les case(s) correspondante(s)) :

- ☒ annexe 1 : copies certifiées conformes des délibérations concordantes de l'organe délibérant des paries, relative au transfert de compétences ;
- ☐ annexe 2 : désignation des immeubles ;
- ☒ annexe 3 : désignation des meubles et immeubles par destination ;
- ☒ annexe 4 : plan de localisation des biens mis à disposition ;
- ☒ annexe 5 : liste des contrats en cours ;
- ☒ annexe 6 : état des lieux des locaux ;
- ☐ annexe 7 : division en volumes des locaux.

Fait en deux (2) exemplaires originaux,

A Écouflant,

Le

Pour le Siéml,
Le Président,
Monsieur Jean-Luc DAVY

A

Le

Pour la Collectivité,
Le Maire,
Monsieur Marc CAILLEAU

ANNEXE N° 1 – DÉLIBÉRATIONS CONCORDANTES RELATIVE AU TRANSFERT DE COMPÉTENCES

Cf. copies jointes des délibérations de l'organe délibérant de la Collectivité et du Siéml.

PROJET

ANNEXE N° 2 – DÉSIGNATION DES IMMEUBLES

DÉSIGNATION DES IMMEUBLES						
N° du plan cadastral	Lieu-dit ou rue et numéro de rue	Situation (commune + code postal)	Zonage PLU, PLUI, CC, RNU	N° d'inventaire de la Collectivité	Date d'acquisition	Valeur d'acquisition
/	/	/	/	/	/	/
/	/	/	/	/	/	/
/	/	/	/	/	/	/
/	/	/	/	/	/	/

ANNEXE N° 3 – DÉSIGNATION DES MEUBLES ET IMMEUBLES PAR DESTINATION

DÉSIGNATION DES MEUBLES ET IMMEUBLES PAR DESTINATION												
Nature	Nombre d'unités ou nombre de mètres linéaires	Emplacement du bien				N° d'inventaire de la Collectivité	Date d'acquisition	Valeur d'acquisition	Valeur d'amortissement	Valeur de remplacement	Valeur nette comptable	Etat d'entretien et informations complémentaires
		Section cadastrale	N° du plan cadastral	Lieu-dit ou rue et numéro de rue	Situation (commune + code postal)							
Chaufferie	1	AC	334	13 Rue du Président Lelièvre	49 460 Cantenay-Épinard	BTM006T23	23/11/2023	285 422,24 €	/	285 422,24 €	285 422,24 €	L'état d'entretien des principaux équipements de la chaufferie est indiqué ci-dessous

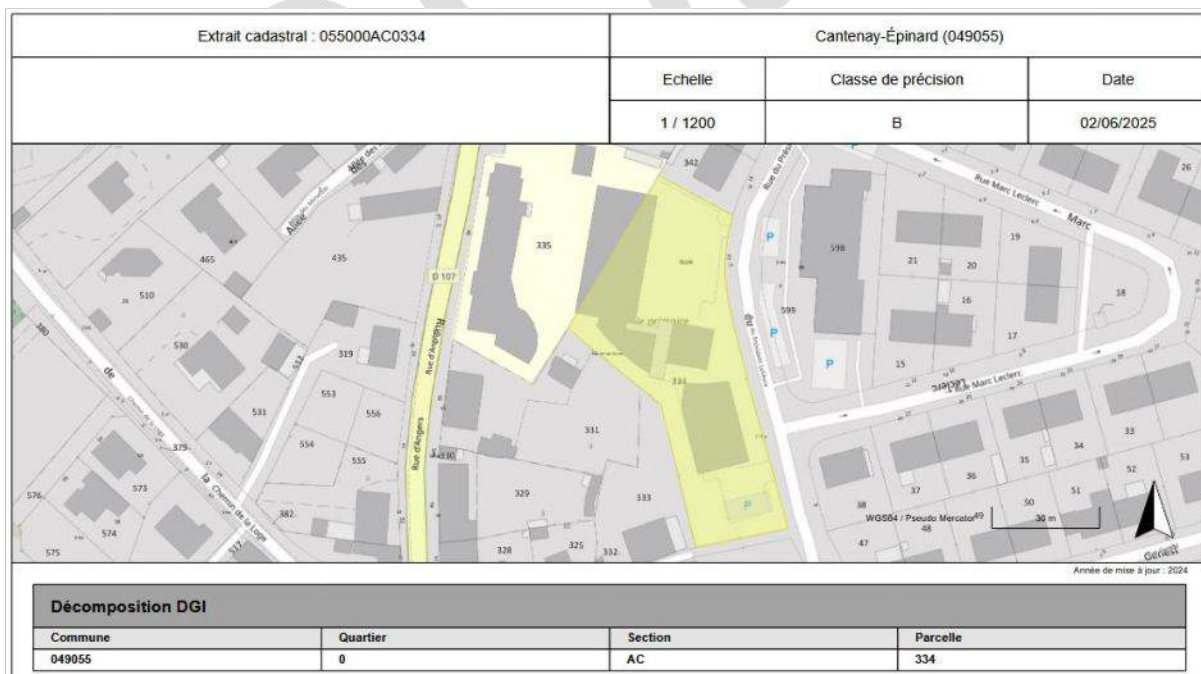
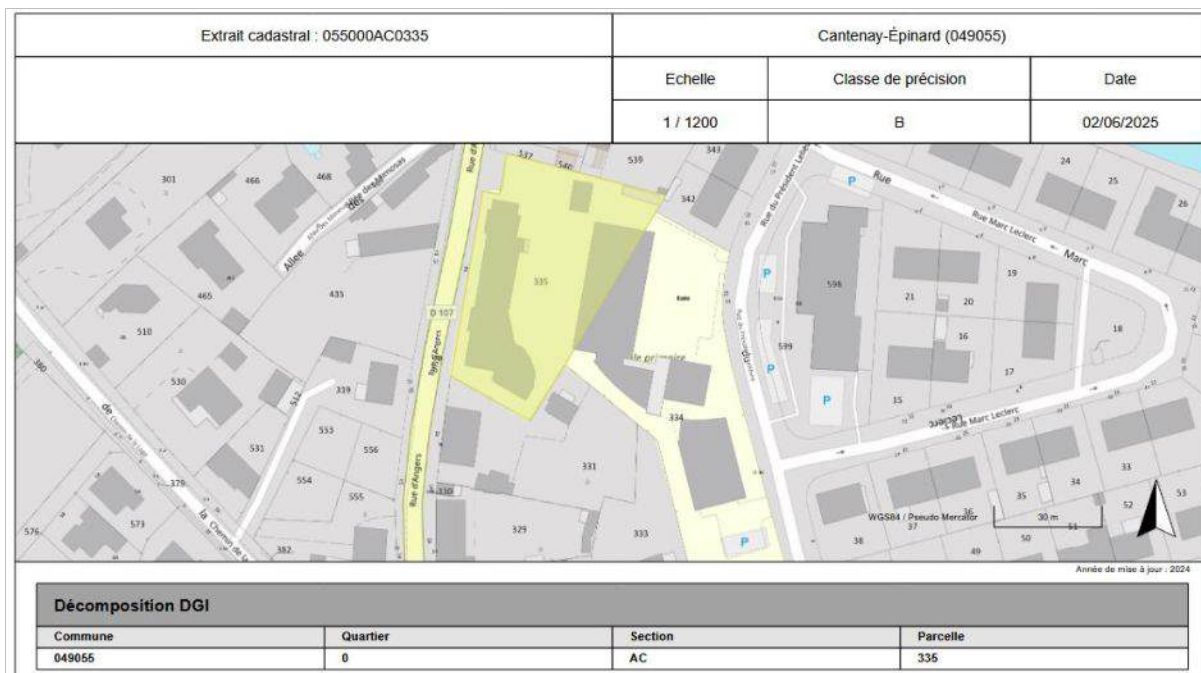
Etat d'entretien des principaux équipements :

Elément	Très bon état	Bon état	Etat moyen	Mauvais état	Etat d'entretien et informations complémentaires
Chaudière bois	X				Chaudière de marque Hargassner type Eco-PK 130 kW
Silo textile	X				Silo textile de marque Hargassner type GWT Max 20x25
Ballon tampon	X				Ballon tampon de marque Hargassner type T-2500
Circulateur circuit « primaire »	X				Circulateur simple marque Grundfoss type Magna 1 32-60 F
Vanne 3 voies circuit « primaire »	X				Vanne R3020-6P3-S2 et servomoteur LR230A
Circulateur circuit « maternelle »	X				Circulateur simple marque Grundfoss type Magna 1 32-60 F
Circulateur circuit « restaurant »	X				Circulateur simple marque Grundfoss type Magna 1 32-100 F

SST Restaurant - circulateur circuit « périscolaire »	X				Circulateur simple marque Grundfoss type Magna 1 25-60 F
SST Restaurant - vanne 3 voies circuit « périscolaire »	X				Vanne R3015-2P5-12 et servomoteur LR230A
SST Restaurant - circulateur circuit « restaurant »		X			Circulateur simple marque Grundfoss type Magna 1 – équipement existant avant rénovation chaufferie
SST Restaurant - vanne 3 voies circuit « restaurant »	X				Vanne R3015-2P5-12 et servomoteur LR230A
SST Restaurant - circulateur circuit « CTA »	X				Circulateur simple marque Grundfoss type Magna 1 32-60 F
SST Ecole - circulateur circuit « maternelle existant »			X		Marque et type inconnus – équipement existant avant rénovation chaufferie
SST Ecole - vanne 3 voies « maternelle existant »			X		Marque et type inconnus – équipement existant avant rénovation chaufferie
SST Ecole - circulateur circuit « maternelle extension »			X		Marque et type inconnus – équipement existant avant rénovation chaufferie
SST Ecole - vanne 3 voies « maternelle extension »			X		Marque et type inconnus – équipement existant avant rénovation chaufferie
Echangeur de chaleur SST Restaurant	X				Echangeur à plaque marque Alfa Laval type T5 60 kW
Adoucisseur	X				Adoucisseur de marque Assisteaux type Abys
Vase expansion	X				Vase expansion Reflex de 300 litres
Degazeur	X				Degazeur type FAR 2250
Pot à boues	X				Pot à boues magnétique FAR 2205
Compteurs	X				Compteurs d'énergie de marque Kamstrup type Multical 403

ANNEXE N° 4 – PLANS DE LOCALISATION DES BIENS MIS À DISPOSITION

Cf. copies jointes des plans de localisation des biens immeubles ainsi que, le cas échéant, les plans de localisation des biens meubles et immeubles par destination.



ANNEXE N° 6 – ÉTAT DES LIEUX DES LOCAUX

☒ ENTRÉE

Date d'entrée : 01/09/2025

☐ SORTIE

Date de sortie :/...../.....

LE PROPRIÉTAIRE

La commune de Cantenay-Epinard

N° SIRET : 214 900 557 00015

Siège social : 24 route d'Angers, 49460 Cantenay-Epinard

Représentant : Monsieur Marc CAILLEAU, Maire

L'OCCUPANT

Le Syndicat Intercommunal d'Energies de Maine-et-Loire – Siéml,

N° SIRET : 254 901 309 00032,

Siège social : ZAC de Beuzon, 9 route de la Confluence, Écouflant, CS60145, 49001 ANGERS Cedex 01,

Représentant : Monsieur Jean-Luc DAVY, Président

LES LOCAUX

Dénomination : Chaufferie de l'école publique "Basses Vallées"

Superficie : 25 m²

Nombres de pièces : 3

Adresse : 13 Rue du Président Lelièvre, 49460 Cantenay-Épinard

CARACTÉRISTIQUES ÉNERGÉTIQUES



- ☐ Électricité
- ☐ Gaz naturel
- ☐ Individuel
- ☐ Collectif



- ☐ Électricité
- ☐ Gaz naturel
- ☐ Individuel
- ☐ Collectif



ELECTRICITE

Numéro de compteur

N° : _____

Relevé de compteur

HP : _____

HC : _____

EAU



Eau froide :

Relevé de compteur



Eau chaude :

Relevé de compteur



GAZ

Numéro de compteur

N° : _____

Relevé de compteur

HP : _____

HC : _____

Le local est non chauffé, les compteurs d'électricité et d'eau pour le fonctionnement des installations est mise à disposition gratuitement.

ÉQUIPEMENTS, AMÉNAGEMENTS, DIVERS

Élément	Très bon état	Bon état	Etat moyen	Mauvais état	Commentaires
Local chaufferie		X			Cf. description ci-dessous
Local silo		X			Cf. description ci-dessous
Local sous-station restaurant scolaire		X			Cf. description ci-dessous
Local sous-station maternelle existant		X			Cf. description ci-dessous
Local sous-station maternelle extension		X			Cf. description ci-dessous

Dans la partie commentaire des pages suivantes, vous pouvez préciser les dommages existants à signaler et des détails sur chaque élément comme le type de fenêtre (porte-fenêtre, velux, bois, PVC...) , de vitrage (double, simple), de sol (parquet massif, moquette...), de revêtement mural (peinture, crépis, papier peint...).

PIÈCE n° 1 : local chaufferie

Élément	Très bon état	Bon état	Etat moyen	Mauvais état	Commentaire
Portes, menuiserie		x			
Fenêtres (vitres et volets)					Néant
Plafond		x			
Sol		x			
Plinthes					Néant
Murs		x			
Chauffage / tuyauterie	x				
Prises et interrupteurs	x				
Eclairage	x				
Rangement / placard					Néant

Autres commentaires :

PIÈCE n° 2 : local silo

Élément	Très bon état	Bon état	Etat moyen	Mauvais état	Commentaire
Portes, menuiserie	x				
Fenêtres (vitres et volets)					Néant
Plafond	x				
Sol	x				
Plinthes					Néant
Murs			x		
Chauffage / tuyauterie					Néant
Prises et interrupteurs					Néant
Eclairage					Néant
Rangement / placard					Néant
Autres commentaires : toiture amianté					

PIÈCE n° 3 : local sous-station restaurant scolaire

Élément	Très bon état	Bon état	Etat moyen	Mauvais état	Commentaire
Portes, menuiserie		x			
Fenêtres (vitres et volets)					Néant
Plafond		x			
Sol		x			
Plinthes					Néant
Murs		x			
Chauffage / tuyauterie	x				
Prises et interrupteurs	x				
Eclairage	x				

Rangement / placard					Néant
Autres commentaires :					

PIÈCE n° 4 : local sous-station maternelle existant

Elément	Très bon état	Bon état	Etat moyen	Mauvais état	Commentaire
Portes, menuiserie		x			
Fenêtres (vitres et volets)					Néant
Plafond		x			
Sol		x			
Plinthes					Néant
Murs		x			
Chauffage / tuyauterie	x				
Prises et interrupteurs		x			
Eclairage		x			
Rangement / placard					Néant
Autres commentaires :					

PIÈCE n° 5 : local sous-station maternelle extension

Elément	Très bon état	Bon état	Etat moyen	Mauvais état	Commentaire
Portes, menuiserie		x			
Fenêtres (vitres et volets)					Néant
Plafond		x			
Sol		x			
Plinthes					Néant
Murs		x			
Chauffage / tuyauterie	x				
Prises et interrupteurs		x			

Eclairage		x			
Rangement / placard					Néant
Autres commentaires :					

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

--

CLÉS

Type de clé	Nombre	Date de remise	Commentaire
Chaufferie	1	1/09/2025	
Silo	1	1/09/2025	

Fait en deux (2) exemplaires originaux,

A
Le
Pour l'OCCUPANT,
Le Président du Siéml,
Jean-Luc DAVY
Lu et approuvé ⁽¹⁾

A
Le
Pour le PROPRIÉTAIRE,
Le
Lu et approuvé ⁽¹⁾

⁽¹⁾Signature précédée de la mention « lu et approuvé » après paraphe ou signature de toutes les pages de l'état des lieux.

ANNEXE N° 7– DIVISION EN VOLUMES DES LOCAUX

Cf. copie jointe du descriptif de division en volumes établi par un géomètre expert.

PROJET

CONVENTION INDIVIDUELLE

Production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable

Entre :

Le Syndicat Intercommunal d'Energies de Maine-et-Loire – Siéml

Syndicat mixte fermé enregistré sous le numéro SIRET 254 901 309 00032, dont le siège social est situé ZAC de Beuzon, 9 route de la Confluence, Écouflant, CS60145, 49001 ANGERS Cedex 01, représenté par son Président, Monsieur Jean-Luc DAVY, dûment habilité à signer la présente convention au nom et pour le compte du Siéml par la délibération du comité syndical n° 57/2024 du 2 juillet 2024,

ci-après désigné « *le Siéml* »,

Et :

La collectivité,

désignée en annexe 1a de la présente convention,

ci-après désigné « *la collectivité* »,

Ci-après désignée individuellement « *une partie* » ou collectivement « *les parties* »,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2224-38 et L 5711-1 et suivants ;

Vu le code de l'énergie ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu les statuts du Siéml, modifiés en dernier lieu par l'arrêté préfectoral n° 2019-122 du 14 août 2019 ;

Vu le règlement d'exercice de la compétence « *production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable* », modifié en dernier lieu par la délibération du Comité syndical du Siéml n° 57/2024 du 2 juillet 2024 ;

Les parties sont convenus ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de compléter le règlement d'exercice de la compétence « *production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable* » susvisé ; en vue de déterminer précisément les conditions et modalités techniques, opérationnelles et financières selon lesquelles le Siéml effectue, dans le cadre de la compétence transférée par la collectivité au Siéml, la réalisation, le développement et l'exploitation d'installations de production et de distribution, par réseaux techniques, de chaleur renouvelable, pour la mise en œuvre du projet décrit en annexe 1 à la présente convention.

ARTICLE 2 – DESCRIPTION DU PROJET

La description du projet, mentionnée en annexe 1a de la présente convention, présente :

- la destination et la localisation des installations techniques,
- le(s) bâtiment(s) desservi(s) par le réseau technique de distribution de chaleur renouvelable ;
- les installations envisagées pour la mise en œuvre du projet ;
- les travaux qu'il est prévu de réaliser.

Le projet pourra être modifié, notamment pour prendre en compte les modifications apportées au projet initial à l'initiative de la collectivité comme à l'initiative du Siéml, selon les conditions et modalités prévues par le règlement d'exercice de la compétence.

Les modifications apportées au projet donneront lieu à une description des installations techniques installées et travaux effectivement réalisés, qui fera l'objet de l'annexe 1b établie à la fin des travaux et sera jointe à la présente convention par avenant.

ARTICLE 3 – DISPOSITIONS FINANCIÈRES

La participation financière de la collectivité au projet, son recouvrement annuel ainsi que les conditions et modalités de sa modification en cours d'exécution de la présente convention, sont déterminés par le règlement d'exercice de la compétence et sa délibération annuelle prise par le Comité Syndical du Siéml.

La participation prévisionnelle de la collectivité est détaillée à l'annexe 2a, jointe à la présente convention.

La participation définitive de la collectivité est détaillée à l'annexe 2b établie à la fin des travaux, qui sera jointe à la présente convention par avenant.

La participation due par la collectivité en cas d'abandon du projet quel qu'en soit le motif est déterminée à l'annexe 2c, qui sera jointe à la convention par avenant.

Dans l'hypothèse où le montant réel des participations et aides perçues par le Siéml est différent du montant prévisionnel, le montant total de la participation financière de la collectivité pourra faire l'objet d'une modification, par avenant.

ARTICLE 4 – BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES

Les biens nécessaires à l'exercice de la compétence transférée ou utilisés à cette fin, mis à la disposition du Siéml par la collectivité conformément au règlement d'exercice de la compétence, sont décrits à l'annexe 1a, jointe à la présente convention.

Les biens qui, sans être nécessaire à l'exercice de la compétence transférée, conditionne ou détermine l'accès aux installations ou son bon fonctionnement, et auquel la collectivité s'engage à garantir l'accès efficient sans délai au Siéml conformément au règlement d'exercice de la compétence, sont décrits à l'annexe 1a, jointe à la présente convention.

ARTICLE 5 – DÉROULEMENT DES TRAVAUX

Les travaux sont réalisés conformément au règlement de l'exercice de la compétence et au présent article.

5.1. Les travaux

Le Siéml informe, par email ou courrier, la collectivité des travaux qui seront entrepris dans le cadre de la réalisation des équipements nécessaires à la mise en œuvre du projet visé à l'article 2 et aux aménagements prévus sur les biens et dans les locaux mis à disposition. Cette information sera transmise au moins trois (3) jours ouvrés avant le début des travaux.

A la suite de la mise en service de l'installation, le Siéml informe, par email ou courrier, la collectivité des travaux qu'il peut être amené à effectuer sur la chaufferie et ses accessoires afin de procéder à son maintien en bon état d'entretien, de fonctionnement, de sécurité et de propreté, au moins trois (3) jours ouvrés avant le début de la réalisation des travaux.

Aussitôt après l'achèvement des travaux, le Siéml veille à ce que tous les décombres soient enlevés.

5.2. La réception des ouvrages

Lorsque les travaux sont achevés et que les ouvrages sont prêts à être mis en service, le Siéml en avise la collectivité.

Le Siéml fixe alors une date pour la réception de ces travaux et l'établissement du procès-verbal de réception des travaux qu'il établira. Dans le cas où des réserves sont constatées, un nouveau procès-verbal sera établi pour lever l'ensemble des réserves.

5.3. La mise en service

Le procès-verbal de réception des travaux, avec ou sans réserve, dont la date de signature déterminera la date de mise en service de l'ouvrage, sera annexé à la présente convention (annexe 3).

ARTICLE 6 – OBLIGATIONS DES PARTIES

Les obligations des parties pour l'exercice de la compétence sont définies par le règlement d'exercice de la compétence ainsi que par le présent article.

6.1. Obligations du Siéml

Le Siéml s'engage à :

- maintenir en bon état d'entretien, de fonctionnement, de sécurité, la chaufferie, notamment dans sa fonction de production de chaleur ;
- occuper les lieux mis à disposition conformément à leur destination prévue à l'annexe 1a de la présente convention ;
- mettre en place toutes les solutions possibles pour exploiter au mieux les équipements nécessaires à l'exercice de la compétence ;
- laisser circuler librement les agents en charge de l'entretien et de la surveillance ou élus de la collectivité, sur les emplacements mis à disposition dans le cadre de la seule conduite de la chaufferie ;
- souscrire les assurances qui couvriront les différents risques afférents à l'exercice de la compétence en cause et qui correspondent aux risques normaux de ce type d'exploitation.

6.2. Obligations de la collectivité

La collectivité s'engage à respecter le règlement d'exercice de la compétence « *production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable* » du Siéml et à conclure avec le Siéml, si l'organisation des services le requiert, une convention en vue de permettre au Siéml de maintenir en bon état de sécurité et de propreté, la chaufferie, ses abords et les bâtiments d'accueil des installations.

La collectivité s'engage à réaliser les missions de maintenance de premier niveau de la chaufferie, à savoir :

- s'assurer de l'état de fonctionnement de la chaufferie;
- informer le Siéml du niveau des combustibles dans le silo en vue du lancement des demandes d'approvisionnement auprès du prestataire mandaté par le Siéml ;
- assurer la réception des livraisons de combustibles et s'assurer que les obligations prévues dans le contrat de fourniture (propreté, calibrage, humidité...) sont bien respectées puis compléter le tableau de suivi des réceptions du combustible qui sera présent en chaufferie. En cas de non-respect, la livraison devra être refusée, l'utilisation d'un combustible de mauvaise qualité pouvant engendrer de graves dysfonctionnements des installations ;
- retirer les cendres de la chaudière granulés de bois selon les prescriptions techniques du constructeur. Le Siéml ne pourrait être tenu pour responsable si la chaudière est à l'arrêt à cause du cendrier qui n'aurait pas été vidé ;
- évacuer les cendres ;
- maintenir l'alimentation électrique de la chaufferie ;
- maintenir l'alimentation en eau potable de la chaufferie ;
- avertir sans délai le Siéml en vue de permettre toute intervention, dans le cadre du contrat d'entretien/d'exploitation, de l'opérateur économique désigné par le Siéml.

La collectivité s'engage également à :

- laisser au Siéml, ainsi qu'à l'entreprise de maintenance qui sera retenue, un libre accès au(x) bâtiment(s) et parcelle(s) mentionnés à l'annexe 1a de la présente convention, pour la bonne exécution de la compétence transférée ;
- informer le Siéml, un (1) mois avant leur mise en œuvre effective, des modifications apportées aux accès à la chaufferie et aux abords de la chaufferie, sauf en cas d'urgence ;
- aviser le Siéml de toute opération d'évolution des bâtiments raccordés, le Siéml étant seul à déterminer de la faisabilité technique et opérationnelle du raccordement ;
- souscrire les polices d'assurances nécessaires à ses activités et celles relatives au(x) bâtiment(s) chauffé(s) ;
- inscrire chaque année le montant de la contribution liée à la présente convention à son budget ;
- échanger à l'amiable de toutes les problématiques pouvant survenir dans le cadre de l'exercice de la compétence transférée.

ARTICLE 7 – DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de l'accomplissement de l'ensemble des formalités lui donnant un caractère exécutoire.

Elle prend effet à compter de sa notification par le Siéml dans sa version signée par le représentant de chaque partie, pour une durée de vingt (20) ans à compter de la date de mise en service par le Siéml installations techniques. La date est celle de la signature du procès-verbal de réception des travaux qui sera joint à la présente convention en annexe 3.

ARTICLE 8 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION

8.1. Résiliation de plein droit

La présente convention prend fin de plein droit, de manière anticipée, en cas de reprise de la compétence « production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable » par la Commune dans les conditions prévues à l'article 7 des statuts du Siéml. La résiliation prend effet au jour de la reprise de la compétence.

Elle prend également fin de plein droit, en cas de survenance d'un événement extérieur et indépendant de la volonté des parties, conduisant à la fin d'exploitation de l'équipement.

8.2. Résiliation unilatérale

la convention peut être résiliée par l'une des parties pour toute autre cause que la faute de l'une des parties à la présente convention.

La convention peut également être résiliée par l'une des parties en cas de faute de l'autre partie, après mise en demeure de la partie défaillante de se conformer à ses obligations et restée en tout ou partie sans effet.

En cas de résiliation de la présente convention par l'une des parties, celle-ci ne prend effet qu'après un délai de six (6) mois après la réception par l'autre partie de la lettre en recommandé avec accusé de réception notifiant la décision de résiliation.

8.3. Résiliation amiable

La convention peut également être résiliée d'un commun accord entre les parties par échanges de courriers avec accusé de réception effectués préalablement à la conclusion d'un avenant de résiliation dans les mêmes formes et conditions que la conclusion de la présente convention.

ARTICLE 8 – EFFET DU TERME DE LA CONVENTION

Au terme de la présente convention pour quelque cause que ce soit, la mise en œuvre du projet par le Siéml cessera.

Dans l'hypothèse où la convention prend fin de manière anticipée, pour quelque cause que ce soit, le Siéml percevra de la collectivité une indemnité correspondant aux dépenses d'investissements pour la réalisation des installations techniques :

- effectivement engagées au jour où la convention prend fin, et n'ayant pas déjà donné lieu au versement d'une participation financière de la collectivité ;
- restant à courir jusqu'au terme de la durée prévisionnelle de la convention ainsi que, le cas échéant, tous les autres frais de résiliation liés aux contrats conclus par le Siéml dans le cadre de l'exercice de la compétence.

L'indemnité due au Siéml par la collectivité inclura, le cas échéant, les dépenses de résiliation des contrats qu'il a conclu pour l'exercice de la compétence.

L'échéance de la convention pour quelque cause que ce soit ne donne lieu au versement d'aucune indemnité par le Siéml à la collectivité.

ARTICLE 9 – MODIFICATION

La présente convention pourra être modifiée par voie d'avenant conclu selon les mêmes conditions et modalités que la convention initiale, notamment pour prendre en compte les modifications apportées au projet initial à l'initiative de la collectivité comme à l'initiative du Siéml ou encore pour prendre en compte une différence éventuelle entre le montant prévisionnel et le montant définitif des participations et aides perçues par le Siéml et leurs conséquences sur les part fixe, variable et forfaitaire de la participation financière de la collectivité.

La modification de la convention ne pourra, en aucun cas, être déduite soit de la passivité de l'une ou de l'autre des parties, soit même de simples tolérances quelles qu'en soient la fréquence et la durée, la collectivité et le Siéml restant toujours libres d'exiger la stricte application des clauses et stipulations qui n'auraient pas fait l'objet d'une modification expresse ou écrite.

ARTICLE 10 – LITIGES

Les parties s'engagent à régler à l'amiable tout différend résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention.

A défaut de règlement amiable, le litige est porté, à la diligence de l'une ou l'autre partie, devant le tribunal compétent.

ARTICLE 11 – ANNEXES

Sont annexés à la présente convention initiale les pièces suivantes à valeur contractuelle :

- ANNEXE 1a : description du projet
- ANNEXE 2a : participation financière prévisionnelle

Seront, en tant que besoin, annexés à la présente convention par voie d'avenant, les pièces suivantes à valeur contractuelle :

- ANNEXE 1b : description des installations et travaux effectivement réalisés
- ANNEXE 2b : participation financière définitive
- ANNEXE 2c : participation financière en cas d'abandon du projet
- ANNEXE 3 : procès-verbal de réception des travaux

Fait en autant d'exemplaires originaux que de parties,

À Durtal le 26/05/2025
Pour la collectivité,
Le Maire / Le Président
Pascal FARION

À _____ le _____
Pour le Siéml,
Le Président,
Jean-Luc DAVY



ANNEXE N° 1a – DESCRIPTION DU PROJET

DÉSIGNATION DE LA COLLECTIVITÉ

Collectivité : Durtal

Adresse : 3 rue de la Mairie 49430 Durtal

Nom et prénom de l'élu référent :

Fonction :

Téléphone :

Mail :

FONDEMENTS JURIDIQUES SPÉCIFIQUES AU PROJET

- délibération du conseil municipal de Durtal du 21 mai 2024, approuvant le transfert de sa compétence « *production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable* » au Siéml et choisissant comme source de chaleur renouvelable l'énergie bois ;
- délibération du Comité syndical du Siéml n°55/2024 en date du 2 juillet 2024, approuvant le transfert « *production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable* » de la commune de Durtal avec comme source de chaleur renouvelable l'énergie bois ;
- demande du 19 juin 2024 d'étude de conception d'une chaufferie bois pour le complexe sportif Camille Claudel située sur la commune de Durtal ;
- délibération du conseil municipal de Durtal du 22 avril 2025, approuvant le projet de convention individuelle.

NOM DU PROJET

Chaufferie bois pour le complexe sportif Camille Claudel ;

LOCALISATION DU PROJET

Destination	Complexe sportif
Nombre de bâtiment(s) desservi(s)	1 avec 2 sous-stations
Adresse	3 Rue Camille Claudel, 49340 Durtal
Parcelle(s) d'implantation des installations	Parcelle cadastrée section C n°1316

BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES

BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES MIS À DISPOSITION	BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES MIS À DISPOSITION SOUMIS AU DROIT D'ACCÈS
<p>Les biens mis à disposition du Siéml par la collectivité sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 60 m² du terrain proche de la chaufferie de 2005 pour l'installation de la nouvelle chaufferie • Les locaux techniques accueillant les sous-stations des différents bâtiments 	<p>Les biens pour lesquels le Siéml bénéficie d'un droit d'accès sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les deux sous-stations du bâtiment • Le complexe sportif pour la gestion des équipements de régulation et l'accès au TGBT.

DESCRIPTION DES INSTALLATIONS

La description des équipements qu'il est prévu d'installer pour la mise en œuvre du projet est la suivante :

- **La chaufferie** est située sur le terrain enherbé à proximité de la chaufferie actuelle du complexe sportif datant de 2005. Y seront installés les éléments suivants :
 - Chaudière bois granulé de 170 kW
 - Ballon tampon
 - Silo de stockage du bois
 - Panoplie hydraulique
- **Des canalisations enterrées** permettant la distribution de chaleur de la chaufferie vers les anciennes chaufferies qui deviendront des sous-stations/
- **Les sous-stations** de chaque bâtiment dans laquelle seront raccordées les canalisations enterrées aux circuits de distribution du réseau secondaire.

DESCRIPTION DES TRAVAUX

La description des travaux qu'il est prévu de réaliser est la suivante :

Énumération sommaire des travaux :

Les prestations à réaliser comprendront :

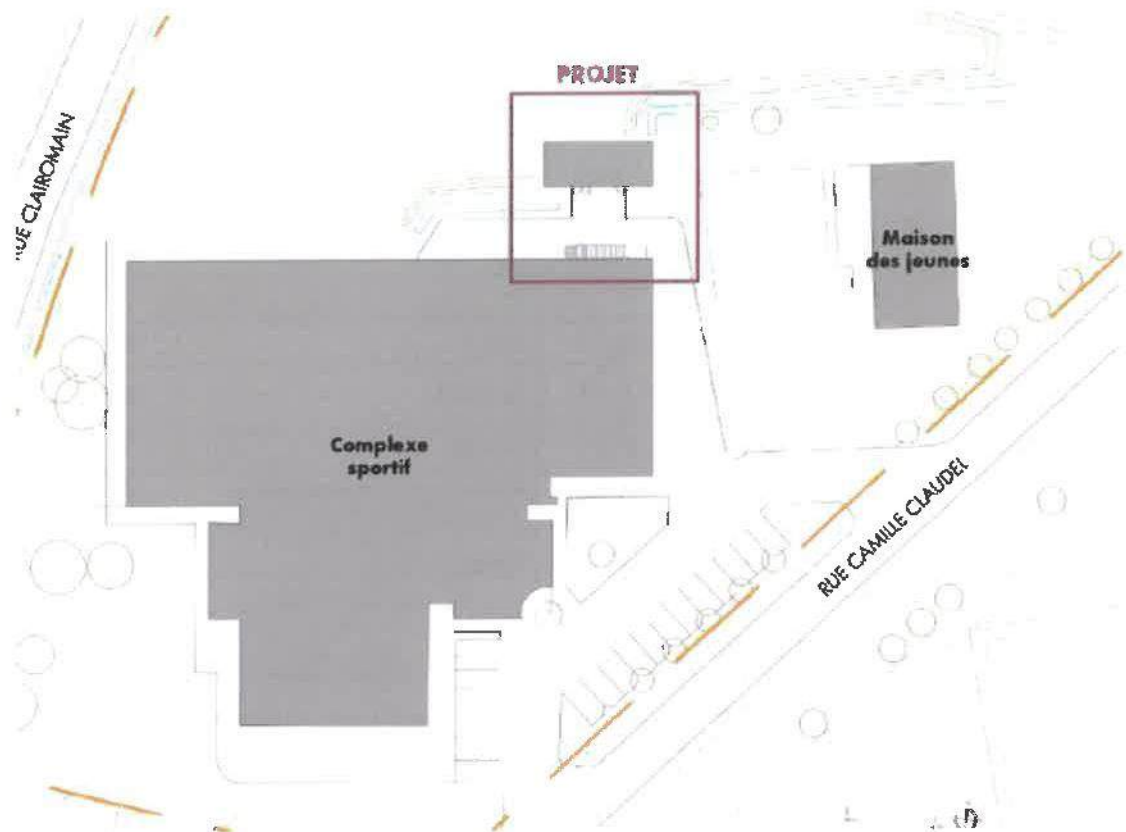
- Dépose des équipements dans les sous-stations (sauf production ECS).
- Réalisation des fondations pour l'installation de la chaufferie.
- Fourniture et pose d'une chaufferie type conteneur maritime
- Fourniture et mise en œuvre d'une chaudière bois granulé.
- Fourniture et pose de deux silos de stockage en textile.
- Mise en place d'une panoplie hydraulique dans la chaufferie pour alimenter le réseau de chaleur.
- Création des réseaux de chauffage reliant la chaufferie aux sous-station des bâtiments.
- Création de sous-station dans chaque bâtiment alimenté par la chaufferie.
- Installation de nouvelles panoplies hydraulique dans les sous-stations.
- Installation d'une GTB pour la régulation primaire et secondaire.

Les travaux ne comprennent pas la mise en place des émetteurs de chauffage pour le salle de handball en remplacement des radiants gaz à combustion direct qui sont déjà en place.

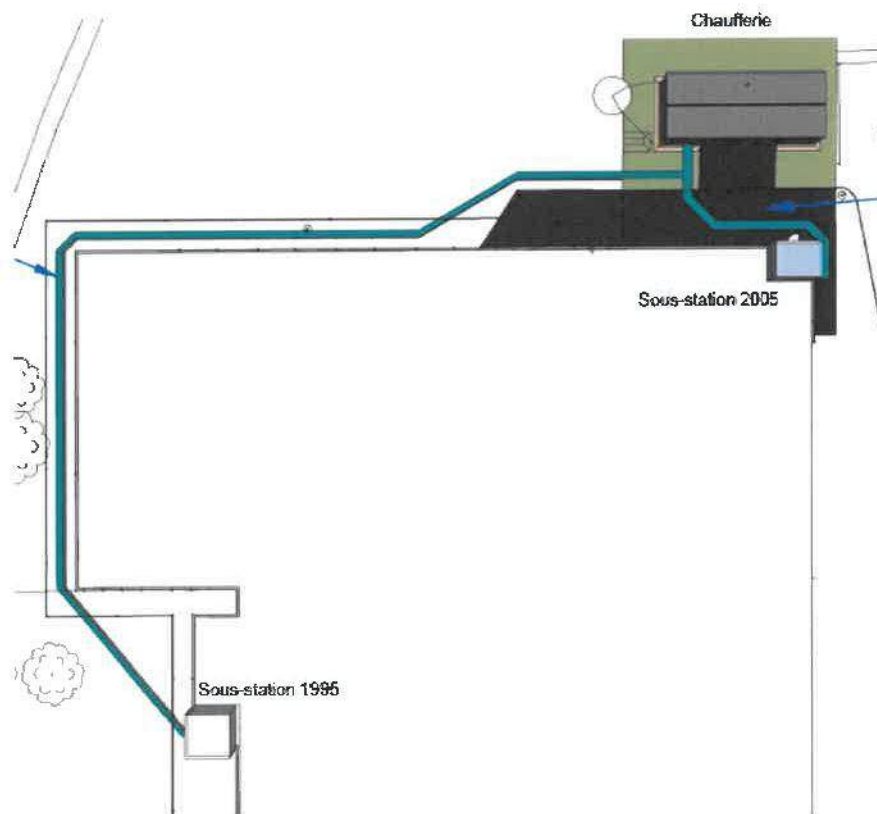
La supervision qui sera installée, via une GTB, permettra à la commune de Durtal de gérer elle-même le planning de chauffage des différentes salles du complexe sportif.

La production d'eau chaude sanitaire n'est pas assurée par la chaudière bois granulé.

Plan d'implantation de la chaufferie :



Plan d'implantation du réseau de chaleur :



ANNEXE N° 2a – PARTICIPATION FINANCIÈRE PRÉVISIONNELLE

PART FIXE

Plan de financement prévisionnel du projet

Plan de financement prévisionnel				
Investissements		Recettes		
Maitrise d'œuvre	3 000,00 € HT	Siéml	100 000,00 €	22 %
Etudes annexes (CT, CSPS, etc.)	9 895,00 € HT	ADEME	90 990,00 €	20 %
Travaux	360 000 € HT	FCTVA	73 403,63 €	16 %
TVA	74 579 € TVA	Participation communale	183 080,37 €	41 %
Total	447 474,00 € TTC	Total	447 474,00 €	100 %

MONTANT PRÉVISIONNEL DE LA PART FIXE

La part fixe de la participation de la collectivité correspond aux montants prévisionnels suivants :

Montant prévisionnel total	183 080,37 €
Montant prévisionnel annuel	9 154,02 € / an

PART VARIABLE

Combustibles : <input checked="" type="checkbox"/> Bois. Quantité estimée : 32 T/an <input type="checkbox"/> Géothermie. Quantité électricité estimée : KWh/an	10 500,00 € / an
Entretien, maintenance, réparations	800 € / an
Divers	200 € / an

PART UNITAIRE

Participation pour frais de gestion	1 505 € / an
-------------------------------------	--------------

PARTICIPATION ANNUELLE

MONTANT TOTAL PRÉVISIONNEL Part fixe + part variable + part unitaire	22 159,02 € / an
--	-------------------------

ANNEXE N° 1b – DESCRIPTION DES INSTALLATIONS ET TRAVAUX EFFECTIVEMENT RÉALISÉS

--- AVENANT N° xx

La présente annexe, jointe à la convention par avenant, a pour objet de prendre en compte les modifications apportées au projet initial, à l'initiative de la collectivité comme à l'initiative du Siéml.

Elle décrit ci-après, à la fin des travaux :

- les biens effectivement concernés par l'exercice de la compétence ;
- les installations techniques effectivement réalisées ;
- et travaux définitifs.

BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES

BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES MIS À DISPOSITION	BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES MIS À DISPOSITION SOUMIS AU DROIT D'ACCÈS
<p>Les biens mis à disposition du Siéml par la collectivité sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • [à préciser] • [à préciser] • [à préciser] 	<p>Les biens pour lesquels le Siéml bénéficie d'un droit d'accès sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • [à préciser] • [à préciser] • [à préciser]

DESCRIPTION DES INSTALLATIONS RÉALISÉES

DESCRIPTION DES TRAVAUX DÉFINITIFS

Fait en autant d'exemplaires originaux que de parties,

À [lieu], le [date]
Pour la collectivité,
Le Maire / Le Président

À [lieu], le [date]
Pour le Siéml,
Le Président,
Jean-Luc DAVY

ANNEXE N° 2b – PARTICIPATION FINANCIÈRE DÉFINITIVE

AVENANT N° xx

La présente annexe, jointe à la convention par avenant, a pour objet de décrire ci-après, à la fin des travaux les part fixe, variable et forfaitaire définitives de la participation financière de la collectivité.

PART FIXE

Plan de financement définitif du projet

Plan de financement définitif				
Investissements		Recettes		
Maitrise d'œuvre	xx € HT	Siéml	xx €	xx %
Etudes annexes (CT, CSPS, etc.)	xx € HT	ADEME	xx €	xx %
Travaux	xx € HT	FCTVA	xx €	xx %
TVA	xx €	Participation	xx €	xx %
Total	xx € TTC	Total	xx €	100 %

Montant définitif de la part fixe

Montant prévisionnel total	xx € TTC
Montant prévisionnel annuel	xx € TTC / an

PART VARIABLE

Combustibles : <input type="checkbox"/> Bois. Quantité estimée : xx T/an <input type="checkbox"/> Géothermie. Quantité électricité estimée : xx Kwh/an	xx € / an
Entretien, maintenance, réparations	xx € / an
Divers	xx € / an

PART UNITAIRE

Participation pour frais de gestion	xx € / an
-------------------------------------	-----------

PARTICIPATION ANNUELLE

MONTANT TOTAL PRÉVISIONNEL Part fixe + part variable + part unitaire	xx € / an
---	------------------

Fait en autant d'exemplaires originaux que de parties,

À [lieu], le [date]
Pour la collectivité,
Le Maire / Le Président

À [lieu], le [date]
Pour le Siéml, le Président,
Jean-Luc DAVY

ANNEXE N° 2c – PARTICIPATION FINANCIÈRE EN CAS D'ABANDON DU PROJET

AVENANT N° xx

La présente annexe, jointe à la convention par avenant, a pour objet de déterminer la participation financière de la collectivité en cas d'abandon du projet pendant la phase de conception.

PART FORFAITAIRE

Participation aux dépenses externes	
Nature des dépenses externes	Montant
architecte	xx € TTC
bureaux d'études	xx € TTC
contrôle technique	xx € TTC
géomètre	xx € TTC
publication	xx € TTC
frais de résiliation de contrats ou indemnisation des cocontractants	xx € TTC
Etc.	xx € TTC
Total	xx € TTC

PART UNITAIRE

Participation pour frais de gestion xx % x (part forfaitaire)	xx €
--	------

Fait en autant d'exemplaires originaux que de parties,

À [lieu], le [date]
Pour la collectivité,
Le Maire / Le Président

À [lieu], le [date]
Pour le Siéml, le Président,
Jean-Luc DAVY

ANNEXE N° 3 – PROCÈS-VERBAL DE RÉCÉPTION DES TRAVAUX

AVENANT N° xx

Annexe complétée à la fin des travaux

Fait en autant d'exemplaires originaux que de parties,

À [lieu], le [date]

Pour la collectivité,

Le Maire / Le Président

À [lieu], le [date]

Pour le Siéml, le Président,

Jean-Luc DAVY

CONVENTION INDIVIDUELLE

Production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable

Entre :

Le Syndicat Intercommunal d'Energies de Maine-et-Loire – Siéml

Syndicat mixte fermé enregistré sous le numéro SIRET 254 901 309 00032, dont le siège social est situé ZAC de Beuzon, 9 route de la Confluence, Écouflant, CS60145, 49001 ANGERS Cedex 01, représenté par son Président, Monsieur Jean-Luc DAVY, dûment habilité à signer la présente convention au nom et pour le compte du Siéml par la délibération du comité syndical n° 57/2024 du 2 juillet 2024,

ci-après désigné « *le Siéml* »,

Et :

La collectivité,

désignée en annexe 1a de la présente convention,

ci-après désigné « *la collectivité* »,

Ci-après désignée individuellement « *une partie* » ou collectivement « *les parties* »,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2224-38 et L. 5711-1 et suivants ;

Vu le code de l'énergie ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu les statuts du Siéml, modifiés en dernier lieu par l'arrêté préfectoral n° 2019-122 du 14 août 2019 ;

Vu le règlement d'exercice de la compétence « *production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable* », modifié en dernier lieu par la délibération du Comité syndical du Siéml n° 57/2024 du 2 juillet 2024 ;

Les parties sont convenus ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de compléter le règlement d'exercice de la compétence « *production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable* » susvisé ; en vue de déterminer précisément les conditions et modalités techniques, opérationnelles et financières selon lesquelles le Siéml effectue, dans le cadre de la compétence transférée par la collectivité au Siéml, la réalisation, le développement et l'exploitation d'installations de production et de distribution, par réseaux techniques, de chaleur renouvelable, pour la mise en œuvre du projet décrit en annexe 1 à la présente convention.

ARTICLE 2 – DESCRIPTION DU PROJET

La description du projet, mentionnée en annexe 1a de la présente convention, présente :

- la destination et la localisation des installations techniques,
- le(s) bâtiment(s) desservi(s) par le réseau technique de distribution de chaleur renouvelable ;
- les installations envisagées pour la mise en œuvre du projet ;
- les travaux qu'il est prévu de réaliser.

Le projet pourra être modifié, notamment pour prendre en compte les modifications apportées au projet initial à l'initiative de la collectivité comme à l'initiative du Siéml, selon les conditions et modalités prévues par le règlement d'exercice de la compétence.

Les modifications apportées au projet donneront lieu à une description des installations techniques installées et travaux effectivement réalisés, qui fera l'objet de l'annexe 1b établie à la fin des travaux et sera jointe à la présente convention par avenant.

ARTICLE 3 – DISPOSITIONS FINANCIÈRES

La participation financière de la collectivité au projet, son recouvrement annuel ainsi que les conditions et modalités de sa modification en cours d'exécution de la présente convention, sont déterminés par le règlement d'exercice de la compétence et sa délibération annuelle prise par le Comité Syndical du Siéml.

La participation prévisionnelle de la collectivité est détaillée à l'annexe 2a, jointe à la présente convention.

La participation définitive de la collectivité est détaillée à l'annexe 2b établie à la fin des travaux, qui sera jointe à la présente convention par avenant.

La participation due par la collectivité en cas d'abandon du projet quel qu'en soit le motif est déterminée à l'annexe 2c, qui sera jointe à la convention par avenant.

Dans l'hypothèse où le montant réel des participations et aides perçues par le Siéml est différent du montant prévisionnel, le montant total de la participation financière de la collectivité pourra faire l'objet d'une modification, par avenant.

ARTICLE 4 – BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES

Les biens nécessaires à l'exercice de la compétence transférée ou utilisés à cette fin, mis à la disposition du Siéml par la collectivité conformément au règlement d'exercice de la compétence, sont décrits à l'annexe 1a, jointe à la présente convention.

Les biens qui, sans être nécessaire à l'exercice de la compétence transférée, conditionne ou détermine l'accès aux installations ou son bon fonctionnement, et auquel la collectivité s'engage à garantir l'accès efficient sans délai au Siéml conformément au règlement d'exercice de la compétence, sont décrits à l'annexe 1a, jointe à la présente convention.

ARTICLE 5 – DÉROULEMENT DES TRAVAUX

Les travaux sont réalisés conformément au règlement de l'exercice de la compétence et au présent article.

5.1. Les travaux

Le Siéml informe, par email ou courrier, la collectivité des travaux qui seront entrepris dans le cadre de la réalisation des équipements nécessaires à la mise en œuvre du projet visé à l'article 2 et aux aménagements prévus sur les biens et dans les locaux mis à disposition. Cette information sera transmise au moins trois (3) jours ouvrés avant le début des travaux.

A la suite de la mise en service de l'installation, le Siéml informe, par email ou courrier, la collectivité des travaux qu'il peut être amené à effectuer sur la chaufferie et ses accessoires afin de procéder à son maintien en bon état d'entretien, de fonctionnement, de sécurité et de propreté, au moins trois (3) jours ouvrés avant le début de la réalisation des travaux.

Aussitôt après l'achèvement des travaux, le Siéml veille à ce que tous les décombres soient enlevés.

5.2. La réception des ouvrages

Lorsque les travaux sont achevés et que les ouvrages sont prêts à être mis en service, le Siéml en avise la collectivité.

Le Siéml fixe alors une date pour la réception de ces travaux et l'établissement du procès-verbal de réception des travaux qu'il établira. Dans le cas où des réserves sont constatées, un nouveau procès-verbal sera établi pour lever l'ensemble des réserves.

5.3. La mise en service

Le procès-verbal de réception des travaux, avec ou sans réserve, dont la date de signature déterminera la date de mise en service de l'ouvrage, sera annexé à la présente convention (annexe 3).

ARTICLE 6 – OBLIGATIONS DES PARTIES

Les obligations des parties pour l'exercice de la compétence sont définies par le règlement d'exercice de la compétence ainsi que par le présent article.

6.1. Obligations du Siéml

Le Siéml s'engage à :

- maintenir en bon état d'entretien, de fonctionnement, de sécurité, la chaufferie, notamment dans sa fonction de production de chaleur ;
- occuper les lieux mis à disposition conformément à leur destination prévue à l'annexe 1a de la présente convention ;
- mettre en place toutes les solutions possibles pour exploiter au mieux les équipements nécessaires à l'exercice de la compétence ;
- laisser circuler librement les agents en charge de l'entretien et de la surveillance ou élus de la collectivité, sur les emplacements mis à disposition dans le cadre de la seule conduite de la chaufferie ;
- souscrire les assurances qui couvriront les différents risques afférents à l'exercice de la compétence en cause et qui correspondent aux risques normaux de ce type d'exploitation.

6.2. Obligations de la collectivité

La collectivité s'engage à respecter le règlement d'exercice de la compétence « *production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable* » du Siéml et à conclure avec le Siéml, si l'organisation des services le requiert, une convention en vue de permettre au Siéml de maintenir en bon état de sécurité et de propreté, la chaufferie, ses abords et les bâtiments d'accueil des installations.

La collectivité s'engage à réaliser les missions de maintenance de premier niveau de la chaufferie, à savoir :

- s'assurer de l'état de fonctionnement de la chaufferie;
- informer le Siéml du niveau des combustibles dans le silo en vue du lancement des demandes d'approvisionnement auprès du prestataire mandaté par le Siéml ;
- assurer la réception des livraisons de combustibles et s'assurer que les obligations prévues dans le contrat de fourniture (propreté, calibrage, humidité...) sont bien respectées puis compléter le tableau de suivi des réceptions du combustible qui sera présent en chaufferie. En cas de non-respect, la livraison devra être refusée, l'utilisation d'un combustible de mauvaise qualité pouvant engendrer de graves dysfonctionnements des installations ;
- retirer les cendres de la chaudière granulés de bois selon les prescriptions techniques du constructeur. Le Siéml ne pourrait être tenu pour responsable si la chaudière est à l'arrêt à cause du cendrier qui n'aurait pas été vidé ;
- évacuer les cendres ;
- maintenir l'alimentation électrique de la chaufferie ;
- maintenir l'alimentation en eau potable de la chaufferie ;
- avertir sans délai le Siéml en vue de permettre toute intervention, dans le cadre du contrat d'entretien/d'exploitation, de l'opérateur économique désigné par le Siéml.

La collectivité s'engage également à :

- laisser au Siéml, ainsi qu'à l'entreprise de maintenance qui sera retenue, un libre accès au(x) bâtiment(s) et parcelle(s) mentionnés à l'annexe 1a de la présente convention, pour la bonne exécution de la compétence transférée ;
- informer le Siéml, un (1) mois avant leur mise en œuvre effective, des modifications apportées aux accès à la chaufferie et aux abords de la chaufferie, sauf en cas d'urgence ;
- aviser le Siéml de toute opération d'évolution des bâtiments raccordés, le Siéml étant seul à déterminer de la faisabilité technique et opérationnelle du raccordement ;
- souscrire les polices d'assurances nécessaires à ses activités et celles relatives au(x) bâtiment(s) chauffé(s) ;
- inscrire chaque année le montant de la contribution liée à la présente convention à son budget ;
- échanger à l'amiable de toutes les problématiques pouvant survenir dans le cadre de l'exercice de la compétence transférée.

ARTICLE 7 – DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de l'accomplissement de l'ensemble des formalités lui donnant un caractère exécutoire.

Elle prend effet à compter de sa notification par le Siéml dans sa version signée par le représentant de chaque partie, pour une durée de vingt (20) ans à compter de la date de mise en service par le Siéml installations techniques. La date est celle de la signature du procès-verbal de réception des travaux qui sera joint à la présente convention en annexe 3.

ARTICLE 8 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION

8.1. Résiliation de plein droit

La présente convention prend fin de plein droit, de manière anticipée, en cas de reprise de la compétence « production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable » par la Commune dans les conditions prévues à l'article 7 des statuts du Siéml. La résiliation prend effet au jour de la reprise de la compétence.

Elle prend également fin de plein droit, en cas de survenance d'un événement extérieur et indépendant de la volonté des parties, conduisant à la fin d'exploitation de l'équipement.

8.2. Résiliation unilatérale

La convention peut être résiliée par l'une des parties pour toute autre cause que la faute de l'une des parties à la présente convention.

La convention peut également être résiliée par l'une des parties en cas de faute de l'autre partie, après mise en demeure de la partie défaillante de se conformer à ses obligations et restée en tout ou partie sans effet.

En cas de résiliation de la présente convention par l'une des parties, celle-ci ne prend effet qu'après un délai de six (6) mois après la réception par l'autre partie de la lettre en recommandé avec accusé de réception notifiant la décision de résiliation.

8.3. Résiliation amiable

La convention peut également être résiliée d'un commun accord entre les parties par échanges de courriers avec accusé de réception effectués préalablement à la conclusion d'un avenant de résiliation dans les mêmes formes et conditions que la conclusion de la présente convention.

ARTICLE 8 – EFFET DU TERME DE LA CONVENTION

Au terme de la présente convention pour quelque cause que ce soit, la mise en œuvre du projet par le Siéml cessera.

Dans l'hypothèse où la convention prend fin de manière anticipée, pour quelque cause que ce soit, le Siéml percevra de la collectivité une indemnité correspondant aux dépenses d'investissements pour la réalisation des installations techniques :

- effectivement engagées au jour où la convention prend fin, et n'ayant pas déjà donné lieu au versement d'une participation financière de la collectivité ;
- restant à courir jusqu'au terme de la durée prévisionnelle de la convention ainsi que, le cas échéant, tous les autres frais de résiliation liés aux contrats conclus par le Siéml dans le cadre de l'exercice de la compétence.

L'indemnité due au Siéml par la collectivité inclura, le cas échéant, les dépenses de résiliation des contrats qu'il a conclu pour l'exercice de la compétence.

L'échéance de la convention pour quelque cause que ce soit ne donne lieu au versement d'aucune indemnité par le Siéml à la collectivité.

ARTICLE 9 – MODIFICATION

La présente convention pourra être modifiée par voie d'avenant conclu selon les mêmes conditions et modalités que la convention initiale, notamment pour prendre en compte les modifications apportées au projet initial à l'initiative de la collectivité comme à l'initiative du Siéml ou encore pour prendre en compte une différence éventuelle entre le montant prévisionnel et le montant définitif des participations et aides perçues par le Siéml et leurs conséquences sur les parts fixe, variable et forfaitaire de la participation financière de la collectivité.

La modification de la convention ne pourra, en aucun cas, être déduite soit de la passivité de l'une ou de l'autre des parties, soit même de simples tolérances quelles qu'en soient la fréquence et la durée, la collectivité et le Siéml restant toujours libres d'exiger la stricte application des clauses et stipulations qui n'auraient pas fait l'objet d'une modification expresse ou écrite.

ARTICLE 10 – LITIGES

Les parties s'engagent à régler à l'amiable tout différend résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention.

A défaut de règlement amiable, le litige est porté, à la diligence de l'une ou l'autre partie, devant le tribunal compétent.

ARTICLE 11 – ANNEXES

Sont annexés à la présente convention initiale les pièces suivantes à valeur contractuelle :

- ANNEXE 1a : description du projet
- ANNEXE 2a : participation financière prévisionnelle

Seront, en tant que besoin, annexés à la présente convention par voie d'avenant, les pièces suivantes à valeur contractuelle :

- ANNEXE 1b : description des installations et travaux effectivement réalisés
- ANNEXE 2b : participation financière définitive
- ANNEXE 2c : participation financière en cas d'abandon du projet
- ANNEXE 3 : procès-verbal de réception des travaux

Fait en autant d'exemplaires originaux que de parties,

À *St Augustin* le
Pour la collectivité,
Le Maire / Le Président



Mme Le Maire,
Virginie GUICHARD

À le
Pour le Siéml,
Le Président,
Jean-Luc DAVY

ANNEXE N° 1a – DESCRIPTION DU PROJET

DÉSIGNATION DE LA COLLECTIVITÉ

Collectivité : Saint-Augustin-des-Bois

Adresse : 1, place de l'église, 49170 Saint-Augustin-des-Bois

Nom et prénom de l'élu référent : Emmanuel CHARLES

Fonction : Adjoint au maire

Téléphone : 06 11 59 15 96

Mail : e.charles@valleesduhautanjou.fr

FONDEMENTS JURIDIQUES SPÉCIFIQUES AU PROJET

- Délibération du conseil municipal de Saint-Augustin-des-Bois du 02 décembre 2019, approuvant le transfert de sa compétence « *production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable* » au Siéml et choisissant comme source de chaleur renouvelable l'énergie bois ;
- Délibération du Comité syndical du Siéml n°55/2019 en date du 15 octobre 2019, approuvant le transfert « *production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable* » de la commune de Saint-Augustin-des-Bois avec comme source de chaleur renouvelable l'énergie bois ;
- Demande du 27 mai 2024 d'étude de conception d'une chaufferie bois pour la mairie de Saint-Augustin-des-Bois ;
- Délibération du conseil municipal de Saint-Augustin-des-Bois du 03 mars 2025, approuvant le projet de convention individuelle.

NOM DU PROJET

Chaufferie bois de la mairie de Saint-Augustin-des-Bois ;

LOCALISATION DU PROJET

Destination	Mairie et salle du conseil
Nombre de bâtiment(s) desservi(s)	2
Adresse	1, place de l'église, 49170 Saint-Augustin-des-Bois
Parcelle(s) d'implantation des installations	Parcelle cadastrée section 3 OA n°451

BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES

BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES MIS À DISPOSITION	BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES MIS À DISPOSITION SOUMIS AU DROIT D'ACCÈS
<p>Les biens mis à disposition du Siéml par la collectivité sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> Local actuelle chaufferie de la Mairie Local actuelle cuve à fioul de la mairie 	<p>Les biens pour lesquels le Siéml bénéficie d'un droit d'accès sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> Local cuve GNR de la Mairie

DESCRIPTION DES INSTALLATIONS

La description des équipements qu'il est prévu d'installer pour la mise en œuvre du projet est la suivante :

- **La chaufferie** est située dans le bâtiment annexe de la Mairie. Y seront installés les éléments suivants :
 - Chaudière bois granulés de 32 kW
 - Ballon tampon
 - Panoplie hydraulique avec deux départs distincts, y compris organes de sécurité, distribution, vannes 3 voies, circulateurs et vase d'expansion
 - Silo de stockage du bois

DESCRIPTION DES TRAVAUX

La description des travaux qu'il est prévu de réaliser est la suivante :

Énumération sommaire des travaux :

Les travaux comprendront essentiellement :

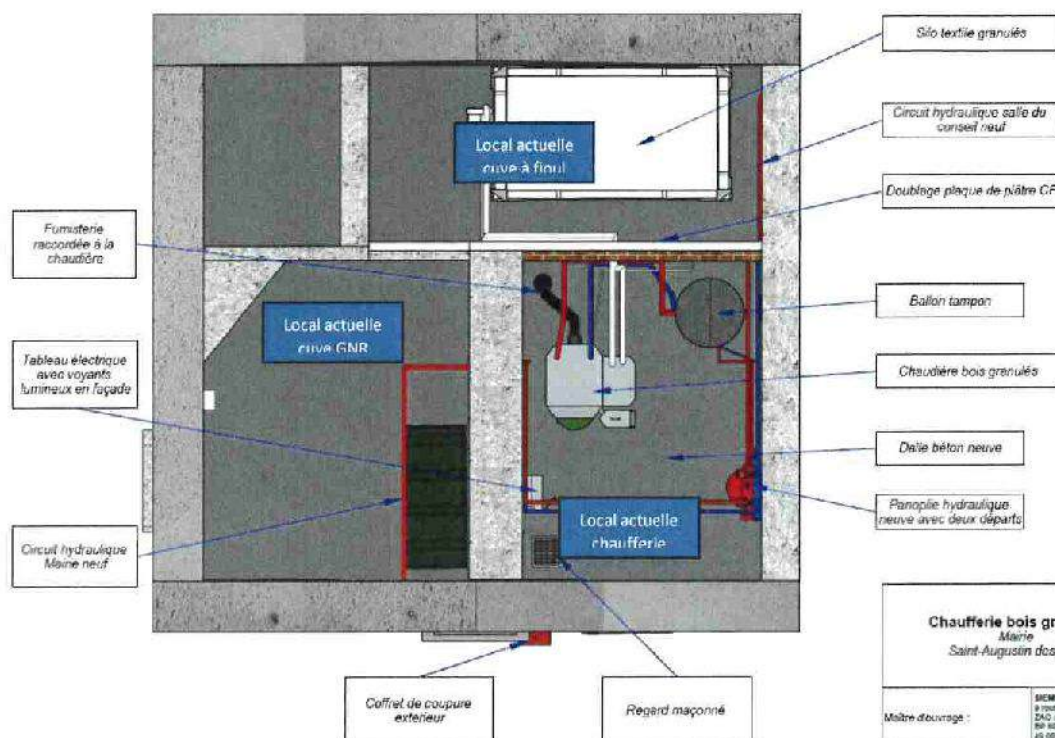
- La dépose et l'évacuation de l'installation de chauffage existante
- La démolition de la dalle existante
- La création d'une dalle neuve
- La fourniture et la pose de menuiseries neuves coupe-feu pour la chaufferie et le silo
- L'agrandissement et la création des ventilations pour la chaufferie et le silo
- La réalisation de parois verticales et de plafonds coupe-feu en plaques de plâtres
- L'installation des équipements de chauffage : Chaudière, silo, ballon tampon, équipements hydrauliques, départs, électricité, etc.
- Le raccordement de l'installation de chauffage (AEP, électricité, Internet, Réseau hydraulique des bâtiments)

Les travaux ne comprennent pas la mise en place de radiateur à eau chaude dans la mairie.

Plan d'implantation de la chaufferie (carré jaune ci-dessous) :



Plan projeté d'implantation des équipements en chaufferie :



Chaufferie bois granulés Mairie Saint-Augustin des Bois		SIéML Syndicat Intercommunal d'énergie de Maine-et-Loire	
Maître d'ouvrage :		SIéML à l'initiative de la Communauté d'Agglomération de Saint-Augustin des Bois	
Plan :		Plan de l'état projet	
DATE :		VERSION :	DATE :
			Décembre 2024

ANNEXE N° 2a – PARTICIPATION FINANCIÈRE PRÉVISIONNELLE

PART FIXE

Plan de financement prévisionnel du projet

Plan de financement prévisionnel				
Investissements		Recettes		
Travaux	66 000 € HT	Siéml	16 000,00 €	20 %
TVA	13 200 € TVA	ADEME	14 000,00 €	25 %
		FCTVA	12 991,97 €	16 %
		Participation communale	36 208,03 €	39 %
Total	79 200 € TTC	Total	79 200 €	100 %

MONTANT PRÉVISIONNEL DE LA PART FIXE

La part fixe de la participation de la collectivité correspond aux montants prévisionnels suivants :

Montant prévisionnel total	36 208,03 €
Montant prévisionnel annuel	1 810,40 € / an

PART VARIABLE

Combustibles : <input checked="" type="checkbox"/> Bois. Quantité estimée : 7 T/an <input type="checkbox"/> Géothermie. Quantité électricité estimée : KWh/an	2 300 € / an
Entretien, maintenance, réparations	700 € / an
Divers	100 € / an

PART UNITAIRE

Participation pour frais de gestion	800 € / an
-------------------------------------	------------

PARTICIPATION ANNUELLE

MONTANT TOTAL PRÉVISIONNEL Part fixe + part variable + part unitaire	5 710,4 € / an
--	-----------------------



Equilibre et qualité de vie

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

- Nombre de conseillers :
- en exercice : 19
- présents : 14
- votants : 15 dont 1 pouvoir

L'an deux mille vingt-cinq, le 27 mars à vingt heures, le conseil municipal de la commune de Saint-Léger-sous-Cholet, dûment convoqué le 11 mars 2025, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Jean-Paul OLIVARES, maire de la Commune.

Date de la convocation du conseil municipal : 11 mars 2025

Membres présents : Jean-Paul OLIVARES, Chantal RIPOCHE, Jean-Robert TIGNON, Claire BIMIER, Claudia THARREAU, Yannick LOGER, Dominique COUSIN, Bruno GUEDON, Laurence TISSEROND, Evelyne MERLET, Nathalie CAILLAUD, Céline FROGER, Laetitia COULONNIER, Nadine BOURCIER.

Membres absents : Olivier BACLE, Guy VASSOR (donne pouvoir à Yannick LOGER), Myriam GOURDON, Pascal DANIEAU, Valérie DURAND

Délibération n°2025-21

SIEML : CONVENTION CHAUFFERIE BOIS MAIRIE/PÔLE CULTUREL

CONVENTION INDIVIDUELLE DANS LE CADRE DU TRANSFERT DE LA COMPETENCE
« PRODUCTION ET DISTRIBUTION PAR RESEAUX TECHNIQUES DE CHALEUR
RENOUVELABLE » POUR LA CHAUFFERIE BOIS DE LA MAIRIE ET DU PÔLE
CULTUREL DE SAINT-LEGER-SOUS-CHOLET

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération du conseil municipal de Saint-Léger-sous-Cholet en date du 11 septembre 2024 approuvant le transfert de sa compétence « production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable » au SIEML et fixant le bois énergie comme source de chaleur renouvelable ;

Vu la délibération COSY/n°70/2024 en date du 15 octobre 2024 du SIEML approuvant le transfert « production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable pour la source de chaleur bois énergie » de la commune de Saint-Léger-sous-Cholet ;

Vu la demande du 11 septembre 2024 de conception d'un nouveau projet de chaufferie bois à la mairie et pôle culturel ;

Considérant qu'il est nécessaire de conclure une convention individuelle afin de définir avec précision les modalités d'exercice par le SIEMl de la compétence transférée par la collectivité pour la réalisation et la gestion de la chaufferie bois énergie à destination de la mairie ;

La convention stipule les conditions techniques, administratives et financières spécifiques à la réalisation du projet, ainsi que les obligations et responsabilités respectives des parties dans la réalisation et l'exploitation des installations.

Le financement prévisionnel du projet par le SIEMl s'établit comme suit :

Plan de financement prévisionnel				
Investissements		Recettes		
Travaux	85 000,00 € HT	Siéml	35 000,00 €	34 %
TVA	17 000,00 € TVA	ADEME	30 660,00 €	30 %
		FCTVA	16 732,08 €	16 %
		Participation communale	19 607,92 €	19 %
TOTAL	102 000,00 € TTC	TOTAL	102 000,00 €	100 %

La contribution financière prévisionnelle annuelle de la commune est la suivante :

MONTANT PREVISIONNEL DE LA PART FIXE

La part fixe de la participation de la collectivité correspond aux montants prévisionnels suivants :

Montant prévisionnel total	19 607,92 €
Montant prévisionnel annuel	980,40 € / an

PART VARIABLE

Combustibles : <input checked="" type="checkbox"/> Bois. Quantité estimée : 16 T/an <input type="checkbox"/> Géothermie. Quantité électricité estimée : KWh/an	5 600 € / an
Entretien, maintenance, réparations	700 € / an
Divers	100 € / an

PART UNITAIRE

Participation proportionnelle à l'investissement	297.50 € / an
Participation forfaitaire	200 € / an

PARTICIPATION ANNUELLE

MONTANT TOTAL PREVISIONNEL Part fixe + part variable + part unitaire	7877.90 € / an
--	-----------------------

Le conseil municipal, après en avoir valablement délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés :

APPROUVE le projet de convention individuelle à conclure avec le SIEML ci-joint annexée, ainsi que toutes les pièces s'y rapportant ;

AUTORISE monsieur le maire à signer ladite convention et ses éventuels avenants et prendre toute disposition utile à l'application de la présente délibération.

POUR COPIE CERTIFIÉE CONFORME
SAINT-LÉGER-SOUS-CHOLET, le 2 avril 2025

Le Maire, Jean-Paul OLIVARES

Certifié exécutoire compte-tenu de l'envoi
dématérialisé à la S^t Préfecture le
et de l'accusé de réception dématérialisé
reçu le
Le Maire, Jean-Paul OLIVARES



CONVENTION INDIVIDUELLE

Production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable

Entre :

Le Syndicat Intercommunal d'Energies de Maine-et-Loire – Siéml

Syndicat mixte fermé enregistré sous le numéro SIRET 254 901 309 00032, dont le siège social est situé ZAC de Beuzon, 9 route de la Confluence, Écouflant, CS60145, 49001 ANGERS Cedex 01, représenté par son Président, Monsieur Jean-Luc DAVY, dûment habilité à signer la présente convention au nom et pour le compte du Siéml par la délibération du comité syndical n° 57/2024 du 2 juillet 2024,

ci-après désigné « *le Siéml* »,

Et :

La collectivité,

désignée en annexe 1 de la présente convention,

ci-après désigné « *la collectivité* »,

Ci-après désignée individuellement « *une partie* » ou collectivement « *les parties* »,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2224-38 et L 5711-1 et suivants ;

Vu le code de l'énergie ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu les statuts du Siéml, modifiés en dernier lieu par l'arrêté préfectoral n° 2019-122 du 14 août 2019 ;

Vu le règlement d'exercice de la compétence « *production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable* », modifié en dernier lieu par la délibération du Comité syndical du Siéml n° 2025_DEL_022 du 25 mars 2025 ;

Les parties ont convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de compléter le règlement d'exercice de la compétence « *production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable* » susvisé ; en vue de déterminer précisément les conditions et modalités techniques, opérationnelles et financières selon lesquelles le Siéml effectue, dans le cadre de la compétence transférée par la collectivité au Siéml, la réalisation, le développement et l'exploitation d'installations de production et de distribution, par réseaux techniques, de chaleur renouvelable, pour la mise en œuvre du projet décrit en annexe 1 à la présente convention.

ARTICLE 2 – DESCRIPTION DU PROJET

La description du projet, mentionnée en annexe 1 de la présente convention, présente :

- la destination et la localisation des installations techniques,
- le(s) bâtiment(s) desservi(s) par le réseau technique de distribution de chaleur renouvelable ;
- les installations envisagées pour la mise en œuvre du projet ;
- les travaux réalisés.

Le projet pourra être modifié, notamment pour prendre en compte les modifications apportées au projet initial à l'initiative de la collectivité comme à l'initiative du Siéml, selon les conditions et modalités prévues par le règlement d'exercice de la compétence.

Les modifications apportées au projet donneront lieu à une description des installations techniques installées et travaux effectivement réalisés qui, le cas échéant, fera l'objet d'une nouvelle annexe établie à la fin des travaux et jointe à la présente convention par avenant.

ARTICLE 3 – DISPOSITIONS FINANCIÈRES

La participation financière de la collectivité au projet, son recouvrement annuel ainsi que les conditions et modalités de sa modification en cours d'exécution de la présente convention, sont déterminés par le règlement d'exercice de la compétence et sa délibération annuelle prise par le Comité Syndical du Siéml.

La participation définitive de la collectivité est détaillée à l'annexe 2 établie à la fin des travaux et jointe à la présente convention.

ARTICLE 4 – BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES

Les biens nécessaires à l'exercice de la compétence transférée ou utilisés à cette fin, mis à la disposition du Siéml par la collectivité conformément au règlement d'exercice de la compétence, sont décrits à l'annexe 1, jointe à la présente convention.

Les biens qui, sans être nécessaire à l'exercice de la compétence transférée, conditionne ou détermine l'accès aux installations ou son bon fonctionnement, et auquel la collectivité s'engage à garantir l'accès efficient sans délai au Siéml conformément au règlement d'exercice de la compétence, sont décrits à l'annexe 1, jointe à la présente convention.

ARTICLE 5 – DÉROULEMENT DES TRAVAUX

Les travaux sont réalisés conformément au règlement de l'exercice de la compétence et au présent article.

5.1. Les travaux

Le Siéml informe, par email ou courrier, la collectivité des travaux qui seront entrepris dans le cadre de la réalisation des équipements nécessaires à la mise en œuvre du projet visé à l'article 2 et aux aménagements prévus sur les biens et dans les locaux mis à disposition. Cette information sera transmise au moins trois (3) jours ouvrés avant le début des travaux.

A la suite de la mise en service de l'installation, le Siéml informe, par email ou courrier, la collectivité des travaux qu'il peut être amené à effectuer sur la chaufferie et ses accessoires afin de procéder à son maintien en bon état d'entretien, de fonctionnement, de sécurité et de propreté, au moins trois (3) jours ouvrés avant le début de la réalisation des travaux.

Aussitôt après l'achèvement des travaux, le Siéml veille à ce que tous les décombres soient enlevés.

5.2. La réception des ouvrages

Lorsque les travaux sont achevés et que les ouvrages sont prêts à être mis en service, le Siéml en avise la collectivité.

Le Siéml fixe alors une date pour la réception de ces travaux et l'établissement du procès-verbal de réception des travaux qu'il établira. Dans le cas où des réserves sont constatées, un nouveau procès-verbal sera établi pour lever l'ensemble des réserves.

5.3. La mise en service

Le procès-verbal de réception des travaux, est annexé à la présente convention (annexe 3).

ARTICLE 6 – OBLIGATIONS DES PARTIES

Les obligations des parties pour l'exercice de la compétence sont définies par le règlement d'exercice de la compétence ainsi que par le présent article.

6.1. Obligations du Siéml

Le Siéml s'engage à :

- maintenir en bon état d'entretien, de fonctionnement, de sécurité, la chaufferie, notamment dans sa fonction de production de chaleur ;
- occuper les lieux mis à disposition conformément à leur destination prévue à l'annexe 1 de la présente convention ;
- mettre en place toutes les solutions possibles pour exploiter au mieux les équipements nécessaires à l'exercice de la compétence ;
- laisser circuler librement les agents en charge de l'entretien et de la surveillance ou élus de la collectivité, sur les emplacements mis à disposition dans le cadre de la seule conduite de la chaufferie ;
- souscrire les assurances qui couvriront les différents risques afférents à l'exercice de la compétence en cause et qui correspondent aux risques normaux de ce type d'exploitation.

6.2. Obligations de la collectivité

La collectivité s'engage à respecter le règlement d'exercice de la compétence « *production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable* » du Siéml et à conclure avec le Siéml, si l'organisation des services le requiert, une convention en vue de permettre au Siéml de maintenir en bon état de sécurité et de propreté, la chaufferie, ses abords et les bâtiments d'accueil des installations.

La collectivité s'engage à réaliser les missions de maintenance de premier niveau de la chaufferie, à savoir :

- s'assurer de l'état de fonctionnement de la chaufferie ;
- informer le Siéml du niveau des combustibles dans le silo en vue du lancement des demandes d'approvisionnement auprès du prestataire mandaté par le Siéml ;
- assurer la réception des livraisons de combustibles et s'assurer que les obligations prévues dans le contrat de fourniture (propreté, calibrage, humidité...) sont bien respectées puis compléter le tableau de suivi des réceptions du combustible qui sera présent en chaufferie. En cas de non-respect, la livraison devra être refusée, l'utilisation d'un combustible de mauvaise qualité pouvant engendrer de graves dysfonctionnements des installations ;
- retirer les cendres de la chaudière granulée de bois selon les prescriptions techniques du constructeur. Le Siéml ne pourrait être tenu pour responsable si la chaudière est à l'arrêt à cause du cendrier qui n'aurait pas été vidé ;
- évacuer les cendres ;
- maintenir l'alimentation électrique de la chaufferie ;
- maintenir l'alimentation en eau potable de la chaufferie ;
- avertir sans délai le Siéml en vue de permettre toute intervention, dans le cadre du contrat d'entretien/d'exploitation, de l'opérateur économique désigné par le Siéml.

La collectivité s'engage également à :

- laisser au Siéml, ainsi qu'à l'entreprise de maintenance qui sera retenue, un libre accès au(x) bâtiment(s) et parcelle(s) mentionnés à l'annexe 1 de la présente convention, pour la bonne exécution de la compétence transférée ;
- informer le Siéml, un (1) mois avant leur mise en œuvre effective, des modifications apportées aux accès à la chaufferie et aux abords de la chaufferie, sauf en cas d'urgence ;
- aviser le Siéml de toute opération d'évolution des bâtiments raccordés, le Siéml étant seul à déterminer de la faisabilité technique et opérationnelle du raccordement ;
- souscrire les polices d'assurances nécessaires à ses activités et celles relatives au(x) bâtiment(s) chauffé(s) ;
- inscrire chaque année le montant de la contribution liée à la présente convention à son budget ;
- échanger à l'amiable de toutes les problématiques pouvant survenir dans le cadre de l'exercice de la compétence transférée.
-

ARTICLE 7 – DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de l'accomplissement de l'ensemble des formalités lui donnant un caractère exécutoire.

Elle prend effet à compter de sa notification par le Siéml dans sa version signée par le représentant de chaque partie, pour une durée de vingt (20) ans à compter de la date de mise en service des installations techniques. La date est celle de la signature du procès-verbal de réception des travaux qui sera joint à la présente convention en annexe 3.

ARTICLE 8 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION

8.1. Résiliation de plein droit

La présente convention prend fin de plein droit, de manière anticipée, en cas de reprise de la compétence « production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable » par la Commune dans les conditions prévues à l'article 7 des statuts du Siéml. La résiliation prend effet au jour de la reprise de la compétence.

Elle prend également fin de plein droit, en cas de survenance d'un événement extérieur et indépendant de la volonté des parties, conduisant à la fin d'exploitation de l'équipement.

8.2. Résiliation unilatérale

La convention peut être résiliée par l'une des parties pour toute autre cause que la faute de l'une des parties à la présente convention.

La convention peut également être résiliée par l'une des parties en cas de faute de l'autre partie, après mise en demeure de la partie défaillante de se conformer à ses obligations et restée en tout ou partie sans effet.

En cas de résiliation de la présente convention par l'une des parties, celle-ci ne prend effet qu'après un délai de six (6) mois après la réception par l'autre partie de la lettre en recommandé avec accusé de réception notifiant la décision de résiliation.

8.3. Résiliation amiable

La convention peut également être résiliée d'un commun accord entre les parties par échanges de courriers avec accusé de réception effectués préalablement à la conclusion d'un avenant de résiliation dans les mêmes formes et conditions que la conclusion de la présente convention.

ARTICLE 9 – EFFET DU TERME DE LA CONVENTION

Au terme de la présente convention pour quelque cause que ce soit, la mise en œuvre du projet par le Siéml cessera.

Dans l'hypothèse où la convention prend fin de manière anticipée, pour quelque cause que ce soit, le Siéml percevra de la collectivité une indemnité correspondant aux dépenses d'investissements pour la réalisation des installations techniques :

- effectivement engagées au jour où la convention prend fin, et n'ayant pas déjà donné lieu au versement d'une participation financière de la collectivité ;
- restant à courir jusqu'au terme de la durée prévisionnelle de la convention ainsi que, le cas échéant, tous les autres frais de résiliation liés aux contrats conclus par le Siéml dans le cadre de l'exercice de la compétence.

L'indemnité due au Siéml par la collectivité inclura, le cas échéant, les dépenses de résiliation des contrats qu'il a conclu pour l'exercice de la compétence.

L'échéance de la convention pour quelque cause que ce soit ne donne lieu au versement d'aucune indemnité par le Siéml à la collectivité.

ARTICLE 10 – MODIFICATION

La présente convention pourra être modifiée par voie d'avenant conclu selon les mêmes conditions et modalités que la convention initiale, notamment pour prendre en compte les modifications apportées au projet initial à l'initiative de la collectivité comme à l'initiative du Siéml ou encore pour prendre en compte une évolution éventuelle du montant des participations et aides perçues par le Siéml et leurs conséquences sur les part fixe, variable et forfaitaire de la participation financière de la collectivité.

La modification de la convention ne pourra, en aucun cas, être déduite soit de la passivité de l'une ou de l'autre des parties, soit même de simples tolérances quelles qu'en soient la fréquence et la durée, la collectivité et le Siéml restant toujours libres d'exiger la stricte application des clauses et stipulations qui n'auraient pas fait l'objet d'une modification expresse ou écrite.

ARTICLE 11 – LITIGES

Les parties s'engagent à régler à l'amiable tout différend résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention.

A défaut de règlement amiable, le litige est porté, à la diligence de l'une ou l'autre partie, devant le tribunal compétent.

ARTICLE 12 – ANNEXES

Sont annexés à la présente convention initiale les pièces suivantes à valeur contractuelle :

- ANNEXE 1 : description du projet, des installations et travaux réalisés ;
- ANNEXE 2 : participation financière ;
- ANNEXE 3 : procès-verbal de réception des travaux.

Fait en autant d'exemplaires originaux que de parties,

À [lieu], le [date]
Pour la collectivité,
Le Maire / Le Président

À [lieu], le [date]
Pour le Siéml,
Le Président,
Jean-Luc DAVY

ANNEXE N° 1 – DESCRIPTION DU PROJET, DES INSTALLATIONS ET TRAVAUX RÉALISÉS

DÉSIGNATION DE LA COLLECTIVITÉ

Collectivité : Val du Layon

Adresse : Rue Rabelais, Saint-Lambert du Lattay, 49750 Val du Layon

Nom et prénom de l' élu référent : Sandrine Belleut

Fonction : Maire

Téléphone : 02 41 78 30 46

Mail : mairie@valdulayon.fr

FONDEMENTS JURIDIQUES SPÉCIFIQUES AU PROJET

- délibération du conseil municipal de la commune de Val du Layon du 12 juillet 2022, approuvant le transfert de sa compétence « *production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable* » au Siéml et choisissant comme source de chaleur renouvelable l'énergie bois ;
- délibération du Comité syndical du Siéml n°68/2022 en date du 18 octobre 2022, approuvant le transfert « *production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable* » de la commune de Val du Layon avec comme source de chaleur renouvelable l'énergie bois ;
- demande du 12 juillet 2022 de la commune de Val du Layon de gestion de l'exploitation de la chaufferie bois du pôle enfance de Saint Lambert du Lattay après sa mise en service et l'année de garantie de parfait achèvement par le Siéml ;
- délibération du conseil municipal de la commune de Val du Layon du [date], approuvant le projet de convention individuelle.

NOM DU PROJET

Chaufferie bois pour le pôle enfance de Saint Lambert du Lattay de la commune du Val du Layon.

LOCALISATION DU PROJET

Destination	Pôle enfance de Saint Lambert du Lattay
Nombre de bâtiment(s) desservi(s)	1
Adresse	5 rue du Bon Repos, 49750 Saint-Lambert-du-Lattay
Parcelle(s) d'implantation des installations	Parcelle cadastrée section AB n°903

BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES

BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES MIS À DISPOSITION	BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES MIS À DISPOSITION SOUMIS AU DROIT D'ACCÈS
<p>Les biens mis à disposition du Siéml par la collectivité sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Chauffage du pôle enfance 	<p>Les biens pour lesquels le Siéml bénéficie d'un droit d'accès sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Portail d'accès au pôle enfance

DESCRIPTION DES INSTALLATIONS

La description des équipements qu'il est prévu d'installer pour la mise en œuvre du projet est la suivante :

- **La chaufferie** est située dans le sous-sol du pôle enfance. Y seront installés les éléments suivants :
 - Chaudière Hargasser Classic Lambda de 60 kW ;
 - Circulateur de distribution ;
 - Adoucisseur d'eau ;
 - Silo de stockage

DESCRIPTION DES TRAVAUX D'ORES ET DEJA RÉALISÉS

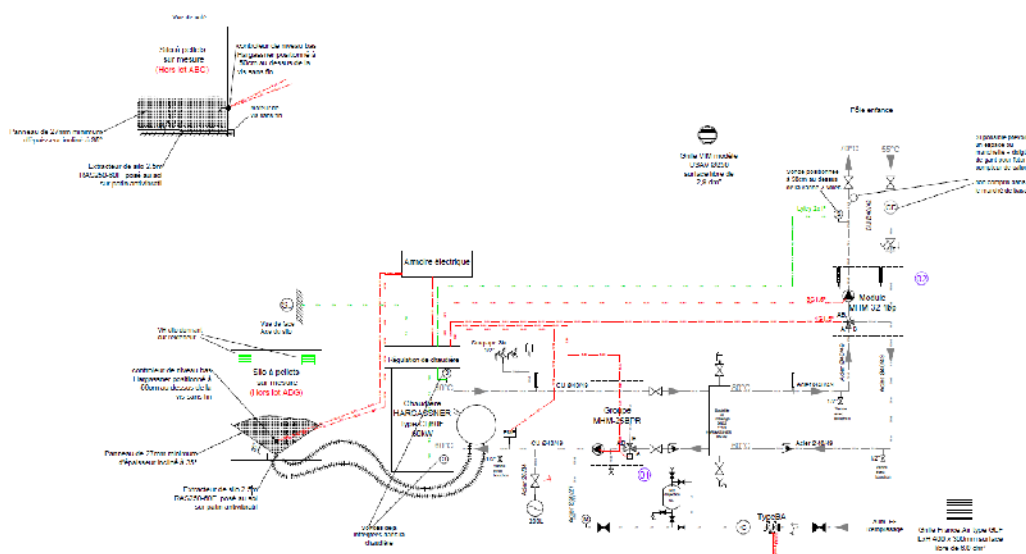
La description des travaux qui ont été réalisé est la suivante :

Une chaudière bois granulés, de marque Hargassner, a été installée dans le sous-sol du pôle enfance. La chaudière permet de chauffer l'ensemble du bâtiment grâce à l'unique départ située dans la chaufferie. Il n'y a pas de ballon tampon.

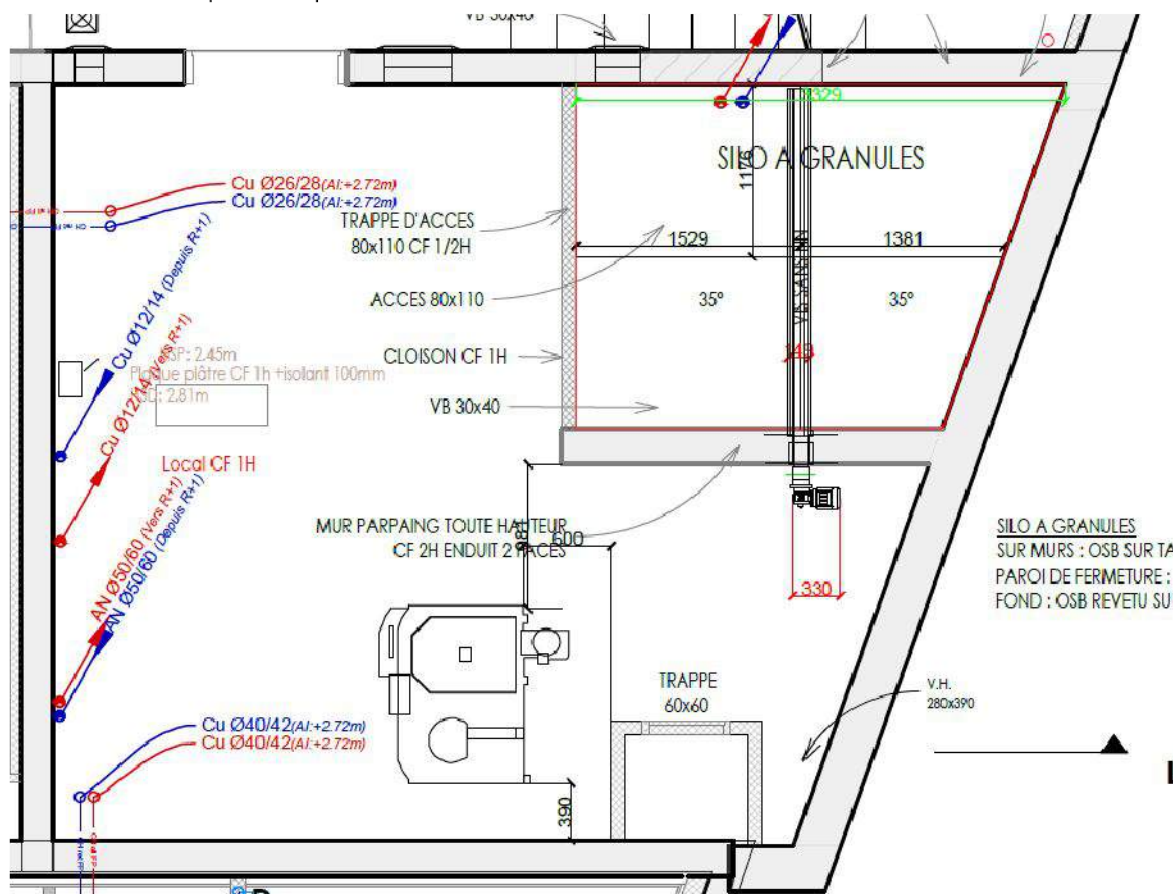
La régulation est identique pour l'ensemble du bâtiment, il n'a pas été prévu de zonage en fonction de l'utilisation des pièces.

Le silo de stockage est de type maçonné, d'une capacité approximative de 8 tonnes.

- Le schéma hydraulique est le suivant :



- Le plan d'implantation est le suivant :



DESCRIPTION DES TRAVAUX A REALISER

Le Siéml réalisera, à minima, les travaux suivant afin d'augmenter la performance des installations et optimiser les accès par l'entreprise de maintenance :

- Installation d'une serrure électronique sur la porte de la chaufferie
- Installation d'un ballon tampon d'une capacité de 1500 litres minimum
- Installation d'un pot à boue magnétique
- Installation d'un séparateur d'air
- Reprise de l'étanchéité entre le silo et la chaufferie

Ces travaux feront l'objet de devis. Leurs montants seront pris en compte pour le calcul de la part variable de la contribution annuelle de la commune de Val du Layon.

ANNEXE N° 2– PARTICIPATION FINANCIÈRE

PART FIXE

Montant définitif de la part fixe

La collectivité ayant financé l'intégralité des travaux, la part fixe est égale à zéro.

PART VARIABLE PRÉVISIONNELLE

Combustibles * : <input checked="" type="checkbox"/> Bois. Quantité estimée : 11 T/an <input type="checkbox"/> Géothermie. Quantité électricité estimée : xx kWh/an <i>* dont marge Siéml sur la fourniture du combustible.</i>	3 520 € / an
Entretien, maintenance, réparations	700 € / an
Divers	100 € / an

PART UNITAIRE PRÉVISIONNELLE

Participation proportionnelle à l'investissement	0 € / an
Participation additionnelle, déterminée conformément au point c. de l'article 6.2.2 du règlement d'exercice de la compétence.	630 € / an *

* Estimation basée sur la base de 2 livraisons d'un total de 11 t et du forfait d'exploitation en vigueur.

PARTICIPATION ANNUELLE

MONTANT TOTAL PRÉVISIONNEL Part fixe + part variable + part unitaire	4 950 € / an
---	---------------------

ANNEXE N° 3 – PROCÈS-VERBAL DE RÉCÉPTION DES TRAVAUX



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES
Direction des Affaires Juridiques

MARCHES PUBLICS

EXE4

RECEPTION DES TRAVAUX PROCÈS-VERBAL DES OPERATIONS PREALABLES A LA RECEPTION¹

Le formulaire EXE4 est un modèle, qui peut être utilisé par le maître d'œuvre, pour formaliser le procès-verbal des opérations préalables à la décision de réception des ouvrages.

A - Identification du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice

Commune de Val-du-Layon
11 rue Rabelais 49750 VAL-DU-LAYON
Tél 02 41 78 30 49 – mairie@valdulayon.fr – SIRET : 200 056 034 00016

B - Identification du titulaire du marché public

Entreprise ABG
37 avenue de la Tessoualle 49300 CHOLET
Tél 02 41 46 50 46 – contact@abg-climatique.fr – SIRET : 401 184 189 00033

LOT 16 – PLOMBERIE – SANITAIRES

C - Identification du maître d'œuvre

CUB MARCHAND
82 rue de Bretagne – BP 90014 – Saint-Macaire-en-Mauges – 49450 SEVREMOINE
Tél 02 41 55 26 42 – norbert.paillat@wandoo.fr – SIRET 491 467 981 RM49

D - Objet du marché public

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans les documents constitutifs du marché public. En cas d'allotissement, préciser également l'objet et la dénomination du lot concerné.)

Réhabilitation partielle d'ouvrage bâtis existants pour la réalisation d'un Pôle Enfance
5 rue du Bon Repos – Saint-Lambert-du-Lattay 49450 VAL-DU-LAYON

E - Objet des opérations préalables à la réception des ouvrages

■ Date d'achèvement des travaux proposée par le titulaire du marché public : 2/08/2024

■ Les opérations préalables à la réception des ouvrages portent sur :
(Cocher la case correspondante.)

- ☒ la réception de l'ouvrage comportant les prestations suivantes :
LOT 16 – PLOMBERIE – SANITAIRES
- ☐ la réception partielle de l'ouvrage relative aux prestations désignées ci-dessous :

¹ Formulaire non obligatoire disponible, avec sa notice explicative, sur le site du ministère chargé de l'économie.

F - Procès-verbal des opérations préalables à la réception des ouvrages

Je soussigné, **Clément MARCHAND, Conducteur de travaux, agence CUB MARCHAND**, maître d'œuvre,
(Rappeler les nom et prénom du maître d'œuvre et cocher les cases correspondantes.)

- ☒ en présence du représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice ;
- ☐ en l'absence du représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice, dûment avisé par mes soins ;
- ☒ en présence du titulaire du marché public ;
- ☐ en l'absence du titulaire du marché public dûment convoqué, par courrier en date du

après avoir procédé aux examens et vérifications nécessaires, constate que :
(Cocher les cases correspondantes.)

1. les épreuves, prévues au marché public :
 - ☐ n'ont pas été effectuées ;
 - ☒ ont été effectuées ;
 - ☐ et sont concluantes ;
 - ☐ et sont concluantes, à l'exception de celles indiquées à l'annexe n° 01 ci-jointe ;
2. les travaux et prestations, prévus au marché public :
 - ☒ ont été exécutés ;
 - ☐ ont été exécutés, à l'exception de ceux indiqués à l'annexe n° 01 ci-jointe ;
3. les ouvrages :
 - ☒ sont conformes aux spécifications du marché public ;
 - ☐ sont conformes aux spécifications du marché public, à l'exception des imperfections ou malfaçons indiquées à l'annexe n° 01 ci-jointe ;
4. les conditions de pose des équipements :
 - ☒ sont conformes aux spécifications des fournisseurs ;
 - ☐ ne sont pas conformes aux spécifications des fournisseurs.
5. les installations de chantier :
 - ☒ ont été repliées ;
 - ☐ n'ont pas été repliées ;
6. les terrains et les lieux :
 - ☒ ont été remis en état ;
 - ☐ n'ont pas été remis en état.

Dressé le 2/08/2024
Signature
(maître d'œuvre)

Accepté le 2/08/2024
Signature
(titulaire)

CUB MARCHAND
62 rue de Breloque
49400 La Suze-Marchand en Mayenne
49450 SEVRE-MORNE 02.41.55.26.42
SIRET 533 691 339 00012 APE 7112Z
WWW.CUB-ARCHITECTURE.FR

Jacques BIRON
Signature numérique
de Jacques BIRON
Date : 2024.10.23
17:33:05 +02'00'

☐ J'atteste que le titulaire du marché public a refusé de signer le présent procès-verbal.

Dressé le
Signature
(maître d'œuvre)

**EXE4 – Réception des travaux
PV des opérations préalables à la réception**

Réalisation d'un Pôle Enfance

Page : 2 / 2

PROCÈS VERBAL CONTRADICTOIRE

CONSTATANT LA MISE À DISPOSITION DES BIENS UTILISÉS POUR L'EXERCICE DES COMPÉTENCES TRANSFÉRÉES

Entre :

Le Syndicat Intercommunal d'Energies de Maine-et-Loire – Siéml,

Syndicat mixte enregistré sous le numéro SIRET 254 901 309 00032,
dont le siège social est situé ZAC de Beuzon, 9 route de la Confluence, Écouflant, CS60145, 49001
ANGERS Cedex 01,

représenté par Monsieur Jean-Luc DAVY, Président, dûment habilité à signer les présentes au nom et
pour le compte du Siéml,

Ci-après désigné « *le Siéml* » ou « *le Syndicat* »

Et :

La commune de Val-du-Layon,

Collectivité enregistrée sous le numéro SIRET 200 056 034 00016
dont le siège social est situé 11 rue Rabelais, 49190 Val-du-Layon,
représenté par Madame Sandrine BELLEUT, Maire, dûment habilité à signer les présentes, au nom et
pour le compte de la Commune ;

Ci-après désignée « *la Collectivité* »

Ci-après désignée individuellement « *une partie* » ou collectivement « *les parties* »,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 5711-1, L 5211-5, III et L 1321-1 et
suivants ;

Vu les statuts du Siéml, modifiés en dernier lieu par l'arrêté préfectoral n° 2019-122 du 14 août 2019 ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune de Val-du-Layon n° 063/2022 en date du 12 juillet
2022 ;

Vu la délibération du comité syndical du Siéml n° 68/2022 en date du 18 octobre 2022 ;

PRÉAMBULE

Par les délibérations concordantes susvisées dont les copies certifiées conformes demeurent en
annexe, l'organe délibérant de chacune des parties a approuvé le transfert par la Collectivité au Syndicat
des compétences mentionnées à l'article 4.5 des statuts du Siéml et relatives à la production et de la
distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable.

Le transfert des compétences est effectif le 01/09/2025.

ARTICLE 1 : OBJET

Le présent procès-verbal a pour objet de formaliser le constat contradictoire de la mise à disposition par la Collectivité au profit du Siéml des biens utilisés pour l'exercice des compétences transférées à ce dernier et jusqu'à la date du transfert, dont la désignation suit.

Le procès-verbal n'a pas pour objet ni pour effet de transférer la propriété du/des bien(s) au profit du Siéml.

La Collectivité déclare être valablement propriétaire des biens mis à la disposition du Siéml, dont la désignation suit.

ARTICLE 2 : DÉSIGNATION

2.1. Biens immeubles (terrains et bâtis) affectés aux compétences transférées

Par le présent procès-verbal, il est constaté la mise à disposition par la Collectivité, au bénéfice du Siéml, des immeubles affectés aux compétences transférées, tels que désignés dans le tableau établi par la Collectivité et joint en annexe.

Les biens visés dans le tableau précité appartiennent à la Collectivité. Les surfaces sont données à titre indicatif, lorsqu'elles sont connues.

Il est joint au présent procès-verbal un plan de localisation des immeubles désignés dans le tableau.

2.2. Autres biens, meubles et immeubles par destination, affectés aux compétences transférées

Par le présent procès-verbal, il est constaté la mise à disposition par la Collectivité, au bénéfice du Siéml, des biens meubles et immeubles par destination présentant un lien fonctionnel avec les compétences transférées, tels que désignés dans le tableau établi par la Collectivité et joint en annexe.

Les biens visés dans le tableau précité appartiennent à la Collectivité

Le cas échéant, il est joint au présent procès-verbal un plan de localisation des biens désignés dans le tableau.

ARTICLE 3 : ÉTAT DES BIENS

Le Siéml prend les biens dans lesquels ils se trouvent, tels que décrits dans les tableaux joints en annexes au présent procès-verbal, et déclare les connaître pour les avoir vus et visités à sa convenance.

L'état d'entretien et de réparation des biens est estimée dans les tableaux joints en annexes. A défaut de précision ou de description complète de l'état d'entretien et de réparation des biens, ils sont réputés mis à la disposition du Siéml en « état d'usage ».

ARTICLE 4 : RENSEIGNEMENTS COMPTABLES

Le numéro d'inscription à l'inventaire de la Collectivité ainsi qu'une estimation de la valeur historique (prix d'acquisition ou de construction), de la valeur d'amortissement, de la valeur de remplacement et de la valeur nette comptable (en cas d'amortissement) sont mentionnés dans les tableaux de désignation des biens mis à disposition, joints en annexe.

La constatation comptable de la mise à disposition sera effectuée par les comptables des parties sur la base des délibérations susvisées, du présent procès-verbal et d'un certificat administratif transmis par l'ordonnateur.

L'état comptable joint ou intégré au certificat administratif sera transmis par la Collectivité au comptable du Syndicat, qui procèdera à la comptabilisation des opérations de mise à disposition dans l'actif de ce dernier.

ARTICLE 5 : MODALITÉS DE LA MISE À DISPOSITION

5.1. Administration des biens

Le Siéml assume sur les biens remis par la Collectivité l'ensemble des droits et obligations du propriétaire, à l'exception du pouvoir d'aliéner conservé par la Collectivité propriétaire.

Le Siéml possède tous pouvoirs de gestion des biens remis, en perçoit les fruits et produits.

Le Siéml peut ainsi :

- s'agissant des biens immobiliers mis à disposition : en autoriser l'occupation et en percevoir les fruits et produits. Il peut procéder à tous travaux de reconstruction, de démolition, de surélévation ou d'addition de constructions propres à assurer le maintien de l'affectation des biens. Les travaux et biens immobiliers réalisés postérieurement à la signature appartiennent à la Collectivité propriétaire et entreront automatiquement dans le patrimoine mis à disposition du Siéml ;
- s'agissant des biens mobiliers mis à disposition : en assurer le renouvellement à sa convenance. Il acquiert alors la pleine propriété des biens de remplacement, sans que la Collectivité ne puisse se prévaloir d'un droit de retour sur ces derniers.

L'ensemble des documents administratifs et techniques, dossiers d'autorisation et de déclaration relatifs aux biens mis à disposition et permettant au Siéml d'exercer les droits et obligations du propriétaire sont remis par la Collectivité au Siéml préalablement à la signature du procès-verbal.

5.2. Garanties et contentieux en cours

Le Siéml agit en justice en lieu et place de la Collectivité propriétaire.

Il se substitue à elle concernant les garanties biennales et décennales relatives aux travaux de construction, à l'exception du préjudice propre qu'elle a subi avant le transfert de compétences du fait de la carence des constructeurs et dont elle peut leur demander directement réparation.

L'ensemble des pièces constitutives des dossiers afférents aux garanties et contentieux en cours concernant les biens mis à disposition est remis par la Collectivité au Siéml préalablement à la signature du procès-verbal.

ARTICLE 6 : CONDITIONS FINANCIÈRES

6.1. Gratuité de la mise à disposition

À la date du transfert, la mise à disposition des biens utilisés pour l'exercice des compétences transférées est effectuée à titre gratuit, conformément à l'article L. 1321-2 du CGCT.

Les parties déclarent que la présente mise à disposition ne donne lieu à aucune indemnité, droit, taxe, contribution ou honoraires, conformément aux articles 1042A et 1043 du code général des impôts.

6.2. Charges et taxe

Le Siéml effectue les dépenses d'entretien courant et des réparations nécessaires à la préservation des biens et équipements.

Les études et devis disponibles pour les travaux à réaliser prochainement sur les biens mis à disposition sont remis par la Collectivité au Siéml préalablement à la signature du procès-verbal.

Le Siéml prend également en charge la taxe foncière frappant les immeubles mis à disposition.

Il acquitte la TVA pouvant grever les biens et, lorsque les biens font l'objet d'une procédure de récupération du FCTVA, perçoit en totalité la somme correspondante.

6.3. Amortissement

Conformément aux articles L. 2321-2 et R. 2321-1 du CGCT, le Siéml poursuit l'amortissement des biens de la Collectivité mis à sa disposition selon le plan d'amortissement initial ou conformément à ses propres règles.

Dans le cas où les immobilisations ont été financées par des subventions transférables, ces subventions sont mises à disposition du Siéml, afin qu'il puisse financer l'amortissement des immobilisations reçues à disposition.

6.4. Sûretés réelles

La Collectivité déclare que les biens mis à disposition sont libres de toutes les inscriptions de privilèges ou hypothèques de quelque nature que ce soit.

6.5. Emprunts

Le Siéml a la charge des emprunts en cours et contractés par la Collectivité propriétaire pour l'aménagement, l'entretien et la conservation des **biens remis** afférents aux compétences transférées ainsi que pour le fonctionnement des services.

Les emprunts transférés au Siéml figurent dans la liste des contrats en cours jointe en annexe.

Pour chaque emprunt transféré, la délibération initiale de souscription, le contrat et le tableau d'amortissement sont remis par la Collectivité au Siéml préalablement à la signature du procès-verbal.

ARTICLE 7 : CONTRATS, CONCESSIONS ET AUTORISATIONS EN COURS

7.1. Contrats connexes à la mise à disposition

Le Siéml est substitué dans les droits et obligations découlant des contrats en cours d'exécution que la Collectivité a conclu pour l'aménagement, l'entretien et la conservation **des seuls biens remis** afférents aux compétences transférées ainsi que pour le fonctionnement des services.

La substitution vaut pour tous types de contrats, notamment ceux concernant des marchés et délégations de service publics, des contrats de location, etc., et ceci **depuis la date du transfert des compétences**.

La Collectivité propriétaire constate cette substitution et la notifie par écrit à ses cocontractants. Elle adresse au Siéml une copie de cette notification.

Les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties. Pour les contrats qui le nécessitent, la substitution sera formalisée par voie d'avenant pour traiter les conséquences de la novation. La substitution du Siéml dans les contrats conclus par la Collectivité n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

Sont exclus de la substitution prévue au présent article les contrats globaux conclus par la Collectivité pour l'aménagement, l'entretien et la conservation des biens afférents à la fois aux compétences transférées et à une ou plusieurs autres compétences conservées par la Collectivité propriétaire.

La liste des contrats en cours concernés par la substitution est jointe en annexe.

7.2. Concessions et autorisations en cours

Le Siéml est également substituée à la Collectivité dans les droits et obligations découlant pour celle-ci à l'égard de tiers de l'octroi de concessions ou d'autorisations de toute nature sur tout ou partie des biens remis ou de l'attribution de ceux-ci en dotation.

Les actes concernés font partie de l'ensemble des documents remis par la Collectivité au Siéml préalablement à la signature du procès-verbal.

ARTICLE 8 : RESPONSABILITÉS ET ASSURANCES

La Collectivité demeure assurée au titre de la responsabilité civile du propriétaire des biens mis à disposition du Siéml.

Cependant, dans le cadre de la mise à disposition des biens, le Siéml assume l'ensemble des droits et obligations attachés à ces biens, en lieu et place de la Collectivité propriétaire. A ce titre, il est substitué dans les contrats d'assurance préalablement passés et en cours, pour les risques liés aux biens et à leur exploitation pour les activités menées dans le cadre des compétences transférées. Les assurances en cours concernés par la substitution sont mentionnées dans la liste des contrats en cours jointe en annexe.

Sur les biens remis et affectés uniquement à la mise en œuvre des compétences transférées, le Siéml reconnaît assumer la responsabilité des dommages causés par lesdits biens ou leur exploitation au titre de contentieux indemnitaires engagés après la date du transfert de compétences.

Le Siéml reconnaît également être responsable des dommages résultants desdits biens ou de leur exploitation avant la mise à disposition au titre de contentieux – ou de demandes préalables – introduits avant cette date.

En cas de destruction, le Siéml percevra les indemnités de sinistre en tant que titulaire du contrat d'assurance.

ARTICLE 9 : DURÉE DE LA MISE À DISPOSITION

La mise à disposition a pris effet à la date du transfert des compétences pour l'exercice de laquelle les biens sont utilisés. Elle prendra fin concernant les biens qui cesseront d'être affectés à la mise en œuvre des compétences transférées.

Au terme de la mise à disposition, à l'exclusion des biens mobiliers de remplacement, la Collectivité propriétaire recouvrira l'ensemble de ses droits et obligations sur les biens concernés. Ces derniers lui sont restitués et réintégrés dans son patrimoine pour leur valeur nette comptable, augmentée des adjonctions effectuées par le Siéml, le cas échéant.

Parallèlement, les financements afférents aux biens mis à disposition, emprunts et subventions transférables ainsi que les amortissements pratiqués, sont réintégrés dans la comptabilité de la Collectivité propriétaire des biens.

ARTICLE 10 : LITIGES

En cas de litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution du présent procès-verbal, les parties s'efforceront de rechercher un accord amiable. En cas de désaccord persistant, le litige sera porté à l'appréciation du tribunal administratif compétent.

ARTICLE 11 : PUBLICITÉ FONCIÈRE

Le présent procès-verbal sera publié par le Siéml au service de la publicité foncière.

ARTICLE 12 : ANNEXES

Sont joints au présent procès-verbal les documents suivants dont ils font parties intégrantes :
(cocher la ou les case(s) correspondante(s)) :

- ☒ annexe 1 : copies certifiées conformes des délibérations concordantes de l'organe délibérant des paries, relative au transfert de compétences ;
- ☐ annexe 2 : désignation des immeubles ;
- ☒ annexe 3 : désignation des meubles et immeubles par destination ;
- ☒ annexe 4 : plan de localisation des biens mis à disposition ;
- ☒ annexe 5 : liste des contrats en cours ;
- ☒ annexe 6 : état des lieux des locaux ;
- ☐ annexe 7 : division en volumes des locaux.

Fait en deux (2) exemplaires originaux,

A Écouflant,

Le

Pour le Siéml,
Le Président,
Monsieur Jean-Luc DAVY

A

Le

Pour la Collectivité,
Le Maire,
Madame Sandrine BELLEUT

ANNEXE N° 1 – DÉLIBÉRATIONS CONCORDANTES RELATIVE AU TRANSFERT DE COMPÉTENCES

Cf. copies jointes des délibérations de l'organe délibérant de la Collectivité et du Siéml.

PROJET

ANNEXE N° 2 – DÉSIGNATION DES IMMEUBLES

DÉSIGNATION DES IMMEUBLES						
N° du plan cadastral	Lieu-dit ou rue et numéro de rue	Situation (commune + code postal)	Zonage PLU, PLUI, CC, RNU	N° d'inventaire de la Collectivité	Date d'acquisition	Valeur d'acquisition
/	/	/	/	/	/	/
/	/	/	/	/	/	/
/	/	/	/	/	/	/
/	/	/	/	/	/	/

ANNEXE N° 3 – DÉSIGNATION DES MEUBLES ET IMMEUBLES PAR DESTINATION

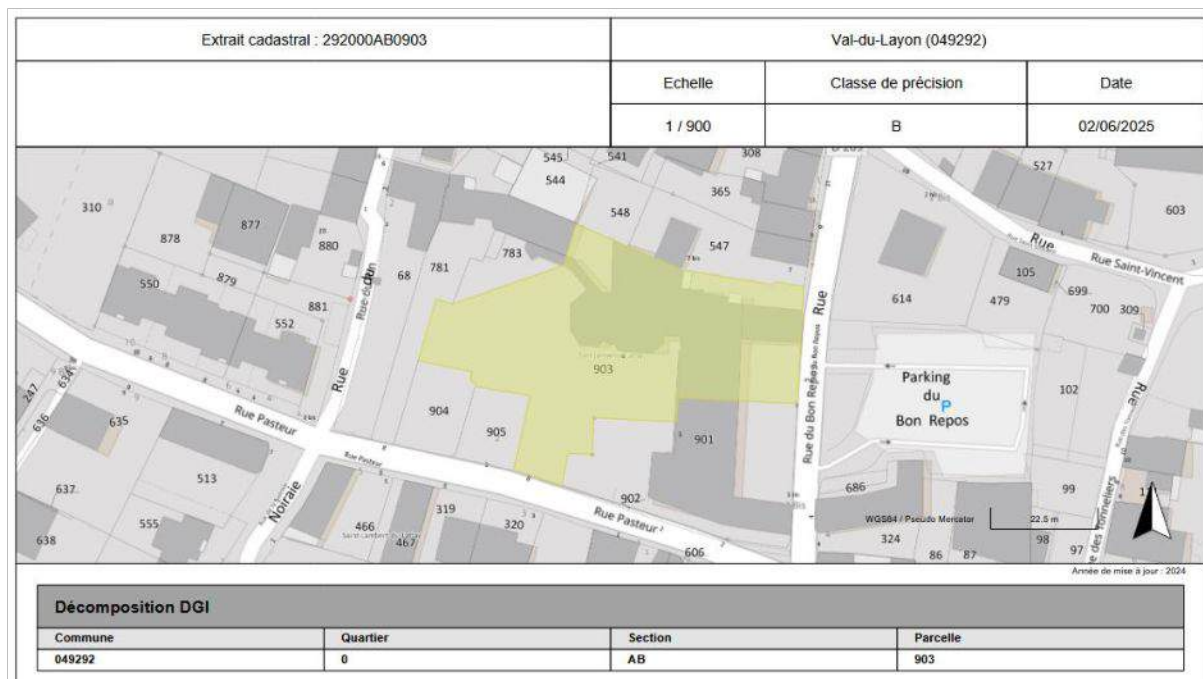
DÉSIGNATION DES MEUBLES ET IMMEUBLES PAR DESTINATION												
Nature	Nombre d'unités ou nombre de mètres linéaires	Emplacement du bien				N° d'inventaire de la Collectivité	Date d'acquisition	Valeur d'acquisition	Valeur d'amortissement	Valeur de remplacement	Valeur nette comptable	Etat d'entretien et informations complémentaires
		Section cadastrale	N° du plan cadastral	Lieu-dit ou rue et numéro de rue	Situation (commune + code postal)							
Chaudière	1	AB	903	5 rue du Bon Repos	49750 Saint-Lambert-du-Lattay	??	??	??	??	??	??	L'état d'entretien des principaux équipements de la chaudière est indiqué ci-dessous

Etat d'entretien des principaux équipements :

Elément	Très bon état	Bon état	Etat moyen	Mauvais état	Etat d'entretien et informations complémentaires
Chaudière bois	X				Chaudière de marque Hargassner type Classic Lambda 60 kW
Silo maçonné	X				Silo maçonné sur mesure
Circulateur et vannes 3 voies	X				Module Hargassner MHM-32-1bp
Vase expansion	X				Vase expansion de 200 litres
Compteurs	X				Compteurs d'énergie de marque Kamstrup type Multical 403
Porte accès chaudière	X				Porte respectant la norme CF
Porte accès silo			X		La porte n'est pas étanche ce qui entraîne le passage de poussière lors du remplissage du silo
Plafond chaudière et silo	X				Plafond respectant la norme CF
Sol	X				Sol en béton

ANNEXE N° 4 – PLANS DE LOCALISATION DES BIENS MIS À DISPOSITION

Cf. copies jointes des plans de localisation des biens immeubles ainsi que, le cas échéant, les plans de localisation des biens meubles et immeubles par destination.



ANNEXE N° 6 – ÉTAT DES LIEUX DES LOCAUX

☒ ENTRÉE

Date d'entrée : 01/09/2025

☐ SORTIE

Date de sortie :/...../.....

LE PROPRIÉTAIRE

La commune de Val-du-Layon

N° SIRET : 200 056 034 00016

Siège social : 11 rue Rabelais, 49190 Val-du-Layon

Représentant : Madame Sandrine BELLEUT, Maire

L'OCCUPANT

Le Syndicat Intercommunal d'Energies de Maine-et-Loire – Siéml,

N° SIRET : 254 901 309 00032,

Siège social : ZAC de Beuzon, 9 route de la Confluence, Écouflant, CS60145, 49001 ANGERS Cedex 01,

Représentant : Monsieur Jean-Luc DAVY, Président

LES LOCAUX

Dénomination : Chaufferie du pôle enfance de Saint Lambert du Lattay

Superficie : 25 m²

Nombres de pièces : 1

Adresse : 5 rue du Bon Repos, 49750 Saint-Lambert-du-Lattay

CARACTÉRISTIQUES ÉNERGÉTIQUES



- ☐ Électricité
- ☐ Gaz naturel
- ☐ Individuel
- ☐ Collectif



- ☐ Électricité
- ☐ Gaz naturel
- ☐ Individuel
- ☐ Collectif



ELECTRICITE

Numéro de compteur

N° : _____

Relevé de compteur

HP : _____

HC : _____

EAU



Eau froide :

Relevé de compteur



Eau chaude :

Relevé de compteur



GAZ

Numéro de compteur

N° : _____

Relevé de compteur

HP : _____

HC : _____

Le local est non chauffé, les compteurs d'électricité et d'eau pour le fonctionnement des installations est mise à disposition gratuitement.

ÉQUIPEMENTS, AMÉNAGEMENTS, DIVERS

Élément	Très bon état	Bon état	Etat moyen	Mauvais état	Commentaires
Local chaufferie/silo		X			Cf. description ci-dessous

Dans la partie commentaire des pages suivantes, vous pouvez préciser les dommages existants à signaler et des détails sur chaque élément comme le type de fenêtre (porte-fenêtre, velux, bois, PVC...) , de vitrage (double, simple), de sol (parquet massif, moquette...), de revêtement mural (peinture, crépis, papier peint...).

PIÈCE n° 1 : local chaufferie / silo

Élément	Très bon état	Bon état	Etat moyen	Mauvais état	Commentaire
Portes, menuiserie				X	La porte entre le silo et la chaufferie n'est pas étanche, ni coupe-feu
Fenêtres (vitres et volets)					Néant
Plafond	X				
Sol	X				
Plinthes					Néant
Murs	X				
Chauffage / tuyauterie	X				
Prises et interrupteurs	X				
Eclairage	X				
Rangement / placard					Néant
Autres commentaires :					

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

CLÉS

Type de clé	Nombre	Date de remise	Commentaire
Chaufferie	1	1/09/2025	

Fait en deux (2) exemplaires originaux,

A

Le

Pour l'OCCUPANT,
Le Président du Siéml,
Jean-Luc DAVY

Lu et approuvé ⁽¹⁾

A

Le

Pour le PROPRIÉTAIRE,
Le

Lu et approuvé ⁽¹⁾

⁽¹⁾Signature précédée de la mention « lu et approuvé » après paraphe ou signature de toutes les pages de l'état des lieux.

ANNEXE N° 7 – DIVISION EN VOLUMES DES LOCAUX

Cf. copie jointe du descriptif de division en volumes établi par un géomètre expert.

PROJET

CONVENTION INDIVIDUELLE

Production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable

Entre :

Le Syndicat Intercommunal d'Energies de Maine-et-Loire – Siéml

Syndicat mixte fermé enregistré sous le numéro SIRET 254 901 309 00032, dont le siège social est situé ZAC de Beuzon, 9 route de la Confluence, Écouflant, CS60145, 49001 ANGERS Cedex 01, représenté par son Président, Monsieur Jean-Luc DAVY, dûment habilité à signer la présente convention au nom et pour le compte du Siéml par la délibération du comité syndical n° 57/2024 du 2 juillet 2024,

ci-après désigné « *le Siéml* »,

Et :

La commune de Montrevault-sur-Èvre, représentée par Christophe Dougé, son Maire, autorisé par délibération en date du 27/03/2025

désignée en annexe 1a de la présente convention,

ci-après désigné « *la collectivité* »,

Ci-après désignée individuellement « *une partie* » ou collectivement « *les parties* »,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2224-38 et L. 5711-1 et suivants ;

Vu le code de l'énergie ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu les statuts du Siéml, modifiés en dernier lieu par l'arrêté préfectoral n° 2019-122 du 14 août 2019 ;

Vu le règlement d'exercice de la compétence « *production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable* », modifié en dernier lieu par la délibération du Comité syndical du Siéml n° 57/2024 du 2 juillet 2024 ;

Les parties sont convenus ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de compléter le règlement d'exercice de la compétence « *production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable* » susvisé ; en vue de déterminer précisément les conditions et modalités techniques, opérationnelles et financières selon lesquelles le Siéml effectue, dans le cadre de la compétence transférée par la collectivité au Siéml, la réalisation, le développement et l'exploitation d'installations de production et de distribution, par réseaux techniques, de chaleur renouvelable, pour la mise en œuvre du projet décrit en annexe 1 à la présente convention.

ARTICLE 2 – DESCRIPTION DU PROJET

La description du projet, mentionnée en annexe 1a de la présente convention, présente :

- la destination et la localisation des installations techniques,
- le(s) bâtiment(s) desservi(s) par le réseau technique de distribution de chaleur renouvelable ;
- les installations envisagées pour la mise en œuvre du projet ;
- les travaux qu'il est prévu de réaliser.

Le projet pourra être modifié, notamment pour prendre en compte les modifications apportées au projet initial à l'initiative de la collectivité comme à l'initiative du Siéml, selon les conditions et modalités prévues par le règlement d'exercice de la compétence.

Les modifications apportées au projet donneront lieu à une description des installations techniques installées et travaux effectivement réalisés, qui fera l'objet de l'annexe 1b établie à la fin des travaux et sera jointe à la présente convention par avenant.

ARTICLE 3 – DISPOSITIONS FINANCIÈRES

La participation financière de la collectivité au projet, son recouvrement annuel ainsi que les conditions et modalités de sa modification en cours d'exécution de la présente convention, sont déterminés par le règlement d'exercice de la compétence et sa délibération annuelle prise par le Comité Syndical du Siéml.

La participation prévisionnelle de la collectivité est détaillée à l'annexe 2a, jointe à la présente convention.

La participation définitive de la collectivité est détaillée à l'annexe 2b établie à la fin des travaux, qui sera jointe à la présente convention par avenant.

La participation due par la collectivité en cas d'abandon du projet quel qu'en soit le motif est déterminée à l'annexe 2c, qui sera jointe à la convention par avenant.

Dans l'hypothèse où le montant réel des participations et aides perçues par le Siéml est différent du montant prévisionnel, le montant total de la participation financière de la collectivité pourra faire l'objet d'une modification, par avenant.

ARTICLE 4 – BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES

Les biens nécessaires à l'exercice de la compétence transférée ou utilisés à cette fin, mis à la disposition du Siéml par la collectivité conformément au règlement d'exercice de la compétence, sont décrits à l'annexe 1a, jointe à la présente convention.

Les biens qui, sans être nécessaire à l'exercice de la compétence transférée, conditionne ou détermine l'accès aux installations ou son bon fonctionnement, et auquel la collectivité s'engage à garantir l'accès efficient sans délai au Siéml conformément au règlement d'exercice de la compétence, sont décrits à l'annexe 1a, jointe à la présente convention.

ARTICLE 5 – DÉROULEMENT DES TRAVAUX

Les travaux sont réalisés conformément au règlement de l'exercice de la compétence et au présent article.

5.1. Les travaux

Le Siéml informe, par email ou courrier, la collectivité des travaux qui seront entrepris dans le cadre de la réalisation des équipements nécessaires à la mise en œuvre du projet visé à l'article 2 et aux aménagements prévus sur les biens et dans les locaux mis à disposition. Cette information sera transmise au moins trois (3) jours ouvrés avant le début des travaux.

A la suite de la mise en service de l'installation, le Siéml informe, par email ou courrier, la collectivité des travaux qu'il peut être amené à effectuer sur la chaufferie et ses accessoires afin de procéder à son maintien en bon état d'entretien, de fonctionnement, de sécurité et de propreté, au moins trois (3) jours ouvrés avant le début de la réalisation des travaux.

Aussitôt après l'achèvement des travaux, le Siéml veille à ce que tous les décombres soient enlevés.

5.2. La réception des ouvrages

Lorsque les travaux sont achevés et que les ouvrages sont prêts à être mis en service, le Siéml en avise la collectivité.

Le Siéml fixe alors une date pour la réception de ces travaux et l'établissement du procès-verbal de réception des travaux qu'il établira. Dans le cas où des réserves sont constatées, un nouveau procès-verbal sera établi pour lever l'ensemble des réserves.

5.3. La mise en service

Le procès-verbal de réception des travaux, avec ou sans réserve, dont la date de signature déterminera la date de mise en service de l'ouvrage, sera annexé à la présente convention (annexe 3).

ARTICLE 6 – OBLIGATIONS DES PARTIES

Les obligations des parties pour l'exercice de la compétence sont définies par le règlement d'exercice de la compétence ainsi que par le présent article.

6.1. Obligations du Siéml

Le Siéml s'engage à :

- maintenir en bon état d'entretien, de fonctionnement, de sécurité, la chaufferie, notamment dans sa fonction de production de chaleur ;
- occuper les lieux mis à disposition conformément à leur destination prévue à l'annexe 1a de la présente convention ;
- mettre en place toutes les solutions possibles pour exploiter au mieux les équipements nécessaires à l'exercice de la compétence ;
- laisser circuler librement les agents en charge de l'entretien et de la surveillance ou élus de la collectivité, sur les emplacements mis à disposition dans le cadre de la seule conduite de la chaufferie ;
- souscrire les assurances qui couvriront les différents risques afférents à l'exercice de la compétence en cause et qui correspondent aux risques normaux de ce type d'exploitation.

6.2. Obligations de la collectivité

La collectivité s'engage à respecter le règlement d'exercice de la compétence « *production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable* » du Siéml et à conclure avec le Siéml, si l'organisation des services le requiert, une convention en vue de permettre au Siéml de maintenir en bon état de sécurité et de propreté, la chaufferie, ses abords et les bâtiments d'accueil des installations.

La collectivité s'engage à réaliser les missions de maintenance de premier niveau de la chaufferie, à savoir :

- s'assurer de l'état de fonctionnement de la chaufferie;
- informer le Siéml du niveau des combustibles dans le silo en vue du lancement des demandes d'approvisionnement auprès du prestataire mandaté par le Siéml ;
- assurer la réception des livraisons de combustibles et s'assurer que les obligations prévues dans le contrat de fourniture (propreté, calibrage, humidité...) sont bien respectées puis compléter le tableau de suivi des réceptions du combustible qui sera présent en chaufferie. En cas de non-respect, la livraison devra être refusée, l'utilisation d'un combustible de mauvaise qualité pouvant engendrer de graves dysfonctionnements des installations ;
- retirer les cendres de la chaudière granulée de bois selon les prescriptions techniques du constructeur. Le Siéml ne pourrait être tenu pour responsable si la chaudière est à l'arrêt à cause du cendrier qui n'aurait pas été vidé ;
- évacuer les cendres ;
- maintenir l'alimentation électrique de la chaufferie ;
- maintenir l'alimentation en eau potable de la chaufferie ;
- avertir sans délai le Siéml en vue de permettre toute intervention, dans le cadre du contrat d'entretien/d'exploitation, de l'opérateur économique désigné par le Siéml.

La collectivité s'engage également à :

- laisser au Siéml, ainsi qu'à l'entreprise de maintenance qui sera retenue, un libre accès au(x) bâtiment(s) et parcelle(s) mentionnés à l'annexe 1a de la présente convention, pour la bonne exécution de la compétence transférée ;
- informer le Siéml, un (1) mois avant leur mise en œuvre effective, des modifications apportées aux accès à la chaufferie et aux abords de la chaufferie, sauf en cas d'urgence ;
- aviser le Siéml de toute opération d'évolution des bâtiments raccordés, le Siéml étant seul à déterminer de la faisabilité technique et opérationnelle du raccordement ;
- souscrire les polices d'assurances nécessaires à ses activités et celles relatives au(x) bâtiment(s) chauffé(s) ;
- inscrire chaque année le montant de la contribution liée à la présente convention à son budget ;
- échanger à l'amiable de toutes les problématiques pouvant survenir dans le cadre de l'exercice de la compétence transférée.

ARTICLE 7 – DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de l'accomplissement de l'ensemble des formalités lui donnant un caractère exécutoire.

Elle prend effet à compter de sa notification par le Siéml dans sa version signée par le représentant de chaque partie, pour une durée de vingt (20) ans à compter de la date de mise en service par le Siéml installations techniques. La date est celle de la signature du procès-verbal de réception des travaux qui sera joint à la présente convention en annexe 3.

ARTICLE 8 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION

8.1. Résiliation de plein droit

La présente convention prend fin de plein droit, de manière anticipée, en cas de reprise de la compétence « production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable » par la Commune dans les conditions prévues à l'article 7 des statuts du Siéml. La résiliation prend effet au jour de la reprise de la compétence.

Elle prend également fin de plein droit, en cas de survenance d'un événement extérieur et indépendant de la volonté des parties, conduisant à la fin d'exploitation de l'équipement.

8.2. Résiliation unilatérale

convention peut être résiliée par l'une des parties pour toute autre cause que la faute de l'une des parties à la présente convention.

La convention peut également être résiliée par l'une des parties en cas de faute de l'autre partie, après mise en demeure de la partie défaillante de se conformer à ses obligations et restée en tout ou partie sans effet.

En cas de résiliation de la présente convention par l'une des parties, celle-ci ne prend effet qu'après un délai de six (6) mois après la réception par l'autre partie de la lettre en recommandé avec accusé de réception notifiant la décision de résiliation.

8.3. Résiliation amiable

La convention peut également être résiliée d'un commun accord entre les parties par échanges de courriers avec accusé de réception effectués préalablement à la conclusion d'un avenant de résiliation dans les mêmes formes et conditions que la conclusion de la présente convention.

ARTICLE 8 – EFFET DU TERME DE LA CONVENTION

Au terme de la présente convention pour quelque cause que ce soit, la mise en œuvre du projet par le Siéml cessera.

Dans l'hypothèse où la convention prend fin de manière anticipée, pour quelque cause que ce soit, le Siéml percevra de la collectivité une indemnité correspondant aux dépenses d'investissements pour la réalisation des installations techniques :

- effectivement engagées au jour où la convention prend fin, et n'ayant pas déjà donné lieu au versement d'une participation financière de la collectivité ;
- restant à courir jusqu'au terme de la durée prévisionnelle de la convention ainsi que, le cas échéant, tous les autres frais de résiliation liés aux contrats conclus par le Siéml dans le cadre de l'exercice de la compétence.

L'indemnité due au Siéml par la collectivité inclura, le cas échéant, les dépenses de résiliation des contrats qu'il a conclu pour l'exercice de la compétence.

L'échéance de la convention pour quelque cause que ce soit ne donne lieu au versement d'aucune indemnité par le Siéml à la collectivité.

ARTICLE 9 – MODIFICATION

La présente convention pourra être modifiée par voie d'avenant conclu selon les mêmes conditions et modalités que la convention initiale, notamment pour prendre en compte les modifications apportées au projet initial à l'initiative de la collectivité comme à l'initiative du Siéml ou encore pour prendre en compte une différence éventuelle entre le montant prévisionnel et le montant définitif des participations et aides perçues par le Siéml et leurs conséquences sur les part fixe, variable et forfaitaire de la participation financière de la collectivité.

La modification de la convention ne pourra, en aucun cas, être déduite soit de la passivité de l'une ou de l'autre des parties, soit même de simples tolérances quelles qu'en soient la fréquence et la durée, la collectivité et le Siéml restant toujours libres d'exiger la stricte application des clauses et stipulations qui n'auraient pas fait l'objet d'une modification expresse ou écrite.

ARTICLE 10 – LITIGES

Les parties s'engagent à régler à l'amiable tout différend résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention.

A défaut de règlement amiable, le litige est porté, à la diligence de l'une ou l'autre partie, devant le tribunal compétent.

ARTICLE 11 – ANNEXES

Sont annexés à la présente convention initiale les pièces suivantes à valeur contractuelle :

- ANNEXE 1a : description du projet
- ANNEXE 2a : participation financière prévisionnelle

Seront, en tant que besoin, annexés à la présente convention par voie d'avenant, les pièces suivantes à valeur contractuelle :

- ANNEXE 1b : description des installations et travaux effectivement réalisés
- ANNEXE 2b : participation financière définitive
- ANNEXE 2c : participation financière en cas d'abandon du projet
- ANNEXE 3 : procès-verbal de réception des travaux

Fait en autant d'exemplaires originaux que de parties,

À Saint-Pierre-Montlimart, le 28/03/2025
Pour la collectivité,
Le Maire / Le Président
C. BOUGE

À Écouflant, le
Pour le Siéml,
Le Président,
Jean-Luc DAVY



ANNEXE N° 1a – DESCRIPTION DU PROJET

DÉSIGNATION DE LA COLLECTIVITÉ

Collectivité : Commune de Montrevault-sur-Èvre.....

Adresse : 2 rue Arthur Gibouin – Montrevault – 49110 MONTREVAULT-SUR-ÈVRE.....

Nom et prénom de l'élu référent : Thierry GOYET.....

Fonction : Adjoint au patrimoine bâti.....

Téléphone : 02 44 09 04 74.....

Mail : services.techniques@montrevaultsurevre.fr

FONDEMENTS JURIDIQUES SPÉCIFIQUES AU PROJET

- délibération du conseil municipal de Montrevault-sur-Èvre du 06/07/2023, approuvant le transfert de sa compétence « *production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable* » au Siéml et choisissant comme source de chaleur renouvelable l'énergie bois ;
- délibération du Comité syndical du Siéml n°72/2023 en date du 17/10/2023, approuvant le transfert « *production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable* » de la commune de Montrevault-sur-Èvre source de chaleur renouvelable l'énergie bois ;
- demande du 24/06/2024 d'étude de conception d'une chaufferie bois pour le centre culturel de Montrevault ;
- Délibération du conseil municipal de Montrevault-sur-Èvre du [date], approuvant le projet de convention individuelle.

NOM DU PROJET

Chaufferie bois pour le centre culturel de Montrevault ;

LOCALISATION DU PROJET

Destination	Centre culturel
Nombre de bâtiment(s) desservi(s)	1
Adresse	Rue Julien Rousseau, 49110 Montrevault-sur-Èvre
Parcelle(s) d'implantation des installations	Parcelle(s) cadastrée(s) section AB n°0195

BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES

BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES MIS À DISPOSITION	BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES MIS À DISPOSITION SOUMIS AU DROIT D'ACCÈS
<p>Les biens mis à disposition du Siéml par la collectivité sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> Local actuel de la chaufferie du centre culturel 	<p>Les biens pour lesquels le Siéml bénéficie d'un droit d'accès sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> Accès au centre culturel

DESCRIPTION DES INSTALLATIONS

La description des équipements qu'il est prévu d'installer pour la mise en œuvre du projet est la suivante :

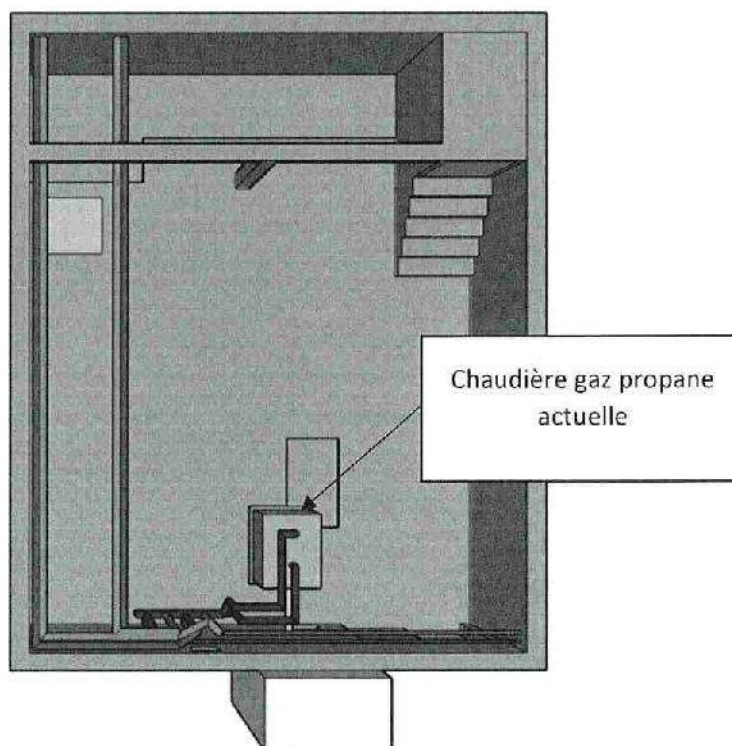
- La chaufferie est située dans le local chaufferie actuelle. Y seront installés les éléments suivants :
 - Chaudière bois granulés de 32 kW
 - Ballon tampon
 - Panoplie hydraulique avec deux départs distincts, y compris organes de sécurité, distribution, vannes 3 voies, circulateurs et vase d'expansion
 - Silo de stockage du bois

DESCRIPTION DES TRAVAUX

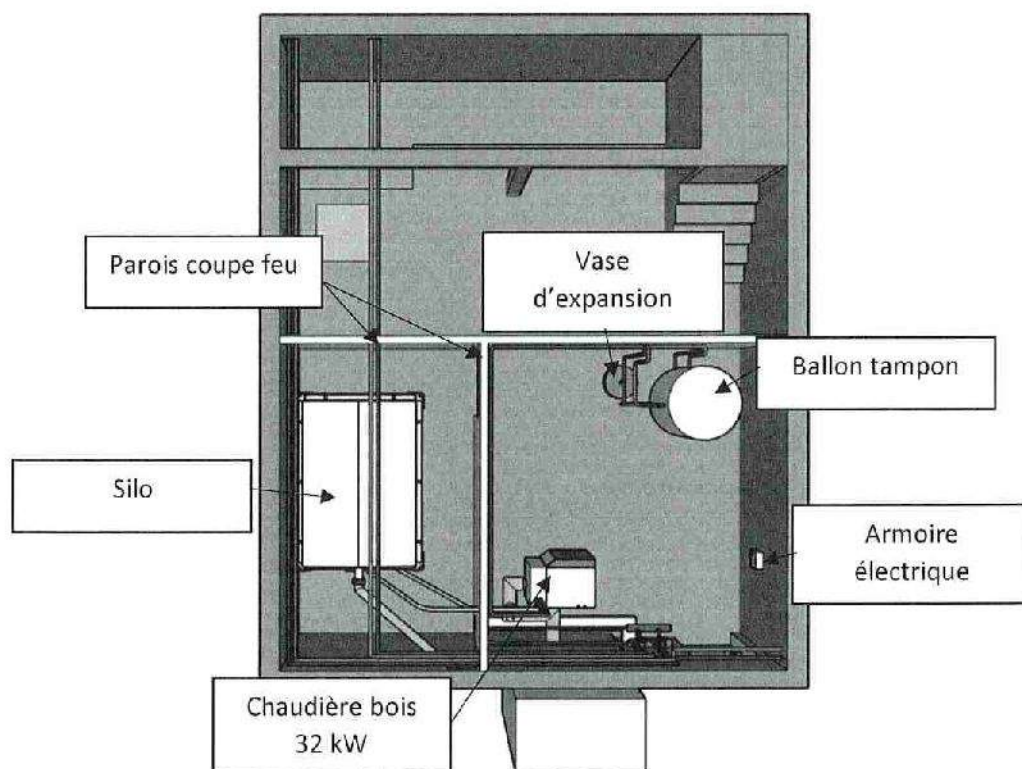
La description des travaux qu'il est prévu de réaliser est la suivante :

- La dépose et l'évacuation de l'installation de chauffage existante
- La démolition des socles existants
- La réalisation de parois verticales coupe-feu en plaques de plâtres
- La fourniture et la pose de menuiseries neuves coupe-feu pour la chaufferie et le silo
- La création des ventilations pour la chaufferie et le silo
- L'installation des équipements de chauffage : Chaudière, silo, ballon tampon, équipements hydrauliques, départs, électricité, etc.
- Le raccordement de l'installation de chauffage (AEP, électricité, Internet, Réseau hydraulique des bâtiments)

Plan de l'existant :



Plan projeté



ANNEXE N° 2a – PARTICIPATION FINANCIÈRE PRÉVISIONNELLE

PART FIXE

Plan de financement prévisionnel du projet

Plan de financement prévisionnel				
Investissements		Recettes		
Travaux	60 045 € HT	Siéml	16 000 €	22 %
TVA	12 009 € TVA	ADEME	12 474 €	17 %
		FCTVA	11 819,74 €	16 %
		Participation	31 760,26 €	44 %
Total	72 054 € TTC	Total	72 054 €	100 %

Montant prévisionnel de la part fixe

La part fixe de la participation de la collectivité correspond aux montants prévisionnels suivants :

Montant prévisionnel total	31 760,26 € TTC
Montant prévisionnel annuel	1 588,01 € TTC / an

PART VARIABLE

Combustibles : <input checked="" type="checkbox"/> Bois. Quantité estimée : 7,60 T/an <input type="checkbox"/> Géothermie. Quantité électricité estimée : Kwh/an	2 508 € / an
Entretien, maintenance, réparations	700 € / an
Divers	100 € / an

PART UNITAIRE

Participation pour frais de gestion	400 € / an
-------------------------------------	------------

PARTICIPATION ANNUELLE

MONTANT TOTAL PRÉVISIONNEL Part fixe + part variable + part unitaire	5 296,01 € / an
--	------------------------

ANNEXE N° 1b – DESCRIPTION DES INSTALLATIONS ET TRAVAUX EFFECTIVEMENT RÉALISÉS

AVENANT N° xx

La présente annexe, jointe à la convention par avenant, a pour objet de prendre en compte les modifications apportées au projet initial, à l'initiative de la collectivité comme à l'initiative du Siéml.

Elle décrit ci-après, à la fin des travaux :

- les biens effectivement concernés par l'exercice de la compétence ;
- les installations techniques effectivement réalisées ;
- et travaux définitifs.

BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES

BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES MIS À DISPOSITION	BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES MIS À DISPOSITION SOUMIS AU DROIT D'ACCÈS
<p>Les biens mis à disposition du Siéml par la collectivité sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • [à préciser] • [à préciser] • [à préciser] 	<p>Les biens pour lesquels le Siéml bénéficie d'un droit d'accès sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • [à préciser] • [à préciser] • [à préciser]

DESCRIPTION DES INSTALLATIONS RÉALISÉES

DESCRIPTION DES TRAVAUX DÉFINITIFS

Fait en autant d'exemplaires originaux que de parties,

À [lieu], le [date]

Pour la collectivité,

Le Maire / Le Président

À [lieu], le [date]

Pour le Siéml,

Le Président,

Jean-Luc DAVY

ANNEXE N° 2b – PARTICIPATION FINANCIÈRE DÉFINITIVE

AVENANT N° xx

La présente annexe, jointe à la convention par avenant, a pour objet de décrire ci-après, à la fin des travaux les part fixe, variable et forfaitaire définitives de la participation financière de la collectivité.

PART FIXE

Plan de financement définitif du projet

Plan de financement définitif				
Investissements		Recettes		
Maitrise d'œuvre	xx € TTC	Siéml	xx €	xx %
Etudes annexes (CT, CSPS, etc.)	xx € TTC	ADEME	xx €	xx %
Travaux	xx € TTC	FCTVA	xx €	xx %
TVA	xx € TTC	Participation	xx €	xx %

Total	xx € TTC	Total	xx €	100 %
--------------	-----------------	--------------	-------------	--------------

Montant définitif de la part fixe

Montant prévisionnel total	xx € TTC
Montant prévisionnel annuel	xx € TTC / an

PART VARIABLE

Combustibles : <input type="checkbox"/> Bois. Quantité estimée : xx T/an	xx € / an
<input type="checkbox"/> Géothermie. Quantité électricité estimée : xx Kwh/an	
Entretien, maintenance, réparations	xx € / an
Divers	xx € / an

PART UNITAIRE

Participation pour frais de gestion	xx € / an
-------------------------------------	-----------

PARTICIPATION ANNUELLE

Montant TOTAL prÉvisionnel	xx € / an
Part fixe + part variable + part unitaire	

Fait en autant d'exemplaires originaux que de parties,

À [lieu], le [date]

Pour la collectivité,

Le Maire / Le Président

À [lieu], le [date]

Pour le Siéml, le Président,

Jean-Luc DAVY

ANNEXE N° 2c – PARTICIPATION FINANCIÈRE EN CAS D'ABANDON DU PROJET

AVENANT N° xx

La présente annexe, jointe à la convention par avenant, a pour objet de déterminer la participation financière de la collectivité en cas d'abandon du projet pendant la phase de conception.

PART FORFAITAIRE

Participation aux dépenses externes	
Nature des dépenses externes	Montant
architecte	xx € TTC
bureaux d'études	xx € TTC
contrôle technique	xx € TTC
géomètre	xx € TTC
publication	xx € TTC
frais de résiliation de contrats ou indemnisation des cocontractants	xx € TTC
Etc.	xx € TTC
Total	xx € TTC

PART UNITAIRE

Participation pour frais de gestion	xx €
xx % x (part forfaitaire)	

Fait en autant d'exemplaires originaux que de parties,

À [lieu], le [date]

Pour la collectivité,

Le Maire / Le Président

À [lieu], le [date]

Pour le Siéml, le Président,

Jean-Luc DAVY

ANNEXE N° 3 – PROCÈS-VERBAL DE RÉCÉPTION DES TRAVAUX

AVENANT N° xx

Annexe complétée à la fin des travaux

Fait en autant d'exemplaires originaux que de parties,

À [lieu], le [date]

Pour la collectivité,

Le Maire / Le Président

À [lieu], le [date]

Pour le Siéml, le Président,

Jean-Luc DAVY

CONVENTION INDIVIDUELLE

Production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable

Entre :

Le Syndicat Intercommunal d'Energies de Maine-et-Loire – Siéml

Syndicat mixte fermé enregistré sous le numéro SIRET 254 901 309 00032, dont le siège social est situé ZAC de Beuzon, 9 route de la Confluence, Écouflant, CS60145, 49001 ANGERS Cedex 01, représenté par son Président, Monsieur Jean-Luc DAVY, dûment habilité à signer la présente convention au nom et pour le compte du Siéml par la délibération du comité syndical n° 57/2024 du 2 juillet 2024,

ci-après désigné « *le Siéml* »,

Et :

La commune de Montrevault-sur-Èvre, représentée par Christophe Dougé, son Maire, autorisé par délibération en date du ~~23.10.2025~~ **23.10.2025**,

désignée en annexe 1a de la présente convention,

ci-après désigné « *la collectivité* »,

Ci-après désignée individuellement « *une partie* » ou collectivement « *les parties* »,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2224-38 et L 5711-1 et suivants ;

Vu le code de l'énergie ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu les statuts du Siéml, modifiés en dernier lieu par l'arrêté préfectoral n° 2019-122 du 14 août 2019 ;

Vu le règlement d'exercice de la compétence « *production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable* », modifié en dernier lieu par la délibération du Comité syndical du Siéml n° 57/2024 du 2 juillet 2024 ;

Les parties sont convenus ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de compléter le règlement d'exercice de la compétence « *production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable* » susvisé ; en vue de déterminer précisément les conditions et modalités techniques, opérationnelles et financières selon lesquelles le Siéml effectue, dans le cadre de la compétence transférée par la collectivité au Siéml, la réalisation, le développement et l'exploitation d'installations de production et de distribution, par réseaux techniques, de chaleur renouvelable, pour la mise en œuvre du projet décrit en annexe 1 à la présente convention.

ARTICLE 2 – DESCRIPTION DU PROJET

La description du projet, mentionnée en annexe 1a de la présente convention, présente :

- la destination et la localisation des installations techniques,
- le(s) bâtiment(s) desservi(s) par le réseau technique de distribution de chaleur renouvelable ;
- les installations envisagées pour la mise en œuvre du projet ;
- les travaux qu'il est prévu de réaliser.

Le projet pourra être modifié, notamment pour prendre en compte les modifications apportées au projet initial à l'initiative de la collectivité comme à l'initiative du Siéml, selon les conditions et modalités prévues par le règlement d'exercice de la compétence.

Les modifications apportées au projet donneront lieu à une description des installations techniques installées et travaux effectivement réalisés, qui fera l'objet de l'annexe 1b établie à la fin des travaux et sera jointe à la présente convention par avenant.

ARTICLE 3 – DISPOSITIONS FINANCIÈRES

La participation financière de la collectivité au projet, son recouvrement annuel ainsi que les conditions et modalités de sa modification en cours d'exécution de la présente convention, sont déterminés par le règlement d'exercice de la compétence et sa délibération annuelle prise par le Comité Syndical du Siéml.

La participation prévisionnelle de la collectivité est détaillée à l'annexe 2a, jointe à la présente convention.

La participation définitive de la collectivité est détaillée à l'annexe 2b établie à la fin des travaux, qui sera jointe à la présente convention par avenant.

La participation due par la collectivité en cas d'abandon du projet quel qu'en soit le motif est déterminée à l'annexe 2c, qui sera jointe à la convention par avenant.

Dans l'hypothèse où le montant réel des participations et aides perçues par le Siéml est différent du montant prévisionnel, le montant total de la participation financière de la collectivité pourra faire l'objet d'une modification, par avenant.

ARTICLE 4 – BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES

Les biens nécessaires à l'exercice de la compétence transférée ou utilisés à cette fin, mis à la disposition du Siéml par la collectivité conformément au règlement d'exercice de la compétence, sont décrits à l'annexe 1a, jointe à la présente convention.

Les biens qui, sans être nécessaire à l'exercice de la compétence transférée, conditionne ou détermine l'accès aux installations ou son bon fonctionnement, et auquel la collectivité s'engage à garantir l'accès efficient sans délai au Siéml conformément au règlement d'exercice de la compétence, sont décrits à l'annexe 1a, jointe à la présente convention.

ARTICLE 5 – DÉROULEMENT DES TRAVAUX

Les travaux sont réalisés conformément au règlement de l'exercice de la compétence et au présent article.

5.1. Les travaux

Le Siéml informe, par email ou courrier, la collectivité des travaux qui seront entrepris dans le cadre de la réalisation des équipements nécessaires à la mise en œuvre du projet visé à l'article 2 et aux aménagements prévus sur les biens et dans les locaux mis à disposition. Cette information sera transmise au moins trois (3) jours ouvrés avant le début des travaux.

A la suite de la mise en service de l'installation, le Siéml informe, par email ou courrier, la collectivité des travaux qu'il peut être amené à effectuer sur la chaufferie et ses accessoires afin de procéder à son maintien en bon état d'entretien, de fonctionnement, de sécurité et de propreté, au moins trois (3) jours ouvrés avant le début de la réalisation des travaux.

Aussitôt après l'achèvement des travaux, le Siéml veille à ce que tous les décombres soient enlevés.

5.2. La réception des ouvrages

Lorsque les travaux sont achevés et que les ouvrages sont prêts à être mis en service, le Siéml en avise la collectivité.

Le Siéml fixe alors une date pour la réception de ces travaux et l'établissement du procès-verbal de réception des travaux qu'il établira. Dans le cas où des réserves sont constatées, un nouveau procès-verbal sera établi pour lever l'ensemble des réserves.

5.3. La mise en service

Le procès-verbal de réception des travaux, avec ou sans réserve, dont la date de signature déterminera la date de mise en service de l'ouvrage, sera annexé à la présente convention (annexe 3).

ARTICLE 6 – OBLIGATIONS DES PARTIES

Les obligations des parties pour l'exercice de la compétence sont définies par le règlement d'exercice de la compétence ainsi que par le présent article.

6.1. Obligations du Siéml

Le Siéml s'engage à :

- maintenir en bon état d'entretien, de fonctionnement, de sécurité, la chaufferie, notamment dans sa fonction de production de chaleur ;
- occuper les lieux mis à disposition conformément à leur destination prévue à l'annexe 1a de la présente convention ;
- mettre en place toutes les solutions possibles pour exploiter au mieux les équipements nécessaires à l'exercice de la compétence ;
- laisser circuler librement les agents en charge de l'entretien et de la surveillance ou élus de la collectivité, sur les emplacements mis à disposition dans le cadre de la seule conduite de la chaufferie ;
- souscrire les assurances qui couvriront les différents risques afférents à l'exercice de la compétence en cause et qui correspondent aux risques normaux de ce type d'exploitation.

6.2. Obligations de la collectivité

La collectivité s'engage à respecter le règlement d'exercice de la compétence « *production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable* » du Siéml et à conclure avec le Siéml, si l'organisation des services le requiert, une convention en vue de permettre au Siéml de maintenir en bon état de sécurité et de propreté, la chaufferie, ses abords et les bâtiments d'accueil des installations.

La collectivité s'engage à réaliser les missions de maintenance de premier niveau de la chaufferie, à savoir :

- s'assurer de l'état de fonctionnement de la chaufferie;
- informer le Siéml du niveau des combustibles dans le silo en vue du lancement des demandes d'approvisionnement auprès du prestataire mandaté par le Siéml ;
- assurer la réception des livraisons de combustibles et s'assurer que les obligations prévues dans le contrat de fourniture (propreté, calibrage, humidité...) sont bien respectées puis compléter le tableau de suivi des réceptions du combustible qui sera présent en chaufferie. En cas de non-respect, la livraison devra être refusée, l'utilisation d'un combustible de mauvaise qualité pouvant engendrer de graves dysfonctionnements des installations ;
- retirer les cendres de la chaudière granulée de bois selon les prescriptions techniques du constructeur. Le Siéml ne pourrait être tenu pour responsable si la chaudière est à l'arrêt à cause du cendrier qui n'aurait pas été vidé ;
- évacuer les cendres ;
- maintenir l'alimentation électrique de la chaufferie ;
- maintenir l'alimentation en eau potable de la chaufferie ;
- avertir sans délai le Siéml en vue de permettre toute intervention, dans le cadre du contrat d'entretien/d'exploitation, de l'opérateur économique désigné par le Siéml.

La collectivité s'engage également à :

- laisser au Siéml, ainsi qu'à l'entreprise de maintenance qui sera retenue, un libre accès au(x) bâtiment(s) et parcelle(s) mentionnés à l'annexe 1a de la présente convention, pour la bonne exécution de la compétence transférée ;
- informer le Siéml, un (1) mois avant leur mise en œuvre effective, des modifications apportées aux accès à la chaufferie et aux abords de la chaufferie, sauf en cas d'urgence ;
- aviser le Siéml de toute opération d'évolution des bâtiments raccordés, le Siéml étant seul à déterminer de la faisabilité technique et opérationnelle du raccordement ;
- souscrire les polices d'assurances nécessaires à ses activités et celles relatives au(x) bâtiment(s) chauffé(s) ;
- inscrire chaque année le montant de la contribution liée à la présente convention à son budget ;
- échanger à l'amiable de toutes les problématiques pouvant survenir dans le cadre de l'exercice de la compétence transférée.

ARTICLE 7 – DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de l'accomplissement de l'ensemble des formalités lui donnant un caractère exécutoire.

Elle prend effet à compter de sa notification par le Siéml dans sa version signée par le représentant de chaque partie, pour une durée de vingt (20) ans à compter de la date de mise en service par le Siéml installations techniques. La date est celle de la signature du procès-verbal de réception des travaux qui sera joint à la présente convention en annexe 3.

ARTICLE 8 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION

8.1. Résiliation de plein droit

La présente convention prend fin de plein droit, de manière anticipée, en cas de reprise de la compétence « production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable » par la Commune dans les conditions prévues à l'article 7 des statuts du Siéml. La résiliation prend effet au jour de la reprise de la compétence.

Elle prend également fin de plein droit, en cas de survenance d'un événement extérieur et indépendant de la volonté des parties, conduisant à la fin d'exploitation de l'équipement.

8.2. Résiliation unilatérale

convention peut être résiliée par l'une des parties pour toute autre cause que la faute de l'une des parties à la présente convention.

La convention peut également être résiliée par l'une des parties en cas de faute de l'autre partie, après mise en demeure de la partie défaillante de se conformer à ses obligations et restée en tout ou partie sans effet.

En cas de résiliation de la présente convention par l'une des parties, celle-ci ne prend effet qu'après un délai de six (6) mois après la réception par l'autre partie de la lettre en recommandé avec accusé de réception notifiant la décision de résiliation.

8.3. Résiliation amiable

La convention peut également être résiliée d'un commun accord entre les parties par échanges de courriers avec accusé de réception effectués préalablement à la conclusion d'un avenant de résiliation dans les mêmes formes et conditions que la conclusion de la présente convention.

ARTICLE 8 – EFFET DU TERME DE LA CONVENTION

Au terme de la présente convention pour quelque cause que ce soit, la mise en œuvre du projet par le Siéml cessera.

Dans l'hypothèse où la convention prend fin de manière anticipée, pour quelque cause que ce soit, le Siéml percevra de la collectivité une indemnité correspondant aux dépenses d'investissements pour la réalisation des installations techniques :

- effectivement engagées au jour où la convention prend fin, et n'ayant pas déjà donné lieu au versement d'une participation financière de la collectivité ;
- restant à courir jusqu'au terme de la durée prévisionnelle de la convention ainsi que, le cas échéant, tous les autres frais de résiliation liés aux contrats conclus par le Siéml dans le cadre de l'exercice de la compétence.

L'indemnité due au Siéml par la collectivité inclura, le cas échéant, les dépenses de résiliation des contrats qu'il a conclu pour l'exercice de la compétence.

L'échéance de la convention pour quelque cause que ce soit ne donne lieu au versement d'aucune indemnité par le Siéml à la collectivité.

ARTICLE 9 – MODIFICATION

La présente convention pourra être modifiée par voie d'avenant conclu selon les mêmes conditions et modalités que la convention initiale, notamment pour prendre en compte les modifications apportées au projet initial à l'initiative de la collectivité comme à l'initiative du Siéml ou encore pour prendre en compte une différence éventuelle entre le montant prévisionnel et le montant définitif des participations et aides perçues par le Siéml et leurs conséquences sur les parts fixe, variable et forfaitaire de la participation financière de la collectivité.

La modification de la convention ne pourra, en aucun cas, être déduite soit de la passivité de l'une ou de l'autre des parties, soit même de simples tolérances quelles qu'en soient la fréquence et la durée, la collectivité et le Siéml restant toujours libres d'exiger la stricte application des clauses et stipulations qui n'auraient pas fait l'objet d'une modification expresse ou écrite.

ARTICLE 10 – LITIGES

Les parties s'engagent à régler à l'amiable tout différend résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention.

A défaut de règlement amiable, le litige est porté, à la diligence de l'une ou l'autre partie, devant le tribunal compétent.

ARTICLE 11 – ANNEXES

Sont annexés à la présente convention initiale les pièces suivantes à valeur contractuelle :

- ANNEXE 1a : description du projet
- ANNEXE 2a : participation financière prévisionnelle

Seront, en tant que besoin, annexés à la présente convention par voie d'avenant, les pièces suivantes à valeur contractuelle :

- ANNEXE 1b : description des installations et travaux effectivement réalisés
- ANNEXE 2b : participation financière définitive
- ANNEXE 2c : participation financière en cas d'abandon du projet
- ANNEXE 3 : procès-verbal de réception des travaux

Fait en autant d'exemplaires originaux que de parties,

À Saint-Pierre-Montlimart, le 28/03/2025
Pour la collectivité,
Le Maire, ~~Le Président~~
C. DOUGÉ

À Écouflant, le
Pour le Siéml,
Le Président,
Jean-Luc DAVY



ANNEXE N° 1a – DESCRIPTION DU PROJET

DÉSIGNATION DE LA COLLECTIVITÉ

Collectivité : Commune de Montrevault-sur-Èvre

Adresse : 2 rue Arthur Gibouin – Montrevault – 49110 MONTREVAULT-SUR-ÈVRE

Nom et prénom de l' élu référent : Thierry GOYET

Fonction : Adjoint au patrimoine bâti

Téléphone : 02 44 09 04 74

Mail : services.techniques@montrevaultsurevre.fr

FONDEMENTS JURIDIQUES SPÉCIFIQUES AU PROJET

- délibération du conseil municipal de Montrevault-sur-Èvre du 06/07/2023, approuvant le transfert de sa compétence « *production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable* » au Siéml et choisissant comme source de chaleur renouvelable l'énergie bois ;
- délibération du Comité syndical du Siéml n°72/2023 en date du 17/10/2023, approuvant le transfert « *production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable* » de la commune de Montrevault-sur-Èvre source de chaleur renouvelable l'énergie bois ;
- demande du 24/06/2024 d'étude de conception d'une chaufferie bois pour l'espace Crémaillère de Chaudron en Mauges ;
- Délibération du conseil municipal de Montrevault-sur-Èvre du [date], approuvant le projet de convention individuelle.

NOM DU PROJET

Chaufferie bois pour l'espace Crémaillère de Chaudron en Mauges ;

LOCALISATION DU PROJET

Destination	Espace Crémaillère
Nombre de bâtiment(s) desservi(s)	1
Adresse	10 All. Joseph Fouché, 49110 Montrevault-sur-Èvre
Parcelle(s) d'implantation des installations	Parcelle(s) cadastrée(s) section 0C n°1543

BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES

BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES MIS À DISPOSITION	BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES MIS À DISPOSITION SOUMIS AU DROIT D'ACCÈS
<p>Les biens mis à disposition du Siéml par la collectivité sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> Local actuel de la chaufferie de l'espace Crémaillère Local actuel de stockage de l'espace Crémaillère 	<p>Les biens pour lesquels le Siéml bénéficie d'un droit d'accès sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> Accès à l'espace Crémaillère

DESCRIPTION DES INSTALLATIONS

La description des équipements qu'il est prévu d'installer pour la mise en œuvre du projet est la suivante :

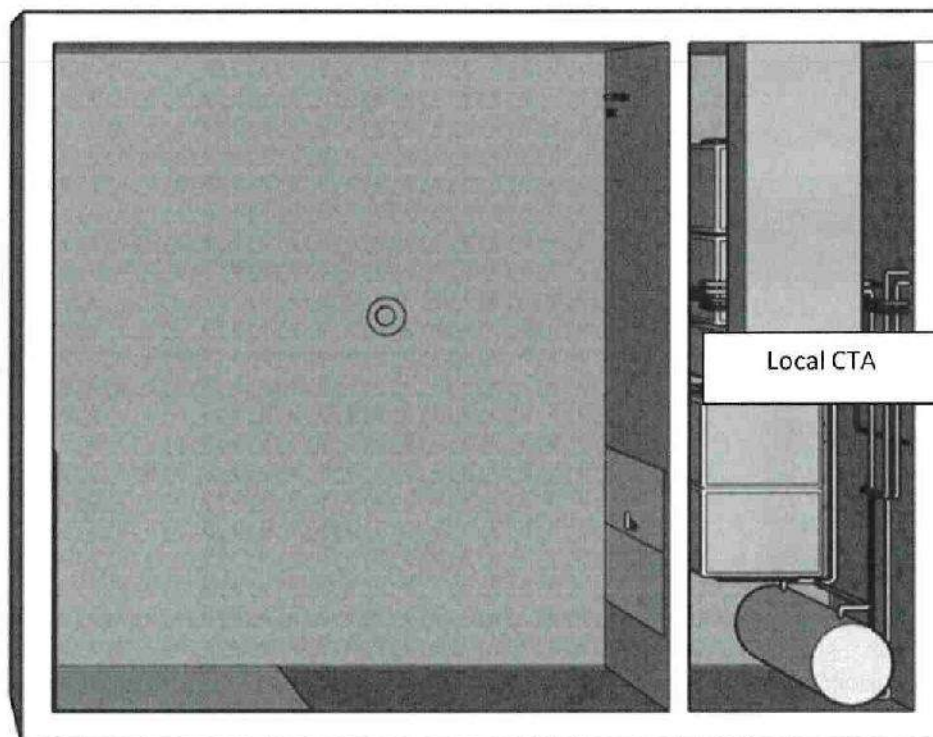
- La chaufferie est située dans le local chaufferie actuelle. Y seront installés les éléments suivants :
 - Chaudière bois granulés de 100 kW
 - Ballon tampon
 - Panoplie hydraulique avec deux départs distincts, y compris organes de sécurité, distribution, vannes 3 voies, circulateurs et vase d'expansion
 - Silo de stockage du bois
 - Équipements sous-station avec bouteille de découplage et panoplie hydraulique avec trois départs distincts, y compris organes de sécurité, distribution, vannes 3 voies, circulateurs et vase d'expansion

DESCRIPTION DES TRAVAUX

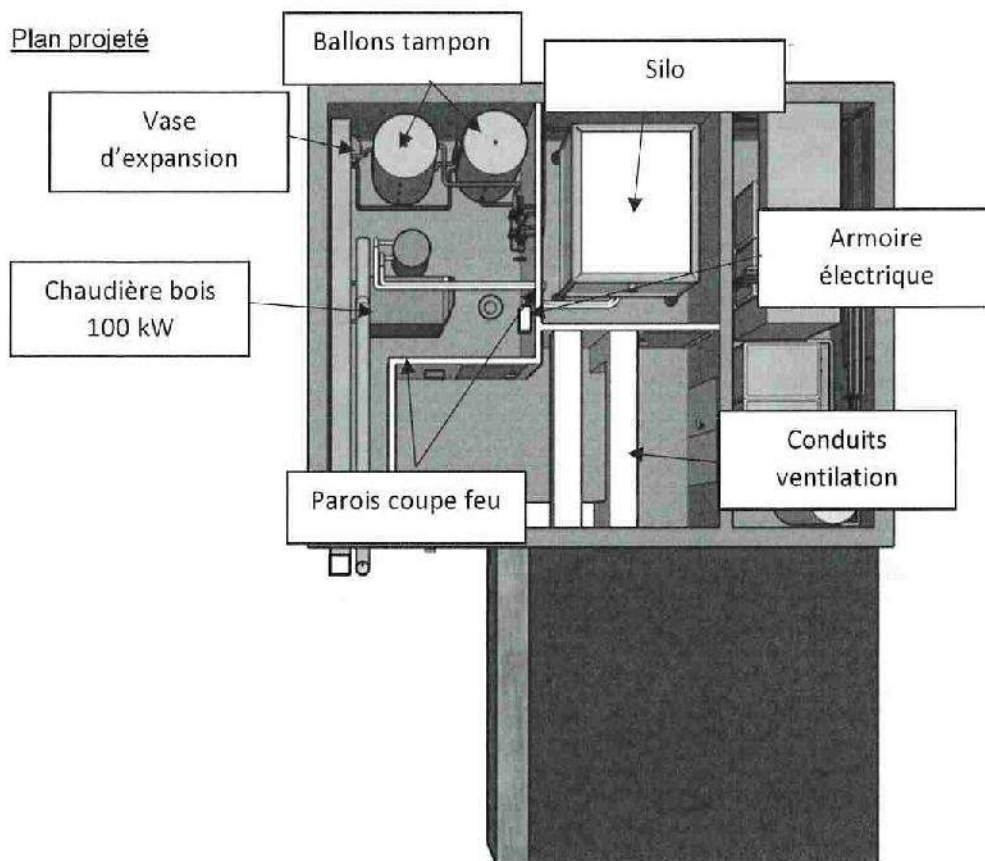
La description des travaux qu'il est prévu de réaliser est la suivante :

- La dépose et l'évacuation de l'installation de chauffage existante
- La réalisation de parois verticales coupe-feu en plaques de plâtres
- La fourniture et la pose de menuiseries neuves coupe-feu pour la chaufferie et le silo
- La création des ventilations pour la chaufferie et le silo
- L'installation des équipements de chauffage : Chaudière, silo, ballon tampon, équipements hydrauliques, départs, électricité, etc.
- L'installation des équipements de sous-station : bouteille de découplage, équipements hydrauliques.
- Le raccordement de l'installation de chauffage (AEP, électricité, Internet, Réseau hydraulique des bâtiments)

Plan de l'existant :



Plan projeté



ANNEXE N° 2a – PARTICIPATION FINANCIÈRE PRÉVISIONNELLE

PART FIXE

Plan de financement prévisionnel du projet

Plan de financement prévisionnel				
Investissements		Recettes		
Travaux	109 715 € HT	Siéml	60 000 €	46 %
TVA	21 943 € TVA	ADEME	20 160 €	15 %
		FCTVA	21 597,18 €	16 %
		Participation	29 900,82 €	22 %
Total	131 658 € TTC	Total	131 658 €	100 %

Montant prévisionnel de la part fixe

La part fixe de la participation de la collectivité correspond aux montants prévisionnels suivants :

Montant prévisionnel total	29 900,82 € TTC
Montant prévisionnel annuel	1 495,04 € TTC / an

PART VARIABLE

Combustibles : <input checked="" type="checkbox"/> Bois. Quantité estimée : 12 T/an <input type="checkbox"/> Géothermie. Quantité électricité estimée : Kwh/an	3 960 € / an
Entretien, maintenance, réparations	700 € / an
Divers	100 € / an

PART UNITAIRE

Participation pour frais de gestion	600 € / an
-------------------------------------	------------

PARTICIPATION ANNUELLE

MONTANT TOTAL PRÉVISIONNEL Part fixe + part variable + part unitaire	6 855,04 € / an
--	------------------------

ANNEXE N° 1b – DESCRIPTION DES INSTALLATIONS ET TRAVAUX EFFECTIVEMENT RÉALISÉS

AVENANT N° xx

La présente annexe, jointe à la convention par avenant, a pour objet de prendre en compte les modifications apportées au projet initial, à l'initiative de la collectivité comme à l'initiative du Siéml.

Elle décrit ci-après, à la fin des travaux :

- les biens effectivement concernés par l'exercice de la compétence ;
- les installations techniques effectivement réalisées ;
- et travaux définitifs.

BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES

BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES MIS À DISPOSITION	BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES MIS À DISPOSITION SOUMIS AU DROIT D'ACCÈS
Les biens mis à disposition du Siéml par la collectivité sont les suivants : <ul style="list-style-type: none"> • [à préciser] • [à préciser] • [à préciser] 	Les biens pour lesquels le Siéml bénéficie d'un droit d'accès sont les suivants : <ul style="list-style-type: none"> • [à préciser] • [à préciser] • [à préciser]

DESCRIPTION DES INSTALLATIONS RÉALISÉES

DESCRIPTION DES TRAVAUX DÉFINITIFS

Fait en autant d'exemplaires originaux que de parties,

À [lieu], le [date]

Pour la collectivité,

Le Maire / Le Président

À [lieu], le [date]

Pour le Siéml,

Le Président,

Jean-Luc DAVY

ANNEXE N° 2b – PARTICIPATION FINANCIÈRE DÉFINITIVE

AVENANT N° xx

La présente annexe, jointe à la convention par avenant, a pour objet de décrire ci-après, à la fin des travaux les part fixe, variable et forfaitaire définitives de la participation financière de la collectivité.

PART FIXE

Plan de financement définitif du projet

Plan de financement définitif				
Investissements		Recettes		
Maîtrise d'œuvre	xx € TTC	Siéml	xx €	xx %
Etudes annexes (CT, CSPS, etc.)	xx € TTC	ADEME	xx €	xx %
Travaux	xx € TTC	FCTVA	xx €	xx %
TVA	xx € TTC	Participation	xx €	xx %

Total	xx € TTC	Total	xx €	100 %
--------------	-----------------	--------------	-------------	--------------

Montant définitif de la part fixe

Montant prévisionnel total	xx € TTC
Montant prévisionnel annuel	xx € TTC / an

PART VARIABLE

Combustibles : <input type="checkbox"/> Bois. Quantité estimée : xx T/an	xx € / an
<input type="checkbox"/> Géothermie. Quantité électricité estimée : xx Kwh/an	
Entretien, maintenance, réparations	xx € / an
Divers	xx € / an

PART UNITAIRE

Participation pour frais de gestion	xx € / an
-------------------------------------	-----------

PARTICIPATION ANNUELLE

Montant TOTAL prÉvisionnel	xx € / an
Part fixe + part variable + part unitaire	

Fait en autant d'exemplaires originaux que de parties,

À [lieu], le [date]

Pour la collectivité,

Le Maire / Le Président

À [lieu], le [date]

Pour le Siéml, le Président,

Jean-Luc DAVY

ANNEXE N° 2c – PARTICIPATION FINANCIÈRE EN CAS D'ABANDON DU PROJET

AVENANT N° xx

La présente annexe, jointe à la convention par avenant, a pour objet de déterminer la participation financière de la collectivité en cas d'abandon du projet pendant la phase de conception.

PART FORFAITAIRE

Participation aux dépenses externes	
Nature des dépenses externes	Montant
architecte	xx € TTC
bureaux d'études	xx € TTC
contrôle technique	xx € TTC
géomètre	xx € TTC
publication	xx € TTC
frais de résiliation de contrats ou indemnisation des cocontractants	xx € TTC
Etc.	xx € TTC
Total	xx € TTC

PART UNITAIRE

Participation pour frais de gestion	xx €
xx % x (part forfaitaire)	

Fait en autant d'exemplaires originaux que de parties,

À [lieu], le [date]

Pour la collectivité,

Le Maire / Le Président

À [lieu], le [date]

Pour le Siéml, le Président,

Jean-Luc DAVY

ANNEXE N° 3 – PROCÈS-VERBAL DE RÉCEPTION DES TRAVAUX

AVENANT N° xx

Annexe complétée à la fin des travaux

Fait en autant d'exemplaires originaux que de parties,

À [lieu], le [date]

Pour la collectivité,

Le Maire / Le Président

À [lieu], le [date]

Pour le Siéml, le Président,

Jean-Luc DAVY

CONVENTION INDIVIDUELLE

Production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable

Entre :

Le Syndicat Intercommunal d'Energies de Maine-et-Loire – Siéml

Syndicat mixte fermé enregistré sous le numéro SIRET 254 901 309 00032, dont le siège social est situé ZAC de Beuzon, 9 route de la Confluence, Écouflant, CS60145, 49001 ANGERS Cedex 01, représenté par son Président, Monsieur Jean-Luc DAVY, dûment habilité à signer la présente convention au nom et pour le compte du Siéml par la délibération du comité syndical n° 57/2024 du 2 juillet 2024,

ci-après désigné « *le Siéml* »,

Et :

La collectivité,

désignée en annexe 1a de la présente convention,

ci-après désigné « *la collectivité* »,

Ci-après désignée individuellement « *une partie* » ou collectivement « *les parties* »,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2224-38 et L 5711-1 et suivants ;

Vu le code de l'énergie ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu les statuts du Siéml, modifiés en dernier lieu par l'arrêté préfectoral n° 2019-122 du 14 août 2019 ;

Vu le règlement d'exercice de la compétence « *production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable* », modifié en dernier lieu par la délibération du Comité syndical du Siéml n° 57/2024 du 2 juillet 2024 ;

Les parties sont convenus ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de compléter le règlement d'exercice de la compétence « *production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable* » susvisé ; en vue de déterminer précisément les conditions et modalités techniques, opérationnelles et financières selon lesquelles le Siéml effectue, dans le cadre de la compétence transférée par la collectivité au Siéml, la réalisation, le développement et l'exploitation d'installations de production et de distribution, par réseaux techniques, de chaleur renouvelable, pour la mise en œuvre du projet décrit en annexe 1 à la présente convention.

ARTICLE 2 – DESCRIPTION DU PROJET

La description du projet, mentionnée en annexe 1a de la présente convention, présente :

- la destination et la localisation des installations techniques,
- le(s) bâtiment(s) desservi(s) par le réseau technique de distribution de chaleur renouvelable ;
- les installations envisagées pour la mise en œuvre du projet ;
- les travaux qu'il est prévu de réaliser.

Le projet pourra être modifié, notamment pour prendre en compte les modifications apportées au projet initial à l'initiative de la collectivité comme à l'initiative du Siéml, selon les conditions et modalités prévues par le règlement d'exercice de la compétence.

Les modifications apportées au projet donneront lieu à une description des installations techniques installées et travaux effectivement réalisés, qui fera l'objet de l'annexe 1b établie à la fin des travaux et sera jointe à la présente convention par avenant.

ARTICLE 3 – DISPOSITIONS FINANCIÈRES

La participation financière de la collectivité au projet, son recouvrement annuel ainsi que les conditions et modalités de sa modification en cours d'exécution de la présente convention, sont déterminés par le règlement d'exercice de la compétence et sa délibération annuelle prise par le Comité Syndical du Siéml.

La participation prévisionnelle de la collectivité est détaillée à l'annexe 2a, jointe à la présente convention.

La participation définitive de la collectivité est détaillée à l'annexe 2b établie à la fin des travaux, qui sera jointe à la présente convention par avenant.

La participation due par la collectivité en cas d'abandon du projet quel qu'en soit le motif est déterminée à l'annexe 2c, qui sera jointe à la convention par avenant.

Dans l'hypothèse où le montant réel des participations et aides perçues par le Siéml est différent du montant prévisionnel, le montant total de la participation financière de la collectivité pourra faire l'objet d'une modification, par avenant.

ARTICLE 4 – BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES

Les biens nécessaires à l'exercice de la compétence transférée ou utilisés à cette fin, mis à la disposition du Siéml par la collectivité conformément au règlement d'exercice de la compétence, sont décrits à l'annexe 1a, jointe à la présente convention.

Les biens qui, sans être nécessaire à l'exercice de la compétence transférée, conditionne ou détermine l'accès aux installations ou son bon fonctionnement, et auquel la collectivité s'engage à garantir l'accès efficient sans délai au Siéml conformément au règlement d'exercice de la compétence, sont décrits à l'annexe 1a, jointe à la présente convention.

ARTICLE 5 – DÉROULEMENT DES TRAVAUX

Les travaux sont réalisés conformément au règlement de l'exercice de la compétence et au présent article.

5.1. Les travaux

Le Siéml informe, par email ou courrier, la collectivité des travaux qui seront entrepris dans le cadre de la réalisation des équipements nécessaires à la mise en œuvre du projet visé à l'article 2 et aux aménagements prévus sur les biens et dans les locaux mis à disposition. Cette information sera transmise au moins trois (3) jours ouvrés avant le début des travaux.

A la suite de la mise en service de l'installation, le Siéml informe, par email ou courrier, la collectivité des travaux qu'il peut être amené à effectuer sur la chaufferie et ses accessoires afin de procéder à son maintien en bon état d'entretien, de fonctionnement, de sécurité et de propreté, au moins trois (3) jours ouvrés avant le début de la réalisation des travaux.

Aussitôt après l'achèvement des travaux, le Siéml veille à ce que tous les décombres soient enlevés.

5.2. La réception des ouvrages

Lorsque les travaux sont achevés et que les ouvrages sont prêts à être mis en service, le Siéml en avise la collectivité .

Le Siéml fixe alors une date pour la réception de ces travaux et l'établissement du procès-verbal de réception des travaux qu'il établira. Dans le cas où des réserves sont constatées, un nouveau procès-verbal sera établi pour lever l'ensemble des réserves.

5.3. La mise en service

Le procès-verbal de réception des travaux, avec ou sans réserve, dont la date de signature déterminera la date de mise en service de l'ouvrage, sera annexé à la présente convention (annexe 3).

ARTICLE 6 – OBLIGATIONS DES PARTIES

Les obligations des parties pour l'exercice de la compétence sont définies par le règlement d'exercice de la compétence ainsi que par le présent article.

6.1. Obligations du Siéml

Le Siéml s'engage à :

- maintenir en bon état d'entretien, de fonctionnement, de sécurité, la chaufferie, notamment dans sa fonction de production de chaleur ;
- occuper les lieux mis à disposition conformément à leur destination prévue à l'annexe 1a de la présente convention ;
- mettre en place toutes les solutions possibles pour exploiter au mieux les équipements nécessaires à l'exercice de la compétence ;
- laisser circuler librement les agents en charge de l'entretien et de la surveillance ou élus de la collectivité , sur les emplacements mis à disposition dans le cadre de la seule conduite de la chaufferie ;
- souscrire les assurances qui couvriront les différents risques afférents à l'exercice de la compétence en cause et qui correspondent aux risques normaux de ce type d'exploitation .

6.2. Obligations de la collectivité

La collectivité s'engage à respecter le règlement d'exercice de la compétence « *production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable* » du Siéml et à conclure avec le Siéml, si l'organisation des services le requiert, une convention en vue de permettre au Siéml de maintenir en bon état de sécurité et de propreté, la chaufferie , ses abords et les bâtiments d'accueil des installations.

La collectivité s'engage à réaliser les missions de maintenance de premier niveau de la chaufferie, à savoir :

- s'assurer de l'état de fonctionnement de la chaufferie ;
- informer le Siéml du niveau des combustibles dans le silo en vue du lancement des demandes d'approvisionnement auprès du prestataire mandaté par le Siéml ;
- assurer la réception des livraisons de combustibles et s'assurer que les obligations prévues dans le contrat de fourniture (propreté, calibrage, humidité...) sont bien respectées puis compléter le tableau de suivi des réceptions du combustible qui sera présent en chaufferie. En cas de non-respect, la livraison devra être refusée, l'utilisation d'un combustible de mauvaise qualité pouvant engendrer de graves dysfonctionnements des installations ;
- retirer les cendres de la chaudière granulée de bois selon les prescriptions techniques du constructeur. Le Siéml ne pourrait être tenu pour responsable si la chaudière est à l'arrêt à cause du cendrier qui n'aurait pas été vidé ;
- évacuer les cendres ;
- maintenir l'alimentation électrique de la chaufferie ;
- maintenir l'alimentation en eau potable de la chaufferie ;
- avertir sans délai le Siéml en vue de permettre toute intervention, dans le cadre du contrat d'entretien/d'exploitation, de l'opérateur économique désigné par le Siéml.

La collectivité s'engage également à :

- laisser au Siéml, ainsi qu'à l'entreprise de maintenance qui sera retenue, un libre accès au(x) bâtiment(s) et parcelle(s) mentionnés à l'annexe 1a de la présente convention, pour la bonne exécution de la compétence transférée ;
- informer le Siéml, un (1) mois avant leur mise en œuvre effective, des modifications apportées aux accès à la chaufferie et aux abords de la chaufferie, sauf en cas d'urgence ;
- aviser le Siéml de toute opération d'évolution des bâtiments raccordés, le Siéml étant seul à déterminer de la faisabilité technique et opérationnelle du raccordement ;
- souscrire les polices d'assurances nécessaires à ses activités et celles relatives au(x) bâtiment(s) chauffé(s) ;
- inscrire chaque année le montant de la contribution liée à la présente convention à son budget ;
- échanger à l'amiable de toutes les problématiques pouvant survenir dans le cadre de l'exercice de la compétence transférée.

ARTICLE 7 – DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de l'accomplissement de l'ensemble des formalités lui donnant un caractère exécutoire.

Elle prend effet à compter de sa notification par le Siéml dans sa version signée par le représentant de chaque partie, pour une durée de vingt (20) ans à compter de la date de mise en service par le Siéml installations techniques. La date est celle de la signature du procès-verbal de réception des travaux qui sera joint à la présente convention en annexe 3.

ARTICLE 8 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION

8.1. Résiliation de plein droit

La présente convention prend fin de plein droit, de manière anticipée, en cas de reprise de la compétence « production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable » par la Commune dans les conditions prévues à l'article 7 des statuts du Siéml. La résiliation prend effet au jour de la reprise de la compétence.

Elle prend également fin de plein droit, en cas de survenance d'un événement extérieur et indépendant de la volonté des parties, conduisant à la fin d'exploitation de l'équipement.

8.2. Résiliation unilatérale

La convention peut être résiliée par l'une des parties pour toute autre cause que la faute de l'une des parties à la présente convention.

La convention peut également être résiliée par l'une des parties en cas de faute de l'autre partie, après mise en demeure de la partie défaillante de se conformer à ses obligations et restée en tout ou partie sans effet.

En cas de résiliation de la présente convention par l'une des parties, celle-ci ne prend effet qu'après un délai de six (6) mois après la réception par l'autre partie de la lettre en recommandé avec accusé de réception notifiant la décision de résiliation.

8.3. Résiliation amiable

La convention peut également être résiliée d'un commun accord entre les parties par échanges de courriers avec accusé de réception effectués préalablement à la conclusion d'un avenant de résiliation dans les mêmes formes et conditions que la conclusion de la présente convention.

ARTICLE 8 – EFFET DU TERME DE LA CONVENTION

Au terme de la présente convention pour quelque cause que ce soit, la mise en œuvre du projet par le Siéml cessera.

Dans l'hypothèse où la convention prend fin de manière anticipée, pour quelque cause que ce soit, le Siéml percevra de la collectivité une indemnité correspondant aux dépenses d'investissements pour la réalisation des installations techniques :

- effectivement engagées au jour où la convention prend fin, et n'ayant pas déjà donné lieu au versement d'une participation financière de la collectivité ;
- restant à courir jusqu'au terme de la durée prévisionnelle de la convention ainsi que, le cas échéant, tous les autres frais de résiliation liés aux contrats conclus par le Siéml dans le cadre de l'exercice de la compétence.

L'indemnité due au Siéml par la collectivité inclura, le cas échéant, les dépenses de résiliation des contrats qu'il a conclu pour l'exercice de la compétence.

L'échéance de la convention pour quelque cause que ce soit ne donne lieu au versement d'aucune indemnité par le Siéml à la collectivité.

ARTICLE 9 – MODIFICATION

La présente convention pourra être modifiée par voie d'avenant conclu selon les mêmes conditions et modalités que la convention initiale, notamment pour prendre en compte les modifications apportées au projet initial à l'initiative de la collectivité comme à l'initiative du Siéml ou encore pour prendre en compte une différence éventuelle entre le montant prévisionnel et le montant définitif des participations et aides perçues par le Siéml et leurs conséquences sur les parts fixe, variable et forfaitaire de la participation financière de la collectivité.

La modification de la convention ne pourra, en aucun cas, être déduite soit de la passivité de l'une ou de l'autre des parties, soit même de simples tolérances quelles qu'en soient la fréquence et la durée, la collectivité et le Siéml restant toujours libres d'exiger la stricte application des clauses et stipulations qui n'auraient pas fait l'objet d'une modification expresse ou écrite.

ARTICLE 10 – LITIGES

Les parties s'engagent à régler à l'amiable tout différend résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention.

A défaut de règlement amiable, le litige est porté, à la diligence de l'une ou l'autre partie, devant le tribunal compétent.

ARTICLE 11 – ANNEXES

Sont annexés à la présente convention initiale les pièces suivantes à valeur contractuelle :

- ANNEXE 1a : description du projet
- ANNEXE 2a : participation financière prévisionnelle

Seront, en tant que besoin, annexés à la présente convention par voie d'avenant, les pièces suivantes à valeur contractuelle :

- ANNEXE 1b : description des installations et travaux effectivement réalisés
- ANNEXE 2b : participation financière définitive
- ANNEXE 2c : participation financière en cas d'abandon du projet
- ANNEXE 3 : procès-verbal de réception des travaux

Fait en autant d'exemplaires originaux que de parties,

À _____ le _____
Pour la collectivité,
Le Maire / Le Président

À _____ le _____
Pour le Siéml,
Le Président,
Jean-Luc DAVY



ANNEXE N° 1a – DESCRIPTION DU PROJET

DÉSIGNATION DE LA COLLECTIVITÉ

Collectivité : Beaulieu sur Layon

Adresse : 4 Rue de la Mairie, 49750 Beaulieu-sur-Layon

Nom et prénom de l'élu référent : Daniel ONILLON

Fonction : Conseiller délégué

Téléphone : 02 41 78 31 30

Mail : daniel.onillon@beaulieu-sur-layon.fr

FONDEMENTS JURIDIQUES SPÉCIFIQUES AU PROJET

- Délibération du conseil municipal de Beaulieu sur Layon du 11 décembre 2023, approuvant le transfert de sa compétence « *production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable* » au Siéml et choisissant comme source de chaleur renouvelable l'énergie bois ;
- Délibération du Comité syndical du Siéml n°55/2024 en date du 2 juillet 2024, approuvant le transfert « *production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable* » de la commune de Beaulieu sur Layon avec comme source de chaleur renouvelable l'énergie bois ;
- Demande du 15 décembre 2023 d'étude de conception d'une chaufferie bois pour l'Oiseau Lyre Beaulieu sur Layon ;
- Délibération du conseil municipal de Beaulieu sur Layon du 7 avril 2025, approuvant le projet de convention individuelle.

NOM DU PROJET

Chaufferie bois de l'Oiseau Lyre Beaulieu sur Layon ;

LOCALISATION DU PROJET

Destination	Bibliothèque, périscolaire et école de musique
Nombre de bâtiment(s) desservi(s)	1
Adresse	1 rue Saint Vincent, 49750 Beaulieu-sur-Layon
Parcelle(s) d'implantation des installations	Parcelle cadastrée section AE n°815

BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES

BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES MIS À DISPOSITION	BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES MIS À DISPOSITION SOUMIS AU DROIT D'ACCÈS
<p>Les biens mis à disposition du Siéml par la collectivité sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> Local de la chaufferie gaz du bâtiment qui deviendra la future « sous-station » 15 m² du parking de l'Oiseau Lyre pour l'installation de la chaufferie La box internet et le local TGBT pour le raccordement de la chaufferie 	<p>Les biens pour lesquels le Siéml bénéficie d'un droit d'accès sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> Local de la chaufferie gaz du bâtiment qui deviendra la future « sous-station »

DESCRIPTION DES INSTALLATIONS

La description des équipements qu'il est prévu d'installer pour la mise en œuvre du projet est la suivante :

- **La chaufferie** est située sur le parking du bâtiment l'Oiseau Lyre, en continuité du bâtiment. Y seront installés les éléments suivants :
 - Chaudière bois granulé de 56 kW
 - Silo de stockage du bois
- **La sous-station** est située dans l'ancienne chaufferie gaz. Y seront installés les éléments suivants :
 - Ballon tampon
 - Circulateurs et panoplie hydraulique
 - Armoire électrique
 - Ballon ECS électrique

DESCRIPTION DES TRAVAUX

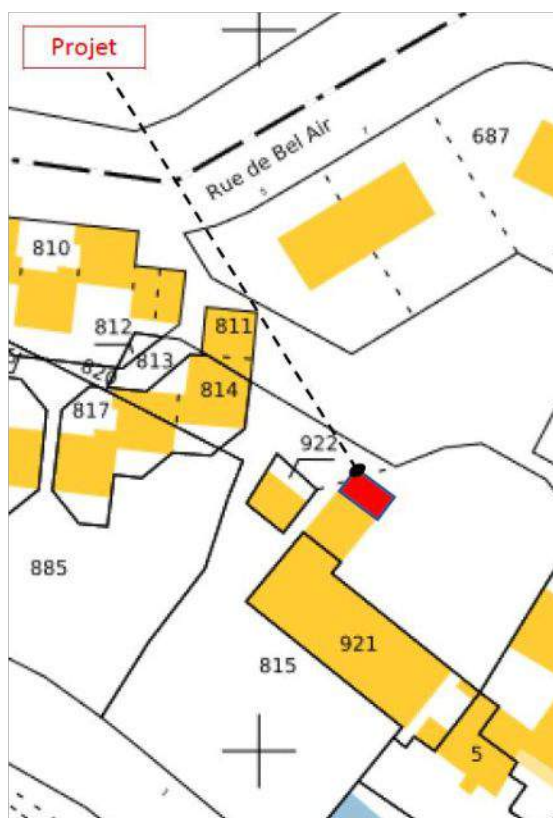
La description des travaux qu'il est prévu de réaliser est la suivante :

Enumération sommaire des travaux :

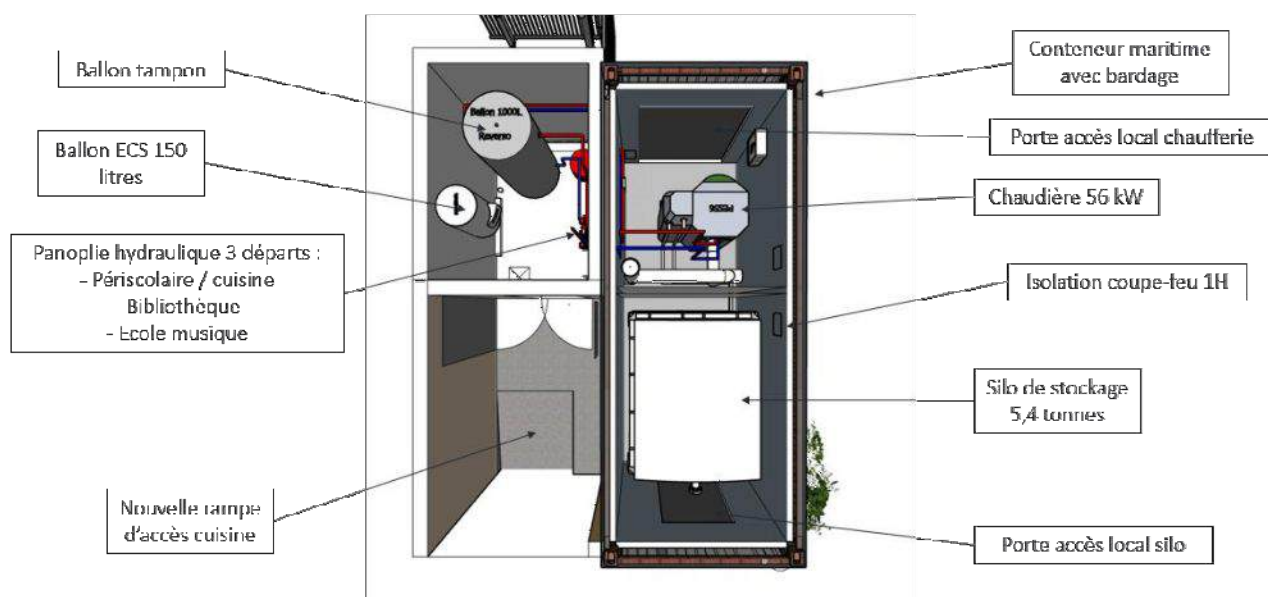
Les travaux comprendront essentiellement :

- La dépose et l'évacuation de l'installation de chauffage existante
- La démolition de la dalle existante à l'extérieur du bâtiment avec la rampe accès
- La création d'une dalle neuve
- La création d'une nouvelle rampe d'accès à la chaufferie
- La fourniture et la pose d'un conteneur maritime, avec bardage, pour l'installation de la chaufferie et du silo
- L'aménagement de l'ancienne chaufferie en sous-station
- L'installation des équipements de chauffage dans la sous-station : ballon tampon, équipements hydrauliques, départs, électricité, etc.
- Le raccordement de l'installation de chauffage (AEP, électricité, Internet, Réseau hydraulique des bâtiments)
- La modification hydraulique d'un radiateur de la zone périscolaire permettant une régulation distincte des différentes zones de chauffage
- L'installation de tasseau de bois sur le conteneur pour la création d'une « toiture »

Plan d'implantation de la chaufferie (carré rouge ci-dessous) :



Plan projeté d'implantation des équipements en chaufferie / sous-station :



ANNEXE N° 2a – PARTICIPATION FINANCIÈRE PRÉVISIONNELLE

PART FIXE

Plan de financement prévisionnel du projet

Plan de financement prévisionnel				
Investissements		Recettes		
Travaux	101 000,00 € HT	Siéml	53 000,00 €	42 %
Diagnostic avant travaux	3 105,00 € HT	ADEME	11 592,00 €	9 %
TVA	20 821,00 € TVA	FCTVA	20 492,86 €	16 %
		Participation communale	39 841,14 €	32 %
Total	124 926,00 € TTC	Total	124 926,00 €	100 %

MONTANT PRÉVISIONNEL DE LA PART FIXE

La part fixe de la participation de la collectivité correspond aux montants prévisionnels suivants :

Montant prévisionnel total	39 841,14 €
Montant prévisionnel annuel	1 992,06 € / an

PART VARIABLE

Combustibles : <input checked="" type="checkbox"/> Bois. Quantité estimée : 6 T/an <input type="checkbox"/> Géothermie. Quantité électricité estimée : KWh/an	2 000 € / an
Entretien, maintenance, réparations	700 € / an
Divers	100 € / an

PART UNITAIRE

Participation pour frais de gestion	500 € / an
-------------------------------------	------------

PARTICIPATION ANNUELLE

MONTANT TOTAL PRÉVISIONNEL Part fixe + part variable + part unitaire	5 292,06 € / an
---	------------------------

ANNEXE N° 1b – DESCRIPTION DES INSTALLATIONS ET TRAVAUX EFFECTIVEMENT RÉALISÉS

--- AVENANT N° xx

La présente annexe, jointe à la convention par avenant, a pour objet de prendre en compte les modifications apportées au projet initial, à l'initiative de la collectivité comme à l'initiative du Siéml.

Elle décrit ci-après, à la fin des travaux :

- les biens effectivement concernés par l'exercice de la compétence ;
- les installations techniques effectivement réalisées ;
- et travaux définitifs.

BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES

BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES MIS À DISPOSITION	BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES MIS À DISPOSITION SOUMIS AU DROIT D'ACCÈS
<p>Les biens mis à disposition du Siéml par la collectivité sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • [à préciser] • [à préciser] • [à préciser] 	<p>Les biens pour lesquels le Siéml bénéficie d'un droit d'accès sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • [à préciser] • [à préciser] • [à préciser]

DESCRIPTION DES INSTALLATIONS RÉALISÉES

DESCRIPTION DES TRAVAUX DÉFINITIFS

Fait en autant d'exemplaires originaux que de parties,

À [lieu], le [date]
Pour la collectivité,
Le Maire / Le Président

À [lieu], le [date]
Pour le Siéml,
Le Président,
Jean-Luc DAVY

ANNEXE N° 2b – PARTICIPATION FINANCIÈRE DÉFINITIVE

--- AVENANT N° xx

La présente annexe, jointe à la convention par avenant, a pour objet de décrire ci-après, à la fin des travaux les part fixe, variable et forfaitaire définitives de la participation financière de la collectivité.

PART FIXE

Plan de financement définitif du projet

Plan de financement définitif				
Investissements		Recettes		
Maitrise d'œuvre	xx € TTC	Siéml	xx €	xx %
Etudes annexes (CT, CSPS, etc.)	xx € TTC	ADEME	xx €	xx %
Travaux	xx € TTC	FCTVA	xx €	xx %
TVA	xx € TTC	Participation	xx €	xx %
Total	xx € TTC	Total	xx €	100 %

Montant définitif de la part fixe

Montant prévisionnel total	xx € TTC
Montant prévisionnel annuel	xx € TTC / an

PART VARIABLE

Combustibles : <input type="checkbox"/> Bois. Quantité estimée : xx T/an <input type="checkbox"/> Géothermie. Quantité électricité estimée : xx Kwh/an	xx € / an
Entretien, maintenance, réparations	xx € / an
Divers	xx € / an

PART UNITAIRE

Participation pour frais de gestion	xx € / an
-------------------------------------	-----------

PARTICIPATION ANNUELLE

MONTANT TOTAL PRÉVISIONNEL Part fixe + part variable + part unitaire	xx € / an
---	------------------

Fait en autant d'exemplaires originaux que de parties,

À [lieu], le [date]
Pour la collectivité,
Le Maire / Le Président

À [lieu], le [date]
Pour le Siéml, le Président,
Jean-Luc DAVY

ANNEXE N° 2c – PARTICIPATION FINANCIÈRE EN CAS D'ABANDON DU PROJET

AVENANT N° xx

La présente annexe, jointe à la convention par avenant, a pour objet de déterminer la participation financière de la collectivité en cas d'abandon du projet pendant la phase de conception.

PART FORFAITAIRE

Participation aux dépenses externes	
Nature des dépenses externes	Montant
architecte	xx € TTC
bureaux d'études	xx € TTC
contrôle technique	xx € TTC
géomètre	xx € TTC
publication	xx € TTC
frais de résiliation de contrats ou indemnisation des cocontractants	xx € TTC
Etc.	xx € TTC
Total	xx € TTC

PART UNITAIRE

Participation pour frais de gestion xx % x (part forfaitaire)	xx €
--	------

Fait en autant d'exemplaires originaux que de parties,

À [lieu], le [date]

Pour la collectivité,

Le Maire / Le Président

À [lieu], le [date]

Pour le Siéml, le Président,

Jean-Luc DAVY

ANNEXE N° 3 – PROCÈS-VERBAL DE RÉCÉPTION DES TRAVAUX

AVENANT N° xx

Annexe complétée à la fin des travaux

Fait en autant d'exemplaires originaux que de parties,

À [lieu], le [date]

Pour la collectivité,

Le Maire / Le Président

À [lieu], le [date]

Pour le Siéml, le Président,

Jean-Luc DAVY

22. transfert de la compétence « production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable » par la commune du Lion d'Angers et convention individuelle pour un projet de chaufferie bois de la commune

Rapporteur : M. Denis RAIMBAULT

1. RAPPEL DU CONTEXTE

En 2019, le Siéml s'est doté d'une nouvelle compétence « production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable » désormais inscrite dans ses statuts et permettant de concevoir, de réaliser et d'exploiter des chaufferies bois notamment.

En vue d'organiser l'exercice de cette compétence, un règlement détermine les conditions et modalités de sa mise en œuvre. Le règlement d'exercice est complété par une convention individuelle conclue entre le Siéml et la collectivité ayant pour objet de préciser au cas par cas le projet envisagé.

2. TRANSFERT DE COMPÉTENCE

Le conseil municipal du Lion-d'Angers, a approuvé par délibération le transfert de cette compétence au Syndicat, l'énergie bois étant la source de chaleur renouvelable retenue.

Conformément aux statuts du Siéml et en particulier son article 6, il vous est proposé d'approuver le transfert vers le Siéml pour la commune du Lion-d'Angers de la compétence « production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable » concernant la chaufferie bois du groupe scolaire « Edmond Girard », déjà en fonctionnement.

3. DESCRIPTIF DE L'INSTALLATION

Dans la perspective du transfert de la compétence par la commune au Siéml, le Syndicat réaliserait en lieu et place de la commune du Lion d'Angers, l'exploitation de l'installation suivante :

Commune	Chaufferie	Puissance chaufferie (kW)	Consommation estimée de bois (T)
LE LION D'ANGERS	Groupe Scolaire	240 kW	40 tonnes/an

Il est précisé que cette installation présentée ci-avant a été mise en service en novembre 2022.

4. CONVENTION INDIVIDUELLE

Dans le cadre du transfert de compétence, le Siéml peut ensuite réaliser des projets d'installation de production de chaleur à partir de l'énergie bois dès lors que, pour chaque projet, une convention individuelle est préalablement approuvée par délibérations concordantes de l'assemblée délibérante du Siéml et de la commune concernée. Celle-ci a pour objet de compléter les dispositions du règlement d'exercice en vue de définir avec précision la mise en œuvre d'une installation. Elle intègre les éléments suivants : (i) localisation et description technique des installations ; (ii) modalités financières ; (iii) détermination des biens meubles et immeubles mis à disposition et les accès ; (iv) déroulement des travaux ; (v) modalités d'organisation de la gestion de l'équipement ; (vi) durée de la convention ; (vii) gestion des litiges.

La contribution financière demandée à chaque commune couvre les dépenses engagées par le syndicat pour l'exercer.

Conformément au règlement d'exercice de la compétence, les frais de gestion annuels du Siéml (part unitaire), qui seront indiqués dans la convention individuelle, sont fixés par délibération du Comité syndical Siéml.

Le projet de convention individuelle entre le Siéml et la commune du Lion d'Angers est joint en annexe.

Il est proposé au comité syndical, dans les conditions exposées ci-avant :

- **d'approuver** le transfert au Siéml par la commune du Lion d'Angers de la compétence « production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable » - source de chaleur bois ;
- **d'approuver** que le transfert prenne effet à compter du premier jour du mois suivant la date à laquelle la délibération de l'assemblée délibérante du Siéml approuvant le transfert est devenue exécutoire, conformément à l'article 6 des statuts du Siéml ;
- **d'approuver** la convention individuelle pour la chaufferie bois du groupe scolaire Edmond Girard du Lion-d'Angers à conclure entre le Siéml et la commune du Lion d'Angers, jointe en annexe ;
- **d'inviter** la commune du Lion d'Angers à soumettre au vote de son conseil municipal respectif la convention individuelle jointe en annexe ;
- **d'autoriser** le Président, sous réserve d'une part, du transfert effectif de la compétence, d'autre part, de l'entrée en vigueur de la délibération du conseil municipal précitée ainsi que de l'inscription préalable des sommes correspondantes au budget principal du Siéml 2025, à signer, au nom et pour le compte du Siéml, tout acte nécessaire aux décisions précitées, notamment la convention entre le Siéml et la collectivité susmentionnée jointe en annexe.



DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DU LION D'ANGERS SÉANCE DU 02 SEPTEMBRE 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le deux septembre deux mille vingt-quatre à vingt heures trente, le Conseil Municipal de la commune du Lion d'Angers, convoqué le vingt-sept août deux mille vingt-quatre, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, salle des conseils de la mairie, sous la présidence de Monsieur GLÉMOT Étienne, Maire.

Étaient convoqués : Mme CHARRAUD Isabelle, M. DELOIRE Jérôme, Mme DESNOS Caroline, Mme FURIC Tiphaine, M. GABORIAUD Bernard, M. GEORGET David, M. GLÉMOT Étienne, Mme GROSBOIS Mélanie, M. GUEUDET Arnaud, M. GUILLEMIN Richard, Mme HAMARD Marie-Claude, Mme HUBERT Céline, M. LOREAU Samuel, Mme MADIOT Séverine, M. MAURIER Jérôme, Mme MELLIER Marie, M. MUHAMMAD Nooruddine, Mme NOIROT Muriel, Mme PAQUEREAU Amélie, M. PARIS Jean-Paul, Mme PELLETIER Estelle, M. PERRAULT Sylvain, M. PISCIONE Patrick, M. RAYNAL Michel, M. ROBERT Bruno, Mme SORET-LENEUTRE Valérie, Mme STEINIRGER Émeline, Mme THÉBAULT Angélique, Mme MAROLLEAU Estelle.

Étaient excusés :

Mme DESNOS Caroline a donné procuration à Mme MADIOT Séverine ;
Mme Marie-Claude HAMARD a donné procuration à M. Étienne GLÉMOT ;
Mme Céline HUBERT a donné procuration à M. Samuel LOREAU ;
M. ROBERT Bruno a donné procuration Mme PELLETIER Estelle ;
Mme SORET-LENEUTRE Valérie a donné procuration à M. GABORIAUD Bernard.

Était absent :

M. RAYNAL Michel.

Secrétaire de séance : M. Nooruddine MUHAMMAD

Nombre de conseillers en exercice..... 29
Nombre de conseillers présents.....23
Nombre de suffrages exprimés..... 28
Conformément à l'article L 2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales
Extrait du procès-verbal de la présente séance affichée à la porte de la Mairie

2024-09-07 / Transfert de la compétence « Production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable »

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Sur Proposition de Monsieur le Maire ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

La commune s'est dotée d'une chaufferie bois pour le groupe scolaire Edmond Girard dans le cadre de la rénovation énergétique du bâtiment, dont les derniers travaux se sont terminés ces derniers mois. Le Syndicat Intercommunal d'Énergies de Maine-et-Loire (SIEM) peut exercer la compétence « production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable » en lieu et place des communes qui lui en font la demande, prévoyant par délibérations concordantes la source de chaleur renouvelable concernée.

Au vu des compétences particulières que ce type de chaufferie requiert, il est ainsi envisagé de transférer ladite compétence ainsi définie au titre de l'énergie bois pour réaliser et gérer l'ensemble des installations bois de la

collectivité, présente et future, et particulièrement la chaufferie bois granulés située dans le groupe scolaire Edmond Girard après sa mise en service et la première saison de chauffage complète du bâtiment, soit à partir du 01/09/2025.

Le transfert de cette compétence est régi par l'acceptation de son règlement d'exercice, en annexe de cette délibération, et n'interviendra que par délibérations concordantes avec le conseil syndical du SIEMML.

Où le rapporteur ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal décide :

- **D'approuver** le transfert de la compétence « production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable » au Syndicat Intercommunal d'Énergies de Maine-et-Loire, l'énergie bois étant la source de chaleur renouvelable identifiée dans le cadre de ce transfert,
- **D'inviter** le SIEMML à délibérer sur cette demande de transfert de compétence,
- **D'accepter** le règlement d'exercice de la compétence par le Syndicat, annexé à la présente,
- **D'inviter** le SIEMML à gérer l'exploitation de la chaufferie bois du groupe scolaire Edmond Girard à partir du 01/09/2025,
- **D'autoriser** le Maire ou son représentant à signer tout document utile à l'application de la présente délibération.

Pour extrait conforme au registre
Le Lion d'Angers, 02 septembre 2024.

Le Maire,
Étienne GLÉMOT

Le secrétaire de séance,
Nooruddine MUHAMMAD



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de NANTES dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. La juridiction administrative compétente peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

RÈGLEMENT D'EXERCICE DE LA COMPÉTENCE « PRODUCTION ET DISTRIBUTION PAR RÉSEAUX TECHNIQUES DE CHALEUR RENOUVELABLE »

Délibération du Comité syndical du Siéml du 2 juillet 2024



SOMMAIRE

ARTICLE 1-	OBJET	3
ARTICLE 2-	DESCRIPTION DES INSTALLATIONS TECHNIQUES.....	4
ARTICLE 3-	PROCÉDURE DE TRANSFERT ET DE REPRISE DE LA	
COMPÉTENCE		6
ARTICLE 4-	RÉGIME DES BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES	6
ARTICLE 5-	MISE EN ŒUVRE DE LA COMPÉTENCE TRANSFÉRÉE	8
ARTICLE 6-	CONTRIBUTION DE LA COLLECTIVITÉ	11
ARTICLE 7-	CONVENTION INDIVIDUELLE.....	14
ARTICLE 8-	RAPPORT ANNUEL D'EXPLOITATION	15
ARTICLE 9-	ANNEXES	15
ANNEXE N° 1 – DEMANDE D'ÉTUDE DE CONCEPTION D'UN NOUVEAU		
PROJET		16
ANNEXE N° 2 – DEMANDE D'ÉTUDE DE MODIFICATION DU PROJET INITIAL		17

ARTICLE 1- OBJET

Aux termes de l'article 4.5. de ses statuts, le Siéml dispose d'une compétence relative à la réalisation, au développement et à l'exploitation d'installations de production et de distribution, par réseaux techniques, de chaleur renouvelable.

Plus précisément, l'article 4.5 des statuts du Siéml prévoit que :

« Le syndicat exerce, en lieu et place des communes ou établissements publics de coopération intercommunale qui lui en font la demande, la compétence relative au développement et à l'exploitation d'installations de production et de distribution, par réseaux techniques (et donc hors réseaux publics, qui relèvent de la compétence prévue à l'article 4.4), de chaleur renouvelable visant à maîtriser la consommation d'énergie et à réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Cette compétence comprend notamment les activités suivantes :

- *la réalisation d'installations de production de chaleur incluant le cas échéant les bâtiments de stockage et*
- *les réseaux techniques de distribution de chaleur associés ;*
- *l'exploitation et la maintenance des installations mentionnées à l'alinéa précédent.*

La source de chaleur renouvelable (bois énergie, géothermie, solaire thermique...) est fixée par délibérations concordantes du syndicat et du membre portant le transfert de compétence. »

Le présent règlement vise à déterminer les modalités d'exercice de cette compétence par le Siéml au profit de ses collectivités membres lui ayant transféré la compétence, concernant les sources de chaleur renouvelable suivantes :

- Energie bois ;
- Energie géothermie.

Il est adopté par le Comité syndical du Siéml et actualisé autant que de besoin par ce dernier.

Toute modification par délibération du Comité syndical du présent règlement sera notifiée aux collectivités lui ayant transféré la compétence.

ARTICLE 2- DESCRIPTION DES INSTALLATIONS TECHNIQUES

Les ouvrages nécessaires à la mise en œuvre de la compétence se distinguent en deux catégories :

- les installations nécessaires à la production de chaleur, regroupées sous les termes « chaufferie » ou « chaufferie bois énergie » ou « chaufferie géothermie » ; ;
- les installations nécessaires à la distribution de la chaleur produite, regroupées sous les termes « réseau technique de distribution de chaleur » et « réseau technique de distribution de chaleur ».

2.1. LES INSTALLATIONS NÉCESSAIRES À LA PRODUCTION DE CHALEUR

2.1.1. Les chaufferies

Les chaufferies bois énergie et chaufferies géothermie correspondent aux différentes installations nécessaires à la production de chaleur et au stockage des combustibles nécessaires au fonctionnement de la chaufferie.

- **La chaufferie bois énergie** comprend notamment :
 - les ouvrages de production d'énergie calorifique : chaudière(s) bois et équipements annexes dont la chaudière d'appoint/secours si nécessaire ;
 - les dispositifs de stockage des combustibles ;
 - le bâtiment dédié à l'implantation de la chaufferie ou du silo et/ou l'aménagement éventuel en cas d'utilisation d'un local existant ;
 - les équipements de régulation et de télégestion.
- **La chaufferie géothermie** comprend notamment :
 - les ouvrages de production d'énergie calorifique (pompe à chaleur et équipements annexes dont la chaudière d'appoint/secours si nécessaire ;
 - le bâtiment dédié à l'implantation de la chaufferie et/ou l'aménagement éventuel en cas d'utilisation d'un local existant ;
 - les ouvrages de captage de l'énergie géothermie en sol ;
 - les équipements de régulation et de télégestion.

2.1.2. Les autres installations

Aucune installation, autre que celle relative à la production et à la distribution de chaleur renouvelable des énergies bois et géothermie, n'est comprise dans la compétence transférée au Siéml dont les modalités d'exercice sont définies par le présent règlement.

Toute nouvelle installation de chaleur renouvelable autre que celles à énergie bois et à énergie géothermie donnera lieu à une modification du présent règlement.

2.2. LE RÉSEAU TECHNIQUE DE DISTRIBUTION DE CHALEUR

2.2.1. Définition

Réseau de chaleur : un réseau de chaleur est un système de distribution de chaleur produite de façon centralisée, permettant de desservir plusieurs usagers ou abonnés. Il comprend une ou plusieurs unités de production de chaleur, un réseau de distribution primaire dans lequel la chaleur est transportée par

un fluide caloporteur, et un ensemble de sous-stations d'échange, à partir desquelles les bâtiments sont desservis par un réseau de distribution secondaire.

Réseau technique de chaleur : un réseau technique de chaleur, encore appelé « réseau privé de chaleur », est un système de distribution de chaleur produite de façon centralisée, permettant de desservir un ou plusieurs bâtiments appartenant à un seul usager ou abonné, le plus souvent le maître d'ouvrage lui-même.

Réseau public de chaleur : un réseau public de chaleur, encore appelé « réseau de chaleur public », est un système de distribution de chaleur produite de façon centralisée, permettant de desservir des bâtiments appartenant distinctement à plusieurs usagers ou abonnés. Il constitue alors un service public dont la gestion est assurée et précisément définie par une collectivité ou un groupement agissant en tant qu'autorité organisatrice du service (article L. 2224-38 du code général des collectivités territoriales.).

Le présent règlement concerne l'exercice de la compétence du Siéml à la réalisation, au développement et l'exploitation d'installations de production et de distribution, par réseaux techniques, de chaleur renouvelable.

2.2.2. Description des réseaux techniques de chaleur

a. Le réseau de distribution primaire

Le réseau technique de chaleur est constitué du réseau de distribution primaire comprenant l'ensemble des installations de distribution de chaleur, soit les ouvrages suivants :

- le réseau technique de distribution lui-même ;
- les branchements jusqu'aux sous-stations ;
- les sous-stations qui comprennent l'échangeur, ou la bouteille de découplage, et ses accessoires (tout ouvrage de distribution de l'énergie calorifique, inclus). Chaque sous-station est établie dans un local appelé « *poste de livraison* », dont le régime est précisé par le présent règlement.

La compétence transférée porte uniquement sur le réseau de distribution primaire.

b. Le réseau de distribution secondaire

On appelle « *réseau secondaire* » l'ensemble des installations d'utilisation et de répartition d'énergie situées à l'intérieur du bâtiment (tuyauteries intérieures, radiateurs, etc.).

Le réseau secondaire n'entre pas dans le champ de la compétence transférée. Il appartient à la collectivité qui demeure responsable de son entretien.

c. Limite

La limite entre le réseau de distribution primaire et le réseau de distribution secondaire se situe en aval des vannes d'isolement de l'échangeur (entre le réseau primaire et le réseau secondaire), à la sortie de la sous-station, les vannes relevant dès lors de la compétence du Siéml.

ARTICLE 3- PROCÉDURE DE TRANSFERT ET DE REPRISE DE LA COMPÉTENCE

Le transfert de la compétence au Siéml intervient par délibérations concordantes de l'organe délibérant de la collectivité concernée et de l'organe délibérant du Siéml conformément à l'article 6 des statuts du Siéml.

Les délibérations préciseront :

- la date d'effet du transfert de la compétence, conformément à l'article 6 des statuts du Siéml ;
- la source de chaleur renouvelable choisie le cas échéant, la ou les installation(s) existantes objet du transfert de compétence.

En outre, la délibération de la collectivité transférant la compétence fera mention de ce que le transfert de la compétence emporte acceptation du présent règlement.

Le transfert de compétence porte obligatoirement sur l'investissement (réalisation des travaux) et le fonctionnement (entretien préventif et curatif, gestion du patrimoine et achat de combustible).

Les conditions de reprise de la compétence sont celles définies par l'article 7 des statuts du Siéml.

ARTICLE 4- RÉGIME DES BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES

4.1. BIENS MIS À DISPOSITION DU SIÉML

Les biens nécessaires à l'exercice de la compétence ou utilisés à cette fin sont mis à la disposition du Siéml par la collectivité, dans les conditions ci-après :

4.1.1. Modalités juridiques de la mise à disposition

Le transfert de compétence entraîne de plein droit, à la date du transfert, la mise à disposition au Siéml de l'ensemble des biens meubles et immeubles nécessaires à l'exercice de la compétence transférée.

Lorsque le transfert concerne des installations existantes, le Siéml disposera effectivement des biens nécessaires à l'exercice de la compétence à compter de l'approbation par l'instance décisionnelle compétente de la collectivité d'une part, du transfert de compétence et partant de l'approbation du présent règlement d'exercice de la compétence et, d'autre part, de la convention individuelle.

Un procès-verbal sera établi contradictoirement entre la collectivité et le Siéml. Ce procès-verbal précisera, pour chaque projet considéré :

- la consistance des biens transférés ;
- leur situation juridique ;
- l'état des biens financier et comptable.

Les contrats en cours antérieurement conclus par la collectivité et relatifs à la compétence transférée (contrats d'approvisionnement, de maintenance, ...) sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties. La collectivité devra informer son ou ses co-contractants que le Siéml se substitue à elle dans le cadre de l'exécution de ces contrats.

4.1.2. Liste non exhaustive des biens pouvant être mis à disposition

Les biens meubles et immeubles nécessaires à l'exercice de la compétence transférée mis à disposition du Siéml sont constitués notamment des éléments suivants :

- foncier supportant ou devant supporter l'installation transférée (hors voies d'accès aux installations) ;
- local existant exclusivement affecté à une installation (chaufferie, dispositif de stockage...) : le local mis à disposition doit être exclusivement dédié à la chaufferie et/ou au dispositif de stockage, il ne peut être utilisé par la collectivité pour un autre usage. Il devra être clos et sécurisé ;
- chaudière ou autres équipements nécessaires à la production ou à l'exploitation du site ;
- réseaux de distribution de chaleur (réseau primaire) ;
- postes de livraison, c'est-à-dire le local dans lequel est installée la sous-station dans chacun des bâtiments raccordés par le réseau technique.

4.2. BIENS POUR LESQUELS LE SIÉML BÉNÉFICIE D'UN DROIT D'ACCÈS

Un droit d'accès sera consenti au Siéml pour les biens qui, sans être nécessaires à l'exercice de la compétence transférée, conditionnent ou déterminent l'accès aux installations ou leur bon fonctionnement, dans les conditions ci-après :

4.2.1. Modalités juridiques d'exercice du droit d'accès

En dehors des biens utilisés pour l'exercice de la compétence ou nécessaires à son exercice et mis à disposition du Siéml en application de l'article 4.1, la collectivité s'engage à laisser le Siéml accéder aux biens meubles et immeubles qui, sans être nécessaires à l'exercice de la compétence, conditionnent ou déterminent l'accès aux installations ou leur bon fonctionnement. Le cas échéant, des servitudes pourront être mises en place.

Ainsi, la collectivité garantit au Siéml un accès aux installations notamment pour vérifier leur bonne marche et les entretenir. Elle prend en charge à ce titre les éventuels aménagements des voies d'accès privées ou publiques non exclusivement dédiées aux installations et nécessaires pour l'exercice par le Siéml de son droit d'accès.

4.2.2. Liste non exhaustive des biens concernés

Les biens meubles et immeubles auxquels la collectivité devra garantir un libre accès au Siéml sont notamment les suivants :

- les passages de gaines techniques pour accueillir l'équipement de production de chaleur ;
- l'installation d'électricité existante du local afin de permettre le raccordement électrique du Siéml ;
- le réseau d'eau potable existant du local afin de permettre le raccordement du Siéml ;
- plus généralement, tous les biens dont l'accès est nécessaire pour mettre en place et mettre aux normes la chaufferie.

La garantie du libre accès aux biens suppose que la collectivité procède en amont à toutes les démarches, déclarations et demandes qui seraient le cas échéant nécessaires pour permettre une utilisation effective et efficiente des biens..

4.3. PROPRIÉTÉ DES INSTALLATIONS

Le Siéml est propriétaire des biens et installations qu'il acquiert ou réalise en lieu et place de la collectivité pendant toute la durée de l'exercice de la compétence. La propriété desdites installations est transférée à la collectivité en cas de reprise de la compétence selon les modalités prévues à l'article 7 des statuts du Siéml.

ARTICLE 5- MISE EN ŒUVRE DE LA COMPÉTENCE TRANSFÉRÉE

5.1. CONCEPTION, RÉALISATION ET MODIFICATION D'UN NOUVEAU PROJET

5.1.1. Phase de conception

Le Siéml consultera la collectivité tout au long de la phase de conception.

Après transfert de la compétence par délibérations concordantes, chaque nouveau projet d'installation sur le territoire de la collectivité considérée devra préalablement faire l'objet d'une décision de son instance décisionnelle compétente, formalisant une demande d'étude de conception par le Siéml.

Cette demande sera transmise par courrier au Siéml accompagnée du document « demande d'étude de conception de nouveau projet » (annexe 1) complété. Le Siéml instruira la demande et informera la collectivité du résultat de cette instruction.

Avant d'engager tout projet, le Siéml transmet pour avis les études de conception du projet concernant notamment l'implantation et les caractéristiques de l'installation à la collectivité. Ces études détermineront notamment :

- le lieu d'implantation du projet ;
- les éléments fonciers et techniques mis à disposition ;
- la description de tous les équipements ;
- les bâtiments desservis ;
- la description des moyens de distribution de la chaleur produite ;
- les combustibles utilisés ;
- les conditions techniques, administratives et financières propres au projet.

Le Siéml se réserve la possibilité de ne pas donner suite au projet pour toutes raisons ne permettant pas d'assurer l'équilibre économique et le bon fonctionnement technique des installations. La collectivité en est alors avertie par écrit (courrier ou mail).

5.1.2. Réalisation du projet

Le Siéml assure la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre de l'ensemble des installations et réseaux nécessaires à la production et à la distribution de chaleur renouvelables. Il dispose de la possibilité d'externaliser certaines missions dans le cadre de marchés publics. Il assure notamment les missions suivantes avec l'appui éventuel d'un assistant à maîtrise d'ouvrage :

- la procédure de consultation des entreprises selon les règles applicables en matière de commande publique ;
- le suivi de chantier : la collectivité est invitée à l'ensemble des réunions de chantier pour donner son avis et faciliter la coordination du chantier
- la réception des travaux.

5.1.3. Modification du projet

a. Modification du projet à l'initiative de la collectivité

Toute modification substantielle du projet initial devra faire l'objet d'une décision de l'instance décisionnelle compétente de la collectivité formalisant une demande de modification du projet initial. Sont notamment des modifications substantielles à l'initiative de la collectivité :

- évolution du volume chauffé (à la hausse ou à la baisse) ;
- modification de l'occupation ou de l'usage d'un bâtiment ;
- travaux de rénovation thermique ;
- extension ou raccordement d'un nouveau bâtiment, avec extension éventuelle du réseau de distribution de chaleur : toute opération d'évolution du bâtiment raccordé (extension ou agrandissement) entraînant une modification de la surface à chauffer sera conditionnée par la faisabilité technique de l'augmentation du volume de chaleur à distribuer par les équipements installés. La collectivité devra en aviser le Siéml, qui seul décidera de la faisabilité technique et opérationnelle du raccordement ;
- modification du tracé du réseau ;
- modification des installations de production et/ou des réseaux de distribution de chaleur renouvelable entraînant une remise en cause du bon fonctionnement des installations tel que prévu lors de la conception du projet initial ;
- de manière générale, toute opération technique ne pouvant être considérée comme de la maintenance.

Toutes ces interventions devront faire l'objet d'une étude spécifique préalable à l'engagement de tous travaux pour identifier les impacts sur l'équilibre économique et le fonctionnement des installations techniques.

Cette demande sera transmise par courrier au Siéml accompagnée du document « demande d'étude de modification du projet initial » (annexe 2) complété. Le Siéml instruira la demande et informera la collectivité du résultat de cette instruction.

b. Modification du projet à l'initiative du Siéml

Le projet initial pourra faire l'objet d'une modification à l'initiative du Siéml, notamment lorsque des travaux ou investissements non prévus lors de la conception du projet doivent être réalisés afin de garantir la bonne réalisation et/ou le bon fonctionnement des installations techniques.

Le Siéml consultera la collectivité sur les aspects techniques, administratifs et financiers de ces travaux ou investissements supplémentaires, en amont de la réalisation.

5.2. EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

5.2.1. Étendue des missions d'exploitation

Le Siéml assure l'exploitation des ouvrages et, en conséquence, la sécurité et leur bon fonctionnement. Il a la charge d'organiser la gestion technique, administrative et patrimoniale des installations réalisées ou mises à disposition pour l'exercice de la compétence.

L'exploitation des installations par le Siéml comprend :

- l'approvisionnement en combustible ;
- la surveillance et la maintenance préventive et curative des installations, comprenant l'intervention en cas de panne ;
- le remplacement de pièces en cas de casse.

Le Siéml réalisera ces prestations soit par ses moyens propres, soit par des entreprises et des prestataires spécialisés .

5.2.2. Approvisionnement en combustibles

Le Siéml est chargé de la production de chaleur aux bâtiments raccordés. A ce titre, il assure l'achat et la livraison de combustibles. Il passe et exécute les contrats de fourniture et livraison de combustibles.

5.2.3. Surveillance des installations, maintenance préventive et curative

a. Surveillance et entretien courant

Ces missions comprennent notamment :

- le contrôle régulier pour vérifier le bon fonctionnement des installations (contrôle visuel) ;
- le décaissage, pour l'énergie bois ;
- le petit dépannage.

Les travaux d'entretien courant peuvent être réalisés pendant ou en dehors de la saison de chauffe.

Un carnet d'entretien pourra être mis en place et laissé à la disposition de la collectivité, pour consultation des interventions réalisées sur les installations. Les rapports d'intervention pourront y être consignés.

b. Surveillance et entretien spécialisés

Elles comprennent notamment :

- le ramonage des tubes de fumée ;
- le nettoyage et ramonage complet de l'intérieur de la chaudière, vérification de l'état de l'installation ;
- le diagnostic des causes de la panne ;
- la réparation / remise en état, remplacements des équipements défectueux.

Les travaux prévisibles d'entretien spécialisé nécessitant la mise hors service des ouvrages sont réalisés , dans la mesure du possible, en dehors de la saison de chauffe.

Lorsqu'il est nécessaire de procéder à un entretien spécialisé durant la saison de chauffe, le Siéml avertira la collectivité au moins cinq (5) jours avant la date de l'entretien spécialisé.

c. Système de télésurveillance

Pour faciliter la détection des dysfonctionnements, chaque installation sera dotée d'un système de télésurveillance installé par le Siéml. Le Siéml devra bénéficier des droits d'accès nécessaires selon le régime défini à l'article 4.2 du présent règlement.

d. Interventions en cas de panne

Dans les circonstances exigeant une intervention immédiate, le Siéml prend les mesures d'urgence nécessaires. Ses représentants ou prestataires reçoivent toutes facilités de la part de la collectivité.

Un système d'astreinte pourra être mis en place.

Pour des raisons tenant à la nature des travaux ou aux possibilités de mise en œuvre, le délai d'intervention immédiate prescrit peut être dépassé. Dans ce cas, le Siéml en informe la collectivité.

En cas d'intervention nécessitant la mise hors service des ouvrages en période de chauffe, la période et la durée d'exécution des travaux sont fixées par le Siéml de façon à minimiser la gêne occasionnée.

La collectivité s'interdit formellement toute intervention sur les installations sans l'accord préalable du Siéml. En cas d'inobservation, la responsabilité du Siéml ne saurait être retenue si un accident ou un dysfonctionnement se produisait sur l'installation.

En cas d'éventuels dégâts provoqués par un événement extérieur (climatique, vandalisme...), la collectivité doit impérativement prévenir sans délai le Siéml afin de lui permettre d'effectuer une déclaration, auprès de son assurance, dans les délais impartis.

5.3. ASSURANCES

Le Siéml souscrit en son nom les assurances nécessaires à la couverture de tous les dommages dont il serait tenu responsable du fait de sa qualité de propriétaire et/ou d'exploitant de l'installation.

ARTICLE 6- CONTRIBUTION DE LA COLLECTIVITÉ

6.1. ÉTENDUE DE LA CONTRIBUTION DE LA COLLECTIVITÉ

La collectivité contribue activement aux projets de réseaux techniques de chaleur relevant de la compétence du Siéml, en participant aux décisions portant sur sa conception, sa réalisation et son exploitation, notamment en participant au suivi quotidien du bon fonctionnement des installations techniques.

Sa contribution prendra également la forme d'une participation financière à l'investissement et/ou au fonctionnement du réseau technique de chaleur renouvelable projeté.

6.2. DÉTERMINATION DE LA PARTICIPATION FINANCIÈRE DE LA COLLECTIVITÉ

6.2.1. Les éléments de la participation financière

La participation financière de la collectivité à la compétence couvre les dépenses engagées par le Siéml pour l'exercer, déductions faites des aides et participations obtenues par d'autres organismes financeurs.

En cas de réalisation du projet, la participation financière de la collectivité comprend trois parts, dont les modalités de calcul de chacune des parts sont déterminées *infra* :

- une **part fixe**, correspondant à la participation de la collectivité aux dépenses nécessaires aux investissements à réaliser pour l'établissement des installations techniques ;
- une **part variable**, correspondant à la participation de la collectivité aux dépenses nécessaires à l'exploitation et au bon fonctionnement des installations techniques;

- une **part unitaire** dite « *participation pour frais de gestion* » correspondant à la participation de la collectivité aux dépenses nécessaires à la mise en œuvre de la compétence transférée autres que celles intégrées dans le calcul de la part fixe et la part variable.

En cas d'abandon du projet pendant la phase de conception, quel qu'en soit le motif, la collectivité apportera une participation financière comprenant deux parts :

- la **part unitaire** précitée, dont les modalités de calcul spécifiques au cas d'abandon du projet sont déterminées ci-après ;
- une **part forfaitaire** correspondant à la participation de la collectivité aux dépenses effectivement engagées par le Siéml au jour de l'abandon du projet, notamment les dépenses externes suivantes : architecte, bureaux d'études, contrôle technique, géomètre, publication, frais de résiliation de contrats ou indemnisation des cocontractants, etc.

6.2.2. Les modalités de calcul de la participation financière

a. Calcul de la part fixe

La part fixe est calculée en prenant en compte les dépenses estimées par le Siéml pour l'investissement initial de la chaufferie et son réseau « primaire » de distribution de chaleur sur toute la durée de réalisation des travaux. Ces dépenses incluent notamment les frais afférents :

- aux études conception ;
- à la maîtrise d'œuvre ;
- aux études techniques ;
- aux travaux.

Le montant de la part fixe se décompose comme suit :

- financement des investissements nécessaires à l'installation des équipements techniques ;
- financement de toutes les études et permissions administratives nécessaires à la réalisation des équipements techniques

Le montant prévisionnel total de la part fixe est estimé aux vues des dépenses prévisionnelles précitées. Il pourra être ajusté pendant l'exécution des travaux jusqu'à la mise en service des installations, notamment pour prendre en compte les dépenses non prévues résultant des modifications du projet initial à l'initiative de la collectivité ou du Siéml.

Le montant total de la part fixe sera définitif aux vues des dépenses effectivement engagées par le Siéml, déduction faite le cas échéant du montant total des participations d'autres financeurs et aides mentionnées à l'article 6.2.1. du présent règlement, effectivement perçues par le Siéml.

Dans l'hypothèse où le montant réel des participations et aides perçues par le Siéml est différent du montant prévisionnel, le montant total de la part fixe pourra faire l'objet d'une modification, d'un commun accord entre le Siéml et la collectivité.

b. Calcul de la part variable

La part variable est calculée en prenant en compte les dépenses prises en charge chaque année par le Siéml, nécessaires à l'exploitation et au bon fonctionnement des installations techniques. Ces dépenses incluent notamment :

- combustibles : dépenses d'approvisionnement en combustibles. Le montant de la participation de la collectivité est calculé tous les ans selon les dépenses réelles actualisées en fonction de l'évolution des contrats d'approvisionnement et des quantités livrées ;
- entretien : dépenses afférents à la surveillance et aux entretiens courants de la chaufferie et de son réseau « primaire » de distribution de chaleur. Le montant de la participation de la collectivité est calculé tous les ans selon les dépenses réelles actualisées en fonction de l'évolution des contrats d'entretien et d'exploitation ;
- réparations : dépenses de réparation du matériel en cas de panne ou de vétusté. En cas de travaux importants, le montant de la participation de la collectivité pourra être échelonné sur plusieurs années, sur demande de la collectivité et après accord du Siéml ;
- divers : ensemble des dépenses engagées par le Siéml pour assurer l'exploitation et le bon fonctionnement des installations techniques, notamment : les taxes et impôts quels qu'ils soient liés à l'exploitation de la chaufferie bois, et frais d'entretiens non prévus en complément dans la participation pour réparation.

c. Calcul de la part unitaire

La **part unitaire** dite « *participation pour frais de gestion* » est calculée de la manière suivante :

- en cas de réalisation du projet : application d'un pourcentage sur le montant total annuel des parts fixe et variable de la participation de la collectivité. Le pourcentage peut être identique aux deux parts, ou distinct et spécifique pour chacune d'entre elle ;
- en cas d'abandon du projet : application d'un pourcentage sur le montant total de la part forfaitaire de la participation de la collectivité.

Le pourcentage est fixé par délibération du Comité syndical. Il pourra faire l'objet d'une révision en cours de conception, de réalisation et d'exploitation du projet, par délibération du Comité syndical, pour s'assurer qu'il est représentatif du coût supporté par le Siéml pour l'exploitation et le fonctionnement des installations techniques, sans toutefois pouvoir être inférieur à 4 % ni supérieur à 10 %.

La modification du pourcentage sera notifiée à la collectivité et pris en compte pour le calcul de la part unitaire due l'année suivant celle de la notification. Elle sera intégrée au calcul de la participation financière définitive de cette dernière, effectué à la fin des travaux.

6.3. RECOUVREMENT DE LA PARTICIPATION FINANCIÈRE

La participation financière de la collectivité au Siéml fait l'objet d'un versement annuel, dont le montant correspond à la somme des parts dues au vu des dépenses prévisionnelles estimées par le Siéml l'année précédente, déduction faite le cas échéant des éventuelles participations d'autres financeurs et aides mentionnées à l'article 6.2.1. perçues l'année précédant le versement.

Les dépenses engagées par le Siéml à l'année N-1 seront pris en compte pour le calcul de la participation financière que la collectivité doit verser à l'année N.

Le Siéml s'engage à communiquer avant le 28 février de l'année N, sur la base des montants réalisés en N-1, le montant de la participation que la collectivité doit verser en année N.

Le paiement de la participation due par la collectivité au Siéml s'effectuera avant la fin du premier semestre de chaque année. La collectivité s'engage à créer les ressources nécessaires au paiement des sommes mises à sa charge et à inscrire chaque année les crédits correspondant dans son budget.

ARTICLE 7- CONVENTION INDIVIDUELLE

Chaque projet fera l'objet d'une convention individuelle conclue entre le Siéml et la collectivité, qui formalisera l'accord des parties sur les conditions et modalités de réalisation du projet, en particulier sur tout ou partie des éléments mentionnés à l'article 5.1.1, le cas échéant modifiés afin de prendre en compte l'avis de la collectivité.

La convention individuelle portera notamment sur les éléments suivants :

- le lieu du projet et les conditions d'occupation des sites utilisés par le Siéml ;
- les éléments fonciers et techniques mis à disposition ;
- la description de tous les équipements ;
- les bâtiments desservis ;
- une liste non exhaustive des biens nécessaires à la réalisation du projet ou à l'exercice par le Siéml du droit d'accès prévu à l'article 4.2 ;
- la description des moyens de distribution de la chaleur produite, notamment une définition de la limite entre le réseau primaire et le réseau secondaire ;
- les combustibles utilisés ;
- les modalités de réception des livraisons des combustibles ;
- les conditions techniques et administratives propres au projet ;
- les conditions financières de réalisation du projet, notamment le montant du projet, les autres frais liés à l'exercice de la compétence, le détail des modalités de calcul et des montants de la participation financière de la collectivité ;
- les modalités de réalisation des missions de surveillance et d'entretien courant ;

La convention individuelle est préalablement approuvée par délibérations concordantes de l'assemblée délibérante de chaque partie. Elle est soumise à la délibération de l'assemblée délibérante de la collectivité puis du Siéml, une fois que le montant définitif des travaux sera connu.

Sans préjudice de la concordance des délibérations de l'assemblée délibérante de chaque partie approuvant la convention individuelle, la délibération de l'assemblée délibérante de la collectivité approuvant cette dernière sera considérée comme valant autorisation du Siéml de commencer l'exécution des travaux pour la réalisation du projet préalablement à la conclusion de la convention individuelle et, partant, comme approuvant les montants prévisionnels des travaux et de la participation financière de la collectivité telle que décrite à l'article 6 du présent règlement, dont le réajustement pourra intervenir au cours de la conception et/ou de l'exécution du projet.

La convention individuelle peut être modifiée, notamment pour prendre en compte les modifications apportées au projet initial à l'initiative de la collectivité comme à l'initiative du Siéml ou encore pour prendre en compte une différence éventuelle entre le montant prévisionnel et le montant définitif des participations et aides perçues par le Siéml et leurs conséquences sur les part fixe, variable et forfaitaire de la participation financière de la collectivité, par voie d'avenant conclu selon les mêmes conditions et modalités que la convention initiale.

ARTICLE 8- RAPPORT ANNUEL D'EXPLOITATION

Le Siéml rend compte, annuellement, de sa mission à travers un rapport annuel d'exploitation comprenant notamment :

- l'inventaire technique et quantitatif du patrimoine ;
- le compte-rendu des interventions réalisées ;
- le bilan des travaux réalisés.

ARTICLE 9- ANNEXES

Sont annexées au présent règlement, dont ils font parties intégrantes :

- Annexe 1 : demande d'étude de conception d'un nouveau projet ;
- Annexe 2 : demande d'étude de modification du projet initial.

ANNEXE N° 1 – DEMANDE D'ÉTUDE DE CONCEPTION D'UN NOUVEAU PROJET

COLLECTIVITÉ

Collectivité :

.....

Adresse :

.....

Nom et prénom de l' élu référent :

.....

Fonction :

.....

Téléphone :

.....

Mail :

.....

NOUVEAU PROJET

Source de chaleur renouvelable :

☐ Bois

☐ Géothermie

.....

Descriptif :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Date :/...../.....

Signature et tampon de la collectivité :

ANNEXE N° 2 – DEMANDE D'ÉTUDE DE MODIFICATION DU PROJET INITIAL

COLLECTIVITÉ

Collectivité :

.....

Adresse :

.....

Nom et prénom de l'élu référent :

.....

Fonction :

.....

Téléphone :

.....

Mail :

.....

ÉVOLUTIONS PRÉVUES

Nom de l'installation concernée :

.....

Descriptif :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Au vu de ces éléments, la collectivité..... sollicite le Siéml pour
étudier leurs impacts sur les installations techniques et prévoir les éventuelles
modifications à apporter.

Date :/...../.....

Signature et tampon de la collectivité :

CONVENTION INDIVIDUELLE

Production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable

Entre :

Le Syndicat Intercommunal d'Energies de Maine-et-Loire – Siéml

Syndicat mixte fermé enregistré sous le numéro SIRET 254 901 309 00032, dont le siège social est situé ZAC de Beuzon, 9 route de la Confluence, Écouflant, CS60145, 49001 ANGERS Cedex 01, représenté par son Président, Monsieur Jean-Luc DAVY, dûment habilité à signer la présente convention au nom et pour le compte du Siéml par la délibération du comité syndical n° 57/2024 du 2 juillet 2024,

ci-après désigné « *le Siéml* »,

Et :

La collectivité,

désignée en annexe 1 de la présente convention,

ci-après désigné « *la collectivité* »,

Ci-après désignée individuellement « *une partie* » ou collectivement « *les parties* »,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2224-38 et L 5711-1 et suivants ;

Vu le code de l'énergie ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu les statuts du Siéml, modifiés en dernier lieu par l'arrêté préfectoral n° 2019-122 du 14 août 2019 ;

Vu le règlement d'exercice de la compétence « *production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable* », modifié en dernier lieu par la délibération du Comité syndical du Siéml n° 2025_DEL_022 du 25 mars 2025 ;

Les parties ont convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de compléter le règlement d'exercice de la compétence « *production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable* » susvisé ; en vue de déterminer précisément les conditions et modalités techniques, opérationnelles et financières selon lesquelles le Siéml effectue, dans le cadre de la compétence transférée par la collectivité au Siéml, la réalisation, le développement et l'exploitation d'installations de production et de distribution, par réseaux techniques, de chaleur renouvelable, pour la mise en œuvre du projet décrit en annexe 1 à la présente convention.

ARTICLE 2 – DESCRIPTION DU PROJET

La description du projet, mentionnée en annexe 1 de la présente convention, présente :

- la destination et la localisation des installations techniques,
- le(s) bâtiment(s) desservi(s) par le réseau technique de distribution de chaleur renouvelable ;
- les installations envisagées pour la mise en œuvre du projet ;
- les travaux réalisés.

Le projet pourra être modifié, notamment pour prendre en compte les modifications apportées au projet initial à l'initiative de la collectivité comme à l'initiative du Siéml, selon les conditions et modalités prévues par le règlement d'exercice de la compétence.

Les modifications apportées au projet donneront lieu à une description des installations techniques installées et travaux effectivement réalisés qui, le cas échéant, fera l'objet d'une nouvelle annexe établie à la fin des travaux et jointe à la présente convention par avenant.

ARTICLE 3 – DISPOSITIONS FINANCIÈRES

La participation financière de la collectivité au projet, son recouvrement annuel ainsi que les conditions et modalités de sa modification en cours d'exécution de la présente convention, sont déterminés par le règlement d'exercice de la compétence et sa délibération annuelle prise par le Comité Syndical du Siéml.

La participation définitive de la collectivité est détaillée à l'annexe 2 établie à la fin des travaux et jointe à la présente convention.

ARTICLE 4 – BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES

Les biens nécessaires à l'exercice de la compétence transférée ou utilisés à cette fin, mis à la disposition du Siéml par la collectivité conformément au règlement d'exercice de la compétence, sont décrits à l'annexe 1, jointe à la présente convention.

Les biens qui, sans être nécessaire à l'exercice de la compétence transférée, conditionne ou détermine l'accès aux installations ou son bon fonctionnement, et auquel la collectivité s'engage à garantir l'accès efficient sans délai au Siéml conformément au règlement d'exercice de la compétence, sont décrits à l'annexe 1, jointe à la présente convention.

ARTICLE 5 – DÉROULEMENT DES TRAVAUX

Les travaux sont réalisés conformément au règlement de l'exercice de la compétence et au présent article.

5.1. Les travaux

Le Siéml informe, par email ou courrier, la collectivité des travaux qui seront entrepris dans le cadre de la réalisation des équipements nécessaires à la mise en œuvre du projet visé à l'article 2 et aux aménagements prévus sur les biens et dans les locaux mis à disposition. Cette information sera transmise au moins trois (3) jours ouvrés avant le début des travaux.

A la suite de la mise en service de l'installation, le Siéml informe, par email ou courrier, la collectivité des travaux qu'il peut être amené à effectuer sur la chaufferie et ses accessoires afin de procéder à son maintien en bon état d'entretien, de fonctionnement, de sécurité et de propreté, au moins trois (3) jours ouvrés avant le début de la réalisation des travaux.

Aussitôt après l'achèvement des travaux, le Siéml veille à ce que tous les décombres soient enlevés.

5.2. La réception des ouvrages

Lorsque les travaux sont achevés et que les ouvrages sont prêts à être mis en service, le Siéml en avise la collectivité.

Le Siéml fixe alors une date pour la réception de ces travaux et l'établissement du procès-verbal de réception des travaux qu'il établira. Dans le cas où des réserves sont constatées, un nouveau procès-verbal sera établi pour lever l'ensemble des réserves.

5.3. La mise en service

Le procès-verbal de réception des travaux, est annexé à la présente convention (annexe 3).

ARTICLE 6 – OBLIGATIONS DES PARTIES

Les obligations des parties pour l'exercice de la compétence sont définies par le règlement d'exercice de la compétence ainsi que par le présent article.

6.1. Obligations du Siéml

Le Siéml s'engage à :

- maintenir en bon état d'entretien, de fonctionnement, de sécurité, la chaufferie, notamment dans sa fonction de production de chaleur ;
- occuper les lieux mis à disposition conformément à leur destination prévue à l'annexe 1 de la présente convention ;
- mettre en place toutes les solutions possibles pour exploiter au mieux les équipements nécessaires à l'exercice de la compétence ;
- laisser circuler librement les agents en charge de l'entretien et de la surveillance ou élus de la collectivité, sur les emplacements mis à disposition dans le cadre de la seule conduite de la chaufferie ;
- souscrire les assurances qui couvriront les différents risques afférents à l'exercice de la compétence en cause et qui correspondent aux risques normaux de ce type d'exploitation.

6.2. Obligations de la collectivité

La collectivité s'engage à respecter le règlement d'exercice de la compétence « *production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable* » du Siéml et à conclure avec le Siéml, si l'organisation des services le requiert, une convention en vue de permettre au Siéml de maintenir en bon état de sécurité et de propreté, la chaufferie, ses abords et les bâtiments d'accueil des installations.

La collectivité s'engage à réaliser les missions de maintenance de premier niveau de la chaufferie, à savoir :

- s'assurer de l'état de fonctionnement de la chaufferie ;
- informer le Siéml du niveau des combustibles dans le silo en vue du lancement des demandes d'approvisionnement auprès du prestataire mandaté par le Siéml ;
- assurer la réception des livraisons de combustibles et s'assurer que les obligations prévues dans le contrat de fourniture (propreté, calibrage, humidité...) sont bien respectées puis compléter le tableau de suivi des réceptions du combustible qui sera présent en chaufferie. En cas de non-respect, la livraison devra être refusée, l'utilisation d'un combustible de mauvaise qualité pouvant engendrer de graves dysfonctionnements des installations ;
- retirer les cendres de la chaudière granulée de bois selon les prescriptions techniques du constructeur. Le Siéml ne pourrait être tenu pour responsable si la chaudière est à l'arrêt à cause du cendrier qui n'aurait pas été vidé ;
- évacuer les cendres ;
- maintenir l'alimentation électrique de la chaufferie ;
- maintenir l'alimentation en eau potable de la chaufferie ;
- avertir sans délai le Siéml en vue de permettre toute intervention, dans le cadre du contrat d'entretien/d'exploitation, de l'opérateur économique désigné par le Siéml.

La collectivité s'engage également à :

- laisser au Siéml, ainsi qu'à l'entreprise de maintenance qui sera retenue, un libre accès au(x) bâtiment(s) et parcelle(s) mentionnés à l'annexe 1 de la présente convention, pour la bonne exécution de la compétence transférée ;
- informer le Siéml, un (1) mois avant leur mise en œuvre effective, des modifications apportées aux accès à la chaufferie et aux abords de la chaufferie, sauf en cas d'urgence ;
- aviser le Siéml de toute opération d'évolution des bâtiments raccordés, le Siéml étant seul à déterminer de la faisabilité technique et opérationnelle du raccordement ;
- souscrire les polices d'assurances nécessaires à ses activités et celles relatives au(x) bâtiment(s) chauffé(s) ;
- inscrire chaque année le montant de la contribution liée à la présente convention à son budget ;
- échanger à l'amiable de toutes les problématiques pouvant survenir dans le cadre de l'exercice de la compétence transférée.
-

ARTICLE 7 – DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de l'accomplissement de l'ensemble des formalités lui donnant un caractère exécutoire.

Elle prend effet à compter de sa notification par le Siéml dans sa version signée par le représentant de chaque partie, pour une durée de vingt (20) ans à compter de la date de mise en service des installations techniques. La date est celle de la signature du procès-verbal de réception des travaux qui sera joint à la présente convention en annexe 3.

ARTICLE 8 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION

8.1. Résiliation de plein droit

La présente convention prend fin de plein droit, de manière anticipée, en cas de reprise de la compétence « production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable » par la Commune dans les conditions prévues à l'article 7 des statuts du Siéml. La résiliation prend effet au jour de la reprise de la compétence.

Elle prend également fin de plein droit, en cas de survenance d'un événement extérieur et indépendant de la volonté des parties, conduisant à la fin d'exploitation de l'équipement.

8.2. Résiliation unilatérale

La convention peut être résiliée par l'une des parties pour toute autre cause que la faute de l'une des parties à la présente convention.

La convention peut également être résiliée par l'une des parties en cas de faute de l'autre partie, après mise en demeure de la partie défaillante de se conformer à ses obligations et restée en tout ou partie sans effet.

En cas de résiliation de la présente convention par l'une des parties, celle-ci ne prend effet qu'après un délai de six (6) mois après la réception par l'autre partie de la lettre en recommandé avec accusé de réception notifiant la décision de résiliation.

8.3. Résiliation amiable

La convention peut également être résiliée d'un commun accord entre les parties par échanges de courriers avec accusé de réception effectués préalablement à la conclusion d'un avenant de résiliation dans les mêmes formes et conditions que la conclusion de la présente convention.

ARTICLE 9 – EFFET DU TERME DE LA CONVENTION

Au terme de la présente convention pour quelque cause que ce soit, la mise en œuvre du projet par le Siéml cessera.

Dans l'hypothèse où la convention prend fin de manière anticipée, pour quelque cause que ce soit, le Siéml percevra de la collectivité une indemnité correspondant aux dépenses d'investissements pour la réalisation des installations techniques :

- effectivement engagées au jour où la convention prend fin, et n'ayant pas déjà donné lieu au versement d'une participation financière de la collectivité ;
- restant à courir jusqu'au terme de la durée prévisionnelle de la convention ainsi que, le cas échéant, tous les autres frais de résiliation liés aux contrats conclus par le Siéml dans le cadre de l'exercice de la compétence.

L'indemnité due au Siéml par la collectivité inclura, le cas échéant, les dépenses de résiliation des contrats qu'il a conclu pour l'exercice de la compétence.

L'échéance de la convention pour quelque cause que ce soit ne donne lieu au versement d'aucune indemnité par le Siéml à la collectivité.

ARTICLE 10 – MODIFICATION

La présente convention pourra être modifiée par voie d'avenant conclu selon les mêmes conditions et modalités que la convention initiale, notamment pour prendre en compte les modifications apportées au projet initial à l'initiative de la collectivité comme à l'initiative du Siéml ou encore pour prendre en compte une évolution éventuelle du montant des participations et aides perçues par le Siéml et leurs conséquences sur les part fixe, variable et forfaitaire de la participation financière de la collectivité.

La modification de la convention ne pourra, en aucun cas, être déduite soit de la passivité de l'une ou de l'autre des parties, soit même de simples tolérances quelles qu'en soient la fréquence et la durée, la collectivité et le Siéml restant toujours libres d'exiger la stricte application des clauses et stipulations qui n'auraient pas fait l'objet d'une modification expresse ou écrite.

ARTICLE 11 – LITIGES

Les parties s'engagent à régler à l'amiable tout différend résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention.

A défaut de règlement amiable, le litige est porté, à la diligence de l'une ou l'autre partie, devant le tribunal compétent.

ARTICLE 12 – ANNEXES

Sont annexés à la présente convention initiale les pièces suivantes à valeur contractuelle :

- ANNEXE 1 : description du projet, des installations et travaux réalisés ;
- ANNEXE 2 : participation financière ;
- ANNEXE 3 : procès-verbal de réception des travaux.

Fait en autant d'exemplaires originaux que de parties,

À [lieu], le [date]
Pour la collectivité,
Le Maire / Le Président

À [lieu], le [date]
Pour le Siéml,
Le Président,
Jean-Luc DAVY

ANNEXE N° 1 – DESCRIPTION DU PROJET, DES INSTALLATIONS ET TRAVAUX RÉALISÉS

DÉSIGNATION DE LA COLLECTIVITÉ

Collectivité : Le Lion d'Angers

Adresse : Place Charles de Gaulle, 49220 Le Lion d'Angers

Nom et prénom de l' élu référent : Etienne Glémot

Fonction : Maire

Téléphone : 02 41 61 30 08

Mail : mairie@lelionsdangers.fr

FONDEMENTS JURIDIQUES SPÉCIFIQUES AU PROJET

- délibération du conseil municipal de la commune du Lion d'Angers du 2 septembre 2024, approuvant le transfert de sa compétence « *production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable* » au Siéml et choisissant comme source de chaleur renouvelable l'énergie bois ;
- délibération du Comité syndical du Siéml n°xx/2025 en date du 24 juin 2025, approuvant le transfert « *production et distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable* » de la commune du Lion d'Angers avec comme source de chaleur renouvelable l'énergie bois ;
- demande du 2 septembre 2024 de la commune du Lion d'Angers que le Siéml gère l'exploitation de la chaufferie bois du groupe scolaire Edmond Girard à partir du 01/09/2025 ;
- délibération du conseil municipal de la commune du Lion d'Angers du [date], approuvant le projet de convention individuelle.

NOM DU PROJET

Chaufferie bois pour le groupe scolaire Edmond Girard de la commune du Lion d'Angers.

LOCALISATION DU PROJET

Destination	Groupe scolaire Edmond Girard
Nombre de bâtiment(s) desservi(s)	1
Adresse	rue Henri et Robert De Cholet, 49220 Le Lion d'Angers
Parcelle(s) d'implantation des installations	Parcelle cadastrée section AN n°9

BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES

BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES MIS À DISPOSITION	BIENS MEUBLES ET IMMEUBLES MIS À DISPOSITION SOUMIS AU DROIT D'ACCÈS
<p>Les biens mis à disposition du Siéml par la collectivité sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Chauffage du groupe scolaire 	<p>Les biens pour lesquels le Siéml bénéficie d'un droit d'accès sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Groupe scolaire Edmond Girard

DESCRIPTION DES INSTALLATIONS

La description des équipements qu'il est prévu d'installer pour la mise en œuvre du projet est la suivante :

- **La chaufferie** est située dans un local situé à proximité du parking. Y seront installés les éléments suivants :
 - Deux chaudières Fröling de 120 kW chacune ;
 - Deux ballons tampon de 2 200 litres chacun ;
 - Panoplies hydrauliques de distribution de la chaleur ;
 - Adoucisseur d'eau ;
 - Silo de stockage.

DESCRIPTION DES TRAVAUX D'ORES ET DEJA RÉALISÉS

- La description des travaux qui ont été réalisés est la suivante :

Deux chaudières bois granulés, de marque Fröling, ont été installée dans la chaufferie pour permettre de chauffer l'ensemble du groupe scolaire qui a été rénové. Deux ballons tampon permettent de limiter les courts-cycles des chaudières en optimisant la stratification de la chaleur.

Le groupe scolaire est ensuite chauffé par 4 circuits différents afin de réaliser des réglages différents.

La régulation est assurée par une GTB de marque WIT dont le Siéml ne récupère pas la gestion dans le cadre du transfert de compétence. Cependant, le Siéml sera force de proposition pour optimiser les réglages secondaire afin d'assurer une optimisation des consommations.

Le silo de stockage est de type maçonné, d'une capacité approximatif de 12 tonnes.

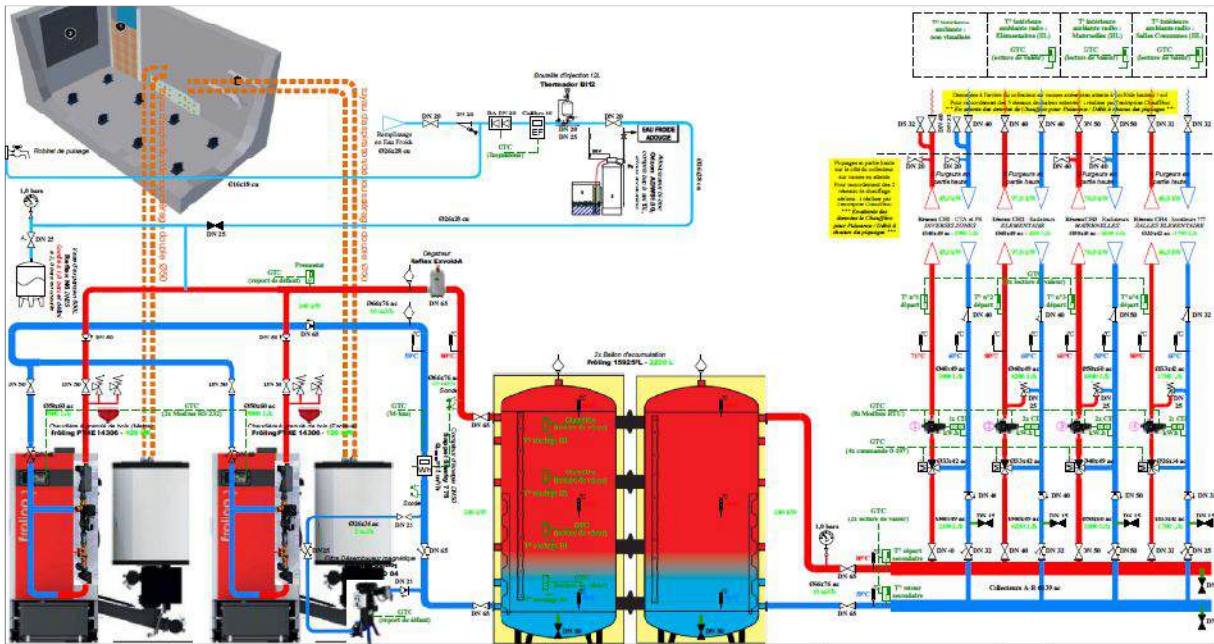
DESCRIPTION DES TRAVAUX A REALISER

Le Siéml réalisera, à minima, les travaux suivant afin d'augmenter la performance des installations et optimiser les accès par l'entreprise de maintenance :

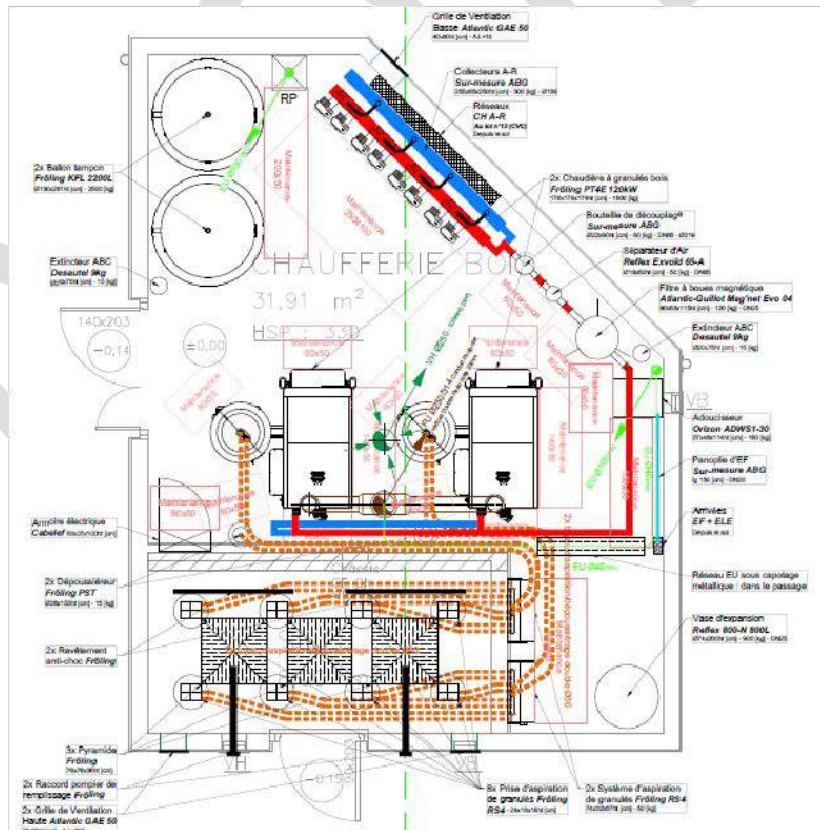
- Installation d'une serrure électronique sur la porte de la chaufferie
- Connexion des chaudières Fröling à l'interface web du fabricant

Ces travaux feront l'objet de devis. Leurs montants seront pris en compte pour le calcul de la part variable de la contribution annuelle de la commune du Lion d'Angers.

- Le schéma hydraulique est le suivant :



- Le plan d'implantation est le suivant :



ANNEXE N° 2– PARTICIPATION FINANCIÈRE DÉFINITIVE

PART FIXE

Montant définitif de la part fixe

La collectivité ayant financé l'intégralité des travaux, la part fixe est égale à zéro.

PART VARIABLE PRÉVISIONNELLE

Combustibles * : <input checked="" type="checkbox"/> Bois. Quantité estimée : 40 T/an <input type="checkbox"/> Géothermie. Quantité électricité estimée : xx kWh/an <i>* dont marge Siéml sur la fourniture du combustible.</i>	12 800 € / an
Entretien, maintenance, réparations	1 400 € / an
Divers	200 € / an

PART UNITAIRE PRÉVISIONNELLE




Participation proportionnelle à l'investissement	0 € / an
Participation forfaitaire	1 700 € / an

* Estimation basée sur la base de 6 livraisons d'un total de 40 t et du forfait d'exploitation en vigueur.

PARTICIPATION ANNUELLE PRÉVISIONNELLE

MONTANT TOTAL PRÉVISIONNEL Part fixe + part variable + part unitaire	16 100 € / an
---	----------------------

ANNEXE N° 3 – PROCÈS-VERBAL DE RÉCEPTION DES TRAVAUX

PROCES VERBAL DE RECEPTION PARTIELLE DES TRAVAUX <i>Article 41 du Cahier des Clauses Administratives Générales (Travaux)</i>			
MAITRISE D'OUVRAGE : COMMUNE DU LION D'ANGERS Place Charles de Gaulle 49220 LE LION D'ANGERS		MAITRISE D'ŒUVRE : AGENCE GREGOIRE ARCHITECTES 46 rue Paul Bouyx 49300 CHOLET	
		ENTREPRENEUR Ets ABG CLIMATIQUE 37 avenue de la Tessouaille 49300 CHOLET	
OBJET DU MARCHÉ		MARCHÉ N° 211A005 NOTIFIÉ LE 15 Novembre 2021	
Agrandissement et rénovation énergétique du groupe scolaire Edmond Girard 14 rue Henri et Robert de Cholet – 49220 LE LION D'ANGERS Phase 1 : Chauffage 14 - CHAUFFERIE BOIS			
A - PROCES-VERBAL DES OPERATIONS PREALABLES A LA RECEPTION			
Je soussigné Maître d'Œuvre, M. MAINCHAIN Amaud (cocher les cases appropriées)			
<input checked="" type="checkbox"/> En présence du représentant du Maître de l'Ouvrage		<input checked="" type="checkbox"/> En présence de l'entrepreneur dûment convoqué	
<input type="checkbox"/> En présence de M. ayant reçu délégation du représentant légal du Maître de l'ouvrage		<input type="checkbox"/> En l'absence de l'entrepreneur dûment convoqué	
<input type="checkbox"/> En l'absence du représentant légal du Maître de l'ouvrage dûment avisé			
Après avoir procédé aux examens et vérifications nécessaires, constate que :			
RECEPTION :			
<input type="checkbox"/> SANS RESERVE		<input checked="" type="checkbox"/> AVEC RESERVE	
<input type="checkbox"/> Les épreuves prévues au marché sont concluantes <input type="checkbox"/> Les travaux et prestations prévus au marché ont été exécutés <input type="checkbox"/> Les ouvrages sont conformes aux spécifications du marché <input type="checkbox"/> Les conditions de pose des équipements sont conformes aux spécifications des fournisseurs <input type="checkbox"/> Les installations de chantier ont été repliées <input type="checkbox"/> Les terrains et les lieux ont été remis en l'état		<input type="checkbox"/> Les épreuves prévues au marché sont concluantes sous réserve de celles indiquées en annexe <input checked="" type="checkbox"/> Les travaux et prestations prévus au marché ont été exécutés sous réserve de celles indiquées en annexe <input checked="" type="checkbox"/> Les ouvrages sont conformes aux spécifications du marché sous réserve de celles indiquées en annexe <input checked="" type="checkbox"/> Les conditions de pose des équipements ne sont pas conformes <input checked="" type="checkbox"/> Les installations de chantier ont été repliées sous réserve de celles indiquées en annexe <input checked="" type="checkbox"/> Les terrains et les lieux ont été remis en l'état sous réserve de celles indiquées en annexe	
DRESSE-LE	LE MAITRE D'ŒUVRE	ACCEPTE-LE	L'ENTREPRENEUR
15 NOVEMBRE 2022	 <small>AGENCE GREGOIRE ARCHITECTES SIREN 493 000 15 - C1 3004 A : 5087 - 5087 - 5087 46, rue Paul Bouyx - 49300 CHOLET 02 41 54 54 54 mmainchain@gregoire-architectes.fr</small>	15 NOVEMBRE 2022	 ABG CLIMATIQUE SASU au capital de 100 000 € 37 avenue de la Tessouaille 49300 CHOLET Tél. 02 41 46 50 46 contact@abg-climatique.fr Siret : 401 184 189 00033 - Ape : 4322A
B - PROPOSITION DU MAITRE D'ŒUVRE AU REPRESENTANT LEGAL DU MAITRE DE L'OUVRAGE			
Au vu du procès-verbal des opérations préalables à la réception, ci-dessus, je soussigné, maître d'œuvre, M. MAINCHAIN Amaud, propose : <input type="checkbox"/> de prononcer la réception sans réserve en retenant pour l'achèvement des travaux la date du <input checked="" type="checkbox"/> de prononcer la réception avec réserve , à la date du 15 novembre 2022 . Le titulaire doit remédier à lever les réserves indiquées en annexe, avant le : 28 février 2023 .			
DATE ET LIEU DE SIGNATURE Cholet, le 15 NOVEMBRE 2022		LE MAITRE D'ŒUVRE :  <small>AGENCE GREGOIRE ARCHITECTES SIREN 493 000 15 - C1 3004 A : 5087 - 5087 - 5087 46, rue Paul Bouyx - 49300 CHOLET 02 41 54 54 54 mmainchain@gregoire-architectes.fr</small>	
C - DECISION DU REPRESENTANT LEGAL DU MAITRE DE L'OUVRAGE			
Au vu du procès-verbal et de la proposition du maître d'œuvre qui précède, le maître d'ouvrage décide : <input type="checkbox"/> que la réception des travaux est prononcée sans réserve avec effet à la date du : <input checked="" type="checkbox"/> que la réception est prononcée avec réserve , à la date du 15 novembre 2022 . Le titulaire doit remédier à lever les réserves indiquées en annexe, avant le : 28 février 2023 .			
DATE ET LIEU DE SIGNATURE		LE REPRESENTANT LEGAL DU MAITRE DE L'OUVRAGE	

PROCÈS VERBAL CONTRADICTOIRE

CONSTATANT LA MISE À DISPOSITION DES BIENS UTILISÉS POUR L'EXERCICE DES COMPÉTENCES TRANSFÉRÉES

Entre :

Le Syndicat Intercommunal d'Energies de Maine-et-Loire – Siéml,

Syndicat mixte enregistré sous le numéro SIRET 254 901 309 00032,
dont le siège social est situé ZAC de Beuzon, 9 route de la Confluence, Écouflant, CS60145, 49001
ANGERS Cedex 01,

représenté par Monsieur Jean-Luc DAVY, Président, dûment habilité à signer les présentes au nom et
pour le compte du Siéml,

Ci-après désigné « *le Siéml* » ou « *le Syndicat* »

Et :

La commune du Lion d'Angers,

Collectivité enregistrée sous le numéro SIRET 200 053 239 00014
dont le siège social est situé Place Charles de Gaulle, 49220 Le Lion d'Angers,
représenté par Monsieur Etienne GLEMOT, Maire, dûment habilité à signer les présentes, au nom et
pour le compte de la Commune ;

Ci-après désignée « *la Collectivité* »

Ci-après désignée individuellement « *une partie* » ou collectivement « *les parties* »,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 5711-1, L 5211-5, III et L 1321-1 et
suivants ;

Vu les statuts du Siéml, modifiés en dernier lieu par l'arrêté préfectoral n° 2019-122 du 14 août 2019 ;

Vu la délibération du conseil municipal de la commune du Lion d'Angers n° 2024-09-07 en date du 2
septembre 2024 ;

Vu la délibération du comité syndical du Siéml n° [REDACTED] en date du 24 juin 2025 ;

PRÉAMBULE

Par les délibérations concordantes susvisées dont les copies certifiées conformes demeurent en
annexe, l'organe délibérant de chacune des parties a approuvé le transfert par la Collectivité au Syndicat
des compétences mentionnées à l'article 4.5 des statuts du Siéml et relatives à la production et de la
distribution par réseaux techniques de chaleur renouvelable.

Le transfert des compétences est effectif le 01/09/2025.

ARTICLE 1 : OBJET

Le présent procès-verbal a pour objet de formaliser le constat contradictoire de la mise à disposition par la Collectivité au profit du Siéml des biens utilisés pour l'exercice des compétences transférées à ce dernier et jusqu'à la date du transfert, dont la désignation suit.

Le procès-verbal n'a pas pour objet ni pour effet de transférer la propriété du/des bien(s) au profit du Siéml.

La Collectivité déclare être valablement propriétaire des biens mis à la disposition du Siéml, dont la désignation suit.

ARTICLE 2 : DÉSIGNATION

2.1. Biens immeubles (terrains et bâtis) affectés aux compétences transférées

Par le présent procès-verbal, il est constaté la mise à disposition par la Collectivité, au bénéfice du Siéml, des immeubles affectés aux compétences transférées, tels que désignés dans le tableau établi par la Collectivité et joint en annexe.

Les biens visés dans le tableau précité appartiennent à la Collectivité. Les surfaces sont données à titre indicatif, lorsqu'elles sont connues.

Il est joint au présent procès-verbal un plan de localisation des immeubles désignés dans le tableau.

2.2. Autres biens, meubles et immeubles par destination, affectés aux compétences transférées

Par le présent procès-verbal, il est constaté la mise à disposition par la Collectivité, au bénéfice du Siéml, des biens meubles et immeubles par destination présentant un lien fonctionnel avec les compétences transférées, tels que désignés dans le tableau établi par la Collectivité et joint en annexe.

Les biens visés dans le tableau précité appartiennent à la Collectivité

Le cas échéant, il est joint au présent procès-verbal un plan de localisation des biens désignés dans le tableau.

ARTICLE 3 : ÉTAT DES BIENS

Le Siéml prend les biens dans lesquels ils se trouvent, tels que décrits dans les tableaux joints en annexes au présent procès-verbal, et déclare les connaître pour les avoir vus et visités à sa convenance.

L'état d'entretien et de réparation des biens est estimée dans les tableaux joints en annexes. A défaut de précision ou de description complète de l'état d'entretien et de réparation des biens, ils sont réputés mis à la disposition du Siéml en « état d'usage ».

ARTICLE 4 : RENSEIGNEMENTS COMPTABLES

Le numéro d'inscription à l'inventaire de la Collectivité ainsi qu'une estimation de la valeur historique (prix d'acquisition ou de construction), de la valeur d'amortissement, de la valeur de remplacement et de la valeur nette comptable (en cas d'amortissement) sont mentionnés dans les tableaux de désignation des biens mis à disposition, joints en annexe.

La constatation comptable de la mise à disposition sera effectuée par les comptables des parties sur la base des délibérations susvisées, du présent procès-verbal et d'un certificat administratif transmis par l'ordonnateur.

L'état comptable joint ou intégré au certificat administratif sera transmis par la Collectivité au comptable du Syndicat, qui procèdera à la comptabilisation des opérations de mise à disposition dans l'actif de ce dernier.

ARTICLE 5 : MODALITÉS DE LA MISE À DISPOSITION

5.1. Administration des biens

Le Siéml assume sur les biens remis par la Collectivité l'ensemble des droits et obligations du propriétaire, à l'exception du pouvoir d'aliéner conservé par la Collectivité propriétaire.

Le Siéml possède tous pouvoirs de gestion des biens remis, en perçoit les fruits et produits.

Le Siéml peut ainsi :

- s'agissant des biens immobiliers mis à disposition : en autoriser l'occupation et en percevoir les fruits et produits. Il peut procéder à tous travaux de reconstruction, de démolition, de surélévation ou d'addition de constructions propres à assurer le maintien de l'affectation des biens. Les travaux et biens immobiliers réalisés postérieurement à la signature appartiennent à la Collectivité propriétaire et entreront automatiquement dans le patrimoine mis à disposition du Siéml ;
- s'agissant des biens mobiliers mis à disposition : en assurer le renouvellement à sa convenance. Il acquiert alors la pleine propriété des biens de remplacement, sans que la Collectivité ne puisse se prévaloir d'un droit de retour sur ces derniers.

L'ensemble des documents administratifs et techniques, dossiers d'autorisation et de déclaration relatifs aux biens mis à disposition et permettant au Siéml d'exercer les droits et obligations du propriétaire sont remis par la Collectivité au Siéml préalablement à la signature du procès-verbal.

5.2. Garanties et contentieux en cours

Le Siéml agit en justice en lieu et place de la Collectivité propriétaire.

Il se substitue à elle concernant les garanties biennales et décennales relatives aux travaux de construction, à l'exception du préjudice propre qu'elle a subi avant le transfert de compétences du fait de la carence des constructeurs et dont elle peut leur demander directement réparation.

L'ensemble des pièces constitutives des dossiers afférents aux garanties et contentieux en cours concernant les biens mis à disposition est remis par la Collectivité au Siéml préalablement à la signature du procès-verbal.

ARTICLE 6 : CONDITIONS FINANCIÈRES

6.1. Gratuité de la mise à disposition

À la date du transfert, la mise à disposition des biens utilisés pour l'exercice des compétences transférées est effectuée à titre gratuit, conformément à l'article L. 1321-2 du CGCT.

Les parties déclarent que la présente mise à disposition ne donne lieu à aucune indemnité, droit, taxe, contribution ou honoraires, conformément aux articles 1042A et 1043 du code général des impôts.

6.2. Charges et taxe

Le Siéml effectue les dépenses d'entretien courant et des réparations nécessaires à la préservation des biens et équipements.

Les études et devis disponibles pour les travaux à réaliser prochainement sur les biens mis à disposition sont remis par la Collectivité au Siéml préalablement à la signature du procès-verbal.

Le Siéml prend également en charge la taxe foncière frappant les immeubles mis à disposition.

Il acquitte la TVA pouvant grever les biens et, lorsque les biens font l'objet d'une procédure de récupération du FCTVA, perçoit en totalité la somme correspondante.

6.3. Amortissement

Conformément aux articles L. 2321-2 et R. 2321-1 du CGCT, le Siéml poursuit l'amortissement des biens de la Collectivité mis à sa disposition selon le plan d'amortissement initial ou conformément à ses propres règles.

Dans le cas où les immobilisations ont été financées par des subventions transférables, ces subventions sont mises à disposition du Siéml, afin qu'il puisse financer l'amortissement des immobilisations reçues à disposition.

6.4. Sûretés réelles

La Collectivité déclare que les biens mis à disposition sont libres de toutes les inscriptions de privilèges ou hypothèques de quelque nature que ce soit.

6.5. Emprunts

Le Siéml a la charge des emprunts en cours et contractés par la Collectivité propriétaire pour l'aménagement, l'entretien et la conservation des **biens remis** afférents aux compétences transférées ainsi que pour le fonctionnement des services.

Les emprunts transférés au Siéml figurent dans la liste des contrats en cours jointe en annexe.

Pour chaque emprunt transféré, la délibération initiale de souscription, le contrat et le tableau d'amortissement sont remis par la Collectivité au Siéml préalablement à la signature du procès-verbal.

ARTICLE 7 : CONTRATS, CONCESSIONS ET AUTORISATIONS EN COURS

7.1. Contrats connexes à la mise à disposition

Le Siéml est substitué dans les droits et obligations découlant des contrats en cours d'exécution que la Collectivité a conclu pour l'aménagement, l'entretien et la conservation **des seuls biens remis** afférents aux compétences transférées ainsi que pour le fonctionnement des services.

La substitution vaut pour tous types de contrats, notamment ceux concernant des marchés et délégations de service publics, des contrats de location, etc., et ceci **depuis la date du transfert des compétences**.

La Collectivité propriétaire constate cette substitution et la notifie par écrit à ses cocontractants. Elle adresse au Siéml une copie de cette notification.

Les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties. Pour les contrats qui le nécessitent, la substitution sera formalisée par voie d'avenant pour traiter les conséquences de la novation. La substitution du Siéml dans les contrats conclus par la Collectivité n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

Sont exclus de la substitution prévue au présent article les contrats globaux conclus par la Collectivité pour l'aménagement, l'entretien et la conservation des biens afférents à la fois aux compétences transférées et à une ou plusieurs autres compétences conservées par la Collectivité propriétaire.

La liste des contrats en cours concernés par la substitution est jointe en annexe.

7.2. Concessions et autorisations en cours

Le Siéml est également substituée à la Collectivité dans les droits et obligations découlant pour celle-ci à l'égard de tiers de l'octroi de concessions ou d'autorisations de toute nature sur tout ou partie des biens remis ou de l'attribution de ceux-ci en dotation.

Les actes concernés font partie de l'ensemble des documents remis par la Collectivité au Siéml préalablement à la signature du procès-verbal.

ARTICLE 8 : RESPONSABILITÉS ET ASSURANCES

La Collectivité demeure assurée au titre de la responsabilité civile du propriétaire des biens mis à disposition du Siéml.

Cependant, dans le cadre de la mise à disposition des biens, le Siéml assume l'ensemble des droits et obligations attachés à ces biens, en lieu et place de la Collectivité propriétaire. A ce titre, il est substitué dans les contrats d'assurance préalablement passés et en cours, pour les risques liés aux biens et à leur exploitation pour les activités menées dans le cadre des compétences transférées. Les assurances en cours concernés par la substitution sont mentionnées dans la liste des contrats en cours jointe en annexe.

Sur les biens remis et affectés uniquement à la mise en œuvre des compétences transférées, le Siéml reconnaît assumer la responsabilité des dommages causés par lesdits biens ou leur exploitation au titre de contentieux indemnitaires engagés après la date du transfert de compétences.

Le Siéml reconnaît également être responsable des dommages résultants desdits biens ou de leur exploitation avant la mise à disposition au titre de contentieux – ou de demandes préalables – introduits avant cette date.

En cas de destruction, le Siéml percevra les indemnités de sinistre en tant que titulaire du contrat d'assurance.

ARTICLE 9 : DURÉE DE LA MISE À DISPOSITION

La mise à disposition a pris effet à la date du transfert des compétences pour l'exercice de laquelle les biens sont utilisés. Elle prendra fin concernant les biens qui cesseront d'être affectés à la mise en œuvre des compétences transférées.

Au terme de la mise à disposition, à l'exclusion des biens mobiliers de remplacement, la Collectivité propriétaire recouvrira l'ensemble de ses droits et obligations sur les biens concernés. Ces derniers lui sont restitués et réintégrés dans son patrimoine pour leur valeur nette comptable, augmentée des adjonctions effectuées par le Siéml, le cas échéant.

Parallèlement, les financements afférents aux biens mis à disposition, emprunts et subventions transférables ainsi que les amortissements pratiqués, sont réintégrés dans la comptabilité de la Collectivité propriétaire des biens.

ARTICLE 10 : LITIGES

En cas de litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution du présent procès-verbal, les parties s'efforceront de rechercher un accord amiable. En cas de désaccord persistant, le litige sera porté à l'appréciation du tribunal administratif compétent.

ARTICLE 11 : PUBLICITÉ FONCIÈRE

Le présent procès-verbal sera publié par le Siéml au service de la publicité foncière.

ARTICLE 12 : ANNEXES

Sont joints au présent procès-verbal les documents suivants dont ils font parties intégrantes :
(cocher la ou les case(s) correspondante(s)) :

- ☒ annexe 1 : copies certifiées conformes des délibérations concordantes de l'organe délibérant des paries, relative au transfert de compétences ;
- ☐ annexe 2 : désignation des immeubles ;
- ☒ annexe 3 : désignation des meubles et immeubles par destination ;
- ☒ annexe 4 : plan de localisation des biens mis à disposition ;
- ☒ annexe 5 : liste des contrats en cours ;
- ☒ annexe 6 : état des lieux des locaux ;
- ☐ annexe 7 : division en volumes des locaux.

Fait en deux (2) exemplaires originaux,

A Écouflant,

Le

Pour le Siéml,
Le Président,
Monsieur Jean-Luc DAVY

A

Le

Pour la Collectivité,
Le Maire,
Monsieur Etienne GLEMOT

ANNEXE N° 1 – DÉLIBÉRATIONS CONCORDANTES RELATIVE AU TRANSFERT DE COMPÉTENCES

Cf. copies jointes des délibérations de l'organe délibérant de la Collectivité et du Siéml.

PROJET

ANNEXE N° 2 – DÉSIGNATION DES IMMEUBLES

DÉSIGNATION DES IMMEUBLES						
N° du plan cadastral	Lieu-dit ou rue et numéro de rue	Situation (commune + code postal)	Zonage PLU, PLUI, CC, RNU	N° d'inventaire de la Collectivité	Date d'acquisition	Valeur d'acquisition
/	/	/	/	/	/	/
/	/	/	/	/	/	/
/	/	/	/	/	/	/
/	/	/	/	/	/	/

ANNEXE N° 3 – DÉSIGNATION DES MEUBLES ET IMMEUBLES PAR DESTINATION

DÉSIGNATION DES MEUBLES ET IMMEUBLES PAR DESTINATION												
Nature	Nombre d'unités ou nombre de mètres linéaires	Emplacement du bien				N° d'inventaire de la Collectivité	Date d'acquisition	Valeur d'acquisition	Valeur d'amortissement	Valeur de remplacement	Valeur nette comptable	Etat d'entretien et informations complémentaires
		Section cadastrale	N° du plan cadastral	Lieu-dit ou rue et numéro de rue	Situation (commune + code postal)							
Chaufferie	1	AN	09	rue Henri et Robert De Cholet	49 920 Le Lion d'Angers	??	15/11/2022	180 040,43 €	/	180 040,43 €	180 040,43 €	L'état d'entretien des principaux équipements de la chaufferie est indiqué ci-dessous

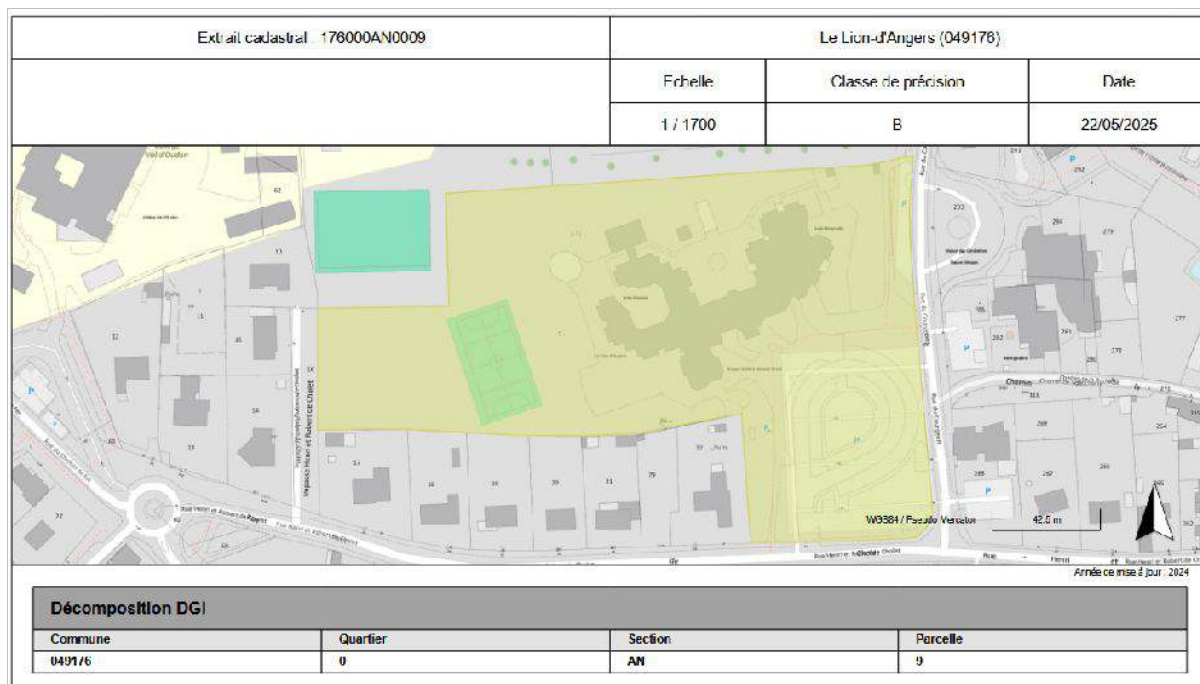
Etat d'entretien des principaux équipements :

Elément	Très bon état	Bon état	Etat moyen	Mauvais état	Etat d'entretien et informations complémentaires
Chaudière bois n°1	X				Chaudière de marque Fröling PTE4 « Maître »
Chaudière bois n°2		X			Chaudière de marque Fröling PTE4 « Esclave » - un bruit a été constaté lors du remplissage des granulés sur le système d'approvisionnement
Ballons tampon	X				2 ballons de marque Fröling type 15925FL de 2200 litres chacun
Circulateurs circuit « CTA et PR »	X				Circulateur Wilo Stratos Maxo-D 40/0,5-16
Vanne 3 voies circuit « CTA et PR »	X				Vanne Siemens type VXG44.32-16 et servomoteur SAS61.03
Circulateurs circuit « Radiateur élémentaire »	X				Circulateur Wilo Stratos Maxo-D 40/0,5-16

Vanne 3 voies circuit « Radiateur élémentaire »	X				Vanne Siemens type VXG44.32-16 et servomoteur SAS61.03
Circulateurs circuit « Radiateur maternelle »	X				Circulateur Wilo Stratos Maxo-D 32/0,5-12
Vanne 3 voies circuit « Radiateur maternelle »	X				Vanne Siemens type VXG44.40-25 et servomoteur SAS61.03
Circulateurs circuit « Salles élémentaires »	X				Circulateur Wilo Stratos Maxo-D 32/0,5-12
Vanne 3 voies circuit « Salles élémentaires »	X				Vanne Siemens type VXG44.25-10 et servomoteur SAS61.03
Adoucisseur	X				Adoucisseur Orizon ADWS 1/30 avec bac à sel de 60 litres
Vase expansion	X				Vase expansion Reflex N6 de 800 litres
Dégazeur	X				Dégazeur Reflex Exvoid-A
Pot à boues	X				Filtre Désemboueur magnétique Atlantic-Guillot Mag'net EVO 04
Compteurs	X				Compteur d'énergie Sharky 775 situé en sortie des chaudières bois

ANNEXE N° 4 – PLANS DE LOCALISATION DES BIENS MIS À DISPOSITION

Cf. copies jointes des plans de localisation des biens immeubles ainsi que, le cas échéant, les plans de localisation des biens meubles et immeubles par destination.



ANNEXE N° 5 – LISTE DES CONTRATS EN COURS

CONTRATS EN COURS (Hors assurances et emprunts)								
Objet	Parties au contrat	Date de signature	Date de début	Durée initiale	Reconduction		Date de fin prévisionnelle	Montant
					Expresse	Tacite		
Contrat de maintenance chauffage et ventilation	Commune / Chauff'eco	25/03/2024	01/01/2024	1 an		X	31/12/2025	8 880 € TTC

CONTRATS D'ASSURANCE EN COURS										
Objet	Police d'assurance		Assureur	Date de signature	Date de début	Durée initiale	Reconduction		Date de fin prévisionnelle	Montant
	N° de contrat	N° de Client					Expresse	Tacite		

EMPRUNTS EN COURS								
Objet	Établissement bancaire	Nature de l'emprunt	Date de signature	Date de début	Durée	Montants		En Cours
						Capital	Intérêts	

ANNEXE N° 6 – ÉTAT DES LIEUX DES LOCAUX

☒ ENTRÉE

Date d'entrée : 01/09/2025

☐ SORTIE

Date de sortie :/...../.....

LE PROPRIÉTAIRE

La commune de Le Lion d'Angers

N° SIRET : 200 053 239 00014

Siège social : Place Charles de Gaulle, 49220 Le Lion d'Angers

Représentant : Monsieur Etienne GLEMOT, Maire

L'OCCUPANT

Le Syndicat Intercommunal d'Energies de Maine-et-Loire – Siéml,

N° SIRET : 254 901 309 00032,

Siège social : ZAC de Beuzon, 9 route de la Confluence, Écouflant, CS60145, 49001 ANGERS Cedex 01,

Représentant : Monsieur Jean-Luc DAVY, Président

LES LOCAUX

Dénomination : Chaufferie du groupe scolaire Edmond Girard

Superficie : 32 m²

Nombres de pièces : 2

Adresse : rue Henri et Robert De Cholet, 49220 Le Lion d'Angers

CARACTÉRISTIQUES ÉNERGÉTIQUES



- ☐ Électricité
- ☐ Gaz naturel
- ☐ Individuel
- ☐ Collectif



- ☐ Électricité
- ☐ Gaz naturel
- ☐ Individuel
- ☐ Collectif



ELECTRICITE

Numéro de compteur

N° : _____

Relevé de compteur

HP : _____

HC : _____

EAU



Eau froide :

Relevé de compteur



Eau chaude :

Relevé de compteur



GAZ

Numéro de compteur

N° : _____

Relevé de compteur

HP : _____

HC : _____

Le local est non chauffé, les compteurs d'électricité et d'eau pour le fonctionnement des installations est mise à disposition gratuitement.

ÉQUIPEMENTS, AMÉNAGEMENTS, DIVERS

Élément	Très bon état	Bon état	Etat moyen	Mauvais état	Commentaires
Local chaufferie	X				Cf. description ci-dessous
Local silo	X				Cf. description ci-dessous

Dans la partie commentaire des pages suivantes, vous pouvez préciser les dommages existants à signaler et des détails sur chaque élément comme le type de fenêtre (porte-fenêtre, velux, bois, PVC...) , de vitrage (double, simple), de sol (parquet massif, moquette...), de revêtement mural (peinture, crépis, papier peint...).

PIÈCE n° 1 : local chaufferie

Élément	Très bon état	Bon état	Etat moyen	Mauvais état	Commentaire
Portes, menuiserie	X				
Fenêtres (vitres et volets)					Néant
Plafond	X				
Sol	X				
Plinthes					Néant
Murs	X				
Chauffage / tuyauterie	X				
Prises et interrupteurs	X				
Eclairage	X				
Rangement / placard					Néant
Autres commentaires :					

PIÈCE n° 2 : local silo

Élément	Très bon état	Bon état	Etat moyen	Mauvais état	Commentaire
Portes, menuiserie		X			La porte présente une légère déformation en partie basse

Fenêtres (vitres et volets)					Néant
Plafond	X				
Sol	X				
Plinthes					Néant
Murs	X				
Chauffage / tuyauterie					Néant
Prises et interrupteurs					Néant
Eclairage					Néant
Rangement / placard					Néant
Autres commentaires :					

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

CLÉS

Type de clé	Nombre	Date de remise	Commentaire
Chaufferie	1	01/09/2025	
Silo	1	01/09/2025	

Fait en deux (2) exemplaires originaux,

A

Le

Pour l'OCCUPANT,
Le Président du Siéml,
Jean-Luc DAVY

Lu et approuvé ⁽¹⁾

A

Le

Pour le PROPRIÉTAIRE,
Le

Lu et approuvé ⁽¹⁾

⁽¹⁾Signature précédée de la mention « lu et approuvé » après paraphe ou signature de toutes les pages de l'état des lieux.

ANNEXE N° 7 – DIVISION EN VOLUMES DES LOCAUX

Cf. copie jointe du descriptif de division en volumes établi par un géomètre expert.

PROJET

23. attribution des aides pour la rénovation énergétique du bâti communal et intercommunal dans le cadre du premier appel à projets BEE 2030 de l'exercice 2025

Rapporteur : M. Denis RAIMBAULT

1. PRÉAMBULE

Le Siéml propose depuis 2020 le programme BEE 2030 - Bâtiment Efficacité Energétique pour 2030, dont l'objectif est d'accompagner financièrement les collectivités dans les rénovations thermiques, la mise en place d'énergies renouvelables pour la production de chaleur et d'électricité des bâtiments et depuis peu, les constructions neuves performantes. Un fonctionnement par appel à projets a été institué.

2. ATTRIBUTION DES AIDES

Pour cette première session en 2025, la date limite de dépôt des candidatures était fixée au 25 avril. Trente-et-un dossiers ont été reçus et la totalité est recevable et éligible au programme. Les dossiers, qui vous sont présentés en annexe, ont reçu un avis favorable de la commission transition énergétique du Siéml en date du 23 mai 2025.

3. BEE 2030 - AUTORISATION DE PROGRAMME 2023-2026

Tous les dossiers présentés sont éligibles et recevables. De ce fait, si le Comité syndical approuve l'attribution des aides à l'investissement « BEE 2030 » pour l'ensemble des projets présentés en annexe, les crédits dans le cadre de l'autorisation de programme BEE 2030 pour la période 2023-2026 seront en quasi totalité engagés. Sur les 5 926 768 € votés en autorisation de programme, au global 5 681 511,21 € seraient engagés. Au regard des dernières sessions et afin de ne pas créer d'insatisfaction, il est proposé de ne pas lancer de seconde session BEE 2030 pour l'exercice 2025 et de mettre à profit la période de fin de mandature pour concevoir une évolution du programme BEE 2030..

Il est proposé au comité syndical, dans les conditions exposées ci-avant :

- **d'approuver** l'attribution des aides à l'investissement «BEE2030» pour les trente-et-un projets éligibles pour un total de 1 961 012 €, tels que joints en annexe ;
- **d'approuver** qu'il n'y aura pas de seconde session BEE 2030 pour l'année 2025 ;
- **d'autoriser** le Président à signer, au nom et pour le compte du Siéml, les conventions financières correspondantes.

AIDES POUR LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE DU BÂTI COMMUNAL ET INTERCOMMUNAL

BEE 2030

Premier appel à projets 2025
Comité syndical du 24 juin 2025

ANNEXE

Demandeurs	Opérations aidées		Montant de l'opération (€ HT)	Montant de l'aide
	Type	Site		
Montigné-lès-Rairies	Rénovation	Mairie	8 462 €	6 770 €
Denée	Rénovation	Ecole	82 825 €	66 260 €
Miré	Rénovation	boule de fort	26 576 €	21 261 €
Huillé-Lézigné	Rénovation	Salle des fêtes et réfectoire de Huillé	479 200 €	117 700 €
Denezé Sous Doué	Rénovation	Ecole	206 745 €	50 264 €
Saint-Clément-de-la-Place	Rénovation	Périscolaire	191 390 €	39 040 €
Vernoil-le-Fourrier	Rénovation	Ecole Maternelle	270 231 €	44 946 €
Denée	Rénovation	Salle exposition	161 971 €	23 040 €
Loire-Authion	Rénovation	Ecole de la Daguenière	1 016 750 €	130 000 €
Baracé	Rénovation	Salle Polyvalente "Lino Ventura"	980 000 €	122 540 €
Bouillé-Ménard	Rénovation	Cantine et Salle des fêtes	800 000 €	90 248 €
Bellevigne-les-Châteaux	Rénovation	Ecole de Brézé	1 220 453 €	130 000 €
Soulaire-et-Bourg	Rénovation	Groupe scolaire	1 362 400 €	122 760 €
Saint-Martin-du-Fouilloux	Rénovation	Groupe scolaire	1 450 000 €	129 532 €
Saint-Georges-sur-Loire	Rénovation	Salle Anjou 2000	877 294 €	70 473 €
Denée	Rénovation	Bibliothèque	352 715 €	27 060 €
Feneu	Rénovation	Salle annexe de la salle de sport	213 825 €	14 740 €
Beaupréau-en-Mauges	Rénovation	Ecole Maternelle Dolto - Villedieu la Blouère	1 978 500 €	130 000 €
Saint-Jean-de-la-Croix	Rénovation	boule de fort et salle	1 000 486 €	68 860 €
Segré-en-Anjou Bleu	Rénovation	Ecole de Saint Sauveur de Flée	474 541 €	23 200 €
Sèvremoine	Rénovation	Salle polyvalente la Salette - Montigné	532 031 €	25 916 €
Saint-Georges-sur-Loire	Rénovation	Dojo	877 294 €	33 600 €
Segré-en-Anjou Bleu	Rénovation	Mairie déléguée de Nyoiseau	391 600 €	11 246 €
Saint-Clément-de-la-Place	EnR Thermique	Installation radiateurs pour raccordement sur chaufferie bois granulés groupe scolaire		2 440 €
Neuillé	EnR Thermique	Espace multifonction Branchereau	1 600 000,00 €	45 830 €
Cantenay-Épinard	EnR Thermique	Maison de Santé	54 959,00 €	18 000 €
Saint-Léger-sous-Cholet	EnR Thermique	Création d'un bâtiment pour accueillir le silo granulé de la chaufferie bois (SIéML)	21 299,80 €	7 737 €

Le Plessis-Grammoire	EnR Thermique	Chaufferie bois avec réseau de chaleur	1 001 526,00 €	100 000 €
Corzé	EnR Thermique	Chaufferie bois alimentant plusieurs bâtiments communaux (école, restaurant, salles associatives, crèche)	574 658,00 €	100 000 €
Jarzé Villages	Bâti Passif	Mairie de Jarzé-Villages	1 510 000,00 €	77 550 €
CC Anjou Loir et Sarthe	Bâti Passif	centre multi-accueil	3 500 000,00 €	100 000 €
Longué-Jumelles	Renforcement installation PV	Ateliers techniques	24 782,18 €	10 000 €
TOTAL			23 242 514 €	<u>1 961 012 €</u>

24. dispositif d'accompagnement en faveur de la mobilité durable : attribution des aides dans le cadre du premier appel à projets de l'exercice 2025

Rapporteur : M. Thierry TASTARD

1. Rappel du dispositif de soutien

Dans le cadre de sa feuille de route stratégique 2021-2026, afin de contribuer à une meilleure coordination de l'action du syndicat avec les politiques locales de mobilité et encourager les usages et les services innovants en matière de mobilité décarbonée, le Siéml a mis en place d'un dispositif d'accompagnement des collectivités pour aider au déploiement d'actions vertueuses à destination du grand public, des scolaires et des entreprises.

Les conditions et modalités du soutien apporté par le Siéml dans le cadre de ce dispositif sont intégrées au règlement financier et sont détaillées ci-dessous :

Objet de l'aide	Déploiement d'actions et de sensibilisation en faveur de la mobilité durable auprès des publics cibles suivants : <ul style="list-style-type: none"> - entreprises dans le cadre d'une animation/sensibilisation collective dans les zones d'activités ; - écoles publiques ; - grand public ;
Bénéficiaire	<ul style="list-style-type: none"> - Commune - EPCI à fiscalité propre
Engagements du bénéficiaire	<p>Informer le service du Siéml tout au long de l'opération.</p> <p>Convier le service du Siéml aux animations, temps de restitution.</p> <p>Transmettre le bilan de l'opération et le plan d'actions/suites démarche.</p>
Montant de l'aide	<p>Cible « Entreprises » : 50 % des coûts TTC*, dans la limite d'un plafond de 7 000 € / an et par bénéficiaire.</p> <p>Cible « Ecoles publiques » : 75 % coûts TTC*, dans la limite d'un plafond de 2 000 € / an et par bénéficiaire</p> <p>Cible « Grand public » : 75 % des coûts TTC*, dans la limite d'un plafond de 2 000 € / an et par bénéficiaire</p>
Modalités d'attribution	<ul style="list-style-type: none"> - Candidature du bénéficiaire à un appel à projets lancé par le Siéml, au minimum deux fois par an. - Instruction des dossiers et avis de la commission transition énergétique. - Attribution par délibération du comité syndical, sur avis de la commission transition énergétique. - Conclusion d'une convention entre le Siéml et le bénéficiaire.
Modalités de versement de l'aide	Versement selon les modalités définies avec le bénéficiaire dans la convention.

*après déduction d'éventuelles aides obtenues auprès d'autres organismes.

2. Candidatures reçues et subventions sollicitées

Pour cette première session, la date limite de dépôt des candidatures était fixée au vendredi 25 avril 2025. Six dossiers, présentés en annexe au présent rapport, ont été reçus et sont éligibles au programme d'aide. Le montant prévisionnel total des aides apportées par le Siéml pour ces dossiers, serait de 16 118,89 €.

Il est proposé au comité syndical, dans les conditions exposées ci-avant :

- **d'approuver** l'attribution des aides par le Siéml d'un montant prévisionnel total de 16 118,89 €, dans le cadre de l'appel à projet Mobilité durable, pour les projets éligibles émis par les collectivités lors de la première session de l'appel à projets 2025, tels que présentés en annexe.
- **d'autoriser** le Président à signer, au nom et pour le compte du Siéml, la convention correspondante à conclure avec chacune des collectivités bénéficiaires.

DISPOSITIF D'ACCOMPAGNEMENT DES ACTIONS EN FAVEUR DE LA MOBILITE DURABLE

Premier appel à projets 2025

Comité syndical du 24 juin 2025

ANNEXE

Collectivité	Commune d'Ecouflant
Public visé	Entreprises
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> - Informer les salariés sur les modes de transport alternatifs. - Inciter les salariés à tester d'autres moyens de venir au travail qu'avec leur voiture. - Sensibiliser les dirigeants d'entreprise à la thématique de la mobilité.
Action prévue	<p>La commune d'Ecouflant a souhaité proposer une initiative auprès des entreprises de la zone industrielle qui compte plus de 3000 salariés. Plutôt qu'une animation ponctuelle, c'est finalement une action de sensibilisation qui a été retenue : la carte gourmande.</p> <p>Le concept consiste à imprimer un dépliant sur les mobilités en utilisant les points de restauration comme appât. Au recto du dépliant (format A3), une carte reprend toutes les alternatives à la voiture individuelle pour venir travailler dans la zone : lignes de bus, pistes cyclables, points de trottinette... Au verso, des informations pratiques sur les mobilités sont indiquées : appli de covoiturage, prêt de vélos, consignes de sécurité à vélo, location de trottinettes, appli pour les transports en commun...</p> <p>La carte se veut "gourmande" car y figurent également l'ensemble des points de restauration existant sur Ecouflant. Des bons de réduction incitent les salariés à venir les découvrir, pendant un mois, en privilégiant de nouvelles mobilités.</p> <p>La collecte des bons de réduction par les restaurateurs permettra d'évaluer l'action.</p> <p>Les 3500 cartes seront imprimées et distribuées dans toutes les entreprises de la zone industrielle d'Ecouflant pour toucher les salariés.</p>
Plan de financement	<p>Coût prévisionnel du projet : 2 872€ TTC dont 1 812,40 € TTC de dépenses éligibles.</p> <p>Le Siéml apporterait 75% de la dépense éligible soit une aide d'un montant prévisionnel de 1 359,30 €.</p>

Collectivité	Commune d'Ecouflant
Public visé	Grand public
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> - Inciter les habitants à emprunter la piste cyclable - Faire découvrir différentes alternatives à l'autosolisme à la population - Rassembler les habitants autour d'un événement festif <p>Objectif de toucher 400 personnes.</p>
Action prévue	Il est prévu d'organiser les animations suivantes :

	<ul style="list-style-type: none"> - Atelier réparation et vérification de vélo. Position sur le vélo et explication de la mécanique - Stand de récupération de vélo - Stand de décoration vélo et organisation d'un concours - Prêt de vélos (électriques et mécaniques) - Stand pour présenter les aides financières pour la mobilité durable - Stand sécurité routière - Stand Mamie Cyclette / ballade à vélo cargo pour les résidents en EHPAD - Stand pour présenter les bienfaits du vélo sur la santé - Accompagnement des personnes âgées (après-midi) pour prendre le bus - Tour du quartier en woody bus <p>Une douzaine de partenaires et prestataires sont mis à contribution.</p>
Plan de financement	<p>Coût prévisionnel du projet : 8 260€ TTC dont 2 346,12 € TTC de dépenses éligibles.</p> <p>Le Siéml apporterait 75% de la dépense éligible soit une aide d'un montant prévisionnel de 1 759,59 €.</p>

Collectivité	Communauté de communes Anjou Bleu Communauté
Public visé	Grand public
Objectifs	<p>L'objectif principal des animations de sensibilisation est d'alerter les citoyens sur l'impact environnemental des modes de transport traditionnels. Elles doivent ainsi les sensibiliser sur l'urgence de la transition vers des modes de transport plus durables pour limiter les émissions de gaz à effet de serre et la pollution.</p> <p>La sensibilisation passe également par le volet des comportements à adopter à vélo afin d'informer les cyclistes et les autres usagers de la route sur les risques de la circulation, les règles de la circulation à respecter et les bonnes pratiques à adopter pour garantir la sécurité de tous.</p> <p>Informers les citoyens sur les différentes alternatives de transport : les animations de sensibilisation et d'information ont également pour but de présenter les différentes alternatives de transport durable disponibles dans la région. Ces alternatives peuvent être le covoiturage, les transports en commun, le vélo, la marche, etc. Il est important de présenter les avantages et les inconvénients de chaque mode de transport pour aider les citoyens à choisir le mode le plus adapté à leurs besoins.</p> <p>Tester les alternatives de transport : les tests de différents modes de transport durable permettent aux citoyens de les essayer eux-mêmes. Ces ateliers permettent aux participants de tester différents types de vélos et de se familiariser avec leur utilisation.</p>
Action prévue	<p>Créer un événement à destination de la population et des entreprises participantes. Au programme des tests d'engins de mobilité (VAE, vélos longtails, trottinettes...), un atelier de réparation vélo collaboratif pour apprendre à effectuer les petites réparations sur son vélo.</p> <p>Prêter des vélos aux entreprises : Tout au long de l'année ABC réalise également via son dispositif A BiCyclette Pro, des prêts de vélos à assistance électrique aux entreprises du territoire et intervient également sur demande pour des animations ou de la promotion de nos services.</p> <p>Organiser des ateliers de réparation de vélos et une bourse aux vélos.</p>

Plan de financement	Coût prévisionnel du projet : 4 000 €HT. Le Siéml apporterait 75% de la dépense éligible une aide d'un montant prévisionnel plafonné à 2 000 €.
---------------------	---

Collectivité	Communauté de communes Anjou Bleu Communauté
Public visé	Ecoles publiques
Objectifs	Le dispositif « Savoir Rouler à Vélo » apprend aux enfants à se déplacer à vélo pour l'entrée au collège et ancre les réflexes d'aller vers une mobilité décarbonée dès le plus jeune âge.
Action prévue	Le Savoir Rouler A Vélo fut réalisé pour la première fois en 2024 sous forme d'expérimentation, 6 classes sur le territoire ont été sélectionnées pour en bénéficier. Pour ces 6 classes, Anjou Bleu Communauté est cofinancé sur cette action par le programme Génération vélo qui prend fin en 2025. À la suite du succès du dispositif, la collectivité souhaite continuer son développement. A ce jour, plusieurs écoles ont déjà manifesté leur intérêt. Le but est de faire bénéficier de ce dispositif à 5 nouvelles classes, dès la rentrée 2025. Le déploiement se fera avec l'appui d'Anjou Sport Nature, certifié pour l'enseigner, et avec qui ABC avait travaillé sur l'édition précédente.
Plan de financement	Coût prévisionnel du projet : 8 160 € HT. Le Siéml apporterait 75% de la dépense éligible une aide d'un montant prévisionnel plafonné à 2 000 €.

Collectivité	Commune de Loire-Authion
Public visé	Grand public
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> - Faire connaître l'offre mobilité sur le territoire (transports collectifs, solidaire, parcours vélo...) - Savoir utiliser des moyens de transport et savoir s'équiper - Découvrir le covoiturage - Apprendre à réparer / entretenir son vélo - Tester ses connaissances en sécurité routière <p>La démarche d'animation autour de la mobilité est ancienne dans la collectivité, mais c'est la première fois depuis 2021 qu'un évènement communal lui est entièrement consacré. Cette journée est en cohérence avec le Projet citoyen de territoire et la démarche TETE Climat Air Energie de Loire-Authion.</p>
Action prévue	<p>Le samedi Tous citoyens sera consacré aux Mobilités. Cette journée (ou demi-journée, programme en construction) gratuite et ouverte à tous proposera des animations et ateliers pratiques, dans un format ludique et familial. L'objectif est d'apprendre en s'amusant, faire soi-même et repartir avec des trucs et astuces.</p> <p>Partenaires de l'évènement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le centre social AICLA pour la réparation vélo et l'apprentissage de l'auto-réparation - le collectif local Place au Vélo pour le marquage vélo, la présentation des itinéraires vélos entre communes déléguées, l'encouragement à la pratique - Démonstration vélos couchés par 2 habitants - Cooperia avec l'escape game "Les bienfaits du vélo pour la santé" - IRIGO : démo bus avec les contrôleurs, animateur pour présentation de l'offre et des tarifs - Stand SNCF

	<ul style="list-style-type: none"> - Coordination sécurité routière pour des ateliers sur la prévention routière - Parc Naturel Régional avec prêt de l'exposition "Voyage en 2050" - Ludik Energie avec une animation jeu sur le covoiturage - Association Les ateliers du dehors pour la ville à hauteur d'enfant, pédibus, etc... - Stand commune : transport solidaire, permis citoyen, aide à l'achat d'équipements vélos, carte des mobilités, déploiement des stationnements vélos ... - Conférence ou projection en réflexion/recherche. <p>Sur les éditions 2023 et 2024 du samedi citoyen, ce sont environ 250 personnes qui ont été accueillies.</p>
Plan de financement	<p>Coût prévisionnel du projet : 6 230 € TTC dont 3 980 € TTC de dépenses éligibles.</p> <p>Le Siéml apporterait 75% de la dépense éligible avec une aide d'un montant prévisionnel plafonné à 2 000 €.</p>

Collectivité	Communauté de communes Loire Layon Aubance
Public visé	Entreprises
Objectifs	<p>L'enquête déplacement domicile-travail diffusée en 2024 a montré un fort enjeu sur le covoiturage. La taille limitée des zones du Lanserre et de Treillebois réduit les possibilités de mise en relation entre salariés de la zone. Il devient pertinent d'élargir le périmètre aux communes voisines suivant un axe à fort trafic routier : Angers <> Les Garennes-sur-Loire <> Brissac-Loire-Aubance <> Doué-La-Fontaine, permettant d'augmenter le potentiel de covoitureurs.</p> <p>Ce projet vise à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Approfondir la dynamique mobilité domicile-travail émergente sur la zone d'activités du Lanserre (informer, sensibiliser et accompagner les entreprises et les salariés) ; - Faire émerger et structurer un collectif d'entreprises sur la zone des Fontenelles, afin d'encourager les changements de pratiques ; - Créer du lien entre les deux territoires en associant les habitants (action suivie par le service Mobilité de la CCLLA). <p>En accompagnant les entreprises, les salariés et les habitants à envisager la mobilité autrement, c'est toute une culture de territoire qui évolue. La voiture individuelle ne devient plus l'unique moyen de se rendre au travail et ce qui est vrai pour les salariés le devient également pour leurs familles. Le projet, en enrichissant les stratégies de mobilité territoriales, contribue à réduire les émissions de GES, sert les habitants, l'inclusion et le développement économique.</p>
Action prévue	<p>Le plan d'actions prévisionnel (en cours de finalisation) s'articulera autour des 5 axes suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1/ Approfondir et capitaliser sur la dynamique émergente sur Lanserre et Treillebois 2/ Faire émerger et structurer un collectif d'entreprises sur la zone des Fontenelles 3/ Participer à l'élaboration d'une ligne de covoiturage 4/ Coordination Partenariale entre collectivités locales (EPCI, communes) et autres acteurs impliqués (SIÉML, Conseil Départemental du Maine-et-Loire, Collège des Transitions Ecologiques et Sociétales) afin d'assurer une cohérence du projet. 5/ Communication afin d'informer sur le projet (événements, animations et actions à venir, résultats obtenus...) et de donner

	envie aux entreprises et salariés de participer aux divers temps d'animations organisés (affiches, mailing, flyers, ...).
Plan de financement	Coût prévisionnel du projet : 22 000 € TTC. Le Siéml apporterait 50% de la dépense éligible avec une aide d'un montant prévisionnel plafonné à 7 000 €.

25. Informations diverses

Rapporteur : M. Jean-Luc DAVY

26.1 - Renouvellement du label LUCIE 26000

Le Siéml s'est engagé depuis 2021 dans une démarche structurante de responsabilité sociétale des organisations (RSO), matérialisée par l'obtention du label Lucie 26000 le 20 janvier 2023. Cette démarche, fondée sur les principes de la norme ISO 26000, vise à inscrire durablement l'action du syndicat dans une logique de progrès continu et de développement durable.

À l'issue de ces trois années de labellisation, le Siéml prépare aujourd'hui le renouvellement de son label, prévu pour janvier 2026. Cette échéance marque une nouvelle étape, à la fois exigeante et porteuse de sens, dans la structuration de notre organisation autour des valeurs de la RSO.

1- Une dynamique déjà engagée

Depuis l'obtention du label, le Siéml a concrétisé 26 engagements sur les 43 initialement pris, traduisant la volonté des équipes d'intégrer la RSO au cœur des pratiques internes et partenariales. Ces réalisations concernent aussi bien les volets de gouvernance, de conditions de travail, d'achats responsables que de performance environnementale.

La labellisation Lucie est aujourd'hui pleinement articulée avec plusieurs projets récents et en cours qui traduisent cette dynamique :

- les projets de service, supports du dialogue managérial et de la lisibilité de l'action ;
- la réforme des statuts, renforçant la clarté et la gouvernance ;
- la démarche de prospective financière, menée avec le soutien de KPMG ;
- les campagnes de sensibilisation contre le harcèlement sexiste et sexuel, mais aussi autour de la mobilité durable ou de la sobriété énergétique ;
- la nomenclature achats, entrée en vigueur le 12 mai dernier ;
- la semaine santé et qualité de vie au travail, organisée du 10 au 13 juin ;
- l'accueil d'un atelier de la communauté Lucie le 17 juin autour du dialogue social.

Ces initiatives montrent combien la RSO irrigue aujourd'hui les différentes strates de l'organisation et les projets menés.

2- Calendrier du renouvellement

La démarche de renouvellement de la labellisation suit un rétroplanning structuré, permettant de garantir l'implication des équipes et des parties prenantes, tout en respectant les exigences de l'agence Lucie :

Étape	Période
Auto-diagnostic	En cours – objectif de finalisation : 15 juillet 2025
Audit de renouvellement	Septembre – octobre 2025
Formulation des nouveaux engagements	Novembre – décembre 2025

Renouvellement du label	Janvier 2026 (pour 4 ans)
-------------------------	---------------------------

L'auto-évaluation en cours permettra de dresser un état des lieux actualisé des pratiques du syndicat, d'identifier les axes de progrès et d'alimenter un nouveau plan d'engagements, plus ambitieux et aligné avec les enjeux contemporains, notamment la transition énergétique, l'évolution du travail, ou encore le dialogue social.

Nous reviendrons vers vous à la rentrée pour partager les résultats de cette auto-évaluation et co-construire les engagements de la nouvelle phase de labellisation.

26.2 - Organisation du centenaire du Syndicat

Depuis le 1^{er} janvier, les membres du comité technique et du comité de pilotage se réunissent régulièrement pour mettre en œuvre les différents temps forts à l'occasion des 100 ans du Syndicat : création d'une marque par le service communication et publication de communications régulières ponctuées par les dates clés de l'histoire des réseaux électriques en général et du syndicat en particulier. Dans le courant de l'été, une campagne de communication pour valoriser 100 ans de proximité sera visible sur les réseaux sociaux.

En parallèle, une bande dessinée retraçant l'histoire du syndicat depuis 1925, est en cours de création. Elle sera publiée à l'automne.

L'année se clôturera le vendredi 14 novembre par une soirée au centre des Congrès à Angers où 1000 invités sont attendus dès 17 heures avec une exposition, des tables rondes et des animations autour du « Voyage dans le temps à la découverte des énergies d'hier et de demain ».

La somme de 145 000 € est allouée à l'organisation de ce centenaire. Elle est proportionnée aux anniversaires déjà célébrés par le Siéml en 2015.

26.3 – Organisation du congrès AMORCE 2025

Pour mémoire, le prochain congrès national AMORCE se déroulera les 15, 16 et 17 octobre au centre des congrès à Angers. Cet événement sera ponctué de tables rondes, de visites des collectivités de Maine-et-Loire membres de l'association et de visites touristiques. Un stand commun au SEA, Siéml et SIVERT ainsi qu'un espace dédié aux projets des collectivités de Maine-et-Loire membres d'Amorce seront constitués sur place.

Le congrès sera clôturé par une soirée de gala organisée aux Greniers Saint-Jean où 600 convives sont attendus. Le 1^{er} juillet, une réunion de présentation aura lieu avec les collectivités des 49 membres d'Amorce pour une présentation des animations et des interventions.

Une première invitation à noter la date du 14 novembre dans les agendas a été diffusée tout récemment.

26.4 Calendrier des prochaines instances et événements du Siéml (pour mémoire)

Rendez-vous de la donnée géographique :

mardi 17 juin 2025 de 14 h à 17 h 30 au Vallon des Arts à Écouflant.

Réunion du Bureau :

mardi 9 septembre à 9 h 30

mardi 7 octobre à 9 h 30

mardi 4 novembre à 9 h 30

mardi 2 décembre à 9 h 30

Réunion du Comité syndical :

mardi 21 octobre à 9 h 30 (attention car première semaine des congés scolaires

mardi 16 décembre à 9 h 30

Il est proposé au comité syndical, dans les conditions exposées ci-avant :

De prendre acte des informations présentées.



Syndicat intercommunal
d'énergies de Maine-et-Loire

www.sieml.fr /

